

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNERAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822,

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

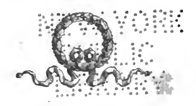
Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.

HORAT., *Od. IX, lib. IV.*

TOME CINQUIÈME.

COSS—EXC



A PARIS,

Chez
- l'AUTEUR, rue de Sèvres, n° 111.
- ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23.
- TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

M. DCCC. XXII.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822,

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

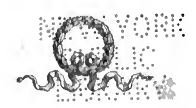
ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.
HORAT., *Od. IX, lib. IV.*

TOME CINQUIÈME.

COSS—EXC



A PARIS,

Chez { l'AUTEUR, rue de Sèvres, n° 111.
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

M. DCCC. XXII.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822.

DE COSSÉ (1) (Charles Ier), *comte de Brissac*, surnommé *le beau Brissac*, *maréchal de France*, naquit vers l'an 1505. Il était d'une complexion délicate; mais il suppléa aux forces qui lui manquaient par l'adresse qu'il s'appliqua à acquérir dans ses exercices, et il y réussit à un tel point, qu'il l'emportait souvent sur les plus robustes par son habileté à manier une épée et une lance. Il vécut auprès de François dauphin de Viennois (fils de François Ier), dont il fut enfant d'honneur jusqu'à l'âge de dix-huit ans, âge auquel ce prince le fit son premier écuyer. Brissac obtint du roi, en 1522, la permission de partir avec les troupes que l'on envoyait à M. de Lautrec pour le siége de Naples. Les Napolitains, avertis de l'envoi de ce secours, l'attaquèrent à la descente des galères, et forcèrent les Français de reculer jusqu'au bord de la mer. Dans cette occasion, Brissac, à pied, sans casque, sans cuirasse, et sa seule épée à la main, se défendit contre un cavalier espagnol, bien monté, armé de toutes pièces, et le fit prisonnier. Il revint en France avec les débris de l'armée, après la levée du siége de Naples. Il commanda, en 1537, cent chevau-

(1) Le bourg de Cossé en Anjou, a donné son nom à l'ancienne et illustre maison de Brissac.

légers à l'attaque du Pas-de-Suze, où les Impériaux s'étaient retranchés, et qui fut forcé par les Français : le château de Suze se rendit à discrétion, et l'on emporta Veillane d'assaut. Le comte de Brissac fut fait grand fauconnier de France, en 1540, et conserva cette dignité jusqu'à sa mort. Il eut la charge de capitaine et colonel-général des gens à pied français delà les monts, par état du 22 mai 1542, et la remplit jusqu'au 1er mars 1543. Il servit, au mois d'août 1542, au siége de Perpignan, formé par le dauphin, depuis Henri II. La jeune noblesse de l'armée, livrée au jeu et au plaisir sous les tentes du prince, veillait peu aux mouvements des assiégés. Ceux-ci, qui n'ignoraient pas que la joie la plus vive, à l'heure du repas, inspire une plus grande sécurité, prirent ce moment pour faire une sortie, comblèrent les tranchées, marchèrent au parc de l'artillerie, et enclouèrent le canon. Au bruit que font les assaillants, Brissac, qui était rarement aux tables des généraux, sort de sa tente, s'avance lui douzième, une pique à la main, éloigne les ennemis du parc d'artillerie, essuie une grêle de coups; et, malgré une blessure qu'il vient de recevoir à la cuisse, entretient le combat jusqu'à l'arrivée de l'infanterie. Le dauphin qui survint avec sa cour au moment où les ennemis se retiraient, ne put s'empêcher de dire en embrassant le comte : « Je voudrais être Brissac, si » je n'étais pas Dauphin. » Pendant l'action, un coup d'arquebuse faussa le hausse-col de Brissac. Il eut le commandement de toute la cavalerie légère en Piémont, par lettres du 1er mars 1543 (1). Il suivit, cette même année, le roi en Flandre ; battit un gros corps de l'armée impériale, auquel il tua 300 hommes et fit 600 prisonniers, et sur lequel il prit 4 enseignes et 2 cornettes. Cette affaire répandit l'alarme dans le reste de l'armée ennemie, qui abandonna l'attaque de Bohain, et reprit en désordre la route du Quesnoy. A l'approche de l'armée française, Charles V, ayant

(1) Il n'y est point qualifié colonel-général, comme le disent l'abbé Perraut et le Père Anselme, mais seulement commandant.

rappelé à son camp de Landrecies le marquis de Gonzague, qui avait commencé le siége de Guise, Brissac chargea l'arrière-garde de Gonzague, en défit une partie, prit François d'Est, frère du duc de Ferrare, et général de la cavalerie impériale. L'empereur Charles V continuant le siége de Landrecies, le roi résolut de ravitailler cette place ou de livrer bataille, et s'avança à cet effet jusqu'à la vue du camp de Charles. Le convoi destiné au ravitaillement entra heureusement dans Landrecies; et le roi, ne jugeant plus alors qu'il fût convenable de livrer bataille, décampa, le 2 novembre. Pour faciliter la marche de l'armée française et assurer sa retraite, Brissac partit du camp deux heures avant le jour, posta son infanterie à moitié chemin du camp de l'empereur, et, au son d'un grand nombre de trompettes, chargea les ennemis sur deux points de leur camp : tout ce qui se réveilla et se présenta aux Français fut tué. Le jour, en paraissant, se trouva obscurci par un brouillard épais, et cette circonstance amena une confusion très-grande parmi les ennemis, qui se combattirent long-temps entre eux. Cependant les troupes des deux attaques de Brissac, s'étant réunies en une seule, se serraient à mesure que le nombre des Impériaux grossissait et que le jour se développait. Charles V, marchant alors à la tête d'un grand corps de cavalerie qu'il faisait appuyer par deux autres corps, postés sur ses flancs, conçut le dessein d'envelopper les troupes de Brissac. Celui-ci recule d'abord au petit pas. Deux escadrons s'avancent, Brissac les rompt du premier choc. Six autres escadrons le chargent, il les repousse encore, et continue sa marche en élargissant le centre et les derniers rangs de ses escadrons. L'empereur détache tout à coup contre Brissac 12 escadrons qui rompent les premiers rangs français. Bientôt Brissac est pressé de tous côtés par de nombreux ennemis qui s'attachent à lui et l'investissent. Aidé par 12 cavaliers qui l'accompagnaient, il fit de prodigieux, mais inutiles efforts pour se dégager. Sur ces entrefaites, quelques Français accourent, se précipitent au milieu des ennemis, et Brissac, après avoir changé de cheval, regagne sa troupe.

Cependant les Impériaux qui le suivent se multiplient sur ses pas. Brissac et ses gens sont encore enveloppés. On se saisit de sa personne, on lui arrache ses brassards, son haussecol, on met ses habits en pièces, et un Allemand, fort et vigoureux, s'efforce de l'enlever de dessus son cheval. Brissac se débattait encore avec le tronçon de son épée, lorsque les gendarmes attachés à sa personne vinrent se jeter à corps perdu sur lui, et le disputèrent aux ennemis. Plusieurs de ces braves gendarmes furent étendus morts à ses pieds, tandis que les autres s'attachaient à ses armes et ses habits, pour ne pas le quitter. Enfin le commandant de l'infanterie que Brissac avait placée dans les haies, détacha 3 compagnies, qui filèrent par les intervalles des escadrons, firent leur décharge sur les ennemis qui environnaient Brissac, et les mirent en désordre. Brissac, dégagé une seconde fois, hâta sa retraite jusqu'à l'entrée des haies, où son infanterie fit un feu qui arrêta les Impériaux, assez long-temps pour que la cavalerie pût prendre haleine. Pendant ce temps, le roi s'était mis en sûreté avec son armée ; mais, inquiet sur la destinée de Brissac, il avait laissé 1200 lances sur une colline voisine pour recevoir ses escadrons, et sauver ce qui pourrait échapper de son infanterie. Brissac, apercevant cette troupe, la montra à ses gens, qui reprirent courage : alors son infanterie fit feu, et repoussa les Impériaux à une grande distance. La vigoureuse résistance de Brissac ne rebutait cependant point les ennemis, qui, rafraîchis sans cesse par de nouveaux renforts, ne cessaient de renouveler leurs charges; mais, à l'approche des 1200 lances qui venaient au secours de Brissac, ils reprirent le chemin de leur camp. Brissac n'arriva à l'armée qu'à midi, couvert de sang et de poussière. Cette armée lui devait son salut, et le roi en convint. S. M., qui était à table lorsque Brissac arriva, se leva, lui présenta à boire dans sa coupe, l'embrassa, et le fit chevalier de son ordre. L'empereur ayant appris que le roi avait pourvu Landrecies de munitions et de vivres, et que l'armée française s'était retirée près de Cateau-Cambrésis, se mit alors à la poursuite de l'arrière-garde que Brissac

commandait, sous le dauphin; mais il fut repoussé bien avant dans la plaine. En 1544, Brissac fut envoyé par le dauphin, avec sa cavalerie légère et 2000 fantassins, à Vitry en Perthois. De là, il harcelait continuellement l'armée impériale, lui enlevait ses fourrageurs, et lui coupait ses convois. L'empereur, déterminé à chasser Brissac de Vitry, envoya contre lui 14,000 hommes et un train d'artillerie. La partie étant trop inégale, et la ville de Vitry ne présentant point de défense, Brissac l'abandonna et se retira vers Châlons. Dans une vive escarmouche, qui eut lieu pendant cette marche, il fut pris deux fois, et deux fois délivré par ses troupes. La paix se fit au mois de septembre avec l'empereur. En 1545, Brissac défit 2000 Anglais dans la terre d'Oye en Boulonnais. La paix se conclut aussi avec l'Angleterre, au mois de juin 1546. Brissac obtint la charge de grand-maître et capitaine-général de l'artillerie de France, à la place et sur la destitution du sieur de Taix, par provisions données à St.-Germain-en-Laye, le 11 avril 1547 (1). On lui donna, le même jour, la charge de premier pannetier, vacante par la mort de Charles de Crussol, vicomte d'Uzès. Il fut fait gouverneur et lieutenant-général du Piémont, sur la démission du prince de Melphes, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 9 juillet 1550; et se démit alors de la charge de grand-maître de l'artillerie. Le roi l'éleva au grade de maréchal de France, à la mort du prince de Melphes, par état donné à Mantes, le 21 août de cette même année, registré au parlement de Paris, le 4 novembre. Le nouveau maréchal s'étant rendu en Piémont (2), commença par y faire revivre parmi les troupes la discipline militaire, que la vieillesse du prince

(1) Cette charge fut donnée, dit Mézeray, à Brissac, « le seigneur de « la cour le plus aimable et le plus aimé de Diane de Poitiers. »

(2) On a dit qu'il fut envoyé commander de là les monts afin de l'éloigner de la jeune duchesse de Valentinois, qui avait pour lui des attentions suspectes à Henri II.

de Melphes avait laissée quelque temps se ralentir (1). Une garde régulière dans les places, de fréquents exercices dans les plaines et de petits combats, aguerrirent bientôt le soldat, et tirèrent l'officier de l'inaction où il était mollement plongé (2). Sur la fin d'août 1551, Brissac conçut le dessein de s'emparer de Quiers par surprise; mais ce moyen n'ayant pas réussi, il eut recours à la force; et, secondé par Montluc, il emporta la place d'emblée, pendant une nuit, et prit ensuite St.-Damien. Il attaqua Lanlz et sa citadelle, et s'en empara. Il fit assiéger Ponts, Casteltelle et Valpergue, dont il se rendit maître. Ces succès obligèrent Gonzague d'abandonner le siége de Parme. En 1552, le maréchal de Brissac s'empara des villes de Busque, de Vérue et d'Albe. En 1553, il prit Sarravalle et Ceva. Il investit Verceil pendant la nuit, sur la fin de septembre de la même année; l'enleva par escalade, à la faveur d'une intelligence, et la livra au pillage. Les meubles précieux, les pierreries et le trésor que le duc de Savoie avait fait transporter dans Verceil, qu'il regardait comme imprenable, devinrent la proie des vainqueurs. Brissac, n'ayant point assez de canon pour forcer la citadelle, fit sa retraite, pendant laquelle il fut constamment harcelé par les ennemis: il ne perdit néanmoins rien du butin qu'il emportait. Fernand de Gonzague ne croyant aucunes de ses

(1) Cette discipline, qui fit le plus grand honneur à Brissac, fut si rapidement observée, que le soldat, même en pays de conquête, n'osait rien prendre aux habitants que de gré à gré; et, comme on laissait paisibles et tranquilles les villageois et les marchands, ceux-ci continuaient de se livrer sans crainte à leurs travaux ou à leur commerce: en résultat, l'armée dut de son côté profiter du bon ordre établi par le maréchal.

(2) Pour réprimer la fureur des duels qui était portée à l'excès, le maréchal de Brissac imagina de les permettre, mais d'une manière si périlleuse, qu'il en ôta bientôt le désir. Il ordonna que ceux qui auraient désormais querelle la videraient sur un pont entre quatre piques, et que le vaincu serait jeté dans la rivière, sans qu'il fût permis au vainqueur de lui donner la vie.

places assez fortifiées contre les entreprises de Brissac, renforça toutes leurs garnisons, et affaiblit ainsi son armée : c'était là ce que le maréchal souhaitait. Manquant presque toujours de l'argent nécessaire aux besoins de son armée, Brissac n'était guère en état de tenir la campagne, et le peu de troupes qui lui restait, depuis les détachements qu'il avait envoyés en France, n'était point payé, et ne se soutenait que par son attachement pour son général. Le maréchal de Brissac prit, en 1554, Spino et Ponzone, villes fortifiées; s'empara de tout le pays des Langhes, et finit la campagne par la conquête de la ville d'Yvrée, qui capitula le 14 décembre : le château se rendit cinq jours après. La capitulation d'Yvrée ouvrit un passage aux troupes auxiliaires des Suisses, et facilita les courses dans le Milanais et sur les terres de Pavie. La ville de Bielle, proche la rivière de Sarno, et tous les peuples de cette province, prêtèrent serment de fidélité au roi. Le château de Mazino fut contraint de se rendre, et l'on repoussa le comte de la Trinité, qui voulait y jeter des vivres. Au commencement de 1555, Brissac prit Santia, dont la situation avantageuse pouvait servir à arrêter les courses des garnisons d'Ulpiano, de Verceil et de Crescentino. Il soumit au roi Crépacuoré, près de Pavie, et se saisit de Casal, par un coup aussi heureux que hardi. Le maréchal faisait fortifier Santia, lorsqu'on vint lui apprendre qu'une tour bâtie à vingt pas de la porte de Casal ôtait aux sentinelles placées sur le rempart la connaissance de ce qui se passait derrière cette tour : celui qui donnait cet avis était descendu dans le fossé avec une échelle, et était remonté sans avoir été aperçu. Sur cet avis Brissac envoya à Casal plusieurs officiers déguisés, et tous confirmèrent l'exactitude du renseignement donné. L'espion qui l'avait fourni avait demandé 10,000 écus. Brissac, jugeant que la plus forte place de l'Italie ne pouvait pas être trop payée, les lui avait accordés. Le maréchal remit au 10 mars son expédition contre Casal. Il savait que la noblesse de l'armée impériale devait ce jour-là assister à un tournoi que le gouverneur avait indiqué. Brissac fit marcher le

long du Pô un détachement de Français, qui coupa les cordes de tous les bacs; se partagea en différentes troupes, et arriva à la porte de Casal. Ce détachement était suivi de loin par 1200 fantassins et 300 chevaux que Brissac commandait en personne. Par son ordre, Lamote-Gondrin et Salvaison approchent les premiers du fossé; la sentinelle ennemie, entendant du bruit, tire au hasard, et blesse un soldat: toutefois les Français restent immobiles pour donner le temps à la sentinelle de se rassurer, puis ils descendent dans le fossé. Quelques soldats montent avec précaution sur le rempart, et s'y couchent ventre à terre. La sentinelle continuant sa faction, se trouve auprès d'eux sans le savoir, et est poignardée. Sur ces entrefaites, 400 soldats montent à la file et suivent l'espion, qui les conduit à la porte de la ville: le corps-de-garde est égorgé. Cependant l'alarme se répand dans la ville, les trompettes sonnent, et la bourgeoisie effrayée paraît aux fenêtres avec un grand nombre de flambeaux. Les Français, maîtres des rues, et à la faveur de la lumière, qui leur permet de distinguer tous les objets, tuent tout ce qui a l'air militaire. Dans la terreur que leur cause cette surprise, les soldats et le gouverneur se précipitent dans la citadelle, la plupart sans habits, et presque tous sans armes. Brissac entre alors dans la ville et en interdit le pillage. Sans perdre de temps, il attaque la citadelle, qui était défendue par un bon fossé et 4 bastions, et emporte deux ravelins. Il se disposait à tenter un assaut général, lorsque les ennemis capitulèrent, promettant de se rendre, si, dans vingt-quatre heures, ils n'étaient point secourus. A peine la capitulation était signée, que l'on eut avis d'un secours de 3000 hommes que le marquis de Pescaire amenait avec le dessein de se jeter dans la citadelle. Le maréchal de Brissac se retranche alors vis-à-vis la citadelle; fait abattre des arbres, et ordonne à ses troupes de se tenir toute la nuit sous les armes. On avança les horloges pour hâter la fin du délai accordé, et la citadelle se rendit. On y trouva, comme dans la ville, une nombreuse artillerie. Le maréchal de Brissac tira au profit de l'armée 100,000 écus pour la rançon de cette noblesse alle-

mande, qui s'était rassemblée pour le tournoi. Cette capture procura une grande satisfaction aux soldats français, fort mal payés jusque-là de ce qui leur était dû. Henri II accorda, en 1555, au maréchal de Brissac une faveur bien glorieuse; il lui fit présent de l'épée qu'il portait à la guerre. Ce présent, dont aucun de nos rois n'avait encore honoré un de ses sujets, fut accompagné d'une lettre, où la valeur, la diligence et le zèle du maréchal étaient peints avec les plus vives couleurs. Ce prince finissait par ce trait flatteur: « L'idée que j'ai de votre mérite a passé jusque »chez nos ennemis; et dernièrement, l'empereur avouait »ingénument qu'il se ferait monarque du monde, s'il avait »un Brissac pour seconder ses armes et ses desseins. » Brissac méritait bien les éloges de son roi. Cependant le défaut d'argent gênant, pour ainsi dire, sa valeur et la resserrant dans des bornes étroites, le roi lui ordonna de lever un impôt sur le clergé, la noblesse et le peuple du Piémont. Brissac se comprit le premier dans cette taxe, et donna 10,000 écus de son bien. Les maladies qui se répandirent parmi ses troupes, nourries seulement de fruits et de légumes, ne l'empêchèrent pas de se mettre en campagne. Il prit Pomaro, le 10 juin; repoussa, près de Valenza, les Impériaux jusque dans leurs retranchements, et força San-Salvator de se rendre: les places voisines se soumirent, et il les fit raser. Le duc d'Albe, qui avait succédé à Gonzague, assiégeant Santia, le maréchal de Brissac, après avoir reçu de France un renfort de troupes, marcha au secours des assiégés, suivi d'un grand nombre de princes et de seigneurs volontaires, ce qui obligea le duc d'Albe de lever le siége, au mois d'août, laissant dans son camp 400 malades, tous ses vivres, et une bonne partie de son canon. Sur la fin du même mois, l'armée française forma le siége d'Ulpiano. Brissac était alors resté malade à Turin. Ses lieutenants n'eurent point le talent de se faire obéir; et les jeunes volontaires étant montés témérairement à l'assaut, on y perdit 300 hommes. Le roi, à la prière du maréchal, nomma un général pour commander l'armée pendant sa maladie; mais les troupes refusèrent d'obéir à ce

nouveau chef, et le soulèvement devint général. Le gouverneur d'Ulpiano ayant déclaré de son côté qu'il ne capitulerait qu'avec le maréchal, Brissac se fit porter à l'armée, et reçut la ville, qui se rendit le 19 septembre : Brissac en ordonna la démolition. La reddition d'Ulpiano ouvrit un vaste pays à Brissac, qui assiégea Montealvo et plusieurs autres places avec succès. Il entreprit de déloger de la montagne de Vignal, qui domine le Montferrat, 1200 guerriers, dits *les braves de Naples ;* et, pour que l'ennemi ne pût recevoir du secours pendant l'attaque, il fit travailler à des tranchées. Un jour le maréchal entend tout à coup des cris partant de l'une de ses divisions; il regarde et voit un soldat d'une taille avantageuse qui, sorti des rangs, court à l'ennemi, paraît sur la brèche, tire un coup d'arquebuse, met l'épée à la main, insulte l'ennemi et se précipite dans le retranchement. Ceux des camarades de ce soldat qui l'aperçoivent volent à lui, combattent avec valeur, et invitent le reste de l'armée à les suivre : Brissac est forcé de les soutenir. On se bat long-temps, et enfin les Français emportent la brèche, puis la ville qui fut rasée. Le lendemain, Brissac rassemble son armée comme pour un triomphe. Après avoir reçu 12 enseignes enlevées à l'ennemi, il récompense ceux des officiers qui s'étaient le plus distingués à Vignal, en leur passant au col une chaîne d'or de la valeur de cent écus. Après avoir loué en particulier chacun de ces braves, il témoigna son regret de ne pas voir auprès de lui le soldat qui s'était fait remarquer par une valeur plus qu'humaine, en se précipitant au milieu des ennemis, et ordonne qu'il soit amené en sa présence. Ce valeureux soldat, âgé de 21 ans, était fils naturel du seigneur de Boissi, dont il portait le nom, et parent de Brissac. Il le réprimande sévèrement sur la faute grave qu'il avait commise contre la discipline, le fait charger de fers et le laisse en prison pendant quinze jours. Après ce terme, Brissac assemble le conseil, et déclare qu'ayant défendu qu'on quittât les rangs avant le signal donné, Boissi avait violé cet ordre, et méritait la mort pour punition de sa désobéissance. Le conseil opina comme le maréchal, et con-

damna Boissi à perdre la vie. Brissac lui lut sa sentence, et lui en fit voir la justice par l'exposition des suites funestes que pouvait avoir son imprudence. Pendant ce temps, les soldats se pressaient en foule à la porte du maréchal, demandant la grâce du coupable. Déjà on se disposait à conduire Boissi au lieu du supplice, lorsque Brissac ordonna au prevôt de se retirer. « Approche, dit-il à Boissi; j'ai »pitié de ta jeunesse; j'estimerai un jour ta bravoure, »quand elle sera dirigée par l'obéissance. Je t'accorde la »vie; mais elle n'est plus à toi, et je ne t'en laisse la jouis»sance qu'en me réservant le droit de te la redemander »toutes les fois que le service du roi l'exigera. » Puis il ajouta : « Porte pour l'amour de moi cette chaine d'or que »je te donne (1), et reçois des mains de mon écuyer un »cheval et des armes, avec lesquelles désormais tu combat»tras près de moi. » Il le mit au nombre de ses gardes. Brissac avait puni peu de temps auparavant, et dans toute la rigueur des lois militaires, un officier de haute naissance. Cet officier demandant son congé, le maréchal le pria d'attendre que les ennemis eussent pris leurs quartiers d'hiver : l'officier partit cependant. Dès le lendemain, Brissac assembla la compagnie de cet officier, le déclara privé d'armes, d'honneur et de condition, sa personne sujette à la taille, et ses enfants roturiers. Le roi approuva d'abord cet acte de justice; mais, sur les instances des dames de la cour, il fit grâce à cet officier, ce qui ne contribua pas peu à entretenir l'esprit d'indiscipline dans les troupes. Le maréchal vint à la cour, en 1556, et retourna en Piémont, en 1557, avec le duc de Guise qui, marchant au secours du pape, laissa Brissac dans son gouvernement avec peu de troupes. La trêve conclue à Versailles, le 5 février 1557, avec les Impériaux, ayant été rompue, Brissac mit garnison dans Santia, et fit attaquer, par de Thermes, la ville de Valfémiera, qui se rendit sur la fin d'avril, et fut

(1) Cette chaine était du double plus pesante que celles que le maréchal avait déjà distribuées.

rasée. Il attaqua, au commencement de mai, Cherasco avec le même succès, et entra ensuite dans Quiéras. Il aurait emporté Coni d'assaut, et avant l'arrivée d'un secours qui fut donné à cette place ; mais la jalousie de deux officiers, dont l'un refusa de soutenir celui auquel Brissac avait confié la pointe de l'attaque, fit échouer cette entreprise. Brissac battait partout les ennemis, lorsqu'un courrier lui apprit la défaite des Français à Saint-Quentin, le 10 août. Ce courrier apportait en même temps à Brissac l'ordre d'envoyer en France 5000 Suisses, 4 compagnies de gendarmerie et autant de cavalerie légère de son armée, et de se tenir en Piémont sur la défensive. Il revint, en 1558, à la cour, d'où il repassa en Italie avec peu de troupes, qui étaient très-mal payées. Il se réduisit à ravager les terres voisines de Fossano et de Coni. Nommé gouverneur et lieutenant-général de Picardie, sur la démission de l'amiral de Coligny, par provisions du 31 mars 1559, il se démit alors du gouvernement du Piémont. Investi tout à coup par ses propres soldats, qui lui demandaient, les armes à la main, de quoi payer leurs dettes et retourner chez eux, Brissac serait devenu la victime de cette troupe de désespérés, s'il n'eût trouvé dans la générosité des Suisses un remède au mal qu'il ne pouvait guérir seul; il vendit ce qui lui restait d'argenterie et de bijoux, en joignit le prix à la somme que lui prêtèrent les Suisses, et distribua le tout aux soldats. Il fit son entrée à Amiens, au mois de mai de cette année. Les marchands de Turin, qui, sur la parole du maréchal, avaient fait des avances à l'armée, n'étant point payés par la cour, Brissac fit des emprunts, y joignit la dot destinée à mademoiselle de Brissac, sa fille, et réalisa avec le tout une somme de 100,000 l. qu'il donna à ces marchands. Il y ajouta des sûretés pour le surplus de ce qui leur était encore dû (1).

(1) Le maréchal de Brissac, présentant ces marchands à sa femme, lui dit : « Voila des gens, madame, qui ont hasardé leur fortune sur mes » promesses; le ministère ne les fait pas payer, et ce sont des gens per» dus. » L'âme de la maréchale se trouva aussi sensible et aussi élevée que celle de son époux.

Il se démit du gouvernement de Picardie, en faveur du prince de Condé, au mois d'octobre 1561. Pendant les troubles suscités par les calvinistes, le roi le nomma lieutenant-général commandant à Paris, par pouvoir donné au bois de Vincennes, le 31 mai 1562, registré au parlement de Paris, le 5 juin. Il fut aussi nommé commandant des prevôté et vicomté de Paris, et aux bailliages de Meaux, de Melun et d'Étampes, par pouvoir donné à Boulogne, le 5 août de la même année, registré au même parlement, le 13. Il eut le commandement dans le rayon de douze lieues autour de Paris, par pouvoir donné au camp de Larsenai, près Bourges, le 23 du même mois d'août, registré au parlement de Paris, le 7 septembre suivant. Il sut maintenir dans cette capitale et aux environs le calme et l'autorité du roi. Il commanda, en 1563, dans la Normandie, d'où on le rappela, au mois de février, après l'assassinat du duc de Guise, pour lui faire prendre le commandement de l'armée devant Orléans. La cour, en paix avec les calvinistes, entreprit de chasser les Anglais de la Normandie. On assiégea, le 20 juillet, le Havre-de-Grâce, qui déjà était bloqué. Le maréchal de Brissac commanda à ce siége, sous le roi et le connétable. Cette ville fut forcée de capituler, le 28 du même mois, par la privation d'un cours d'eau que Brissac avait détourné. Le maréchal de Brissac termina par cet exploit sa carrière militaire, toute glorieuse et remplie de succès. Il mourut à Paris, le 31 décembre 1563, âgé de 57 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag. 256; le président Hénaut, le président de Thou, l'abbé Le Gendre, Dupleix, Moréri, Histoire militaire des Suisses, Histoire de France du Père Daniel; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Dictionnaire des maréchaussées, Vie des hommes illustres, tom. II, pag. 1; Moréri, Davila, d'Aubigné, la Popelinière, Mémoires de Castelnau, Histoire de France, par Anquetil, tom. IV et V; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. X, pag. 39; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. V, pag. 130.*)

DE COSSÉ (Timoléon), *comte de Brissac, colonel-général de l'infanterie française delà les monts*, fils du précédent, naquit en 1545, et fut élevé enfant d'honneur auprès de Charles IX. Ce prince, étant parvenu à la couronne, le retint gentilhomme ordinaire de sa chambre, au mois de décembre 1560, et lui donna, par provisions, datées de St.-Germain-en-Laye, le 3 octobre 1561, la charge de colonel-général de l'infanterie delà les monts, vacante par la promotion du prince de Condé au gouvernement de Picardie (1). Le comte de Brissac fit ses premières armes, en 1562, au siége de Rouen, qui fut attaqué, le 25 septembre, et pris d'assaut, le 26 octobre. Il servit à la défense de Paris, au mois de novembre de la même année; joignit ensuite l'armée du Lyonnais, commandée par le duc de Nemours, et y servit, comme colonel-général de l'infanterie delà les monts, à la tête des bandes du Piémont. Le duc de Nemours, qui avait été repoussé deux fois l'année précédente devant Lyon, était cependant parvenu à y pratiquer des intelligences, et un traître avait promis de lui livrer une des portes de la ville. Les troupes du duc, destinées à s'emparer de cette porte, s'en approchèrent effectivement, au commencement du mois de mars 1563, et le

---

(1) On lit ce qui suit dans l'*Histoire de la milice française* du Père Daniel, tom. 1, pag. 274 : « L'autre point est le plus important, savoir, « que Timoléon de Cossé, comte de Brissac, ne doit point être mis dans « la liste des colonels-généraux de l'infanterie française, parce qu'il ne « le fut point en effet. Ce seigneur méritait sans doute de l'être.... Et il « n'a point besoin du faux relief qu'on lui donne, en le mettant au nombre des colonels-généraux de l'infanterie française. On n'appelait colonel-général de l'infanterie française que celui qui l'était en-deçà des « monts, soit qu'il le fût aussi de l'infanterie d'au-delà des monts, soit « qu'il ne le fût pas, et celui qui l'était au-delà ne s'appelait que colonel-général d'au-delà des monts ou de Piémont. » Pinard a, dans sa *Chronologie militaire*, suffisamment combattu cette erreur, en établissant la création des deux charges de colonels-généraux de l'infanterie française pour les départements deçà et delà les monts, comme indépendantes l'une de l'autre. Les lettres-patentes et les provisions de ceux qui en ont été revêtus, prouvent évidemment qu'ils avaient tous deux le titre de colonels-généraux de l'infanterie française.

comte de Brissac attaqua le faubourg de Saint-Just; mais le gouverneur de Lyon fit tirer alors l'artillerie de la place sur les Français, sortit avec une partie de la garnison, et tua 3 ou 400 hommes. La défaite des Français eût été entière, sans la résolution du jeune comte de Brissac qui arrêta les ennemis par sa fermeté, et se retira, toujours en combattant : l'entreprise du duc de Nemours échoua. La paix, qui fut signée le 13 du même mois, rendit le calme à la France. Le comte de Brissac fut créé, par Charles IX, chevalier de l'Ordre du Roi, et capitaine de 50 hommes d'armes. Il obtint, le 1er janvier 1564, la charge de grand-fauconnier, vacante par la mort de son père. On lui donna aussi le gouvernement de la ville et du château d'Angers, et la charge de premier pannetier, en survivance du maréchal de Cossé, son oncle. Les Turcs étant descendus dans l'île de Malte, au mois de mars 1565, en firent le siége. Une nombreuse noblesse résolut alors de secourir cette île, et Brissac fut de cette expédition. L'arrivée de ce secours étonna d'abord les ennemis, qui levèrent le siége avec la plus grande précipitation, et se rembarquèrent; mais, lorsqu'ils eurent ensuite connaissance du petit nombre d'hommes dont le secours était composé, ils descendirent de nouveau à terre avec le projet de recommencer le siége. Brissac fut un de ceux qui décidèrent les troupes chrétiennes à sortir de leurs retranchements et à tomber sur les Turcs, qui furent poussés, toujours en combattant, jusque dans leurs vaisseaux : ils perdirent, tant au siége que dans le combat, environ 30,000 hommes. Brissac revint ensuite en France. Les protestants s'étant emparés de Rosay, le 27 septembre 1567, la guerre recommença. On rangea toute l'infanterie en 6 régiments, dont 3 étaient sous les ordres du colonel-général deçà les monts, et 3 sous ceux du colonel-général delà les monts : Brissac servit jusqu'à sa mort à la tête de ses trois régiments (1). Le prince

(1) On lit dans la Popelinière, *édition de* 1581, *liv. XII*, *pag.* 25 : « Strozzy arriva sain et sauf à Paris, où l'état de colonel de l'infanterie

de Condé ayant attaqué Paris, au mois d'octobre, le comte de Brissac commanda les troupes du roi dans le faubourg Saint-Denis, et y résista aux différentes attaques des ennemis, qui ne purent l'y forcer. A la bataille de Saint-Denis, le 10 novembre, Brissac défit toutes les troupes qui se présentèrent devant lui. Le prince de Condé étant parti des environs de Paris, le 12 novembre, pour aller en Lorraine au-devant des troupes allemandes que lui amenait Casimir, comte palatin du Rhin, l'armée du roi suivit de près celle du prince de Condé. Le comte de Brissac ayant joint, le 26 décembre, au bourg de Sarry, près Châlons, 7 compagnies de chevau-légers de l'armée protestante, les battit, et les força de se retirer à Auxerre avec 15 chevau-légers seulement échappés du combat. Il emmena prisonnier l'un des capitaines de cette troupe. La paix, conclue le 23 mars 1568, rétablit de nouveau une tranquillité momentanée. Les huguenots ayant repris les armes, au mois de septembre de la même année, le duc de Montpensier, commandant l'armée de Guienne, la rassembla à Chatellerault. Le comte de Brissac servit dans cette armée, qui marcha, au mois d'octobre, de Chatellerault vers Périgueux. Le duc de Guise, Martigues et Brissac en commandèrent l'avant-garde. Brissac, marchant en avant de l'armée, surprit, le 20 octobre, à Confolens, un parti protestant, commandé par Puividal, et le tailla en pièces : l'armée arriva à Périgueux le 23. Le duc de Montpensier, informé que les ennemis étaient campés à Saint-Chalier, à deux

---

» française fut réparti en deux charges : l'une fut donnée au comte de » Brissac...., l'autre à Strozzy, et ils furent tous deux déclarés colonels des » gens de pied français. » Ce n'est point la charge de colonel-général qui fut partagée en deux, au mois de septembre 1567, comme le dit la Popelinière : les deux charges avaient été séparées dès le 29 avril 1547, ainsi que Pinard l'a démontré ; mais ce fut toute l'infanterie française que l'on rangea en 6 régiments, sous le comte de Brissac, colonel-général delà les monts, et sous Strozzy, nommé pour exercer la charge de colonel-général deçà les monts, à la place de d'Andelot, qui fut privé de l'exercice de cette charge pour avoir pris le parti des calvinistes.

lieues de lui, et que Mouvans et Pierregourde, capitaines protestants, se trouvaient à Messignac, éloignés du reste de leur armée, résolut de les faire enlever, et chargea Brissac de cette expédition, qui fut exécutée, le 25 octobre, avec le plus grand succès. Brissac tua aux ennemis plus de 1000 hommes, du nombre desquels se trouvèrent Mouvans et Pierregourde; dissipa le reste du détachement ennemi; prit 17 drapeaux, et rejoignit l'armée du roi dès le même soir. L'armée du duc d'Anjou et celle du duc de Montpensier campèrent au bourg de Jaseneuil, le 16 novembre. Brissac eut part aux deux vives escarmouches qui eurent lieu entre ces deux armées, le même jour 16, et le lendemain 17. La première de ces escarmouches se fit à l'attaque du village de Pamprou, que les deux armées voulaient occuper; la seconde au bourg de Jaseneuil, où le prince de Condé marcha en personne. Le duc d'Anjou se retira à Poitiers, le 18, et Brissac eut son quartier assigné à Ausence. Il y fut attaqué, le 19, par l'amiral de Coligny avec des forces supérieures; s'y défendit courageusement, perdit 200 hommes, se retira dans le château, et donna le temps de venir à son secours. Détaché ensuite avec le comte du Lude pour reprendre Mirebeau, ils l'emportèrent d'assaut, le 11 décembre. Le prince de Condé attaqua, le 20 du même mois, les Suisses, dont le quartier était à Saint-Marceau, et qui firent une ferme résistance. Dans cette occasion, Martignes et Brissac, avec l'armée, repoussèrent les huguenots, et leur tuèrent plus de 200 hommes. Brissac essaya de surprendre l'amiral de Coligny et d'Andelot, qui se trouvaient campés à Montreuil-Bellay; mais son entreprise échoua. Le 12 février 1569, il attaqua le comte de Montgommery à la Motte-Saint-Héraye, lui tua 20 hommes, et fit prisonnier Cormainville, frère de Montgommery. A la bataille de Jarnac, livrée le 13 mars, le comte de Brissac fut chargé de forcer le passage d'un ruisseau qui séparait les deux armées. Les bords de ce ruisseau étaient fort escarpés en plusieurs endroits, et se trouvaient en outre défendus par 1000 arquebusiers. Malgré tous ces obstacles, Brissac franchit le ruisseau après

un combat très-rude, dans lequel il fit prisonnier La Noue et La Loue. Le duc de Montpensier ayant alors passé ce ruisseau avec l'avant-garde de l'armée, Brissac se porta plus en avant, s'assura du village de Bassac, et en chassa les ennemis. Repoussé à son tour avec perte, il rentra dans le village avec un nouveau renfort, et s'y fortifia : on dut en partie la victoire à ces deux actions de valeur. L'amiral de Coligny, après avoir perdu cette bataille, détacha le comte de Montgommery, avec 7 cornettes de cavalerie, pour se rendre à Angoulême. Le comte de Brissac, ayant joint 3 de ces cornettes à Segonzac, les y défit, poursuivit les fuyards jusqu'à Cognac, tailla en pièces tout ce qui se trouva sur son chemin, et emmena prisonnier Chaumont, l'un des 3 capitaines huguenots. Envoyé ensuite avec Crillon et Pompadour, pour faire le siége du château de Mucidan, en Périgord, il y fut tué, le 28 avril 1569, à l'âge de 26 ans, en allant reconnaître la brèche et la profondeur du fossé. Il fut le dernier colonel-général de l'infanterie delà les monts (1). (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 526; *Brantôme*, *Mémoires de Castelnau*, *Davila*, *d'Aubigné*, *la Popelinière*, *de Thou*, *le Père Daniel*, *Histoire militaire des Suisses*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom.* *X*, *pag.* 43; *Histoire de France par Anquetil*, *in*-8°, *tom.* *V*, *pag.* 187.)

DE COSSÉ (Charles II), *comte*, puis *duc de Brissac*, *pair* et *maréchal de France*, frère puîné du précédent. Après la mort de Timoléon de Cossé-Brissac, son frère aîné, tué au siége de Mucidan, le 28 avril 1569, et qui était alors

(1) « Le comte de Brissac, dit Brantôme (*tom. IX*, *pag.* 232), était » trop cruel au combat et prompt à tuer, et aimait cela, jusque-là qu'a- » vec sa dague il se plaisait à s'acharner sur une personne, à lui en don- » ner des coups jusque-là que le sang lui en rejaillissait sur le visage. » Anquetil, qui cite ce passage, le fait suivre de cette juste réflexion : « Exemple de cruauté révoltante, mais qu'il est bon de rap- » porter pour faire voir combien la fureur des guerres civiles endurcit les » cœurs. »

colonel de l'infanterie française delà les monts, on réunit cette charge à celle de colonel-général de l'infanterie deçà les monts, et l'on conserva seulement à Charles II, devenu comte de Brissac, et jeune encore, le commandement des 12 vieilles bandes du Piémont, dont il fut nommé colonel, par commission du 27 mai 1569. Cette commission le rendait indépendant du colonel-général de l'infanterie française. Le roi lui donna, le même jour, la charge de grand-fauconnier, également vacante par la mort de Timoléon de Cossé. Le comte de Brissac servit à la tête du régiment de son nom, jusqu'à l'évacuation du Piémont, en 1574. Il fut nommé grand-pannetier, le 20 janvier 1582, à la mort du maréchal de Cossé, son oncle. Il monta sur la flotte destinée à secourir don Antoine de Portugal, et à le porter aux îles Açores, parmi lesquelles celle de Terière tenait encore pour lui. La reine-mère avait donné le comte de Brissac pour lieutenant au colonel Strozzi, qui conduisait 6000 hommes à cette expédition. Ils descendirent dans l'île de Saint-Michel, le 16 juillet, défirent 2000 Espagnols, et s'emparèrent de Villefranche. La flotte espagnole ayant paru bientôt après, on en vint, le 26 juillet, à une action générale, qui dura deux heures, et dans laquelle Strozzi fut blessé à mort. Le vaisseau du comte de Brissac fut criblé de coups de canon, et obligé de se retirer à l'île de Saint-Michel, où il coula à fond en abordant. Brissac se sauva dans sa chaloupe, remonta un autre vaisseau, et revint en France avec les débris de la flotte. Il obtint le gouvernement du château d'Angers, après la mort de François de France, duc d'Anjou, par provisions du 9 juillet 1584. Henri III ayant érigé la charge de colonel-général en office de la couronne, par édit du mois de décembre de la même année, le régiment de Brissac devint dépendant du colonel-général, et reçut alors le nom de régiment de Piémont : le comte de Brissac s'en démit à cette même époque. Il commanda dans le Poitou, en 1585, un corps de 2000 hommes, sous le duc de Mercœur. Les calvinistes ayant surpris, la même année, le château d'Angers, le comte de Brissac en fit le siége, et obligea les as-

siégés de se rendre, le 20 octobre. Il suivit le duc de Guise, en 1586, au siége et à la prise de Douzy, de Rocroy, de Gaucour, et aux combats de Vimori et d'Auneau, en 1587. Le duc de Guise envoya Brissac à Paris, en 1588, pour y commander un des quartiers de cette capitale que les Seize avaient entrepris de soulever contre le roi. Ce fut Brissac qui, le premier, donna au peuple le conseil de former cette espèce de retranchements, nommés *barricades*, et sous la protection desquels les mutins s'avancèrent jusqu'au Louvre, dans la journée du 12 mai. Secondé par les habitants du quartier de Saint-Germain-des-Prés, Brissac enferma et engagea si bien, entre les ponts, le colonel Crillon, qu'il le mit hors d'état de faire le moindre mouvement, quoique ce dernier eût avec lui les principales forces des gardes-françaises. Cependant, dans la même journée, et toujours par les ordres du duc de Guise, Brissac arrêta le tumulte, et parvint à garantir et à conduire vers le Louvre une partie des gardes-suisses que le peuple mitraillait. Lors de la tenue des états de Blois, ouverts le 16 octobre de la même année 1588, le comte de Brissac présida la chambre de la noblesse. Après la mort du duc de Guise, assassiné le jour de l'ouverture des états, Henri III, cédant aux instances de la noblesse, fit arrêter Brissac; mais il lui rendit bientôt après une liberté, dont Brissac ne fit usage que pour se vouer au soutien de la ligue. Il se jeta dans Rouen, que le roi feignit de vouloir assiéger; puis, dans le dessein de secourir le Mans, il accourut à la Ferté-Bernard avec 400 chevaux et 2 régiments d'infanterie. Il défendit contre les troupes du roi la ville de Falaise, au mois de décembre; mais, malgré l'opiniâtreté de sa défense, cette place fut emportée, et Brissac fut fait prisonnier de guerre, ainsi que la garnison. En 1590, le duc de Mayenne, devenu chef de la ligue, chargea Brissac d'aller presser le duc de Parme de venir au secours des ligueurs. Ce prince arriva en effet à Meaux avec son armée, le 22 août. Le duc de Mayenne établit Brissac gouverneur et lieutenant-général, pour la ligue, des provinces du Poitou, du Chatelleraudois, du Loudunois, de la ville de la Rochelle, du pays d'Aunis et de l'île de Ré,

par lettres données au camp de Mézières, le 20 février 1592, registrées au parlement séant à Paris, le 16 juillet 1593 (1). Brissac commanda dans tout ce pays jusqu'en 1594. Il sortit de Poitiers, en 1593, à la tête de 200 chevaux, et de 1800 hommes de pied; attaqua, à trois lieues de cette place, un détachement de l'armée du roi, posté à Chaseneuil; et, après une action qui dura pendant deux heures, il se retira dangereusement blessé, ayant eu son cheval tué sous lui, et avec une perte de 200 hommes. Le duc de Mayenne créa le comte de Brissac maréchal pour la ligue, par lettres données à Soissons, le 25 février de la même année, registrées au parlement séant à Paris, le 16 juillet suivant. Il l'établit aussi, et également pour la ligue, gouverneur et lieutenant-général de la ville, prévôté et vicomté de Paris, par lettres du 22 janvier 1594. Brissac prêta serment, le 24. Le duc de Mayenne quitta Paris, le 6 mars suivant; et, par suite de ce départ, Brissac, devenu maître dans cette capitale, se conduisit avec la plus grande adresse, soit pour arrêter les effets de la sédition et rompre les projets des factieux opposés au roi, soit pour ménager ses propres intérêts. Enfin, le 21, il assembla les colonels et les capitaines du quartier, et fit décider que les portes de la ville seraient ouvertes à Henri IV. Effectivement, cette capitale fut remise, le 22 mars suivant, au roi, qui créa Brissac maréchal de France, par état donné à Paris, le 30. Le comte de Brissac fut aussi nommé conseiller-d'honneur, par lettres du même jour. Il prêta serment, pour cette dernière charge, le 31, et pour celle de maréchal de France, le 2 avril suivant. Son état de maréchal de France fut enregistré au parlement de Paris, le 3 septembre (2). Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 7 janvier 1595. On le nomma commandant de l'ar-

(1) Extrait des registres du parlement de Paris, qui existaient à Saint-Germain-des-Prés, tom. XLVI, 1re partie.

(2) Extrait des registres du parlement de Paris, 2e partie : registres de la connétablie, tom. IX, pag. 73.

mée du roi, en Bretagne, par pouvoir donné à Abbeville, le 2 juillet 1596, et il fut pourvu de la lieutenance-générale au gouvernement de la province de Bretagne, sur la démission de Saint-Luc, par provisions données à Monceaux, le 5 septembre suivant, registrées au parlement de Rennes, le 17 octobre 1599. Le comte de Brissac défit à Messac, en 1597, un lieutenant du duc de Mercœur, et lui tua 150 hommes. Il soumit ensuite Dinant, et en assiégea la citadelle, qu'il prit par composition. Le Plessis-Bertrand et la Tour-de-Sesson se rendirent également à lui. Le roi Louis XIII le créa duc et pair de France, par lettres d'érection du comté de Brissac en duché-pairie, données à Fontainebleau, au mois d'avril 1611, registrées le 8 juillet 1620, au parlement de Paris, qui le reçut le même jour. En 1615, le duc de Brissac accompagna le roi qui allait en Guienne au-devant de la future reine, et fut choisi pour être l'un des seigneurs qui devaient échanger les princesses. Il eut, conjointement avec Nicolas de Neufville de Villeroi, secrétaire-d'état, un pouvoir donné à Poitiers, le 11 janvier 1616, pour traiter de la paix avec le prince de Condé. Ils signèrent d'abord une trêve, à Fontenay-le-Comte, le 20 du même mois, et conclurent définitivement la paix à Loudun, le 3 mai. Le duc de Brissac assista à l'assemblée des grands du royaume tenue à Rouen, le 4 décembre 1617. Nommé commandant de l'armée, sous le duc de Guise, par pouvoir du 26 avril 1619, il ne fit avec cette armée aucune opération. Il partit, le 3 juin 1620, pour aller commander en Bretagne, d'où il se rendit à l'armée du roi, en 1621. Étant tombé malade au siége de Saint-Jean-d'Angély, en juin de la même année, on le porta au château de Brissac, où il mourut peu de jours après. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 375; *Dupleix, le Père Daniel, de Thou, le président Hénaut, l'abbé Le Gendre, Mémoires de Sully, Mézeray, Histoire militaire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri, Mémoires de Castelnau, Davila, d'Aubigné, la Popelinière, Histoire de France, par Anquetil, tom. V et VI; Biographie ancienne et moderne, tom. X, pag.* 44.)

DE COSSÉ-GONOR (Artus), *comte de Segondigny, maréchal de France*, frère puîné de Charles Ier de Cossé, premier du nom, qui précède, fut d'abord connu sous le nom de Gonor jusqu'à sa promotion à la dignité de maréchal de France, époque à laquelle il prit celui de Cossé. Il était lieutenant de 100 hommes d'armes, en 1550, et se signala au siége de Lens, en 1551. Il fut fait gouverneur de Metz, lors de la première conquête de cette ville, qui fut prise le 18 avril 1552. Il la défendit, sous le duc de Guise, contre toutes les forces de Charles V, qui fut obligé d'en lever le siége, au commencement de janvier 1553. Il se démit du gouvernement de Metz, au mois d'avril suivant, et obtint celui de Mariembourg, le 30 juin 1554. Il servit, sous le duc d'Aumale, en 1553, aux siéges d'Ulpian et de Montcalvo, et reçut, cette même année, le collier de l'ordre de Saint-Michel. En 1558, il battit une partie de l'armée espagnole qui marchait au siége de Ceutal, tua ou blessa 800 hommes, fit 1600 prisonniers, et enleva tout le bagage des ennemis. Étant capitaine de 50 hommes d'armes, il escorta, au mois d'août 1562, un convoi destiné au siége de Bourges; mais l'amiral de Coligny le surprit près de Châteaudun, tailla l'escorte en pièces, et enleva le convoi. Le comte Gonor fut fait surintendant des finances, avec entrée et séance aux cours souveraines et aux chambres des comptes du royaume, par lettres données à Blois, le 10 février 1563, registrées au parlement de Paris, le 10 mars suivant. Il fut nommé, par Charles IX, grand-pannetier de France, au mois de janvier 1564. On érigea sa terre de Segondigny en comté, par lettres du mois de juin 1566, registrées au parlement de Paris, le 23 juillet suivant. Ayant été créé maréchal de France après la mort de Bourdillon, par état donné à Fontainebleau, le 4 avril 1567, il combattit à la tête d'un corps de cavalerie à la bataille de Saint-Denys, le 10 novembre de la même année. Il fut ensuite choisi pour commander, sous le duc d'Anjou, l'armée que l'on opposait aux calvinistes. Il commanda en Picardie pendant l'absence du prince de Condé, par commission du 16 septembre 1568; et cette commission porta

que le comte de Cossé devait commander dans cette province, jusqu'à ce que le roi eût nommé un gouverneur. Il défit le capitaine calviniste Coquaville, qui s'était saisi de Saint-Valery, et avait, malgré la défense du roi, assemblé en Picardie un corps considérable de troupes qu'il conduisait au prince d'Orange : Coquaville fut pris et puni de mort. Le comte Cossé leva, le 21 janvier 1569, un régiment d'infanterie, qui fut licencié à la fin de la campagne. On le fit lieutenant-général commandant l'armée en Normandie, sous l'autorité du duc d'Anjou, par pouvoir donné à Joinville, le 8 février 1569. A la bataille de Montcontour, livrée le 3 octobre suivant, Cossé opposa le bataillon suisse de Pfiffer aux lansquenets, qui marchaient contre le duc d'Anjou, et accourut avec sa gendarmerie au secours de ce prince. Le comte de Nassau ayant marché à sa rencontre, Cossé culbuta et rompit la cavalerie légère ennemie, et dégagea le duc d'Anjou. Il fut nommé gouverneur et lieutenant-général de l'Orléanais, sur la démission du prince dauphin, qui passait au gouvernement du Dauphiné, par provisions données à Angers, le 31 janvier 1570, registrées au parlement de Paris, le 17 avril suivant (1). Il prit, pendant la maladie du duc d'Anjou, le commandement de l'armée royale, forte de 13,000 hommes. Il attaqua l'amiral de Coligny à Arnay-le-Duc, le 27 juin. L'armée calviniste n'était que de 2500 arquebusiers et de 2000 chevaux; mais Cossé, pour vouloir prendre trop de précautions, laissa à l'amiral le temps de se retrancher. Après un combat qui dura sept heures, les catholiques furent repoussés aux trois attaques. Il marcha au siége de la Rochelle, en 1573. Ayant été accusé, l'année suivante, d'intelligence avec les calvinistes et les politiques, qui avaient formé le complot d'enlever le duc d'Alençon, il fut arrêté par ordre de Ca-

(1) Ce gouvernement comprenait alors la Touraine, le Maine, le comté de Laval, le Perche, le comté de Blois, le bailliage d'Amboise, le Loudunois, le duché d'Orléans, le Vendomois, le pays Chartrain, le comté de Dunois, Montargis, et leurs ressorts et dépendances.

therine de Médicis, et mis à la Bastille, où il resta enfermé pendant 17 mois (1). Ce fut Henri III qui lui rendit la liberté, au mois d'avril 1575. On le déclara innocent en plein parlement sur tous les chefs dont il avait été chargé (2). Il accompagna la reine, lorsqu'elle alla en Touraine négocier le retour du duc d'Alençon, qui avait quitté la cour. Henri III le fit chevalier du Saint-Esprit, le 1er janvier 1579. Le maréchal de Cossé mourut au château de Gonor en Anjou, le 15 janvier 1582. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 502; *Vie des hommes illustres, par Dauvigny, Dupleix, Histoire de Davila, le président de Thou, Histoire de France du Père Daniel, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, l'abbé Le Gendre, Bauclas, d'Aubigné, la Popelinière, Mémoires de Castelnau, Biographie universelle ancienne et moderne, tom. X, pag.* 43; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V.*)

DE COSSÉ DE BRISSAC, (Timoléon, *comte*), *maréchal-de-camp*, chef de la seconde branche de la famille de Cossé de Brissac, fut fait lieutenant-général de l'artillerie au département de Flandre, et commanda cette arme, à une partie des siéges qu'on fit dans cette province, depuis 1644 jusqu'à la paix des Pyrénées. On lui accorda le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 6 septembre 1650. Il

---

(1) Sur un bruit que Damville était mort en Languedoc, le roi Charles IX avait donné ordre d'étrangler, à la Bastille, les maréchaux de Montmorency et de Cossé, et ces deux seigneurs ne durent la vie qu'aux délais et aux remontrances de Gilles de Souvré, qui parvint à temporiser jusqu'à ce que la nouvelle de la mort de Damville fût reconnue fausse.

(2) La *Biographie universelle, ancienne et moderne*, tom. X, p. 43, dit que le roi offrit au maréchal de Cossé des lettres patentes qui le déclareraient innocent, mais que Cossé répondit : « Trouvez bon, sire, » que je n'en veuille pas; un Cossé doit penser que personne ne l'a cru cou» pable. » Le maréchal de Cossé avait l'esprit vif, l'humeur libre et gaie. Il aimait la table et les femmes; mais jamais il ne fit céder son devoir à ses plaisirs.

obtint la charge de premier ou grand pannetier de France, au mois de février 1661, et le gouvernement des ville et citadelle de Mézières, la même année. Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre, et mourut, le 15 février 1675 (1). (*Chronologie militaire*, *tom. VI*. *pag.* 285; *mémoires du temps*; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE COSSÉ (Jean-Paul-Timoléon), *duc de Brissac*, petit-fils du précédent, naquit le 12 octobre 1698. Il fut fait chevalier de Malte, et porta d'abord le nom de chevalier de Brissac. Il entra au service de mer, en qualité de garde-marine, en 1713; alla servir, comme volontaire, sur les galères de Malte, en 1714, et se trouva à la prise d'une galiote barbaresque qu'on mena au port de Malte. Il marcha, en 1715, avec l'armée des Vénitiens, qui se rendait en Morée, pour y défendre Modon et Coron; mais ces deux places s'étant rendues aux Turcs, après une faible résistance, le chevalier de Brissac revint à Malte sur les galères de la religion, qui s'étaient ravitaillées dans l'île de Zanthe. Il servit, en 1716, au siége de Corfou, que défendait le maréchal de Schullembourg, et s'y trouva à une canonnade, seule affaire qui eut lieu entre la flotte chrétienne et celle des ennemis, qui restèrent mouillées dans la même rade pendant quarante-deux jours. Après la levée du siége de Corfou par les Turcs, la flotte chrétienne poursuivit celle des Ottomans par le détroit de Gazopoli, jusqu'à celui de Lépante, où les Turcs firent une si bonne contenance qu'on n'osa les attaquer. Le chevalier de Brissac revint en France, en 1717, et quitta le service de mer. Il fut fait capitaine réformé au régiment de cavalerie de Villeroy, par commission du 16 juillet 1718; puis dans le régiment de son frère aîné, par lettres du 20 avril 1719. Il se trouva la même année aux siéges de Fontarabie et de Saint-Sébastien, et à

(1) Le Père Anselme donne la qualité de lieutenant-général au comte de Cossé, qui n'a jamais été promu à ce grade.

l'investissement de Roses, sur la frontière d'Espagne. Il obtint, le 13 juillet 1721, une commission de mestre-de-camp reformé à la suite du régiment de Brissac. Il leva une compagnie dans le régiment de cavalerie de Villeroy, par commission du 2 février 1727, en conservant son rang de mestre-de-camp. Il devint duc de Brissac, pair de France, à la mort de son frère aîné, le 18 avril 1732, et en prit alors le titre. Il obtint la charge de premier ou grand pannetier, vacante par la mort de ce même frère, par provisions du 24 du même mois. Il servit au siége de Kehl, en 1738; devint mestre de camp d'un régiment de cavalerie de son nom (depuis la Rochefoucauld), par commission du 10 mars 1734, et l'alla rejoindre à l'armée d'Italie. Détaché avec 200 chevaux piémontais, et 600 chevaux français, il soutint l'infanterie, commandée par le marquis de l'Isle, dans l'attaque de Borgoforte, qui fut emporté l'épée à la main. Le lendemain, après avoir passé la Fossa-Maestra pour entrer dans la Seraglio, il fit prisonniers une cinquantaine de hussards ennemis. Détaché de nouveau, le 26 juin, avec 4 compagnies de grenadiers, 100 carabins, 100 dragons et 200 chevaux, il rencontra la droite des ennemis, qu'il tint en échec pendant trois jours. Il commanda son régiment à la bataille de Parme le 29. Il partit de Gonzague, après la bataille de la Secchia, pour rejoindre l'armée, et fit l'arrière-garde de toute la cavalerie française. Il combattit sous les ordres du comte de Chatillon, à la bataille de Guastalla, où, à la tête de 14 escadrons, dont son régiment faisait partie, il enfonça deux lignes des ennemis, dissipa les dragons de Wurtemberg, et mit en désordre les cuirassiers de Veterany, sans leur donner le temps de se rallier. Il soutint l'infanterie pendant le reste de l'action, et reçut trois coups de feu dans sa cuirasse, et une balle morte au pied droit. Il marcha ensuite au siége de la Mirandole. On le créa brigadier, par brevet du 18 octobre, et il rentra en France, au mois de janvier 1735. Son régiment y revint aussi au mois de février suivant. Le duc de Brissac fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er juillet de la même année, y finit

la campagne, et se trouva à l'affaire de Clausen. Servant à l'armée de Bohême, par lettres du 20 juillet 1741, il marcha avec la deuxième division, qui partit de Landau, le 23 septembre, et arriva avec cette division, le 4 novembre, à Pilsen. Il partit du camp de Beraun avec 800 chevaux choisis, pour aller reconnaître Prague, et se trouva ensuite à la prise de cette ville, au fameux bivouac de Pisseck, et à la prise de Vodniau. Étant parti de cette dernière place à deux heures après minuit, il marcha sur Frawemberg, où il arriva à huit heures du matin, et y fit entrer un secours considérable. A son retour, il attaqua un régiment de cuirassiers, dont il fit plusieurs prisonniers. Il se trouva à la bataille de Sahay, et soutint la brigade de Piémont, qui défendait Protivin. Il marcha ensuite à Strallonitz, pour assurer le passage de l'armée sur l'Ottava; se trouva au combat de cavalerie, qui se donna quelques jours avant l'entrée des troupes dans Prague, et concourut à la défense de cette place. Il fut dépêché par le maréchal de Broglie, pour apporter au roi le détail du siége de Prague; arriva à Versailles, le 1er octobre 1742, et fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1743. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 du même mois, il se démit de son régiment; alla joindre l'armée de Bavière; rentra en France avec la deuxième division de cette armée, au mois de juillet, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous les ordres du maréchal de Noailles, par lettres du 1er août. Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1744. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril suivant, il servit aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes. Il passa de Flandre en Alsace, se trouva à l'affaire d'Haguenau, et servit au siége et à la prise de Fribourg. Il fut employé, par lettres du 1er avril 1745, à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres de M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1746, il servit au siége de Mons, et couvrit avec l'armée celui de Charleroi. Réuni ensuite à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, il en fut detaché, au mois d'août, sous les ordres du chevalier de Saint-André et

du vicomte du Chayla, et défit, avec 600 gendarmes, un corps de dragons et de hussards, auquel il enleva 2 pièces de canon. Dans cette occasion, l'infanterie n'ayant pas soutenu suffisamment la cavalerie, le duc de Brissac se retira à Judoigne, et rejoignit l'armée avec les deux pièces d'artillerie et quelques prisonniers. Il couvrit ensuite le siége de Namur, et combattit à Raucoux. Il se rendit à Gand, le 15 avril 1747; fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai, et combattit à Lawfelt, le 2 juillet. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er janvier 1748, il fut employé à l'armée des Pays-Bas, du 1er mai au 15 juin de la même année. La paix avait été conclue, dès le 30 avril précédent. On lui donna le gouvernement des ville et château de Salces à la mort du comte de Cossé, son frère, par provisions du 12 septembre 1754. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il commanda à Neuss un corps de cavalerie, avec lequel il passa a Wesel, au mois de mai. Il contribua à la victoire remportée à Hastembeck; concourut à la conquête de l'électorat d'Hanovre; et commanda, du côté de Zell, 38 escadrons et 4 brigades d'infanterie Il fut employé pendant l'hiver, par lettres du 29 novembre. Il commandait un corps de cavalerie, lorsque l'armée française fit la retraite de l'électorat d'Hanovre. Il continua d'être employé à la même armée, sous M. le comte de Clermont, par lettres des 17 janvier et 1er mai 1758; se trouva à la bataille de Crewelt, et commanda pendant cette campagne plusieurs détachements, à la tête desquels il se distingua. En 1759, il commanda la plus grande partie de la cavalerie de l'armée rassemblée à Arcen, sur la Basse-Meuse. Il conduisit une division de l'armée, en marchant aux ennemis. Ayant été détaché avec un corps de troupes pour garder le pont de Coovelt sur la Vetra, il y fut attaqué et battu par le prince héréditaire de Brunswick, qui se rendit maître du pont. Le duc de Brissac se retira cependant en bon ordre; rejoignit l'armée quelque temps après, et rentra en France, au mois de novembre. Il obtint le gouvernement de Sarre-Louis, par provisions du 20 du même mois, en

se démettant de celui de Salces. Le roi lui accorda les entrées de sa chambre, au mois d'août 1760. Le duc de Brissac fut créé maréchal de France, à la promotion du 1er janvier 1769. Il obtint le gouvernement de la province d'Aunis, après la mort du maréchal de Senneterre. Il remit ce gouvernement entre les mains du roi, qui le nomma gouverneur de la ville, prévôté et vicomté de Paris, le 21 octobre 1771. Le duc de Brissac mourut à Paris, le 17 décembre 1780, avec la réputation d'un vaillant capitaine (1). (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 365*; mémoires du temps, Gazette de France; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. X, pag.* 45.)

DE COSSÉ (Louis-Hercule-Timoléon), *duc de Brissac, pair de France, et lieutenant-général*, fils du précédent, naquit, le 15 février 1734, et fut d'abord connu sous le nom de marquis de Cossé. Il fut fait capitaine de dragons dans le régiment de Caraman, et passa ensuite guidon des gendarmes d'Aquitaine, le 28 janvier 1754. Il devint premier cornette des chevau-légers, le 6 juin 1758; mestre-de-camp du régiment de Bourgogne, cavalerie, le 9 février 1759; capitaine commandant des cent-suisses de la garde du roi, et gouverneur de Paris, sur la démission de son père, le 19 février 1775. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 26 mai 1776; et maréchal-de camp, le 1er mars 1780. Il obtint la charge de premier ou grand pannetier, et fut créé duc et pair de France, après la mort de son père, en 1781. Il commanda, au commencement de la révolution française, la garde constitutionnelle du roi Louis XVI. Le dévouement absolu et l'inaltérable fidélité dont le duc

(1) Le courage, la politesse, la manière de s'exprimer, tout annonçait dans le duc de Brissac la loyauté et la franchise d'un brave chevalier français. Il avait conservé le costume du siècle de Louis XIV, et porta long-temps l'écharpe et les deux queues. Le comte de Charolais le trouva un jour chez sa maîtresse, et lui dit brusquement : « Sortez, monsieur. » — « Monseigneur, répondit fièrement le duc de Brissac, vos ancêtres auraient dit : Sortons. »

de Brissac donna de nombreuses preuves à l'infortuné monarque, le firent traduire à la haute cour nationale établie à Orléans, d'où on le transféra dans les prisons de Versailles. Il fut massacré dans cette ville, avec les autres prisonniers, le 9 septembre 1792 (1). (*Annales du temps*, *Nobiliaire universel de France, par M. de Saint-Allais*, *t. X, p.* 494; *Biographie universelle, ancienne et moderne*, *t. V, pag.* 616; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IX.*)

DE COSSÉ-BRISSAC (Hugues-René-Timoléon, *comte*), *lieutenant-général*, frère puîné de Jean-Paul-Timoléon, qui précède, et chef de la 3e branche de la maison de Cossé-Brissac, naquit le 8 septembre 1702. Après avoir servi un an dans les mousquetaires, il fut fait capitaine réformé au régiment de cavalerie de Brissac, par commission du 25 avril 1720, et y leva une compagnie, par autre commission du 2 février 1727. Il obtint ce régiment, sur la démission du duc de Brissac, son frère aîné, par commission du 6 septembre de la même année, et le commanda au camp de la Sambre, en 1739; et à l'armée d'Italie, en 1733 et 1734 Il se trouva aux siéges de Pizzighitone et du château de Milan, en 1733. Il servit, en 1734, au siége de Tortone; à la bataille de Parme, et à celle de Guastalla. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du régiment royal Piémont, par commission du 20 juin 1735, il se démit de celui qui portait son nom, et rentra en France, au mois de septembre suivant. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1740, et employé, en cette qualité, à l'armée du Bas-Rhin, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il marcha avec la quatrième division de cette armée, qui par-

---

(1) Le duc de Brissac résista long-temps à ses bourreaux; il reçut plusieurs blessures, et fut abattu d'un coup de sabre. Ce preux et digne chevalier répondit un jour à quelqu'un qui lui témoignait beaucoup d'admiration pour son dévouement à la personne de Louis XVI: «Je ne fais que ce que je dois à ses ancêtres et aux miens.» M. Delille a célébré les vertus et la mort du duc de Brissac dans le troisième chant du poëme de *la Pitié*.

tit de Givet, le 3 septembre, et conduisit son régiment jusqu'à Linnich, dans le pays de Juliers, où il passa l'hiver. Lorsque cette même armée marcha, au mois d'août 1742, de Westphalie en Bohême, le comte de Cossé suivit la quatrième division jusqu'aux frontières de la Bohême, cantonna pendant l'hiver à Eggenfeld, sous les ordres de M. le prince de Conti, et se distingua à la défense de ce poste. Il rentra en France avec la deuxième division de l'armée, au mois de juillet 1743, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous les ordres du maréchal de Noailles, par lettres du 1[er] août. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1[er] février 1744, il se trouva à la conquête du comté de Nice, et à la prise de Villefranche et de Montalban. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai, il ne fut déclaré tel que le 1[er] août suivant, et se démit alors du régiment royal Piémont. Il servit au siége de Demont et à celui de Coni, et eut un cheval tué sous lui à la bataille qui se donna sous cette dernière place. Employé à la même armée, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1[er] avril 1745, il concourut à la prise de plusieurs places dont on fit le siége, et contribua au succès du combat de Refudo. Il obtint le gouvernement de Salces, par provisions du 6 octobre. Il continua de servir à l'armée d'Italie, en 1746; se distingua aux batailles de Plaisance et du Tidon; repassa en France avec l'armée, et concourut à la défense de la Provence. Il se rendit sur cette frontière, le 10 mai 1747, et fut employé à l'armée, par lettres du 1[er] juin. Il obtint, par provisions du 3 du même mois, une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, et se trouva le même jour au passage du Var. Il contribua à la prise des retranchements de Villefranche et de Montalban; à la soumission de ces deux villes; à la prise de Vintimille, et au ravitaillement de cette place attaquée par les ennemis, au mois d'octobre. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748, et nommé menin de M. le Dauphin, le 1[er] octobre 1750. Le comte de Cossé mourut à Paris, le 21 août 1754, dans la 52[e] année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. V*, *pag* 438; *Gazette de France; Annales du temps;*

Nobiliaire universel de France, *par M. de Saint-Allais*, *t. X*, *pag.* 464.)

DE COSSÉ (Hyacinthe-Hugues-Timoléon), *marquis de Cossé-Brissac*, puis *duc de Cossé*, *lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 8 novembre 1746. Il fut fait colonel d'infanterie et menin de M. le Dauphin. Il était mestre-de camp commandant le régiment Royal-Roussillon, lorsqu'il fut nommé brigadier de cavalerie, le 5 décembre 1781. Il devint mestre-de-camp commandant du régiment colonel-général dragons. Il fut titré duc de Cossé, par brevet de l'an 1784. On le créa maréchal-de-camp, le 9 mars 1788, et il obtint le grade de lieutenant-général, le 16 octobre 1791. Il était grand'croix de l'ordre de Malte, et chevalier de l'ordre royal de Saint-Louis. Il mourut, le 19 juin 1813. (*États militaires*, *annales du temps*; *Nobiliaire universel de France*, *par M. de Saint-Allais*, *tom. X*, *pag.* 466).

DE COSSÉ (François-Artus-Hyacinthe-Timoléon, *comte*), *maréchal-de-camp*, frère puîné de Hyacinthe-Hugues Timoléon, duc de Cosssé, qui précède, naquit le 18 decembre 1749. Il fut reçu chevalier de Malte de minorité, et devint ensuite mestre-de-camp commandant du régiment de Vivarais infanterie. Il eut la charge de premier gentilhomme de la chambre de S. A. R. MONSIEUR (aujourd'hui Louis XVIII). Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et chevalier de Saint Lazare. On le nomma brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1784, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il mourut, le 27 mai 1803. (*États militaires*, *annales du temps.*)

DE CONSTENTIN (Anne-Hilarion), *comte de Tourville*, *maréchal de France*, naquit en 1642. Il fut reçu à Malte dès l'âge de quatre ans, porta d'abord le nom de chevalier de Tourville, et prit celui de comte de Tourville, le 15 janvier 1690. Pendant tout le temps qu'il fit ses caravanes, il donna plus d'une fois des preuves de valeur. Il se signala particulièrement dans une attaque faite contre des galères

turques, et combattit pendant huit heures entières 6 vaisseaux algériens, qu'il mit en fuite. Dans une autre occasion, il combattit pendant neuf heures contre 36 galères turques, et tua aux ennemis plus de 50 hommes. On le fit capitaine de vaisseau, en 1667. Ayant été commandé, le 2 juin 1671, pour aller devant Portofarina reconnaître le camp des Turcs, il exécuta cet ordre avec tout le courage et l'habileté possibles. Dans la même année, il prit une polacre à l'abordage dans le port de Souzza, et donna en cette occasion des preuves d'une grande intrépidité. Il se trouva, le 7 juin 1672, à la bataille de Soultsbaie, sous le comte d'Estrées. Il se conduisit avec la plus grande distinction au combat naval engagé, le 7 juin 1673, sur les côtes de Hollande, entre les flottes de France et d'Angleterre, et celle de Hollande; et, au second combat, près de Kidduin et du Helder, le 21 août. Ayant été commandé, sur la fin de 1674, pour aller, avec trois vaisseaux, dans le golfe de Venise, il brûla sous la ville de Barlet un vaisseau ragusain, qui avait porté des troupes aux ennemis. Il canonna ensuite la place; prit un vaisseau de 50 pièces de canon, chargé de blé et d'autres provisions, et se servit de ces provisions pour ravitailler Messine. Au commencement de 1675, il prit encore quelques vaisseaux ennemis, sous la ville de Brindes. Il revint ensuite à Messine. Il canonna la ville de Reggio, et escorta un vaisseau français qui brûla, dans ce port, un vaisseau de guerre et 14 bâtiments ennemis. Il combattit, le 9 février, près de Messine, sous le duc de Vivonne, qui mit en fuite la flotte espagnole. Il entra le premier dans le port d'Agousta, et prit le fort d'Aroley : les autres forts, et la ville même se rendirent, le 17 août. Au combat du 8 janvier 1676, entre Stromboli et Salino, près de Melazzo, il conduisit, d'après les ordres de l'amiral Duquesne, le brûlot destiné à incendier le vaisseau que montait l'amiral hollandais Ruyter. Il se distingua au second combat naval, au nord-est du mont Gibel, le 12 avril, et au combat du 2 juin, dans le port de Palerme. On le fit chef d'escadre, en 1677. Créé lieutenant-général des armées navales, en 1682, il fit partie de l'expédition de Duquesne

contre Alger : se signala au bombardement de cette ville, le 30 août, et posta en plein jour la première galiote à bombes. Il servit au bombardement de Gènes, le 17 mai 1684; et, lorsque les troupes eurent débarqué devant cette ville, il fut un des premiers qui forcèrent, l'épée à la main, les retranchements des ennemis (1). Le chevalier de Tourville fut chargé de la conclusion du traité de paix avec les Algériens. Il servit, en 1686, comme lieutenant-général sur la flotte de la Méditerranée, sous le duc de Mortemart. En 1688, il contraignit, après un combat de trois heures, le vice-amiral espagnol, Papachin, qui revenait de Naples avec 2 vaisseaux, de saluer de 9 coups de canon le pavillon de France. Commandant, en 1689, une escadre de 20 vaisseaux de guerre, il passa le détroit de Gibraltar; et, à la vue des ennemis, il alla se joindre au reste de l'armée française dans le port de Brest. On le fit vice-amiral du Levant au mois d'octobre, avec permission d'arborer le pavillon amiral. Il battit, le 10 juillet 1690, vers le cap de Bevesiers, dans la Manche, les flottes d'Angleterre et de Hollande, commandées par Herpert, qui perdit dans ce combat 3 vaisseaux, et qui, le lendemain, fut obligé de couler à fond 4 autres vaisseaux, et d'en faire sauter 3 des plus gros, entièrement dématés. Le comte de Tourville força, le 12, 2 vaisseaux hollandais de s'échouer : 4 autres se brûlèrent eux-mêmes, le 5 août. Il brûla 4 vaisseaux de guerre anglais et 8 bâtiments marchands richement chargés, dans la baie de Tingmoult. En 1692, le comte de Tourville eut ordre d'entrer dans la Manche, et de combattre les ennemis, quelles que pussent d'ailleurs être leurs forces. Il rencontra, le 29 mai, entre l'île de Wight et Harfleur, les deux flottes d'Angleterre et de Hollande, qui se composaient ensemble de 80 vaisseaux de guerre et de 18 brûlots, et qui portaient 35,661 hommes et 5,846 pièces de canon : elles furent encore jointes par 7 autres vaisseaux. Lorsque l'action commença, le comte de Tourville n'avait que 44

(1) Le comte de Tourville, son neveu, fut tué dans cette affaire.

vaisseaux de guerre et 11 brûlots. Il commanda le corps de bataille. On se battit depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit. Le vaisseau que montait le vice-amiral ayant été criblé de coups de canon, le comte de Tourville craignit d'être accablé par le nombre, et songea à la retraite; mais 13 de ses vaisseaux n'ayant pu gagner Saint-Malo, parce qu'il n'y avait point assez d'eau, il en fit brûler 10 à la Hogue, et les ennemis incendièrent les 3 autres à Cherbourg. Dans ce combat, qui fut des plus meurtriers, les Hollandais eurent 144 hommes tués, 300 blessés, et 2 navires endommagés; les Anglais perdirent 2,000 tués, 3,000 blessés, 2 vaisseaux qui furent pris, et 2 autres mis hors de combat. Le comte de Tourville avait soutenu avec une intrépidité extraordinaire le plus furieux choc; il avait même fait plier les flottes ennemies; et si les vents ne lui eussent point été contraires, il se serait retiré sans pertes notables. Ayant levé l'ancre devant Cherbourg, à onze heures du soir, dans la nuit du 30 au 31 mai, il entra dans le Ras. A cinq heures du matin, il se vit à 4 lieues des ennemis; et de 35 vaisseaux qu'il conduisait, 20 seulement avaient passé le Ras. Les 15 autres étaient dehors à une portée de canon; le vent leur manquant tout à coup, ils furent contraints d'y mouiller, et se trouvèrent sous le vent des ennemis, sans pouvoir être secourus par les 20 autres vaisseaux, dont ils se trouvaient séparés. Le comte de Tourville fut créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 27 mars 1693, et prêta serment, en cette qualité, le 28 du même mois. Il attaqua, les 27 et 28 juin, entre Lagoz et Cadix, les flottes anglaise et hollandaise, commandées par le vice amiral Rooke, qui escortait la flotte de Smyrne, et lui prit, brûla, ou coula à fond 75 vaisseaux richement chargés. Pendant le siége de la ville de Palamos, qui fut prise d'assaut, le 7 juin 1694, le maréchal de Tourville battit la place par mer. Il commanda au pays d'Aunis, par pouvoir des 1er mai 1696, et 7 mai 1697. Il mourut à Paris, le 28 mai 1701, âgé de 59 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, pag. 92; mémoires du temps; Mémoires du Pere d'Avrigny; Journal historique du P. Griffet; Histoire militaire de M. de*

Quincy, Beauclas, le président Hénaut, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil.)

DE COUCY, *voyez* Brissard.

DU COUDRAY-MONTPENSIER, *voyez* d'Escoubleau.

DE LA COUR-DE-BALLEROY (Jacques-Claude-Augustin, *marquis*), *lieutenant-général*, entra aux mousquetaires, en 1712. Il se trouva aux siéges de Douay et du Quesnoy, la même année; et à ceux de Landau et de Fribourg, en 1713. Il devint cornette dans le régiment de Bonnelles dragons, par brevet du 12 mars 1714. Il obtint, par commission du 15 mai, un régiment de dragons de son nom; mais ce régiment ayant été réformé, le 15 août suivant, le marquis de Balleroy fut mis, par ordre du 4 avril 1718, mestre-de-camp réformé à la suite du régiment d'Orléans dragons. Il fut fait troisième enseigne de la compagnie de Noailles, des gardes-du-corps du roi, par brevet du 1er mars 1728; obtint le même jour une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie; devint deuxième enseigne, le 11 avril suivant; premier enseigne, le 15 octobre 1729; et troisième lieutenant, le 25 mars 1733. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1734, il fut employé, en cette qualité, à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, et se trouva au siége de Philisbourg. Il fut fait deuxième lieutenant, le 20 février 1735, et quitta, le 11 mai suivant, les gardes-du-corps, pour être gouverneur du duc de Chartres, depuis duc d'Orléans. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738, il fut employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er avril 1744. Il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 2 mai, et servit, comme maréchal-de-camp, au siége de Menin, qui se rendit, le 7 juin. Il avait été l'un des officiers-généraux qui avaient commandé les troupes à l'ouverture de la tranchée devant cette place. Déclaré lieutenant-général, le même jour, il se trouva, en cette qualité, au siége d'Ypres, où il monta la tranchée, le 25 juin. Il servit aussi au siége de Furnes, passa ensuite à l'armée du

Rhin, par lettres du 19 juillet, et concourut au siége de Fribourg : ce fut sa dernière campagne. Il mourut avant le 1er décembre 1773. Il avait été décoré de la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 282; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE LA COUR-DE-BALLEROY (Charles-Auguste, *comte*), *lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 25 février 1721. Il fut fait enseigne au régiment d'infanterie de Chartres, le 27 janvier 1738, et devint colonel-lieutenant de ce régiment, par commission du 19 juin 1741. Il le commanda, en 1742, à l'armée de Flandre, où on se tint sur la défensive à la bataille de Dettingen, où il fut blessé; et en Basse-Alsace, en 1743. Il commanda aussi le régiment de Chartres aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; au camp de Courtray, en 1744; à la bataille de Fontenoy; aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; et à celui de Bruxelles, en février 1746. Nommé colonel-lieutenant du régiment d'infanterie d'Orléans, par commission du 7 avril suivant, il se démit de celui de Chartres. Il commanda le régiment d'Orleans à la bataille de Raucoux, au mois d'octobre, et y fut blessé. Créé brigadier, par brevet du 20 mars 1747, il commanda la brigade d'Orléans à la bataille de Lawfeld, où il se distingua particulièrement. Il conduisit ensuite cette brigade au siége de Berg-op-Zoom, où il arriva, le 4 septembre. Il servit jusqu'à la fin de ce siége, et commanda le premier bataillon à l'assaut qui fut donné à la place. Il servit au siége de Maestricht, en 1748, et au camp de Richemont, en 1755. Employé en Bretagne, par lettres du 21 mai 1756, il se démit, le 29 avril 1757, du régiment d'Orléans; et eut, le 1er mai suivant, un ordre pour commander en Basse-Bretagne, dans les 4 évêchés de Tréguier, Quimper, Léon et Saint-Brieux. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai 1758; et commanda en Bretagne à diverses reprises, en l'absence du duc d'Aiguillon, qui avait le commandement en chef dans cette province. Le comte

de Balleroy y remplit aussi, pendant plusieurs années, les fonctions d'inspecteur-général d'infanterie. Il se trouva à l'affaire de Saint-Cast, et obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 juillet 1762. Il commandait encore en Basse-Bretagne, en 1762. Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, le 26 mars 1794, il périt sur l'échafaud, le même jour. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 34; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE LA COUR DE BALLEROY (François-Auguste, *comte*), *maréchal-de-camp*, parent du précédent, fut major-général de l'armée, depuis 1759 jusqu'en 1774; et remplit les fonctions de cette charge en Bretagne et en Alsace. On le créa brigadier, le 22 janvier 1769, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il était commandeur de l'ordre de Malte, lorsqu'on le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 août 1779. Il fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, le 28 mars 1794, et périt sur l'échafaud, en même temps que le marquis de Balleroy, son parent. (*Etats militaires, mémoires du temps.*)

DE LA COURBE, *voyez* DE BELLAY.

DE COURBONS (Charles), *comte de Blénac, maréchal-de-camp*, fut nommé capitaine d'une compagnie franche de chevau-légers, de nouvelle levée, par commission du 18 octobre 1651. Il commanda cette compagnie à l'armée de Flandre pendant plusieurs années. Il était sénéchal de Saintonge, et premier chambellan de MONSIEUR, lorsqu'on lui accorda le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 7 janvier 1656. On érigea sa terre de Blénac en comté, par lettres de 1659. Il passa depuis dans le service de la marine, et fut créé lieutenant-général des armées navales. Il obtint le gouvernement-général des îles françaises de l'Amérique, par provisions du 13 mai 1667. Il prit l'île de Saint-Eustache, sur les Hollandais, en 1689. Les Anglais ayant mis le siége devant la Martinique, en 1693, le comte de Blénac les obligea de lever ce siége, et s'acquit beaucoup de gloire

en cette occasion, en coulant à fond 2 de leurs plus gros vaisseaux, auxquels il avait donné la chasse jusqu'auprès de la Barbade. Il mourut, le 10 juin 1696. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 404; mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE COURRIÈRES, *voyez* BARBOU.

DE COURSON DE LA VILLEVALIO (Alexandre-Jacques-François, *baron*), *maréchal-de-camp*, entra au service, comme cadet gentilhomme sous-lieutenant, le 2 septembre 1782. Il passa avec le grade de sous-lieutenant dans le régiment de Lorraine, le 1er août 1784, et y fut fait lieutenant, le 1er juillet 1791. Il émigra, le 5 octobre de cette dernière année; et fit les campagnes de 1792 à 1798, dans l'armée des princes français. Il ne rentra en France, le 1er octobre 1798, que pour servir en Bretagne dans les armées royales, où il obtint le grade de colonel, le 1er octobre 1799. En 1815, pendant les *cent jours*, le baron de Courson soutint l'autorité du roi à la tête des volontaires royaux du département du Calvados. Il fut nommé commandant du 5e régiment d'infanterie de la garde royale, le 4 octobre 1815; et S. M. Louis XVIII lui accorda la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 2 novembre suivant. En 1816, il fut appelé à la présidence du collége électoral du département des Côtes-du-Nord. Le baron de Courson fut élevé au grade de maréchal-de-camp, le 4 octobre 1819. Il obtint la décoration de chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 18 mai 1820, et celle d'officier du même ordre, le 25 avril 1821. Il commande encore le 5e régiment d'infanterie de la garde royale. (*Brevets militaires, Moniteur.*)

DE COURTARVEL (Hubert), *marquis de Pezé, lieutenant-général*, né en 1680, entra page à la petite écurie du roi, en 1692. Employé, dès le 26 décembre 1700, à l'armée d'Italie, en qualité d'aide-de-camp du comte de Tessé, il se trouva au combat de Carpi, en juillet 1701; à la défaite du baron de Mercy, au mois de novembre suivant, et entra dans Mantoue avec le comte de Tessé, en décem-

de Tessé, en décembre. Il contribua pendant le blocus de de cette ville à plusieurs avantages qu'on remporta sur les ennemis dans différentes sorties ; et se trouva à la défaite du général Trauttmansdorff, à Saint-Antoine, en mars 1702, et aux batailles de Santa-Vittoria et de Luzzara. A cette dernière bataille, il remplit les fonctions d'aide-major du régiment de Rozelli dragons, fonctions qu'il avait exercées depuis la levée de ce régiment, par brevet du 15 mai 1702. Il obtint, le 25 février 1703, une commission pour tenir rang de capitaine. Il fit encore cette campagne en Italie. Créé capitaine réformé à la suite du régiment du colonel-général des dragons, au mois de novembre, il servit avec ce régiment à l'armée de Flandre en 1704; et y obtint, en 1705, une compagnie qu'il commanda à l'armée de la Moselle, la même année ; et à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, en 1706. Il quitta sa compagnie de dragons, et fut fait enseigne au régiment des gardes-françaises, le 9 février 1707 ; sous-lieutenant, le 6 mars; et sous-aide-major, le 23 novembre suivant. Il combattit à Oudenarde, en 1708; fut nommé lieutenant aux gardes-françaises, le 26 février 1709; combattit à Malplaquet, et servit en Flandre, en 1711. Il obtint une compagnie au régiment des gardes, par commission du 12 décembre de la même année, et la commanda, en 1712, à l'armée du Rhin, où il servit au siége de Landau, et à celui de Fribourg. On le nomma gentilhomme de la manche du roi, le 1er avril 1716. On lui donna le gouvernement de la maison royale de la Muette, près Passy, lors de sa création, par provisions du 10 août 1719. Devenu colonel-lieutenant et inspecteur du régiment du Roi infanterie, par commission du 16 décembre suivant, il se démit de sa compagnie aux gardes, et fut créé brigadier, par brevet du 20 juin 1720. Il prit le nom de marquis de Pezé, en se mariant, le 22 novembre 1722; et obtint en même temps les gouvernements de Rennes, en Bretagne, et de Madrid, près de Boulogne. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 24 avril 1727. Employé, comme maréchal-de-camp et maréchal-général-des-logis de l'armée d'Italie,

par ordre du 6 octobre 1733, il servit aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, la même année; à ceux de Sarravalle, de Novarre, du fort d'Arona et de Tortone, en 1734. Il combattit à Parme au mois de juin, et fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er août. Il reçut, le 19 septembre suivant, à la bataille de Guastalla, une blessure, dont il mourut le 23 novembre 1734. Le roi l'avait nommé chevalier de ses Ordres, le 18 octobre: sa mort l'empêcha d'être reçu. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 179; *mémoires du temps*, *Gazette de France*.)

DE COURTARVEL (Louis-François-René, *marquis*), *lieutenant-général*, de la même famille que le précédent, naquit le 19 décembre 1759. Il entra au service, et fut nommé, le 1er janvier 1776, sous-lieutenant dans le régiment de Guienne infanterie, avec lequel il passa en Corse. Il obtint, en 1778, le grade de capitaine dans le régiment de Penthièvre dragons, et devint mestre-de-camp en second de ce régiment, en 1783. Il fut nommé colonel-commandant celui de Vivarais infanterie, en 1786. Ce fut en 1790 que, dans un mouvement d'insurrection très-grave contre le lieutenant-colonel, il donna des preuves de son courageux dévouement et de la fermeté de son caractère, en conservant au roi ce régiment, et en ramenant à l'obéissance, au péril de sa vie, une foule de soldats égarés et furieux. Il fit les campagnes de l'émigration en Allemagne à la tête des officiers de son régiment, et celles de Portugal, en qualité de major du régiment de Castries, au service d'Angleterre, jusqu'en 1802. Il avait reçu la croix de Saint-Louis au camp d'Harbourg, en 1795; et, l'année suivante, S. M. Louis XVIII lui accorda le grade de maréchal-de-camp, dont il reçut le brevet en Portugal. Il fut fait lieutenant-général, le 22 juin 1814, et nommé, en 1816, membre de plusieurs commissions, entr'autre de celle des officiers-généraux chargés, par le roi de fixer les grades et récompenses dus aux anciens officiers des armées royales. Il a été créé commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par

brevet du 1er mai 1821, et chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, par ordonnance du 1er août de la même année. Deux fois il a été honoré du choix de S. M. pour la présidence du collége électoral du département de Loir-et-Cher : la première, le 13 mars 1821, il a été nommé membre de la chambre des députés; et la seconde, le 10 octobre de la même année, il a été appelé de nouveau par le même collége de son département, et à la presque unanimité, à cette honorable et importante fonction, lors du renouvellement de la cinquième série. Il est membre honoraire de l'association paternelle des chevaliers de St.-Louis, et fait partie de la commission créée en 1822, et que l'on a chargé de l'examen des demandes de pensions sur l'ordre de Saint-Louis. (*Brevets, titres originaux, Moniteur, annales du temps.*)

DE COURTEILLE, *voyez* DE LA BARBERIE.

DE COURTENVAUX, *voyez* DE SOUVRÉ.

DE COURTISOT (Pierre), était *grand-maître de l'artillerie de France*, en 1303. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VIII; Chronologie militaire, tom. III, pag. 471.*)

LE COURTOIS DE BLAIS DE SURLAVILLE (Achille-Michel-Balthasard), *lieutenant-général*, naquit le 19 juillet 1714. Il fut d'abord lieutenant en second au régiment de Foix, qui servait à l'armée d'Italie, en 1734. Il passa avec le même grade dans le régiment de la Couronne, le 16 mars 1735; se trouva à l'attaque et à la défense des îles du Rhin, près de l'embouchure de la Celse, et combattit à l'affaire de Clausen, la même année. Il servit en qualité de garçon-major, en 1736; et fut fait lieutenant, le 4 février 1737. Il passa avec le même régiment à l'armée de Westphalie, au mois de septembre 1741, et y resta pendant l'hiver. Devenu aide-major du même régiment, le 1er juillet 1742, il marcha avec l'armée de Westphalie sur les frontières de Bohême, où il se trouva à l'affaire de Brammershoff; à la prise de Falkenau et d'Ellenbogen; à la course de Coaden; et à la prise de Pogen et de

Deckendorff en Bavière, la même année. Il se trouva aussi à la surprise de Rumansfelden; à la défense de Dingelfingen, de Landau et de Deckendorff; à la défense du passage de l'Isère, où il fut blessé légèrement; et à la retraite de l'armée, depuis la Bavière jusqu'au Rhin, en 1743. Dans cette dernière retraite, les ennemis ayant forcé le passage du Danube près de Pochim, enveloppèrent le régiment de la Couronne, et l'auraient séparé du reste de l'armée, sans la fermeté et l'habileté de ses manœuvres, auxquelles M. de Surlaville eut beaucoup de part. Il servit aux siéges de Menin et d'Ypres, et au camp de Courtray, en 1744. Il obtint, le 2 février 1745, une commission pour tenir rang de capitaine, et se trouva à la bataille de Fontenoy. Pendant cette bataille, tous les majors et autres aides-majors de la brigade ayant été tués ou mis hors de combat, M. de Surlaville fit manœuvrer la brigade de la Couronne, avec une telle habileté, qu'il obtint, sur le champ de bataille, la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il servit ensuite aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde et de Dendermonde. Il fut employé, pendant les mois de janvier et de février 1746, au siége de Bruxelles, où il reçut une légère blessure. Nommé, par ordre du 15 mars, major d'une brigade de milice, qui devait servir en campagne, il entra avec cette brigade dans Anvers, dont on craignait que les ennemis ne fissent le siége, pendant que les armées du roi attaquaient Mons, Charleroy et Namur. Il rejoignit, au mois d'octobre, le régiment de la Couronne, avec lequel il se trouva à la bataille de Raucoux. Nommé major d'une brigade de milice, par ordre du 1er mars 1747, il servit aux siéges de l'Écluse, d'Issendick, et du Sas-de-Gand, après lesquels il commanda dans l'Écluse, par ordre du maréchal de Saxe. Ayant rejoint la grande armée, il combattit à Lawfeld, au mois de juillet, et alla commander à la fin de la campagne à Tubise, où, avec 400 hommes du régiment d'infanterie de Hainaut et 50 dragons, il assura la communication entre Bruxelles, Mons et Namur, et nettoya la forêt de Soignies de tous les partis ennemis qui s'y trouvaient. Il servit encore au siége de Maestricht, avec la

qualité de major d'une brigade de milice, et rejoignit le régiment de la Couronne après la paix, qui fut signée, au mois d'avril 1748. Les talents que M. de Surlaville avait déployés pour les manœuvres militaires le firent choisir, le 20 février 1749, pour être aide-major du régiment des grenadiers de France. Il quitta alors le régiment de la Couronne; contribua beaucoup à la formation et à l'établissement du régiment des grenadiers, et le fit manœuvrer à la satisfaction du roi, au camp de Compiégne, en 1750. On lui accorda, le 1er avril 1751, une commission pour tenir rang de colonel d'infanterie, et on l'envoya, en même temps, à l'Ile Royale, pour commander, discipliner et exercer les troupes de cette colonie. Il s'acquitta de cette mission avec succès, et contribua même à mettre l'île en état de défense, en cas d'attaque. De retour en France, à la fin de 1753, il fut entretenu colonel réformé à la suite du régiment de la Couronne, par ordre du 14 mars 1754; et employé au camp des 20 bataillons, qui travaillaient au canal de la jonction de la Lys à l'Aa, par ordres des 1er mai 1754 et 1755. Il fut fait aide-major-général de l'infanterie de l'armée d'Allemagne, par ordre du 1er mars 1757, et combattit à la bataille d'Hastembeck avec tant de distinction, que le roi lui accorda, en cette considération, une pension sur l'ordre de Saint-Louis. Il se trouva ensuite à toutes les opérations du reste de la campagne. Aide-maréchal-général-des-logis de l'armée, par ordre du 16 mars 1758, il se trouva à la bataille de Crewelt, où il eut un cheval blessé sous lui d'une balle de canon chargé à cartouche. Il servit de la manière la plus distinguée, dans la nuit du 28 au 29 septembre, à la surprise du camp du prince de Holstein à Bock; il avait donné le projet de cette expédition au marquis de Saint-Pern; et après en avoir fait toutes les dispositions, il contribua beaucoup au succès de cette affaire. Aide-maréchal-général-des-logis de l'armée d'Allemagne, par ordre du 1er mai 1759, il combattit à Minden, le 1er août. Inspecteur-général des milices gardes-côtes du Languedoc, de la Provence et du Roussillon, par commission du 13 mai 1760; il fit, pendant la campagne, la visite des milices de ces

trois provinces. Il obtint le grade de brigadier, par brevet du 20 février 1761. Les charges d'inspecteurs-généraux des milices gardes-côtes ayant été supprimées, par ordonnance du 16 mars, M. de Surlaville retourna à l'armée d'Allemagne en qualité d'aide-maréchal-général-des-logis, par ordre du 17 mars, et se trouva à l'affaire de Landwerth, et au combat de Filinghausen. Étant allé, vers la fin de la campagne, aux environs de Dulmen pour reconnaître le pays, il y fut fait prisonnier de guerre. Échangé un mois après, il reprit son service, et finit la campagne de 1762, toujours en qualité d'aide-maréchal-général-des-logis de l'armée. Il se trouva à l'affaire de Grebenstein, et au combat de Johansberg, après lequel il eut ordre de se rendre à la cour, où il arriva au mois de septembre. La paix ayant été conclue, le 3 novembre suivant, il fut déclaré, au mois de décembre, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié, dès le 25 juillet précédent. On le créa lieutenant-général, le 5 décembre 1781. Il mourut le . . . . (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 599; *mémoires du temps.*)

DE CRAON, *voyez* BEAUVAU.

DE CREMILLES, *voyez* BOYER.

DE CRÉQUY (Jacques), *dit* de Heilly, *maréchal de France*, fut connu sous le nom de maréchal de Guienne. Il fut l'un des principaux chefs de l'armée du duc de Bourgogne, qui marcha, en 1408, contre les Liégeois, qui avaient chassé leur prince-évêque. Il eut la garde du seigneur de Montagu, lorsque ce dernier fut fait prisonnier, en 1409. Il commanda, en 1410, les troupes que le duc de Bourgogne mit sur pied, en Picardie, pour marcher contre les princes qui s'étaient ligués en faveur de la maison d'Orléans (1).

(1) On trouve dans l'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VI, pag.* 776, la citation suivante : « Le roi lui accorda à (Jacques » de Créquy), de même qu'à Lourdin Saligny et Robert de la Houze, *dit* » le Borgne, aussi chevaliers et ses chambellans, 300 écus de 22 s. 6 de» niers la pièce, à répartir entr'eux par égales portions, pour avoir cha» cun un cheval, afin d'être plus honorablement à son service. »

Il fut envoyé, en 1411, contre le duc de Berri, en Poitou, où, avec les sires de Parthenay et de Saint-Sévère, il réduisit sous l'obéissance du roi Poitiers, Niort, Chisay, et plusieurs autres places de cette province. Il fut commis, le 4 février 1412, pour exercer les fonctions du maréchal de Boucicault, pendant le siége de Bourges. Le roi le fit, en 1413, son lieutenant-général en Guienne, où il l'envoya pour s'opposer aux progrès qu'y faisaient les Anglais. Le maréchal de Créquy eut peu de succès dans cette mission, à cause du mécontentement des sires d'Albret et du comte d'Armagnac. Il fut fait prisonnier dans une rencontre qu'il eut avec le capitaine du château de Soubise, et conduit à Bordeaux. Après sa délivrance, les Anglais étant descendus à Calais, il marcha sur les frontières pour les observer, avec le connétable et le sire de Rambures. Il fut fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, en 1415; et les Anglais le mirent à mort, sous prétexte que, contre sa foi et parole, il s'était échappé de sa prison deux ans auparavant. Il fut très regretté, et notamment du duc de Bourgogne, que sa prudence, sa valeur et son courage le faisaient juger très-digne de commander. (*Chronologie militaire, tom. II, p.* 141; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI, pag.* 776.)

DE CRÉQUY-MANERBE (Jacques-Charles, *marquis*), *lieutenant-général*, issu d'une autre branche de la famille du précédent, fut capitaine réformé au régiment de cavalerie de Chepy, par ordre du 20 janvier 1720. Il devint mestre-de-camp réformé à la suite du régiment du commissaire-général de la cavalerie, par commission du 31 décembre 1722. Il leva une compagnie au régiment devenu royal Pologne, par commission du 2 février 1727, et conserva cependant son rang de mestre de-camp. Il commanda sa compagnie au camp de la Meuse, en 1730; au camp de la Moselle, du 31 août au 30 septembre 1732; au camp du pays Messin, en 1733; et au siége de Philisbourg, en 1734. Devenu mestre-de-camp de la brigade du régiment royal des carabiniers, par commission du 6 avril 1735, il la commanda à l'armée d'Italie; concourut à la prise de Gonzague, de Reg-

giolo, de Révéré, et rentra en France avec sa brigade, au mois de septembre 1736. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1740, il marcha avec les carabiniers à l'armée de Bohême, au mois de septembre 1741; se trouva à la prise de Prague; cantonna pendant l'hiver aux environs de Pisseck; se distingua particulièrement, avec les carabiniers, au combat de Sahay, au mois de mai 1742; entra dans Prague, au mois de juillet; contribua à la défense de cette ville, d'où il sortit, au mois de décembre; et rentra en France au mois de février 1743. Il fut employé à l'armée du Mein, par lettres du 1er avril suivant, et obtint une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 15 mai. Il commanda sa brigade à la bataille de Dettingen, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous les ordres du maréchal de Noailles. Employé à l'armée du roi en Flandre, par lettres du 1er avril 1744, et créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai, il servit, comme brigadier, aux siéges de Menin et d'Ypres; passa, par lettres du 1er juillet, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe; finit la campagne au camp de Courtray, et fut déclaré maréchal-de-camp, au mois de décembre. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er avril 1745, il commanda sa brigade à la bataille de Fontenoy, et servit aux siéges des villes et citadelles de Tournay, d'Oudenarde et de Dendermonde. Il obtint, par lettres du 23, la permission de porter les marques de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai 1746, il couvrit avec cette armée les siéges de Mons, de Charleroy, de Saint-Ghilain et de Namur, et combattit à Raucoux. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai 1747, il fut blessé à la bataille de Lawfeld. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748, il se démit de sa brigade, au mois de mai 1749. Il obtint une place de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 29 décembre 1754, et ne servit plus. Il était gouverneur de Domme en Quercy, lorsqu'il mourut, en son château de Gensay en Poitou, le 11 octobre 1771, à l'âge

de 71 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 424; *Gazette de France, Etats militaires, mémoires du temps, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. X, pag.* 230.)

DE CRÉQUY (Marie-Charles, *marquis*), *maréchal-de-camp*, issu de la même famille que les précédents, naquit le 18 septembre 1737. Il entra au service, en 1752, comme mousquetaire dans la 2ᵉ compagnie; fut fait sous-lieutenant au régiment du Roi infanterie, le 1ᵉʳ janvier 1755, et capitaine au régiment du Roi-Dragons, le 2 août 1758. On le nomma mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, le 26 février 1761. Il reçut la décoration de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1762. On le créa brigadier de cavalerie, le 3 janvier 1770, et maréchal-de-camp, le 1ᵉʳ mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE CRÉQUY, *voyez* BLANCHEFORT.

CRESPIN (Guillaume), *maréchal-de-France*, fut pourvu de cette charge, vers l'an 1282, après Raoul d'Estrées, et la possédait encore à la Toussaint de 1283. Il avait été l'un des seigneurs qui suivirent le roi saint Louis dans son voyage d'Afrique, en 1269. On le fit connétable héréditaire de Normandie. Il fut nommé conjointement avec l'archevêque d'Auch, commissaire pour la réformation des bailliages d'Amiens, de Lille et de Tournay. (*Mémorial de la chambre des comptes, Chronologie militaire, tom. II, pag.* 112;

---

(1) Le marquis de Créquy a composé une *Vie du maréchal de Catinat*, imprimée d'abord à Amsterdam, en 1772, et dont la seconde édition fut imprimée à Paris en 1775. Il fut aussi auteur d'un ouvrage ayant pour titre : *Principes philosophiques des SS. Solitaires d'Égypte, extraits des Conférences de Saint Cassien.* Madrid, 1779, in 18. Il avait obtenu, en 1738, le prix proposé par l'académie des sciences sur les causes du flux et du reflux de la mer. Anne Lefèvre d'Auxy, son épouse, aimait passionnément les lettres, les cultivait avec succès, et mérita d'être comptée parmi les femmes célèbres du 18ᵉ siècle. Elle mourut à Paris, en 1803, dans un âge fort avancé. Elle a laissé plusieurs manuscrits, entr'autres des *Pensées et Réflexions sur différents sujets.*

Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag. 631 *et* 633.)

CRESPIN du Bec (Antoine), *comte de Moret*, *lieutenant-général*, eut une compagnie dans le régiment de cavalerie de S. A. R. Monsieur, par commission du 19 avril 1646. Il se trouva, la même année, au siége et à la prise de Courtray, de Bergues, de Mardick, de Dunkerque et de la Bassée. Il servit à la prise de Lens, en 1657; au siége et à la prise d'Ypres, et à la bataille de Lens, en 1648. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie, sur la démission du marquis d'Amilly, par commission du 16 février 1649, il servit au siége et à la prise de Condé; au secours de Guise; au siége et à la prise de Rethel, et au combat livré près de cette dernière place, en 1650. Il marcha, en 1651, en Catalogne, où l'on se tint sur la défensive cette année et la suivante. Il fut fait maréchal-de-camp, par brevet du 26 mars 1652, et créé lieutenant-général, par pouvoir du 16 juin 1755. Employé sous M. de Turenne, il servit au siége et à la prise de Landrecies, de Condé, de Saint-Guilain et de Valenciennes, en 1656; se trouva au combat qui se donna sous cette dernière place, et y fut fait prisonnier. On le commit, par ordre du 13 décembre 1657, pour commander la cavalerie dans Mardick, dont les Espagnols voulaient s'emparer. Il obtint, par provisions du 16 février 1658, le gouvernement d'Hesdin, vacant par la mort de M. de Bellebrune. On lui donna, par commission du même jour, le régiment d'infanterie, et la compagnie de chevau-légers, qui tenaient garnison dans cette place. Le comte de Moret ne put prendre possession de ce gouvernement, le prince de Condé s'en étant emparé. Il servit au siége de Dunkerque; à la bataille des Dunes; au siége et à la prise de Bergues, de Dixmude et de Furnes; et au siége de Gravelines. Il fut tué à ce siége, le 13 août 1658 (1).

---

(1) Le comte de Moret était ami de M. de Turenne. (Voyez *la Vie de Turenne*, par Vanessay, *tom. II*, *liv.* 4, *pag.* 104.)

(*Chronologie militaire, tom. IV, pag. 215; mémoires du temps.*)

CRESPIN du Bec (François-René), *marquis de Vardes, lieutenant-général*, fut nommé mestre-de-camp d'un régiment de son nom, sur la démission du comte d'Estrées, par commission du 19 juin 1646. Il servit, la même année, aux siéges et à la prise de Courtray, de Bergues, de Mardick et de Dunkerque. Il fut employé au secours de Landrecies, au siége de la Bassée, et à la prise de Lens, en 1647 au siége et à la prise d'Ypres, en 1648. Il obtint, par commission du 9 juin, la charge de mestre-de-camp-lieutenant du régiment d'infanterie d'Orléans, vacante par la mort du marquis de Vieuxpont, tué à ce siége. Il conserva cependant son régiment d'infanterie; combattit à Lens, et se trouva au siége et à la prise de Furnes. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 16 janvier 1649, et employé à l'armée des environs de Paris, il se trouva à l'attaque de Charenton, et à la prise de Brie-Comte-Robert. Il marcha ensuite, sous M. le comte d'Harcourt, au secours de Cambray; au siége et à la prise de Condé; au secours de Guise; à la prise de Rethel, et au combat livré près cette dernière place, en 1650. Il se démit, au mois d'avril 1651, du régiment d'Orléans; servit, en 1652, sous le maréchal de Turenne; se trouva au combat d'Étampes; servit au siége de cette place, et y fut blessé. Il se trouva aussi au combat du faubourg St.-Antoine, et au siége de Rethel, en 1653. Il se signala à la défaite des Espagnols près de la Roquette, en Piémont. Créé lieutenant-général, par pouvoir du 20 mai 1654, et désigné pour servir à l'armée de Catalogne, il la joignit au mois d'août, et servit au siége de Puicerda. Il obtint la charge de capitaine-colonel de la compagnie des cent-suisses de la garde ordinaire du roi, à la mort du marquis de Montmege, par provisions données à Paris, le 15 mars 1655. Il continua de servir en Catalogne, et contribua à la prise du cap du Quiers, de Castillon et de Cadagne. On lui donna le gouvernement d'Aigues-Mortes, à la mort du duc d'Orléans, par provisions datées de Nimes le 1er avril 1660. Son

régiment d'infanterie fut licencié, le 20 juillet suivant. On le nomma chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661. Ayant été disgracié, au mois de février 1665, il fut conduit prisonnier à la citadelle de Montpellier (1); mais on le mit en liberté quelques mois après. Il se démit, au mois de janvier 1679, de la compagnie des cent-suisses, et mourut à Paris, le 3 septembre 1688. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 194; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CREUILLY, *voyez* COLBERT.

DE CREVANT (Louis), *marquis*, puis *duc d'Humières*, *maréchal de France*, fut nommé gouverneur de Compiégne, sur la démission du marquis d'Humières son père, par provisions données à Paris, le 11 juin 1646. On le créa maréchal-de-camp, par brevet du 4 septembre 1650. Il leva un régiment de cavalerie (depuis Chartres), par commission du 24 septembre 1651, et s'en démit, en 1653. Il servit aux siéges et à la prise de Mouzon et de Sainte-Menehould, à l'attaque des lignes d'Arras, et à la prise du Quesnoy, en 1654; à la prise de Landrecies, de Condé, de Saint-Guilain et de la Capelle, en 1655. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 18 octobre 1656, il servit au siége de Saint-Venant, et à la prise de cette ville, le 27 août 1657; et à celle de Mardick, le 3 octobre. Il commanda les escadrons de l'aile droite à la bataille des Dunes, le 14 juin 1658. Il rendit des services signalés au siége et à la prise de Dunkerque, le 25

---

(1) Le marquis de Vardes était fort attaché à la comtesse de Soissons (nièce du cardinal de Richelieu), et confident intime du roi, qu'il trompa, en faisant tomber les soupçons sur le duc et la duchesse de Navailles, qui étaient les plus honnêtes gens de la cour. Le roi, ayant découvert la vérité, fut justement irrité contre le marquis de Vardes, et le fit mettre en prison à la citadelle de Montpellier. M. de Lafare, qui l'avait connu, dit, en parlant de lui dans ses Mémoires : « Il n'était plus » (vers 1663) dans la première jeunesse; mais il était plus aimable enco» re par son esprit, par ses manières insinuantes et même par sa figure, » que tous les jeunes gens. »

du même mois, et concourut à la conquête de Bergues-Saint-Vinox, le 2 juillet; de Furnes, le 3; et de Dixmude, le 4. Il montra beaucoup de bravoure à la tête des volontaires, dans l'affaire du 13 juillet, contre les troupes espagnoles retirées sous les murs de Bruges. Il se signala à la défaite de 1000 hommes, auprès de Menin, le 12 septembre. Il empêcha 3 régiments de cavalerie ennemie de se jeter dans Oudenarde, à l'époque où le maréchal de Turenne voulait se rendre maître de cette place, à la prise de laquelle il concourut. Il contribua aussi à la prise d'Ypres, dont il fut nommé gouverneur. Il leva, par commission du 15 avril 1659, un régiment d'infanterie de son nom, pour tenir garnison dans Ypres. Il passa le canal qui joint Ypres à Menene, s'empara de 2 redoutes, et enleva 2 régiments ennemis. La paix fut conclue, le 7 novembre. Il obtint le gouvernement-général du Bourbonnais, par provisions données à Saint-Jean-de-Luz, le 8 juin 1660, et prêta serment pour cette charge, le 19 juillet. On le nomma sénéchal, par autres provisions du 10 du même mois, qui furent enregistrées au parlement, le 18 août suivant. On réforma son régiment, le 20 juillet. Il servit comme lieutenant-général à l'armée du roi, sous le vicomte de Turenne, en 1667; et se trouva à la prise de Tournay, où il monta la tranchée, le 24 juin; à celle de Douay, où il monta aussi la tranchée, le 5 juillet; et enfin, à celle de la ville de Lille, prise le 27 août, et où il monta la tranchée le 20. Il fut employé à l'armée de Flandre, sous MONSIEUR, par lettres du 30 mars 1668. La paix d'Aix-la-Chapelle termina la guerre, le 2 mai. Le marquis d'Humières fut nommé gouverneur de Lille, d'Orchies et du pays de Laleu, par provisions du 3 juin. Élevé au grade de maréchal de France, par état donné à Saint Germain-en-Laye, le 8 juillet, il prêta serment, le 10 janvier 1669, et son état fut enregistré à la connétablie, le 12 mars. Il se démit de son gouvernement du Bourbonnais, au mois de février 1670. Il commanda conjointement avec le maréchal de Bellefonds, et sous le prince de Condé, l'armée qui s'assemblait aux environs de Sedan, par pouvoir du 18 avril 1672. Commandant l'armée

de Flandre, sous le même prince, par pouvoir du 23 août 1673, il contribua à la levée du siége d'Ondenarde par le prince d'Orange, au mois de septembre 1674. Il eut, par pouvoir du 1er mai 1675, le commandement d'un corps séparé de l'armée de Flandre, et fut chargé de veiller aux entreprises du duc de Villahermosa. Le maréchal d'Humières entra, le 7 octobre suivant, dans le pays de Vaes; pénétra jusqu'aux portes de Gand; força 10 retranchements ennemis, ainsi que 3 petits forts; brûla, dans l'espace de vingt-quatre heures, plus de 1200 maisons, et fit cette expédition sans éprouver presque aucune perte. Il commanda dans toute la Flandre pendant l'hiver, par lettres du 25 du même mois. Il s'empara, le 26 janvier 1676, du château des Escaussiennes. Il prit ensuite, et fit démolir le château de Harsy. Il força l'épée à la main un passage sur le canal de Bruges, et obligea les ennemis de se retirer avec perte. Nommé l'un des commandants de l'armée de Flandre, sous MONSIEUR, par pouvoir du 10 mars 1676, il assiégea Aire, dont il se rendit maître, le 31 juillet, et prit ensuite le fort de Link. Gouverneur et lieutenant-général de la Flandre et du Hainaut, par provisions du 3 juillet, il attaqua le fort de Livick, qu'il emporta, le 9 août. Commandant un corps séparé de l'armée de Flandre, sous MONSIEUR, par pouvoir du 25 février 1677, il feignit de vouloir assiéger la ville de Mons, qu'il investit, le 1er mars, ce qui empêcha le gouverneur d'envoyer des troupes dans Valenciennes. Cependant le duc de Luxembourg ayant paru devant Valenciennes, le 28 février, le maréchal d'Humières alla le joindre, prit le commandement de l'armée, en attendant l'arrivée du roi, et monta la tranchée devant la place, le 14 mars. Valenciennes fut emporté, le 17 du même mois, après neuf jours de siége. Le maréchal d'Humières fit ensuite, sous les ordres de MONSIEUR, l'investissement de Saint-Omer. Le prince d'Orange ayant quitté son camp près d'Ypres, et marché au secours de Valenciennes, l'armée française sortit de ses lignes, le 10 avril, et se trouva, dès le même jour, en présence des ennemis auprès du mont Cassel. Les deux armées n'étaient séparées que par deux petits

ruisseaux. La bataille ne fut livrée que le 11. Le maréchal d'Humières y commanda l'aile droite, commença l'action et battit 5 escadrons ennemis. L'armée du prince d'Orange abandonna le champ de bataille, laissant 3000 hommes sur la place; elle perdit en outre 4000 prisonniers, 13 pièces de canon, 2 mortiers, 44 drapeaux, 17 étendards, tous ses bagages, et ses chariots de vivres. Le maréchal d'Humières, qui avait contribué pour beaucoup au succès de cette affaire, se hâta de retourner devant Saint-Omer, qui capitula le 20. Il investit Saint-Guilain, le 4 décembre; ouvrit la tranchée, le 5; attaqua les dehors, le 10; et força le gouverneur de capituler, le 11. La campagne finit en Flandre par la prise de cette place. Le maréchal d'Humières, ayant été chargé, en 1678, des préparatifs du siége de Gand, arriva devant cette place, le 3 mars, en coupa toutes les avenues, et fit construire un grand nombre de ponts sur l'Escaut, et sur les canaux, pour faciliter la communication entre toutes les troupes. Le roi se rendit à ce siége, le 4; et Gand capitula, le 9; la citadelle se rendit aussi le 12. Par ordre du roi, le maréchal fit combler les tranchées, et mit la ville en état de défense. Il commanda un corps séparé de l'armée de Flandre, par pouvoir du 28 avril de la même année. Sur la fin de la campagne, étant à Metz avec ce corps de troupes, il envoya sommer les électeurs de Trèves et de Mayence de retirer les garnisons qu'ils avaient dans Hombourg et dans Bitcht; et, sur le refus que firent les princes, il marcha contre ces places, qui lui furent remises. Il s'empara de la ville de Courtray, le 7 novembre 1683 (1). Il fut choisi, en 1685, pour aller complimenter le roi d'Angleterre, Jacques II, sur son avénement à la couronne; se rendit à Londres; eut une audience du roi d'Angleterre à Windsor, le 18 août; repassa ensuite en France, et se rendit auprès du roi. S. M. le reçut à Chambord, le 17 septembre, et le nomma grand-maître de l'artillerie à la mort du duc du Lude, par provi-

---

(1) En 1684, le marquis d'Humières, fils unique du maréchal, fut tué, le 13 mai, dans la tranchée devant Luxembourg.

sions données à Versailles, le 17 novembre suivant. Il fut fait colonel-lieutenant du régiment des fusiliers du roi (depuis royal artillerie), et colonel-lieutenant des bombardiers, par commission du 18. Il obtint les entrées de la chambre du roi, le 27. Il leva un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 20 août 1688, et fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant. Commandant l'armée de Flandre, par pouvoir du 1er mars 1689, il voulut emporter le château de Walcourt, le 27 août: ce château avait de bons fossés, et une nombreuse garnison. Le maréchal fut contraint par le prince de Waldeck de se retirer, après avoir perdu 1200 hommes. Il se démit de son régiment de cavalerie, le 18 mars 1690. Le roi le créa duc d'Humières, par lettres d'érection de la terre de Mouchy en duché, sous le nom d'Humières, données au mois d'avril, et registrées au parlement, le 28. Nommé commandant-général dans toute la Flandre, hors les pays sujets à contribution, par pouvoir du 2 juin, il fit tête à l'armée espagnole, fortifiée des troupes d'Hanovre, pendant que le duc de Luxembourg agissait contre celle d'Hollande conduite par le prince de Waldeck. Le roi le reçut chevalier de ses Ordres, le 1er janvier 1691. Pendant le siége de Mons, qui capitula le 9 avril suivant, il campa à Saint-Guilain, pour s'opposer aux secours que le prince d'Orange pouvait conduire aux assiégés. Il commanda l'armée sur la Lis, par pouvoir du 14 mai. Il commanda aussi, sous M. le Dauphin, par pouvoir du 30 avril 1692; servit au siége de Namur que le roi prit, le 5 juin; et à celui des châteaux, qui se rendirent, le 30. Il ne servit point en 1693, et mourut à Versailles, le 30 août 1694. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 643, *Histoire militaire de M. de Quincy, Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet, Bauclas, Gazette de France.*)

DE CREVECOEUR D'ESQUERDES (Philippe), *maréchal de France*, fut élevé à la cour de Philippe duc de Bourgogne, et s'attacha au comte de Charolais. Ce dernier prince, étant devenu duc de Bourgogne, le fit son écuyer, et le nomma

gouverneur des villes de Péronne, Montdidier et Roye, en 1463. D'Esquerdes servit sous ce prince au combat de Montlhéri, en 1465, et commanda ses francs-archers contre les Liégeois, en 1467. Il fut fait chevalier de la Toison-d'Or, en 1468. Devenu gouverneur de l'Artois et de la Picardie, il se jeta, en 1470, dans Abbeville, se mit à la tête du parti bourguignon, et déconcerta l'entreprise que Louis XI fit sur cette place. Employé sous les ordres de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, d'Esquerdes prit, en 1472, les villes de Nesle et de Roye, et fut repoussé à l'assaut de Beauvais. Les Suisses battirent le duc de Bourgogne et d'Esquerdes à Gransou, le 2 mars 1476; à Morat, le 22 juin suivant; et à Nancy, le 5 janvier 1477. Après la défaite et la mort de Charles le Téméraire, tué devant Nancy, d'Esquerdes, qui avait fidèlement servi ce prince jusqu'au terme de sa carrière, se déclara contre Marie, héritière de Bourgogne; et, gagné par Commines, il passa au service du roi de France, Louis XI, auquel il prêta serment de fidélité. D'Esquerdes travailla avec ardeur à dépouiller l'héritière du duc de Bourgogne d'une partie de ses états, et commença par livrer à Louis XI la cité d'Arras (1), et les places qu'il tenait en Picardie. Le roi lui laissa les gouvernements que le duc de Bourgogne lui avait confiés, et lui donna le collier de son ordre. L'archiduc d'Autriche ayant mis le siége devant Terouane, au mois d'août 1479, d'Esquerdes assembla des troupes, et vint au secours de la place. L'archiduc leva alors le siége de Térouane, et s'avança sur Guinegate pour combattre d'Esquerdes. Celui-ci chargea la cavalerie de l'archiduc, la rompit, la poursuivit jusqu'à Aire, en fit un grand carnage, et fit 900 prisonniers; mais, tandis qu'il était emporté par le succès, les francs-archers français, croyant la bataille gagnée, tombèrent sur le bagage de l'ennemi, et se mirent à le piller. L'archiduc,

(1) Plusieurs bourgeois d'Arras périrent victimes de leur fidélité à la duchesse de Bourgogne, et aimèrent mieux recevoir la mort que de crier *vive le roi.*

profitant de cette circonstance, et du désordre qu'elle avait mis dans les rangs français, tomba sur l'infanterie, la défit presque sans résistance, et demeura maître du champ de bataille (1). Louis XI ayant ordonné l'assiette d'un camp entre le pont de l'Arche et le pont Saint-Pierre, par lettres données au Plessis du parc, le 9 octobre 1480, d'Esquerdes fut chargé du soin d'y exercer la nouvelle milice de hallebardiers et de piquiers. Il fut établi gouverneur et lieutenant-général en Picardie, par provisions du 17 août 1482. On le chargea, la même année, après la mort de Marie de Bourgogne, archiduchesse d'Autriche, de proposer aux Gantois le mariage du dauphin avec Marguerite de Flandre. Aussi habile dans les négociations que dans la guerre, d'Esquerdes fit échouer toutes les mesures prises par l'archiduc Maximilien, père de Marguerite, et réussit dans cette négociation au gré du roi. Les états de Flandre ayant demandé la paix, et offert de donner Marguerite de Flandre pour épouse au dauphin, on s'assembla à Arras, où d'Esquerdes fut envoyé en qualité de l'un des plénipotentiaires du roi. Le traité fut conclu, le 23 décembre, et les Gantois lui remirent la princesse entre les mains. Maximilien, qui, par ce traité, venait d'être dépouillé de plusieurs provinces, voulut enlever sa fille; mais d'Esquerdes fit ses dispositions de manière à lui empêcher de rien entreprendre. Charles VIII le créa maréchal de France, en attendant la première charge vacante, par état donné à Amboise le 2 septembre 1483. D'Esquerdes prêta serment en cette qualité, le 8 du même mois. Il fut confirmé dans toutes ses dignités, et particulièrement

(1) Cet échec ne fit pas perdre à d'Esquerdes la faveur de Louis XI; mais le monarque voulut examiner l'emploi des sommes données pour faciliter la reddition des places de l'Artois. D'Esquerdes en fournit un mémoire détaillé, mais très-inexact. Louis XI le discutant article par article, d'Esquerdes, que cet examen embarrassait, se leva brusquement, et dit au roi : « Sire, avec cet argent, j'ai conquis les villes d'Arras, d'Hesdin, de Boulogne; rendez-moi mes villes, et je vous rendrai votre argent. » — « Par la Pâque Dieu, répondit le roi, il vaut mieux laisser le Moustier où il est », et il ne parla plus de cette affaire.

dans le gouvernement de la Rochelle, le 5 décembre suivant. On le pourvut de nouveau de la charge de maréchal de France, vacante par la mort du sieur de Lohéac, par état daté de Melun le 21 janvier 1486. D'Esquerdes contraignit, la même année, Maximilien, roi des Romains, de renoncer aux entreprises qu'il avait formées sur la Picardie, de concert avec les seigneurs de France qui étaient mécontents de la cour. D'Esquerdes et le maréchal de Gié couvrirent la ville de Guise, renforcèrent sa garnison, harcelèrent le roi des Romains, et firent échouer tous ses projets. En 1487, d'Esquerdes, avec 600 hommes, surprit Saint-Omer, dans la nuit du 28 avril. Il fit dresser des échelles, monta lui-même à l'assaut avec quelques soldats, égorgea les sentinelles, réunit sa troupe sur la place publique, et tout à coup fit sonner tous les instruments de guerre. Les bourgeois, réveillés en sursaut par le bruit de ces instruments, et par les grands cris que jetaient les soldats, n'eurent le temps ni de se reconnaître, ni de se retirer, et prêtèrent serment de fidélité à Charles VIII. On comptait dans Saint-Omer 12,000 habitants portant les armes et accoutumés à la guerre. Trois mois après, le maréchal d'Esquerdes s'empara, avec le même succès, de Térouane. D'Esquerdes et Gié attirèrent le duc de Clèves dans un piége, à une demi-lieue de Béthune, et défirent complétement son armée, qui perdit un grand nombre d'hommes tués ou faits prisonniers; les comtes d'Egmont et de Nassau, et le seigneur de Bossut, furent du nombre de ces derniers. En 1490, 4000 Flamands surprirent d'Esquerdes, lorsqu'il assiégeait Dixmude. Il perdit dans cette occasion 6000 hommes, son canon et ses bagages. D'Esquerdes, après avoir forcé la tour de Nieuport, se voyait au moment d'emporter la ville, lorsqu'une flotte anglaise débarqua des secours dans cette place. D'Esquerdes fut obligé de se retirer. Il négocia et conclut, à Étaples, le 3 novembre 1492, la paix avec Henri VII, roi d'Angleterre, qui leva le siége de Boulogne. Il fut nommé grand-chambellan de France, par lettres du 20 février 1493. Il s'opposa fortement, dans le conseil du roi, à l'expédition projetée, en 1494, contre Naples; maisson

avis ne fut point adopté; et Charles VIII lui donna le commandement de l'armée. Arrivé à la Bresle, petite ville du Lyonnais, il y mourut, le 22 avril (1). (*Chronologie militaire tom. II, pag.* 18 *Histoire du Languedoc, Monstrelet; Histoire de France, du Père Daniel, le Gendre, Dupleix, Mezerai, Beauclas; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Brantôme, Moréri; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. X, pag.* 252; *mémoires du temps.*)

DE CREVECŒUR (Charles-Martin, *marquis*), *maréchal-de-camp*, de la même famille que le précédent, fut fait capitaine au régiment de cavalerie d'Orléans, lors de sa levée, le 31 décembre 1643. Il se trouva au siége de Gravelines, en 1644; à la prise de Cassel, de Mardick, de Linck, de Menin, de Bourbourg, de Béthune, et de Saint-Venant, en 1645; et à celle de Courtray, de Bergues et de Dunkerque, en 1646. Il concourut à la prise de la Bassée, en 1647; à celle d'Ypres, et à la bataille de Lens, en 1648; au blocus de Paris, au siége de Cambray, et à la prise de Condé, en 1649. Il fut employé à l'armée de Flandre, en 1650, et commanda le régiment de S. A. R. MONSIEUR à la bataille de Rhetel, le 15 décembre. On le fit mestre-de-camp-lieutenant du régiment d'Orléans, par commission du 4 janvier 1651. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 4 juillet suivant, il commanda ce régiment à l'armée de Flandre, où on se tint sur la défensive cette année et la suivante. Il conserva son régiment jusqu'au 13 février 1660, époque à laquelle ce corps fut licencié, après la mort du duc d'Orléans. Il prêta serment, en avril 1681, pour

(1) « Le roi le regretta si fort, dit Brantôme, que, renvoyant son corps » pour être enterré à Notre-Dame de Boulogne, où ce maréchal avait demandé à être porté, le roi commanda que par toutes les villes où il » passerait on lui fît pareil honneur qu'à lui. » — « C'était, ajoute Brantôme, un très-grand et ancien capitaine; il était le principal colonel » du roi. »

la charge de secrétaire des commandements de S. A. R. Monsieur. Le marquis de Crevecœur était gouverneur de Montargis, et chevalier de l'ordre de Saint-Michel, lorsqu'il mourut, le 14 juillet 1683. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 304; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

de CRILLON, *voyez* de Balbe de Berton.

de CROISMARE (Louis-Eugène, *chevalier*, puis *comte*, et ensuite *marquis*), *maréchal-de-camp*, fut fait sous-lieutenant au régiment du Roi, le 6 mai 1713. Devenu lieutenant au même régiment, le 29 août suivant, il servit pendant la campagne de cette année, aux siéges de Landau et de Fribourg; et à l'attaque des retranchements du général Vaubonne. Il eut une commission de capitaine réformé à la suite du même régiment, le 25 avril 1718. Il y obtint, le 8 avril 1722, une compagnie, qu'il commanda au camp de Montreuil, la même année; au camp de la Moselle, en 1727; aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone, et du château de Milan, en 1733; à ceux de Tortone, de Novarre, de Sarravalle, à l'attaque de Colorno, et aux batailles de Parme et de Guastalla, en 1734. Il passa à une compagnie de grenadiers, le 22 mai 1735, et la commanda aux siéges de Reggio, de Révéré et de Gonzague, et à la prise de Prague, en 1741. Il commanda aussi sa compagnie au combat de Sahay, au ravitaillement de Frawemberg, et à la défense de Prague. Il se distingua particulièrement à la sortie que fit la garnison française de Prague, le 22 août. Devenu commandant de bataillon, par ordre du lendemain 23, avec rang de colonel d'infanterie, par commission du même jour, il commanda son bataillon à la fameuse retraite de Prague, au mois de décembre; à la bataille de Dettingen, au mois de juin 1743; aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, en 1744. Nommé major du régiment du roi, le 6 août de cette année, il servit, en cette qualité, à l'attaque des retranchements de Susselsheim, et au siége de Fribourg. Il combattit à la bataille de Fontenoy. Il servit aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; au siége de Bruxelles,

et à la bataille de Raucoux, en 1746. Créé brigadier, par brevet du 20 mars 1747, il combattit à Lawfeld, au mois de juillet. Devenu lieutenant-colonel de son régiment, le 26 mars 1748, il servit, le mois suivant, au siége de Maestricht. Il obtint une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, à la pension de 3000 livres, par commission du 20 juillet 1753. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck, et concourut à la prise de plusieurs places de l'électorat d'Hanovre. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai 1758, il se démit de la lieutenance colonelle du régiment du Roi; se trouva à la bataille de Crewelt, et ne servit plus. Il mourut avant le 1er décembre 1773. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 341; *états militaires, Gazette de France, mémoires du temps.*)

de CROISMARE (Jacques-René, *chevalier*), *lieutenant-général*, issu d'une autre branche de la même famille que le précédent, fut fait lieutenant réformé au régiment de cavalerie de Bretagne, le 4 juin 1719. Il passa, en la même qualité, dans celui de Béringhen (depuis Vassé et Broglie), le 31 mai 1723. Nommé lieutenant de la compagnie du mestre-de-camp, le 28 août 1724, avec rang de capitaine, du 1er avril 1726, il passa à l'armée d'Italie, en 1733; et se trouva à plusieurs siéges, qu'on entreprit cette même année. Il servit aussi à la prise de Milan et de Tortone, en 1734. Il commanda sa compagnie aux batailles de Parme et de Guastalla, et continua de servir en Italie jusqu'au mois de mai 1736, époque à laquelle il rentra en France après la paix. Il passa avec son régiment à l'armée de Bavière, au mois de mars 1742; y servit sous les ordres du duc d'Harcourt et du comte de Saxe; marcha sur les frontières de Bohême, sous les ordres du maréchal de Maillebois, puis du maréchal de Broglie; rentra en France avec l'armée, au mois de juillet 1743; et finit la campagne en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny, qui s'opposa au passage du Rhin par les ennemis. On accorda au chevalier de Croismare, le 16 août de cette année, une

commission pour tenir rang de lieutenant-colonel. Il remplit, par ordre du 1er avril 1744, les fonctions de maréchal-général-des-logis de la cavalerie de l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Saxe; couvrit avec cette armée les siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, et finit la campagne au camp de Courtray. Il exerça la même charge dans l'armée du roi, par ordre du 1er avril 1745, et se trouva à la bataille de Fontenoy, et aux différents siéges de la campagne. Il fut déclaré, au mois d'octobre, brigadier de cavalerie, dont le brevet lui avait été expédié sous la date du 1er mai précédent. Il continua de remplir les fonctions de maréchal-général-des-logis de la cavalerie de l'armée du roi, par ordre des 15 avril 1747 et 1er avril 1748, et se trouva à la bataille de Lawfeld et au siége de Maestricht. Il fut déclaré, au mois de janvier 1749, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 10 mai 1748. Il obtint la lieutenance de roi de l'école Militaire, le 3 octobre 1753; une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 3 juillet 1756; et le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 juillet 1762. Il fut pourvu depuis de la lieutenance de roi de Châlons-sur-Saône, et fut créé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1766. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 7; *mémoires du temps, états militaires.*)

DE CROISMARE (Ambroise-Charles, *vicomte*), *lieutenant-général*, issu de la branche des seigneurs de Port-Mort, de la même famille que les précédents, naquit à Versailles le 1er juillet 1749. Il entra, en qualité de sous-lieutenant, dans le régiment du Roi-Dragons, le 7 décembre 1765, et eut rang de capitaine, à partir du 25 avril 1772. Il fut pourvu d'une compagnie d'augmentation, le 5 mai suivant, et on le réforma en 1776. Il fut attaché à l'état major des dragons au camp de Vaussieux. Il passa sous-lieutenant des gardes-du-corps du roi, compagnie de Beauvau, le 26 décembre 1778. On le nomma colonel de cavalerie, le 26 décembre 1784, et il fut créé, le même jour, cheva-

lier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il émigra, en 1791; et commanda, en 1792, un escadron des gardes-du-corps dans l'armée du prince de Condé. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 26 décembre de cette dernière année. Il servit dans l'armée de Condé, comme capitaine d'une compagnie de cavalerie noble, en 1794, 1795, 1796 et 1797. Il accompagna S. M. Louis XVIII en Russie, et resta auprès de la personne du roi, à Mittau, pendant les années 1798, 1799 et 1800. Il rentra en France, en 1801. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, le vicomte de Croismare fut fait lieutenant des gardes-du-corps du roi, compagnie de Noailles, le 1er juin, et devint commandant d'escadron le 9 juillet suivant. S. M. le créa commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 1er septembre de la même année, et chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 1er novembre suivant. Le vicomte de Croismare obtint, le 28 janvier 1815, la croix d'officier de la même Légion, et le grade de lieutenant-général. Il fut mis à la retraite de ce dernier grade, le 1er novembre 1815. (*Brevets et états militaires.*)

DE CROISSY-BIERNÉ, *voyez* DE COLBERT.

DE LA CROIX (René-Gaspard), *marquis de Castries*, *maréchal-de-camp*, servait, dès 1632, et se trouva, la même année, à la bataille de Castelnaudary. Devenu capitaine d'une compagnie de chevau-légers, il se trouva au siége de Corbie, en 1636; aux siéges de Landrecies, de Maubeuge et de la Capelle, en 1637; de Saint-Omer, en 1638; et au combat de la Route, en 1639. Il fut reçu, en cette dernière année, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi. Il servit au siége de Turin, en 1640, et à ceux de Collioure et de Perpignan, en 1642. Il obtint, en 1643, des lettres patentes, qui le rétablissaient dans le droit d'entrer aux états du Languedoc. Il servit au siége de Gravelines, en 1644. Il obtint, en mars 1645, des lettres d'erection de la terre de Castries en marquisat. Il se trouva au siége de Dunkerque, en 1646. Le gouvernement de Sommières lui ayant été accordé, par provisions du 15 novembre, il alla y

résider, et commanda dans cette place et les environs. On le nomma capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes d'Orléans-Languedoc à sa création, par provisions du 12 juin 1651. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 15 juillet, et siégea, la même année, comme député de la noblesse de la sénéchaussée de Montpellier, aux états-généraux du royaume. Il eut un brevet de conseiller d'état. La compagnie des gendarmes d'Orléans ayant été licenciée, le 13 février 1660, après la mort du duc d'Orléans, on accorda au marquis de Castries le gouvernement des ville et citadelle de Montpellier, qui vaquait par la mort de ce prince, par provisions données à Arles le 18 mars. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661, il fut reçu à Pézenas par le duc d'Arpajon au nom du roi. Promu au grade de lieutenant-général au Bas Languedoc, par provisions données à Saint Germain-en-Laye le 26 octobre 1668, il alla commander en Vivarais, en 1670; y dissipa les rebelles, fit arrêter leur chef, nommé Roure, le fit punir, et réussit à rétablir la tranquillité dans cette province. Il leva, le 1er mars 1674, un régiment d'infanterie de son nom (depuis Bouillé), en fut fait colonel, par commission du même jour, et s'en démit en faveur de son fils, au mois d'avril suivant. Il mourut, le 21 août de la même année, à l'âge de 63 ans. Il avait plusieurs fois tenu en chef les états de la province, où il avait su ménager avec beaucoup de zèle les intérêts du roi et ceux des peuples (1). (*Chronologie militaire*, *tom, VI*, *pag*, 306; *Gazette de France*, *mémoires du temps*.)

DE LA CROIX (Joseph-François) *marquis de Castries*, *maréchal de-camp*, fils du précédent, naquit le 18 avril 1663. Il fut fait d'abord capitaine au régiment de son père lors de sa levée, le 1er mars 1674. Il devint colonel du même régiment (depuis Bouillé), sur la démission de son père, par

(1) Moréri lui donne la qualité de lieutenant-général qu'il n'a point eue.

commission du 4 avril suivant. Nommé gouverneur des ville et citadelle de Montpellier également à la mort de son père, par provisions données à Versailles, le 30 août de la même année, il prêta serment pour cette charge, le 24 septembre suivant. Il se fit recevoir à son régiment, en 1680; se trouva à la prise de Casal, sous M. de Catinat, en 1681, et eut un cheval tué sous lui, en 1683, dans une affaire contre les protestants du Languedoc. Il commanda son régiment au combat du pont-Major, et à l'assaut de Gironne, en 1684. Il passa, au mois d'avril 1688, dans l'électorat de Cologne, sous les ordres du marquis de Sourdis. Ayant été attaqué, au mois de mars 1689, par un corps de 4 à 5000 cavaliers ennemis, il leur tint tête avec plusieurs compagnies de grenadiers, fit une très-belle retraite, sans se laisser entamer, et sauva l'infanterie qui était sous ses ordres. En récompense de cette belle action, il fut créé brigadier, par brevet du 22 du même mois. Lors de l'attaque, par les ennemis, de la place de Bonn, dans laquelle il s'était retiré, il donna des marques de la plus grande valeur dans la défense de cette place, et fut chargé d'en négocier la capitulation avec l'électeur de Brandebourg. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 19 avril 1690, il combattit avec distinction à la bataille de Fleurus, y fut blessé, et eut un cheval tué sous lui. Il servit au siége de Mons, en 1691, et finit la campagne en Allemagne, où il fit encore celle de 1692. Au mois de mai de cette dernière année, il prêta serment entre les mains de S. M. pour une des charges de lieutenant de roi en Languedoc. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 30 mars 1693, il ne servit point en cette qualité, et se démit de son régiment, au mois d'avril 1695. Il fut fait chevalier d'honneur de Mme la duchesse de Chartres, depuis duchesse d'Orléans, par provisions du 1er avril 1698, et reçu chevalier des ordres du roi, le 3 juin 1724. Le marquis de Castries mourut à Paris, le 24 juin 1728, à l'âge de 65 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 495; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE LA CROIX (Charles-Eugène-Gabriel), *marquis de Castries, maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 25 février 1727. Il fit ses premières armes dans le régiment du Roi infanterie, où il fut nommé lieutenant en second, le 23 août 1742. Il rejoignit ce régiment à son retour de Bohême; combattit à Dettingen, le 27 juin 1743; obtint une lieutenance, le 22 août suivant; et finit la campagne en Basse-Alsace. On lui donna la charge de lieutenant de roi en Languedoc, le gouvernement de Montpellier et celui de Cette, par provisions du 1er décembre de la même année: ces charges étaient vacantes depuis la mort de son père. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie du Roi, par commission du 26 mars 1744, il le commanda à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Saxe; couvrit avec l'armée les siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; et finit la campagne au camp de Courtrai. Il commanda son régiment à la bataille de Fontenoy, au siége des ville et citadelle de Tournay, au combat de Mesle, aux siéges de Dendermonde et d'Ath, en 1745; aux siéges de Bruxelles, et de la citadelle d'Anvers; à la bataille de Raucoux, en 1746; et à la bataille de Lawfeld, en 1747. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1748, il servit au siége de Maestricht. Il obtint la charge de commissaire-général de la cavalerie, par provisions du 9 juin suivant, et fut déclaré, au mois de décembre, maréchal-de-camp; dont le brevet lui avait été expédié le 10 mai précédent. Employé comme maréchal-de-camp au camp de Sarre-Louis, sous M. de Chevert, par lettres du 13 juin 1753, il y commanda la cavalerie, par commission du même jour. Il eut le commandement des troupes du roi en l'île de Corse, par pouvoir du 14 avril 1756. Employé à l'armée d'Allemagne commandée par le prince de Soubise, par lettres du 23 juillet 1757, il fut désigné pour y commander la cavalerie, par commission du même jour. Il partit de l'île de Corse, au mois d'août suivant; joignit l'armée d'Allemagne, au mois de septembre; combattit à Rosbach, le 5 novembre, et y reçut sur la tête 3 coups de sabre, qui ne l'empêchèrent cependant pas de rester sur le champ de bataille jusqu'à la fin de l'action.

Employé à l'armée d'Allemagne, sous le prince de Soubise, par lettres du 1er mai 1758, il commanda le corps séparé de troupes opposé au prince d'Isembourg. Il fit attaquer, au mois d'août, les postes avancés des ennemis, auxquels on tua environ 100 hommes, et sur lesquels on fit plusieurs prisonniers. A la tête d'un détachement considérable, il marcha toujours à portée des ennemis; et, au mois d'octobre, il les suivit jusqu'au passage de la Sulde. Il combattit, le 10 du même mois, à Lutzelberg. Il prit par escalade, au mois de décembre suivant, la ville de Saint-Goar, et obligea la garnison du château de Rhinfels de se rendre prisonnière de guerre. On trouva dans ce château 72 pièces de canon, 35 mortiers et beaucoup de munitions de guerre; et l'on y fit prisonniers 530 hommes, dont un colonel et 20 officiers. Le marquis de Castries obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 28 du même mois. Nommé mestre-de-camp-général de la cavalerie, par provisions du 16 avril 1759, il se démit alors de la charge de commissaire-général; fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai, et se trouva, le 1er août, à la bataille de Minden. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1760, il servit d'abord sur le Bas-Rhin, sous les ordres du comte de St.-Germain, et joignit la grande armée après l'affaire de Corback, au mois de juillet. Il combattit, le 31, à la tête de l'infanterie, près de Warbourg; y donna les plus grandes marques de valeur et de fermeté, et y reçut une forte contusion d'un biscayen. Il s'empara, le 3 août, de Stadtberg, qui fut abandonné à son approche. Les ennemis s'étant portés sur le Bas-Rhin, au mois de septembre, on détacha le marquis de Castries avec un corps de troupes pour commander dans cette partie. Il se rendit à Cologne, vers le 2 octobre, et y rassembla les troupes qui venaient de l'armée et celles qu'on lui envoyait de France. Après avoir fait ses dispositions, il marcha sur Wesel, dont les ennemis faisaient le siége; fit attaquer, le 15, le poste de Rhimberg qu'on emporta l'épée à la main, et fit entrer dans Wesel un brigadier et 600 hommes d'élite. Il se préparait à marcher de nouveau aux

ennemis, lorsqu'il fut attaqué, le 16 du même mois, à Clostercamp, une heure avant le jour, par le prince héréditaire de Brunswick. On se battit de part et d'autre pendant cinq heures avec la plus grande valeur; mais les ennemis furent enfin obligés de se retirer avec une perte considérable, de repasser le Rhin, et de lever entièrement le siége de la place de Wesel, où le marquis de Castries entra, le 18, avec 8 bataillons (1). Il fit attaquer l'arrière-garde du prince héréditaire, s'empara du pont que les ennemis avaient sur le Rhin, et les harcela sans relâche dans leur retraite sur Munster. Le roi lui accorda, au mois de janvier 1761, les entrées de la chambre. Le marquis de Castries servit en qualité de maréchal-général-des-logis de l'armée du Bas-Rhin, et commanda la cavalerie, par lettres du 1er mai suivant. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 1er février 1762, et reçu en cette qualité, le 30 mai suivant. Il continua de servir avec la plus grande distinction pendant la campagne de 1762, et fit avec succès plusieurs charges de cavalerie, dans l'affaire du 24 juin, près Cassel. Il combattit à la prise du château d'Amenebourg, le 22 septembre suivant; soutint les efforts de l'ennemi depuis sept heures du matin jusqu'à une heure après midi; se porta constamment dans les endroits les plus périlleux, et fut blessé grièvement au bras par un coup de feu. Il eut depuis cette campagne le commandement en chef de la gendarmerie, et fut nommé gouverneur de la Flandre et du Hainaut. Nommé ministre de la marine, en 1780, il donna sa démission, en 1787. Il avait été créé maréchal de France, en 1783. Il émigra, en 1791, et alla demander un asile au prince de Brunswick, qu'il avait

(1) Wesel étant la clef des pays situés entre la Meuse et le Rhin, la prise de cette place par les ennemis aurait nécessairement changé le théâtre de la guerre, et il est probable que la grande armée française aurait été obligée de repasser le Rhin. La victoire remportée à Clostercamp par le maréchal de Castries est donc une des actions les plus importantes qui aient eu lieu dans les guerres de ce temps, et elle lui fait infiniment d'honneur.



vaincu à Clostercamp, et duquel il reçut l'accueil le plus honorable. Il commanda une division de l'armée des princes français dans l'expédition de Champagne, en 1792. Il contresigna la déclaration adressée par MONSIEUR aux émigrés français, le 28 janvier 1793, relativement à la régence du royaume de France. En 1797, le maréchal de Castries dirigeait, conjointement avec le comte de St.-Priest, le cabinet de S. M. Louis XVIII, résidant alors à Blanckembourg. Il mourut à Wolfenbuttel, le 11 janvier 1801, à l'âge de 74 ans, et fut enterré à Brunswick, où le duc eut la générosité de lui faire élever un monument (1). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 630; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE LA CROIX (Armand-Nicolas-Augustin), *duc de Castries, pair de France et lieutenant-général*, fils du précédent, naquit en avril 1756. Il était colonel à l'époque de la guerre de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, et fit cette guerre à la tête de son régiment. On le créa brigadier de cavalerie, le 30 décembre 1782, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. En 1789, il fut nommé député aux états-généraux, par la noblesse de la vicomté de Paris. Il se montra, dans cette assemblée, zélé et constant défenseur de la monarchie. Il émigra, en 1791; servit dans l'armée des princes français; et leva, en 1794, un corps d'émigrés à la solde de l'Angleterre. Ce corps fut envoyé en Portugal, en 1795. Le duc de Castries rentra en France, en 1814, après la restauration du trône des Bourbons. Il fut créé pair de France, le 4 juin 1814, et lieutenant-général, le 22 du même mois. Il fut pourvu, dans la même année,

(1) Le maréchal de Castries déploya pendant sa carrière militaire de grands talents; un zèle ardent pour le service, l'amour de l'ordre et de la discipline, une grande activité et une application infatigable. Dans son ministère de la marine, il montra toute l'énergie de son caractère, mit tout son zèle et ses soins à rendre à la marine française son ancienne supériorité, et se signala par le plus grand désintéressement.

du gouvernement de la 15e division militaire (Rouen), et se trouvait dans ce gouvernement lors de l'invasion de Napoléon Buonaparte, en 1815. Il donna dans cette circonstance des preuves d'une grande fermeté; mais, après avoir fait d'inutiles efforts pour maintenir l'autorité du roi, il passa en Angleterre, d'où il alla rejoindre S. M. en Belgique. Il rentra en France à la suite du roi, dans la même année 1815. Il obtint le gouvernement de la 2e division militaire. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE LA CROIX DE CASTRIES (N. . . . , *comte*), *maréchal-de-camp*, attaché à l'état-major de la garde nationale parisienne, en 1814, fut créé chevalier de la Légion-d'Honneur, par ordonnance royale, rendue dans la même année. (*Moniteur du* 13 *décembre* 1814.)

CROMOT (Marie-François-Joseph-Maxime), *baron du Bourg, maréchal-de-camp*, naquit le 28 avril 1756. Il entra au service comme sous-lieutenant au régiment de Monteclara dragons, en 1770, et fut fait capitaine au régiment de MONSIEUR dragons, en 1775. Il passa en Amérique, en 1781, comme aide-de-camp du général comte de Rochambeau, et servit, en cette qualité, au siége et à la prise d'York. Il fit les campagnes de 1782 et 1783, comme aide-maréchal général-des-logis de l'armée, et passa dans l'Amérique méridionale, en cette qualité, avec la division du général comte de Viomesnil (actuellement maréchal de France). Il rentra en France à la paix, et fut placé dans l'état-major de l'armée commandé par M. d'Aguesseau. Le baron du Bourg fut nommé major, en 1784, lieutenant-colonel, en 1786, et colonel, en 1788. Ayant émigré, au commencement de la révolution, il fit la campagne de 1792 à l'armée des princes français, comme aide-de-camp de MONSIEUR (maintenant Louis XVIII). Après la restauration du trône des Bourbons, le baron du Bourg obtint de S. M. le grade de maréchal-de-camp, en 1815. Il avait été créé chevalier de Saint-Louis, en 1786, et avait obtenu, dans le même temps, la décoration de l'ordre de Cincinnatus. (*Mémoires du temps.*)

DE CROY DE SOLRE (Philippe-Emmanuel-Ferdinand-François, *comte*), *lieutenant-général*, issu de la branche des comtes et princes de Solre, naquit en octobre 1641. Il servit d'abord le roi d'Espagne, et fut fait prisonnier au siége de Valenciennes. Il entra, en 1688, au service de France, et y obtint le grade de brigadier, par brevet du 20 octobre. On le nomma colonel d'un régiment d'infanterie Walonne qu'il leva, par commission du 24 du même mois, et il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant. Il servit, en 1690, à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers; se trouva, en 1691, au siége de Mons, où il monta la tranchée, le 26 mars, et fut employé la même année à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Luxembourg. Il servit au siége et à la prise des ville et château de Namur, et à la bataille de Steinkerque, en 1692. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 30 mars 1693, et employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, par lettres du 27 avril, il combattit à Neerwinde, et y fut blessé. Il servit ensuite au siége et à la prise de Charleroi, et obtint, par provisions du 5 novembre, le gouvernement de Mondidier et de Roye, et la lieutenance générale de Picardie au département du pays de Santerre. Employé, en 1694, à l'armée de Flandre, il y servit, sous le marquis de la Vallette, à la défense des lignes. Il continua de servir à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1695; se trouva au bombardement de Bruxelles, en 1696 et 1697; et fut employé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, qui observait les ennemis. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 29 janvier 1702, et employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, il contribua à la défaite des Hollandais, qui furent poussés jusque sous Nimègue. Il combattit à Eckeren, en 1703, sous le maréchal de Villeroy. Il ne servit plus après cette campagne, et mourut à Paris, le 22 décembre 1718, âgé de 77 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 439; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. V*; *Gazette de France*, *mémoires du temps.*)

DE CROY-SOLRE (Philippe-Alexandre-Emmanuel, *comte, prince de Solre, lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 28 décembre 1676. Il entra aux mousquetaires, en 1690, et servit, la même année, en Allemagne sous M. le dauphin. Il se trouva au siége de Mons, et au combat de Leuze, en 1691; au siége de Namur, et à la bataille de Steinkerque, en 1692. Nommé lieutenant au regiment du Roi, le 2 mars 1693, il se trouva, la même année, à la bataille de Neerwinde, et au siége de Charleroi; fut employé à l'armée de Flandre, en 1694, et se trouva au bombardement de Bruxelles, en 1695. Devenu colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, sur la démission de son père, par commission du 22 janvier 1696, il joignit ce régiment à l'armée de Catalogne; marcha au secours de Palamos; servit au siége de Barcelone, en 1697, et à l'armée d'Allemagne, en 1701. Étant passé à l'armée d'Italie, au mois de juillet de cette dernière année, il combattit à Chiari, le 1er septembre. Il combattit aussi à Luzarra, en 1702, et concourut, après le gain de cette bataille, à la prise de plusieurs places. Il contribua à la défaite du général de Stahremberg, près de Stradella; combattit à Castelnovo-de-Bormia, à la prise de Nago, d'Arco, d'Ast et de Villeneuve d'Ast, en 1703. Créé brigadier, par brevet du 10 février 1704, il se trouva aux siéges de Verceil, d'Ypres et de la citadelle de Vérue. Il prit part au combat de Cassano, en 1705; à la bataille de Calcinato, au siége de Turin, et à la bataille sous cette place, en 1706. Employé à l'armée de Flandre, en 1707 et 1708, il combattit à Oudenarde, où il fut fait prisonnier. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 mars 1709. Il ne put être échangé qu'à la paix, et fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er octobre 1718. Il mourut, le 31 octobre 1723. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.*55; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CROY (Emmanuel), *duc, prince de Solre et du Saint-Empire, maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 23 juin 1718. Il devint prince du Saint-Empire, grand-

veneur héréditaire du comté de Hainaut, à la mort de son père, le 31 octobre 1723. Il entra aux mousquetaires, le 6 avril 1736, et obtint le régiment Royal-Roussillon de cavalerie, par commission du 16 avril 1738. Il conduisit ce régiment, au mois d'août 1741, à l'armée de Westphalie, sous les ordres du maréchal de Maillebois, et alla reconnaître, à la fin de la campagne, les postes ennemis, et les revers de l'Ower-Issel. Au mois de janvier 1743, il se rendit à Francfort, où il assista, sur le banc des princes de l'Empire, à l'élection et au couronnement de l'empereur Charles VII. Il passa, au mois d'août suivant, avec l'armée de Westphalie dans la Bohême; pénétra jusqu'à Caden, avec la réserve commandée par le comte de Saxe, et revint ensuite en Bavière, où il se trouva à la prise de Dingelfingen. Il marcha avec son régiment et la gendarmerie au secours de Braunaw, dont on fit lever le siége aux ennemis. Il accompagna ensuite le maréchal de Seckendorff à Burkhausen; et alla, en 1743, reconnaître le pays de l'évêché de Saltsbourg. Il se trouva à la défense de Dingelfingen, et servit à l'arrière-garde de l'armée, lorsqu'elle retourna en France, au mois de juillet. Dans une course que firent les ennemis, sa tente fut percée de plusieurs balles. Son régiment ayant été envoyé à Sédan, il se trouva de plusieurs détachements, commandés par le duc d'Harcourt, pour couvrir la Lorraine. Employé à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, en 1744, il alla servir, comme volontaire, aux siéges de Menin et d'Ypres; se trouva à l'attaque de l'ouvrage couronné de cette place, et finit la campagne au camp de Courtray. Il combattit à la bataille de Fontenoy, le 11 mai 1745; y fut exposé, avec son régiment, au feu du canon et de la mousqueterie des ennemis, depuis six heures du matin jusqu'à midi; et, quoique les boulets et les balles emportassent des rangs entiers, la brigade du prince de Croy ne perdit pas un pouce de terrain. Par sa fermeté, elle empêcha même que la redoute du bois de Barry fût entourée; et, lorsque la charge générale fut ordonnée, elle entra une des premières dans les rangs des ennemis. La conduite que le prince de Croy tint

en cette occasion, lui mérita les témoignages flatteurs de satisfaction que le roi lui donna. Il fut déclaré, le 1er juin suivant, brigadier, dont le brevet lui avait été expédié dès le 1er mai précédent. Il alla servir, comme volontaire, dans le détachement que fit le comte d'Estrées sur Enghien, et marcha delà au siége d'Ath. Il se trouvait dans la tranchée, quand cette place se rendit; accompagna le marquis de Saint-Pern dans la ville, pour régler les articles de la capitulation, et fit prendre possession des portes. Il passa l'hiver à Gand; puis il alla servir au siége de Bruxelles, au mois de février 1746. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai suivant, il se trouva au siége de la citadelle d'Anvers. Pendant le séjour que la cavalerie fit auprès de Malines, le prince de Croy marcha, comme volontaire, au siége de Mons, et servit d'aide-de-camp au duc d'Havré pendant ce siége et celui de Saint-Guilain. Il rejoignit ensuite l'armée à Louvain; se trouva à l'attaque de Ramillies; à l'affaire du 7 octobre; et à la bataille de Raucoux, le 11 du même mois. En 1747, il servit, toujours comme volontaire, aux siéges d'Hulst et du Sas-de-Gand, et entra un des premiers dans Axel et Terreneuse. Il rejoignit son régiment pour la bataille de Lawfeld, où, après avoir fait franchir un fossé à sa brigade, il parvint à dégager 4 pièces de canon, tombées au pouvoir des ennemis, et défit un régiment hessois. Il séjourna quelques jours dans le village de Lawfeld, et marcha ensuite au siége de Berg-op-Zoom, pendant lequel il commanda la cavalerie. Il fit, sous les ordres du comte de Saint Germain, la course d'Holtratt, où il enleva plusieurs détachements de hussards. Étant revenu au siége de Berg-op-Zoom, il se trouva à l'assaut qui emporta la place, et suivit le comte de Lowendalh à la prise du fort Frédéric-Henri. Il servit, en 1748, au siége de Maestricht. Ayant été déclaré, au mois de décembre, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié le 10 mai précédent, il se démit alors du régiment Royal-Roussillon. Il fut employé comme maréchal-de-camp au camp d'Aimeries-sur-Sambre, en 1754 et 1755; sur les côtes de Picardie, sous le maréchal de Belle-Isle, par lettres du 28

mars 1756, et y commanda le camp de Calais. On lui donna, le 7 juin 1757, un ordre pour commander les troupes en Artois, Picardie, Calaisis et Boulonuais. Il servit avec la plus grande distinction dans ce pays, et s'y signala particulièrement par les précautions qu'il prit pour la défense des côtes, et par la construction, en avant de la mer et près de Boulogne, d'une tour qui porte son nom. Créé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1759, il fut reçu, le 2 février. Il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 17 décembre, et continua de commander dans le Calaisis et autres parties, jusqu'au 30 avril 1760. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai, il y commanda plusieurs corps de troupes séparés, et borda, avec un de ces corps, au mois de septembre, les rives de la Basse-Fulde et la Basse-Verra. Il s'empara du pont que les ennemis avaient à Humel; mais il ne put le conserver, ayant été obligé de céder à des forces supérieures. Il fut employé à l'armée du Bas-Rhin, sous le maréchal de Soubise, par lettres du 1er mai 1761. Il obtint ensuite le gouvernement de Condé, et conserva néanmoins le commandement des troupes dans la Picardie. On le fit inspecteur du régiment des grenadiers royaux de Picardie, en 1781. Créé maréchal de France, le 13 juin 1783, il prêta serment en cette qualité, le 17 du même mois. Il mourut, en 1784. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 656; *Gazette de France, états militaires, mémoires du temps.*)

DE CROY (Anne-Emmanuel-Ferdinand-François, *duc*), *prince du Saint-Empire, pair de France, grand d'Espagne de première classe, et maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit à Paris le 10 novembre 1743. Il entra dans les mousquetaires de la garde du roi, le 30 mars 1757, et servit, cette même année, en qualité d'aide-de-camp de son père. Il eut le rang de capitaine de cavalerie, le 30 novembre 1760, et fut fait mestre-de-camp-commandant du régiment Royal-Normandie, le 16 août 1767. On le créa chevalier de Saint-Louis, le 18 mai 1771; brigadier des ar-

mées du roi, le 1er mars 1780; et maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. Il fut nommé chevalier de l'ordre du St.-Esprit, le 1er janvier 1786. (*Etats militaires.*)

DE CROY (Louis-Ferdinand-Joseph), *duc d'Havré, lieutenant-général*, issu de la branche des ducs d'Havré, sortis des comtes de Solre, naquit le 24 juin 1713. Il fut d'abord connu sous le nom de prince d'Havré, devint duc, grand d'Espagne de la première classe, et prince de l'empire, à la mort de son père, le 24 mai 1727, et prit alors le nom de duc d'Havré. Il débuta dans la carrière militaire, en qualité d'aide-de-camp du maréchal de Coigny; et se trouva à la bataille de Parme, et à celle de Guastalla, en 1734. Étant passé à l'armée du Rhin, avec le même général, en 1735, il se distingua à l'affaire de Clausen, et mérita d'être fait colonel-lieutenant du régiment de la Couronne, par commission du 11 novembre, en remplacement du marquis de Charost, qui avait été tué à cette affaire. Il commanda son régiment à l'armée de Westphalie, sous le maréchal de Maillebois, au mois d'août 1741, et passa l'hiver dans le pays de Berg. Il marcha avec l'armée sur les frontières de la Bohême, au mois d'août 1742; et, ayant toujours été du corps de réserve commandé par le comte de Saxe, il se trouva à l'attaque d'Ellenbogen, et à la prise de Caaden. Il marcha au secours de Braunaw, au mois de janvier 1743, et fut créé brigadier, par brevet du 20 février suivant. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril, il se distingua dans plusieurs actions, et rentra en France, au mois de juillet, avec l'armée. Employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er avril 1744, il servit aux siéges de Menin et d'Ypres. Passé à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, par lettres du 1er juillet, il finit cette campagne au camp de Courtray. Employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er avril 1745, il servit au siége de Tournay, et se distingua à la tête de son régiment, à la bataille de Fontenoy, où il fut blessé. Déclaré, le 1er juin, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié le 1er mai, il finit la campagne,

en cette qualité, et se trouva aux siéges de la citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath. Il se démit de son régiment, dans la même année. Employé à la même armée, le 1er mai 1746, il servit aux siéges de la citadelle d'Anvers, de Mons, de Saint-Guilain, de Charleroi, des ville et château de Namur; et se trouva à la bataille de Rancoux. Il continua de servir à cette armée, en 1747 et 1748; se distingua à la bataille de Lawfeld, en 1747; et servit au siége de Maestricht, en 1748. Il obtint le gouvernement de Schlestadt, par provisions du 21 novembre 1753. Employé à l'armée d'Allemagne, depuis 1757 jusqu'en 1761, il se trouva à la bataille d'Hastembeck; à la conquête de l'électorat d'Hanovre, en 1757; à la bataille de Crewelt, en 1758; et à celle de Minden, en 1759. Il fut détaché, le 9 septembre de cette dernière année, avec 40 compagnies de grenadiers, 700 chevaux de troupes légères, et du canon pour attaquer les postes de Stauffenbourg, Dreys et Altendorff, occupés par les ennemis; mais ceux-ci se retirèrent à l'approche des troupes du duc d'Havré, repassèrent la Lahn, et ne laissèrent en-deçà de cette rivière que quelques chasseurs, qu'on fit prisonniers. Il combattit à l'affaire de Corback, en 1760. Après avoir servi avec distinction à la tête de plusieurs détachements pendant ces différentes campagnes, il commanda une des colonnes à l'affaire de Filinghausen, le 16 juillet 1761, et y reçut une blessure, dont il mourut, à Soest, le lendemain. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 547; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CROY (Joseph-Anne-Auguste-Maximilien), *duc d'Havré et de Croy, pair de France, et lieutenant-général*, fils du précédent, avait été mestre-de-camp-commandant du régiment de Flandre, lorsqu'il fut créé brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780. Il fut élevé au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. Il émigra, en 1791. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut promu au grade de lieutenant-général, le 22 juin 1814. S. M. Louis XVIII le fit capitaine de la première compagnie de ses gardes-du-

corps. Le duc d'Havré obtint la dignité de grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. Il est décoré de l'ordre de la Toison-d'Or d'Espagne. Le duc d'Havré est l'un des fondateurs de la société pour l'amélioration des prisons. (*Moniteur, états militaires.*)

DE CROY-SOLRE (N...., *prince*), de la même famille que les précédents, fut créé maréchal-de-camp, le 31 mai 1815. Il commanda, pour le roi, le département de la Somme, depuis 1815 jusqu'en 1819. (*Moniteur, états militaires.*)

DE CRUSSOL (Louis), *grand-maître de l'artillerie*, fut nommé pour exercer cette charge pendant les discussions d'un procès entre Hélion le Groing et Gobert Cadiot, par commission donnée à Amboise le 31 janvier 1470. Il en remplit les fonctions jusqu'au 31 mars 1472. On la lui confia de nouveau à la mort de Cadiot, par une autre commission donnée au Plessis-du-Parc-les-Tours, le 9 mars 1473. Louis de Crussol mourut à Villemagne, diocèse de Béziers, le 20 août suivant. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 478; *mémoires du temps.*)

DE CRUSSOL (Jacques), *duc d'Uzès*, *maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 20 juin 1540. Il porta d'abord le nom de Beaudiné, prit celui d'Acier, en 1567; et celui de duc d'Uzès, en 1573. En 1562, le prince de Condé l'envoya en Languedoc pour engager les peuples à se déclarer en sa faveur. Beaudiné prit le titre de général des compagnies de gens de guerre, levées dans cette province pour soutenir la religion, et toutes les villes calvinistes lui envoyèrent des députés pour prendre ses ordres; elles le déclarèrent lieutenant de roi, depuis Béziers jusqu'au Rhône. Il se saisit de Marseillan, d'Agde et de Béziers; ordonna aux habitants de Montpellier et de Nîmes de prendre les armes; s'empara du bourg et du château de Magalas; attaqua Servian, dont il fut forcé de lever le siége; emporta de vive force les châteaux de Lignan et de l'Espignan, et en fit passer la garnison au fil de l'épée. Il étendit

ensuite ses conquêtes jusqu'à Narbonne. Le vicomte de Joyeuse ayant assiégé la ville de Montagnac, Beaudiné, pour opérer une diversion, fit de son côté le siége du château de Lignan, que Joyeuse lui avait enlevé; et, après s'être emparé du château, il le fit brûler. Marchant ensuite au-devant de Joyeuse, il rencontra, chemin faisant, une compagnie ennemie, la défit et vint camper auprès de Pézenas. Les deux armées s'y trouvèrent en présence, séparées seulement par la rivière. Beaudiné, pressé par ses soldats, qui demandaient à grands cris le combat, sortit de son camp, contre son avis, le 20 juillet 1562, et se mit en bataille dans la plaine de Pézenas. Les catholiques furent d'abord poussés jusque dans leur camp; mais, comme ils ne s'étaient retirés que pour attirer les protestants à la portée de leur artillerie, ils la firent jouer à temps, et de manière qu'elle emporta ou renversa les quatre premiers rangs de l'infanterie calviniste. Le reste de cette infanterie prit la fuite; et Beaudiné, ayant tenté inutilement de rallier sa cavalerie, qui s'était débandée au premier choc, fut lui-même obligé de se retirer, après avoir reçu plusieurs coups d'épée. Il fut vivement poursuivi, et ne parvint à se dégager du capitaine qui le poursuivait, qu'après l'avoir blessé dangereusement. Beaudiné rallia, dès le lendemain, les débris de son armée, et se retrancha auprès de Pézenas. Il traita ensuite avec le vicomte de Joyeuse, lui remit la ville et le château de Pézenas, et se retira à Agde. Il n'avait fait sa paix que parce qu'il était le plus faible; aussi la rompit-il, dès qu'il eut reçu des renforts: et, au lieu de rendre Béziers, ainsi qu'il l'avait promis, il jeta dans cette ville 10 compagnies, avec ordre de refuser l'entrée au vicomte de Joyeuse, lorsqu'il se présenterait. Il entreprit ensuite le siége de Frontignan, y fit brèche, et n'osa cependant s'exposer à en tenter l'assaut, parce que la garnison était nombreuse, et se défendait bien. Après avoir perdu, devant cette place, 400 hommes, tués ou blessés, il leva le siége, et alla s'enfermer dans la ville de Montpellier, alors menacée par les troupes du vicomte de Joyeuse. Les catholiques, en attendant le vicomte, s'étaient postés

et retranchés dans l'île de Lates, à une lieue de Montpellier. Beaudiné résolut de les attaquer, et le fit par trois endroits différents, mais sans pouvoir forcer les retranchements. Il revint à Montpellier. Le vicomte de Joyeuse, n'ayant pas cru que le siége de cette ville fût possible alors, marcha du côté de Nîmes. Beaudiné, après avoir rassuré cette dernière ville, s'empara du Poussin et du bourg Saint-Andéol. Joyeuse assiégea Aubenas; mais Beaudiné le contraignit de décamper. Ayant appris qu'Agde était investi, Beaudiné marcha de suite à son secours; et sur la nouvelle que les catholiques en reçurent, ils levèrent aussitôt le siége. Trois compagnies catholiques ayant surpris le bourg Saint-Andéol, Beaudiné le reprit par assaut, dès le lendemain. L'édit de pacification fut publié à Paris, le 19 mars 1563; et, dès que le comte de Crussol en fut informé, il envoya Beaudiné, son frère, dans le comtat Venaissin, pour y défendre, sous peine de la vie, aux officiers des troupes protestantes de commettre la moindre hostilité sur les terres du roi. Les troubles ayant recommencé en Languedoc, en 1567, Jacques de Crussol-Beaudiné, qui prit alors le nom d'Acier, et qui se qualifiait commandant pour le roi en l'absence du prince de Condé, en Dauphiné, Provence et Languedoc, se rendit à Montpellier, dont les calvinistes assiégeaient le château. Le vicomte de Joyeuse, commandant l'armée catholique, fit marcher, sous les ordres d'un de ses lieutenants, 2500 hommes de pied et 400 chevaux, pour secourir la place. D'Acier, informé de la marche de ces troupes, sortit de Montpellier avec 400 chevaux, rangea ses soldats en bataille, et en laissa une partie dans la tranchée. Sur ces entrefaites, la garnison du château fait une sortie; mais elle est repoussée avec perte. Les catholiques s'efforcent en vain de combler la tranchée; ils sont forcés de reculer. Après un combat des plus opiniâtres, et qui dura depuis midi jusqu'à quatre heures du soir, l'armée catholique fit sonner la retraite, et d'Acier rentra dans Montpellier aux applaudissements de toute la ville. Bientôt après le château se rendit à lui. Nîmes eut le même sort. A la prière des habitants du Dauphiné, d'Acier marcha avec

toute son armée au secours de la ville de Saint-Marcelin, qui était assiégée. Il prit sa route par le pont Saint-Esprit, où il se proposait de passer le Rhône; mais il y trouva quelques troupes catholiques, qui occupaient la tour du pont, et 2 vaisseaux armés qui se mirent en mesure de s'opposer à son passage. D'Acier chassa les catholiques de ce fort; força Saint-Marcel, et entra en Dauphiné. A son approche, le siége de Saint-Marcelin fut levé, par les catholiques. En 1568, d'Acier fut battu par le vicomte de Joyeuse à Montfrin; il y perdit 800 hommes d'infanterie, et 40 cavaliers. Cette même année, il fut encore battu à Messignac par le duc de Montpensier et le maréchal de Brissac. En 1569, après la bataille de Jarnac, d'Acier se retira à Cognac avec ce qu'il put rassembler d'infanterie. Il se trouva en qualité de colonel-général de l'infanterie protestante à la bataille de Montcontour, où il fut fait prisonnier. Devenu duc d'Uzès, et pair de France, le 15 août 1573, par la mort de son frère aîné, il rentra dans le parti catholique, et fut d'abord nommé pour commander dans les diocèses de Béziers, d'Agde, de Montpellier, de Nîmes, d'Uzès et de Viviers, par commission du 10 juillet 1574. Il eut ensuite le commandement de l'armée dans tout le Languedoc, par pouvoir du 7 août de la même année: cette armée était opposée à celle du maréchal Damville. Le duc d'Uzès, ayant été chargé de réduire les rebelles du Languedoc, prit, en 1575, Saint-Gilles, le château de Vauvert, Quissac, la Rivière, Saint-Genas, et le château de Saint-Firmin. Il attaqua le maréchal Damville, auprès de Sommières, et lui tua 2 capitaines et 60 soldats; cependant cette attaque ayant été repoussée avec la plus grande vigueur, le duc d'Uzès se retira le lendemain, et se rapprocha de Sommières. Il fut attaqué à son tour par le maréchal Damville; mais ce dernier fut défait, et laissa sur le champ de bataille plusieurs capitaines et 150 soldats. Un nouvel édit de pacification ayant été publié, le duc d'Uzès licencia ses troupes, et revint à la cour. Il avait une compagnie de 30 lances, qui fut portée à 60, le 31 mai 1576. Le roi le fit chevalier de ses Ordres, à la première promotion, le 31

décembre 1578. Le duc d'Uzès mourut le 3 septembre 1584. *Chronologie militaire, tom. I, pag.* 261 ; *Histoire du Languedoc, mémoires du temps.*)

DE CRUSSOL (François-Emmanuel), *duc d'Uzès, lieutenant-général,* parent du précédent, et de la même branche, naquit le 15 janvier 1728, et fut connu d'abord sous le nom de comte de Crussol. Il entra aux mousquetaires, en 1744; se trouva à la bataille de Fontenoy; aux siéges de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; au siége de Namur, et à la bataille de Raucoux, en 1746. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 20 janvier 1747, il le commanda au camp de Valence pendant la campagne, et continua de servir à l'armée d'Italie jusqu'à la paix. Devenu duc et pair de France, sur la démission du duc d'Uzès son père, le 1[er] janvier 1753, il prit alors le titre de duc de Crussol. Il fut nommé gouverneur et lieutenant-général des provinces de Saintonge et d'Angoumois, aussi sur la démission du duc d'Uzès son père, par provisions du même jour 1[er] janvier 1753, et prêta serment pour cette charge, le 29 avril suivant. On le reçut, au parlement, en qualité de pair de France, le 6 février 1755. Il commanda son régiment au camp d'Aimeries-sur-Sambre, la même année; puis à l'armée d'Allemagne, qu'il joignit, au mois de septembre 1757. Il se trouva à la marche sur Zell, et au passage de l'Aller, au mois de décembre de la même année, et à la bataille de Crewelt, au mois de juin 1758. Créé brigadier, par brevet du 22 juillet, en considération de la manière distinguée dont il avait servi à cette bataille, il eut le même jour des lettres de service pour la même armée, qui se tint sur la défensive pendant le reste de la campagne. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1[er] mai 1759, il combattit à Minden, le 1[er] août; se trouva à l'affaire de Corback; à celle de Warbourg, et au combat de Clostercamp, en 1760. Il continua de servir en Allemagne, en 1761, et y commanda la brigade de cavalerie de la Reine. Déclaré, au mois de novembre, maréchal-de-camp,

dont le brevet lui avait été expédié dès le 20 février précédent, il se démit alors de son régiment. Il prit le titre de duc d'Uzès à la mort de son père, le 3 février 1762, et fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai suivant. Il fut créé chevalier du Saint-Esprit, le 26 mai 1776, et obtint le grade de lieutenant-général, le 1er mars 1780. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 479; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CRUSSOL (François-Charles), *comte d'Uzès, lieutenant-général*, tige de la branche des comtes d'Uzès, de la même famille que les précédents, entra aux mousquetaires, en 1690, et se trouva la même année à la bataille de Fleurus. Il servit au siége de Mons, et au combat de Leuze, en 1691; au siége et à la prise des ville et château de Namur, et au combat de Steinkerque, en 1692; à la bataille de Neerwinde, en 1693; et à la marche de Vignamont au pont d'Espierre, en 1694. Nommé capitaine dans le régiment Royal-Roussillon cavalerie, par commission du 25 mars 1695, il servit cette année à l'armée de Flandre; et à l'armée du Rhin, en 1696. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, sur la démission du marquis de Merinville, par commission du 15 mars 1697, il le commanda, la même année, à l'armée de la Meuse. Ce régiment ayant été réformé, le 13 février 1698, on en donna un autre (depuis Sainte-Aldegonde) au comte d'Uzès, par commission du 17 du même mois. Il le conduisit à l'armée d'Italie, en 1700, et combattit à Carpi et à Chiari, en 1701. Détaché, par le duc de Vendôme, avec 200 chevaux, pour couvrir la marche de l'armée, le 23 mai 1702, il rencontra un parti ennemi dans le village de la Volta; prit 1 capitaine de cuirassiers, 10 soldats de cette arme, et 15 chevaux. Il combattit ensuite à Luzara, et contribua à la prise de plusieurs places. Il se trouva, en 1703, au combat de Castelnovo-de-Bormia, et à la défaite du général Visconti. Il se signala, le 30 janvier 1704, à la prise de la Bastia et de Buonporto, et y eut son cheval tué sous lui. Créé brigadier, par brevet du 10 février suivant, il servit au siége et

à la prise de Verceil et d'Yvrée, et au siége de Vérue, qui se rendit, au mois d'avril 1705. Il passa ensuite en Lombardie, sous les ordres du grand-prieur de France, puis sous ceux du comte de Grancey; contribua au gain de la bataille de Castigliano, en 1706; repassa en France, au commencement de 1707, et fut employé, par lettres du 20 avril, à l'armée de Flandre, où l'on se tint sur la défensive. Il combattit, en 1708, à Oudenarde. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 mars 1709, il se démit de son régiment, et fut employé à l'armée du Rhin, en 1709 et 1710. Il servit à l'armée d'Espagne, en 1711 et 1712; et fut élevé au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er octobre 1718. On le nomma capitaine des gardes de madame la duchesse de Berri, en 1719. Il obtint le gouvernement de l'île d'Oléron, par provisions du 27 octobre 1724; et, par autres provisions datées du 15 décembre 1734, on lui donna le gouvernement de Landrecies, en remettant celui de l'île d'Oléron. Il mourut à Landrecies, le 2 avril 1736, âgé de 58 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 56; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CRUSSOL-D'UZÈS (François-Emmanuel), *marquis de Crussol-des-Sales, lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 2 janvier 1708. Il fut d'abord placé comme lieutenant réformé dans le régiment du Roi, le 12 août 1720, et y devint enseigne, le 1er mai 1722. Il passa capitaine au régiment de cavalerie de Bourbon, le 12 janvier 1723; servit au camp de la Meuse, du 29 août au 28 septembre 1727; au camp de la Meuse, en 1730; et fut fait mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, sur la démission du marquis de Montausier, son frère, par commission du 1er octobre de la même année. Il commanda son régiment au siége de Kehl, en 1733; au siége de Philisbourg, en 1734; et à l'armée du Rhin, en 1735. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1740; et employé, en cette qualité, à l'armée du Bas-Rhin, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il passa en Westphalie, avec la première

division de l'armée, qui partit de Sédan, le 28 du même mois, et passa l'hiver à Paderbornn. Lorsque cette armée marcha de Westphalie en Bohême, au mois d'août 1742, le marquis de Crussol-des-Sales en suivit la 2ᵉ division; se trouva à plusieurs escarmouches sur la frontière de la Bohême; passa l'hiver à Frontenhausen, en Bavière; et rentra en France, avec la 5ᵉ division de l'armée, au mois de juillet 1743. Il finit la campagne de cette dernière année, en Haute-Alsace, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1ᵉʳ septembre, et contribua, le 30 du même mois, à la défaite des ennemis à Rhinvillers. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1ᵉʳ avril 1744, il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai suivant, et concourut, comme brigadier, à la reprise de Weissembourg, et des lignes de la Lautern. Déclaré maréchal-de-camp, le 13 août, il se démit du régiment de Bourbon, et se trouva à l'affaire d'Haguénau. Il fut employé à l'armée de Bavière, sous les ordres du comte de Ségur, par lettres du 1ᵉʳ octobre, et passa l'hiver avec cette armée aux environs de Donawert. Il signala particulièrement sa valeur au combat de Paffenhoffen, entre les troupes du roi et celles de la reine d'Hongrie, le 15 avril 1745. Étant rentré en France avec l'armée, il fut employé à l'armée du Bas-Rhin, sous M. le prince de Conti, par lettres du 1ᵉʳ mai; y servit depuis le 31 du même mois jusqu'à la fin de la campagne, et alla commander pendant l'hiver à Neufbrisach, par lettres du 1ᵉʳ novembre. Employé à l'armée commandée par M. le prince de Conti, le 1ᵉʳ mai 1746, il servit au siége de Mons, et à celui de Charleroi. Réuni à l'armée du roi commandée par le maréchal de Saxe, il couvrit avec cette armée le siége de Namur; combattit à Raucoux, et fut employé pendant l'hiver au pays Messin, par lettres du 1ᵉʳ novembre. Il se rendit, le 10 mai 1747, en Provence; fut employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1ᵉʳ juin suivant; se trouva au passage du Var; à la prise des retranchements de Villefranche et de Montalban, à la prise de ces deux places; à celle des villes de Nice et de Vintimille, et au ravitaillement de cette dernière place. Il enveloppa, près

de Nice, un détachement des troupes du roi de Sardaigne, et le tailla en pièces. Il fit, le 14 décembre de la même année, une très-belle retraite sur Draguignan, en Provence, et escarmoucha plusieurs fois, avec succès, contre les ennemis. Il continua d'être employé sur cette frontière, jusqu'au mois d'avril 1749. Il avait été créé lieutenant général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748; mais sa promotion ne fut déclarée qu'au mois de décembre 1749. Nommé gouverneur de l'Ile d'Oléron, par provisions du 23 septembre 1756; il résida dans ce gouvernement jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Saint-Maixent, le 8 avril 1761. Il était alors âgé de 53 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 448; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CRUSSOL-D'UZÈS (Louis), *marquis de Florensac, lieutenant-général,* issu de la branche des marquis de Florensac, de la même famille que les précédents, entra au service comme cornette de la seconde compagnie des mousquetaires à la création de cette compagnie, par brevet du 27 janvier 1665. Il servit avec la même compagnie aux siéges de Tournay, de Douay et de Lille, en 1667; à la conquête de la Franche-Comté, en 1668; aux siéges d'Orsoy et de Rhinberg; au passage du Rhin; au siége de Doesbourg; à la prise d'Utrecht, en 1672; et à la prise de plusieurs places de l'électorat de Brandebourg, en janvier et février 1673. Il se trouva au siége de Maestricht, au mois d'avril suivant; et, marchant à la tête des mousquetaires, lors de l'attaque de l'ouvrage à corne, il poussa les Hollandais jusque dans le ravelin qui couvrait la porte de Tongres, et donna, en cette occasion, la plus grande preuve de bravoure. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom (depuis Balincourt), par commission du 24 janvier 1674, il se démit alors de la cornette des mousquetaires. Il commanda son régiment à la conquête de la Franche-Comté; au combat de Seneff; à la bataille de Mulhausen, la même année; au combat de Turckeim, et aux siéges de Dinant, de Huy et de Limbourg, en 1675. Employé à l'armée d'Allemagne, en 1676, il défit, le 23

février, un parti ennemi, dans les environs de Brissac, et reçut, en cette occasion, trois blessures de mousqueton, de pistolet et de sabre. Il servit aux siéges de Valenciennes, de Courtray et de Fribourg, en 1677; aux siéges de Gand et d'Ypres, et à la bataille de St.-Denys, près Mons, en 1678, et à la défaite des Brandebourgeois, sous Minden, en 1679. Son régiment ayant été réformé, par ordre du 8 août de cette dernière année, à la réserve de la compagnie mestre-de-camp, il fut incorporé avec cette compagnie dans le régiment d'Arnolphiny, par ordre du 15 du même mois. Il fut placé, en 1680, auprès de M. le Dauphin, avec 2000 écus de pension. Il rétablit son régiment, le 1[er] octobre 1682, et le commanda au siége de Courtray, en 1683; et à l'armée de Flandre qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 24 août 1688, et employé, en cette qualité, à l'armée d'Allemagne, par lettres du 16 septembre suivant, il concourut, sous les ordres du dauphin, à la prise de Philisbourg, de Mayence, de Manheim, de Franckendal, et d'une partie du Palatinat. Il se trouva, l'année suivante, à l'attaque de Valcourt, et servit à l'armée d'Allemagne, sous le même prince, par lettres du 19 avril 1690 : on s'y tint sur la défensive. En 1691, le marquis de Florensac servit au siége de Mons, après lequel il joignit l'armée d'Allemagne, commandée par le maréchal de Lorges, qui se tint sur la défensive, cette année et la suivante. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 30 mars 1693, il se démit de son régiment, et ne servit plus. Il mourut, le 15 mai 1716, âgé de 71 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI. pag.* 488; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CRUSSOL-FLORENSAC (Pierre-Emmanuel), *marquis de Crussol, maréchal-de-camp*, petit-fils du précédent, naquit le 16 avril 1717. Il entra aux mousquetaires, le 20 septembre 1732; fut fait capitaine au régiment-Royal-Roussillon cavalerie, par commission du 25 mars 1734; commanda sa compagnie à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, la même année; et à l'affaire de

Clausen, en 1735. Nommé colonel du régiment d'infanterie de l'Ile-de-France, par commission du 16 avril 1738, il le conduisit, au mois d'avril 1739, dans l'île de Corse, où il servit jusqu'au mois d'avril 1741. Il commanda son régiment, sous les ordres de l'infant don Philippe, à l'attaque de la Chenat et du faubourg du Pont, sur les frontières du Piémont, en 1743; à la conquête du comté de Nice; à l'attaque des retranchements de Montalban; aux siéges de Demont et de Coni, et à la bataille de la Madona-del-Ulmo, en 1744. Créé brigadier, par brevet du 2 mai, et employé, en cette qualité, par lettres du même jour, il servit à la même armée, par lettres du 1er avril 1745; se trouva aux siéges d'Acqui, de Sarravalle, de Tortone et de son château, d'Alexandrie, de Valence, d'Asti et de Casal; et combattit à Rivaronne, la même année. Il marcha au secours de Valence; se trouva aux batailles de Plaisance et du Tidon; à la défense de la Provence, en 1746; à la conquête du comté de Nice, et à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban, au mois de juin 1747. Il servit, dans le même mois, au camp de Tournous, et se rendit ensuite au camp de Briançon, qu'il commanda pendant le reste de la campagne. Il passa à Gênes, le 4 novembre. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er janvier 1748, il se démit du régiment de l'Ile-de-France, et continua de servir à Gênes, où il se distingua dans plusieurs occasions. Il fut envoyé, au mois de novembre 1750, comme ministre du roi auprès de l'infant duc de Parme, en remplacement du comte de Maulevrier. Le roi le nomma chevalier de ses ordres, le 2 février 1753. Le marquis de Crussol revint de Parme, au mois de mai 1754, et mourut en Champagne, le 5 janvier 1758, âgé de 41 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 271; *Gazette de France*, *mémoires du temps*.)

DE CRUSSOL-D'AMBOISE (Anne-Emmanuel-François-Georges, *marquis*), *lieutenant-général*, issu de la branche des comtes d'Amboise-d'Aubijoux, de la même famille que les précédents, naquit le 30 mai 1726. Il entra aux mous-

quetaires, le 8 décembre 1740, et fit la campagne de 1742, en Flandre. Il leva, par commission du 1er janvier 1743, une compagnie dans le régiment de cavalerie Royal-Pologne, la commanda à la prise de Weissembourg, et des lignes de la Lautern ; à l'affaire d'Haguenau, et au siége de Fribourg, en 1744. Il obtint, le 14 décembre de cette dernière année, la charge de deuxième cornette de la compagnie des chevau-légers de Bretagne, et le rang de lieutenant-colonel de cavalerie, par commission du même jour. Il se trouva, avec la gendarmerie, à la bataille de Fontenoy; aux siéges des ville et citadelle de Tournay, de Dendermonde, d'Oudenarde et d'Ath, en 1745, et passa, le 1er décembre, à l'enseigne de la compagnie des gendarmes de Berri. Il servit avec cette compagnie aux siéges de Mons, de Charleroi, de Namur, et à la bataille de Raucoux, en 1746. Devenu sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes de Flandre, par brevet du 20 janvier 1747, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, par commission du même jour, il combattit à Lawfeld, au mois de juillet suivant, et servit au siége de Maestricht, en 1748. Capitaine-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berri, par commission du 1er février 1749, il la commanda à l'armée d'Allemagne, en 1757; au combat de Sundershausen ; à la prise de Cassel ; à la conquête de la Hesse, et à la bataille de Lutzelberg, en 1758. Il avait reçu la croix de St.-Louis, des mains du roi, le 3 janvier 1757. Créé brigadier, par brevet du 10 février 1759, il fut fait colonel-lieutenant du régiment d'infanterie de la Reine, par commission du même jour, et se démit alors de la compagnie des chevau-légers de Berri. Il commanda le régiment de la Reine à la bataille de Clostercamp, au mois d'octobre 1760, et à l'armée d'Allemagne, en 1761. Déclaré, au mois de décembre 1762, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 25 juillet précédent, il se démit du régiment de la Reine. Il fut créé lieutenant-général, le 1er mars 1780. En 1789, il fut député aux états généraux par la noblesse de Poitiers. Devenu suspect aux jacobins, en 1793, il fut arrêté, mis en jugement, et décapité, le 26

juillet 1794, veille de la chute de Robespierre. Il était alors âgé de 67 ans. (*Chronologie militaire*, *t. VII*, *pag.* 325; *mémoires du temps.*)

DE CRUSSOL-D'UZÈS (Alexandre-Emmanuel), *bailli de Crussol, maréchal-de-camp*, issu de la même famille que les précédents, était capitaine des gardes-du-corps de S. A. R. M. le comte d'Artois, lorsqu'il fut créé brigadier de cavalerie, le 1er mars 1780. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784, et créé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, le même jour. (*Etats militaires.*)

DE CRUSSOL (Emmanuel-Henri-Charles, *baron*) *lieutenant-général*, issu de la même famille que les précédents, naquit à Paris le 11 octobre 1741. Il fut fait colonel du régiment de Berri infanterie, en 1770. On le créa brigadier des armées du roi, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 4 décembre 1781. Il est chevalier des ordres de Saint-Lazare, et de Notre-Dame du Mont-Carmel. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite de lieutenant-général, après 34 ans 5 mois 21 jours de service. (*Etats militaires.*)

DE CRUSSOL (N...., *vicomte*), *lieutenant-général*, du 23 août 1814. (*Etats militaires.*)

CRUX, *voyez* DE DAMAS.

DE CUGNAC DE BEAUMONT (Jean), *maréchal-de-camp*, fut payé, en cette qualité, du 10 novembre 1572, pour servir dans l'armée que devait commander M. le duc d'Anjou. Il était chevalier de l'Ordre du roi; gentilhomme ordinaire de sa chambre; sénéchal de Bazadois, et capitaine d'une compagnie de 50 hommes d'armes des ordonnances du roi. Il servit au siége de la Rochelle, en 1572 et 1573. Il fut encore employé, comme maréchal-de-camp, dans l'armée de Champagne, commandée d'abord par le duc de Guise, puis par le duc de Mayenne, et s'y trouva à la

défaite des Allemands, près de Château-Thierry. Il n'a pas été employé depuis. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *Nobiliaire universel de France*, *tom. XVII*, *pag.* 182 *et suivantes*.)

DE CUGNAC DU BOURDET (Louis-Philippe), *marquis de Cugnac*, né en 1740, a servi pendant la guerre de *sept ans*, dans le régiment de Bourbonnais infanterie, dont il a été lieutenant-colonel. On le fit brigadier de cavalerie, le 20 février 1761, et *maréchal-de-camp*, le 16 avril 1767. Il émigra, en 1791; fit la campagne de l'armée des princes, et rentra en France, en 1800. (*Etats militaires*, *mémoires du temps*.)

DE CUGNAC, *voyez* DE CAUMONT.

DE CUINCHY, *voyez* DE BLONDEL.

DE CULANT DE JALOIGNES (Philippe), *maréchal de France*, fut fait capitaine de la grosse tour de Bourges. Il servit en Normandie, au mois de mars 1436, comme capitaine de 25 hommes d'armes. On le fit sénéchal du Limosin, le 25 juin 1439. Il marcha au siége de Meaux, le 20 juillet suivant, avec sa compagnie. Créé maréchal de France, après la mort du maréchal de Raits, et payé en cette qualité, du 1er août 1441, il suivit le roi à l'assaut-général que ce prince donna en personne à la ville de Pontoise, le 19 septembre. Pendant cette action, qui dura deux heures et demie, Charles VII força les Anglais à la première attaque, et monta l'épée à la main à la muraille. Les deux autres attaques eurent le même succès, et Pontoise fut emportée. En 1442, les Anglais assiégeaient Tartas, ville de la seigneurie d'Albret; et le commandant de Tartas était convenu de leur remettre la place, le 23 juin, s'il n'était point secouru. Le roi parut, ce même jour, en bataille devant Tartas, avec son armée, dont Jaloignes commandait l'avant-garde. On rendit les otages, et la place fut remise au roi, qui prit ensuite Saint-Sever, Acqs, Marmande et la Réole. Jaloignes accompagna le dauphin dans l'expédition

contre le comte d'Armagnac, au commencement de 1444. On assiégea l'Isle-Jourdain, et le comte d'Armagnac se rendit au dauphin, qui le fit arrêter. Tout ce qui appartenait à la maison d'Armagnac, au-delà de la Garonne, fut saisi et mis sous la main du roi. Le comté de Rhodès se soumit aussi au dauphin, à la réserve des châteaux de Séverac et de Capadonac, que tenait le bâtard d'Armagnac. Le dauphin ayant assiégé en même temps ces deux places, le 11 mars, le bâtard d'Armagnac traita avec ce prince, auquel il les remit. Dans cette même année, les Suisses faisant la guerre à Sigismond, duc d'Autriche, qui était fiancé avec Radegonde de France, le dauphin (depuis Louis XI) assembla, vers Langres, une armée, que le maréchal de Jaloignes commanda, sous ce prince. On marcha d'abord à Montbéliard, dont on se saisit, et l'on s'avança ensuite dans le pays entre Strasbourg et Bâle. Le dauphin enleva aux Suisses plusieurs forteresses, dont ils s'étaient emparés, et remonta vers Bâle. 1200 Suisses, qui avaient reçu l'ordre de se jeter dans cette place, rencontrèrent sur leur passage l'armée française; et, sans calculer ni l'infériorité de leur nombre, ni les forces du dauphin, ils tombèrent, le 26 août, sur l'avant-garde de ce prince, dans le village de Brattelen, et la firent plier. Ils mirent aussi en fuite un autre détachement fort de 10,000 hommes, campé à Multentz, et attaquèrent, près de l'hôpital Saint Jacques, 8000 hommes, commandés par le dauphin en personne. Dans cette action, qui fut des plus terribles, les Suisses ne cessaient de combattre que lorsqu'ils avaient cessé de vivre. Le dauphin, frappé d'une intrépidité dont il n'avait point encore eu d'exemple, et rempli d'estime pour la bravoure des Suisses, conclut avec eux un traité de paix, qui fut signé à Ensisheim, le 28 octobre (1). Jaloignes, après avoir commandé, la même année, l'armée du roi au siége de Mantes, obtint le gouvernement de cette ville, lorsqu'on

(1) C'est de ce traité que date la première époque de l'union qui depuis a lié si étroitement les cantons suisses à la France.

s'en fut emparé. Il fut fait chevalier, conseiller et chambellan du roi. Il servit avec sa compagnie de 43 hommes d'armes en Limosin, en 1445; au siége de Mons, en 1447; à la prise de Pont-Audemer, de Château-Gaillard et de Rouen, en 1449; à celle de Saint-Sauveur-le-Vicomte, de Bayeux, de Caen, de Cherbourg, et à la conquête entière de la Normandie, en 1450. Après la soumission de cette province, le roi envoya, en Guienne, sur la fin de cette année, le comte de Penthièvre et le maréchal de Jaloignes: ce dernier était alors capitaine de 100 hommes d'armes. Ils prirent Bergerac par composition, et Jaloignes en fut fait gouverneur. Ils emportèrent d'assaut la ville de Jonsac. Montferrand fit peu de résistance, et Sainte-Foix, ainsi que Chalais, ouvrirent leurs portes, au mois de mai 1451. Le maréchal de Jaloignes marcha, sous le comte de Dunois, à la conquête de la Guienne, d'où les Anglais furent chassés, à la fin du mois d'août de la même année. Talbot, général anglais, s'étant cantonné dans le Médoc, les Bordelais se révoltèrent, à son approche, contre l'autorité du roi, et Talbot entra dans Bordeaux, le 23 octobre 1452. La noblesse de Guienne reçut aussi l'ennemi dans la plupart de ses forteresses, et Castillon, place de guerre importante, en Périgord, se rendit, faute d'être assez tôt secourue. Aussitôt que le maréchal de Jaloignes fut informé de tout cela, il partit pour la Guienne avec quelques troupes qu'il distribua dans les villes les plus exposées. En 1453, l'armée française arriva, et le roi, s'étant avancé jusqu'à Saint-Jean-d'Angély, fit assiéger Chalais, qu'on prit d'assaut. Les maréchaux de Jaloignes et de Loheac se présentèrent devant Castillon, le 13 juillet, campèrent avantageusement à la vue de cette place, et firent fortifier leur camp, ainsi qu'une abbaye, qui était à quelque distance. Talbot s'étant mis en bataille le 17 du même mois de juillet, l'attaque qu'il fit contre l'abbaye lui réussit; et le commandant français fut contraint d'abandonner ce poste, après y avoir perdu 120 hommes, et couru, lui-même, le risque d'être pris dans sa retraite. Ce premier avantage ayant animé les troupes de Talbot, ce général profita de leur ardeur, et

donna sur les retranchements. On s'y battit pendant une heure ; mais les Anglais, quoique constamment repoussés, ne se ralentissaient point. Enfin, Talbot, après avoir eu un cheval tué sous lui, reçut un coup mortel, et sa perte acheva de mettre la déroute parmi les Anglais. Le lendemain Castillon se rendit à discrétion. Saint-Emillien, St.-Macaire, Libourne, Langon, Villandras, Fronsac et Châteauneuf de Médoc rentrèrent de gré ou de force dans l'obéissance. On forma desuite le siége de Bordeaux, et cette ville fut bloquée par terre et par mer. La disette y augmentant tous les jours, et d'un autre côté, les maladies se répandant dans l'armée du roi, la capitulation fut conclue, le 17 octobre. Les Bordelais obtinrent le pardon de leur révolte, mais aux dépens de leurs priviléges. On y bâtit, l'année suivante, deux châteaux, autant pour fixer l'inconstance de ce peuple inquiet et pour le contenir, que pour défendre la place contre les entreprises du dehors. Le maréchal de Jaleignes mourut, en 1454. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 167; *Monstrelet, Histoire de France du Père Daniel, l'abbé Le Gendre, Mézerai; Histoire du Languedoc; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Beauclas; Histoire militaire des Suisses, par M. le baron de Zurlauben; Histoire du Berri, par La Thaumasière, Moréri.*)

CURELI (Jean-Nicolas), *maréchal-de-camp*, naquit à Avillers, en Lorraine, le 26 mai 1774. Il s'engagea volontairement dans le 7ᵉ régiment de hussards, le 5 août 1793; y fut fait successivement fourrier, le 4 avril 1794; maréchal-de-logis-chef, le 27 octobre 1800; adjudant sous-officier, le 17 juillet 1802; sous-lieutenant, le 8 janvier 1806; lieutenant, le 26 mars 1807, et adjudant-major, le 8 mai suivant. Il servit, en ces diverses qualités, à l'armée de la Moselle, en 1793, 1794, 1795 et 1796; à l'armée du Rhin, et en Suisse, en 1796, 1797, 1798 et 1799; à l'armée d'Allemagne, en 1800 et 1801; à l'armée des Côtes, en 1802 et 1803; à l'armée d'Allemagne, en 1804 et 1805; en Prusse et en Pologne, en 1806 et 1807. Devenu capitaine-

aide-de-camp du général Édouard Colbert, le 19 avril 1809, il fit la campagne de cette même année à la grande-armée, en Autriche, et fut nommé chef d'escadron au 20e régiment de chasseurs à cheval, le 21 septembre aussi de la même année. Il fut employé, avec ce régiment, à l'armée d'Espagne, en 1811 et jusqu'au 18 mars 1812. Il se distingua au combat d'Altafulla, le 24 janvier 1812, et acheva la déroute des Espagnols, en faisant une charge des plus brillantes, avec son escadron et un escadron du 29e régiment de la même arme, contre plus de 400 cuirassiers et hussards du corps ennemi de Saint Narcisse, dont un grand nombre fut sabré. Une centaine de chevaux et une soixantaine d'Espagnols furent pris dans cette affaire, par les chasseurs que commandait le chef d'escadron Cureli. L'ennemi, enfoncé sur tous les points, par suite de cette belle charge de cavalerie, prit la fuite, et fut mis dans une telle déroute, que la moitié des soldats espagnols jeta ses armes (1). Le 20e régiment de chasseurs à cheval ayant été appelé, en 1812, à la grande-armée destinée à agir contre la Russie, le chef d'escadron Cureli suivit ce régiment, qui arriva à Polotsk, le 18 août. Il fit la campagne au corps d'armée commandé par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Pendant la fatale retraite de Moscow, Cureli combattit à l'affaire de Polotsk, le 18 octobre. Il y commanda 2 escadrons de troupes légères à cheval, tirés du 20e de chasseurs et du 8e de lanciers. Ayant reçu l'ordre d'appuyer la droite de la 8e division du corps d'armée, il marcha contre l'ennemi, en reçut des charges avec des forces très-disproportionnées à celles qu'il commandait, et mérita par sa conduite les éloges flatteurs que le maréchal Gouvion-St.-Cyr consigna dans son rapport du 20 du même mois, adressé au major-général de la grande-armée. Le chef d'escadron Cureli fut nommé colonel du 10e régiment de hussards, le 9 août 1813. Il fit la campagne de 1814, en France,

(1) Ces détails sont tirés du rapport du général en chef Decaen, au ministre de la guerre, sous la date du 31 janvier 1812.

se distingua, à la tête de son régiment, à la bataille de Château Thierry, le 12 février, et fut fait général de brigade sur le champ de bataille. Il combattit avec distinction en plusieurs autres occasions. La brigade sous son commandement secourut, avec le plus grand succès, près d'Arcis-sur-Aube, le 21 mars, les grenadiers et les chasseurs à cheval de la garde impériale, qui se trouvaient entourés et chargés par des forces supérieures. Le maréchal-de-camp Coreli a été créé membre de la Légion-d'Honneur, le 14 mai 1806. Il est compris dans la liste des maréchaux-de-camp en non-activité. (*Moniteur, annales du temps.*)

CURTO (Jean-Baptiste-Théodore, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Montpellier le 26 mars 1772. Il entra au service, le 26 décembre 1786, comme dragon dans le régiment de Bourbon (depuis 3ᵉ de dragons); y fut fait brigadier-fourrier, le 1ᵉʳ octobre 1791; maréchal-des-logis, le 25 avril 1792, et adjudant-sous-lieutenant, le 4 mai suivant. Il eut le rang de lieutenant, le 12 mars 1794; fut fait lieutenant en pied, le 15 avril 1797, et capitaine (toujours au même régiment), le 21 janvier 1799. On le nomma chef d'escadron au 7ᵉ régiment *bis* de hussards, le 23 septembre 1800. Il fit les campagnes de 1792, 1793 et 1794, à l'armée du Nord, où il se trouva aux batailles de Walmy, Jemmapes, Nerwinde, Menin et Watignies, ainsi qu'à un grand nombre de combats particuliers, livrés ou reçus par cette armée pendant ces trois années. Employé, en 1794, à l'armée de Sambre-et-Meuse, il combattit dans les diverses affaires qui eurent lieu jusqu'après la reprise des villes de Valenciennes, Condé, le Quesnoy et Landrecies; se trouva au passage de la Meuse près de Sprimont, et à celui de la Rourre vis-à-vis de Duren. Il servit, en 1795, dans l'armée de l'intérieur, commandée par le général en chef Buonaparte. Employé, sous le même général, en 1796 et 1798, à l'armée d'Italie, il se trouva aux batailles de Rivoli et de Saint-Georges; aux passages de la Piave, du Tagliamento et du Tarvis, et aux combats livrés sur l'Adige jusqu'à

Léoben, où furent signés les préliminaires du traité de paix conclu à Campo-Formio. Il servit ensuite à l'armée d'Helvétie, sous les ordres du général en chef Brune; y combattit en plusieurs occasions, et notamment à la bataille livrée devant la ville de Berne, dont les troupes françaises s'emparèrent. De 1798 à 1801, il fit, avec son régiment, partie de l'armée expéditionnaire d'Égypte, et y servit successivement sous les ordres des généraux en chef Buonaparte, Kléber et Menou. Il se trouva à la prise de Malte; aux batailles de Chebreiss, des Pyramides, d'Héliopolis, du Mont-Thabor, et aux deux batailles d'Aboukir. Il prit part à une grande partie des combats livrés par l'armée expéditionnaire, aux Mamelouks, aux armées turques et aux Arabes Bédouins, soit pendant les marches, soit pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre. Il commandait l'escorte du général Dupuis, gouverneur du Kaire, lorsque les habitants de cette ville se révoltèrent contre les Français, et massacrèrent ce gouverneur, ainsi qu'une partie de son escorte. Dans cette occasion, Curto, après avoir fait, à la tête des 50 hommes qu'il commandait, plusieurs charges difficiles, contre des masses considérables de révoltés entassés dans des rues très-étroites, vit bientôt sa troupe réduite à 5 hommes. Il enleva cependant le corps du général Dupuis; et, malgré les obstacles que lui opposèrent les révoltés acharnés à le poursuivre, il parvint à le faire déposer chez le général Junot, dont le logement était à une grande distance du lieu où Dupuis avait reçu le coup mortel. Le chef d'escadron Curto revint en France avec les débris de l'armée expéditionnaire, et fut fait adjudant-commandant, le 27 août 1803. Dans la même année, il fut nommé l'un des trois membres du comité chargé de la rédaction d'une ordonnance provisoire sur les manœuvres de cavalerie, et il fit aussi partie du comité qui revisa la rédaction de cette même ordonnance, qui est restée en vigueur dans les armées françaises. Il fut employé, en 1803 et 1804, à l'armée des côtes de l'Océan, et placé sous les ordres immédiats du maréchal Berthier, major-général de l'armée. En 1805, il fut em-

voyé par le gouvernement en mission à Rome, auprès du pape, puis auprès de l'armée française que le général Gouvion-Saint-Cyr commandait dans le royaume de Naples. En 1804, il eut le commandement supérieur de toutes les députations, soit des corps militaires, soit des gardes nationales, qui assistèrent au couronnement de Napoléon Buonaparte. En cette même année, lors de la création de la Légion-d'Honneur, il en fut nommé membre, et obtint le grade d'officier de cette Légion, le 17 juin. On le nomma colonel du 8ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 28 octobre suivant. Employé à l'armée de Hollande, sous les ordres du général en chef Marmont, il y monta à bord des vaisseaux destinés à transporter l'armée française qui devait opérer une descente en Angleterre. Il fit la campagne de 1805, à la grande-armée d'Allemagne; se trouva à la bataille d'Ulm, ainsi qu'à plusieurs autres actions qui eurent lieu dans ce temps, et prit part aux combats livrés par le 2ᵉ corps d'armée, lorsque le maréchal Marmont le faisait marcher dans la direction de Gratz. Il servit, en 1806, 1807 et 1808, sous les ordres du prince Eugène, vice-roi d'Italie, au 2ᵉ corps de la grande-armée, qui resta en observation sur l'Isonzo dans le Frioul Italien. Employé, en 1809, à l'armée d'Italie, sous les ordres du vice-roi, il y marcha à la tête de son régiment; se trouva au passage de la Piave, et y prit part aux brillantes charges de cavalerie exécutées contre l'armée autrichienne, qui, malgré ses forces considérables, ne put empêcher ce passage, d'ailleurs très-difficile en raison des obstacles que présentait le terrain sur lequel on opérait. Le colonel Curto commanda son régiment à la bataille de Raab (en Hongrie), où il concourut à la défaite des Autrichiens, en chargeant, d'après les ordres du prince Eugène, les masses d'infanterie ennemie qui venaient d'être forcées dans la position de Raab. Les 5 carés que présentait cette infanterie furent successivement enfoncés, et le général autrichien qui les commandait fut fait prisonnier, ainsi qu'un grand nombre de ses soldats. Le colonel Curto obtint, après le gain de cette bataille, la déco-

ration de chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer (1). Il combattit, avec beaucoup de valeur et de distinction, à la célèbre bataille de Wagram, et obtint, en récompense de ses services, le titre de baron, qui fut accompagné de dotations accordées par Napoléon. En août 1811, le colonel Curto fut nommé commandant du dépôt-général des dragons de l'armée d'Espagne, et reçut, le 6 du même mois, le brevet de général de brigade. Au mois de septembre suivant, il fut nommé commandant de la cavalerie-légère de l'armée de Portugal. Il conserva ce commandement jusqu'en 1813, époque à laquelle les armées françaises évacuèrent le territoire espagnol. Pendant les campagnes de 1811, 1812 et 1813, le général Curto commanda une division de cavalerie-légère dans un grand nombre de combats qui furent livrés aux Anglais et aux Espagnols. Il se distingua particulièrement aux batailles des Arapiles et de Vittoria. Il détruisit plusieurs corps de guerillas, entr'autre celui de Sornil, et fit prisonnier le général espagnol Renovalès avec tout son état-major et les troupes qu'il commandait. Appelé à la grande-armée d'Allemagne, il y servit pendant la fin de la campagne de 1813, et fut chargé de la défense du Rhin, depuis Guermersheim jusque vis-à-vis Manheim. Il fit la campagne de France, en 1814, dans le corps d'armée commandé par le maréchal duc de Raguse; se trouva aux différents combats livrés par ce corps d'armée, et notamment aux batailles de Brienne, Champ-Aubert et Montmirail. A la bataille de Vauchamp, le général Curto commanda sa brigade de cavalerie, composée de 9 cuirassiers et de 4 régiments de dragons. Tous ces corps ne présentaient qu'un effectif d'environ 1200 combattants. Cependant cette brigade fit, sous les ordres du général Curto, des charges aussi brillantes qu'audacieuses, dont le résultat fut la prise de toute l'artillerie du 9e corps russe,

(1) Depuis la restauration des Bourbons sur le trône de France, S. M. l'empereur d'Autriche a donné au général Curto des lettres de maintenue de chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer.

la destruction d'un bataillon carré ennemi, fort de 3000 hommes, et la capture d'un grand nombre de prisonniers. Le général Curto se conduisit pendant cette campagne de manière à être cité plusieurs fois d'une manière très-honorable dans les bulletins, et dans les ordres du jour de l'armée. Il le fut, entr'autres, dans l'ordre du jour donné, le 2 février 1814, par le maréchal duc de Raguse, le lendemain de la bataille de Brienne. Cette mention avait rapport aux opérations du passage de la Rosani (rivière non guéable), pendant lequel le général Curto, avait exécuté avec 3 ou 4 escadrons de cuirassiers seulement, plusieurs charges sur une masse de 5 à 6000 Prussiens, qui tentaient de couper la retraite du corps d'armée du duc de Raguse. Cette charge vigoureuse, en tête de laquelle était le général Curto, fit perdre aux ennemis un grand nombre d'hommes, qui furent tués, et 500 faits prisonniers, et son résultat le plus important fut d'obliger les Prussiens de repasser la rivière, et de laisser opérer tranquillement la retraite du corps d'armée du duc de Raguse, qui, de son côté, et sur un autre point, avait marché avec la brigade Pelleport, et fait exécuter à la baïonnette une charge intrépide, dont la combinaison avec celle du général Curto entraîna la défaite de l'ennemi. Après la restauration du trône des Bourbons, le général Curto obtint de S. M. Louis XVIII la croix de chevalier de Saint-Louis, en juillet 1814, et celle de commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 23 août suivant. Le roi le nomma, en septembre de la même année, commandant de l'arrondissement de Thionville. Le général Curto se trouvait dans cette place, lors de l'invasion de Buonaparte, en mars 1815. Voyant que la garnison hésitait à se prononcer en faveur des Bourbons, il l'assembla, et lui déclara qu'il ne manquerait pas à son serment, et ne reconnaîtrait jamais d'autre souverain que le roi. Obligé d'abandonner son commandement, après cette courageuse déclaration, il fut destitué par Buonaparte, le 12 avril. Réintégré peu de temps après dans ses fonctions, on le mit à la retraite, le 5 juin. Après les *cent jours*, le roi le remit en activité, par ordonnance du 1er août 1815, et le dési-

gna, au mois de septembre suivant, pour être l'un des généraux qui devaient être chargés de l'organisation de la cavalerie. En septembre 1816, le général Curto fut nommé inspecteur de la cavalerie dans la 16ᵉ division militaire, et commandant supérieur de la place de Saint-Omer. Il conserva ce commandement pendant que les Anglais se tinrent dans un camp de plaisance, qu'ils avaient établi à une très-petite distance de cette place. Au mois d'avril 1817, le baron Curto fut pourvu du commandement du département du Pas-de-Calais, et passa, en décembre de la même année, au commandement de la 1ʳᵉ subdivision de la 11ᵉ division militaire. Il commanda, par *interim*, cette division pendant un an, et reçut de la munificence royale, comme récompense particulière de cette année de service, le grand ouvrage sur l'Égypte. Il fut nommé inspecteur-général de cavalerie, en août 1820. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CUSACK (Richard-Edmond), *maréchal-de-camp*, naquit en Flandre, en 1687. Il entra au service, en 1702, à l'âge de 15 ans, comme cadet volontaire dans le régiment d'infanterie irlandaise de Dorincton, connu depuis sous le nom de Rothe; se trouva au siége de Kehl; au combat de Munderkingen, et à la première bataille d'Hochstedt, en 1703. Il combattit à la seconde bataille d'Hochstedt, en 1704, et fut fait lieutenant réformé, la même année. Il servit à l'armée du Rhin, en 1705 et les années suivantes. Nommé capitaine réformé dans le même régiment, par commission du 21 mai 1709, il se trouva à la bataille de Malplaquet, le 11 septembre. Il fut employé en Flandre, en 1710; combattit à l'attaque d'Arleux, en 1711, et se trouva à l'affaire de Denain, et aux siéges de Douay, du Quesnoy, et de Bouchain, en 1712. Il servit aux siéges de Landau et de Fribourg, et à l'attaque des retranchements du général Vaubonne, en 1713. Il devint aide-major de son régiment (alors Rothe), par brevet du 20 août 1720; y eut rang de capitaine en second, le 21 juin 1721, et rang de capitaine en pied, le 19 juin 1729. Il ob-

tint, le 9 janvier 1731, une compagnie qu'il commanda au siége de Kehl, en 1733; à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734; à l'affaire de Clausen, en 1735, et à l'armée de Flandre, en 1742. Il avait été créé chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, en 1736. Il fut fait capitaine de grenadiers, le 24 janvier 1743; lieutenant-colonel, le 4 avril suivant, et combattit, en cette qualité, à Dettingen, au mois de juillet de la même année. Il servit aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes et du fort de la Knoque, que le roi fit en personne, en 1744, et finit la campagne au camp de Courtray. Il combattit, aveo beaucoup de distinction, à la bataille de Fontenoy (1), et servit aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745. Créé brigadier des armées du roi, par brevet du 20 mars 1747, il commanda au pont de Walheim, poste des plus importants qu'on eut à garder dans cette campagne, et s'y maintint pendant six semaines, avec 600 hommes. Il donna les plus grandes preuves de valeur et de conduite à la bataille de Lawfeld, gagnée par le roi, le 2 juillet de la même année (2). Il servit au siége de Maestricht, en 1748; au camp d'Aimeries, en 1754; au camp de Calais, en 1756, et en Flandre, en 1757 et 1758. Il obtint, le 20 octobre de cette dernière année, le gouvernement des villes de Guerande, du Croisick et du port de Saint-Nazaire, en Bretagne, et prêta serment pour cette charge, le 18 mars 1759. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 10 février 1759, il se démit alors de la lieutenance-colonelle du

(1) M. de Cusack obtint du roi une pension de 600 liv. sur le trésor royal, en considération de ses services et de la manière dont il s'était conduit à la bataille de Fontenoy. (*Lettre de M. d'Argenson, datée du camp de Tournay, le 29 mai 1746.*)

(2) En considération des nouveaux services rendus par M. de Cusack dans cette affaire, le roi porta à 1600 francs la pension de 600 fr. qu'il lui avait accordée sur le trésor royal. (*Lettre de M. d'Argenson, du 27 juillet 1747.*)

régiment de Rothe, et ne servit plus. Il était chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, ou de l'Epée-rouge, d'Espagne, et avait obtenu, par brevet du roi daté du 1er août 1758, la commanderie de l'hôpital de Mancied, en Armagnac, dépendante du même ordre. Il mourut à Corbeil, en 1770, à l'âge de 82 ans, après avoir servi sans interruption pendant 56 ans (1). (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 552; *titres et brevets originaux*, *états militaires*.)

DE CUSTINE (Adam-Philippe, *comte*), *général en chef*, naquit à Metz, le 4 février 1740, d'une famille noble et fort ancienne. Destiné, dès en naissant, à la carrière des armes, il fut nommé, à l'âge de sept ans, lieutenant en second dans le régiment de Saint-Chamans. Il suivit le maréchal de Saxe pendant la campagne des Pays-Bas, en

(1) M. de Cusack descendait d'une ancienne et illustre famille, originaire de la province de Guienne, et qui passa en Angleterre avec Guillaume le Conquérant, duc de Normandie, en 1066. Geoffroy et André de Cusack abordèrent en Irlande, en 1211, à la suite de Jean, roi d'Angleterre, qui voulait alors achever de soumettre ce pays; et ils déployèrent en cette occasion tant de valeur et d'activité que le roi Jean leur accorda de grands biens dans les provinces de Lagenie et de Connacie. Nicolas de Cusack fut décapité sous le règne d'Élisabeth, à cause de son zèle à défendre sa religion et sa patrie. Patrice de Cusack, ayant, de concert avec sa famille, signalé son courage dans l'armée des confédérés d'Irlande, en 1641, Cromwell s'empara de leurs biens, qui, à l'avénement de Charles II au trône d'Angleterre, furent donnés au duc d'York et à d'autres seigneurs anglais. Richard de Cusack, ayant perdu son aïeul à la bataille de Worchester, en 1641, fut obligé d'abandonner sa patrie, et entra au service d'Espagne. Les trois fils qu'il laissa furent: 1° Girard-Alexandre de Cusack, chevalier de Saint-Louis, lieutenant-colonel du régiment de Rothe, au service de France, mort en 1743, après avoir servi 53 ans; 2° Charles de Cusack, qui, d'abord officier au régiment de Lée au service de France, passa ensuite au service d'Espagne, en qualité de capitaine des gardes-wallonnes, parvint au grade de maréchal-de-camp, et mourut, en 1748, étant alors gouverneur de Melatza, en Sicile, et commandeur de l'ordre de Saint-Jacques; 3° Richard-Edmond de Cusack, qui fait l'objet du présent article, et qui, de son premier mariage avec Isabelle-Brigitte Fitz-Gérald, eut une fille unique, mariée au marquis l'Espinasse-Langeac, maréchal-de-camp.

1748; et, ayant été réformé, lorsque la paix fut faite, il vint à Paris reprendre le cours de ses études. En sortant du collége, il entra dans le régiment du Roi; fit la guerre de *sept ans*, et s'y distingua par plusieurs traits d'audace et d'intrépidité. Il passa dans le régiment de Schomberg dragons, et y obtint rapidement les grades d'enseigne, de lieutenant et de capitaine. Il commanda une avant-garde en Westphalie, sous le prince de Soubise, en 1758. Le ministre duc de Choiseul, qui le protégeait, fit créer pour lui, en 1762, un régiment de dragons du nom de *Custine*. Pendant la paix, Custine voyagea dans les principales cours de l'Europe, s'attacha particulièrement à connaître leurs forces militaires, et à étudier leur tactique. Durant son séjour à Berlin, le grand Frédéric le distingua. A son retour en France, Custine perfectionna l'instruction de son régiment, de manière à le mettre en état de servir de modèle. La guerre de l'indépendance des États-Unis d'Amérique ayant éclaté en 1780, Custine, pressé par la passion de la gloire, échangea le commandement de son régiment contre celui du régiment de Saintonge infanterie, qui allait être embarqué pour le Nouveau Monde. Il se distingua pendant toute cette guerre, en plusieurs occasions, à la tête de ce régiment, et déploya particulièrement beaucoup de valeur et de conduite au siege d'York-Town, ce qui lui valut, à son retour en France, le grade de maréchal-de-camp, auquel il fut promu, le 5 décembre 1781. Il obtint aussi, dans le même temps, le gouvernement de Toulon. En 1789, la noblesse de Lorraine le nomma député aux états-généraux, où, dès les premières séances, il se réunit à la minorité de son ordre, et appuya tous les projets de réforme et de liberté. Les opinions les plus remarquables qu'il manifesta ensuite à l'assemblée constituante furent pour l'établissement des gardes nationales, et la déclaration des droits de l'homme. En même temps, il s'y prononça avec force contre l'indiscipline des troupes, que dans tous les temps il s'efforça de réprimer. Custine fut nommé lieutenant-général, le 6 octobre 1791. Le général en chef Biron l'ayant chargé, en août 1792, d'aller faire

avec 3000 hommes une reconnaissance de l'armée des alliés du côté de Spire, Custine s'approcha de Landau. Cette ville se trouvait alors dans le plus mauvais état de défense, et son gouverneur, M. de Martignac, venait d'émigrer. Custine prit aussitôt des mesures pour mettre la garnison en état de faire résistance, et se porta ensuite en avant pour reconnaître l'ennemi. Il conduisait personnellement un détachement de dragons, lorsqu'il rencontra inopinément les généraux ennemis, qui, escortés de plusieurs escadrons de cavalerie légère, poussaient de leur côté une reconnaissance. Malgré l'infériorité de sa troupe, Custine charge en tête de ses soldats contre les Autrichiens, et les met d'abord en fuite; mais ceux-ci, revenant en plus grand nombre, l'obligent à son tour à une retraite qu'il fait en bon ordre sur le camp d'Arzheim. Custine ayant été informé que les coalisés n'avaient laissé dans la ville de Spire, dont ils s'étaient emparés, qu'une garnison de 4000 hommes, pour la garde des magasins considérables qu'ils y avaient établis, et qui étaient évalués à 5 ou 6 millions, résolut de profiter de cette imprévoyance; et, après en avoir obtenu la permission du général en chef Biron, il rassemble un corps de 18,000 hommes, pénètre dans le Palatinat sur 3 colonnes, et arrive devant Spire, le 30 septembre. Il attaque aussitôt cette ville, en fait enfoncer les portes à coups de canon et de hache, et, malgré la résistance vigoureuse des Autrichiens, qui se défendaient dans les maisons qu'ils avaient crénelées, s'empare de la place, fait 2900 prisonniers, prend tous les magasins, les munitions, l'artillerie et les drapeaux de l'ennemi. Les Autrichiens perdirent en outre un nombre considérable d'hommes tués pendant l'action, ou qui se noyèrent en voulant traverser le Rhin à la nage. Custine, voulant prévenir le général d'Erbach, qui s'avançait avec 12,000 hommes, pour couvrir Worms et Mayence, fit marcher contre la première de ces places 4000 hommes, qui s'en emparèrent sans coup férir, le 4 octobre 1792. On y trouva également des magasins considérables, évalués à environ 3 millions. Custine fut élevé au grade de général en chef, le 6 du même mois d'octobre. Commandant en cette qualité

l'armée du Rhin, il conçut le projet hardi de s'emparer de Mayence; et, à cet effet, il fait partir du camp d'Edersheim, dans la nuit du 13 au 14 octobre, plusieurs reconnaissances qu'il dirige sur divers points. D'après les rapports qui lui furent faits, qu'il n'existait aucun corps ennemi en état de le troubler dans l'opération qu'il projetait, Custine part lui-même, le 19, à la tête d'un fort détachement de cavalerie, et se porte à Weisseneau au-dessous de Mayence. Son armée forte seulement de 24,000 hommes, qui le suivait de près, arrive bientôt, et achève l'investissement de la place, qui fut de suite sommée de se rendre, et qui capitula effectivement le 21. Custine n'eut pas plus tôt remporté cet important succès, qu'il songea à en tirer tous les avantages possibles; et, ayant passé le Rhin, il s'empara de Francfort-sur-le-Mein, le 23, et menaça Hanau et Giessen. Par ses ordres, le général Houchard attaqua, le 8 novembre, les corps prussiens qui se trouvaient réunis à Limbourg, et qui furent battus. Obligé cependant de céder à des forces très-supérieures que le roi de Prusse faisait marcher contre lui, Custine se replia sur Francfort, où il rallia d'abord toutes ses troupes. Il laissa dans cette ville une garnison de 2500 hommes, et tint la campagne avec le reste de son armée. Les Prussiens s'approchèrent de Francfort; et, après plusieurs combats livrés sous cette place (1), l'armée française décampa, laissa les Prussiens occuper Francfort, et se retira à Mayence, où elle ne tarda pas à être suivie par les ennemis, qui, dès le 14 décembre, s'emparè-

(1) Dans un de ces combats, où les Français signalèrent leur bravoure et leur intrépidité, le roi de Prusse aperçut un grenadier d'un bataillon de la Haute-Saône qui se défendit long-temps seul sur un pont, et qui, tout couvert de blessures, et entouré des corps des ennemis qu'il avait tués, refusait de se rendre. Frappé de cette grandeur de courage, Frédéric-Guillaume ordonna que l'on prît ce brave, sans lui faire de mal, et qu'on le lui amenât. « Français, lui dit le roi, vous êtes un brave homme; c'est dommage que vous ne vous battiez pas pour une meilleure cause. » — « *Citoyen Guillaume*, répondit le grenadier républicain, nous ne serions pas d'accord sur ce chapitre, parlons d'autre chose. »

rent de Hocheim Custine, appréhendant d'être bientôt assiégé dans Mayence, se hâta de faire mettre cette place en bon état de défense, et en fit occuper les postes extérieurs par son armée, forte de 30,000 hommes. Le 2 janvier 1793, il envoya les généraux Houchard et Sedillot, avec 8 bataillons et 12 pièces de canon, pour reprendre Hochcim et Costheim: cette opération réussit; mais, dans la nuit du 5 au 6, les Prussiens se ressaisirent de ces deux postes. Les Français perdirent dans cette dernière action 500 hommes et les 12 pièces de canon qu'ils avaient emmenées de Mayence. La campagne étant finie, Custine fit prendre à son armée des cantonnements entre le Rhin et la Nahe. Un corps de partisans prussiens, sous les ordres du colonel Zeluki, étant venu attaquer, le 17 mars 1793, la gauche de l'armée de Custine, fut repoussé par la brigade du général Houchard. Custine reprit alors l'offensive, et fit marcher, le 20, les brigades de Houchard et Neuwinger contre Zeluki, qui s'était retranché dans une position avantageuse près de Stromberg. Les Français enlevèrent la position, et, victorieux, ils s'élançaient à la poursuite de l'ennemi, lorsque, sur l'avis qu'un corps nombreux de Prussiens venait de Trèves au secours de Zeluki, Custine ordonne la retraite, et veut prendre position à Bingen et Creutznach. Le 26, il eut avec les Prussiens un engagement assez sérieux; et, le 28, ceux-ci vinrent l'attaquer avec des forces supérieures. Après un combat opiniâtre, et qui devint trop inégal, malgré les prodiges de valeur qu'y firent les Français, Custine ordonna la retraite, et la fit en bon ordre, quoiqu'il fût harcelé par une nuée de troupes légères, que le chef d'escadron Clarke (depuis maréchal de France) parvint à contenir avec 350 chevaux, et en manœuvrant très-habilement. Custine fit occuper le village d'Ober-Flersheim par son avant garde, sous les ordres de Houchard. Les Prussiens vinrent attaquer cette avant garde, le 30 mars; et, malgré la vive et longue résistance de Houchard, ils étaient parvenus à tourner la position, lorsque Custine arriva au secours des siens, à la tête de deux bataillons. Il prend d'abord les Prussiens en

flanc, et dégage par ce moyen une partie de son avant-garde. Poursuivant sa marche rapide, il arrive au sommet d'une hauteur, où il trouve 10 escadrons ennemis, prêts à charger. Aussitôt il fait avancer son artillerie légère, et force les Prussiens à reculer; mais ceux-ci de leur côté font arriver 30 pièces d'artillerie. Le feu devient alors très-vif de part et d'autre; et, après une action meurtrière, les ennemis rétrogradent et abandonnent entièrement le champ de bataille qu'ils ont jonché de leurs morts et de leurs blessés: ce combat assura la retraite de Custine sur Frankenthal. Le lendemain, 31 mars, un corps de 1100 Français fut enveloppé et fait prisonnier par les troupes du prince Louis de Prusse, et Custine fut obligé d'évacuer Frankenthal, après avoir détruit les magasins immenses qu'il y avait établis. Au mois de mai de la même année, Custine, qui avait été obligé d'abandonner entièrement ses conquêtes, et qui ne pouvait empêcher le roi de Prusse de faire le siége de Mayence, s'était retiré derrière les lignes de la Lautern. Cependant, malgré les nombreuses accusations qui avaient été portées contre lui à l'assemblée nationale, il reçut de cette assemblée une nouvelle preuve de confiance, et fut appelé au commandement en chef de l'armée du Nord, en remplacement du général Dampierre, qui avait péri glorieusement, le 8 mai. Avant d'aller prendre ce nouveau commandement, Custine voulut tenter encore une fois le sort des armes à l'armée du Rhin, et signaler son départ par une action d'éclat. A cet effet, il ordonna, le 16 mai, une attaque générale sur toute la ligne, depuis le Rhin jusqu'à Hornbach, et son dessein était d'enlever un corps de 8000 hommes que les Autrichiens avaient poussés en avant de leurs positions. Toutes les dispositions de Custine furent bien combinées; mais quelques retards dans l'arrivée des corps au point indiqué, et le refus de combattre que firent quelques bataillons, qui même prirent la fuite et jetèrent le désordre et la déroute dans l'armée, firent échouer complétement l'entreprise. Dans ce combat, qui eut lieu près de Ruxheim, les Français déployèrent beaucoup de bravoure, et Custine lui-

même y fit preuve d'une grande intrépidité; mais, lorsqu'il vit l'impossibilité de rallier ses troupes, et de les mener de nouveau à l'ennemi, il les fit rentrer dans leurs lignes derrière la Lauter. Les nombreux ennemis qu'avait Custine ne manquèrent pas de l'accuser des malheurs de cette journée, et surtout de lui imputer à tort une entreprise exécutée sans ordres, et lorsqu'il n'avait plus le commandement de l'armée qu'il avait fait agir. La révolution du 31 mai, ayant renversé le parti qui paraissait avoir fondé sur lui quelques espérances, vint encore ajouter aux dangers qui le menaçaient. Attaqué avec le plus grand acharnement, soit à la barre de la convention, soit dans les journaux, il affecta un grand dévouement pour le parti qui dominait alors, et n'hésita point à se rendre à Paris, lorsqu'il y fut mandé par le conseil exécutif. Sa présence dans la capitale sembla donner encore plus d'intensité aux accusations dirigées contre lui. Enfin, sur un rapport présenté par le comité de salut public, le 29 juillet, il fut décrété d'accusation, arrêté le même jour, et traduit au tribunal révolutionnaire, où il se défendit avec calme et présence d'esprit. L'imputation la plus grave dirigée contre lui, par de vils délateurs, dépourvus pour la plupart des plus simples notions de l'art de la guerre, était d'avoir livré sans défense la place de Mayence, avec l'artillerie de Landau et celle de Strasbourg; d'avoir ménagé les prisonniers de guerre prussiens; de s'être refusé à entrer dans Manheim, dont un espion avait offert de lui ouvrir les portes; et enfin, de s'être laissé battre par l'ennemi. La conduite militaire de Custine fut jugée, sans qu'un seul homme de l'art eût été consulté (1); et, le 28 août, on le conduisit au supplice. Il y marcha vêtu de l'uniforme national, sous lequel il voulut mourir. Custine montra à cette heure dernière plus de faiblesse qu'on n'en devait at-

(1) Il entendit sa sentence avec une profonde émotion, parcourut l'assemblée d'un regard douloureux, et, se retournant vers le tribunal, dit d'une voix forte et assurée : « Je meurs innocent. »

tendre d'un homme qui avait si souvent bravé la mort avec une grande intrépidité. Custine avait reçu de la nature un corps dont la force égalait les passions de son âme. Il s'était endurci dans les fatigues de la guerre, et livré souvent à l'excès des voluptés. Il était né violent; mais son cœur était bon et aimant. Il porta toujours dans le commandement toute la dureté de son caractère. Ardent dans ses dispositions militaires, il était calme un jour de bataille, et son sang-froid était admirable (1). C'était un bon officier-général, et il excellait surtout dans les manœuvres de la cavalerie ; mais peut-être ses vues n'étaient-elles pas assez étendues pour embrasser toutes les diverses parties d'un grand commandement. On lui a reproché beaucoup d'intempérance, et on a prétendu que les excès du vin, auxquels il se livrait, lui avaient fait commettre des fautes graves (2). (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.

D

DABADIE, *voyez* D'ABADIE.

DAILLECOURT, *voyez* DE CHOISEUL.

DE **DAILLON** (Henri), *duc du Lude*, *pair de France*, *grand-maître de l'artillerie de France, et lieutenant-général*, fut connu d'abord sous le nom de comte du Lude. Il devint

(1) Un de ses aides-de-camp (Baraguey-d'Hilliers) lui lisait, un jour de combat, une dépêche. Une balle siffle et perce la lettre que tenait l'aide-de-camp. Celui-ci s'arrête : « Continuez, dit Custine, c'est un mot que la balle aura emporté. »

(2) Son fils, *Renaud-Philippe* de Custine, fut aussi traduit au tribunal révolutionnaire, et eut le même sort que son père. Ce jeune officier joignait à un extérieur séduisant un esprit très-cultivé, et avait débuté d'une manière assez brillante dans la carrière de la diplomatie. Il devint ensuite aide-de-camp de son père ; mais ayant été envoyé à Paris, il s'y lia avec les députés de la Gironde, et dès lors Robespierre jura sa perte. Sur les accusations les plus vagues, il fut condamné à mort, le 3 janvier 1794, et montra dans ses derniers moments une grande fermeté.

premier gentilhomme de la chambre du roi, le 4 décembre 1653, et représenta le grand-chambellan au lit de justice tenu par le roi, le 20 mars 1655. Il obtint le gouvernement de Saint-Germain en Laye, le 26 avril 1662. En 1667, il se distingua beaucoup, en qualité de volontaire, dans une escarmouche contre 200 maîtres de la garnison de Lille, et servit, en qualité d'aide-de-camp du roi, au siége de cette place, devant laquelle il monta la tranchée, le 24 août. On le créa maréchal-de-camp, le 30 mars 1668. Il se distingua à la prise des villes de Tournay, Douay et Lille, et obtint la charge de grand-maître, et capitaine-général de l'artillerie de France, le 28 juillet 1669. Il fut nommé lieutenant-général des armées du roi, le 24 juillet 1670, et devint colonel-lieutenant du régiment des fusiliers du roi (depuis Royal artillerie), à la création de ce corps, par commission du 4 février 1671. Il suivit Louis XIV à la campagne de Hollande, en 1672, et reçut un coup de mousquet dans son chapeau, au siége de Dôle, le 30 mai 1674. Le roi le créa pair de France, au mois de juillet 1675. Il ouvrit la tranchée devant la place de Condé, le 21 avril 1676. Il servit, en qualité de lieutenant-général, à la prise de Cambrai, en 1677, et à celle de Gand, en 1678. Il reçut le titre de colonel du régiment des bombardiers à la création de ce corps, par commission du 28 août 1684. Il mourut à Paris à l'arsenal, le 30 août 1685(1). (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 497; *mémoires du temps*, *Gazette de France*, *Mémoires de d'Avrigny*, *le président Hénaut*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XXV*, *pag.* 385.)

DALLEMAGNE (Claude, *baron*), *général de division*, naquit à Périeux, arrondissement de Belley, en Bresse, en 1754. Il s'engagea, en 1773, comme simple volontaire dans le régiment de Hainaut, avec lequel il fit les campagnes

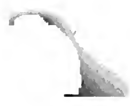
(1) Ménage le cite parmi les discurs de bons mots de son temps; et madame de Sévigné, dont il était un des adorateurs, parle souvent du duc du Lude dans le même sens, mais toujours avec le ton de l'estime.

d'Amérique. Il se distingua particulièrement au siége de Savanah, où il fut fait sergent. Dès 1789, il avait obtenu l'expectative d'une place d'officier, et il en reçut le brevet, en 1790, après l'affaire de Naucy, à laquelle il s'était trouvé. Il obtint, en 1791, la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il passa aux grades de capitaine et de chef de bataillon, et fut nommé général de brigade, le 22 décembre 1793. Ce fut en cette qualité qu'il fit la campagne de 1796, à l'armée d'Italie. Il y servit avec la plus grande distinction en diverses occasions, et particulièrement au passage du Pô, où il fut blessé, et à celui de l'Adda. Il décida la victoire de Lodi, en se précipitant sur l'ennemi, à la tête des bataillons (1). Il investit la place de Mantoue; emporta, à la tête de 600 hommes seulement, le faubourg de Saint-Georges l'épée à la main, et mérita d'être cité avec éloges dans les rapports du général en chef Buonaparte. Il contribua au succès de la bataille de Lénado, s'empara de cette ville, et y prit ou tua 1000 hommes à l'ennemi (2). Il eut aussi une très-grande part au gain de la bataille de Castiglione; se rendit maître de Borgo-Forte, et se fit remarquer par sa valeur et sa conduite à la bataille de Roveredo, gagnée sur les Autrichiens, le 14 septembre. Le général Dallemagne obtint, sur la proposition du général en chef, le grade de général de division. Il concourut au second blocus de Mantoue, et repoussa plusieurs fois les attaques faites par la garnison de cette place. Il reçut du général Masséna, en 1798, le commandement de l'armée de Rome, comprima un mouvement in-

(1) Sur la demande du général en chef Buonaparte, il obtint un sabre d'honneur en récompense du dévouement qu'il avait montré dans cette journée. Le directoire, en adressant au général Dallemagne cette récompense nationale, lui écrivait, le 29 floréal an 4 (18 mai 1796) : que *le glorieux exemple qu'il avait donné avait décidé la victoire.*

(2) Buonaparte, rendant compte de cette journée, écrivait ces mots remarquables : « Le succès, disait-il, fut quelque temps incertain ; mais » j'étais tranquille, la brave 32e demi-brigade commandée par Dallemagne était là. »

surrectionnel qui s'était manifesté dans cette ville et aux environs, et fit punir les principaux chefs des rebelles. Il installa le sénat de la nouvelle république romaine dans la salle du Capitole, dite *des Curiaces*. Il obtint quelque temps après un congé pour venir en France rétablir sa santé, que les fatigues de la guerre avaient considérablement altérée. Après la rupture du traité de Campo-Formio, le général Dallemagne fut envoyé par le directoire-exécutif pour servir à l'armée du Rhin, et on lui confia le blocus de la forteresse d'Ehrenbreitstein. Il la fit resserrer de si près et la surveilla avec tant de soin, que les assiégés, réduits à l'extrémité faute de vivres, furent obligés de capituler aux conditions que Dallemagne voulut leur imposer. La prise d'Ehrenbreitstein lui valut un sabre et une paire de pistolets d'honneur, qui lui furent décernés à titre de récompense nationale. Cette opération militaire fut la dernière que fit Dallemagne, dont la santé avait encore empiré pendant le blocus, à un tel point, qu'il demanda et obtint sa retraite. En 1802, il était membre du conseil-général du département de l'Ain, lorsque le sénat conservateur l'appela, le 27 mars, au corps-législatif, dont il fut fait questeur l'année suivante. Il en devint l'un des vice-présidents, le 13 février 1804, et obtint la décoration de commandant de la Légion-d'honneur, le 15 juin de la même année. En 1806, le collége électoral du département de l'Ain choisit le général Dallemagne pour candidat au sénat conservateur, mais il n'y fut point appelé. En 1807, il obtint la croix de commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer. En mars 1809, le général Dallemagne fut appelé au commandement de la 25e division militaire à Wesel. Il passa, au mois d'août suivant, au commandement de la 1re division de l'armée de Hollande, que l'on opposa à l'armée d'expédition anglaise, commandée par le lord comte Chatam. Il répondit encore, en cette circonstance difficile, à la confiance que le gouvernement français avait placée en lui. Il revint ensuite siéger au corps-législatif, et mourut à Nemours, le 25 juin 1813, après avoir, pendant 40 ans, fourni une car-



rière militaire très-distinguée (1). (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

DE DALMATIE, *voyez* SOULT.

DE DAMAS (Jacques), *comte de Chalancey, maréchal-de-camp*, avait servi long-temps dans un ancien corps, lorsqu'il leva, par commission du 20 mars 1635, un régiment d'infanterie de son nom (Chalancey), qu'il conduisit d'abord en Lorraine, puis, sous le cardinal de la Valette, au secours de Deux-Ponts et à celui de Mayence. Il le commanda aussi à la prise de Bingen et au combat de Vaudrevanges, où il eut occasion de se distinguer. Son corps prit la dénomination de régiment de Bourgogne, par lettres du 8 décembre de la même année. Employé sous le duc de Weimar, en 1636, il commanda son régiment à la prise du château d'Hohenbaar, au siége et à la prise de Saverne, à celle de Blamont et de Rambervilliers, et termina cette campagne en Franche-Comté, où il contribua au succès de plusieurs combats livrés aux ennemis. Il concourut à la défaite de la cavalerie lorraine près de la Ferrière, à la prise du château de Lure, au passage du Rhin à Rhinaw, et au succès du combat où fut défait le général Werth. Employé à la défense de l'Alsace, en 1637, il partit d'Haguenau, le 17 août, et s'empara, à la tête de son régiment, de l'île de Calichonte. Il le commanda ensuite à la prise de Stein, de Seckingen, de Lanffembourg et de Waldshut, au mois de janvier 1638. Le 6 février de la même année, il fut créé maréchal-de-camp; et, par commission du même jour, on lui donna le commandement de la Basse-Alsace. Le 4 mai 1639, il s'empara de la ville et du château de Fénestrange. Il marcha, en 1641, sous le maréchal de Châtillon, contre le comte de Soissons, et fut tué, le 6 juillet, à la bataille de La Marfée, où ce prince périt en remportant la victoire sur

---

(1) Son éloge fut prononcé au corps-législatif, par M. le chevalier Riboud, dans la séance du 24 décembre 1813.

les troupes du roi. (*Chronologie militaire, tom. VI, p.* 140; *Gazette de France.*)

DE DAMAS (Charles), *comte de Thianges et de Chalancey, maréchal-de-camp*, frère aîné du précédent, était capitaine de 50 hommes d'armes, lorsqu'il siégea aux états de Bourgogne, en 1618, 1622 et 1629. Il servit dans les guerres de 1621 et 1622 et combattit au siége de la Rochelle, en 1627. Il obtint, par provisions données à Monceaux, le 24 août 1631, la lieutenance-générale des pays de Bresse, Bugey, Valromey, Gex et du comté de Charolais, et prêta serment, pour cette charge, le 28 août. Il fut nommé chevalier des Ordres du roi à la promotion du 14 mai 1633, et créé maréchal-de-camp par brevet du 8 mai 1636. Il servit en cette qualité en Bourgogne sous les ordres du prince de Condé, et concourut à la prise de plusieurs places en Franche-Comté. En 1637, il défit, au mois de janvier, plusieurs partis qui infestaient la frontière; et, au mois de mars, à la tête de 1300 hommes, il tailla en pièces 2000 Impériaux qui assiégeaient les châteaux de Cornaud et de Vaugrigneuse, en Bresse. Il mourut à Charolles, chef-lieu de son gouvernement de Charollais, le 26 juin 1638. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 121; *Gazette de France, annales du temps.*)

DE DAMAS (Claude-Henri-Philibert), *marquis de Thianges, comte de Chalancey, lieutenant-général*, petit-fils du précédent, naquit en 1663. Il servit au siége de Luxembourg, en qualité de volontaire, au mois de juin 1684. Il entra ensuite dans les mousquetaires, et en sortit en 1688. On le nomma, le 6 septembre de la même année, aide-de-camp de *Monseigneur* (le grand dauphin), et on lui donna, par commission du 25 du même mois, le commandement du régiment de Cambis (alors régiment de Vivonne.) Il accompagna *Monseigneur* au siége et à la prise de Philisbourg, de Franckenthal, de Manheim, et à la soumission de quelques autres villes du Palatinat. Employé à l'armée d'Allemagne, en 1689, sous le maréchal de Duras, il fut détaché, au mois de mai, par le baron d'Asfeld, pour brûler quelques

villages et nettoyer la campagne. Parti de Bonn à la tête de 8 compagnies de grenadiers, il marcha d'abord sur Rhindorff, fortifié par des redoutes, un double fossé et des haies vives. Il s'élança, lui deuxième, dans le fossé, franchit une barrière défendue par les Prussiens, les poursuivit l'épée à la main, et, secondé par les grenadiers qui marchaient sur ses traces, enleva les redoutes, fit brûler 5 villages, rasa les fortifications, et se retira presque sans perte. Il continua à servir sous *Monseigneur*, en 1690, combattit aux siéges et à la prise de Villefranche, de Montalban, de Sant-Ospicio, de Nice, de Veillane, de Carmagnolles et du château de Montmélian, en 1691, sous les ordres du maréchal de Catinat. Il fut employé ensuite à l'armée de la Moselle, puis en Flandre; fut blessé au combat de Steinkerque, en 1692, et servit au bombardement de Charleroi, la même année. Nommé brigadier d'infanterie, le 30 mars 1693, il fut légèrement blessé d'une balle au combat de Bossut, près de Valcourt, et se distingua à la bataille de Nerwinde et au siége de Charleroi. Il servit à l'armée d'Allemagne sous les maréchaux de Lorges et de Joyeuse, en 1694 et 1695; à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1696 et 1697, et à l'armée de Flandre, sous le même maréchal, par lettres du mois de juin 1701. Créé maréchal-de-camp le 29 janvier 1702, il fut employé à l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Catinat, par lettres du 8 mai. En 1703, il servit au siége de Brisach, sous le duc de Bourgogne; au siége de Landau et à la bataille de Spire, sous le maréchal de Tallart. Il combattit à Hochstedt, sous le même maréchal, en 1704, et obtint le grade de lieutenant-général des armées, par pouvoir du 26 octobre. Employé en Bretagne par lettres du même jour, il commanda à Saint-Malo, jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 4 janvier 1708. Il était alors âgé de 44 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 555; *Gazette de France, annales du temps.*)

DE DAMAS (Louis-Antoine-Érard), *comte d'Anlezy, maréchal-de-camp*, issu de la branche des barons, comtes, puis marquis d'Anlezy, de la même famille que les précédents,

entra aux mousquetaires en 1686. Il fit la campagne de 1688 près de la personne du dauphin, et se trouva aux siéges de Philisbourg, de Manheim et de Franckenthal. Il leva une compagnie de cavalerie, pour le régiment de Besons, par commission du 20 août de la même année, et la commanda à la bataille de Fleurus, en 1690; au siége de Mons, puis au combat de Leuze, en 1691; au siége de Namur et au combat de Steinkerque, en 1692; à la bataille de Nerwinde et au siége de Charleroi, en 1693. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom (Anlezy), le 8 janvier 1696, il le commanda, cette année et la suivante, à l'armée de Flandre. Ce régiment ayant été réformé, le 3 février 1698, on lui donna le commandement d'un autre, le 2 juin 1702. Il le commanda au combat de Nimègue, la même année; au siége de Kehl et à l'attaque des lignes de Stolhoffen, en 1703. Nommé brigadier de cavalerie, le 2 avril, il servit à l'armée de Bavière sous le maréchal de Villars, et combattit à la première bataille d'Hochstedt, le 20 septembre. Employé à la même armée, sous le maréchal de Marchin, en 1704, il reçut deux blessures considérables à la seconde et funeste journée d'Hochstedt, le 13 août; servit sur le Rhin en 1705, 1706 et 1707, et se trouva, en 1708, à la bataille d'Oudenarde. En 1709, il fut créé maréchal-de-camp par brevet du 20 mars, et servit, en cette qualité, à l'armée du Rhin, où il se distingua d'une manière particulière dans la plupart des actions de cette campagne. Détaché de la grande armée pour joindre le corps du comte du Bourg, il commanda l'aile droite des Français au combat de Rumersheim (1), et décida le succès de cette journée, qui fut d'autant plus glorieuse, que le comte de Mercy y fut entièrement défait. Le comte d'Anlezy porta au roi la nouvelle de cette victoire. Louis XIV lui assura une place de commandeur de Saint-Louis, qu'il obtint le 27 octobre 1711. Il commanda pendant l'hiver à Huningue,

---

(1) M. de Quincy, dans la relation de ce combat (*Histoire militaire de Louis XV*), l'appelle mal à propos le comte *Dandezy*.

et y mourut au mois d'avril 1712. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 599 ; *Gazette de France.*)

DE DAMAS (Jean-Pierre), *maréchal-de-camp*, petit-fils du précédent, naquit le 4 mars 1734, et fut connu, du vivant de son père, sous le nom de *marquis de Thianges*, puis sous celui de *comte de Damas d'Anlezy*. Il servit longtemps au corps des grenadiers royaux de France, et fit toutes les campagnes de la guerre de *sept ans*. Il était à la tête du régiment de le Camus, du corps des grenadiers royaux, lorsqu'il fut fait prisonnier à l'affaire de Cassel, le 24 juin 1762. Il fut nommé, en 1765, mestre-de-camp d'un régiment de dragons, qui prit le nom de Damas, en 1768, et qui devint dragons de Mgr le comte d'Artois. Il conserva ce régiment jusqu'en 1774; fut nommé brigadier de dragons, le 18 juin 1778, et maréchal-de-camp le 1er mars 1780. Le comte de Damas d'Anlezy fut député du bailliage de Nivernais et de Donziois aux états-généraux, en 1789; donna sa démission au mois de juillet de la même année, et fut remplacé par M. le marquis de Bonnay. Il est mort sans enfants, le 7 septembre 1800. (*États militaires, Gazette de France.*)

DE DAMAS (Louis-François), *marquis d'Anlezy, lieutenant-général des armées du roi*, frère puîné de Louis-Antoine-Érard de Damas, naquit le 7 janvier 1698. Reçu page du roi, en la petite écurie, le 1er avril 1713, il en sortit, le 5 mars 1715, pour passer lieutenant réformé au régiment du roi, où il devint successivement lieutenant en pied, le 12 août suivant; capitaine en second, le 12 février 1721, et capitaine-commandant, le 8 avril 1722. Nommé colonel du régiment de Nice infanterie, par commission du 9 avril 1724, il le commanda au camp de la Sambre, du 26 août au 25 septembre 1727; au siége de Kehl, en 1733; à celui de Philisbourg, l'année suivante, et à l'armée du Rhin, en 1735. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1740, et nommé gouverneur de la personne de M. le prince de Condé (Louis-Joseph de Bourbon, mort en 1818), au mois de novembre 1741. Employé à l'armée de Bohême, par lettres du 1er mai 1742, il concourut à la

belle défense de Prague, et rentra en France avec l'armée, au mois de février 1743. Le 1er avril suivant, on lui expédia des lettres pour servir sur le Rhin. Il combattit à Dettingen, et finit la campagne à Landau, où il était entré le 24 août. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il contribua à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern. Le 15 août, il fut déclaré maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 2 mai. Il se démit alors de son régiment. Il combattit à Richevaux et au siége de Fribourg. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1745, il combattit à la sanglante journée de Fontenoy; servit aux siéges et à la prise de Tournay et de sa citadelle, où il monta la tranchée, le 16 juin, d'Oudenarde et de Dendermonde. Employé à l'armée du roi, en 1746, il couvrit les siéges de Mons, de Charleroi, de Saint-Guilain et de Namur, et se distingua à la bataille de Raucoux. S'étant rendu, par ordre, à Ath, le 15 avril 1747, il fut employé à l'armée des Pays-Bas, eut une part active aux principales actions de cette campagne, entre autres à la bataille de Lawfeld, et au siége de Berg-op-Zoom, qu'il couvrit avec l'armée. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748. Le 9 mai de l'année suivante, il fut présenté au roi comme député de la noblesse des états de Bourgogne. Il était premier gentilhomme de M. le prince de Condé, lorsqu'il obtint, au mois de mai 1754, le gouvernement d'Auxerre. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il fit d'abord partie du corps séparé du prince de Soubise, qui, réuni à la grande armée, le 15 juin, contribua au succès remporté à Hastembeck, au mois de juillet. Le marquis d'Anlezy contribua en outre à la prise de plusieurs places de l'électorat d'Hanovre. Il rentra en France au mois de décembre. Employé à l'armée d'Allemagne commandée par M. le comte de Clermont, par lettres des 16 mars 1758, et 1er mai 1759, il combattit à Crewelt, en 1758, et à Minden, en 1759. On lui donna le gouvernement de Salces, le 23 novembre de cette dernière année. Au mois de novembre 1761, il fut nommé lieutenant-général du Charolais, et commandant

au duché de Bourgogne. Il prêta serment entre les mains du roi, pour ces deux commandements, le 24 janvier 1762, et mourut en son château d'Aulezy, en Nivernais, le 11 janvier 1763. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 430; *Gazette de France, annales du temps.*)

DE DAMAS (François), *comte de Crux*, second fils de Paul Damas, baron d'Aulezy, fut reçu chevalier de Malte, le 7 juin 1631. Il siégea aux états de Bourgogne, en 1642 et 1645; on le nomma sous-lieutenant des gendarmes de la reine, par provisions du 15 avril 1649; gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, le 13 février 1650; et conseiller-d'état. Il obtint le grade de maréchal-de-camp par brevet du 6 avril 1652. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 352.)

DE DAMAS (Louis-Étienne-François), *comte de Damas-Crux, pair de France* et *lieutenant-général*, issu de la branche des comtes de Crux, de la même famille que les précédents, fut baron de Denain et de la Collaucelle, et menin du dauphin (depuis Louis XVI). Il devint successivement capitaine au régiment de Flaramens infanterie; colonel du régiment de Foix, le 15 février 1761; puis du régiment de Limosin, au mois de décembre 1762; brigadier d'infanterie, le 3 janvier 1770, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il commanda dans la province des Trois-Évêchés jusqu'à la révolution. Il fut nommé, le 8 juin 1783, chevalier des Ordres du roi, et reçu, en cette qualité, le 1er janvier 1784. Il émigra en 1792, et commanda une compagnie de gentilshommes émigrés qui défendirent la ville de Maestricht assiégée par les troupes de la république française. Appelé, en 1794, par le choix de MONSIEUR, régent du royaume, et de Mgr. le comte d'Artois, près la personne de S. A. R. Mgr. le duc de Berri, pour guider les premiers pas du jeune duc dans la carrière militaire, il fit, avec ce prince, les campagnes de l'armée de Condé, jusqu'au mariage de S. A. R. MADAME avec Mgr. le duc d'Angoulême, en 1799, époque à laquelle le comte de Damas-Crux fut nommé chevalier d'honneur de cette princesse. Rentré en France à la suite du roi, en 1814, avec le grade de lieutenant-général des

armées, il fut nommé pair de France, et mourut aux Tuileries, le 3 juillet de la même année (1814). (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE DAMAS (Étienne-Charles), *duc de Damas-Crux, pair de France* et *lieutenant-général*, fils du précédent, naquit au château de Crux, en Nivernais, le 10 février 1754. Il fut reçu chevalier de Malte au berceau; entra sous-lieutenant au régiment de Limosin infanterie, le 22 février 1770, et y devint capitaine, le 5 mai 1772. On lui donna le commandement en second du régiment d'Aquitaine, le 3 octobre 1779, et il fit avec ce régiment toutes les campagnes de la guerre d'Amérique contre les Anglais, dans les Indes orientales. A son retour en France, en 1784, il fut nommé mestre-de-camp commandant du régiment de Vexin infanterie. Une partie de ce corps étant venue le joindre de la principauté de Monaco, en émigration, fit sous son commandement la campagne de 1792. Le comte de Damas-Crux, à l'issue de celle de 1793, leva une légion qu'il conduisit au service de Hollande, et qui, lors de l'invasion de ce pays par les troupes républicaines, passa à la solde et au service de l'Angleterre. L'infanterie de cette légion ayant été détruite à Quiberon, en 1795, le comte de Damas-Crux conclut, en 1796, avec le prince de Condé, une capitulation en vertu de laquelle il forma un régiment de hussards, qui fut formé des débris de sa légion, et qu'il commanda à l'armée de ce prince. Dès l'an 1795, S. M. Louis XVIII avait promu le comte de Damas-Crux au grade de maréchal-de-camp. Passé en Russie avec le corps de Condé, en 1801, le comte de Damas-Crux y fut attaché à la personne de S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême, en qualité de 1[er] gentilhomme de la chambre. Il accompagna ce prince de Mittau à l'armée de Condé, puis à Varsovie, et enfin en Angleterre. En 1814, il suivit S. A. R. dans le midi de la France, et l'aida de ses conseils et de son bras dans toutes les occasions. Il fut nommé lieutenant-général des armées du roi, le 21 mars suivant, et grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, le 22 août 1814. Il accompagna Mgr. le duc d'Angoulême

durant la campagne de 1815, qui lui fournit de nouvelles occasions de signaler son dévouement à l'auguste maison de Bourbon. Envoyé à Toulouse, en qualité de commissaire du roi, avec M. le baron de Vitrolles, le comte de Damas-Crux y fut arrêté par ordre du général de Laborde, et fut conduit sur la frontière d'Espagne. Il rejoignit le duc d'Angoulême à Madrid, d'où il fut envoyé par S. A. R. pour commander le rassemblement des sujets fidèles à Toloza et Irun. Le comte de Damas-Crux fit son entrée à Bayonne, le 25 juillet, escorté par 1800 Basques qu'il avait rassemblés. Il avait refusé tout secours du général espagnol, comte de l'Abishal, qui lui avait offert de marcher sous ses ordres avec son armée. Après le second retour du roi, le comte de Damas-Crux fut nommé gouverneur des onzième et vingtième divisions militaires, commandant du corps d'armée des Pyrénées-Occidentales, et pair de France, le 17 août 1815. Le 19 février 1816, il prêta serment à la cour royale en qualité de duc, titre que le roi lui conféra « en récompense (portent les lettres patentes) des bons et loyaux » services rendus tant à nous qu'à notre bien-aimé neveu, » le duc d'Angoulême, par M. de Damas, et particulière» ment de la conduite qu'il a tenue pour soutenir les glo» rieux efforts de ce prince dans la circonstance malheu» reuse où la France s'est trouvée au commencement de » l'année dernière. » Le duc de Grammont ayant été investi du gouvernement de la 11ᵉ division militaire, le 26 septembre 1815, M. le duc de Damas fut nommé à celui de la 23ᵉ division (Corse). Il passa au gouvernement de la 2ᵉ division militaire, le 10 janvier 1816. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE DAMAS (Gilbert), *dit le comte de Damas*, *maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs de Barnay, de la même famille que les précédents. Après avoir servi dans les mousquetaires, il obtint une compagnie de dragons au régiment de Mestre-de camp-général, fit plusieurs campagnes en Allemagne, et fut créé, le 25 avril 1696, colonel d'un régiment d'infanterie de son nom. Il le commanda

cette année et la suivante sur le Rhin. Il siégea aux états de Bourgogne, en 1700. Son régiment ayant été réformé, le 30 décembre 1698, il fut entretenu colonel réformé à la suite du régiment de Navarre; servit en Allemagne en 1701, 1702 et 1703, et s'y trouva aux siéges de Brisach et de Landau, et à la bataille de Spire. Créé brigadier, le 10 février 1704, il fut employé à l'armée de la Moselle, puis, en 1705, à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Marchin. Il passa colonel réformé à la suite du régiment de Guitaut, le 26 mai 1706, et servit sous le maréchal de Villars, à la prise de Drusenheim, de Lauterbourg et de l'île de Marquisat. Pendant la campagne suivante, il fit partie de toutes les expéditions du maréchal de Villars en Franconie et en Souabe, et passa colonel réformé à la suite du régiment d'Orléanais, par ordre du 11 décembre. Il continua de servir en Allemagne, en 1708, et commanda, à Mons, par ordre du 18 juin 1709, puis sur la Somme, en 1711 et 1712. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 8 mars 1718, et mourut en 1733. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 3.)

DE DAMAS (Claude-Mathieu), titré *marquis de Damas, maréchal-de-camp*, issu de la même branche que le précédent, entra dans la seconde compagnie des mousquetaires du roi, en 1731. Il fut fait ensuite capitaine de cavalerie; puis, en 1759, mestre-de-camp-lieutenant du régiment Royal-Navarre. On le créa brigadier de cavalerie, le 20 avril 1768, et il eut l'honneur d'être présenté au roi, le 2 mars 1776. On le promut au grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE DAMAS (Claude-Charles), *vicomte de Damas de Marillac, maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs de Marillac, né à Lyon, le 20 juin 1731, chevalier de Malte, fut successivement enseigne au régiment de Beauce, le 7 février 1748; lieutenant, le 13 mars 1752; aide-major, le 13 avril 1753; capitaine, le 25 juillet 1755; major, le 15 août 1763 et colonel du régiment d'Auxerrois, en 1776. On le créa brigadier d'infanterie, le 27 octobre 1778 et maré-

chal-de-camp, le 5 décembre 1781. Il fut nommé gouverneur de la Martinique, en 1783; puis gouverneur-général des Iles-du-Vent de l'Amérique, jusqu'en 1791. Lorsque la fermentation révolutionnaire s'étendit sur les colonies, le vicomte de Damas fit tous ses efforts pour maintenir l'autorité légitime et comprimer toutes les tentatives d'insurrection suscitées par l'appât du pillage, et mises en œuvre par une multitude de bandits, accourus de toutes les Antilles pour dévaster la Martinique. Ce fut à sa fermeté et à sa prudence que la ville de Saint-Pierre dut son salut, le 3 juin 1790. Il parvint non-seulement à y rétablir l'ordre et la tranquillité publique, mais encore à s'emparer, sans effusion de sang, de tous les chefs des insurgés, qui, au nombre de douze, furent envoyés en France, au mois de juillet, pour y être mis en jugement. La conduite sage et ferme qu'il déploya dans cette circonstance périlleuse, lui mérita les témoignages publics de la reconnaissance des autorités et des principaux habitants de Saint-Pierre. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE DAMAS (Alexandre), *comte de Damas, lieutenant-général*, issu de la branche d'Auvergne de la même famille que les précédents, naquit à Brenat, près d'Issoire, en Auvergne, le 18 octobre 1755. Il fut successivement page du roi, capitaine au régiment d'Orléans, dragons; colonel en second du régiment de Soissonnais, chevalier de Saint-Louis et colonel commandant du régiment de Beauvaisis, le 11 novembre 1782. En 1790, il enleva les drapeaux de ce corps insurgé et les porta à Worms à Mgr. le prince de Condé, qui le nomma son premier écuyer, et lui confia le commandement d'un régiment d'infanterie dans son armée. Il y a fait toutes les campagnes de l'émigration, et a été successivement promu aux grades de maréchal-de-camp, en 1795, et de lieutenant-général des armées du roi, en 1814. De retour en France, en cette dernière année, le comte de Damas fut nommé au commandement de Cherbourg. Il suivit S. M. Louis XVIII à Gand, en 1815, et fut

chargé de commander l'infanterie royale qu'on réunissait à Alost. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE DAMAS (Louis-Anne-Marie), *comte de Ruffey, lieutenant*, issu de la branche des marquis d'Antigny, de la même famille que les précédents, entra, en 1684, aux mousquetaires, avec lesquels il fit la campagne de Flandre. Il en sortit pour passer capitaine-lieutenant de la compagnie d'un régiment, et fut fait commissaire-général de la cavalerie, le 25 octobre 1686. Nommé major du même régiment, le 20 avril 1690, il fit cette campagne, et les deux suivantes, à l'armée de la Moselle. Passé à l'armée de Flandre, en 1698, il s'y trouva à la bataille de Necrwinde et au siége de Charleroi, et fit les campagnes de 1694 et 1695 à l'armée de la Meuse. Créé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, le 8 janvier 1696, il le joignit à l'armée de Catalogne; contribua à la défaite du prince de Hesse-Darmstadt à Ostalric; servit, en 1696, au siége de Barcelonne, et combattit à Saint-Feliu. A l'armée d'Italie, en 1702, il chargea et repoussa trois fois, au combat de Carpi, un régiment de cuirassiers, et combattit la même année à Chiari. Il obtint le grade de brigadier de cavalerie, le 29 janvier 1702. Détaché, le 23 mai, pour couvrir la marche de l'armée, il rencontra et battit, dans trois charges successives, un corps de 600 cuirassiers qui prit la fuite, laissant 30 hommes tués et plusieurs blessés sur la place. Le comte de Ruffey contribua ensuite aux victoires remportées à San-Vittoria et à Luzzara, et fut employé à Mantoue pendant l'hiver. Il fit partie de toutes les expéditions du duc de Vendôme, en 1703; servit aux siéges de Verceil, d'Yvrée et de sa citadelle, en 1704, et fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 26 octobre. Il se démit alors de son régiment, et commanda trois brigades de cavalerie à Trino, pendant le siége de Vérue. Il servit au siége de Chivas, et fut blessé à l'affaire d'Asti; néanmoins, l'année suivante, il put combattre au siége et à la bataille de Turin. Par lettres du 20 avril 1707, il fut employé à l'armée de Flandre, qui se tint

sur la défensive. L'année suivante, on le désigna pour servir dans l'expédition d'Écosse, sous M. de Gacé : il se rendit à Dunkerque, mais l'embarquement n'eut pas lieu. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 7 mai, il se distingua à la bataille d'Oudenarde où il fut fait prisonnier; échangé au commencement de 1709, il combattit à Malplaquet. On le créa lieutenant-général des armées, le 29 mars 1710, et deuxième sous-lieutenant de la 1re compagnie des mousquetaires, le 16 avril; il fit toute cette campagne et la suivante à l'armée de Flandre, et commanda à Dunkerque et à Bergues par ordre du 29 octobre 1711. Il concourut au succès du combat de Denain, et aux siéges de Douay, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712; commanda en Lorraine pendant l'hiver, et le camp de la Haute-Meuse, par lettres du 20 mai 1714. Il devint premier sous-lieutenant de la 1re compagnie des mousquetaires, le 18 février 1716. Les rares talents et les éminentes qualités du comte de Ruffey le firent nommer sous-gouverneur de la personne du roi, le 1er avril suivant. On lui donna le gouvernement de Saint-Venant, le 30 mars 1721, d'où il passa à celui de Maubeuge, le 18 juin 1722. Il mourut à Paris, le 24 septembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 675; *annales du temps.*)

DE DAMAS (Jean-Jacques), *chevalier*, puis *comte de Damas*, *chevalier non-profès de l'ordre de Malte*, *lieutenant-général*, et frère puîné du précédent, entra au service en qualité de cadet, à Besançon, en 1683, et passa, le 20 août 1688, à une sous-lieutenance au régiment de Grammont-Fallon, où il obtint une compagnie, le 12 juin 1689. Il fit les campagnes de l'armée d'Allemagne, en 1689 et 1690; de l'armée de Flandre, en 1691 et 1692; de l'armée de la Moselle, puis de celle d'Allemagne, en 1693; et de l'armée de la Meuse, en 1694. Nommé, le 11 novembre 1695, colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, il le commanda à l'armée du Rhin, en 1696 et 1697. Ce régiment ayant été réformé, le 8 février 1699, il en leva un second, le 25 juillet 1702, et fut nommé brigadier d'infanterie, le 10 fé-

vrier 1704. Il commanda son régiment à l'armée de Savoie, sous le duc de la Feuillade, en 1705, concourut au siége et à la prise de Villefranche et du château, de Saint-Ospitio, de Montalban, de Nice, de Chivas et de Montmélian; marcha, en 1706, au siége de Turin et combattit sous les murs de cette place. Employé à l'armée de la frontière de Navarre, par lettres du 4 avril 1707, il contribua à forcer plusieurs châteaux du royaume d'Aragon, servit au siége de Lérida, et, en 1708, se distingua à celui de Tortose. Le 10 juillet, il obtint un régiment de son nom, vacant par la mort du comte de Monchamp, et se démit de celui qu'il commandait. Employé à l'armée du Dauphiné, sous le duc de Brunswick, en 1710, il passa sur la fin de la campagne à l'armée de Roussillon, sous le duc de Noailles. Il servit avec tant de distinction au siége de Gironne, au mois de janvier 1711, qu'il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 14 février. Il servit la même année en Dauphiné sous le maréchal de Berwick, et la suivante en Flandre sous le maréchal de Villars. Il se démit de son régiment au mois d'août, et se trouva aux siéges et à la prise de Douai, du Quesnoy et de Bouchain. Il marcha au secours de Gironne, en 1713, et au siége et à la prise de Barcelonne, en 1714; il y reçut une contusion à l'attaque du bastion de Saint-Clair. Employé sur la frontière d'Espagne, en 1717, il se trouva aux siéges de Fontarabie, de Saint-Sébastien et de Roses; fut créé lieutenant-général des armées, le 30 mars 1720, et pourvu, le 19 février 1723, du gouvernement de Maubeuge, vacant par la mort du comte de Ruffey, son frère. Il quitta l'ordre de Malte, en 1725, et mourut le 30 décembre 1739, à l'âge de 70 ans, sans postérité. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 99; *annales du temps.*)

DE DAMAS (Joseph-François), *marquis de Ruffey, maréchal-de-camp*, neveu du précédent, entra lieutenant au régiment de Boulonnais, infanterie, le 2 avril 1724. Il y eut une compagnie, le 28 décembre 1725, et y fit toutes les campagnes en Allemagne et sur le Rhin, jusqu'en 1735. Nommé colonel du même régiment à la mort de son frère,

le 8 juin 1736, il le commanda à l'armée de Bavière, où il se trouva à plusieurs actions depuis le mois de mars 1742, jusqu'au mois de juillet 1743. Il contribua à la défaite du général Nadasti, près Saverne; combattit à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg, en 1744; servit à l'armée du Bas-Rhin pendant l'hiver et pendant la campagne suivante. On le nomma brigadier d'infanterie, le 1er mai. Il se trouva aux siéges de Mons et de Saint-Guilain, en 1746, et à la bataille de Raucoux la même année. Il passa à l'armée d'Italie au mois de novembre, et contribua à la défense de la Provence jusqu'au mois de mars 1747, époque à laquelle l'armée se sépara. Campé d'abord à Guillestre, le 3 juin, il se trouva, le 19 juillet, à l'attaque des retranchements du col de l'Assiette, marcha ensuite au camp de Castellane, où il arriva le 10 août, et passa, le 20, à la Seigne, où il finit la campagne. Créé maréchal de-camp, le 1er janvier 1748, il se démit du régiment de Boulonnais, et fut employé à l'armée d'Italie jusqu'au 1er août même année. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il s'y trouva à la bataille d'Hastembeck et à la prise d'Hanovre. Il rentra en France au mois de novembre, et ne servit plus. Il mourut en 1782. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 283.)

DE DAMAS (Jacques-François), *marquis d'Antigny*, *maréchal-de-camp*, neveu du précédent, naquit le 31 décembre 1732. Il fut fait gouverneur de Dombes, en survivance de son père; colonel de cavalerie; brigadier des armées du roi; puis maréchal-de-camp. (*États militaires.*)

DE DAMAS (Joseph-François-Louis-Charles-César), *comte de Damas d'Antigny*, *pair de France* et *lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 28 octobre 1758. Il entra sous-lieutenant au régiment du Roi infanterie, en 1771, et y fut fait capitaine, en 1778. Nommé, en 1780, aide-de-camp du comte de Rochambeau, il fit, avec ce général, les campagnes de 1780 et 1781, en Amérique, et fut breveté colonel cette dernière année. Le comte Charles de Damas fut successivement nommé colonel en second d'un régiment

d'infanterie, en 1782, ensuite, du régiment Dauphin-dragons, en 1783; colonel commandant d'un régiment de cavalerie, en 1786; puis, en 1788, colonel du régiment des dragons de MONSIEUR, comte de Provence, dont il avait été nommé gentilhomme d'honneur, en 1776. Chargé par M. le marquis de Bouillé de favoriser, à la tête de ses dragons, le passage du roi Louis XVI, il fut arrêté à Varennes avec ce prince, le 21 juin 1791. Enfermé étroitement à Paris, pour y être jugé par la haute cour nationale, il obtint sa liberté, lorsque le roi eut accepté la constitution. Il émigra pour rejoindre MONSIEUR, le 15 octobre, et fut nommé capitaine de ses gardes du corps la même année. Il fit les campagnes de 1792 et 1793, à l'armée des princes; passa en Italie, en 1794, avec MONSIEUR, alors régent du royaume, et revint en Angleterre dans le dessein de prendre part à l'expédition de Quiberon. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 28 octobre 1795, et chargé de lettres de MONSIEUR, et de Monseigneur le comte d'Artois, pour le comte Joseph de Puisaye, le comte de Damas partit de Hambourg, sur le paquebot la *Princesse-Royale*, et tomba, ainsi que le duc de Choiseul-Stainville, entre les mains des républicains. Dès que le comte de Damas, qui avait été enfermé à Dunkerque, eut recouvré sa liberté, il rejoignit Mgr. le comte d'Artois, et accompagna ce prince, en 1795, sur les côtes de Bretagne et à l'Ile-Dieu, en qualité de son aide-de-camp. En 1797, il prit, sous le comte Roger de Damas, son frère, le commandement de la légion de Mirabeau, et fit à l'armée de Condé les campagnes de 1796, 1797, 1798, 1799, 1800 et 1801. Au retour du roi, en 1814, le comte Charles de Damas fut nommé commandant de la garde nationale à cheval de Paris, lieutenant-général des armées du roi et pair de France, le 22 juin; capitaine-lieutenant des chevau-légers de la maison du roi, au mois de juillet, et commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 23 août. Le comte de Damas accompagna S. M. Louis XVIII en Belgique, en 1815, et rentra avec ce monarque en France au mois de juillet suivant. Il a été nommé, le 10 janvier 1816, gouverneur de la 18e division mili-

taire, et chevalier des Ordres du roi, le 3 mai 1821. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE DAMAS (Roger, *comte*), *lieutenant-général*, frère puîné du précédent, naquit en 1767. Il entra, en 1779, sous-lieutenant d'infanterie dans le régiment du Roi, commandé par son oncle, M. le duc du Châtelet, et fut présenté à la cour, le 26 octobre 1784. En 1787, il partit pour la Tartarie Nogaise, où se rassemblait l'armée russe sous le commandement du prince Potemkin. Accueilli par ce prince, dont il sut bientôt mériter l'attention et l'estime, il fut employé d'abord, en attendant les opérations de l'armée de terre contre les Turcs, sur la flottille russe commandée par le prince de Nassau-Siegen, et prit part à tous les combats qu'elle eut à soutenir contre celle des Ottomans sur le Boristhène. Chargé, à la tête d'une division de chaloupes canonnières montées par des grenadiers de ligne, d'enlever à l'abordage le vaisseau amiral de 74 canons qui soutenait les attaques de la flottille ennemie, et qui avait touché sur un banc de sable, il aborda ce vaisseau et en rapporta le pavillon amiral, qu'il présenta au prince Potemkin. En récompense de cette action, l'impératrice Catherine envoya au comte Roger de Damas la croix de l'ordre de Saint-Georges, et une épée garnie d'or, portant l'inscription du motif honorable qui lui avait mérité cette distinction glorieuse. La campagne s'ouvrit, en 1788, contre les Turcs; le comte Roger de Damas y eut le commandement d'une colonne de grenadiers, à la tête de laquelle il fit toute la campagne. Parti d'Otchakow pour aller passer l'hiver à Saint-Pétersbourg, il y reçut de l'impératrice les témoignages les plus flatteurs de satisfaction de ses services; et S. M. I. fit demander au roi Louis XVI la faculté d'accorder dans ses armées le grade de colonel au comte de Roger de Damas, sans préjudice à son grade au service de France. Il fit dans cette qualité, en 1789, la seconde campagne, qui fut terminée par le siége de Bender. Pendant celle de 1790, il commanda un corps aux siéges de Kilia et d'Akerman, et une colonne à l'assaut formidable d'Ismaïl. La valeur qu'il déploya dans cette ac-

tion mémorable fut admirée de toute l'armée, et lui valut le grade de brigadier et la classe de commandeur de l'ordre militaire de St-Georges. A la fin de cette campagne, le comte Roger de Damas se rapprocha des opérations projetées par les princes français, et Mgr. le comte d'Artois l'employa auprès de sa personne en qualité d'aide-de-camp, en 1791 et 1792. Pendant la campagne de Champagne, il fut attaché au duc de Brunswick, pour la correspondance des opérations de l'armée prussienne et de celle des princes; accompagna Mgr. le comte d'Artois à Pétersbourg, en 1793, et l'année suivante rejoignit l'armée de Condé. En 1795, S. M. Louis XVIII lui donna la propriété d'une légion composée de 1200 hommes d'infanterie, 400 hussards et 4 pièces d'artillerie, à la tête de laquelle il fit les campagnes de 1795, 1796 et 1797. Entré au service de Naples, en 1798, avec l'assentiment de l'empereur Paul Ier, il y obtint divers commandements supérieurs et fut successivement maréchal de-camp, lieutenant-général, inspecteur-général de l'armée et des forteresses du royaume et commandant en chef des forces de cette puissance, dont il dirigea les opérations dans les campagnes de 1798 (1), 1799, 1800, 1801 et 1806. Au retour de la famille royale en France, le comte Roger de Damas quitta le service de Naples, et rejoignit MONSIEUR à Nanci; ce prince l'y nomma gouverneur des 3e, 4e et 5e divisions militaires. Il fut nommé ensuite commissaire extraordinaire du roi dans la 3e division militaire, puis gouverneur de la 19e division et de la ville de Lyon. Lors

---

(1) Durant cette campagne, l'histoire a consacré plusieurs traits d'une valeur éprouvée, qui honoreront toujours la mémoire de ce général. Nous citerons, entr'autres, les combats des 15 et 17 septembre, près de Storia et d'Orbitello, qu'il eut à soutenir contre divers corps français dont il était enveloppé, et dans le dernier desquels il reçut une blessure grave à la figure, par un éclat de mitraille. Les troupes républicaines, contre lesquelles il combattit avec tant de succès divers et tant de gloire, et les annales du temps, se plurent à rendre un témoignage public d'admiration pour la belle conduite de cet officier-général, en proclamant qu'il fut le seul chef de l'armée napolitaine qui eût montré des talents et du caractère.

de l'invasion de Buonaparte, en 1815, il se rendit, le 7 mars, à Lyon; mais, ses efforts ayant été impuissants pour retenir les troupes dans le devoir, il revint à Paris avec S. A. R., suivit S. M. à Gand, et rentra avec elle en France. Au mois de septembre, il fut élu membre de la chambre des députés par le département de la Haute-Marne, et par celui de la Côte-d'Or. Nommé, le 10 janvier 1816, commandant de la 19ᵉ division militaire, le comte Roger de Damas contribua beaucoup, par sa vigilance et sa fermeté, à prévenir toute agitation lors des troubles qui éclatèrent à Grenoble. Il est lieutenant-général des armées du roi, du 22 juin 1814, commandeur de l'ordre militaire de Saint-Georges de Russie, grand'croix de l'ordre de Saint-Ferdinand des Deux-Siciles, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, du 3 mai 1816, etc., etc. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE DAMAS (Ange-Hyacinthe-Maxence, *baron*), *lieutenant-général*, d'une autre famille que celle des précédents, mais également ancienne et illustre, originaire de Bourgogne, naquit à Paris le 30 septembre 1785. Au commencement de la révolution, sa famille ayant émigré, il la suivit en Allemagne, et passa ensuite en Russie où sa mère lui obtint, en 1795, une place d'élève à l'école impériale d'artillerie à Saint-Pétersbourg. Admis, en 1800, en qualité de sous-lieutenant, dans le corps du génie, il se rendait au poste qu'on lui avait assigné, lorsqu'en passant par Gatchina, château de l'empereur Paul Iᵉʳ, il fut présenté à ce monarque, qui le fit entrer immédiatement dans le régiment de Semenovski, l'un de ceux qui composaient sa garde. Nommé lieutenant dans le même corps, au mois de juin 1803, il fit, en cette qualité, la campagne de 1805, en Allemagne; combattit à Austerlitz, et obtint, pour récompense de ses services à cette affaire, la croix de Sainte-Anne de 3ᵉ classe. En 1806 et 1807, il fut détaché de son régiment pour coopérer à la formation et à l'instruction de l'armée de réserve qui se formait en Lithuanie. Il fut successivement nommé, dans le même corps de la garde impériale russe, capitaine,

au mois de septembre 1807, et colonel commandant un bataillon, au mois d'avril 1811. En cette dernière année, il fut encore détaché pour inspecter les dépôts où se formaient les recrues destinées pour l'armée qui était en Géorgie. Il fit la campagne de 1812, s'y distingua à la tête de son bataillon, et fut blessé, le 7 septembre, à la bataille de la Moskowa (1). Ce fut à la suite de cette bataille, et à cause de la conduite qu'il y avait tenue, que l'empereur Alexandre l'admit dans la seconde classe de l'ordre de Sainte-Anne. Au mois d'octobre de la même année, le baron de Damas fut nommé colonel du régiment des grenadiers d'Astracan, et fut fait en même temps chef de brigade de ce régiment et de celui des grenadiers de Fanogorie. Il fit, avec l'armée russe, la campagne de 1813, en Allemagne; obtint, au mois de septembre, le grade de général-major; combattit avec distinction à Leipsick, et fut récompensé de ses services, en cette occasion, par la croix de l'ordre de Saint-Volodimir de 3ᵉ classe. Le baron de Damas fit également avec distinction la campagne de France, en 1814. Le courage qu'il déploya à la bataille de Brienne, lui mérita, de la part de l'empereur Alexandre, une épée d'honneur, enrichie de diamants et portant, sur la lame, cette inscription : *Pour la valeur.* Il obtint aussi l'ordre de Saint-Georges de 3ᵉ classe, pour la conduite qu'il avait tenue à la bataille qui eut lieu sous les murs de Paris, le 30 mars de la même année. La restauration du trône des Bourbons ayant eu lieu dans le mois d'avril suivant, le baron de Damas fut admis au service de France en qualité de maréchal-de-camp, au mois de juin. Sa Majesté Louis XVIII le nomma de suite gentilhomme d'honneur de S. A. R. Mgr. duc d'Angoulême, et quelque temps après, aide-de-camp du même prince. Le baron de Damas fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, au mois de septembre de la même année 1814.

---

(1) Les Russes ont donné à cette bataille le nom de Borodino, parce que le centre de leur position était placé au village de ce nom.

En 1815, pendant les *cent jours*, il servit dans l'armée de S. A. R. Mgr. duc d'Angoulême et y fut élevé au grade de lieutenant-général des armées du roi, le 10 avril. Après le second retour en France de S. M. Louis XVIII, le baron de Damas fut nommé, au mois d'octobre, commandant de la 8e division militaire. Il avait été créé officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, lorsque le roi le nomma commandeur du même ordre, au mois de mai 1820. S. M. lui conféra aussi la dignité de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er mai 1821. Le baron de Damas remplit encore, en 1822, les fonctions de commandant de la 8e division militaire. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DAMOURS, *voyez* D'AMOURS.

DE DAMPIERRE, *voyez* DUVAL *et* PICOT.

DE DAMPMARTIN (Anne-Henri, *vicomte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Uzès, le 30 juin 1755. Il entra au service comme volontaire dans le régiment de Limosin infanterie, le 1er mai 1770, et y fut fait sous-lieutenant, le 14 janvier 1772. Il fut pourvu d'une réforme de capitaine de cavalerie dans le régiment de Berri, le 28 février 1778, et fit les campagnes de 1778 et 1779 comme aide-de-camp du prince de Robecque, qui commandait en chef dans la Flandre maritime. Il devint capitaine en pied dans le régiment Royal-Cavalerie, le 1er mai 1780. En 1783, des troubles ayant éclaté dans les Cévennes (1), M. de Dampmartin fut

(1) Les paysans de cette contrée, à l'imitation de leurs pères, qui avaient été connus sous le nom de *camisards*, à cause d'une chemise dont ils couvraient leurs habits, se soulevèrent, se masquant la figure avec du vieux linge, et se répandirent en armes dans le pays, faisant entendre le cri de : *Point de procureurs, diminution d'impôts et liberté.* Ils entrèrent chez tous les gens d'affaires, et livrèrent d'abord aux flammes toutes les pièces relatives aux procès; mais bientôt le pillage, le vol et même le meurtre signalèrent partout leur présence. Le chef de ces bandes, nommé Malbos, organisa des légions et publia un manifeste

employé sous son père, commandant de la ville d'Uzès, qui avait été chargé de rétablir l'ordre et la tranquillité dans ce pays. La conduite qu'il tint en cette occasion lui fit accorder, par le gouvernement, le 1er janvier 1784, une pension de 1200 fr. En juillet 1789, S. A. R. Mgr. le comte d'Artois ayant quitté la France et s'étant rendu à Turin, auprès du roi de Sardaigne, son beau-père, M. de Dampmartin s'adressa au comte de Serent pour obtenir la permission de suivre, dans les pays étrangers, les deux jeunes princes, fils de S. A. R.; mais cette offre ne fut point acceptée, parce que les princes ne voulurent être suivis que de très-peu de personnes (1). M. de Dampmartin fut nommé lieutenant-colonel du régiment de Lorraine, devenu 9e de dragons, le 28 juillet 1791. On lui donna, le 15 octobre suivant, le commandement de 2 escadrons du régiment Colonel-Général-hussards, de 2 escadrons du régiment de Lorraine-dragons, et d'un escadron du régiment de Penthièvre-dragons, pour servir sous les ordres du général Choisy, qui marchait contre les révoltés d'Avignon. En exécution des ordres qu'il avait reçus, il arrêta, le 10 novembre de la même année, le trop fameux Jouve, dit *Jourdan-coupe-té-*

---

qui attira près de lui tous les vagabonds du Vivarais. Avec ces forces, il donna la loi dans un espace de plus de dix lieues de circonférence, et mit les marchands et les propriétaires à contribution. Les premiers moyens de répression avaient échoué, lorsque le comte de Périgord, qui commandait en chef la province du Languedoc, chargea M. de Dampmartin père, ancien capitaine au régiment de Limosin, et commandant de la ville d'Uzès, du soin de ramener le calme dans les Cévennes. Dampmartin s'y rendit avec un bataillon du régiment de Piémont et plusieurs brigades de maréchaussée. Il déploya dans cette occasion tant d'intelligence, de célérité, d'énergie, et en même temps une telle humanité, qu'il parvint assez promptement à rétablir l'ordre. Il quitta ce pays, comblé des témoignages de la gratitude des habitants, et reçut du ministère des assurances honorables de satisfaction.

(1) La réponse du comte de Serent à M. de Dampmartin renferme les expressions les plus honorables et les plus flatteuses; elle est terminée par cette phrase : « Si on leur dit (aux jeunes princes) qu'il existe un » petit nombre de cœurs sachant aimer sans intérêt, on mettra le vôtre » au premier rang. »

tes (1), et de 90 de ses complices. En 1792, les dragons du régiment de Lorraine, réunis aux grenadiers et soldats du 59e régiment de ligne (ci-devant Bourgogne), s'étant insurgés à Carpentras, dans les journées des 2 et 3 février, M. de Dampmartin reçut la commission difficile de rétablir l'ordre dans cette ville, et de la sauver de la crise menaçante où elle se trouvait. Il déploya, dans cette circonstance, une grande énergie; et ce fut à son infatigable activité et à son dévouement, que les citoyens durent d'être préservés de la fureur d'une soldatesque effrénée, qui déjà ne respectait plus les autorités civiles, et qui même injuria plusieurs fois M. de Dampmartin, lorsque, seul, ou accompagné des officiers-municipaux, il parcourait les rues de la ville et dirigeait les patrouilles (2). Il fut ensuite chargé d'aller également rétablir l'ordre dans la ville d'Arles, et de repousser les hordes qui la menaçaient. Il se rendit dans cette ville avec un bataillon du régiment de Languedoc et 300 dragons du régiment de Lorraine, y fit renaître la tranquillité, la maintint pendant tout le temps de son séjour, et ne se retira de cette ville, le 28 mars, que sur un ordre réitéré du général du Muy. Il fut envoyé à Paris, le 20 avril suivant, avec une mission ostensible pour le ministre de la guerre et une mission secrète auprès du roi Louis XVI, auquel il eut l'honneur d'être présenté, et qui daigna l'accueillir avec bienveillance. M. de Dampmartin fut nommé colonel du régiment de Lorraine-dragons (9e régiment), le 16 mai 1792. Sur le refus que fit ce régiment d'admettre une adresse au roi, pour protester contre les attentats de la

---

(1) Ce monstre à figure humaine avait porté l'épouvante et la désolation dans le comtat Venaissin. Entr'autres forfaits, il organisa et dirigea les massacres de la Glacière à Avignon. Il fut général de l'armée révolutionnaire dans ce pays. Traduit au tribunal révolutionnaire de Paris, il fut condamné à mort le 27 mai 1794.

(2) Tous ces faits sont attestés et détaillés dans un certificat délivré, le 6 février 1792, par le conseil municipal de Carpentras, qui en même temps exprime en son nom et en celui des habitants, la plus vive reconnaissance envers M. de Dampmartin.

journée du 20 juin, M. de Dampmartin envoya sa démission au général en chef comte de Montesquiou, le 6 juillet (1). Il émigra avec 9 officiers de son régiment, rejoignit l'armée des princes français, à Trèves, et fit, dans l'escadron de la coalition des gentilshommes du Languedoc, la campagne de 1792. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, à dater du 25 décembre 1796. Il rentra en France, en 1803, et fut nommé, en 1807, conseiller de préfecture du département du Gard. Napoléon Buonaparte le fit censeur impérial, le 8 février 1811, et le nomma conseiller au conseil des prises, le 20 avril suivant. Nommé député au corps-législatif par le département du Gard, le 6 janvier 1813, M. de Dampmartin adhéra, le 3 avril 1814, à la déchéance de Buonaparte. Après la restauration du trône des Bourbons, M. de Dampmartin eut le commandement du second bataillon de la 1re légion de la garde nationale parisienne. Il fut fait officier de la Légion-d'Honneur, le 5 août de la même année, et nommé censeur royal, le 24 octobre. A cause de son grand âge, il se retira du service de la garde nationale, le 18 janvier 1815. Au mois d'août de la même année, il fut nommé membre de la commission chargée de l'examen des écrits périodiques. S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp, le 21 février 1816. Il fut nommé bibliothécaire du dépôt de la guerre, le 13 avril 1816, et réformé de cet emploi, le 11 novembre 1817. Il avait reçu du roi, le 6 novembre, le titre de vicomte qui lui fut confirmé par S. M., le 17 août 1816. Il est auteur de plusieurs ouvrages instructifs et intéressants sur l'histoire, l'art militaire, la littérature, la morale et l'éducation. (*États et brevets militaires*, *Moniteur*, *Biographie des hommes vivants*, *tom. II*, *pag.* 295.)

---

(1) Avant de quitter son régiment, il tint, à portes ouvertes, un conseil d'administration, et fit inviter les sous-officiers et dragons à venir examiner le compte des finances du corps. Il demeura ensuite pendant quarante-huit heures à Ance, près Villefranche, où se trouvait son régiment, prêt à rendre compte de sa conduite, soit comme chef, soit comme particulier.

DANLION (N.), officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur et chevalier de celui de Saint-Louis, a été créé *maréchal-de-camp* en 1821, et nommé par le roi au commandement de l'école militaire de la Flèche, au mois de septembre de la même année. (*Moniteur.*)

D'ANTHOUARD (1) (Charles-Nicolas, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Verdun-sur-Meuse, le 7 avril 1773. Il entra dans le corps royal d'artillerie, comme élève, en 1789; fut fait lieutenant, le 30 juillet 1790, et capitaine, en mai 1792. Il fit, en cette dernière qualité, les campagnes de l'armée des Alpes et celles de l'armée d'Italie, jusqu'au traité de paix signé à Campo-Formio, le 17 octobre 1797. Employé, en 1798, dans l'armée expéditionnaire d'Égypte, il se trouva à la prise de Malte. Il fut fait chef de bataillon sur le champ de bataille à l'affaire des Pyramides. Il fit la campagne de Syrie, en 1799, comme commandant l'artillerie de la division du général Lannes, et fut employé aux siéges d'El-Arich, de Jaffa et de Saint-Jean-d'Acre. Le corps d'expédition de Syrie étant revenu en Égypte, le chef de bataillon d'Anthouard fut dirigé avec une partie de l'armée sur les côtes, dans le but de s'opposer au débarquement des Turcs. Dans les affaires qui eurent lieu à cette occasion, il combattit avec une grande intrépidité, et fut blessé de 3 coups de feu. Il eut la direction de l'artillerie à Alexandrie, et fut fait colonel, en 1800. Après le siége d'Alexandrie, il rentra en France à la fin de 1801, et reçut le commandement du 1er régiment d'artillerie à cheval. Il obtint la décoration de la Légion-d'Honneur, à la création de cet ordre, et fut ensuite nommé officier de cette légion. Devenu, au commencement de 1805, premier aide-de-camp du prince Eugène, vice-roi d'Italie, il fit la campagne de cette année à l'armée d'Italie. Il fut promu au grade de général, en 1806, et créé chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer, la même année. Il fut envoyé, en 1806, en

(1) Cet article biographique aurait dû être classé à la lettre A.

Dalmatie, en qualité de commissaire-extraordinaire, pour prendre possession de cette province, d'après les conventions stipulées dans le traité de Vienne. Il fit la campagne de 1807, à la grande-armée; fut employé au siége de Dantzick, et s'y distingua par l'habileté avec laquelle il dirigea, de concert avec le général Lamartinière, les batteries dirigées contre cette forteresse. Il concourut également au siége de Grandentz. Il obtint, comme récompense de ses services, la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur, le 11 juillet 1807. Employé, en 1809, à l'armée d'Italie, il marcha avec elle en Allemagne et en Hongrie, sous les ordres du prince Eugène; se trouva aux différents combats et aux batailles que livra cette armée, et se distingua particulièrement aux batailles de Raab et de Wagram. Il fut blessé d'un coup de feu à la bataille de Raab. Napoléon le créa comte à la fin de cette campagne. Il fut élevé au grade de général de division, le 21 juin 1810, et fut nommé, la même année, commissaire pour la démarcation des frontières que le nouveau traité de paix avec l'Autriche avait assignées, dans le Tyrol, entre le royaume d'Italie, les provinces Illyriennes et la Bavière. En 1811, le comte d'Anthouard fut nommé commandant en chef de l'artillerie, et obtint la décoration de commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Il fit la campagne de 1812, en Russie, en qualité de commandant de l'artillerie du 4e corps, et se trouva à différents combats et batailles, particulièrement à ceux d'Ostrowno, de Witepsk, Smolensk, Ghiat, la Moskowa, Maloïaroslawetz, Viasma et Doroghobouï. Pendant la funeste retraite de Moscow, le général d'Anthouard fut blessé très-dangereusement, le 5 novembre, d'un coup de boulet à la cuisse. A peine guéri de cette blessure, il reparut, en 1813, dans les rangs de la grande-armée française, avec laquelle il fit le commencement de la campagne de Saxe. Nommé gouverneur militaire des provinces Illyriennes, il se rendit à Laybach vers le mois de juillet. Il acheva la campagne de cette année 1813, à l'armée d'Italie; eut, au commencement de 1814, le commandement de Parme et de Plaisance, et se fit encore remarquer dans

la campagne de cette année, en Italie. Après la restauration du trône des Bourbons, et la paix générale, le comte d'Anthouard rentra en France, où il fut employé en qualité d'inspecteur-général d'artillerie et de membre du comité central et spécial d'artillerie, près du ministère de la guerre. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 juillet 1814, et grand-officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 29 du même mois. En mars 1815, il fut employé comme inspecteur-général de l'artillerie dans les places de l'Est. Il présida, en 1816, les conseils de guerre qui jugèrent les généraux Drouot et Laborde. Il fait encore partie, en 1822, des inspecteurs-généraux d'artillerie en activité, et a conservé sa place de membre du comité spécial de l'artillerie établi près du ministère de la guerre. (*États et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE DANTZICK (le *duc*), *voyez* LEFEBVRE.

DARANCEY (Joseph-Gabriel, AUBRY, *baron*), *v.* AUBRY.

DARMAGNAC (Jean-Barthélemy-Toussaint, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Toulouse, le 1er novembre 1766. Entré au service comme volontaire dans le 1er bataillon de la Haute-Garonne, le 15 septembre 1791, il passa rapidement par tous les grades inférieurs, et obtint celui de capitaine, le 8 septembre de la même année. Ce fut en cette qualité qu'on le chargea de défendre, à la tête de 100 hommes, le poste de Loignon, dans le comté de Nice, contre 3000 ennemis qui l'attaquaient. Il fit, dans cette occasion, plus de prisonniers qu'il n'avait de soldats sous ses ordres; et la belle conduite qu'il tint pendant cette action, lui valut le grade de chef de bataillon, à la 21e demi-brigade, grade qui lui fut conféré sur le champ de bataille. Il fit ensuite, avec distinction, 5 campagnes à l'armée d'Italie, et se fit surtout remarquer aux combats de Cayro et de Dégo, le 14 avril 1796, et à celui de Lonato, le 15 du même mois. Dans cette dernière affaire, il reçut un coup de feu à la cuisse. Se trouvant à Carpenello, près de Bassano, avec une poi-

gnée d'hommes au milieu de 600 Autrichiens qu'il avait surpris, sans leur laisser le temps de se reconnaître, il saisit brusquement le chef de cette troupe, et, lui appuyant la pointe de son sabre sur la poitrine, le menaça de le tuer, si sa troupe ne se rendait sur-le-champ. Les Autrichiens furent tellement intimidés par ce mouvement hardi, qu'ils mirent bas les armes, et furent faits prisonniers de guerre (1). Il se distingua encore à la bataille de Rivoli, livrée au mois de janvier 1797, ainsi qu'au combat de Freysack, en Carinthie, au mois d'octobre suivant. En 1798, il passa à l'armée d'Helvétie; puis, en mai de la même année, il partit avec l'armée expéditionnaire d'Égypte. Il se distingua de nouveau à la bataille des Pyramides, le 23 juillet, et fut nommé, à la fin de cette journée, colonel de la 32ᵉ demi-brigade. Dans la soirée du même jour, il fit son entrée dans la ville du Caire, avec 300 hommes de son régiment; pénétra jusqu'au centre de la ville, et s'y maintint jusqu'au lendemain, époque de l'arrivée du reste de l'armée. Le colonel Darmagnac se fit encore remarquer au siége de Saint-Jean-d'Acre, en emportant d'assaut la tour carrée de cette place: il fut grièvement blessé dans cette occasion. A Lesbeth, près de Damiette, 4000 Turcs occupant une redoute, à laquelle on ne pouvait parvenir qu'en passant sous le feu d'une escadre, le colonel Darmagnac marcha, le 2 novembre 1799, avec 800 hommes seulement pour attaquer les Osmanlis. Par une ruse de guerre, il mit une partie de sa troupe en réserve, et marcha avec le reste à la redoute : pendant qu'il exécutait son mouvement, un boulet parti de la flotte turque vint renverser dix grenadiers français. Darmagnac apercevant l'hésitation que ce coup avait fait naître, s'adresse aux compagnies du centre, et leur crie : « Marchons, nous nous passerons bien de grenadiers. » Ces mots suffirent pour ranimer le courage des grenadiers, et toute la troupe, s'élan-

(1) Ce fut vers cette époque que la 21ᵉ demi-brigade prit le nº 32 des régiments de ligne, sous lequel elle devint célèbre dans nos fastes militaires.

çant aussitôt, pénètre dans la redoute, où il y eut une forte mêlée, à la suite de laquelle les Français furent repoussés. Les Turcs donnant dans le piége que Darmagnac leur avait tendu, se mirent à poursuivre les assaillants, qui, d'après les ordres de leur chef, se replièrent derrière la réserve. Celle-ci, après avoir tiré sur l'ennemi à bout portant, sortit de son embuscade, tomba sur les Turcs, les chargea vigoureusement, et les mit en déroute. Tout ce qu'il y avait d'ennemis sur ce point fut tué ou fait prisonnier, à la vue de la flotte turque, qui n'osa donner aucun secours, quoiqu'elle eût beaucoup de troupes à bord. Le général Kléber récompensa dignement la bravoure et l'intelligence que le colonel Darmagnac avait déployé dans cette occasion, en lui envoyant un sabre d'honneur. Il eut encore occasion de se distinguer, le 27 avril 1801, devant Alexandrie, et fut nommé général de brigade par le général en chef Menou. Le colonel Darmagnac avait marché avec son régiment dans l'expédition contre la Syrie, et avait commandé à Jaffa, en 1798. Lors de son retour en France, il fut confirmé dans son grade de général de brigade, et reçut aussi alors un second sabre d'honneur. Il eut le commandement du département de Saône-et-Loire, en 1802, et celui du département du Finistère, pendant les années 1803, 1804 et 1805. Appelé à la grande-armée d'Allemagne, en 1805, il y fit la campagne d'Austerlitz, pendant laquelle il eut encore occasion de se signaler. A la suite de cette campagne, il fut nommé gouverneur de la Carinthie; puis, en 1806 et 1807, il commanda les trois corps composant la garde de la ville de Paris. Employé, en 1808, à l'armée d'Espagne, il y débuta par la surprise de Pampelune, le 17 février (1). Il se distin-

(1) Darmagnac avait reçu du maréchal Moncey, sous les ordres duquel il servait, l'ordre de s'emparer de Pampelune à tel prix que ce fût. Cette opération était délicate, puisqu'il fallait éviter une agression qui eût intempestivement donné l'éveil au gouvernement espagnol, et dérangé l'ensemble d'un plan plus vaste, concerté par les généraux français. Darmagnac s'adressa d'abord au marquis de Valsantaro, capitaine-général de la Navarre, et lui demanda la permission d'enfermer dans la

gua, le 14 juillet suivant, au combat de Medina-de-Rio-Seco, où sa brigade enleva le plateau occupé par l'ennemi. Dans cette affaire, le général Darmagnac, marchant en tête de la colonne d'attaque, reçut un coup de feu dans les épaules : il n'en resta pas moins à cheval pendant près de deux heures que dura encore l'action, et décida en grande partie, par sa présence, le succès de cette journée. En récompense de sa valeureuse conduite, il fut élevé au grade de général de division, le 19 du même mois. En 1809, on le chargea du gouvernement de la Galice. Il parvint, le 2 février, à faire arriver de Villa-Franca à Lugo, un convoi très-important, quoiqu'il n'eût pour le faire escorter que 400 hommes, et que l'ennemi occupât, avec 4000 hommes, sous les ordres du marquis de la Romana, toutes les têtes des montagnes qu'il fallait traverser. Il fut successivement gouverneur de la Vieille-Castille, de la Manche et de la province de Cuença. Dans ces divers gouvernements, le général Darmagnac fit aimer aux Espagnols son administration ; rarement les guérillas osaient se montrer dans les pays où il commandait. Il seconda puissamment les opérations du maréchal Suchet sur Valence, par la prise de Cuença, d'où il chassa les Espagnols, à la fin d'août 1811, et par la défaite du général espagnol Bassecourt qu'il battit les 22 et 25 novembre, et qu'il força d'abandonner le royaume de Murcie. A la bataille de Vittoria, livrée le 21 juin 1813, le général Darmagnac contint l'aile gauche de l'en-

---

citadelle deux bataillons suisses ; mais, ayant essuyé un refus, il eut recours à une ruse de guerre. Les hommes de corvée de l'armée française allaient chaque jour chercher les vivres dans la citadelle, dont les portes restaient alors ouvertes. Darmagnac, logé dans une maison de la ville faisant face à la principale porte de la citadelle, fit cacher dans cette maison 300 grenadiers. Il fit choisir les hommes de corvée parmi les voltigeurs les plus déterminés. Ces derniers s'introduisirent dans la citadelle, portant leur sabre caché sous la capotte. Quelques-uns feignant de jouer s'arrêtèrent sur le pont-levis, afin qu'on ne pût pas le fermer. A un signal convenu, on se jeta sur la garde espagnole, qui fut maintenue en respect ; et les 300 grenadiers, cachés chez le général, sortant alors de leur embuscade, s'emparèrent de la porte de la citadelle.

nemi pendant tout le cours de cette mémorable et fatale journée ; ne quitta sa position qu'après six heures de combat, lorsqu'il se vit cerné de toutes parts, et protégea la retraite de l'armée dont sa division formait l'arrière-garde. Au mois de juillet suivant, il enleva la position du col de Maya, défendue par 8000 Anglais et 5 pièces de canon, tua ou blessa à l'ennemi plus de 3000 hommes et lui fit 1000 prisonniers. Le général Darmagnac partagea ensuite les fortunes diverses de l'armée d'Espagne devant Pampelune, à Anhoa, à Villa-Franca et Orthez-de-Vic-Bigorre. Il se distingua de nouveau, le 10 avril 1814, à la bataille de Toulouse, où, avec la première brigade de sa division, il battit une division espagnole, à laquelle il tua ou blessa 3000 hommes, tandis qu'avec l'autre brigade il arrêtait le corps de Béresford, qui, après avoir battu les divisions Taupin et Harispe, s'avançait vers le faubourg de Saint Étienne pour s'emparer de la ville et prendre à revers l'armée française. Ce corps anglais, après avoir perdu 600 hommes par le feu de cette seconde brigade, ne fit plus de mouvement pendant le reste de cette journée. Après la restauration du trône des Bourbons, le général Darmagnac fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il avait été déjà créé, à diverses époques, chevalier de la Couronne-de-Fer et commandant de la Légion-d'Honneur. Lors de l'invasion de Buonaparte, en mars 1815, il accepta le commandement de la 11ᵉ division militaire (Bordeaux), et sut, dans ces temps difficiles, se concilier l'estime et l'affection des habitants. Immédiatement après la seconde restauration, il fut appelé au commandement de la 20ᵉ division militaire, dans lequel, depuis cette époque, il n'a cessé de servir avec zèle. Au mois de mai 1821, le roi le créa grand-officier de la Légion-d'Honneur. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

D'ARNAULD (1) (Pierre-Louis, *baron*, puis *vicomte*), *ma-*

(1) Cet article biographique aurait dû être classé à la lettre A.

réchal-de-camp, naquit à la Trinité (île Martinique), le 13 mai 1771. Il entra au service comme cadet volontaire dans la compagnie des chasseurs du bataillon de milice du Mouillage, à la Martinique, le 4 janvier 1788; fut fait sous-lieutenant de la garde nationale de Saint-Pierre-Martinique, le 10 mars 1790; lieutenant, le 16 février 1793; capitaine, le 12 novembre suivant, et aide-de-camp du général Rochambeau, le 16 décembre de la même année. Il devint capitaine au 32e régiment d'infanterie (ci-devant Bassigny), par nomination du même général, en date du 21 mars 1794; se trouva au siége du fort Bourbon; passa à la Guadeloupe, le 22 octobre suivant; concourut à la prise de cette île sur les Anglais, par Victor Hugues; fut nommé, le 8 mars 1795, aide-de-camp du lieutenant-colonel Cottin, commandant la force armée de l'expédition dirigée contre Sainte-Lucie; servit à la prise, puis à la défense de cette île, et fut blessé, au siége de Sainte-Lucie, par un éclat de bombe qui lui atteignit la jambe gauche. Le commissaire délégué par la convention nationale aux Iles-du-Vent lui confia le commandement temporaire de la ville de Castries (île de Sainte-Lucie), le 21 novembre 1795, et le créa chef de bataillon provisoire, le 26 mai 1796. Il fut fait prisonnier de guerre lors de la capitulation de Saint-Louis, le 29 du même mois, et conduit dans l'île anglaise de la Barbade. Étant parvenu à s'évader, il débarqua dans le port du Havre-de-Grâce, le 16 juin 1797. On le confirma dans son grade de chef de bataillon, le 17 juin 1798, et on l'attacha à la 81e demi-brigade d'infanterie de ligne, comme officier à la suite. Destiné à servir en cette qualité à la Guadeloupe, il fut compris dans l'expédition commandée par le général Desfourneaux (1), s'embarqua à l'Orient dans le mois de septembre, et arriva à la Guadeloupe, le 21 novembre. Il y fut nommé commandant de la place de Saint-Martin,

(1) Cette nomination eut lieu sur la proposition du général Desfourneaux, qui en avait donné avis au chef de bataillon d'Arnauld, par une lettre en date du 15 juin, renfermant les expressions les plus flatteuses et les plus honorables. (*Titres originaux.*)

sous les ordres du général Legrand, le 29 décembre, et devint commandant militaire de la partie française de Saint-Martin, le 19 octobre 1799. Il fut révoqué, le 15 mars 1800, par les agents du gouvernement français à la Guadeloupe, à raison d'une mésintelligence survenue entre lui et le commandant de la partie hollandaise de Saint-Martin (1). On l'admit au traitement de non activité, le 21 janvier 1801. Il fut remis en activité, à l'armée de la Guadeloupe, dans son grade de chef de bataillon, le 7 août de la même année; nommé chef d'état-major provisoire de ladite armée, le 21 février 1802, et ensuite chef d'état-major de la 1re division de la même armée, le 5 mai suivant. Le 14 du même mois, il enleva aux insurgés de la Guadeloupe, et aidé seulement d'un officier de génie et de deux grenadiers, une pièce de canon, à l'attaque du camp de Gray (à la Basse-Terre) (2). Il fut fait commandant d'armes provisoire de la Pointe-à-Pître, par ordre du général en chef, le 10 juin, et chargé de l'administration, police et discipline des deux bataillons de la 66e demi-brigade, le 8 août. On le fit commandant en second du 2e bataillon de cette demi-brigade, le 6 octobre; commandant de l'arrondissement de la Grande-Terre (Guadeloupe), le 18 du même mois, et commandant d'armes de la Pointe-à Pître, le 16 novembre. Le capitaine-général Ernouf lui donna le commandement de l'île Saint-Martin, par arrêté du 23 mai 1803. N'ayant pas été compris dans la nouvelle organisation de l'armée de la Guadeloupe faite par ce capitaine-général, il fut autorisé, le 18 juin suivant, à se rendre en France pour y continuer

(1) Le commissaire principal de la marine, Bresson, délivra, le 21 avril de la même année, un certificat attestant la conduite irréprochable et le zèle distingué avec lesquels le chef de bataillon d'Arnauld avait servi pendant son commandement supérieur à Saint-Martin. (*Titres originaux.*)

(2) Ce fait glorieux pour le chef d'état-major d'Arnauld a été consigné dans le rapport adressé au général en chef Richepanse, par le général de brigade Seriziat. Il se trouve consigné dans un certificat délivré au bureau militaire des colonies. (*Titres originaux.*)

ses services. Il partit de la Guadeloupe, le 19; fut fait prisonnier de guerre par les Anglais, dans le mois de juillet, pendant la traversée, et arriva à Morlaix, à bord du cartel *l'Espérance*, le 4 novembre. A partir de cette dernière époque, le ministre de la marine et des colonies le remit à la disposition du ministre de la guerre. Il fut employé comme officier supérieur à l'état-major du camp de Montreuil, par lettres de service du 4 mai 1804. Napoléon le créa membre de la Légion-d'Honneur, le 14 juin suivant. Les troupes rassemblées au camp de Montreuil ayant formé le 6ᵉ corps de la grande-armée, le 21 mai 1804, le chef de bataillon d'Arnauld fut employé dans ce corps pendant la campagne de 1805; combattit, le 13 novembre, à Elchingen, où il eut un cheval tué sous lui, et se trouva à la prise d'Ulm, dans le même mois. Par ordre du général du Taillis, daté du 9 novembre de la même année, il fut chargé de reconnaître le nombre d'officiers qui faisaient partie des garnisons d'Ulm et de Laybach, et qui avaient obtenu la faculté de retourner en Autriche : il eut en même temps la mission de les faire diriger sur Sallzbourg, et de concerter, avec les autorités administratives, les mesures à prendre pour la subsistance de ces officiers pendant leur marche. Il fut employé au grand quartier-général de l'armée au commencement de la campagne de 1806; passa de nouveau à l'état-major du 6ᵉ corps, le 22 mai; prit le 15 octobre, par ordre du général du Taillis, le commandement des compagnies de grenadiers et de voltigeurs qui se trouvaient placées à l'avant-garde, et reçut du major-général Berthier le commandement du 1ᵉʳ bataillon du 3ᵉ régiment de grenadiers et voltigeurs réunis par ordre expédié à Berlin, le 22 novembre. Il se trouva alors placé sous les ordres du maréchal Lefebvre. Pendant la campagne de 1806, contre les Prussiens, le chef de bataillon d'Arnauld s'était trouvé à plusieurs affaires, et notamment à la bataille d'Iéna, le 14 octobre. Employé à la grande-armée, en 1807, il servit au siége de Dantzick, et monta souvent la tranchée devant cette place. Il se trouva, le 14 juin de la même année, à la bataille de Friedland, y combattit vail-

lamment à la tête de son bataillon, et reçut, dans cette journée, une contusion assez forte à la cuisse gauche et un coup de balle à la partie supérieure du coronal (1). Les services distingués du chef de bataillon d'Arnauld, la fermeté et le courage qu'il avait déployés à l'affaire de Friedland (2), lui valurent le grade d'adjudant-commandant qui lui fut conféré par Napoléon, le 28 du même mois. Il fut désigné pour servir en cette qualité au 1er corps d'observation de la Gironde, par ordre du 20 octobre suivant. Ce corps devint successivement armée de Portugal, puis 8e corps de l'armée d'Espagne, et fit enfin partie du 2e corps de l'armée de Portugal. En 1808, l'adjudant-commandant d'Arnauld, servant à l'armée de Portugal, sous le général Junot, duc d'Abrantès, se trouva, le 17 août, au combat de Roriça, s'y distingua d'une manière très-brillante dans plusieurs charges contre l'ennemi, et fut blessé d'un coup de feu à la fesse droite, ce qui ne l'empêcha pas de combattre jusqu'à la fin de l'action avec la plus grande bravoure. Il combattit à Vimiero, le 21 du même mois (3), et se trouva à l'entrée du général Junot dans Lisbonne, le 31. Il fut nommé général de brigade, le 17 novembre suivant. On composa sa brigade du 31e régiment d'infanterie légère, dans lequel il avait servi comme chef de bataillon, et du 70e d'infanterie de ligne. Ces deux régiments faisaient alors partie de la 4e division du 2e corps de l'armée d'Espagne. Il eut ordre, le 3 janvier 1809, d'assurer les communications de la division Heudelet entre Tolède, Consnégra et la Manche. Il servit à la prise de la Corogne, dont les Français se rendirent maîtres, le 16. Il avait été nommé officier de la Légion-

(1) Certificats originaux.

(2) Certificat délivré par le colonel des trois régiments de grenadiers et voltigeurs, vu et approuvé par le général de brigade Conroux.

(3) Dans sa lettre au duc d'Abrantès, en date du 4 septembre, le général de division de Laborde recommanda particulièrement et spécialement l'adjudant-commandant d'Arnauld ; et, en demandant pour lui de l'avancement, il le signala comme un officier plein de mérite, et dont la conduite privée ne pouvait qu'être favorablement appréciée.

d'Honneur, le 10 du même mois. Employé dans l'armée commandée par le maréchal Soult, duc de Dalmatie, il prit part aux affaires qui eurent lieu lors de l'entrée de ce maréchal en Portugal; servit à la prise d'Oporto, le 29 mars; combattit avec distinction à Amarante, le 12 avril, et se trouva à l'évacuation d'Oporto, ainsi qu'à la retraite sur la Galice, dans le mois de mai. En août 1810, il se trouvait à Tolède pour le rétablissement de sa santé, et il reçut, du duc de Dalmatie, l'ordre de rester dans cette ville. Il se trouva à la bataille de Salamanque ou des *Arapiles*, le 22 juillet 1812, y eut un cheval tué sous lui, et fut fait prisonnier; mais, ayant profité des ombres de la nuit et du désordre qui régnait dans le camp ennemi, il parvint à s'évader et à rejoindre l'armée française, après de longs et périlleux détours(1). Il fut nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 12 janvier 1813, et désigné, par lettres de service du 3 août suivant, pour être employé au corps d'observation d'Italie, commandé par le vice-roi. En exécution de cet ordre, il partit en poste, arriva à Villach, le 2 septembre, et reçut le même jour, du prince, le commandement de la 28ᵉ demi-brigade faisant partie de la 2ᵉ division. La brigade du général d'Arnauld fut composée du 35ᵉ régiment de ligne et du premier régiment étranger. Le 6 novembre, le général d'Arnauld se mit en marche sur Roveredo; et, ayant rencontré l'ennemi à Ossenigo, au-dessus de Peri, il l'attaqua et força la position. Le 10, il attaqua et enleva les positions retranchées de Vo, de Struzzino et d'Ala, et poussa l'ennemi jusqu'à Mari. Il se trouva, le 15, au combat de Caldiero, et prit une part très-brillante à celui de Saint-Michel, le 19. Il combattit à la bataille du Mincio, le 8 février 1814. On ajouta, vers ce temps, le 3ᵉ régiment d'infanterie légère

(1) Le maréchal Soult lui écrivit, le 21 novembre 1810, une lettre adressée à Madrid, et dans laquelle S. E. manifesta ses regrets de ce que le commandement d'une division qu'il avait demandé à l'empereur pour M. d'Arnauld n'était point encore accordé. Cette lettre est remplie de témoignages flatteurs de la bienveillance et de la considération que le maréchal portait à M. d'Arnauld. (*Titres originaux.*)

aux deux régiments dont se composait sa brigade. Le 15, la déclaration de guerre des Napolitains fut signifiée officiellement; l'armée d'Italie fit alors un mouvement rétrograde, et la brigade d'Arnauld entra à Plaisance, le 20. Il la commanda au passage du Taro, le 2 mars, et à l'attaque de Parme, le même jour. L'abdication de Napoléon et la restauration des Bourbons sur le trône de France ayant eu lieu, l'armée d'Italie abandonna la ligne du Mincio, le 19 mars, et s'achemina pour rentrer en France. D'après l'organisation donnée alors à cette armée, le général d'Arnauld eut sous ses ordres les régiments 3ᵉ léger et 35ᵉ et 86ᵉ de ligne. Sur la demande du vice-roi, il avait été nommé chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer, par décret du 15 mars précédent (1). Il fut autorisé à porter la décoration de cet ordre, en vertu de l'ordonnance de S. M. l'empereur d'Autriche, en date du 18 août suivant, et du certificat qui lui fut délivré, le 9 octobre, par le baron de Vincent, ministre plénipotentiaire de l'empereur près S. M. T. C. Sa majesté Louis XVIII l'avait créé chevalier de St.-Louis, le 21 juillet 1814. Le baron d'Arnauld fut mis en non activité, le 1ᵉʳ septembre de la même année. Lors de l'invasion de Buonaparte en France, en 1815, il fut nommé commandant supérieur de Dunkerque, par lettres de service du 31 mars, et passa au commandement supérieur de Saint-Omer, par autres lettres du 30 avril. Au second retour du roi, la conduite que tint le général d'Arnauld amena la prompte soumission, à S. M., de la place de St.-Omer (2). Il fut cependant remplacé dans son comman-

---

(1) Nous transcrivons ici la copie litterale de la lettre autographe du prince vice-roi, que nous avons sous les yeux : « Monsieur le général baron d'Arnauld, je vous préviens avec autant d'empressement que de plaisir que l'empereur, sur ma proposition, vous a nommé, par décret du 15 mars, chevalier de son ordre royal de la Couronne-de Fer. Sur ce, je prie Dieu, etc. Signé EUGÈNE NAPOLÉON. »

(2) Le ministre de la guerre lui manda, par une lettre du 29 juillet, qu'ayant rendu compte au roi des événements qui avaient precédé cette soumission, Sa Majesté avait témoigné qu'elle était satisfaite de la conduite tenue par le général d'Arnauld en cette circonstance.

dement. Mis de nouveau en non activité, il se rendit à Paris sur une permission que lui délivra le vicomte du Tertre. Le comte de Pradel lui annonça, le 21 février 1816, que S. M. l'autorisait à porter la décoration de la Couronne-de-Fer. Par lettres patentes, données, à Paris, le 23 mars suivant, le roi le confirma dans le titre de baron. Il fut compris comme disponible dans le cadre de l'état-major général de l'armée, le 30 décembre 1818. Sa majesté le créa grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 2 mai 1821. Il a été nommé commandant de la 2ᵉ subdivision de la 9ᵉ division militaire, le 6 juin 1821. Le roi lui conféra le titre de vicomte, le 15 août de la même année. (*Titres originaux, Précis historique des opérations militaires de l'armée d'Italie, en* 1813 *et* 1814, *par le général comte Vignolle, chef d'état-major, Paris,* 1817; *Moniteur, annales du temps.*)

DARRICAU (Augustin, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Tartas, en Gascogne, le 5 juillet 1773. Il s'enrôla, le 23 août 1791, dans le 1ᵉʳ bataillon des volontaires nationaux du département des Landes, qui devint successivement 77ᵉ, puis 75ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne. Il fut fait capitaine dans ce même bataillon, le 17 octobre 1791. Il fit, en cette qualité, les campagnes de 1792 et 1793, à l'armée des Alpes, et servit au siége de Toulon. Il fut employé, avec la 77ᵉ demi-brigade, aux armées d'Italie et d'Allemagne, pendant les campagnes de 1794, 1795, 1796 et 1797. Il fut blessé d'un coup de feu à la jambe droite, à Mologne, sur la rivière de Gènes, le 2 juillet 1795. Il se signala à la reprise de Dego, le 14 avril 1796, en sautant, l'un des trois premiers, dans la redoute, et reçut en cette occasion un coup de feu qui lui fractura le tibia de la jambe gauche. Après avoir servi momentanément à l'armée d'Helvétie, il fit, avec la 75ᵉ demi-brigade, partie de l'armée expéditionnaire d'Égypte. Il s'y fit remarquer en plusieurs occasions, et fut nommé chef de bataillon, par le général en chef Kléber, le 8 septembre 1799. A la tête du 3ᵉ bataillon de la 75ᵉ demi-brigade, il fit une charge brillante contre une troupe d'Arabes, en tua un de sa main et coupa le

bras d'un autre. Le 13 mars 1801, à la bataille contre les Anglais, devant Alexandrie, il resta constamment à la tête de son bataillon, et le ramena en bon ordre au camp, quoiqu'il eût eu un cheval tué sous lui, et reçu, à la cuisse droite, une blessure grave qui le mit hors d'état de servir pendant un mois. Il fut fait colonel du 32ᵉ régiment d'infanterie de ligne, par le général en chef Menou, le 27 avril de la même année. Étant revenu en France avec les débris de l'armée d'Orient, il commanda son régiment à l'armée des côtes de l'Océan, en 1803 et 1804. Il le commanda aussi à la grande-armée d'Allemagne, en Prusse et en Pologne, dans les années 1805, 1806 et 1807. Le 32ᵉ de ligne fut mis à l'ordre du jour de l'armée pour avoir, en 1805, soutenu un combat contre la majeure partie des forces du prince Ferdinand d'Autriche, à Aslach, entre Ulm et Albeck, et pour avoir ramené au camp français 3000 prisonniers, après avoir été obligé de traverser une ligne de 6000 hommes de cavalerie ennemie. A la tête de son régiment, le colonel Darricau enfonça à la baïonnette, le 8 octobre 1805, une colonne de 6000 Russes qui s'était jetée à Diernstein, sur les derrières du corps d'armée du maréchal Mortier. Il fut créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 25 décembre de la même année. Au combat de Halle, le 17 octobre 1806, le colonel Darricau ayant été chargé, par le maréchal Bernadotte, de s'emparer du pont de la Saale, donna l'exemple à son régiment en s'élançant le premier sur ce pont, où son cheval fut percé de plusieurs coups de baïonnette. Les ennemis furent chassés de Halle et on leur y prit 3000 hommes et 6 pièces de canon. Le régiment se maintint ensuite dans la ville contre tous les efforts de la réserve prussienne, forte de 22,000 grenadiers qui tentèrent inutilement de la reprendre. Le colonel Darricau se distingua encore, le 27 janvier 1807, au combat de Mornnghen, et son régiment fut de nouveau cité honorablement dans l'ordre de l'armée pour cette affaire. En récompense de ses services, le colonel Darricau fut promu au grade de général de brigade, le 15 février suivant, et reçut des lettres de service pour commander la 2ᵉ brigade de la

2e division du 1er corps de la grande-armée. Il concourut avec cette brigade au gain de la bataille de Friedland. Il continua de servir avec la même brigade, en 1807 et au commencement de 1808, et la conduisit ensuite à l'armée d'Espagne, où, au moment de son arrivée, le maréchal Victor le détacha sur Bilbao, par les vallées d'Urdina et d'Armurio. Il eut le commandement de la réserve à la bataille d'Espinosa, le 10 novembre 1808. Il rejoignit ensuite sa division avec laquelle il se trouva à la bataille de Sommo-Sierra, le 30 du même mois. Il concourut, le 3 décembre, à la prise de Madrid, où il prit le commandement de la 1re brigade de la 2e division de l'armée. Il fit partie de l'expédition que Napoléon dirigea sur la Galice, contre l'armée Anglaise, le 22 du même mois. Au retour de cette expédition, le général Darricau reçut, le 20 janvier 1809, l'ordre de partir de Benavente, avec sa brigade, pour aller s'emparer des villes de Toro, Zamora et Salamanque. Dans sa marche, il reprit 2 pièces de canon appartenant à la garde impériale, dont les insurgés s'étaient emparés. Il donna l'assaut à la ville de Zamora, et s'en empara. Ce brillant fait d'armes lui valut une lettre de félicitation que lui adressa le prince major-général de l'armée. Ayant rejoint le 1er corps de la grande-armée d'Espagne, il fut chargé de l'attaque du pont d'Alcantara, qu'il enleva de vive force. L'ennemi fut poussé si vigoureusement, qu'on entra pêle-mêle avec lui dans cette ville avantageusement située, et dont les remparts étaient garnis de 14 pièces d'artillerie de différents calibres. Le général Darricau prit le commandement provisoire de la division, après la mort du général Lapisse, tué à la bataille de Talaveyra-de-la-Reyna, le 28 juillet 1809, et continua sans interruption de faire la campagne avec le 1er corps d'armée jusqu'au siége de Cadix. Il fut nommé gouverneur de Séville, le 10 mai 1810, et obtint le grade de général de division, le 31 juillet 1811. En cette même année 1811, pendant que les maréchaux ducs de Dalmatie et de Trévise faisaient le siége de Badajoz, le général espagnol Ballesteros se dirigea, le 3 février, vers Séville, avec un corps d'élite fort de 6000 hommes d'infanterie et de 300



chevaux. Le général Darricau pouvait alors réunir à peine 1500 fantassins et 400 chevaux, et il avait à craindre que l'approche de Ballesteros n'amenât quelques mouvements insurrectionnels parmi les habitants de Séville. Après avoir pris des mesures efficaces qui assurèrent la tranquillité intérieure de la place, il marcha à l'ennemi et l'attendit en avant d'un défilé. Lorsque les Espagnols eurent à moitié franchi ce passage, le général Darricau fondit sur eux avec sa troupe, et les défit complétement. Renforcé par des troupes que la junte de Cadix lui avait envoyées, Ballesteros revint peu de jours après à la charge; mais le général Darricau prit si bien ses mesures, que cette nouvelle tentative n'eût pas plus de succès que la première. En janvier 1812, le général Darricau commanda la 6ᵉ division de l'armée du Midi, en Estramadure sous les ordres du général comte d'Erlon. Dans la retraite de l'Andalousie, il fit, avec sa division, l'arrière-garde de l'armée depuis Cordoue, et fut chargé d'attaquer la ville et le fort de Chinchilla. Il s'empara de la ville par assaut; fit établir une batterie à 30 toises du fort; et, la brèche ayant été rendue praticable, la garnison capitula. Lorsque l'armée anglaise fut contrainte par les Français de faire retraite sur Ciudad-Rodrigo, la 6ᵉ division, sous les ordres du général Darricau, qui formait l'avant-garde de l'armée française, attaqua l'arrière-garde anglaise, à San-Munos, la culbuta dans trois positions, et lui fit un grand nombre de prisonniers. Chargé, le 26 janvier 1813, de rétablir les communications entre Madrid et Valence, il eut sous ses ordres la 2ᵉ division de dragons commandée par le général Digeon, et parvint à remplir complétement sa mission par les manœuvres habiles qu'il fit en présence des 2ᵉ et 3ᵉ corps espagnols, aux ordres du général Élio. Il réussit aussi à ramener à Valence, et sans accident, plus de 200 familles de Madrid, un des trésors du roi d'Espagne, et un grand nombre de voitures d'artillerie. Il alla ensuite, avec les mêmes troupes, occuper Toro et Zamora. Il commanda sa division à la bataille de Vittoria, le 21 juin 1813. Cette division se couvrit de gloire dans cette affaire, et le général Darricau y reçut à l'avant-bras

droit une blessure grave. Sa division se fit encore remarquer par des succès aux combats livrés devant Bayonne, les 10, 11 et 13 décembre de la même année. Dans le combat du 13, le général Darricau reçut deux fortes contusions, et ses habits furent percés de 3 balles. Il reçut ordre, le 9 février 1814, de prendre le commandement du département des Landes, et d'en organiser la défense. Il partit de Dax, après la bataille d Orthez, et rejoignit l'armée à Tarbes, où il prit le commandement de la 1re division, le 20 mars. Il commanda cette division à la bataille de Toulouse, le 10 avril, et repoussa victorieusement toutes les attaques que l'armée anglaise dirigea sur les trois ponts du canal, depuis la Garonne jusqu'à la route d'Albi. L'armée française s'étant mise en marche, le 12 du même mois, pour se replier sur Castelnaudary, le général Darricau fut chargé de faire l'arrière-garde avec sa division, et ne quitta Toulouse qu'à deux heures du matin. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut créé, par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814, et nommé, le 30 août suivant, au commandement supérieur de Perpignan. Ce fut lui qui remit, le 11 janvier 1815, les nouveaux drapeaux au 10e régiment d'infanterie de ligne. En mars de la même année, lors de l'invasion de Buonaparte, le général Darricau, qui se trouvait dans la ville de Perpignan, refusa de remettre la citadelle de cette place aux troupes royales que le maréchal de Pérignon voulait y faire entrer. Après son entrée dans Paris, Buonaparte appela près de lui le général Darricau, qui arriva dans la capitale, le 30 avril (1), et auquel il donna le commandement des fédérés de Paris. Le général Darricau organisa cette troupe avec beaucoup d'activité. Le projet de défendre Paris contre les armées des alliés ayant été abandonné, le général Darricau quitta le commandement des fédé-

(1) Lorsque le général Darricau quitta Perpignan, le conseil municipal, pour lui témoigner sa reconnaissance d'avoir préservé cette ville de la guerre civile, lui offrit une riche épée, portant ces mots : *La ville de Perpignan au lieutenant-général baron Darricau.*

rés parisiens. Il ne fut point employé depuis cette époque. Il mourut à Dax, le 7 mai 1819, à peine âgé de 46 ans, d'une maladie de langueur, suite de ses nombreuses blessures. Il avait été fait chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer du royaume d'Italie. (*Moniteur*, *Etats militaires*, *annales du temps*.)

DAUTANCOURT, *voyez* D'AUTANCOURT.

DE DAUMBARTHON, *voyez* DOUGLAS.

DAVOUT (Louis-Nicolas), *duc d'Auerstaëdt*, *prince d'Eckmühl*, *pair et maréchal de France*, naquit à Aunoux, en Bourgogne, le 10 mai 1770. Issu d'une ancienne famille noble de cette province, il fit ses premières études à l'école militaire d'Auxerre, et n'en sortit que pour passer à celle de Paris, où Napoléon Buonaparte était alors élève. Davout quitta cette dernière école, en 1787, pour entrer comme sous-lieutenant dans le régiment Royal-Champagne cavalerie. La révolution française ayant éclaté, en 1789, il en embrassa les idées avec la chaleur de son âge, et fut du petit nombre d'officiers qui n'abandonnèrent pas leurs drapeaux. En 1791, l'assemblée constituante ayant décrété la levée de plusieurs bataillons de volontaires par chaque département, Davout quitta alors la ligne pour entrer dans ces bataillons, et fut élevé par le choix des volontaires du 3ᵉ bataillon de l'Yonne au grade de l'un des deux chefs de ce corps (1). Dès le premier mois de sa formation, ce bataillon se fit remarquer par son instruction et sa bonne discipline, deux choses que l'on obtient facilement des soldats français, lorsque les chefs en donnent l'exemple et y tiennent la main. Une insurrection ayant eu lieu à

---

(1) Il est à remarquer que c'est particulièrement de cette première formation que sont en grande partie sortis ces généraux français qui ont étonné l'Europe par leur intrépidité et les grands talents militaires qu'ils ont déployés, tels que Moreau, Masséna, Joubert, Jourdan, Gouvion-Saint-Cyr, Suchet, Leclerc, Hoche, Soult, Marceau, etc., etc.

Dormans contre l'évêque de Mende, qui avait été arrêté en vertu d'un décret, ce prélat fut sauvé par la fermeté et la présence d'esprit de Davout, et par le bon esprit de sa troupe. La guerre ayant été déclarée entre la France et l'Autriche, le 3e bataillon de l'Yonne fit partie des troupes réunies du côté de Valenciennes, sous les ordres du général Omorand. En 1792 (1), pendant la campagne de la Champagne, contre les Prussiens, Davout fut chargé du commandement des avant-postes pour maintenir les communications entre Valenciennes et Condé. Il harcela continuellement l'ennemi, en lui enlevant des postes et des patrouilles, et montra dès-lors cette intrépidité, cette résolution et cette vigilance qu'il déploya plus amplement par la suite sur de plus grands théâtres. Il fit la campagne de Belgique, en 1793, sous les ordres de Dumourier, et se distingua à la bataille de Nerwinde et au camp de Louvain. Sa conduite lui mérita des éloges de la part de ses chefs. Dumourier ayant éprouvé des revers, prit la résolution de faire des arrangements aveo l'ennemi pour marcher conjointement avec lui sur Paris, arrangements pour garantie desquels des places fortes françaises devaient être livrées aux Autrichiens. La manifestation du projet de Dumourier excita une vive indignation dans la presque totalité de son armée, et plusieurs chefs de bataillons tinrent conseil, pour concerter des mesures propres à le déjouer. Davout, voyant de l'irrésolution dans ce conseil, se chargea d'exécuter avec son seul bataillon ce qu'il y avait à faire. Il se

(1) La Biographie des hommes vivants, celle moderne, et après elles quelques écrivains qui les ont copiées ont commis des erreurs assez graves dans leurs articles sur Davout, et notamment en lui attribuant d'avoir paru à la barre de l'assemblée législative, après la journée du 10 août 1792, pour donner son adhésion à la déchéance du roi Louis XVI, et demander en même temps du service. Cette imputation est absolument fausse. Le fait cité ne pouvait s'appliquer qu'à un chef militaire existant alors et qui portait un nom à peu près semblable à celui de Davout. Quant à ce dernier, il était à l'époque indiquée au camp de Maulde, uniquement occupé d'y remplir ses devoirs de chef de bataillon du 3e bataillon de l'Yonne.

porta donc au quartier-général à Saint-Amand pour arrêter Dumourier. Ce dernier ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval : il fut poursuivi jusqu'à l'Escaut, qu'il passa sur une barque, pour se réfugier chez les Autrichiens, suivi seulement d'un petit nombre de militaires. Toute l'armée se rangea alors sous les ordres du général Dampierre, désigné par le gouvernement pour la commander. Le projet de Dumourier échoua ainsi par la résolution courageuse du chef de bataillon Davout, et toutes les places de guerre furent conservées. La guerre continua avec activité; Davout y fut employé aux avant-postes de l'armée, sous les ordres du général Kilmaine, et y donna de nouvelles preuves de bravoure, d'audace et de cette vigueur qui depuis caractérisa toutes ses actions de guerre. Les bons et nombreux témoignages de ses chefs le firent nommer adjudant-général; et ce fut en cette qualité qu'il fut envoyé à l'armée de la Vendée. A son arrivée, il reçut sa nomination de général de brigade, et bientôt après, celle de général de division, pour aller commander un corps de troupes sous Lille. Il refusa ce dernier avancement, ne se trouvant pas assez d'expérience pour se charger d'un commandement aussi important. C'est vers cette époque (en juin 1793), qu'il donna sa démission en vertu d'un décret qui expulsait les nobles de l'armée. Il se retira alors dans ses foyers (1). Peu de jours après la révolution du 9 thermidor (27 juillet 1794), Davout fut rappelé au service, et employé comme général de brigade dans l'armée de la Moselle, qui fit le siége de Luxembourg. Chargé de faire rentrer dans la place les troupes auxquelles le général autrichien Bender avait fait faire une sortie contre les travaux des assiégeants, Davout culbuta l'ennemi, auquel il tua quelques centaines d'hommes, le poursuivit l'épée aux reins jusqu'aux palissades,

(1) Dans ces temps orageux de la révolution française, madame Davout mère avait été arrêtée comme noble, et incarcérée dans les prisons d'Auxerre; son fils, après avoir fait d'inutiles démarches pour la sauver des effets de cette mesure, se constitua prisonnier dans le même lieu de détention, et n'en sortit que lorsque sa mère eut été rendue à la liberté.

et lui prit son artillerie de bataille. Il détruisit dans cette même nuit 3 grands magasins de blé situés sur les glacis de la place; et cette destruction hâta nécessairement de plusieurs mois la reddition de Luxembourg, l'une des forteresses les plus considérables de l'Europe. Le point que le général Davout occupait au siége de cette place, était le seul qui ne fût pas couvert par des ravins ou d'autres obstacles naturels, et par conséquent le plus exposé aux sorties de l'ennemi, aussi les trois principales eurent-elles lieu de ce côté; mais Davout les repoussa toutes avec une vigueur qui dut ôter aux assiégés tout espoir de salut par leurs propres forces, et qui les empêcha de faire de nouvelles tentatives. Le général Ambert, commandant en chef l'armée de siége, fit connaître au général Davout que le moulin d'Eich, situé dans l'intérieur des ouvrages avancés de Luxembourg, était le seul qui fût mis à la disposition de la population. Chercher à détruire ce moulin était une entreprise téméraire; cependant Davout résolut de la tenter avec une compagnie de grenadiers d'un bataillon des Vosges, qu'il introduisit pendant la nuit dans l'intérieur des ouvrages, par des issues dégarnies de palissades, et qui lui furent indiquées par un déserteur autrichien. A la tête de cette troupe le général Davout descend dans le chemin couvert, surprend un poste de 60 hommes chargés de la garde du moulin, détruit ce bâtiment, et enfonce la barrière à coups de hache pour se retirer. Six soldats autrichiens s'étant jetés sur lui, il parvint à s'en débarrasser. Cette action avait jeté la consternation parmi les assiégés; aussi, pour tâcher de la dissiper, le général Bender fit dès le lendemain, avec la presque totalité de ses troupes, une sortie contre celles du général Davout; mais il fut promptement et vigoureusement repoussé. Davout refusa de nouveau à cette époque le grade de général de division qui lui fut encore offert. Peu de temps après, il fut employé à l'armée du Rhin, sous les ordres du général en chef Pichegru. Les troupes qu'il commandait furent destinées à passer le Rhin vis-à-vis Manheim; mais cette ville fut remise aux troupes françaises par des arrangements secrets. La nou

coopération du général Pichegru aux opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse obligea cette dernière, commandée par le général Jourdan, et qui agissait sur la rive droite du Rhin, de se retirer sur Dusseldorff. Le général autrichien Clairfayt profita de ces circonstances pour attaquer et forcer les lignes devant Mayence. Wurmser, autre général autrichien, qui était dans le Haut-Rhin, près de Bâle, informé du passage des troupes françaises devant Manheim, y accourut; et, n'ayant trouvé que la plus petite partie de l'armée française en avant de cette ville, il l'obligea de se retirer sous le canon de la place; bientôt Manheim fut livré à ses propres forces. L'armée du Rhin, qui était accourue au secours des troupes françaises, fut obligée de se retirer dans les lignes de Diersheim, et, comme le général en chef de cet armée n'avait pas fait les dispositions convenables pour la défense de Manheim, dispositions que seul il pouvait faire, cette place fut obligée de capituler, après un mois de tranchée, et le général Davout fut du nombre des prisonniers de guerre. Le général Wurmser l'ayant autorisé à rentrer en France sur parole (1), il se retira dans ses foyers pour y attendre son échange, qui eut lieu l'année suivante à l'époque de la belle et mémorable retraite de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Moreau, qui avait remplacé Pichegru. Davout fut employé à cette armée, et y arriva le jour même où le général en chef faisait dé-

(1) Nous croyons devoir faire connaître les motifs de cette faveur, parce qu'ils sont honorables pour le feld-maréchal Wurmser et pour le général Davout : Un jeune officier autrichien étant venu annoncer au général Davout, prisonnier, que la place de Landau venait d'être enlevée de vive force, et ayant voulu se formaliser d'un sourire de pitié et d'incrédulité que cette étrange nouvelle avait fait éclater de la part de Davout, reçut de lui cette leçon : « Tout est possible à la guerre, les choses même les » plus invraisemblables, telle que celle que vous annoncez; mais ce » qu'il y a d'impossible, c'est que la ville de Landau ait été prise par des » gens de votre espèce, qui ne savent pas respecter les chances de notre » état. » Le général Wurmser fit punir l'officier autrichien, et donna une preuve d'estime au général Davout, en l'autorisant à rentrer en France sur parole.

quement, Mourad-Bey ne fit que des simulacres de charges contre cette infanterie. Le général Davout profita habilement d'un de ces instants qui mettent toujours du désordre, pour se porter contre les Mamelucks; les suivit sans hésitation dans le désert; ne leur laissa pas le temps de se rallier, et les obligea de fuir dans toutes les directions (1). Ils furent poursuivis, par le général Desaix, jusqu'à Sienne, aux premières cataractes du Nil (2), et, n'ayant pu se rallier depuis Samanhout, ils se réfugièrent dans le désert : une partie sous le commandement de Mourad-Bey, et l'autre sous les ordres d'Osman-Bey, près de Cosseir. Le général Desaix, autant pour donner quelque repos à ses troupes que pour attendre le parti que la faim et les privations feraient prendre aux ennemis, laissa le général Belliard à Sienne, et vint à Esné avec son infanterie et la cavalerie du général Davout. Bientôt après Desaix fut informé que Hassan-Bey avait paru entre Sienne et Esné. Il fit alors partir le général Davout avec 200 chevaux pour rétablir la communication. Le corps des Mamelucks fut rencontré à Redezi, où un combat des plus acharnés eut lieu et ne finit que faute de combattants; la plus grande partie des hommes, de chaque côté, ayant été tués ou blessés. Hassan-Bey fut du nombre de ces derniers, et se retira de nouveau à Cosseir. Dans ce combat corps à corps, qui dura plus d'une heure, le général Davout étonna amis et ennemis, par une ténacité et un sang-froid qui produisirent une grande impression dans le pays. Pour rendre bien

---

(1) Voici en quels termes le général Desaix rendit compte de ce mouvement : « J'ordonne au général Davout de charger le corps des Mamelucks commandé par les beys Mourad et Hassan qui faisaient mine de tenir bon. Je n'ai jamais rien vu de beau et d'imposant comme cette charge impétueuse de notre cavalerie, etc, etc. »

(2) Ce fut en traversant ce pays que les Français eurent le magnifique spectacle des plus belles antiquités de l'Egypte. Le dernier soldat fut ému par les souvenirs que rappelaient ces monuments. Le monde civilisé devra regretter le non succès d'une expédition qui, comme celle d'Égypte, lui eût été si utile.

constant l'avantage qu'il avait remporté, Davout resta pendant quarante-huit heures sur le théâtre de ce dernier exploit, puis il alla rejoindre le général Desaix à Esné. Quelques jours après, la cavalerie du général Davout eut de nouveau affaire à un corps de Mamelucks que la faim avait fait sortir du désert, proche des ruines de Thèbes : ce combat fut encore à l'avantage des Français. A quelque temps de là, Mourad-Bey ayant réussi à soulever une partie de la population, sur les derrières de l'armée française, sortit du grand Oasis pour appuyer ce mouvement. Le général Davout fut envoyé contre ce bey avec 300 hommes d'infanterie, 300 chevaux et quelques pièces de canon. Après avoir marché depuis Aboumanah, sans avoir pu atteindre les Arabes, Davout les rencontra enfin, le 18 avril, au village de Benhiadi, qui a une lieue de tour, et où chaque habitant était retranché dans sa maison. Il attaqua la multitude rassemblée sur ce point, s'empara de Benhiadi, que l'on fut obligé d'incendier pour pouvoir s'en rendre maître, et obligea Mourad-Bey de se sauver de nouveau dans les Oasis. Le général Davout marcha ensuite sur le Caire, sachant que, depuis le départ du général en chef Buonaparte pour l'expédition de Syrie, tout ce pays était en révolte. Il dispersa de nuit un rassemblement entre Benhiadi et Girgé, et délivra la garnison de cette ville. Il dispersa encore, entre Girgé et le Caire, trois autres rassemblements, et parvint enfin à cette dernière ville. Il en repartit de suite pour rétablir les communications avec la Syrie, atteignit ce but en soumettant tout sur son passage, et revint au Caire, sur lequel bientôt après toute l'armée de Syrie se replia. Le 14 juillet de la même année (1799), une armée turque débarqua sur la plage d'Aboukir, et investit, dès le 15, le fort de ce nom, dont elle s'empara. Le général en chef Buonaparte, à la nouvelle de l'apparition d'une flotte ottomane dans ces parages, s'était hâté de quitter le Caire, et était accouru pour diriger les opérations de son armée. Le 25 du même mois, il livra bataille aux Osmanlis, et les battit complètement avec sa seule avant-garde. Cependant, même après le succès de cette affaire, 5000 Turcs occupaient encore le villa-

ge et le fort d'Aboukir, dont on fut obligé de faire le siége. Le 30 juillet, le général Davout, étant de tranchée, résolut de faire une attaque générale sur toutes les positions de l'ennemi en dehors du fort. Cette attaque eut tout le succès qu'on pouvait attendre d'un officier aussi actif et aussi intelligent. L'acharnement avec lequel les Turcs se défendaient rendit le combat très meurtrier; mais rien ne put résister long-temps aux bonnes dispositions prises par Davout, et à la valeur de ses troupes. Le village d'Aboukir fut enlevé, et, le 2 août, le fort se rendit (1). Après le départ du général Buonaparte pour la France, des négociations furent entamées par le général Kléber, et l'on conclut, le 24 janvier 1800, le traité d'El-Arisch, contre lequel le général Davout fit beaucoup d'observations que la perfidie de l'ennemi ne justifia que trop bien. Les hostilités recommencèrent; et l'armée française d'Orient, ainsi que son nouveau chef, trouvèrent de nouvelles occasions d'acquérir de la gloire. Ce fut dans ces circonstances que le général Davout refusa pour la troisième fois le grade de général de division, qui lui fut offert par Kléber. Immédiatement après la signature du traité d'El-Arisch, Davout repartit pour la France avec le général Desaix. Sa santé était alors fort altérée. Ils furent arrêtés, contre la foi des traités, par l'amiral anglais, lord Keith, qui les retint prisonniers à Livourne, et ne les renvoya, à Toulon, qu'au mois de mai suivant. Le général Davout se rendit à Paris, d'après l'ordre qu'il en reçut, et fut nommé général de division, par le premier consul Buonaparte, le 3 juillet. En cette qualité, il eut le commandement en chef de la cavalerie de l'armée d'Italie, alors commandée par le général Brune. Dans la courte campagne qui eut lieu cette année, et qui amena la paix de Lunéville, les événements militaires furent peu importants;

(1) Le général Buonaparte a attaché beaucoup d'importance à cette action, et l'a regardée comme un service à lui personnellement rendu, en ce que la défaite totale de l'armée turque lui permettait de quitter l'armée d'Égypte avec honneur, et de revenir en France.

cependant le général Davout eut encore l'occasion de s'y signaler, et notamment, le 17 décembre, au passage du Mincio, à la Volta, où, à la tête d'une poignée de dragons, il rendit un service important. La cavalerie sous ses ordres fit à l'ennemi une grande quantité de prisonniers (1) (2). Appelé à Paris, après cette campagne, le général Davout fut nommé inspecteur de la cavalerie de la première division militaire. On lui donna, en 1802, le commandement de la garde des consuls. Après la rupture du traité d'Amiens, les hostilités ayant recommencé contre l'Angleterre, plusieurs camps furent organisés sur les côtes, et le commandement de celui d'Ostende fut donné au général Davout. Ce fut dans ce camp que l'on put voir quelle importance ce général mettait au maintien de la discipline et à l'organisation des troupes. En 1804, lorsque le gouvernement devint impérial, le général Davout fut nommé colonel-général des grenadiers à pied de la garde, et prêta serment en cette qualité, le 18 mai. Le 19 du même mois, il fut créé maréchal d'empire, et, le 14 juin suivant, il obtint la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Des préparatifs sérieux se faisant contre l'Angleterre, Napoléon ordonna la réunion de ses flottes. La plus difficile à rallier, à raison des localités, était celle d'Ostende, sous les ordres de l'amiral Werhuel. Arrivé à Calais, il fallait, pour se rendre à Ambleteuse, et avant de doubler le cap Ginet, s'éloigner des côtes et

(1) Rapport du général en chef Brune, au ministère de la guerre, en date du 27 décembre 1800.

(2) Le digne et loyal général Moncey, ayant été la dupe d'une communication mensongère que lui avait faite le général autrichien Laudon, fut privé du commandement de l'aile gauche de l'armée d'Italie, et le général en chef Brune envoya Davout pour lui succéder. Celui-ci, trop généreux pour profiter de la disgrâce de son compagnon d'armes, se borna au commandement de la cavalerie et d'un corps d'avant-garde, et persista à prendre les ordres du général Moncey. Ce beau trait fut applaudi, comme il devait l'être, avec enthousiasme par les troupes françaises indignées de la perfidie du général Laudon. (*Victoires et Conquêtes des Français*, tom. XIII, pag. 313 et 314.)

marcher hors de la protection des batteries établies sur ces côtes. Une flotte anglaise, forte de 28 voiles, dont 7 vaisseaux de ligne, manœuvrait pour empêcher la jonction de la flotte d'Ostende avec celle d'Ambleteuse. Toute la difficulté consistait dans la résolution de tenter cette jonction. L'amiral Werhuel avait bien cette résolution, mais il était étranger (Hollandais), et exposé aux rivalités des marins français. Pour lui ôter la responsabilité de cette tentative, le maréchal Davout résolut de le prendre sur lui-même; et, à cet effet, il se rendit à Calais et monta sur la chaloupe de l'amiral, qui alors appareilla avec sa flotille. Le temps était superbe, et toute la population des côtes françaises et anglaises, sur ce point, put être témoin des efforts infructueux de l'armée navale anglaise pour s'opposer à la jonction. La chaloupe canonnière, montée par l'amiral et le maréchal Davout, fut attaquée à portée de mitraille par 4 bâtiments anglais; les voiles furent criblées et peu d'hommes cependant furent mis hors de combat. Enfin la flotille entra dans le port d'Ambleteuse aux acclamations de toute l'armée française. La perte des Anglais fut très-considérable (1). Le maréchal Davout fut décoré du grand cordon de la Légion-d'Honneur, le 1er février 1805. Le prince régent de Portugal lui envoya, quelques mois après, la décoration de l'ordre du Christ. L'envahissement de la Bavière par les troupes autrichiennes, décida Napoléon à se porter au secours du roi son allié, et la grande armée marcha sur l'Allemagne. Le maréchal Davout y eut le commandement du 3e corps. Il passa le Rhin à Manheim, et se porta, par Heidelberg et Necker-Eltz, sur le Necker. Arrivé, le 8 octobre, à Neubourg, il marcha ensuite sur Munich, tandis que Napoléon faisait capituler, à Ulm, l'armée autrichienne, commandée par le général Mack. Dans sa mar-

(1) Les fonds publics anglais se ressentirent de cet événement; mais l'échec éprouvé peu de temps après au Férol par les Français, et le départ de l'armée des côtes pour l'Allemagne, rétablirent la sécurité en Angleterre.

che, le maréchal Davout avait eu à soutenir ou livrer plusieurs combats, qui tous furent à l'avantage de son corps d'armée. Le maréchal était, le 27, à Mühldorff. Il fit réparer avec activité le pont sur l'Inn, que les Autrichiens avaient détruit, et effectua son passage, le 28. Les troupes ennemies qui se trouvaient sur la rive droite de cette rivière, furent culbutées, et on leur fit quelques prisonniers. Après de nouvelles affaires à Ried et Lambach, il se dirigea sur Stryer, où il trouva, le 4 novembre, le corps du général autrichien Meerfeld, qui déjà avait détruit le pont. Le maréchal Davout envoya chercher à la nage, et sous le feu de l'ennemi, quelques bateaux que les Autrichiens avaient tirés sur leur rive. Il s'en servit pour faire passer une soixantaine d'hommes du 13ᵉ régiment d'infanterie légère, qu'il fit protéger par son artillerie, placée de manière à empêcher l'ennemi de prendre une route qui rejoignait celle de Vienne. Ces 60 hommes mirent l'ennemi en déroute, et firent 600 prisonniers. Le maréchal fit jeter un pont, se mit à la poursuite du corps autrichien, l'atteignit dans les gorges de Marienzell, le détruisit presqu'en entier, et lui prit son artillerie. Le général Meerfeld fut réduit à se sauver avec quelques cavaliers. Le maréchal Davout se dirigea alors sur Liliensfeld pour attaquer les derrières de l'armée russe; mais celle-ci, craignant les suites de ce mouvement, se hâta de passer le Danube à Krems-Munster. Arrivé à Vienne, le maréchal traversa cette ville avec son corps d'armée, dans la journée du 14 novembre; passa le Danube, le même jour, et fit pousser l'ennemi sur la route de Brünn jusqu'à Wolkersdorff, par la brigade de cavalerie du général Milhaud, qui fit 600 prisonniers et prit un parc de 40 pièces de canon attelées. Il se dirigea alors sur Presbourg, surprit le pont volant établi sur le Danube, et fit avec les Hongrois une convention de neutralité, qui, quoique non reconnue par le gouvernement autrichien, n'eut pas moins l'effet désiré: celui d'arrêter les levées d'hommes dans ce pays. Napoléon, étant en présence de l'ennemi, à Austerlitz, appela à lui le maréchal Davout, et son

corps d'armée. Dans cette circonstance, le maréchal fit une marche forcée des plus étonnantes, puisque, 36 heures après leur départ de Vienne, ses troupes étaient rendues au poste assigné, à 36 lieues de la capitale des états autrichiens. A l'instant même de leur arrivée sur le champ de bataille (à la célèbre journée d'Austerlitz), le 2 décembre, elles firent des prodiges de valeur, en empêchant la gauche des Austro-Russes de tourner la droite de l'armée française, par Telnitz et Sokolnitz. Après la signature de la paix, le maréchal prit des cantonnements dans la Souabe. Il mit à profit le temps qui s'écoula jusqu'à la guerre de Prusse pour perfectionner l'instruction et la discipline dans son corps d'armée. La déclaration de guerre de la Prusse à la France eut lieu le 6 octobre 1806, et l'armée française se mit en mouvement le 13. Le maréchal Davout se dirigea sur Nauembourg, où il arriva le 14, et où il s'empara d'immenses magasins et des pontons de l'ennemi. L'armée prussienne, placée entre Jena et Weymar, informée des mouvements qui coupaient ses communications avec Berlin et le cours de l'Elbe, laissa à Jena, en présence de Napoléon, le corps de troupes saxonnes et celui du prince de Hohenlohe. Le reste de l'armée prussienne, c'est-à-dire environ 90,000 hommes commandés par le roi en personne et par le duc de Brunswick, fut porté à 7 lieues de Jena, au village d'Hassen-Hausen, en face du corps d'armée du maréchal Davout, fort seulement de 24,000 combattants. Napoléon, qui avait senti la nécessité absolue de faire défendre, jusqu'à la dernière extrémité, les défilés de Kosen et le passage de la Saale, avait confié ce soin important au maréchal Davout, guerrier d'un caractère ferme et d'une intrépidité à l'épreuve. Ce maréchal, voyant que la majeure partie de l'armée prussienne se portait sur lui, en donna avis aux maréchaux Murat et Bernadotte, qui étaient à Nauembourg, et leur transmit, en même temps, les ordres de Napoléon, qui prescrivaient à Bernadotte de suivre, avec son corps, les mouvements de celui du maréchal Davout. Bernadotte crut devoir s'y refuser et se dirigea sur Dornebourg,

point intermédiaire entre Jena et Nauembourg (1). Le 14 octobre 1806, avant le jour, le maréchal Davout commença la bataille en faisant déboucher ses troupes par le pont de Kosen, et en attaquant avec la plus grande résolution l'avant-garde ennemie qu'il culbuta. A onze heures du matin, toute la partie de l'armée prussienne, qui s'était portée au-devant du maréchal Davout, se trouvait engagée, à l'exception de deux divisions de la réserve, et déjà cette armée ennemie avait fait de grandes pertes: le duc de Brunswick, blessé mortellement, le général Schmettau, et plusieurs autres, grièvement blessés, avaient été obligés de quitter le champ de bataille. Engagé comme il l'était, Davout pouvait du moins se confier dans la vigueur des dignes généraux qui commandaient sous ses ordres, et dans la valeur étonnante de ses troupes; aussi continua-t-il avec résolution son mouvement offensif contre une armée presque quadruple de la sienne. Toutes les positions où l'ennemi chercha à se rallier, furent successivement attaquées et emportées, malgré la résistance courageuse des Prussiens qui eurent, dans cette action, 15,000 hommes tués ou blessés. A deux heures après midi, l'armée prussienne était en pleine retraite, traversant les défilés d'Auerstaëdt, où se trouvait le quartier-général du roi de Prusse. Le maréchal avait pris 115 pièces de canon en batterie, et fait 4 à 5000 prisonniers, n'ayant pour toute cavalerie que 900 chevaux, tandis que l'ennemi en avait 12,000 sous les ordres du général Blucher. Le corps de Davout perdit environ un tiers de son monde. Le maréchal Davout eut son chapeau emporté par un boulet, et reçut un grand nombre de balles dans ses habits (2). Pendant que ce combat avait lieu près

---

(1) « Ce fut, disent les auteurs des Victoires et Conquêtes, une grande faute dans l'ensemble des opérations de la bataille. » (Voyez *les notes de l'ouvrage que nous citons, en bas des pages* 329 *et* 330 *du tome XVI.)*

(2) Napoléon, dans son bulletin, où il ne fit qu'une seule bataille de celles d'Auerstaëdt et de Jéna, quoique toutes deux fussent éloignées

d'Auerstaëdt, dont il prit le nom, Napoléon battait complètement à Jéna, avec tous les autres corps de la grande-armée, les colonnes de l'armée prussienne, qu'il avait devant lui sur ce point. Pour reconnaître le service signalé rendu par le maréchal Davout, Napoléon le créa duc d'Auerstaëdt. Dans la nuit même qui suivit ce combat mémorable, le maréchal, pour augmenter la confusion parmi l'ennemi, jeta sa cavalerie pour lui couper la route de Leipsick. Il se dirigea lui-même sur cette ville, se porta à marches forcées sur Wittemberg, et surprit le pont sur l'Elbe. Ce dernier événement eut les conséquences les plus avantageuses, et Napoléon en profita en accourant avec son armée, qu'il fit passer l'Elbe sur ce point. Le maréchal Davout entra à Berlin avec son corps d'armée. Il continua sa marche sur l'Oder, où il surprit le pont de Francfort. La division du général Gudin, sous ses ordres, s'empara de Custrin, ville regardée comme la plus forte de la Prusse, et qui était alors défendue par 4000 hommes et 90 pièces d'artillerie en batterie. La garnison fut faite prisonnière de guerre. Le maréchal entra ensuite en Pologne, par Posen, où il arriva le 12 novembre, se dirigeant sur Varsovie. Il fit surprendre, par 100 chevaux de sa cavalerie légère, le fort de Czenstochau, défendu par 700 hommes et 36 pièces de canon. Il passa la Vistule, et trouva l'armée russe de l'autre côté du Bug. Ayant résolu de s'emparer d'une petite île située à l'embouchure de la Wkra, il la fit attaquer, et l'enleva, le 18 décembre, malgré la résistance de l'ennemi qui, connaissant l'importance de ce poste, voulut le défendre. Il passa le Bug en présence de l'armée russe, livra et gagna, le 23 décembre, le combat de Czarnowo, où 15,000 ennemis fu-

---

l'une de l'autre et bien distinctes, fit connaître que le corps d'armée du maréchal Davout avait fait des prodiges, et que ce maréchal avait personnellement déployé une grande fermeté de caractère, première qualité de l'homme de guerre. Ces expressions n'étaient pas trop fortes pour donner une idée juste de l'intrépidité du chef, des généraux et des soldats, qui, en quelques heures, venaient de détruire le moral de la vieille armée du grand Frédéric.

rent mis en déroute. Une centaine de prisonniers russes, et 6 pièces de canon, restèrent, en cette occasion, au pouvoir des Français. Le 24, le maréchal Davout se mit à la poursuite de l'ennemi, sur lequel il obtint des avantages à Nasielsk et à Golymin. Il se porta, le 25, sur Tykoczin, où il ne rencontra que les traînards de l'armée russe; mais il y prit 200 voitures de bagage. Il prit ensuite ses cantonnements à Willenberg, sur la Narew, en même temps que le reste de l'armée française. Vers la fin de janvier 1807, l'armée russe, inquiétée par des mouvements du maréchal Bernadotte sur Elbing, se porta sur le corps de ce maréchal; et, pour le secourir, on fut obligé de lever les quartiers de l'armée française. Le corps du maréchal Davout, marchant à la droite, rencontra à Heilsberg, le 7 février, une division russe. Il traverse aussitôt l'Alle, fait 1200 prisonniers, et se porte, par Barteustein sur Eylau. La tête de colonne de son corps d'armée était, ce même jour 7 février, à une lieue de cette dernière ville. Le maréchal, informé que l'armée russe, réunie sur ce point, se disposait à livrer bataille, part, le 8, à quatre heures du matin; il fait, à six heures, sa jonction avec la division du général Saint Hilaire, près de Klein-Sausgarten. Depuis ce moment jusqu'à 11 heures du soir, le corps d'armée du maréchal Davout, fort seulement de 14,000 hommes, fut aux prises avec une forte partie de l'armée russe; mais, par une suite d'attaques des plus vigoureuse, il étonna cette armée qui avait eu des succès sur d'autres points et la força à la retraite, en lui faisant abandonner 40 pièces de canon. Le maréchal Davout garda le champ de bataille sur lequel il venait d'acquérir une nouvelle gloire, malgré les ordres de Napoléon qui, ne pouvant croire à ce succès, dans l'état des choses où il se trouvait, avait fait dire au maréchal de se retirer. Dans cette bataille meurtrière, le corps d'armée du maréchal Davout avait eu la moitié de son monde hors de combat, et le chef y avait déployé de nouveau cette fermeté de caractère dont naguère il avait donné tant de preuves à Auerstaëdt. Après la bataille d'Eylau, l'armée française reprit ses cantonnements derrière la Passarge, et le maréchal Davout fut éta-

bli à Allenstein et Osterode, observant les sources de l'Omulew et de l'Alle. Dans les premiers jours de juin, les Russes levèrent leurs cantonnements et attaquèrent le maréchal Ney, à Guttstadt ; cette attaque imprévue surprit Napoléon. Le maréchal Davout réunit promptement son corps à Allenstein et marcha au secours de Ney, qui, pendant deux jours, avait soutenu tout l'effort de l'armée russe, et dont la belle défense était devenue le sujet d'une admiration générale. Le maréchal Davout menaça l'ennemi de se porter sur ses derrières, en employant une ruse de guerre pour faire croire que toute l'armée française le suivait. Cette ruse produisit l'effet désiré, et les Russes se retirèrent dans leur camp d'Heilsberg. Le gain de la bataille de ce nom, qui fut livrée le 10 juin, les força à se diriger sur Friedland. Le corps du maréchal Davout marcha sur Kœnigsberg. A son arrivée dans cette ville, ce maréchal reçut l'ordre de se porter sur Friedland, où se livrait, le 14 juin, une grande et décisive bataille. Ayant appris, chemin faisant, la victoire remportée par Napoléon, le maréchal Davout se porta sur Labiau, où il enleva, le 16, l'arrière-garde ennemie qui évacuait Kœnigsberg. La paix fut conclue à Tilsitt entre la France, la Russie et la Prusse, le 9 juillet. Le maréchal Davout fut chargé, avec le titre de gouverneur-général, du commandement du nouveau grand-duché de Varsovie, donné au roi Saxe, par l'article 5 de ce traité. Il y resta pendant 15 mois avec ses troupes, et y mérita, par son administration sage et par la bonne discipline de ses soldats, l'estime et l'affection de toutes les classes de Polonais (1). En 1808, après les conférences d'Erfurth, Napo-

(1) La conduite que tint le maréchal Davout dans le grand-duché de Varsovie, contribua pour beaucoup à inspirer aux braves et généreux Polonais les sentiments qu'ils n'ont cessé de montrer aux Français, même à l'époque des plus grands désastres de ces derniers. Le prince Poniatowski est resté, jusqu'à son dernier moment, l'ami intime du maréchal Davout ; et cela seul suffirait pour réfuter toutes les calomnies débitées ou écrites contre ce maréchal, à l'occasion de son administration dans le grand-duché de Varsovie : elles ont indigné ceux des Polonais qui en ont eu connaissance.

léon, qui dirigeait presque toutes ses troupes en Espagne, laissa le maréchal Davout en Allemagne avec son corps d'armée. Le 16 avril de la même année, ce maréchal reçut l'autorisation de porter la décoration de grand'croix de l'ordre de Saint Henry de Saxe. La résistance énergique des Espagnols fut mise à profit par les ennemis de la France, en Allemagne; et des sociétés secrètes y furent organisées pour exciter la fermentation et la haine contre les Français. Le maréchal s'attacha à paralyser et à combattre les effets de toutes ces menées ténébreuses, en faisant observer la discipline la plus sévère parmi ses troupes et en remédiant à tous les abus qui avaient lieu. Il fit, à ce sujet, des règlements, entr'autres pour les subsistances, et fixa la nourriture due aux troupes dans les strictes proportions du nécessaire. Ces règlements étaient un véritable bienfait pour les populations qui surent l'apprécier. Par l'emploi de ces seuls moyens, le maréchal parvint à déjouer la malveillance, sans qu'il devînt nécessaire d'exercer aucun acte de rigueur (1). La guerre éclata de nouveau, en 1809, entre l'Autriche et la France, et toutes les armées autrichiennes, fortes de 200,000 hommes, pénétrèrent en Bavière par l'Inn et le Haut-Palatinat. Le maréchal Davout, qui avait passé l'hiver de 1808 à 1809, dans la Thuringe et le pays de Bayreuth, mit son corps d'armée, (le 3ᵉ), en mouvement vers la fin du mois de mars, pour se porter sur Ingolstadt, et se réunir au corps du maréchal Masséna qui était à Augsbourg et Donawerth. Napoléon n'était point encore arrivé, à cette époque, à la grande-armée; mais le major-général Berthier qui s'y trouvait, ordonna au maréchal Davout de concentrer son corps autour

(1) Tout ce que les journaux anglais et allemands ont débité de contraire à ce que nous disons ici n'a été qu'un moyen employé par les ennemis de la France pour aigrir les peuples contre elle, et pour décréditer un brave guerrier dont ils redoutaient la clairvoyance et la fermeté. La fausseté des inculpations pouvait être facilement démontrée; mais on sait que la calomnie laisse toujours des cicatrices, et, sous ce rapport, on jugeait qu'elle était bonne à employer.

de Ratisbonne (1). Davout fit vainement des observations contre cet ordre dont l'exécution lui paraissait devoir être funeste; l'ordre fut réitéré jusqu'à quatre fois : il fallut obéir. Ainsi que le maréchal Davout l'avait prévu, toute l'armée autrichienne se porta sur lui. Sur ces entrefaites, Napoléon arriva, et, pour réparer la faute commise par le major-général, il donna à Davout l'ordre de se porter sur Ingolstadt : c'était précisément le mouvement que le maréchal avait voulu faire. Le 3e corps se mit en marche, le 19 avril, par la rive droite du Danube, et le maréchal eut la précaution de tenir l'ennemi au loin sur la rive gauche de ce fleuve. Il rencontra, près de Tann, l'armée autrichienne, qui, sous le commandement de l'archiduc Charles en personne, s'avançait pour le combattre à Ratisbonne. La bataille commença à 7 heures du matin, et fut des plus opiniâtres. Le corps du maréchal Davout avait encore affaire, dans cette circonstance, à des forces quadruples; mais le coup d'œil exercé et sûr du maréchal, la résolution et l'intrépidité qu'il sut communiquer à ses troupes, firent, contre toute vraisemblance, décider la victoire en faveur des Français (2). Le résultat de cette bataille fut la jonction du maréchal Davout avec l'armée bavaroise. Napoléon se hâta de profiter de cette jonction pour faire un mouvement décisif; et, à cet effet, il prit les deux divisions de droite du 3e corps, se porta sur Landshutt, et coupa, par ce moyen, la ligne d'opérations de l'archiduc Charles. Pour protéger ce mouvement, le maréchal Davout, chargé de tenir en échec l'archiduc, alla prendre position du côté d'Eckmühl, avec les deux divisions, fortes d'environ 26,000 hommes,

(1) Le 3e corps était composé de 4 divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie légère de 4000 chevaux, au total environ 45,000 hommes.

(2) Les Autrichiens avaient prophétisé la défaite du corps du maréchal Davout; aussi, dans leur relation de l'affaire de Tann, ils ne purent se justifier de l'avoir perdue qu'en disant que les troupes françaises s'étaient battues avec le courage du désespoir.

qui lui restaient de son corps d'armée. Le 21 avril, à cinq heures du matin, le combat fut engagé entre les deux divisions françaises et cinq corps d'armée dirigés par l'archiduc Charles. Cette fois encore, les bonnes dispositions du maréchal et la valeur de ses troupes suppléèrent à l'infériorité du nombre, et rendirent infructueuses toutes les attaques des Autrichiens. Dans une de ces attaques, un régiment français qui couvrait trois batteries est culbuté; le maréchal se trouvait à l'une de ces batteries accompagné seulement de son premier aide-de-camp (le colonel Bourke, depuis lieutenant-général), lorsque la tête d'une colonne hongroise, forte de 8000 hommes, monta sur la hauteur où était l'artillerie et arriva à vingt pas des pièces. A la vue de la batterie, l'ennemi montra de l'hésitation, et le maréchal en profita pour diriger le feu des pièces sur cette tête de colonne qui, s'en trouvant écrasée, prit la fuite et entraîna dans sa retaite tout ce qui la suivait : la bataille ne cessa qu'à 10 heures du soir. La durée et la vivacité de cette action avaient donné les plus grandes inquiétudes à Napoléon, qui s'était emparé de Landshutt, et qui savait que presque toute l'armée autrichienne agissait contre le corps du maréchal Davout. Lorsque l'empereur apprit que ce corps n'avait pas été défait, et qu'au contraire il se trouvait toujours sur le champ de bataille et en présence de l'ennemi, il accourut, le 22, pour le joindre. Le lendemain, 23 avril, une seconde bataille d'Eckmühl recommença entre les Autrichiens et tout le corps du maréchal Davout qui se trouvait réuni depuis l'arrivée de Napoléon. Des attaques vigoureuses et bien combinées mirent bientôt dans la déroute la plus complète l'armée de l'archiduc Charles, qui, battue sur tous les points, perdit, en cette occasion, 5000 hommes tués, 15,000 fait prisonniers, 12 drapeaux et 16 pièces de canon. Le maréchal Davout avait, par sa fermeté et ses savantes dispositions, contribué puissamment au succès obtenu dans cette journée. L'armée autrichienne fut suivie le lendemain sous les murs de Ratisbonne, qui fut enlevé de vive

force par les troupes du maréchal Davout (1). Les manœuvres et les divers succès de l'armée française obligèrent l'archiduc de se retirer en Bohême. Napoléon marcha sur la capitale des états autrichiens, laissant au maréchal Davout l'ordre d'éclairer l'armée ennemie sur la rive gauche du Danube, et d'être à Vienne aussitôt qu'elle. La rupture des ponts faite par l'ennemi en retraite, empêcha le maréchal Davout d'assister à la bataille d'Essling, le 22 mai 1809. Pendant la reconstruction de ces ponts, il se porta en face de Presbourg, pour empêcher les Autrichiens de déboucher sur ce point, et eut à soutenir différents combats, toujours à son avantage. Dès que les ponts furent rétablis, le 3ᵉ corps fut appelé dans l'île de Lobau, et traversa, avec la grande-armée, le bras du Danube, le 6 juillet. L'arrière-garde ennemie se retira sur sa position retranchée. Le maréchal Davout fut placé avec son corps à l'extrême droite de l'armée française. Il fit, dans la soirée du 5 juillet, une forte reconnaissance en face de Margraff-Neusiedel. Le lendemain, 6 juillet, eut lieu la mémorable et décisive bataille de Wagram. A la pointe du jour, le maréchal Davout fut attaqué par la gauche de l'armée autrichienne qui fut promptement repoussée dans sa position. La bataille s'étant vivement engagée sur toute la ligne, le maréchal Davout manœuvra pour tourner la gauche de l'ennemi qui fut presqu'aussitôt culbuté qu'attaqué La position des Autrichiens était forte sur les hauteurs de Margraff-Neusiedel ; mais elle n'en fut pas moins abordée et enlevée l'arme au bras, par le 3ᵉ corps, sous le feu le plus vif et aux yeux du reste de l'armée française qui était dans la plaine, attendant le succès de ce mouvement décisif avec d'autant plus d'anxié-

---

(1) Napoléon fut blessé, pour la première fois de sa vie, pendant l'action sous Ratisbonne. Une balle amortie vint le frapper au pied droit, et lui fit une forte contusion. Le premier chirurgien Yvan le pansa ; mais Napoléon était si impatient, qu'il monta à cheval avant que l'appareil fût entièrement placé. Quelques courtisans lui ayant reproché qu'il s'exposait souvent avec trop de témérité, il leur répondit en souriant : « Que » voulez-vous ? il faut bien que je voie ce qui se passe. »



lé qu'on avait éprouvé des revers et particulièrement à la gauche. Poursuivant son succès avec vigueur et en bon ordre, le maréchal se porta sur Wagram; et l'ennemi, voyant qu'il ne pouvait l'arrêter, se mit en retraite (1). Le lendemain de la bataille, le maréchal Davout se dirigea sur Nicolsbourg, où il attaqua l'arrière-garde du prince de Rosemberg, sur laquelle il fit prisonnier le régiment de l'archiduc. Une suspension d'armes, puis la paix conclue à Vienne, le 14 octobre, mirent un terme aux hostilités. Napoléon voulant reconnaître les importants services rendus par le maréchal Davout dans cette campagne de 1809, et notamment à Tann, Eckmühl et Wagram, lui décerna le titre de prince d'Eckmühl. Le 4 avril 1810, Napoléon fit expédier des lettres patentes par lesquelles le maréchal Davout fut autorisé à porter le grand-cordon de l'ordre de St.-Étienne de Hongrie, que l'empereur d'Autriche lui avait conféré. En 1811, Napoléon réunit les villes Anséatiques à la France, et en forma la 32e division militaire. Il y envoya le maréchal Davout en qualité de gouverneur. Le corps du maréchal occupa ce pays. Le maréchal fut chargé en outre, et dans le même temps, du commandement de toutes les places de la Vistule et sur l'Oder. Une commission de gouvernement, composée du maréchal qui la présidait et de MM. les conseillers-d'état Faure et Chaban, introduisit, dans les villes anséatiques, les lois françaises, et laissa d'honorables souvenirs de son administration. La guerre éclata de nouveau entre la France et la Russie, en 1812. Le maréchal eut le commandement du 1er corps de la grande-armée, fort de 60,000 hommes et composé, en partie, des mêmes troupes depuis le camp d'Ostende. La marche de ce corps, par la Prusse, obligea cette puissance, alors trop faible, de rompre ses négociations avec la Russie et de s'u-

(1) Lorsque Napoléon vit paraître sur les hauteurs de Margraff-Neusiedel la division Friant (du 3e corps) en colonne serrée et dans l'attitude la plus imposante, il dit au groupe qui l'entourait : « Vous verrez » que Davout me gagnera encore cette bataille », rappelant par ces mots flatteurs les succès du maréchal à Auerstaedt, dans la journée d'Iéna.

nir à la France. Le 1er corps passa le Niemen avec les autres corps de la grande armée, le 24 juin, vis-à-vis de Kowno. Arrivé à Wilna, le maréchal Davout fut détaché avec deux divisions de son corps d'armée, contre la gauche de l'armée russe commandée par le prince Bagration, pour lui couper la jonction avec la grande armée russe. Il entra à Minsk, le 8 juillet; y prit des magasins considérables, et continua, le 13, son mouvement sur Mohilow, où il arriva le 20, faisant fuir devant lui le général russe qui s'était trompé sur les forces réelles dont le maréchal pouvait alors disposer. Cependant Bagration, ayant acquis la certitude qu'il n'avait réellement affaire qu'à 12 ou 15,000 hommes du corps du maréchal Davout, vint attaquer ce dernier avec 80.000 hommes de toutes armes. On se battit avec acharnement pendant plus de 12 heures; mais, malgré la supériorité de leur nombre, les Russes ne firent que des efforts infructueux, et furent contraints de se retirer avec perte de 12,000 hommes. Ce combat fut, pour les armes françaises, un des plus glorieux de la campagne. Bagration se replia sur Staroï-Bikhow, et ne put rejoindre la grande-armée russe qu'à Smolensk. Napoléon ayant pris la résolution de s'emparer de cette dernière ville, le maréchal Davout eut ordre de faire marcher son corps dans cette direction. Il fit sa jonction avec la grande-armée française à Dubrowna, sur la rive gauche du Dnieper, le 13 août. Le 16, on était arrivé devant Smolensk, et le corps du maréchal était placé au centre de l'armée. Les Russes ayant voulu déboucher de la ville pour attaquer les Français, il en résulta pendant deux jours, des combats très-vifs. Le maréchal Davout n'avait alors à sa disposition que deux divisions d'infanterie de son corps d'armée. Il s'empara des faubourgs de la ville, qui furent enlevés par ses troupes avec une froide et rare intrépidité, et refoula l'ennemi dans Smolensk que les Russes évacuèrent pendant la nuit du 17 août. Le 5 septembre suivant, la division Compans, du corps du maréchal Davout, enleva aux Russes la position d'Alexino et la redoute de Chewarino. La grande et décisive bataille de la Moskowa fut livrée le 7 septembre. Dans cette journée, le maré-



chal Davout n'eut encore à sa disposition qu'une faible partie de son corps d'armée. Dès 6 heures du matin, le signal du combat ayant été donné, le maréchal Davout marcha avec les divisions Compans et Dessaix sur le front de la redoute de gauche des Russes, voisine du bois Passarewo. Cette redoute fut enlevée après une heure du combat le plus meurtrier. Le maréchal Davout fut alors blessé par un boulet, qui en même temps tua le cheval qu'il montait. Dès ce moment, ses troupes furent mises à la disposition du roi de Naples; mais le maréchal, malgré sa blessure, ne quitta pas le champ de bataille et se tint constamment sous le feu le plus vif, pour donner l'exemple à ses soldats. La grande-armée française entra à Moskow, le 14 septembre; et, pendant tout le temps de l'occupation de cette ville, le maréchal Davout y séjourna avec son corps d'armée. On évacua Moskow, le 19 octobre; et alors commença cette fatale et désastreuse retraite qui ensevelit tant de braves dans les glaces de la Moscowie. Le maréchal eut encore occasion de se signaler à la bataille de Maloïaroslawetz, le 24 octobre, et y détermina la retraite de l'aile droite de l'armée russe sur son centre. Le 25, le maréchal Davout passa la Luja, et se mit à la poursuite des Russes; mais les forces nombreuses que ces derniers avaient réunies, obligèrent Napoléon de retourner vers Mojaïsk, pour rejoindre la grande route de Moskow à Smolensk. Le 27, le maréchal était à Borowsk, formant avec son corps l'arrière-garde de la grande-armée. Attaqué, le 31, à Koloskoï, par les cosaques de l'hetmann Platow, il les repoussa et leur fit éprouver quelques pertes. Le 3 novembre, il prit une part très-active au combat de Wiazma, où les Français demeurèrent maîtres du champ de bataille. Il s'avançait, le 17 au matin, sur la route de Krasnoï, lorsqu'il fut attaqué par les troupes russes des généraux Milloradowitch et Galitzin. Le combat fut violent, mais court; rien ne put ébranler les troupes françaises, et le maréchal effectua son passage à Krasnoï (1). Pendant toute cette retraite, on put

(1) Le prince d'Eckmühl, avec moins de 10,000 hommes et presque

remarquer le maréchal donnant constamment l'exemple de la fermeté et du courage moral si rare en de telles circonstances; il marchait avec ses troupes, ne s'abritait que le dernier, partageait avec ses officiers ses vivres et ses bivouacs; et, lorsque ses soldats furent anéantis par le feu de l'ennemi et plus encore par le froid, la faim et toutes les autres privations, il marchait encore à la tête de ses aigles et des officiers qui pouvaient les suivre. Il arriva enfin à Thorn avec les débris de son corps d'armée; y arrêta, pendant 15 jours, la marche de l'ennemi, et se rendit de là à Magdebourg, par Posen, Custrin et Stettin, faisant partout de prévoyantes dispositions pour la défense des places. Les ennemis s'avançant sur l'Elbe, le maréchal retarda leur mouvement en se montrant à Dresde, où il fit sauter le pont, le 19 mars 1813. Il marcha ensuite sur Bremen et Hambourg, chassa devant lui les corps de partisans répandus sur les bords de l'Elbe, s'empara de vive force de Haarbourg et des îles environnantes, et rentra dans Hambourg, le 30 mai. Il rétablit l'ordre dans cette ville, pourvut aux subsistances, organisa un nouveau corps d'armée sous le n° 13, tout composé de jeunes soldats; et fit commencer les fortifications d'un immense camp retranché qui, plus tard, étonna l'ennemi et sauva une armée à la France. Napoléon avait repris l'offensive en Allemagne; mais, après les célèbres batailles de Lutzen et de Bautzen, un armistice fut conclu, le 2 juin, entre les puissances belligérantes. Les hostilités ayant recommencé, le 10 août, le maréchal Davout quitta, le 18 du même mois, ses cantonnements de Hambourg; marcha avec son corps d'armée dans le Mecklembourg, et s'empara de ce pays. Les mouvements de son corps d'armée étant subordonnés à ceux du maréchal Oudinot, il fut obligé, sur l'avis qu'il eut des revers de ce dernier, près de Berlin, de se retirer à Ratzebourg, où, quel-

---

sans canon, lutta en cette circonstance contre 42,000 fantassins et 16,000 chevaux ayant une nombreuse artillerie, et tous les avantages d'une position en quelque sorte inexpugnable.

ques mois après, il eut connaissance des désastres de l'armée française devant Leipsick. Le maréchal Davout, dans un camp retranché sur la Stecknitz, tint l'ennemi en échec pendant deux mois, dont il profita pour achever ses fortifications, s'approvisionner en vivres, et tenir les communications ouvertes entre la Hollande et la France. Cependant le prince royal de Suède (ci-devant maréchal Bernadotte), vint faire sa jonction à Boitzenbourg, le 24 novembre, avec le général russe Valmoden. Les troupes ennemies ainsi réunies s'élevaient à environ 80,000 hommes. La circonstance de cette jonction obligea le maréchal Davout de rentrer dans son camp retranché, dont il perfectionna la défense sous le feu de l'ennemi. C'est de ce moment que commença le blocus pendant lequel le maréchal Davout développa cette énergie de caractère, ces ressources que donnent une haute connaissance de l'art militaire, et cette prévoyance qui déjoue les ruses et les intrigues au dedans, en même temps qu'elle pare les attaques de vive force au dehors. Dans l'hiver de 1813 à 1814, l'Elbe fut gelé pendant trois mois. Les Français avaient alors 10 lieues de circuit à garder; ils étaient souvent obligés de se battre, et l'ennemi les harcelait toutes les nuits. Durant les gelées, la place de Hambourg pouvait être enlevée d'un coup de main; aussi le maréchal Davout veillait toutes les nuits, et ne prenait que quelques heures de repos pendant le jour. Il visitait fréquemment les postes, arrivait le premier à celui qui était attaqué, avec la compagnie d'élite du 15ᵉ régiment d'infanterie légère. Il pourvoyait avec une vive sollicitude aux besoins des hôpitaux, à la subsistance, à l'habillement et au paiement de la solde de ses troupes, qui répondirent à tous ces soins par une bonne discipline, du courage et un grand zèle. Officiers et soldats, tous auraient eu honte de se plaindre des fatigues, des veilles, des combats, des alarmes et de la nourriture de chair de cheval à laquelle on fut bientôt réduit, lorsqu'on voyait le maréchal partageant les mêmes travaux, les mêmes privations, et s'exposant tous les jours comme le dernier soldat de son

armée (1). Enfin le dégel vint mettre un terme à cette position critique. Dès lors la ville de Hambourg put encore tenir long-temps, et les Français auraient pu de leur camp de Hambourg reprendre l'offensive, si le sort des armes eût continué de tourner en faveur de leur patrie, après les victoires remportées en France par Napoléon dans les plaines de Montmirail et de Champ-Aubert. Le maréchal Davout refusa long-temps de croire à l'abdication de Napoléon, et répondit au général Beningsen, qui l'envoya sommer de rendre Hambourg, en lui annonçant les désastres des Français sous les murs de Paris : « L'empereur Napoléon ne » m'enverrait pas d'ordres par des officiers russes. » Il demanda cependant à expédier un de ses officiers pour s'assurer de la vérité : cette proposition fut refusée. Ce ne fut que lorsqu'il eut officiellement connaissance des changements survenus en France, que le maréchal Davout fit arborer le drapeau blanc, le 5 mai 1814, annonçant en même temps sa résolution de défendre Hambourg au nom de S. M. Louis XVIII. Il fut attaqué, quelques jours après,

---

(1) Toutes les relations étrangères ont rendu la plus éclatante justice à cette belle défense de Hambourg, où, pendant 10 mois, le maréchal Davout déploya une prévoyance, une intrépidité et des talents qui lui ont assigné un rang si élevé dans l'opinion et dans l'estime des militaires. Nous nous bornerons à citer un des faits qui eurent pour témoins toute l'armée et la population de Hambourg, et qui peut à lui seul expliquer les causes qui ont toujours fait triompher le maréchal Davout. Le 13 février 1814, 25,000 Russes, profitant de l'épaisseur des glaces qui rendaient l'Elbe aussi solide que la terre ferme, se portèrent dans l'île de Willemsbourg pour couper la communication entre Haarbourg et Hambourg, et culbutèrent d'abord les 3000 Français qui protégeaient cette communication. Aussitôt le prince d'Eckmuhl se porte sur le point attaqué, accompagné du général César-Laville, son chef d'état-major et son ami; et de 75 hommes du 15e régiment d'infanterie légère. Il dispose sa petite troupe de manière à faire croire à l'ennemi qu'elle formait une tête de colonne, et tint ainsi les Russes en échec pendant trois quarts d'heure. Pendant ce temps, ses troupes dispersées se rallient; et, sa réserve étant arrivée, il attaque les Russes, et les oblige de se retirer. Durant ces trois quarts d'heure, un boulet avait enlevé 15 hommes sur les 75 qui escortaient le maréchal.

par une flotille anglaise et par des troupes russes qui portaient des drapeaux blancs, espérant par cette perfide ruse surpendre les Français; mais la bravoure de ces derniers et la vigilance de leur chef firent échouer cette tentative, et les Anglo-Russes furent repoussés avec vigueur (1). Le général Gérard ayant été envoyé pour prendre, par ordre du roi, le commandement de l'armée française à Hambourg, le maréchal Davout lui remit ce commandement, aux regrets de tous les officiers et soldats du 13ᵉ corps. En rentrant en France, le prince d'Eckmühl reçut, du ministre de la guerre, l'ordre de se rendre à sa terre de Savigny, où il resta presque tout le reste de l'année 1814. Il s'occupa d'y rédiger un mémoire au roi, qu'il publia, et dans lequel il répondit aux inculpations dirigées contre lui (2). La publi-

(1) C'est le fait que nous venons de citer qui a servi de base à la calomnieuse accusation portée contre le maréchal Davout d'*avoir fait tirer sur le drapeau blanc.*

(1) On accusait le prince d'Eckmuhl : 1° d'avoir fait tirer sur le drapeau blanc; 2° d'avoir commis des actes arbitraires, tendant à rendre le nom français odieux; et 3° d'avoir enlevé les fonds de la banque de Hambourg. Dans le Mémoire qu'il publia, le prince d'Eckmühl se justifia du premier chef d'accusation, en citant les faits que nous venons de rapporter plus haut (*Voyez la note ci-dessus, et le paragraphe qui y a rapport*). Pour le second, il prouva qu'il n'avait fait qu'un usage légitime de l'autorité dont il était revêtu. Quant au troisième chef d'accusation, il le rétorqua victorieusement, en faisant connaître toutes les précautions et les formalités prises pour séquestrer et utiliser les fonds de la banque de Hambuurg. « J'ai essayé, dit il, de détourner ce malheur, en faisant prévenir le commerce de Hambourg par la commission désignée pour apposer les scellés sur la banque, que je renoncerais à ce rigoureux expédient, si les négociants voulaient s'engager à fournir les fonds nécessaires aux dépenses de l'armée. M. de Chaban et le comte de Hogendorp m'annoncèrent que le commerce persistait à ne prendre aucun engagement, et qu'il n'y avait plus d'autre moyen que de s'emparer de la banque. C'est ainsi qu'après avoir épuisé toutes les ressources, et fait toutes espèces de tentatives, la nécessité la plus absolue et la mieux constatée me fit un devoir de m'emparer de ce dépôt. La commission qui a opéré la saisie était composée de personnes dont la probité et le rang offraient les plus grandes garanties : elle constata l'état de la banque par un procès-verbal, et conserva avec soin les registres.

cation de ce mémoire engagea quelques maréchaux à faire des démarches en faveur d'un de leur collègues indignement calomnié, et qui s'était aussi complétement justifié. On mit fin à l'exil du maréchal Davout, qui eut la permission de venir à Paris, mais avec défense de paraître à la cour. Il ne fut pas appelé à prêter serment entre les mains du roi, et ne fut point décoré de l'ordre de St.-Louis. Le prince d'Eckmühl ne reparut sur la scène politique que le 21 mars 1815, le lendemain du retour de Napoléon à Paris. Il accepta le ministère de la guerre, le 21 mars, à une heure du matin; et des officiers, ainsi que des courriers, furent aussitôt expédiés dans toutes les directions pour faire connaître à la France que Napoléon Buonaparte était rentré sans coup férir dans la capitale. Bientôt on eut la certitude que les armées de toutes les puissances de l'Europe allaient fondre sur la France. Pour leur résister, il devenait nécessaire de déployer une activité extraordinaire; et, quoique cette activité fût un des attributs du génie de Buonaparte, on ne peut méconnaître qu'il fut puissamment secondé dans cette circonstance par chacun de ses ministres et particulièrement par le prince d'Eckmühl. En moins de trois mois, toutes les places fortes et tous les postes militaires furent

---

« Les fonds qui en provenaient ont été employés au service des hôpitaux, » à la subsistance des troupes et des administrations françaises, ainsi qu'à » la continuation des travaux de l'artillerie et du génie; travaux qui ont » conservé 25 mille hommes à la patrie. Lorsque j'ai été forcé de m'emparer des fonds de la banque de Hambourg, ils montaient à plus de » 12 millions; et, lorsque j'ai été remplacé dans mon commandement » par le général Gérard, l'armée avait été payée. J'avais fait face à toutes » les dépenses; la solde était au courant : j'ai laissé dans les caisses de » l'armée 1,718,250 fr. 93 c., qui ont continué à recevoir la même » destination. Tous les actes de mon administration ont été dictés par des » ordres et décrets dont j'ai les originaux entre les mains. J'ai pu, dans » les grands commandements dont j'ai été chargé, froisser des intérêts » particuliers; mais jamais, de mon propre mouvement, je n'ai rendu » le nom français odieux; et dans toutes les circonstances difficiles où je » me suis trouvé, j'ai toujours eu pour guides l'amour de la patrie et » l'intérêt de l'armée. »

mis en état de défense et approvisionnés en munitions de guerre et en subsistances. A la fin de mars 1815, l'armée française n'offrait pas 80,000 combattants, et cependant dès le mois de juin, les troupes réunies dans les champs de la Belgique s'élevaient déjà à 150,000 hommes. Toutes les mesures avaient été prises pour que dans le courant du mois d'août 800,000 hommes fussent sur pied, armés et équipés. Tous les ordres, toutes les instructions émanés, à ce sujet, du maréchal prince d'Eckmühl, peuvent être considérés comme des modèles d'organisation, tant pour l'offensive que pour la défensive. A Paris, on fabriquait ou l'on réparait jusqu'à 2000 fusils par jour. L'activité de toutes les manufactures d'armes fut quadruplée. Le ministre de la guerre fit donner à la cavalerie 12,000 chevaux de gendarmes (ils étaient tout dressés); et, quinze jours après, les gendarmes, auxquels on avait payé comptant le prix de leurs chevaux, se trouvaient déjà remontés. Nous nous bornerons à ces citations; les bornes de cette notice biographique ne nous permettent pas d'entrer dans des détails dont les développements demanderaient un ouvrage particulier, qui pourrait être d'un grand intérêt, en ce qu'il montrerait les immenses ressources qu'offre la France toutes les fois qu'il s'agit de la défense de son territoire (1). Napoléon Buonaparte ayant créé une chambre des pairs, le prince d'Eckmühl en fut nommé membre, le 2 juin (2). Après quelques succès marquants remportés sur les armées prussienne et anglo-hollandaise, Napoléon perdit la bataille de Waterloo, le 18 juin. Il accourut alors à Paris, et son éloignement de l'armée en rendit le ralliement impossible.

(1) En 1793, par les moyens de la terreur, on fit des levées d'hommes et des armements extraordinaires. Dans les trois mois de 1815, pendant lesquels le prince d'Eckmühl fut ministre de la guerre, on fit également des efforts prodigieux; mais ils furent régularisés de manière à être presque inaperçus.

(2) Avant de quitter Paris pour se rendre à son armée, Napoléon composa un conseil de gouvernement dont le maréchal Davout fut nommé membre.

Bientôt après, la nouvelle inattendue de l'abdication de Napoléon (1) acheva de bouleverser les esprits dans les débris de cette armée; aussi les ennemis arrivèrent-ils sans coup férir jusque dans la plaine de Saint-Denis, où ils précédèrent les premières colonnes de troupes revenant de Waterloo, et qui ne purent se concentrer sous Paris qu'en se jetant dans la direction de Meaux. Le gouvernement provisoire créé après l'abdication de Napoléon prit, le 24 juin, un arrêté par lequel le prince d'Eckmühl, ministre de la guerre, fut chargé de faire toutes les dispositions nécessaires pour la défense de Paris, et autorisé en même temps à donner, pendant cette mission, la signature au commissaire-ordinaire Marchand, secrétaire-général de ce ministère. Le prince d'Eckmühl n'avait d'autre barrière à opposer à l'ennemi qui, dès le 27 juin, s'approchait de la

(1) Napoléon abdiqua le 23 juin. Deux ou trois jours après, le prince d'Eckmühl, qui, par sa place de ministre de la guerre, était plus qu'aucun autre à même de juger les moyens de résistance que l'on pouvait opposer aux alliés, proposa au gouvernement provisoire, dans un conseil où étaient réunis les ministres et les bureaux des deux chambres, une mesure qu'il croyait propre à tout concilier. C'était d'envoyer offrir au roi : 1° d'entrer dans Paris sans troupes étrangères; 2° de prendre la cocarde tricolore; 3° de garantir les propriétés et les personnes, quels qu'eussent été leurs fonctions, places, votes et opinions; 4° de maintenir les deux chambres; 5° d'assurer aux fonctionnaires la conservation de leurs places, et à l'armée la conservation de ses grades, pensions, honneurs et prérogatives; 6° de maintenir la Légion-d'Honneur et son institution comme premier ordre de l'état. Le gouvernement provisoire rejeta cette proposition. Un fait qu'on a ignoré dans le temps, et dont cependant l'authenticité nous a été garantie, c'est que Napoléon lui-même n'avait pas désapprouvé cette mesure, et que tout en doutant du succès de la proposition, il la regardait comme le seul parti à tenter dans les circonstances. L'explication qu'il eut à ce sujet avec le maréchal prince d'Eckmühl fut occasionée par les représentations équivoques du maréchal sur une réunion de beaucoup de militaires effectuée dans l'intérieur et aux alentours du palais de l'Élysée, où se tenait alors Napoléon. Le maréchal savait que l'objet de cette réunion, d'ailleurs désavouée par Napoléon, était de dissoudre militairement les chambres, et de revenir sur l'abdication. Ce projet insensé, et dont le résultat eût été de faire couler des flots de sang dans Paris, fut déjoué par la fermeté du prince d'Eckmühl.

capitale, que quelques jeunes recrues, arrivées la veille, et qui furent armées à la hâte et placées dans Saint-Denis et Aubervilliers, et derrière les retranchements que couvrait le canal de l'Ourcq. Le prince d'Eckmühl, qui avait pris le commandement général de l'armée sous Paris, se hâta de placer son quartier-général à la Villette. Déjà Aubervilliers avait été attaqué et enlevé par les ennemis; mais le maréchal, s'étant porté en avant avec les officiers de son état-major, rallia les troupes sur les bords du canal, et sauva, dans cette journée, la ville de Paris d'une horrible confusion. Par ordre du gouvernement provisoire, il envoya proposer, le 30 juin, aux généraux Wellington et Blucher, une suspension d'armes qui fut refusée. Les généraux ennemis comptaient, soit par des négociations, soit par des manœuvres militaires, empêcher les troupes de la droite de l'armée française (les corps de Grouchy et de Vandamme), qui n'avaient pu prendre part à l'affaire de Waterloo, et dont le moral était excellent, de se rallier sous les murs de Paris. Pour profiter de l'éloignement de ces troupes, les seules dont l'ennemi redoutât la résistance, le général prussien Blucher n'osant cependant risquer les siennes contre les retranchements élevés sur la rive droite de la Seine, qui étaient dans un état d'armement respectable, fit un mouvement pour passer cette rivière aux ponts de Bezons- de Châtou et du Pec, afin de se porter contre les retranchements de la rive gauche qu'il savait n'être qu'ébauchés. Le prince d'Eckmühl, devinant les projets de Blucher, envoya, pour la destruction de ces ponts, des ordres qui furent exécutés à l'égard des deux premiers, mais non à l'égard du troisième : celui du Pec. L'ennemi informé de cette circonstance, accourut avec des forces majeures, et effectua sur ce dernier point un passage que le maréchal se trouvait alors dans l'impossibilité d'empêcher, parce que le corps d'armée sur lequel il comptait n'était point encore arrivé. Il fit couper les ponts de St.-Cloud et de Sèvres, et retrancher celui de Neuilly (tous trois sur la rive droite); et, pour empêcher la réparation des deux premiers, il y établit, sous le commandement des généraux Pully et

texte, les troupes étrangères dans cette place, qui devait être, comme en 1814, conservée à la France et au gouvernement. Le maréchal fit entrer dans Vincennes 40 à 50,000 fusils qui restaient dans les arsenaux, ainsi que quelques grosses pièces d'artillerie. Des instructions conformes à celles données au général Daumesnil furent envoyées par le maréchal aux différents commandants. Par les soins du maréchal, l'armée, en se retirant derrière la Loire par différentes directions, trouva des vivres préparés partout; et ainsi fut évité ce qui sert ordinairement de prétexte aux désordres. Les troupes observèrent la meilleure discipline dans leur marche, comme dans leurs cantonnements, sur la rive gauche de la Loire. Le maréchal fit évacuer au-delà de cette rivière, et jeter dans les places les plus éloignées, telles que la Rochelle, Rochefort, etc., toutes les pièces en bronze, depuis le calibre de 16 jusqu'à celui de 3, et les voitures d'artillerie qui se trouvaient dans les arsenaux de Paris, d'Auxonne et de Nantes. Les ordres donnés à cet égard par le maréchal, furent exécutés avec un succès qui surpassa toute attente; et près de 1300 pièces en bronze et des voitures en proportion furent conservées à la France. Le lieutenant-général Neigre, officier distingué, contribua puissamment à ce résultat (1). Le prince d'Eckmühl fit aussi évacuer sur la Rochelle le beau et précieux musée d'artillerie où se trouvaient les armes et armures des rois et grands capitaines qui ont honoré la France. Ces

(1) On peut dire que toute cette artillerie fut sauvée deux fois. En effet, quelques jours après la soumission de l'armée, de nombreux corps ennemis passèrent la Loire à la Charité et à Nevers, pour se porter sur Bourges, où se trouvait alors tout ce matériel. Le prince d'Eckmühl fit connaître aux généraux des troupes alliées la soumission de l'armée, et en même temps sa ferme résolution de faire respecter, sous les drapeaux et au nom du roi, la convention de Paris, par laquelle la Loire servait de limite aux armées belligérantes. Il déclara aussi qu'il serait innocent devant Dieu, le roi et la patrie des suites d'une pareille infraction, si elle n'était réparée sur-le-champ. La fermeté du maréchal imposa à l'ennemi, qui se hâta de repasser la Loire.

objets, rigoureusement, eussent pû être considérés comme entrant dans le cas de l'exception de l'article 11 de la convention, relative aux propriétés publiques et particulières, et, ayant rapport à la guerre, être enlevées par les étrangers. L'enlèvement qu'ils firent des petits modèles de places fortes, ne justifia que trop la prévoyance du maréchal. Après le départ de Paris, de l'armée dite *de la Loire*, le prince d'Eckmühl avait laissé dans la capitale 3 officiers-généraux, avec le titre de commissaires, pour stipuler les intérêts de cette armée auprès du gouvernement du roi. Ces 3 généraux étaient les comtes de Valmy et Gérard, et le baron Haxo. Des pouvoirs (1) revêtus de la signature de la presque totalité de l'état-major, leur avaient été donnés pour régler les conditions de la soumission de l'armée. Ces commissaires firent tout ce qu'on devait attendre de leur honneur et de leur loyauté, et reçurent les assurances les plus formelles de la bienveillance du roi pour l'armée, et de l'exécution de la convention de Paris, en ce qui concernait l'oubli du passé. Mais des soumissions partielles et particulières firent changer les dispositions du gouvernement; et le nouveau ministre de la guerre (le maréchal comte Gouvion-Saint-Cyr) fit connaître qu'il lui était défendu de recevoir autre chose qu'une soumission pure et simple. Cette détermination fut soumise, par les commissaires, au prince d'Eckmühl, qui convoqua, le 14 juillet, tout ce qu'il put réunir d'officiers-généraux et supérieurs, auxquels il donna communication de la dépêche des commissaires. Il proposa ensuite, et on adopta, à une grande majorité, une adresse au roi, exprimant la soumission pure et simple de l'armée. Le ministre de la guerre, par une lettre du 19 du même mois, accusa réception de cette sou-

(1) Dans ces pouvoirs on remarquait le paragraphe suivant : .... «En »conséquence l'armée est prête à jurer fidélité au roi et aux lois qui gou»vernent la patrie; elle ne demande que ce que l'honneur lui prescrit : »Que nul Français ne soit proscrit, ni privé de son rang, de ses emplois »civils et militaires, et que l'armée soit conservée dans son état actuel, »tant que les étrangers seront en France....»

mission au prince d'Eckmühl, qui donna alors sa démission du commandement en chef de l'armée de la Loire. Il fut remplacé par le maréchal Macdonald, duc de Tarente, et se rendit dans sa terre de Savigny, à quatre lieues de Paris (1). Au commencement de janvier 1816, le prince d'Eckmühl fut exilé à Louviers, où il passa six mois, après lesquels il eut la permission de retourner à sa terre de Savigny. Le 31 août 1817, le roi reçut, pour la première fois, son serment comme maréchal de France, et lui en remit le bâton. Le prince d'Eckmühl fut compris, le 5 mars 1819, dans la promotion de 60 pairs créés par S. M. Outre les hautes qualités militaires qui ont distingué le maréchal prince d'Eckmühl dans la carrière qu'il a parcourue si glorieusement, il est juste d'ajouter qu'il s'est également acquis, chez les diverses nations où il a eu des commandements, une grande réputation d'équité, de probité, de désintéressement et d'amour de l'ordre. Les Polonais surtout rendent unanimement témoignage de cette vérité, qui a pu être momentanément ternie, mais non détruite, par des pamphlets, des libelles, et des articles de journaux ou de biographie. Le maréchal paraît avoir dédaigné de répondre à ces calomnies, qui d'ailleurs se sont trouvées réfutées de la manière la plus victorieuse. S. M. a daigné donner au prince d'Eckmühl les témoignages les plus éclatants de sa bienveillance, en lui donnant le bâton de maréchal de France, et en le créant pair de France. (*Moniteur, annales du temps.*)

DEBELLE, *voyez* DE BELLE.

DEBILLY (N....), *général de brigade*, naquit à Dreux, en 1763. Il achevait ses études à Paris, lorsque la révolution française éclata en 1789. Vers cette époque, il s'enrô-

(1) Pendant quatre mois, la terre de Savigny fut occupée par différents corps de troupes étrangères, qui respectèrent dans la personne du maréchal l'homme qui s'était toujours distingué dans les grands commandements dont il avait été revêtu.

là dans la garde nationale parisienne, et y fut fait, bientôt après, capitaine de canonniers. Se sentant de la vocation pour l'état militaire, il se présenta aux concours qui eurent lieu pour la nomination à deux places d'adjudants-généraux de l'artillerie de Paris, et obtint la première. Cette place lui donnant rang dans l'armée de ligne, il alla faire la campagne de 1792, en Champagne, contre les Prussiens. Depuis cette campagne, et jusqu'à sa mort, il ne quitta plus les drapeaux. Employé, en 1799, à l'armée du Danube sous le général Massena, il concourut aux opérations de cette armée. De concert avec le général Walther, il soutint, le 22 mars, un combat sanglant contre les Autrichiens, près d'Ulm; et, après une défense des plus opiniâtres, il contribua à repousser les troupes ennemies. Il fut blessé, le 3 juin suivant, dans une affaire près de Zurich. Vers le même temps, il obtint le grade de général de brigade. On le trouve porté dans la liste officielle publiée par le *Moniteur* du 28 brumaire an 8 (20 novembre 1799), parmi les officiers-généraux qui avaient pris part aux journées des 18, 19 et 20 brumaire, à Saint-Cloud. Employé à l'armée du Rhin, il commanda la 51ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne à la bataille de Biberach, le 9 mai 1801; y repoussa, avec la plus grande valeur, les ennemis qui, voulant profiter d'un mouvement fait par le lieutenant-général Saint-Cyr, cherchaient à déborder l'aile gauche de l'armée française. Le général Debilly eut un cheval tué sous lui dans cette affaire. Il eut l'épaule gauche traversée par une balle dans un autre combat. On lui donna momentanément la direction de l'une des divisions du ministère de la guerre. Il avait le commandement de la ville de Munich (Bavière) lorsque la paix fut conclue entre la France et l'Autriche. Après ce traité, il fut nommé commandant du département des Deux-Nèthes. Il mit tous ses soins à faire aimer le gouvernement et le nom français par les Anversois, et emporta des témoignages de leur estime, lorsqu'il partit pour se rendre au camp de Bruges. Employé à la grande-armée, en 1806, il y commanda les 51ᵉ et 61ᵉ demi-brigades d'infanterie de ligne; combattit vaillamment à leur tête à la

bataille d'Austerlitz, et termina glorieusement sa carrière sur le champ de bataille d'Jéna, le 14 octobre 1806. Il avait été nommé commandant de la Légion-d'Honneur lors de la création de cette légion. (*Moniteur, annales du temps.*)

DECONCHY, *voyez* DE CONCHY.

VAN DEDEN VAN DE GELDER (Antoine-Baudouin-Gisbert, *comte*), *lieutenant-général*, naquit au château de Gelder, province de l'Over-Issel (Hollande), le 23 août 1771. A l'âge de 9 ans, il suivit, en Turquie, le comte van Deden, son père, ambassadeur des Provinces-Unies près de la porte Ottomane. Le goût du jeune van Deden pour les antiquités s'étant développé de bonne heure, il commença bientôt ses voyages dans le Levant. La connaissance qu'il possédait des langues orientales et la protection que lui valut le rang d'ambassadeur qu'occupait son père, lui assurèrent des facilités pour parcourir avec fruit des pays alors peu visités, à cause des difficultés et des entraves que les habitants et surtout les autorités cherchaient à susciter aux voyageurs. Il resta quelque temps à bord des frégates hollandaises qui croisaient dans les mers du Levant pour défendre le commerce contre les pirates. Cette croisière le mit à même de visiter presque toutes les îles de l'Archipel, les côtes de la Macédoine, de la Grèce et de l'Asie-Mineure. Il resta plus d'un an en Égypte, d'où il rapporta des objets d'art fort curieux, grâces à la protection que lui accorda le fameux Mourad-Bey (1). Lorsqu'il revint en Europe, il s'arrêta quelque temps à Vienne, où le prince de Kaunitz, étonné de tout ce que M. van Deden avait vu à un âge aussi jeune, lui fit un accueil distingué. Il ne fut pas moins bien reçu en Hollande, même à la cour stadhoudérienne, et s'attacha au prince Frédéric d'Orange, qui aimait les arts; mais l'invasion des Français, en 1794, et la révolution qui s'ensui-

(1) On a inséré, il y a quelques années, dans un ouvrage allemand un Mémoire du comte van Deden, sur la découverte et les ruines d'Ilion.

vit, changèrent sa destinée. A 20 ans, il fut élu député de sa province (l'Over-Issel) aux états-généraux. Quelques mois après, il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Stockholm. Il y resta trois ans, et y fut chargé dans les derniers temps de veiller aux intérêts de la France. Lors de son départ de Stockholm, le roi de Suède lui fit écrire qu'il le voyait partir avec le sentiment que l'on doit à un ministre éclairé et conciliant ; et lorsqu'il fut de retour à la Haye, le directoire-exécutif de France le fit remercier officiellement des services qu'il avait rendus à la république. Il fut moins heureux dans son ambassade à Paris, où le gouvernement batave l'avait envoyé après la révolution du 22 janvier 1798, que l'on peut envisager comme le 18 fructidor de la Hollande. Une lettre confidentielle, rendue publique par une indiscrétion aussi maladroite que peu délicate, l'ayant compromis avec le directeur Rewbell, alors tout-puissant, et avec le ministre des relations extérieures, il fut obligé de quitter Paris. De retour en Hollande, il y publia des explications sur sa conduite. Le général van Deden, mécontent de tout ce qui venait de se passer, donna sa démission ; mais, lors de l'invasion anglo-russe dans la Hollande, en 1799, il sortit de sa retraite, et fit la campagne à l'état-major du général Daëndels. Ayant eu son cheval tué sous lui, à la bataille de Beyen, le 19 septembre 1799, il fut fait prisonnier. Le duc d'York voulait le traiter en otage, et refusait d'abord son échange; mais le général en chef hollandais, Brune, ayant fait prévenir le chef de l'armée anglaise, que si dans deux fois 24 heures le prisonnier n'était point renvoyé, il ferait mettre à l'ordre de l'armée : *la guerre à mort* ; cette déclaration énergique valut à M. de Deden sa prompte délivrance. Il rejoignit le général Daëndels avant la bataille d'Egmont. La capitulation du duc d'York à Alkmaar ayant mis fin aux hostilités, le général van Deden fut envoyé en Angleterre comme commissaire-général pour veiller à l'exécution de cette capitulation, et pour suivre, au cas éventuel, les négociations de paix que l'on savait que le premier consul cherchait à entamer avec l'Angleterre. A son retour de Londres, il vint à Paris, où le pre-

mier consul lui proposa de l'emploi, et lui offrit d'aller négocier avec la Turquie. Le comte van Deden refusa de faire ce voyage, quoique personne n'eût alors plus que lui des relations intimes avec les ministres qui dirigeaient le cabinet ottoman. Il rendit cependant des services au gouvernement français par rapport aux affaires de Turquie, et procura, au cabinet des Tuileries, des informations qui auraient pu contribuer à faire prévenir ou empêcher l'expédition des Anglais en Égypte, si l'on avait su profiter des dispositions où se trouvait alors la porte ottomane. Lors de la conclusion de la paix générale, le comte van Deden refusa de nouveau, et par des motifs personnels très-puissants, de se mêler dans la négociation entre la France et le cabinet de Constantinople. Il retourna en Hollande, où il fut mêlé, pour la seconde fois, dans les projets de nouvelle constitution; mais ses liaisons avec M. de Sémonville, alors ambassadeur de France à La Haye, et avec quelques membres du directoire, donnèrent de l'ombrage à un parti soutenu par le général Augereau, qui, pour éloigner le comte van Deden, le fit nommer ministre plénipotentiaire à Stuttgard, où la république avait des intérêts à traiter. A cette époque, le duc, depuis roi de Wurtemberg, avait offert sa médiation entre la Russie et la Hollande; mais il avait, en même temps, demandé le changement du ministre que le gouvernement batave avait auprès de lui, et que l'on accusait d'épouser trop chaudement les intérêts et les vues des états avec lesquels ce prince était en guerre ouverte. Le prince eut lieu de s'applaudir du changement qu'il avait désiré, et M. de Deden lui rendit des services essentiels auxquels ce souverain se montra sensible. Chargé par son gouvernement d'aller complimenter le nouveau roi d'Étrurie, le comte van Deden partit pour Florence au mois de décembre 1800. Il s'arrêta à Lyon pendant que la *consulte italienne* était réunie, et avertit de là son gouvernement de tout ce qu'il fallait attendre de l'ambition et du désir d'envahissement du chef suprême de la république française. Pendant son séjour en Italie, il ne borna pas sa mission à complimenter le nouveau roi;

Il appela l'attention du gouvernement batave sur le rétablissement du commerce des Hollandais dans l'Adriatique au Levant, et envoya même à ce sujet des mémoires intéressants. Il se rendit à Rome, où le saint-père le traita avec beaucoup de distinction. Dans les entrevues particulières que S. S. lui accorda, le comte van Deden prépara les moyens d'éviter les difficultés et l'opposition des catholiques hollandais qui entravaient souvent la marche du gouvernement. Ce fut encore de l'Italie qu'il crut pouvoir annoncer au gouvernement batave que la paix avec l'Angleterre n'était qu'un armistice, et qu'il fallait se prémunir contre de nouvelles attaques, afin d'éviter que le commerce n'eût de trop grandes pertes à éprouver à la très-prochaine rupture. Ces avis furent négligés par le ministre des affaires étrangères, et on n'y fit attention qu'après que les événements les eurent tardivement rappelés. Ce ministre, dans le dessein d'éloigner le comte van Deden, lui offrit l'ambassade de Constantinople, en remplacementde M. van Deden père; mais le parti opposé au ministre parvint à faire donner à M. van Deden fils l'ambassade de Paris. Une intrigue de cabinet fit renvoyer le comte van Deden de Paris, et le gouvernement batave l'en dédommagea par l'ambassade de Berlin, ambassade alors l'une des plus importantes pour la république, tant à cause des réclamations de la maison d'Orange, qu'à cause de l'appui qu'on espérait trouver dans le gouvernement prussien contre l'incorporation, qui n'était que trop à entrevoir, si l'Angleterre n'accédait point à la paix, comme l'événement l'a prouvé. Le comte van Deden resta à Berlin jusqu'à la déclaration de guerre que la Prusse fit à la France et à ses alliés. Ayant été nommé général-major par le grand-pensionnaire, il alla rejoindre l'armée devant Hameln; mais le roi de Hollande, Louis Buonaparte, l'appela auprès de sa personne, et le nomma son premier chambellan. Il l'envoya ensuite à Cassel en qualité de son ministre plénipotentiaire auprès de son frère, Jérôme Buonaparte; et de là il le fit partir pour Naples, comme son ambassadeur. Le roi Joachim (Murat), décora le comte van Deden du grand-cordon de son ordre,

pour lui témoigner sa satisfaction de la conduite qu'il avait tenue lors de l'attaque des Anglo-Siciliens contre Naples, et surtout à l'affaire de Minipola. Lorsque, en 1810, la Hollande fut incorporée à l'empire français, Napoléon Buonaparte fit appeler le général van Deden à Paris, le traita avec distinction et lui accorda sa confiance, principalement en ce qui concernait les affaires de la Hollande. Il l'employa ensuite comme général de brigade, et l'envoya, en 1811, sous les ordres du prince d'Eckmühl qui se trouvait à Hambourg. Après la levée du camp de Rostock, le comte van Deden eut le commandement de Wismar, d'où il alla prendre possession de Griesswald, dans le même temps que l'armée française s'emparait de la Poméranie suédoise Il fit la campagne de Russie à l'avant-garde sous le roi de Naples, et reçut une forte contusion à la prise de Smolensk. Il se trouva à la bataille de Krasnoï; eut 2 chevaux tués sous lui à la bataille de la Moskowa, et se distingua à l'affaire de Treminskoï. Il marcha constamment à l'avant-garde de l'armée, entra des premiers dans Moskow à la tête de sa brigade et désarma la garnison russe du Kremlin. Il fut obligé de quitter son commandement pour soigner sa santé, altérée par suite de la contusion qu'il avait reçue à Smolensk. Pendant la fatale retraite de Moskow, il combattit à Maloïaroslewetz, et apporta le premier, à Wilna, la nouvelle du passage de la Bérésina. En 1813, il servit à la grande armée d'Allemagne sous le maréchal Ney. A la bataille de Lutzen, le général Girard, qui commandait la 10ᵉ division, ayant été blessé, le comte van Deden prit le commandant de cette division, qui se couvrit de gloire dans cette affaire. La conduite valeureuse qu'il tint à la journée de Bautzen satisfit tellement le maréchal Ney, que ce dernier le proclama général de division sur le champ de bataille; mais cette promotion ne fut pas confirmée par Napoléon, qui se contenta de donner au général van Deden la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. A la bataille de Leipsick, Napoléon lui confia une division de la jeune garde, avec laquelle le général van Deden repoussa l'avant-garde du roi de Suède, qui pénétrait dans les faubourgs de la ville. Dans

l'hiver de 1814, il fut envoyé en Italie où il commanda la 1re division de l'armée de réserve en remplacement du général Gratien qui était mort à Plaisance. Il combattit avec succès devant Parme, sur le Taro, et devant Plaisance, sous les ordres du général Maucune, commandant en chef le corps de la droite du Pô. Lorsqu'on évacua l'Italie, le général van Deden fut chargé par le vice-roi de traiter avec le général comte Nugent, et ramena à Turin tout le corps de droite dont le général baron Maucune lui avait remis le commandement. Nommé lieutenant-général, au service de France, après la restauration du trône des Bourbons, il retourna, quelque temps après, en Hollande; mais le prince d'Orange n'ayant pas voulu l'employer, il rentra au service de France, en 1815, après le second retour du roi. S. M. lui confia le commandement du département du Jura, où l'on craignait de voir éclater des troubles, et le nomma inspecteur-général d'infanterie. Il fut, en qualité de lieutenant-général, membre des conseils de guerre chargés de juger la conduite tenue, pendant les *cent jours*, par les lieutenants-généraux Marchand et Radet. Il a été créé par Sa Majesté Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Moniteur, annales du temps.*)

DELAAGE (H.-P.), *baron de Saint-Cyr, maréchal-de-camp*, naquit à Angers en 1766. Au commencement de la révolution, il s'enrôla dans les volontaires nationaux, et y était officier dès 1791 (1). En 1792, il faisait partie de la garnison de Verdun; et, lorsque cette ville se rendit au général prussien Kalkreuth, Delaage resta dans la place avec 50 hommes, afin de pouvoir enlever le corps du commandant Beaurepaire, qui s'était donné la mort pour éviter de faire une capitulation que le conseil de guerre avait décidée. Les Prussiens, en entrant dans Verdun, désarmè-

---

(1) A cette époque, le jeune Delaage, voyant le major d'un régiment lever sa canne pour aligner un bataillon, s'approcha, et lui dit : « Des » Français ne doivent être commandés que les armes à la main. »

rent la troupe de Delaage, en menaçant de venger sur elle la mort d'un de leurs officiers ; mais Delaage parla avec tant d'énergie au général Kalkreuth, que celui-ci fit remettre les armes aux 50 Français. Dans la même année 1792, à une affaire qui eut lieu sous Liége, les tirailleurs français hésitaient à approcher d'un bois occupé par l'ennemi; Delaage s'y précipita, suivi seulement d'un tambour. Les Autrichiens, croyant que des troupes marchaient après lui, s'épouvantèrent et prirent la fuite. En 1793, Delaage commandait un bataillon, avec lequel il se trouvait au camp de Maulde, lorsque Dumouriez, passant la revue de son armée, l'excitait à marcher contre la convention nationale. A cette proposition du général en chef, Delaage répondit en criant : « Vive la liberté ! périssent les traîtres ! » Un officier de hussards l'ayant alors menacé de son sabre, Delaage fit à ses troupes, ce commandement : « Aux armes ! » Ce mouvement subit intimida tellement Dumourier, qu'il fit cesser la revue, et s'éloigna rapidement avec son escorte. Delaage dirigea sur Valenciennes son bataillon resté fidèle à la république. Les Autrichiens s'étant emparés de Valenciennes, en juillet 1793, Delaage y fut fait prisonnier de guerre. Rendu à la liberté, il fut envoyé, avec le grade d'adjudant-général, à l'armée de la Vendée. Dans une déroute des républicains, près de la Croix-des-batailles, il réunit, sur l'invitation du général Beaupuy, quelques braves, avec lesquels il défendit l'artillerie. Durant une mêlée très-sanglante, les Vendéens s'étaient portés sur les canons des patriotes, et s'en étaient emparés ; Delaage, quoique blessé, et renversé par la chute d'un cheval tué sous lui, ranime ses forces défaillantes ; et, commandant sa troupe avec autant de courage que de sang froid, il parvient à reprendre les canons. Le général Kléber, ralliant ses soldats près de Dol, dit à Delaage : « Tiens ferme une demi-heure, à l'entrée du pont ; et l'armée est sauvée. » Cet ordre fut ponctuellement exécuté par Delaage, qui déploya, en cette circonstance, la plus grande intrépidité. Pour l'en récompenser, le général Kléber lui fit obtenir le grade de général de brigade, et lui donna le commandement de son avant-garde.

Delaage ayant été informé que les Vendéens assiégeaient Angers, partit de Châteaubriand avec ses troupes, et, par une marche forcée, arriva en douze heures de temps devant Angers : les Vendéens renoncèrent alors à leur attaque sur cette ville. Il se distingua à la bataille du Mans, où il enleva aux Vendéens 20 pièces de canon (1). Il soutint près d'Angers, plusieurs combats contre les Vendéens, sur les deux rives de la Loire. A la tête d'une colonne républicaine il surprit, dans le Bocage, plusieurs divisions de Vendéens, et défit les troupes de Stofflet à Chemillé. Une révolte ayant éclaté à Paimbeuf, parmi les troupes de terre et celles de mer, Delaage y courut des dangers; mais il parvint à rétablir la tranquillité dans cette ville, fit rentrer les troupes dans le devoir, et força les équipages à se rembarquer. En 1795, le général Delaage commandait à Luçon (2). Le chef vendéen, Charette, cherchant à réunir des troupes pour protéger le débarquement de la flotte anglaise stationnée à l'île Dieu, et à bord de laquelle se trouvait S. A. R. Mgr. le comte d'Artois, Delaage marcha contre le général vendéen, défit son avant-garde à Saint-Vincent-sur-Lay, et lui prit ses magasins d'armes, de munitions et d'uniformes anglais. Cependant Charette, à la tête de son armée, se dirigea sur Luçon. Chemin faisant, il attaqua le bourg de Saint-Cyr, défendu seulement par 400 républicains qui, retranchés dans une église, y firent une défense héroïque pendant plusieurs heures. Delaage, à la tête de 1200 hommes d'infanterie, et d'un

---

(1) Il avait fait cette brillante action avec des corps d'infanterie dont Kléber avait ôté le commandement à un officier-général, pour le donner à Delaage. Ce général se vengea de l'affront qu'il avait reçu, en livrant Delaage au représentant du peuple Carrier, le plus cruel des proconsuls de l'armée. Kleber apprenant l'arrestation de Delaage, demande un officier pour porter l'ordre de le mettre en liberté. Aussitôt 20 officiers de chasseurs se présentent, partent au galop, vont arracher Delaage de sa prison, et le ramènent à l'armée.

(2) Il revit dans cette ville plusieurs familles fugitives qu'il avait eu le bonheur de sauver du carnage le jour de la bataille du Mans.

escadron de chasseurs à cheval, commandé par le lieutenant-colonel Le Pic, se porte en colonne sur le centre des Vendéens, les fait charger vigoureusement, tue plusieurs chefs de sa main, et concourt, par ce moyen, à la délivrance des 400 braves enveloppés dans le bourg de Saint-Cyr. Le général en chef, Hoche, lui écrivit pour le féliciter sur sa conduite dans cette affaire, qui, dit-il, était au-dessus de tout éloge. Delaage reçut en même temps le commandement de la colonne du général Baussard, tué à cette affaire. Les Anglais ayant attaqué Noirmoutier et la baie de Bourgneuf, Hoche, qui craignait de voir sa faible armée mise entre deux feux par les Vendéens, chargea Delaage d'aller, avec 1500 hommes seulement, dans le pays où Charette faisait ses rassemblements, de combattre ce chef royaliste partout où il le rencontrerait, et de l'occuper de manière qu'il ne pût faire aucune diversion en faveur des Anglais. Le général Delaage mit tous ses soins à bien remplir cette mission. Trois semaines après le départ du général Delaage, le général Hoche craignant qu'il ne succombât sous les forces supérieures que pouvait avoir Charette, envoya 6000 hommes vers Clisson ; « à la recherche, écrivait-il, de l'un des meilleurs officiers de son armée. » Du camp qu'il avait établi à la Roche-sur-Yon, Delaage harcela Charette. Il parvint en outre à lier dans le pays des intelligences contre le chef vendéen, et à obtenir la soumission de plusieurs villes. Il s'empara de l'artillerie de Charette, et détruisit ses magasins à poudre (1). La ville d'Angers lui dut le repos dont elle jouit à cette époque (2). Il rétablit aussi le bon ordre à Château-Gontier, où sa conduite détermina les habitants à l'aider dans la soumission et le désarmement des insurgés. Au moyen des sages dispo-

(1) Extrait des rapports officiels du général Hoche.

(2) Un des habitants de cette ville, qui avait reçu 15 blessures et perdu un fils pendant la guerre civile, se chargea d'acquitter envers le général Delaage la dette de la reconnaissance de ses concitoyens, et lui donna sa fille en mariage.

sitions militaires et de l'excellente tactique qu'il employait, le général Delaage ne se laissa jamais surprendre, ni enlever un seul poste par les Vendéens, qui échouaient dans leurs entreprises, malgré la supériorité de leur nombre. C'est encore ainsi que 600 d'entr'eux ne purent réussir dans une attaque contre Saint-Lambert, défendu seulement par 15 hommes et un sergent. Si on ne pouvait se procurer d'espions pour connaître les projets et les mouvements de l'ennemi, Delaage se déguisait et pénétrait ainsi dans les villages occupés par les Vendéens. Dans une de ces découvertes, il fut reconnu, reçut deux coups de sabre, et ne dut son salut qu'au dévouement de deux officiers, MM. Moreau et Daubé, qui parvinrent à le dégager. Les blessures que Delaage avait reçues, le forcèrent à rester quelque temps sans activité. En 1798, la guerre civile s'étant rallumée dans la Vendée, Delaage se rendit sur la rive gauche de la Loire, où il voulait jouer le rôle de pacificateur; mais ayant été accueilli à coups de fusil, il se mit à la tête des gardes nationales du pays et de quelques compagnies du 28ᵉ régiment de ligne, battit les Vendéens en plusieurs occasions, et fit fortifier Chollet (1). Escorté seulement par 14 hommes, il tomba, près de Noailles, dans une embuscade de 300 Vendéens, qui, dès la première décharge, le mirent presque hors de combat. Il saisit cependant le fusil d'un chasseur de sa troupe, blesse le chef de celle des Vendéens, et, aidé par ses soldats, parvient à mettre ces derniers en fuite et à s'échapper. Attiré à Chemillé par le désir de faire rendre les armes à d'autres Vendéens, il faillit y être assassiné pendant la nuit; mais au lieu de prendre la fuite, comme on le lui conseillait, il chargea les assassins, se fit jour au milieu d'eux, et parvint à gagner le poste où se trouvaient ses soldats. Il cerna un rassemblement de Vendéens dans Moulins-sous-Châtillon; se saisit de 15 de

(1) Le ministre de la guerre, Bernadotte, lui écrivit dans ce temps : « Quand on a fait un aussi bon usage de ses armes, on ne doit pas les « quitter. »

leurs chefs et dispersa le reste. Pendant cette guerre de la Vendée, les soldats qui combattaient sous Delaage manquant souvent de solde et de chaussures, ce général pourvut souvent à leurs besoins avec ses propres deniers (1). En 1800, il passa à l'armée d'Italie, y fut employé dans la division du général Monnier, et combattit avec distinction à Marengo. Dans cette journée mémorable et lors de la seconde attaque de Castel-Ceriolo, Delaage éparpilla les troupes qu'il commandait, à la manière des Vendéens; et, par cette manœuvre, ses tirailleurs réussirent à s'emparer des pièces d'artillerie qui foudroyaient la division Monnier (2). Employé à la grande-armée, en Allemagne, en Prusse et en Pologne, pendant les campagnes de 1806 et 1807, il se trouva à toutes les affaires qu'y eut le cinquième corps dans lequel il servait. A la bataille d'Austerlitz, le maréchal Lannes le chargea d'aller faire à Napoléon un rapport sur la position dans laquelle se trouvait le cinquième corps, d'après un mouvement que venaient de faire les Russes. Les généraux en chef confièrent souvent à Delaage le commandement de brigades ou de colonnes de différentes armes. Le général de division Treilhard ayant été blessé à la bataille de Pultusk, le 26 décembre 1807, Delaage eut le commandement provisoire de cette division, avec laquelle il poursuivit les Russes dans leur retraite sur Ostrolenka: il prit à l'ennemi des caissons, des bagages, et fit 160 prisonniers. A l'affaire en avant de Tykoczin, 2 régiments français de cavalerie légère étant ramenés par des forces très-supérieures, Delaage, avec un escadron du 21ᵉ régiment de chasseurs à cheval, chargea si impétueusement les Russes, qu'il arrêta leur poursuite, et dégagea le major Sainte-Croix, premier aide-de-camp du maréchal Masséna, et plusieurs autres officiers qui déjà étaient entourés par les Cosaques. D'après les rapports honorables que les maréchaux Lannes et Masséna firent de sa conduite,

(1) Rapports du général Girardon.

(2) Extrait du rapport du général Monnier.

Buonaparte le créa baron de Saint-Cyr, en récompense de ses services, et notamment pour ceux des trois dernières campagnes qui venaient d'avoir lieu. Employé à l'armée d'Espagne en 1808 et 1809, et toujours dans son grade d'adjudant-général, il y commanda la cavalerie du 5ᵉ corps, et prit part à tous les combats que ce corps reçut ou livra. Il se distingua surtout en 1809, pendant le siége de Saragosse et à la bataille d'Occana, et fut cité honorablement dans les rapports des maréchaux Lannes, Soult, Mortier (1) et Suchet, qui lui donnèrent des éloges sur les champs de batailles, et écrivirent particulièrement en sa faveur à Napoléon. Les fatigues de la campagne ayant fait ressentir plus vivement à l'adjudant-général Delaage les blessures qu'il avait reçues, il obtint du maréchal Mortier la permission de se rendre aux eaux de Barrèges pour y rétablir sa santé. Il n'était point encore guéri lorsqu'il reçut l'ordre de se rendre à Mayence, en qualité de chef d'état-major de la 1ʳᵉ division du 3ᵉ corps de la grande-armée. Il fit la campagne de Russie, en 1812, sous les ordres du maréchal Ney, qui lui donna souvent des commandements séparés. Ce maréchal le chargea de l'attaque de Krasnoï, puis de celle des deux ouvrages qui flanquaient l'enceinte de Smolensk. A la bataille de la Moskowa, le 7 septembre, le maréchal Ney lui ordonna d'enlever, avec une brigade, deux redoutes au centre de la ligne des Russes. Delaage reçut dans cette journée deux blessures tellement graves, qu'il fut obligé de quitter l'armée. Sur la proposition de plusieurs maréchaux et généraux, Napoléon nomma le baron Delaage général de brigade, à Moskow, le 18 octobre 1812. Rentré en France, il y eut le commandement de la subdivision formée du département du Calvados (14ᵉ division militaire). Il se trouvait à Caen lors de l'abdication de Buonaparte, en 1814, et reçut, dans cette ville, S. A. R.

(1) Dans le rapport du maréchal Mortier, duc de Trévise, sur l'affaire d'Occana, l'adjudant-commandant Delaage est qualifié de chef d'état-major de la 1ʳᵉ division, et désigné comme un officier *très brave*. (*Moniteur* du 18 décembre 1809.)

Mgr. le duc de Berry, lorsque ce prince débarqua sur les côtes de la Normandie. Le duc de Berry le créa alors chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. S. M. Louis XVIII le nomma commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur le 14 février de la même année (1). Le général Delaage fut mis en demi-solde de non-activité, au commencement de la même année. En 1815, pendant les *cent jours*, il reçut de Buonaparte, au mois de mai, l'ordre de commander le département des Deux-Sèvres, où déjà la guerre civile était rallumée. Il s'efforça d'y porter des paroles de paix, et de prendre toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour éviter l'effusion du sang français. Cependant une partie de l'armée vendéenne se porta, dans la nuit du 19 juin, sur Thouars, où il n'y avait que 15 gendarmes. Le lendemain 20, Delaage rétablit les autorités dans Thouars. Pour contribuer plus sûrement à la suspension des hostilités, il usa de générosité, en laissant échapper les Vendéens qui se trouvaient enveloppés entre sa brigade et un corps de 300 hommes établi sur la rive droite de la Loire. Le 21, la suspension d'armes fut signée, et le 24 on conclut à Chollet un traité de pacification pour toute la rive gauche de la Loire. Aussitôt que la seconde rentrée du roi en France fut connue, le général Delaage remit, le 7 juillet, à M. le comte d'Autichamp, ses commandements sur la rive gauche de la Loire. Il retourna alors dans ses commandements des Deux-Sèvres, d'où il envoya au roi la soumission de 30 régiments ou dépôts qui avaient reflué dans ce département (2). Il reçut à Niort l'ordre de rentrer dans ses foyers, avec le traitement de demi-solde (3). *États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

---

(1) Le général Delaage avait été précédemment fait officier de celle légion par Napoléon.

(2) S. A. S. Mgr. le duc de Bourbon le félicita, à Niort, sur l'exacte discipline qu'il faisait observer parmi cette troupe.

(3) Ses deux fils, officiers, reçurent en même temps un pareil ordre.

DELLARD (Jean-Pierre, *baron*), naquit à Cahors, en Quercy, le 8 avril 1774. Il s'engagea comme volontaire national, le 31 août 1792; fut d'abord nommé fourrier dans une compagnie franche du département du Lot, et fut incorporé, le 1er octobre de la même année, avec le grade de lieutenant, dans le 23e bataillon de volontaires nationaux que l'on formait alors. Il marcha, avec son bataillon, en Hollande, sous les ordres du général Dumourier, se trouva à l'occupation de Gertruydemberg, et rentra en France après l'évacuation de la Belgique. Il prit part aux différentes affaires qui eurent lieu en avant de Lille, en 1793. Dans une découverte qu'il était chargé de faire sur Lanoix, voyant quelques hommes de sa troupe hésiter en présence des Autrichiens, il désarma les plus timides, fondit le premier sur les ennemis et les força à prendre la fuite. Il combattit dans les diverses affaires qui eurent lieu en avant de St.-Amand, pour forcer l'ennemi à lever le siége de Valenciennes, et participa à la fausse attaque faite sur Ypres, le jour de la bataille de Hondscoote. Il se trouva à la prise de Werwick, le 22 septembre de la même année 1793, et y reçut un coup de feu à la jambe droite. En 1794, il prit part aux combats livrés les 23, 24 et 26 avril, en avant de Bouchain et dans les plaines de Cateau-Cambresis, pour dégager Landrecies, ainsi qu'à l'affaire du 17 avril, au village de Saughein, près de Lille. Dans le combat du 18 du même mois, à Lanoix, il franchit le premier les fossés, ayant de l'eau jusqu'à la poitrine, et contribua puissamment à la prise de 400 Autrichiens qui s'étaient refugiés dans le cimetière, où ils se défendaient avec deux pièces de canon. Cette action lui valut le grade de capitaine. Il se trouva, le 22 du même mois, à la bataille de Tournay, y fut fait prisonnier par les Croates, et fut conduit à Xakora, en Hongrie, sur les frontières de la Turquie. Échangé après dix-huit mois de captivité, il rejoignit son corps (alors 36e demi-brigade d'infanterie de ligne), où il rétrograda au grade de lieutenant, ayant passé pour mort et se trouvant remplacé. Il fit la campagne de 1796, à l'armée de Sambre-et-Meuse, et passa adjudant-major, avec rang de lieutenant, le 19 juin. Il fit aussi la

campagne de 1797, sous le général en chef Hoche, cantonna dans le Hundsruck pendant les négociations de Rastadt, et marcha sur Mayence avec la division Hatry. Il devint adjudant-major, avec rang de capitaine par ancienneté, le 10 juillet de la même année. Employé, en 1798, à l'armée d'Helvétie, il commanda à Bâle le dépôt général des conscrits; et, après en avoir incorporé environ 15,000 dans les divers régiments de l'armée, il alla rejoindre la 36e demi-brigade sur les bords du lac de Nieder-Egri, dans le canton de Zug. Il se trouva à l'affaire d'Insielden, le 14 août 1799, et se distingua particulièrement à celle du Pont-du-Diable (1), le lendemain, en poursuivant, à la tête de quelques troupes, les Autrichiens qui furent arrêtés sur les bords du lac de Zurich, où plus de 2000 d'entr'eux furent forcés de se rendre prisonniers de guerre. Dellard prit part à l'attaque du pont d'Uzenach, le 27 août, et enleva le pont de Nasels, le lendemain à dix heures du soir, à la tête des grenadiers de son bataillon (2). Le passage de la Linth ayant été résolu par les généraux français, afin de séparer les forces du général autrichien Hotze de celles du général Jellachich, Dellard, qui avait été chargé par le général de division Soult (depuis duc de Dalmatie), de visiter les bords marécageux de cette rivière, au-dessus du lac de Zurich, fit connaître les points les plus favorables au passage. Ce passage fut effectué le 25 septembre; et Dellard y commanda une compagnie de 200 *nageurs* qui commença son mouvement dès deux heures du matin, a-

(1) Le pont du Diable, sur la Reuss, est fait d'une seule arche en plein cintre de 24 pieds d'ouverture, 15 pieds de largeur et 72 pieds d'élévation au-dessus du torrent. Non loin de ce pont, est un passage taillé en entier dans le roc et long de 80 pas.

(2) Dellard augmenta la bravoure et l'intrépidité de ses grenadiers en leur persuadant qu'une autre troupe française manœuvrait sur la droite dans le même dessein qu'eux, et ajoutant que si, bravant le feu meurtrier de l'ennemi, ils ne couraient pas à la baïonnette sur l'ennemi, tout l'honneur de cette expédition leur serait enlevé. Ce stratagème réussit complètement.

borda sur la rive droite de la Linth, enleva les redoutes ennemies, encloua les canons, mit l'épouvante dans le camp autrichien, surprit le général Holze qui fut tué en cherchant à rallier ses soldats, et facilita par ces moyens l'embarquement des autres troupes français (1). Cette compagnie de *nageurs* aida aussi au débarquement des premières troupes sur la rive droite, en dirigeant les bateaux qui auraient eu peine à aborder à cause de la rapidité du courant et du mauvais état des embarcations. Cette brillante expédition valut à Dellard le grade de chef de bataillon qui lui fut accordé, sur le champ de bataille, par le général en chef Masséna, et un beau cheval dont le général de division Soult lui fit présent (2). Le lendemain de cette affaire, Dellard, étant seul avec un de ses domestiques, fit prisonniers 50 Autrichiens qu'il conduisit au quartier-général (3). Le 2 mai, Dellard fut confirmé par le premier

(1) Cette compagnie de *nageurs* avait été créée, organisée et instruite par l'adjudant-major Dellard, qui l'avait exercée dans les eaux du lac de Zurich. Les *nageurs* étaient armés de piques, de sabres et de pistolets. Au moment d'entrer dans le courant de la Linth, Dellard leur avait adressé cette courte mais énergique harangue : « Vous allez vous couvrir » de gloire en portant dans un instant l'épouvante et la mort dans les rangs » ennemis ; vous ne pouvez pas faire de prisonniers ; égorgez donc tout ce » que vous rencontrerez : marchez réunis, suivez mes traces en silence. » Vaincre ou mourir, tel est notre mot d'ordre. Je vous rallierai sur la rive » droite par un coup de sifflet. » Un succès complet couronna cette entreprise périlleuse, dans laquelle 13 nageurs périrent en traversant la rivière et 8 furent tués à coups de baïonnette. Le ministre de la guerre, Dubois-Crancé, écrivit, le 20 octobre, à l'adjudant-major Dellard une lettre remplie d'éloges pour cette affaire ; et le général Oudinot, alors chef de l'état-major-général de l'armée, lui demanda, par sa lettre du 29 du même mois, des renseignements sur les manœuvres des nageurs, et des notes sur les avantages qui pouvaient résulter de la formation d'un corps de cette espèce.

(2) Les auteurs des *Victoires et Conquêtes*, dans leur relation du passage de la Linth (tom. XI, pag. 171), ont fait erreur, en désignant l'adjudant-major commandant les nageurs sous le nom de *Delort*, et à la table du même volume sous celui de *Delorf*.

(3) Nous avons sous les yeux des pièces authentiques a l'appui de la relation que nous venons de donner du passage de la Linth, et de la prise des 50 Autrichiens.

consul Buonaparte dans le grade de chef de bataillon, qu'il avait obtenu une seconde fois du général en chef Moreau sur le champ de bataille. Il passa le Rhin à la tête d'un bataillon de la division du général Vandamme, et fit la première attaque contre la cavalerie autrichienne placée sur le plateau en avant de Stockach. Le lendemain, à la bataille de Moeskirch, il soutint, pendant plus d'une heure, le feu d'une batterie formidable placée au centre de l'armée ennemie, et résista à tous les efforts des Autrichiens qui cherchaient à le déposter, et devant lesquels il ne perdit pas un pouce de terrain, malgré la perte de 80 hommes que fit sa troupe. Il commanda quelques jours après un petit corps composé de son bataillon, de quelque cavalerie et d'artillerie légère, pour éclairer et favoriser la marche de la division Vandamme sur le Lech. Il passa ensuite le Danube, près de Dellingen, marcha sur Donawerth, et éclaira la marche rétrograde du corps autrichien de Kray. Il repassa le Danube, à Donawerth, pour se porter sur Neubourg, et de là sur le Tyrol, notamment vers Dorneubirch, pendant que l'on sommait la place de Feldkirch. Il coopéra à la prise d'Immenstadt, et établit, avec son bataillon, des communications entre cette ville et la place de Bregentz, sur le lac de Constance. Il était sur le point d'en venir aux mains avec les paysans révoltés de la Forêt-Noire, lorsqu'il eut connaissance de la reddition de Feldkirch, et d'un armistice conclu entre le général Moreau et le commandant de l'armée autrichienne. Cette suspension d'armes ayant été rompue, Dellard marcha alors avec le corps du général Lecourbe qui formait l'aile droite de l'armée. Il s'empara avec son bataillon du village d'Ober-Anerdorff, point important par sa position dans la vallée de Kustein. Ce village fut enlevé à l'ennemi, malgré les forces quadruples opposées à celles du chef de bataillon Dellard; et celui-ci, quoique entouré d'ennemis nombreux, inspira à ses soldats une telle confiance qu'ils se crurent invincibles dans cette position, et qu'ils la conservèrent malgré tous les efforts que firent les Autrichiens pour la reprendre. Un nouvel armistice ayant été suivi de la paix, Dellard revint en France

avec l'armée. Il fut nommé 4ᵉ chef de bataillon du 36ᵉ régiment d'infanterie, par arrêté du général en chef Moreau, le 25 novembre 1800, et passa chef du 1ᵉʳ bataillon de ce même régiment par arrêté du premier consul, daté du 29 juillet 1803. Les soins que Dellard n'avait cessé de donner, même pendant la guerre, à l'instruction des officiers, sous-officiers et soldats du 36ᵉ régiment, lui valurent, ainsi que ses autres services militaires, le grade de major du 46ᵉ de ligne, que le premier consul lui accorda, le 12 novembre 1803. Il remplit pendant trois ans les fonctions de ce nouveau grade, et s'acquitta si bien de tous ses devoirs, soit par sa bonne administration, soit par l'instruction d'environ 3000 hommes qui, pendant ce laps de temps, entrèrent au régiment, que Napoléon, par décret du 10 février 1807, le nomma colonel du 16ᵉ régiment d'infanterie légère, faisant partie du premier corps de la grande-armée. Dellard commanda ce brave et solide régiment pendant la campagne de cette même année, en Prusse et en Pologne. Il le mena pour la première fois contre l'ennemi, à la bataille de Friedland, le 14 juin, et contribua à la victoire remportée dans cette journée (1). Après la paix de Tilsitt, le 16ᵉ régiment rétrograda sur Berlin, où il cantonna pendant un an. Le colonel Dellard, ayant reçu des ordres, fit, le 18 août 1808, partir son régiment du camp de Mitrow, et le conduisit en poste à l'armée d'Espagne, où il arriva le 29 octobre. Employé sous les ordres du général Maison, il attaqua, le 11 novembre, avec son seul régiment, et battit, sur les hauteurs de Spinosa-de-los-Monteiros, l'aile gauche de l'armée espagnole commandée par Black (2). Dans

(1) Au moment de marcher à l'ennemi, le colonel Dellard s'adressant à sa troupe, lui dit : « Brave 16ᵉ, votre immortelle réputation commande » ma confiance : c'est à moi de gagner aujourd'hui la vôtre, j'y parvien- » drai, et je vous ferais faire de belles choses, si vous exécutez en silence et » avec calme les mouvements que je vous commanderai. »

(2) Ce fait d'armes fut d'autant plus remarquable, que 2000 Français, très-désavantageusement postés, détruisirent et dispersèrent 15,000 Espagnols. Le 5ᵉ bulletin de l'armée d'Espagne en a rendu compte de manière à immortaliser à jamais le 16ᵉ régiment d'infanterie légère.

cette brillante affaire, le colonel Dellard aborda le premier l'ennemi, à la tête du 1er bataillon de son régiment, mit les Espagnols dans une déroute complète, et fut atteint d'une balle morte à la jambe gauche. Napoléon récompensa le 16e régiment en lui accordant, dans une revue passée à Burgos, le 22 du même mois, 12 décorations de la Légion-d'Honneur, et en donnant beaucoup d'avancement. Le colonel Dellard reçut lui-même la croix d'officier de la Légion-d'Honneur (1). Il fut, vers le même temps, créé baron de l'empire. Il se trouva au passage du Sommo-Sierra et à la prise de Madrid. Il fut blessé, à cette dernière affaire, le 3 décembre 1808, d'un coup de fusil qui lui traversa le bras gauche, au moment où il allait prendre d'assaut la caserne des gardes-du-corps. Après avoir rétabli sa santé aux eaux d'Aix-la-Chapelle, il rejoignit son régiment à Tolède. Il commanda l'Arxobispo, d'où il observa et éclaira les routes de Truxillo et d'Esfella. Il rendit compte le premier de la marche des Espagnols sur Occana, et manœuvra avec le premier corps pour empêcher l'ennemi de passer le Tage. Il occupa successivement Agroffini, Yvence, Deimiel et Almagro. Il s'empara d'Agado, et y fit observer par sa troupe une telle discipline, qu'aucun habitant ne prit la fuite, et que la bonne conduite des régiments fut citée avec éloge dans un ordre du jour du 1er corps d'armée. Il participa au passage de la Sierra-Morena, et à la prise de Séville, et entra le premier à la tête de son régiment dans Puerto-Santa-Maria, où l'excellente discipline de son régiment retint encore les habitants. Le roi d'Espagne récompensa par un anneau de grand prix la conduite que le baron Dellard avait tenue dans cette circonstance. Dellard servit au siége et au blocus de Cadix jusqu'au mois de juillet 1810, époque à laquelle il passa, avec 3 bataillons d'élite, sous les ordres du général de division de cavalerie,

(1) Vous ne demandez rien pour vous, dit Napoléon au colonel Dellard, à la fin de la revue : « Ma récompense, répondit Dellard, est dans celle que V. M. vient d'accorder aux braves que je commande. »

Latour-Maubourg, stationné à Médina-Sidonia. Il fit de là des incursions dans le pays, enleva Ulrique aux Espagnols, et poussa des reconnaissances sur Gausin et Saint-Roch. Surpris et environné sur les hauteurs de Limena par 160 Espagnols embusqués, ce fut à son audace et à son sang-froid qu'il dut de parvenir à disperser cette troupe ennemie, avec 4 voltigeurs qui l'accompagnaient, et de pouvoir rejoindre sa colonne, après avoir bien reconnu les positions de l'ennemi. Les blessures du baron Dellard s'étant rouvertes par suite des fatigues de ses dernières campagnes, il revint en France à la tête d'un convoi nombreux de blessés et de prisonniers de guerre. Le bon ordre qu'il établit dans ce convoi empêcha l'ennemi de l'attaquer. Il fut nommé commandant d'armes à Ostende, le 23 janvier 1811, et conserva ce commandement pendant 10 mois. Employé à la grande-armée de Russie en 1812, il fit la campagne de Moskow, s'y distingua en plusieurs occasions, et fut blessé, le 11 novembre, d'un coup de biscayen à la jambe gauche, en défendant, avec 250 hommes d'infanterie, contre 2000 hommes de cavalerie et 4 pièces de canon, les approvisionnements considérables qu'il avait formés dans le château de Clementina, et qu'il fit parvenir à Smolensk, où ils furent l'unique ressource de l'armée française, lorsqu'elle passa par cette ville en faisant la désastreuse retraite de Moskow (1). Après avoir lui-même fait cette retraite de la manière la plus pénible, et au milieu des dangers de toute espèce, le baron Dellard alla de nouveau prendre les eaux d'Aix-la-Chapelle; mais avant même que sa guérison fût terminée, il sollicita la permission de se rendre encore utile à son pays, et fut nommé commandant provisoire de Bayonne le 20 juillet 1813. Ce fut dans cette place qu'il reçut son brevet de général de brigade, daté de Dresde, le 8 août, et en même temps un ordre de service pour

---

(1) Le général de division comte Charpentier, qui était alors gouverneur-général de Smolensk, délivra à ce sujet un certificat des plus honorables au baron Dellard.

aller à Magdebourg. Lorsqu'il arriva sur les bords du Rhin, pour se rendre à sa destination, l'armée française, en retraite, venait de repasser sur la rive gauche de ce fleuve. Nommé alors commandant de Cassel, des forts Montebello et Saint-Hilaire, et de la ligne d'avant-postes sur la rive droite du Rhin vis à vis de Mayence, il conserva ce commandement pendant les 5 mois que dura le blocus de cette forteresse. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, le baron Dellard rentra en France, où, après un repos de six mois, il reçut, le 5 décembre 1814, l'ordre d'aller prendre le commandement de la place de Valenciennes. Il contribua, en 1815, pendant les *cent jours*, à conserver à la France cette importante forteresse. Il fut classé comme lieutenant de roi en demi-solde, lorsque les alliés vinrent occuper Valenciennes, en vertu de la convention du 20 novembre de la même année. Après trois ans de non-activité, le baron Dellard fut nommé, le 16 septembre 1818, lieutenant de roi à Cherbourg; et il est encore pourvu de ce commandement en 1822. Le baron Dellard a été créé par Sa Majesté Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Moniteur, Etats militaires, annales du temps.*)

DELORT (Jacques-Antoine-Adrien, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Arbois, en Franche-Comté, le 16 novembre 1773. Il s'enrôla le 15 août 1791, comme volontaire national dans le 4ᵉ bataillon du Jura; fut fait sous-lieutenant au 8ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 16 juin 1792, et lieutenant le 18 septembre suivant. Son courage et sa conduite l'ayant bientôt fait distinguer, il obtint le grade d'adjoint aux adjudants généraux, le 15 juin 1793, et fut nommé capitaine de cavalerie le 28 août de la même année. Il fut attaché au 24ᵉ régiment de cavalerie, le 21 octobre 1797, et passa avec son grade de capitaine dans le 22ᵉ régiment de la même armée, le 29 décembre suivant. Il avait fait en ces diverses qualités toutes les premières campagnes de la révolution. Employé à l'armée d'Italie, il s'y distingua à la bataille du 26 mars 1799, et y mérita d'être

élevé au grade de chef-d'escadron du 2ᵉ régiment de cuirassiers. Il se signala de nouveau aux affaires des 5 et 6 mai suivant. En 1801, il servait devant Mantoue, lorsque, à la tête d'un escadron de cavalerie, il força les postes avancés de l'ennemi à rentrer dans la place. Il fut nommé à l'emploi de major de nouvelle création, dans le 9ᵉ régiment de dragons, le 29 octobre 1803. On le créa membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mai 1804. Le colonel Maupetit ayant été blessé à l'affaire de Wertingen, en 1805, Buonaparte confia au major Delort le commandement des escadrons de guerre de ce régiment. A la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, Delort chargea à la tête de ce corps contre les Cosaques de l'armée russe, eut un cheval tué sous lui, et reçut deux coups de lance. Ses blessures étaient assez graves pour le mettre hors de combat ; mais se trouvant dégagé des mains de l'ennemi par le feu de l'artillerie de la garde impériale, et apercevant le cheval d'un chef d'escadron qui avait été grièvement blessé, il le monta, et continua de commander le régiment jusqu'à la fin de l'action, quoiqu'il souffrît beaucoup, et que ses habits fussent tout trempés de son sang. En récompense de ses services distingués, le major Delort fut nommé colonel du 24ᵉ régiment de dragons le 1ᵉʳ mai 1805. Il fut créé chevalier de l'empire, avec dotation, le 18 janvier 1808. Employé en cette dernière année à l'armée d'Espagne, il y commanda son régiment aux siéges de Roses, de Gironne, d'Hostalrich, de Tortose et de Tarragone. Il le commanda aussi aux batailles de Cardaden, le 16 novembre; du Pont-du-Roi, le 2 décembre; de Vals, le 25 février 1809, et de Wich, le 20 février 1810. Il s'était distingué à la bataille du Pont-du-Roi, en enlevant, à la tête de la compagnie d'élite de son régiment, 25 pièces d'artillerie et tout le bagage de l'ennemi, et en poursuivant les Espagnols jusqu'à Villa-Franca, 4 lieues en avant de l'armée française. Dans cette action, plusieurs officiers supérieurs et autres officiers espagnols furent faits prisonniers de guerre : cette charge fut considérée comme l'une des plus brillante et des plus hardies, et elle fut exécutée avec autant de rapidité que d'efficacité.

A la bataille de Vals, le 24ᵉ régiment de dragons contribua éminemment à la victoire remportée sur les Espagnols, et le colonel Delort reçut un coup de feu à la jambe droite. A Santa-Coloma, près de Gironne, le 1ᵉʳ novembre 1809, 80 dragons du 24ᵉ régiment chargèrent 400 hussards ou dragons espagnols, et les taillèrent en pièces. A l'expédition sur Olot, le 25 décembre suivant, le colonel Delort commanda l'avant-garde française, qui défit le 4ᵉ régiment suisse sous les murs de cette ville, et qui tua un nombre considérable de miquelets. Au col de Cespina, le 16 janvier 1810, le colonel Delort faisant toujours les fonctions de général d'avant-garde, parvint à contenir l'ennemi par sa fermeté, et aida la division du général Souham à se maintenir sur le champ de bataille. Le colonel Delort commanda son régiment à la bataille de Wich, le 20 février 1810, y dirigea des charges brillantes, et fut blessé d'un coup de sabre au bras gauche, dans la première de ces charges. Le colonel Delort, faisant de nouveau les fonctions de général de brigade, enleva de nuit le poste du col de Cespina, à la tête des carabiniers du 3ᵉ régiment d'infanterie légère, et malgré le feu très vif et très-soutenu que faisaient les Espagnols. Il fut créé officier de la Légion-d'Honneur, le 7 mars 1810. Avec la 7ᵉ compagnie et le 4ᵉ bataillon du 3ᵉ d'infanterie légère, il attaqua à Vendrell, le 23 du même mois, l'avant-garde de l'armée espagnole, composée d'infanterie et de cavalerie, et la mit complétement en déroute. A Villa-Franca, le 9 avril suivant, étant à la tête de 100 dragons, le colonel Delort fit à l'ennemi 100 prisonniers, tant cavaliers montés que fantassins, et s'empara du colonel espagnol qui commandait cette troupe, et de 7 autres officiers : dans cette affaire les hussards d'Olivença laissèrent 50 des leurs sur le champ de bataille. Le colonel Delort fut de nouveau récompensé de ses services par le titre de baron d'empire, que Napoléon lui conféra, le 15 août, en joignant à ce titre une dotation. A Cervera, le septembre août de la même année 1810, le 24ᵉ régiment de dragons, ayant à sa tête le baron Delort, poursuivit vivement et mit en déroute les dragons espagnols de Sant-Yago, qui avaient obtenu un

succès assez complet sur les chasseurs à cheval napolitains. Il reprit aux Espagnols les prisonniers qu'ils avaient faits, enleva leurs équipages, ainsi que les ambulances, tua 20 cavaliers et prit 40 chevaux. Au combat de Vals, le 15 janvier 1811, le baron Delort s'étant mis à la tête de 15 dragons du 1er escadron du 24e régiment, arrêta tout court 7 escadrons espagnols, dont moitié cuirassiers, et empêcha par ce moyen l'entière défaite de la division italienne du général Palombini, qui se trouvait fortement menacée et compromise. Dans la charge que le baron Delort fit faire sur l'ennemi, et qui fut exécutée avec un dévouement vraiment héroïque, et digne des plus grands éloges, les Espagnols eurent près de 80 cuirassiers mis hors de combat. Le colonel Delort tua de sa main, dans cette terrible mêlée, plusieurs Espagnols. Blessé grièvement de plusieurs coups de sabre, et perdant tout son sang, il tomba au milieu des ennemis, dont il serait demeuré le prisonnier, ainsi que les braves dragons qui l'accompagnaient, si une nouvelle compagnie de son régiment ne fût venu les dégager. Malgré l'énorme supériorité du nombre des ennemis, les dragons du 24e régiment restèrent maîtres du champ de bataille, et la division italienne fut sauvée (1). Le 28 juin de la même année 1811, jour de l'assaut donné à la place de Tarragone, le 24e régiment de dragons, commandé par le baron Delort, descendit rapidement de la position qu'il occupait, et se porta sur la route de Barcelone, pour appuyer une division italienne qui commençait à arrêter les fuyards de la garnison de Tarragone. A l'aspect de cette cavalerie, une partie des Espagnols se jeta à la mer pour se mettre à couvert sous la protection des croisières anglaises; mais les dragons poursuivent les fuyards sur le rivage; et, malgré le feu des canonnières anglaises, ils sabrent les Espagnols,

(1) Pour exprimer sa reconnaissance envers le 24e de dragons, qui l'avait par sa valeur et son dévouement sauvée du péril le plus imminent la division italienne, toutes les fois qu'elle rencontrait le 24e, s'écriait avec une grande expansion de joie : *Questi sonoi nostri* (ceux-ci sont les nôtres).

dont bientôt plus de 600 furent étendus morts. De concert avec la brigade italienne, le 24ᵉ régiment de dragons ramena en outre au quartier du général Harispe, une colonne forte d'environ 9700 hommes, faits prisonniers, parmi lesquels se trouvaient le gouverneur de Tarragone, un grand nombre d'officiers supérieurs, et 3 maréchaux-de-camp. Pour prix de ses brillants services, et des preuves de valeur qu'il avait si souvent données, le baron Delort fut élevé au grade de général de brigade, le 21 juillet suivant. En septembre de la même année, l'armée française d'Arragon marchait sur le royaume de Valence : le général Delort, placé à l'avant-garde avec le 24ᵉ régiment de dragons, fit charger, le 27, près de Villa-Real, plusieurs escadrons ennemis qui furent poursuivis pendant plus de trois lieues, et jusqu'au-delà de Mellet, couvrant la route de morts, d'armes et de débris. Dans cette action, on enleva aux dragons espagnols du roi et de la reine un nombre considérable d'hommes et de chevaux. A la bataille de Sagonte, le 25 octobre, « le général Delort reçoit l'ordre de culbuter » l'ennemi avec le 24ᵉ de dragons; il l'exécute avec une haute » valeur, et le pousse jusqu'au-delà d'Albalate, sans se lais- » ser arrêter par le feu de plusieurs bataillons embusqués; » il enleva sur la route un obusier, une pièce de 4 et 30 ca- » nonniers. (*Rapport officiel du maréchal Suchet.*) La ville de Valence ayant été investie, le général Delort, toujours commandant l'avant-garde de l'armée d'Arragon, et ayant sous ses ordres la presque totalité de la cavalerie, que flanquaient 8 compagnies de grenadiers et de voltigeurs, balaya tous les postes ennemis sur la rive gauche du Xugar, mit en fuite les corps de Mahi et d'Obispo, et occupa la ville de San-Felipe (1).

(1) En envoyant son acte d'adhésion au gouvernement du roi Joseph, la ville de San-Felipe écrivit au maréchal Suchet : « Nous ne sommes pas » seulement soumis; nos cœurs sont aussi gagnés, et vous devez ce chan- » gement à la noblesse de votre caractère et à la discipline de vos troupes, » *et surtout à la conduite du général que vous nous avez envoyé* (Delort), » *et qui a si bien su nous convaincre de vos intentions magnanimes et* » *bienveillantes.* »



Le général Delort fut créé chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer, le 3 janvier 1812, et commandant de la Légion-d'Honneur, le 16 mars suivant. Le 21 juillet de la même année, le général Delort était détaché à Castalla, petite ville près d'Alicante, où il commandait l'avant-garde de l'armée d'Arragon, ayant sous ses ordres le 7e régiment d'infanterie, le 24e régiment de dragons et 4 pièces d'artillerie. Toutes les forces réunies de cette avant-garde ne s'élevaient pas au-delà de 1500 combattants. Le général Joseph O'Donnel, à la tête des 2e et 3e corps de l'armée espagnole, forts d'environ 12,000 hommes, vint attaquer inopinément le général Delort dans cette position isolée. Ce dernier, à l'aspect des nombreux Espagnols qui venaient l'attaquer, rallia promptement ses troupes disséminées dans divers cantonnements, évacua Castalla, exécuta lentement un mouvement de retraite par échelons, en disputant le terrain pied à pied, et vint prendre position de manière à couvrir tous les passages et surtout le chemin d'Ibi. Son l'artillerie, qu'il avait placée avantageusement, fit sur l'ennemi un feu vif et soutenu, pendant que le 24e de dragons, le 7e régiment et un escadron du 13e de cuirassiers, redoublaient d'énergie et de bravoure pour arrêter le mouvement des Espagnols. Le général Delort s'étant aperçu d'un moment d'hésitation dans les manœuvres des Espagnols, le mit à profit, et ordonna une charge qui fut exécutée avec une vigueur telle qu'une batterie ennemie fut enlevée en un instant. L'infanterie et la cavalerie française, sous le commandement du baron Delort, se précipitent alors dans Castalla, renversent tout ce qui se trouve sur leur passage, jonchent les rues de morts, et mettent dans le plus grand désordre la ligne entière de l'ennemi, qui fuit de toutes parts. Dès 8 heures du matin, le feu avait cessé sur le champ de bataille; mais le général Delort ordonna en ce moment à 2 compagnies du 7e régiment d'infanterie de déposer leurs havresacs, et de se porter, au pas de course, sur Ibi. A l'approche de cette troupe soutenue par 50 cuirassiers, le général anglais Roche, commandant l'aile droite de l'armée espagnole, et qui faisait alors l'attaque du château et du village d'Ibi, se hâta

de fuir et de gagner les montagnes escarpées qui avoisinent Ibi. Dans ce combat extraordinaire, plus de 1000 fantassins espagnols, tués ou blessés, restèrent sur le champ de bataille, tandis que du côté de l'avant-garde française la perte ne s'éleva qu'à 13 hommes, dont un officier. Quelques jours après, le maréchal Suchet ayant donné ordre à la division Harispe de marcher sur Aspe, le général Delort, à la tête du 4e de hussards, du 24e de dragons et de quelques compagnies de voltigeurs, poursuivit le général O'Donnel à Yecla, d'où il le chassa; l'attaqua ensuite au-delà de Jumilla, le battit encore et lui enleva un convoi considérable en grains. Delort revenant sur ses pas, surprit, sur la route d'Almanza, un poste de cavalerie qui fut entièrement pris ou tué. Le 8 octobre, près de Villena, le général Delort chargea, à la tête du 4e de hussards, un bataillon calabrois commandé par des officiers anglais, l'enfonça, le dispersa, tua 100 hommes à l'ennemi, et prit 30 dragons anglais, 2 officiers et 20 chevaux. Ayant été informé que le général ennemi Elio devait passer à Yecla, dans la nuit du 20 octobre, pour se rendre à Alicante, sous la protection d'une escorte assez nombreuse, le général Delort se mit en marche, à six heures du soir, avec 400 fantassins d'élite et 300 hussards du 4e régiment. Il surprit, au milieu de la nuit, la cavalerie espagnole, la sabra et la poursuivit au-delà de Jumillac. Le commandant de cette cavalerie, 50 chevaux, et beaucoup d'armes et d'effets, furent pris, et un grand nombre de cavaliers ennemis furent tués dans les rues d'Yecla, qu'à peine le général Elio (1) venait de quitter, lorsque le général Delort et sa troupe y entrèrent. En 1813, le général Delort, toujours employé à l'armée d'Arragon, se trouva, le 13 juin, au combat de Xucar. Pendant cette affaire, il se porta avec six escadrons et 4 bataillons à Bunol, Chiva et Cheste, tint les

---

(1) Elio venait de remplacer Joseph O'Donnel, et avait signalé sa prise de commandement, par une menace de faire à l'armée d'Arragon une guerre d'extermination, et d'égorger les prisonniers qui tomberaient entre ses mains : c'était pour le punir de cette rodomontade que le général Delort avait entrepris son expédition sur Yecla.

Espagnols occupés sur tous les points, et les empêcha, par ses manœuvres, de rien entreprendre. L'armée française d'Arragon se retirant sur la Catalogne, dans le mois de juillet, le général Delort fut chargé de couvrir la retraite. En août, il poursuivit, avec la cavalerie sous ses ordres, un corps de dragons anglais que l'avant-garde française avait rencontrée près de Nuller, mit ce corps en déroute, et lui fit éprouver une perte assez considérable en hommes tués ou blessés. Il concourut, le 13 septembre, à l'enlèvement du col d'Ordal, et à la poursuite de l'armée anglo-espagnole. Les manœuvres qu'il fit exécuter en cette occasion furent remarquables par leur précision et leur vigueur. En octobre de la même année, d'après les ordres du maréchal duc d'Albufera, le général Delort marcha sur le défilé de Gariga, tourna l'ennemi qui s'était établi dans 12 redantes echelonnées et qui prit la fuite précipitamment après une courte résistance: le général Delort fit raser toutes ces redoutes. Il rentra en France au commencement de 1814, et y fut employé dans la grande-armée destinée à s'opposer à la marche des troupes alliées sur la capitale. Il se trouva, le 18 février, à la bataille de Montereau, où, à la tête d'une faible brigade de cavalerie légère, il arrêta et chargea à trois reprises plusieurs escadrons de hussards autrichiens. Dans cette même journée, il fit encore exécuter, sur la route de Melun, une charge de cavalerie contre le flanc de l'armée alliée, pénétra au centre d'une colonne qui avait déjà atteint les maisons du faubourg de Melun, sabra lui-même le général qui la commandait, et força 4 régiments autrichiens de mettre bas les armes et de se rendre prisonniers de guerre. Pendant l'action, le général Delort fut grièvement blessé d'un coup de feu, ce qui ne l'empêcha pas de continuer à combattre avec sa valeur accoutumée. Cette action d'éclat valut au général Delort un témoignage honorable de la satisfaction de Napoléon, et le grade de général de division, qui lui fut accordé le 26 du même mois. Après la restauration du trône des Bourbons, le baron Delort fut créé, par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Le general De-

lort était sans activité, en Franche-Comté, lors de l'invasion de Buonaparte en France, au commencement de 1815. Il reçut alors du maréchal Ney, qui avait pris parti pour Buonaparte, l'ordre de se rendre à Lons-le-Saulnier, pour y prendre le commandement de la cavalerie de son corps d'armée. Le général Delort fit la campagne des *cent jours* à la tête d'une division de cuirassiers. Il la commanda à la bataille de Ligny, le 16 juin, et décida la victoire remportée dans cette journée par les charges qu'il fit exécuter (1). Sa division de cuirassiers fut aussi une de celles qui combattirent avec le plus de valeur à Waterloo, le 18 du même mois. Le général Delort reçut, dans cette journée, un coup de feu à la jambe, et huit balles dans ses habits ou dans son chapeau. Il y eut aussi trois chevaux tués sous lui. Depuis le second retour du roi en France, en 1815, le général Delort a été classé parmi les lieutenants-généraux disponibles, et s'est retiré à Arbois, sa ville natale, ou de nombreux traits de bienfaisance le font universellement estimer et chérir de ses concitoyens (1). (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur, annales du temps.*)

---

(1) Vers la fin de l'action, le feld-maréchal prussien Blucher fut renversé de son cheval, dans une charge de cavalerie dirigée par le général Delort. Le général prussien fut foulé aux pieds des chevaux ; mais les cuirassiers français continuèrent leur charge sans le reconnaître. Blucher s'étant dégagé, non sans peine, monta sur le cheval d'un dragon français, et parvint à s'échapper, couvert de contusions.

(2) En 1812, le général Delort envoya, de l'armée d'Espagne, à l'administration des hôpitaux d'Arbois une somme de 8000 francs, qui a été employée en fonds et achats de terres au profit des hospices. Les administrateurs de cet hospice, écrivant à ce sujet au ministre de l'intérieur, s'exprimèrent en ces termes : « Avoir servi son pays avec distinction, » l'avoir défendu au prix de son sang, c'est la gloire qui brille sur le front » d'une multitude de guerriers français. Mais rehausser cette gloire par » des vertus douces et bienfaisantes, honorer la patrie par des talents » distingués ; et au milieu des tumultes des camps, s'occuper des mal- » heurs de l'humanité souffrante, tendre aux indigents une main géné- » reuse et protectrice, c'est l'heureuse prérogative d'un petit nombre » d'âmes élevées, et le caractère distinctif d'un cœur généreux et sensible :

DELZONS (Alexis-Joseph, *baron*), *général de division*, naquit à Aurillac, en Auvergne, le 26 mars 1775. Son père, président du tribunal civil d'Aurillac, et qui depuis la révolution fut député du département du Cantal aux assemblées législatives, lui fit donner une bonne éducation. Le jeune Delzons, entraîné par l'amour de sa patrie, s'enrôla, le 30 juin 1791, à l'âge de seize ans, dans la compagnie de volontaires nationaux de la ville d'Aurillac. Cette compagnie fut incorporée dans le 1er bataillon du département du Cantal, où Delzons fut bientôt nommé lieutenant de grenadiers. Il fit, en cette qualité, les campagnes de 1792 et 1793, à l'armée des Pyrénées-Orientales, d'abord avec son bataillon, puis dans un bataillon de grenadiers réunis, commandé par le chef de brigade Lannes (depuis maréchal de France et duc de Montebello). Delzons remplit, dans ce bataillon, avec beaucoup d'intelligence et de bravoure, les fonctions d'adjudant-major. Le 15 octobre 1793, il fut, par le choix de ses camarades, nommé capitaine dans son bataillon, où, par ordre du général Pérignon, il prit, en juin 1794, le commandement de la compagnie des grenadiers. Il se trouva à toutes les affaires auxquelles le 1er bataillon du Cantal et les grenadiers réunis prirent part; s'y conduisit toujours avec beaucoup de distinction, et se fit particulièrement remarquer, le 21 septembre 1794, à l'affaire de la Jonquière, où il fut blessé d'un coup de feu à la cuisse. A peine guéri de cette blessure, Delzons rejoignit son corps, avec lequel il fut employé à la prise de la ville de Roses, dont on s'empara, après un long et pénible siége fait pendant l'hiver. A la réorganisation de l'armée, le 1er bataillon du Cantal fut amalgamé avec le 8e régiment des chasseurs à pied, dits *des Vosges*; et Delzons, confirmé

»telle est la précieuse réunion de vertus et de gloire dont M. le baron »Delort offre le spectacle à sa ville natale, etc.»

On assure que le général Delort déplora toujours l'injustice et les cruautés de la guerre d'Espagne, et qu'il s'efforça d'en adoucir les rigueurs, autant qu'il le put, soit par sa conduite, soit en faisant observer parmi les troupes qu'il commandait la discipline la plus sévère.

dans son grade de capitaine, eut le commandement d'une compagnie de carabiniers. La paix ayant été faite avec l'Espagne, Delzons suivit la 8e demi brigade d'infanterie légère (formée du 8e régiment de chasseurs à pied), à l'armée d'Italie, alors commandée par Napoléon Buonaparte. Employé sous les ordres du chef de brigade Rondeau, il fut un de ceux qui montèrent à l'assaut de la redoute de Montenotte, le 12 avril 1796. Deux jours après, Delzons s'empara d'une batterie ennemie, sur le plateau de Dego; et, voulant faire prisonnier l'officier piémontais qui commandait les troupes ennemies dans cette position, il fut blessé grièvement par une balle de pistolet. Il n'attendit point que cette blessure fût entièrement guérie pour rejoindre son corps, avec lequel il se trouva au passage du pont de Lodi, le 10 mai. Le 30 du même mois, le capitaine Delzons fut du nombre des braves qui, sous les ordres du général Gardanne, s'élancèrent dans le Mincio, à Borghetto, et enlevèrent les pontons de l'ennemi sur la rive opposée. Par un nouveau tirage de numéros, la 8e demi-brigade d'infanterie légère devint, vers ce temps, la 4e de la même arme, et prit la tête de la division Masséna, particulièrement de la brigade du général Joubert. En juillet de la même année 1796, cette brigade étant campée à Monte-Corona, Delzons reçut du général Joubert l'ordre d'aller faire, une heure avant le jour, une reconnaissance sur le col du Campion, où l'ennemi établissait des ouvrages. Delzons s'acquitta si bien de cette mission, qu'il surprit et fit prisonniers les postes ennemis, pénétra dans le camp des Autrichiens, rasa les ouvrages, et rentra le soir même au camp de Corona, n'ayant perdu que très-peu d'hommes de sa troupe. Dans le même mois, le général Masséna ayant jugé convenable de faire lui-même une nouvelle reconnaissance sur le col du Campion, où l'ennemi avait réuni un plus grand nombre de troupes, ce fut avec une colonne, en tête de laquelle était placée la compagnie de carabiniers du capitaine Delzons, que ce général fit cette expédition nocturne, dont le résultat fut aussi heureux que celui de la première reconnaissance. En fort

peu de temps, retranchements, camp, bagages, tout enfin fut enlevé à l'ennemi, sur lequel on fit 500 prisonniers. Le capitaine Delzons prit une grande part à cette brillante affaire, en marchant en tête de la colonne française dans toutes les attaques que celle-ci effectua. Le 29 août suivant, le général Masséna opérant sa retraite de la Corona sur Rivoli, les compagnies de carabiniers de la 4e demi-brigade d'infanterie légère chargèrent trois fois l'ennemi, à la baïonnette, pour se faire jour, et trois fois le débusquèrent d'un petit village près de Rivoli. Dans ces diverses attaques, le capitaine Delzons seconda puissamment le chef de brigade Destaing, son parent, qui commandait la 4e demi-brigade. Vers la fin de l'année 1796, pendant la pénible campagne du Tyrol, le capitaine Delzons fit toujours partie de l'avant-garde de la division Masséna, et profita des nombreuses occasions qui se présentèrent pour donner de nouvelles preuves de bravoure et d'intelligence. Le 14 septembre de la même année, le capitaine Delzons, étant embusqué avec ses carabiniers dans les fossés de la grande route de Saint-Georges à Mantoue, il se laissa dépasser, sans faire feu, par la cavalerie autrichienne, qui s'avançait de Mantoue par cette route; mais, dès qu'il vit que la tête de cette cavalerie avait atteint la gauche de ses carabiniers, il fit faire, et presque à bout portant, une décharge qui couvrit la route d'hommes et de chevaux tués ou blessés. Cette attaque allait être couronnée d'un plus grand succès, lorsque les autres troupes françaises, placées à la gauche des carabiniers, se débandèrent; et alors, la cavalerie autrichienne revenant à la charge, fit des prisonniers, parmi lesquels se trouva le capitaine Delzons, qui fut fortement maltraité. Échangé huit jours après, il vint rejoindre son corps à Legnago, au moment où les hostilités allaient recommencer. Il eut une très-grande part à l'affaire de Rivoli, le 17 novembre, et y fut blessé d'un coup de feu au bras droit. Le 14 janvier 1797, à la bataille de Rivoli, le capitaine Delzons se trouva opposé au régiment autrichien de Derbak. Il parvint non-seulement à résister avec sa compagnie à toutes les forces de ce ré-

giment, mais encore à faire éprouver aux ennemis des pertes notables. Cette action brillante valut au capitaine Delzons le grade de chef de bataillon, qui lui fut conféré sur le champ de bataille, et pour prendre rang d'ancienneté à partir du 21 septembre précédent : cette rétroaction était une seconde récompense des services du capitaine Delzons. Employé, la même année, dans le Tyrol, sous les ordres du général Joubert, le chef de bataillon Delzons ne laissa échapper aucune occasion de se rendre utile, et il y réussit de manière à mériter plus d'une fois les éloges du général en chef. Après la conclusion du traité de paix de Campo-Formio, le chef de bataillon Delzons passa en Corse, avec la 4ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, et de là s'embarqua, toujours avec ce corps, pour l'expédition d'Égypte, en 1798. Le 2 juillet, à la prise d'Alexandrie, il fut des premiers qui pénétrèrent dans cette ville, après avoir escaladé les murs de la porte de Rosette. A la bataille des Pyramides, le 21 du même mois, le général Bon, qui commandait la division dans laquelle était placée la 4ᵉ demi-brigade légère, donna au chef de bataillon Delzons le commandement des grenadiers d'une brigade, et le chargea de l'attaque des retranchements d'Embabeh. Détaché de la division, et se trouvant isolé au milieu de la plaine, le corps que commandait Delzons fut chargé avec audace par 800 Mameluks; mais le sang-froid et les bonnes dispositions que fit Delzons sauvèrent sa troupe. Poursuivant l'objet de sa mission, Delzons culbuta l'ennemi, auquel il fit éprouver des pertes considérables tant en hommes qu'en chevaux, puis se porta sur les retranchements d'Embabeh, et les enleva de vive force. Dans cette même journée, le chef de brigade Destaing, commandant la 4ᵉ légère, ayant été promu au grade de général de brigade, le commandement de ce corps fut déféré, sur le champ de bataille même, au chef de bataillon Delzons, alors à peine âgé de 25 ans. Cet officier fut cité avec éloges dans le rapport que le général Bon adressa au général en chef Buonaparte, sur la prise d'Embabeh. Les bons services que Delzons rendit à l'armée d'Orient, la bravoure, l'intelligence qu'il avait toujours



déployées, et qu'il eut encore occasion de faire remarquer en Égypte dans toutes les actions où il commanda sa demi-brigade, furent les titres honorables qui déterminèrent le général en chef Buonaparte à le nommer général de brigade, le 27 mai 1801. Dans cette même année, et pendant que l'armée d'Orient, alors sous le commandement du général Menou, était assiégée et extrêmement resserrée à Alexandrie, le général Delzons ne cessa de donner des preuves d'activité, de zèle et de dévouement. Après la capitulation d'Alexandrie, il rentra en France avec les débris de l'armée expéditionnaire, et fut confirmé dans son grade de général de brigade, le 9 frimaire an 10. Dans le même temps, il fut nommé commandant militaire du département du Cantal, son pays natal. Dans ce nouveau poste, le général Delzons se concilia l'affection et surtout l'estime de ses concitoyens. En février 1804, il obtint, sur sa demande, d'être employé dans l'armée de Hollande, destinée à agir contre l'Angleterre. Cette expédition n'ayant pas eu lieu, le général Delzons quitta la Hollande, avec le corps du maréchal Marmont, dans lequel il servait, et passa avec ce corps à la grande-armée d'Allemagne. Il se distingua dans toutes les occasions qui se présentèrent à lui pendant les campagnes de 1805 et 1806, et suivit la destinée de son corps d'armée jusqu'à la paix de Presbourg. A cette dernière époque, il passa en Dalmatie, pour y servir sous les ordres du général Lauriston. Il arriva à cette nouvelle destination au moment où le général Molitor s'occupait de réunir un corps de troupes, qu'il destinait à faire lever le siége de la place de Raguse, dans laquelle le général Lauriston se trouvait alors renfermé avec sa division. Le général Molitor accueillit avec empressement le général Delzons, et lui donna le commandement de son avant-garde. Avec ce corps, et au moyen des sages mesures prises par le général Molitor, Delzons culbuta 8000 Russes et Monténégrins, s'empara du camp et des batteries qui foudroyaient la ville, dans laquelle il entra peu après, et où il reçut du général Lauriston les compliments les plus flatteurs. Le général Delzons continua d'être employé dans les

provinces de Dalmatie, de Raguse et d'Albanie. Les Russes, qui possédaient alors les îles Ioniennes et Cattaro, ayant obtenu de l'influence dans ces contrées, y excitèrent quelques révoltes et tentèrent plusieurs débarquements; mais le général Delzons parvint à déjouer toutes ces tentatives, qui ne furent pour lui que de nouvelles occasions d'acquérir de la gloire. Au commencement de 1809, le général Delzons prit le commandement de la brigade de droite du corps d'armée du maréchal Marmont, alors appelé à prendre part aux événements importants qui eurent lieu en Allemagne. Le corps du maréchal Marmont, à peine fort de 12,000 combattants, se trouvait séparé de la grande-armée par une distance immense, et avait, pour sortir de la Dalmatie, à combattre un corps de 19 bataillons autrichiens qui se trouvaient renforcés par la population en masse des provinces militaires de Gospich et d'Ottochatz. Avant de rien entreprendre, le maréchal Marmont voulut prendre l'avis d'un conseil militaire qu'il assembla à cet effet. Le général Delzons y assista, parla avec sa franchise ordinaire, et, plein de confiance dans la valeur des braves troupes qui composaient le corps d'armée, opina pour que le mouvement ordonné fût opéré sans délai. Ce fut le lendemain de la tenue de ce conseil que le maréchal commença ses opérations, et se mit en mesure d'entrer dans la Croatie. Le général Delzons se distingua au combat du Mont-Kitta, qu'il enleva de force (1). Il se signala également le 21 mai, au combat de Bilay. L'armée française, poussée vivement, fit un mouvement rétrograde en pivotant sur sa droite, où Delzons commandait. Ce général, parvint non-seulement à conserver sa position, mais encore à se porter en avant contre l'ennemi. Ce mouvement acheva de déterminer la victoire que l'on remporta dans cette journée. Le corps du

---

(1) Dans le rapport du maréchal Marmont à Buonaparte, daté du 18 mai 1809, il est fait une mention particulière du général Delzons, comme ayant *puissamment influé* sur les succès obtenus jusqu'alors.

général Marmont arriva, le 25 du même mois, devant Ottochatz, où se trouvait l'arrière-garde ennemie. Les ponts étant coupés, on tourna les marais : et le général Delzons, à la tête du 8ᵉ régiment, soutenu par le 23ᵉ, chassa l'ennemi de tous les postes qu'il occupait sur les grandes routes. Ce combat fut brillant pour le 8ᵉ régiment; et le général Delzons, suivant son usage, conduisit cette affaire avec beaucoup de talent et de vigueur (1). Il reçut en cette occasion un coup de feu à la tête, au moment où il enlevait une chaîne de montagnes dont le passage devait le conduire en tête du matériel de l'armée ennemie en retraite. La circonstance de cette blessure, et la trop grande distance où se trouvait le reste du corps français, portèrent le maréchal à arrêter le mouvement de la troupe du général Delzons. Ce dernier, malgré ses souffrances, ne quitta point le commandement de sa brigade, et n'en présida pas moins à la reconstruction du pont de Wolkemark, sur la Drave. Ce fut sur ce pont que le corps d'armée du maréchal Marmont traversa le fleuve, sous les yeux du général autrichien Giulay, qui, avec des forces doubles, ne put empêcher ce passage. L'armée de Dalmatie continua sa marche victorieuse, pénétra dans le cœur de l'Autriche, et se trouvait, le 5 juillet, sur le champ de bataille de Wagram. Le général Delzons eut dans cette journée 2 chevaux tués sous lui par le feu de l'artillerie ennemie. Le corps du duc de Raguse marcha sur Znaïm. Dans le combat livré le 12 du même mois, près de cette ville, le général Delzons ayant reçu l'ordre d'attaquer avec sa brigade une position défendue par 6 bataillons hongrois et de l'artillerie, l'emporta d'emblée, toute formidable qu'elle était. Il reçut dans ce combat un coup de feu au bras gauche. Après la paix qui fut signée à Vienne, au mois d'octobre, le général Delzons retourna en Illyrie, où il eut le commandement de la province de Karlstadt, ou Croatie militaire, divisée en six régiments. Il fut spécialement chargé de la réorganisation

(1) Rapport officiel du maréchal Marmont à Buonaparte.

de cette province, en suivant les bases de l'ancien système créé par l'Autriche, système unique dans son genre, et qui était si avantageux à la cour de Vienne. Les soins qu'il apporta à cette organisation, concourant avec ses services précédents, lui méritèrent le grade de général de division, qu'il obtint le 15 février 1811. Dans ce nouveau grade, le général Delzons commanda en chef par *interim* l'armée d'Illyrie, jusqu'au 29 mai 1811, époque de l'arrivée du général comte Bertrand, gouverneur-général de cette province. Le général Delzons eut alors le commandement de la 1re division militaire des provinces Illyriennes, comprenant l'Istrie, la Carniole, la Carinthie, la Croatie, et les îles du golfe du Carnero. Il quitta ce commandement, au mois de février 1812, pour passer en Italie, sous les ordres du prince Eugène, vice-roi de ce pays. L'estime et la confiance dont jouissait le général Delzons furent cause que le vice-roi lui donna le choix des régiments qui composèrent sa division. Cette division eut le n° 1er dans le 4e corps de la grande armée d'expédition de Russie. Le vice-roi mit l'armée d'Italie en mouvement au printemps de 1812; et, à son passage à Munich, il présenta au roi de Bavière, son beau-père, le général Delzons, qui reçut de ce souverain un accueil très flatteur et un cheval richement harnaché. Pendant la campagne de Russie, le général Delzons se fit remarquer en plusieurs occasions, et, entr'autres, au combat d'Ostrowno, le 25 juillet. Dans cette journée, il reçut du vice-roi l'ordre d'attaquer le corps russe du général Ostermann, fort de deux divisions, protégé par une artillerie nombreuse, et qui occupait une position avantageuse sur un plateau, ayant devant lui un ravin. Après un combat des plus opiniâtres, les Russes furent chassés de position en position, et on leur enleva les bois sur lesquels leur gauche était appuyée (1). A la bataille de la Moskowa, le

---

(1) Le général Delzons fut cité très-honorablement, pour ce brillant fait d'armes, dans les rapports du prince Murat, roi de Naples, et du vice-roi d'Italie. (*Moniteur* du 21 août 1812.)

7 septembre, le général Delzons commença l'action, à la gauche de l'armée française, par l'attaque du village de Borodino, que le 106ᵉ régiment d'infanterie emporta (1). Il forma ensuite une de ses brigades en carré, repoussa plusieurs charges de la cavalerie russe, se signala pendant toute la bataille par une grande activité et beaucoup de bravoure, et rendit impuissants les efforts considérables que les Russes firent pour déborder l'extrême gauche de la grande-armée. Pendant l'occupation de Moscow, il se porta, le 5 octobre, sur Dmitrow, et établit, le 10, son avant-garde à deux lieues en avant sur la route de Klin. La grande armée française ayant commencé, le 18 octobre 1812, la retraite de Moscow, qui devint si désastreuse, le 4ᵉ corps, sous les ordres du vice-roi, se dirigea, le 23, sur Browski. Le général Delzons fut détaché sur Maloïaroslawetz, l'un des points par lesquels on supposait avec raison que l'ennemi chercherait à inquiéter l'armée française. Delzons avait ordre de n'engager aucune affaire sérieuse, s'il trouvait l'ennemi trop en force; mais de tâcher de prévenir les Russes, et de s'assurer du passage de la Loïa, qui baigne le plateau sur lequel est situé Maloïaroslawetz. L'armée russe, après avoir quitté son camp de Lectaskowa, s'était effectivement portée à Maloïaroslawetz; et, lorsque l'avant-garde du général Delzons arriva sur ce point, elle trouva les ponts sur la Loïa détruits ou en proie aux flammes. Delzons s'occupa, sans perte de temps, de la reconstruction de ces ponts; et, après trois heures de travail, il put faire passer deux bataillons, qui chassèrent l'ennemi des flancs du coteau, et occupèrent sur le plateau quelques maisons en dehors de la ville. Le reste de la division Delzons resta sur la Loïa, pour attendre le jour, et de nouveaux ordres du vice-roi. Le 24, au point du jour, le général Delzons fit faire une reconnaissance sur la ville,

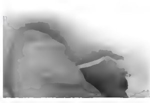
(1) Le brave général Plausone, qui commandait le 106ᵉ régiment, fut tué dans cette attaque, et le général Huart eut, quelques instants après, le même sort.

par un de ses frères, son aide-de-camp. Ce jeune officier fut assailli par une vive fusillade, et obligé de se retirer avec sa troupe. A six heures du matin, toute sa division passa la Loïa, et son artillerie fut mise en batterie sur la rive gauche, et sur une élévation égale en hauteur au plateau de Maloïaroslawetz. Par un feu bien soutenu, on parvint, vers neuf heures, à incendier la ville; et le général Delzons ordonna une attaque, qui ne réussit point d'abord: mais, par suite d'une charge à la baïonnette, exécutée avec le plus grand sang-froid, on s'empara enfin du plateau et de la ville, malgré toutes les difficultés qu'opposait un terrain tout coupé de ravins profonds. A peine maître de Maloïaroslawetz, le général Delzons s'aperçut qu'il avait affaire à une grande partie de l'armée russe, qui débouchait en colonnes par la nouvelle route de Kalouga, pour prendre position sur la vieille route, où se trouvait sa division. Il disposa ses troupes à la défense, et alla à la rencontre du vice-roi, qui arrivait de Browski, pour diriger en personne les opérations de son corps d'armée. Sur ces entrefaites, le 8e léger et le 84e de ligne, qui occupaient Maloïaroslawetz, en furent chassés par des forces supérieures. Le prince vice-roi, connaissant toute l'importance attachée à la possession de Maloïaroslawetz, fit marcher la division entière de Delzons, ordonna à ce général de s'emparer de la ville, et de s'y maintenir en attendant l'arrivée des autres divisions. Le vice-roi, d'ailleurs plein de confiance dans le général Delzons, lui fit dire qu'il lui laissait la faculté de disposer les troupes comme bon lui semblerait. L'attaque devint bientôt générale, et Delzons la dirigea d'abord du haut d'un mamelon, où il était près de sa troupe et à portée de voir les mouvements; mais, apercevant de l'hésitation dans ses bataillons, il courut les ranimer par sa présence au plus fort de la mêlée. Se mettant à la tête du 84e régiment de ligne, qui se trouvait en colonnes: « Brave 84e, dit Delzons, suivez-moi; dans un moment nous aurons repris les positions perdues. » De suite il s'élance vers l'ennemi; mais, au moment où il franchissait la barrière de l'une des fausses entrées de la ville qui débouche directe-

ment sur la place, des tirailleurs russes, embusqués derrière le mur d'un cimetière, firent feu, et deux balles ayant atteint le général Delzons, l'une dans la tête et l'autre dans le côté droit, il fut renversé mort sur le champ de bataille, ayant à ses côtés ses deux frères, qui lui servaient d'aides-de-camp. Alors la troupe du général Delzons se décourage, perd du terrain, et laisse aux officiers de son état-major le soin de disputer aux Russes les restes inanimés de son chef. Mais bientôt un bataillon du 92e régiment, montant au pas de charge, culbute l'ennemi, ressaisit le terrain, et donne les moyens de transporter sur les derrières le corps du général Delzons, et de sauver aussi son jeune frère, qui avait été blessé. La victoire remportée à Maloïaroslawetz sur l'armée russe permit de rendre, le lendemain 25 octobre, les honneurs funèbres au général Delzons. Il fut enterré en avant de la ville, sur le champ de bataille où il avait glorieusement terminé, jeune encore, une longue carrière militaire, remplie d'actions brillantes et honorables. Le général Delzons emporta dans la tombe les regrets bien mérités de tous ses compagnons d'armes, officiers et soldats. Le prince vice-roi donna lui-même des témoignages des regrets que la perte de ce brave officier lui faisait éprouver. Delzons avait été créé, par Napoléon, l'un des commandants de la Légion-d'Honneur, baron d'empire, et chevalier de la Couronne de Fer. (*Etats militaires*, *Moniteur, annales du temps*.

DEMARÇAY (Marc-Jean, *baron*), *maréchal de-camp*, naquit à Martaizé, en Poitou, le 11 août 1772. Il entra au corps d'artillerie comme élève sous-lieutenant, le 1er mars 1792, et fut fait 2e lieutenant, le 11 du même mois. Il servit en 1792 et 1793, à l'armée de la Moselle, d'abord dans l'artillerie à pied, puis dans l'artillerie à cheval. Employé ensuite à l'armée du Nord, il y fut nommé chef de bataillon, le 20 juillet 1794, dans la tranchée, au siége du Quesnoy, où il reçut une blessure. Il fit la campagne de cette dernière année à l'armée de Sambre-et-Meuse, se trouva à tous les siéges que fit cette armée pendant la même campagne,

et notamment à ceux de Landrecies, Valenciennes et Maëstricht. Il fut envoyé à l'armée du Nord, en 1795, et y servit aux siéges de Graves, de Gertruydemberg, etc. Il fit les campagnes de 1796 et 1797 à l'armée du Rhin. Employé, en 1798, dans l'armée d'expédition d'Égypte, il se trouva à différentes affaires qui précédèrent la conquête de ce pays, et particulièrement à l'assaut d'Alexandrie et aux batailles de Chebreiss et des Pyramides. En 1799, il fut fait prisonnier de guerre en Sicile. Ayant recouvré sa liberté, il servit à l'armée du Rhin, et y prit part aux affaires devant Philisbourg. Il fut employé à l'armée d'Italie, en 1800 et 1801; combattit à la bataille de Marengo, le 14 juin 1800; s'y distingua, et mérita le grade de colonel d'artillerie qui lui fut conféré, le 6 septembre suivant. On lui donna alors le commandement du 5ᵉ régiment d'artillerie à pied, avec lequel il fut employé au camp de Boulogne, en 1804 et 1805. Il commanda son régiment, à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre de cette dernière année, se conduisit avec distinction dans cette célèbre journée, et fut récompensé par la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur que Napoléon lui accorda le 25 du même mois. Il fut nommé, en 1806, commandant en chef de l'école de l'artillerie et du génie, à Metz. Il passa, en 1807, au service du roi de Hollande (Louis Buonaparte, frère de Napoléon), qui le fit général-major. Il devint ensuite premier inspecteur des corps de l'artillerie et du génie qui furent réunis sous son commandement. Il fut créé grand-officier du royaume de Hollande, commandeur de l'ordre de l'Union, et par suite de celui de la Réunion. Étant rentré en France, en 1808, il eut le commandement de l'artillerie à l'armée de Catalogne, et fit le siége de Roses. Ayant persisté dans la demande qu'il avait précédemment faite de sa retraite, il l'obtint, le 21 janvier 1810, avec le grade de général de brigade. Elle fut motivée sur des infirmités et des blessures, et sur 34 ans 5 mois et 10 jours de service. En 1819, le département de la Vienne le nomma membre de la chambre des députés, où il siége encore en 1822. (*Moniteur*, *Tableau des pensions inscrites au tré-*



sor public à l'époque du 1er septembre 1817, annales du temps.)

DE DEMBOWSKI (Louis-Mathieu, *baron*), *général de brigade*, naquit en Pologne en août 1784. Issu d'une famille noble qui s'était illustrée dans la carrière des armes, le jeune Dembowski entra de bonne heure au service de sa patrie, et parvint assez rapidement par son mérite personnel au grade de major dans le régiment de la Couronne, dont son père était colonel. Il fut du nombre de ces braves guerriers polonais qui, après avoir lutté avec un courage héroïque, mais infructueux, pour l'indépendance de leur pays, vinrent se placer dans les rangs français, et combattirent vaillamment sous les drapeaux long-temps victorieux de notre nation. Il entra donc au service de France, le 19 février 1795, en qualité d'officier d'état-major, attaché à l'armée des Alpes. Il passa chef de bataillon à la légion Polonaise, le 2 mars 1796, et devint chef de cette même légion, le 5 avril 1799. Il fut adjoint à l'état-major-général de l'armée des Grisons, en novembre 1800, et fut placé à la suite de la 104e demi-brigade de ligne, le 10 décembre 1801. Il fit, dans ces diverses qualités, les campagnes des années que nous venons de citer, aux armées des Alpes, d'Italie, des Grisons; se signala en de nombreuses occasions, particulièrement à la bataille de Novi et au siége de Mantoue, et ne dut chacun de ses grades qu'à des actions guerrières dont ils furent la récompense. Nommé, le 13 novembre 1802, au commandement provisoire de la 27e demi-brigade d'infanterie de ligne, il eut, vers ce temps, le commandement de la place de Zurich. Il fut ensuite employé dans l'armée expéditionnaire de Saint-Domingue sous les ordres du capitaine-général Rochambeau, qui lui conféra le grade d'adjudant-général. Il prit part aux différentes actions militaires qui eurent lieu pendant cette expédition, et y donna des preuves de bravoure et d'habileté. Étant rentré en France, en juin 1804, il fut confirmé dans son grade d'adjudant-général, le 20 août. Il fut employé dans la 2e division de dragons, par lettres de service du 29 avril 1805.

Étant passé à la grande-armée, en 1806, il y fit la campagne de cette année, et celle de 1807, contre les Prussiens et les Russes; se trouva à un grand nombre de combats et aux principales batailles livrées à cette mémorable époque, et paya de sa personne dans toutes les occasions. Plusieurs blessures reçues pendant ces campagnes, attestèrent la part qu'il y avait prise, et la valeur avec laquelle il avait combattu. Étant passé à l'armée d'Espagne, en 1809, il se trouva, le 8 juillet, au combat du pont de l'Arzobispo, sur le Tage; passa le premier un gué qu'il avait été chargé de reconnaître, et fit, avec les 18ᵉ et 19ᵉ régiments de dragons, une charge vigoureuse sur l'ennemi qui fut vaincu dans cette journée. A la bataille d'Occana, le 18 novembre suivant, il fit, à la tête d'un corps de cavalerie, une charge extrêmement brillante qui contribua aux succès remportés par les Français. En récompense de ses servives, il fut promu au grade de général de brigade, le 8 janvier 1810, et, en cette qualité, il continua d'être employé à l'armée d'Espagne. Dans ce nouveau grade, la sphère de ses devoirs se trouvant agrandie, il put déployer plus amplement ses talents militaires. Au calme et au sang-froid nécessaire dans l'exécution d'un plan concerté, le général Dembowski joignait cette bravoure impétueuse qui souvent entraîne et captive la victoire. En 1811, il commandait une brigade composée des 34ᵉ et 40ᵉ régiments d'infanterie de ligne, forts de 1500 hommes, dans une expédition faite sur Cacérès, par la division du général Girard. En revenant de cette expédition, la division, qui marchait pour rejoindre le 5ᵉ corps d'armée (celui du comte d'Erlon), auquel elle appartenait, coucha, le 26 octobre, à Arroyo-Molinos. Le lendemain, l'une des brigades partit de grand matin, tandis que celle du général Dembowski eut ordre de ne se mettre en route que plus tard. Réunie hors du village, et prête à commencer sa marche, la brigabe Dembowski est tout-à-coup et inopinément attaquée par 5000 Anglais et 3000 Espagnols dirigés par le général Hill, qui avait fait faire une marche forcée à ses troupes, afin de surprendre la division française. Le général Dembowski fit d'abord arrêter la

marche des tirailleurs ennemis, en leur opposant un bataillon du 34ᵉ de ligne. L'action s'engagea, et dès son commencement le général Girard fut blessé de plusieurs coups de baïonnette. Dembowski prit alors le commandement et fit former en carrés ses régiments, qui combattirent avec la plus grande valeur et résistèrent assez long-temps aux efforts de l'ennemi ; mais, écrasés par le nombre et harcelés par des charges successives de cavalerie fournies par les dragons et les hussards anglais, les régiments français durent songer à la retraite. Animés par l'exemple de leurs chefs, les soldats effectuèrent cette retraite dans le meilleur ordre possible, et montrèrent la plus intrépide bravoure, en soutenant vaillamment le feu meurtrier de l'infanterie et de l'artillerie ennemies. On se battit ainsi pendant près de 4 à 5 lieues, et l'on était tellement près des Anglais que l'on pouvait lire sur leurs figures l'impression profonde que produisait sur eux la conduite héroïque de leurs adversaires. Plusieurs parlementaires furent envoyés pour sommer les Français de se rendre. — « Allez dire à celui qui vous »envoie, répondit le général Dembowski à un colonel an»glais, qu'il nous reste encore des cartouches et des baïon»nettes, et que nous ne nous rendons pas. » Ces paroles relevèrent l'énergie des soldats français, qui, malgré la réduction de leur nombre à moitié de ce qu'ils étaient au commencement de l'action, n'en persistèrent pas moins dans leur opiniâtre défense. Cette courageuse résolution eut enfin le succès qu'elle méritait, et la division Girard parvint à échapper aux Anglais, mais non sans avoir perdu beaucoup d'hommes, tous ses canons, voitures, caissons, bagages, etc. (1). Elle repassa la Guadiana, et rejoignit, quel-

(1) La presque conformité de nom entre Dembowski et Dombrowski a donné lieu à des erreurs dans l'imputation des actions militaires de ces deux officiers-généraux, tous deux Polonais d'origine, et qui servaient aux mêmes époques dans les armées françaises. Ainsi, par exemple, les auteurs des *Victoires et Conquêtes des Français*, de 1792 à 1815, ont commis une de ces erreurs, lorsqu'en rendant compte dans leur XXᵉ vol. pag. 275, 276, 277 et 278, de l'affaire d'Arroyo-Molinos, ils ont nom-

ques jours après, le 5e corps, où déjà l'on croyait qu'elle avait été totalement détruite. Au mois de décembre suivant, le général Dembowski commandait dans Merida, lorsque les Anglais, qui continuaient de s'avancer dans l'Estramadure, se portèrent sur cette ville. N'ayant point assez de troupes pour défendre sa position, le général Dembowski fit sa retraite par Almendrajilo, et rejoingnit le 5e corps qui se concentrait vers Llerena. En 1812, le général Dembowski reçut l'ordre d'aller rejoindre, en Russie, la grande-armée française, dans laquelle il devait commander une division; mais s'étant mis en route pour se rendre à cette destination, il mourut à Valadolid le 12 juillet. Il emporta dans la tombe les justes regrets de ses chefs et de ses compagnons d'armes. Le général Dembowski avait été créé membre de la Légion-d'Honneur et baron d'empire (1). (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

DE DENONVILLE, *voyez* BRISAY.

DESAILLY (N..., *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Orsy, en Artois, le 27 décembre 1768. Il entra au service à

---

mé Dombrowski le général de brigade qui se signala d'une manière si éclatante dans ce combat: c'était Dembowski qu'il fallait écrire. Dombrowski était alors et depuis long-temps général de division, et ne servit jamais en Espagne. Il est probable que plusieurs autres erreurs, semblables à celle que nous venons de signaler, ont eu lieu, et par la même cause; mais nous n'avons pas également le moyen de les découvrir. L'état de service du général Dembowski, tel qu'il a été relevé dans les bureaux du ministère de la guerre, ne donne aucun détail sur les actions militaires de cet officier, et porte à la colonne d'observation ces seuls mots: «Plusieurs blessures.» Cette omission de faits, en ce qui concerne un officier distingué par sa bravoure et ses talents, paraît devoir être attribuée à l'extrême modestie du général Dembowski, qui, content de bien servir et de se battre comme un brave, négligeait de solliciter les récompenses auxquelles il pouvait avoir droit, et tenait trop peu à ce que les notes et mentions honorables qui le concernaient fussent portées à la connaissance du ministre de la guerre.

(1) Il a laissé un fils, le baron Alphonse de Dembowski, maintenant élève à l'école militaire de Saint-Cyr.

l'âge de 16 ans, et fit, dans divers grades, toutes les campagnes de la révolution française, depuis 1791 jusqu'en 1813. Il se trouva à l'affaire du camp de Maulde, près de Saint-Amand, en 1792, et à la défense de Dunkerque, lorsque cette ville fut assiégée par l'armée anglaise sous le commandement du duc d'York, en 1793. Il combattit à l'affaire de Rousselard, et à la fausse attaque de Gand. Il servit, en 1794, au siége de Grave, sur la Meuse, et concourut à la conquête de la Hollande. Dans la même année, il passa deux fois le Rhin avec son régiment (15ᵉ d'infanterie légère), et se trouva aux siéges d'Ehrenbreitstein et de Mayence. Il se rendit, en 1797, à l'armée d'Italie avec son régiment qui y fut placé à l'avant-garde, et qui effectua le passage du Tagliamento, le 16 mars. Il marcha, le 18, à la prise de Gradisca. Ce fut à l'occasion de cette dernière affaire, et de la manière distinguée dont il s'y était conduit, qu'il fut fait chef de bataillon, par le général en chef Buonaparte, le 26 du même mois. En 1798, Desailly fut employé à l'armée de Naples commandée par Championnet. Il y fit la campagne de cette année, et se trouva aux affaires Civita-Castellano et de Monte-Asto, dans les états de l'Église. Il combattit avec valeur à la tête de son bataillon à la bataille de la Trebia, en juin 1799, y eut son cheval tué sous lui, et mérita le grade de colonel du 15ᵉ régiment d'infanterie légère, qui lui fut accordé par le général Macdonald, le 24 du même mois. Employé, en 1805, à la grande armée d'Allemagne, il y commanda son régiment dans différents combats, et notamment à ceux de Wertingen et d'Amstetten qui précédèrent la première entrée des Français dans Vienne. Au dernier de ces deux combats, le colonel Desailly eut encore un cheval tué sous lui. Après avoir traversé le Danube à Vienne, il se trouva à l'affaire d'Ollabrunn, puis à la bataille d'Austerlitz. Il fit la campagne de 1806 contre les Prussiens et les Russes; commanda son régiment dans les différentes affaires qui eurent lieu dans la Vieille-Prusse, et concourut à la prise de Kœnigsberg, le 16 juin 1807. Il était au camp, près de Tilsitt, lors de l'entrevue des empereurs Alexandre et Napoléon sur

le Niémen. Il fit la campagne de 1809, à la grande-armée, et se trouva aux affaires d'Amberg, de Tanne et d'Eckmühl. Après la seconde entrée des Français à Vienne, le colonel Desailly fut promu au grade de général de brigade, par décret daté de Schœnbrunn, le 8 juin 1809. Il fut ensuite chargé du siége de Presbourg. Il combattit avec distinction à la journée de Wagram, le 6 juillet, y fut blessé à l'épaule droite par un biscayen, et eut son cheval tué sous lui du même coup de canon. Le général Desailly fut employé en 1812, dans la grande-armée d'expédition contre la Russie. Il y contribua, le 17 août, à la prise de Smolensk, où il commandait une brigade de la division Gudin. Deux jours après, cette division ayant été chargée de déloger les Russes d'une position appelée, par tradition religieuse, le *Champ sacré*, près de Valuntina-Gora, le général Desailly commanda sa brigade à cette affaire, et y eut la cuisse gauche fracturée, ce qui le mit totalement hors de combat (1). Après sa blessure, le général Desailly fut porté à Smolensk, où il resta jusqu'au 17 septembre suivant, époque à laquelle il partit pour revenir en France. Il arriva à Paris, le 17 mai 1813. Cette campagne de Russie fut la dernière que pût faire le général Desailly, qui, à cause de ses blessures, fut obligé de quitter le service à l'âge de 44 ans, et après 28 ans d'activité, pendant lesquels il avait donné de nombreuses preuves de talent militaire, de zèle et de dévouement à sa patrie. Il n'a dû qu'à de belles actions la décoration de commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur (2), celle de chevalier de la Couronne-de-Fer, et le titre de baron, qui lui ont été accordés pendant le cours de ses campagnes. (*Etats et brevets militaires, annales du temps.*)

---

(1) Ce combat de Valuntina fut des plus meurtriers; le général Gudin y fut tué, ainsi qu'un grand nombre d'officiers supérieurs, entre autres le colonel Toulouse du 12e de ligne, qui faisait partie de la brigade du général Desailly; le major et trois chefs de bataillon du même régiment; et le chef de bataillon Denis du 21e de ligne.

(2) Il obtint la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur en janvier 1806.

DESAIX (Louis-Charles-Antoine), *général de division*, naquit à Saint-Hilaire-d'Ayat, près de Riom, en Auvergne, le 17 août 1768, d'une ancienne famille noble, originaire de cette province. Il fut placé, dès son enfance, à l'école Militaire fondée autrefois dans le petit bourg d'Effiat, par le maréchal de ce nom (1). Il entra, à l'âge de 15 ans, comme sous-lieutenant dans le régiment de Bretagne. En 1792, la guerre de la liberté l'appela aux frontières de France, du côté de l'Allemagne. Il servit pendant quelque temps en qualité d'aide-de-camp du général Victor de Broglie. Ses premières actions en présence de l'ennemi décelèrent la générosité et la valeur qu'il manifesta d'une manière si éclatante jusqu'à ses derniers moments. Revenant un jour d'une promenade, loin des murs de Landau, il est témoin d'un combat entre une reconnaissance française et 5 escadrons autrichiens. Quoique sans armes, il n'hésite pas à se jeter au milieu de la mêlée, est renversé, fait prisonnier, se dégage, et rentre dans Landau avec la reconnaissance, et un Autrichien, qu'il a capturé lui-même. Ses talents militaires lui firent rapidement parcourir tous les grades, et il parvint promptement à celui de général de brigade. Il était déjà employé en cette qualité, à l'armée de la Moselle, lorsqu'il concourut, le 11 septembre 1793, à la défense du camp de Nothweiller. Lors de l'évacuation des lignes de Weissembourg, par les Français, le 13 octobre suivant, les troupes que Desaix commandait, ainsi que celles du général Ferrières, défendirent, jusqu'à la dernière extrémité, les positions de la gauche, et se retirèrent avec beaucoup d'ordre. A Lauterbourg, où l'ennemi fit plier les avant-gardes françaises, Desaix eut la joue percée d'une balle, mais il refusa opiniâtrément les secours de ceux de ses soldats qui lui faisaient violence pour l'emporter loin du champ de bataille, et ne

(1) Dans son éloge funèbre du général Desaix, prononcé à la société philotechnique de Paris, en novembre 1800, M. Joseph Lavallée dit : « Simplicité de cœur, fierté de courage, philosophie de sentiment, voilà ce qu'il (Desaix) dut à la localité de son berceau. »

voulut laisser panser sa blessure qu'après avoir rallié ses bataillons. Desaix était, comme nous l'avons dit, d'une extraction noble; il avait donné hautement des regrets au malheureux général Custine, et sa piété filiale lui faisait demander avec instance la mise en liberté de sa mère, à laquelle on faisait expier, dans les prisons, le prétendu crime de son origine. C'en était assez pour attirer sur lui des persécutions, et fournir aux représentants du peuple, St.-Just et Lebas, un motif de l'exiler de l'armée. A la nouvelle de cet ordre, les soldats de Desaix se rassemblent en tumulte, et déclarent à leur général que, s'il veut rester parmi eux, il sera en sûreté, mais que, s'il obéit aux conventionnels, l'un et l'autre seront fusillés. Les représentants du peuple, qui avaient osé commettre une injustice, reculèrent devant une imprudence, et révoquèrent l'ordre donné à Desaix de s'éloigner. Ce fut ainsi que l'amour des soldats conserva, à l'armée française, un guerrier qui devait un jour placer son nom parmi ceux de nos grands capitaines. L'armée française s'était avancée dans le Palatinat. Desaix, placé à l'avant-garde, fut attaqué vigoureusement, le 23 mai 1794, dans ses positions, près de Schifferstadt, par un corps autrichien. Après trois heures d'un combat opiniâtre, les Français commencèrent à plier, et déjà le désordre se mettait dans leurs rangs, lorsque Desaix fit arriver sa réserve, rétablit le combat, et rendit inutiles la tentative et les efforts de l'ennemi (1). Aux combats de Platzberg et de Trippstadt, le 14 juillet suivant, Desaix, chargé de faire une fausse attaque contre les ennemis, manœuvra avec tant d'habileté qu'il tint en échec les corps qui lui étaient opposés. Il contribua ainsi aux succès de cette journée. Il fut nommé général de division, le

(1) Au moment où Desaix s'avançait pour réparer l'échec que ses troupes venaient d'éprouver, quelques officiers de ces troupes lui demandent ce qu'il ordonne : « La retraite de l'ennemi, répond brusquement Desaix en continuant sa marche. » Effectivement, les Français, guidés par lui, forcèrent les Autrichiens à se retirer, et gardèrent les positions qu'ils avaient avant le combat.

2 septembre. Le 20 du même mois, il défendit vaillamment avec sa division les hauteurs de Kayserslautern, contre les troupes du prince de Hohenlohe; soutint long-temps un combat des plus meurtriers, et ne quitta sa position qu'après que le reste des troupes françaises se fut mis en désordre et en retraite précipitée. Le 8 octobre, il attaqua les alliés à Franckenthal, les défit, et s'empara de la place. Assailli, le 12, par des forces supérieures, il évacua Franckenthal, en chassa de nouveau les ennemis, le 15, s'y maintint, et s'empara en même temps de Grünstadt. Le 22, les divisions Desaix et Meunier prirent Alzey et Oppenheim. Desaix entra, le 12 novembre, dans Weissenau, près de Mayence, après avoir battu les Autrichiens, auxquels il fit éprouver de grandes pertes. En 1795, Desaix commanda l'aile droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres du général en chef Jourdan. Chargé de la défense du Haut-Rhin, il sut imposer si bien à l'ennemi par des mouvements de troupes habilement combinés, qu'il fit échouer le projet d'une invasion en France, et réduisit le général autrichien Wurmser à ne pas même oser faire des tentatives pour l'exécution de ce projet. En 1796, il fut employé sous le général en chef Moreau, à l'armée de Rhin-et-Moselle, où il eut le commandement du centre, fort d'environ 32,000 combattants. Au commencement de la campagne, le corps d'armée de Desaix était établi au pied des Vosges. Les hostilités ayant commencé, le corps de Desaix se mit en marche, le 14 juin; força Neuhoffen, passa la Rehbach, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et sous le feu le plus vif, et surmonta, près du village de Danstadt, sur la route de Manheim, les obstacles que lui opposaient de fortes batteries et des inondations profondes. En tête de la 3ᵉ colonne de son corps d'armée, Desaix avait lui-même pénétré jusque dans la plaine de Mutterstadt, et repoussé la cavalerie ennemie. Le général en chef Moreau ayant résolu de tenter le passage du Rhin, sur le pont de Kehl, vis-à-vis de Strasbourg, donna à Desaix le commandement en chef des 28,000 hommes de troupes destinés à cette expédition, et qui furent réunis à cet effet dans la soirée du 23 juin, partie au po-

lygone et l'autre partie sur les glacis de la citadelle de Strasbourg. A une heure et demie après minuit, tous les bateaux légers des 4 divisions d'infanterie aux ordres de Desaix étant complétement chargés, ce général donna le signal du départ. Le Rhin fut traversé avec autant d'adresse que de bonheur, sans aucune perte, et chaque division aborda exactement à l'endroit que Desaix avait indiqué. Les Français débarquèrent avec leur audace accoutumée, sans tirer un coup de fusil, et emportèrent à la baïonnette tous les postes ennemis, qui n'eurent que le temps de faire une première décharge, et de s'enfuir tellement effrayés qu'ils ne songèrent pas même à couper les petits ponts de communication qui se trouvaient sur les bords du Rhin. Cette première opération avait jeté, sur la rive droite du fleuve, environ 2500 hommes. Desaix fit aussitôt travailler à la construction d'un pont volant, dans le bras du Rhin appelé Mabile; mais pour accélérer le passage des renforts sur la rive droite, il fit revenir les bateaux qui avaient servi au premier embarquement, et les employa activement à de nouveaux convois de troupes. Cette mesure était d'autant plus judicieuse, qu'en enlevant aux premières troupes débarquées tout moyen de retraite, elle devait augmenter leur audace, et que d'ailleurs elle tendait à leur procurer des secours plus prompts. L'événement justifia la prévoyance de Desaix; car, dès que le général ennemi Staire, qui commandait le camp de Wilstadt, fut informé du passage des Français, il se porta à leur rencontre avec deux bataillons et six escadrons; mais déjà l'infanterie française s'était formée dans la plaine sous la protection de 2 pièces de 4, et, ayant enlevé deux autres canons à l'ennemi, elle soutint vaillamment le choc de la cavalerie autrichienne. A 6 heures du matin, le pont volant fut établi, et on s'en servit pour faire passer de l'infanterie et de la cavalerie. Dès que Desaix jugea qu'il avait des forces suffisantes sur la rive droite du Rhin, il les dirigea sur le fort de Kehl. Ce fort avait été rasé depuis long-temps, et il n'en existait plus que les fondements; mais les Autrichiens, pour en défendre les principaux débouchés, avaient construit deux fortes re-

doutes, dites du Cimetière et des Trous-de-Loups. A dix heures du matin, ces deux redoutes étaient déjà enlevées, malgré la vive résistance qu'avaient opposée les Autrichiens et le corps d'émigrés du prince de Condé. Les Français, maîtres de tous les postes, poursuivirent, sans perdre de temps, les ennemis sur la route d'Offembourg. Le résultat de cette opération, entièrement faite par le corps de Desaix, fut, outre l'importance du passage du Rhin, la prise de 4 à 500 hommes, celle de 2000 fusils, 13 pièces de canon, 1 obusier, et plusieurs caissons. L'ennemi eut 600 hommes tués ou blessés, et les Français en perdirent à peu près 150. Le 17, le général Moreau fit marcher l'armée pour attaquer les troupes du général autrichien Stain. Desaix mit son corps d'armée en mouvement sur 3 colonnes. Le général ennemi évacua son camp de Bühl pendant la nuit. Le 28, Desaix se porta rapidement sur Appenwihr et Urlaffen, à la rencontre des troupes autrichiennes qui venaient du Bas-Rhin. Moreau fit attaquer; et, après une canonnade très-vive, l'engagement devint bientôt général. Pendant l'action, le général Starray jeta sur le flanc droit des Français un corps de cuirassiers, qui, après une charge vigoureuse, essaya de déborder la ligne du général Desaix; mais deux bataillons de la 97ᵉ demi-brigade d'infanterie, soutenus par de l'artillerie légère, se dévouèrent, et résistèrent à tous les efforts des Autrichiens. Cette valeureuse infanterie manœuvra avec tant de sang-froid, que, quoique enveloppée de toutes parts, elle dirigea si bien son feu qu'elle réussit à culbuter la cavalerie ennemie, et à la forcer d'abandonner le champ de bataille jonché des cadavres de ses hommes et de ses chevaux. Sur ces entrefaites, et pendant qu'on se battait opiniâtrément à la gauche de l'armée française, Desaix avait accablé, sur la droite, trois bataillons autrichiens chargés de défendre Ober-Kirch, et les hauteurs entre ce village et la Renchen. Après avoir mis l'ennemi en déroute sur ce point, il avait jeté plusieurs détachements de cavalerie sur le flanc gauche du général Starray, et avait ainsi contribué puissamment à la défaite

du général autrichien (1). Par une nouvelle organisation de l'armée de Rhin-et-Moselle, le commandement de l'aile gauche fut donné à Desaix, qui, le 4 juillet, se porta en avant pour reconnaître les Autrichiens, dont les forces se rassemblaient sur la Murg. Il fit attaquer, à Sintzheim, les avant-postes ennemis qui furent poussés jusqu'à Oos, dont on s'empara, malgré la vigoureuse résistance des Autrichiens qui furent forcés à la retraite. La division Delmas, du corps de Desaix, replia de son côté les Autrichiens entre le Rhin et la petite rivière d'Olbach. Le général Desaix, ayant reçu l'ordre d'attaquer les corps que l'ennemi avait entre les montagnes et le Rhin, se dirigea sur la vallée de Malsch, où il engagea le combat, le 9 juillet, à midi, contre les troupes légères autrichiennes qui occupaient le village de ce nom. L'adjudant-général Decaen fut chargé par lui de cette expédition. L'action se prolongea jusqu'à 10 heures du soir. Le village fut successivement pris et repris 3 fois, mais il demeura enfin au pouvoir de l'ennemi. Cependant les brillantes manœuvres du général Desaix forcèrent l'archiduc Charles à renoncer à une attaque de cavalerie contre quelques escadrons français qui avaient fait un faux mouvement du côté de Muckensturn. De part et d'autre, il n'y eut aucun succès décisif dans cette affaire qui eut le nom de bataille d'Ettingen. L'armée de Rhin-et-Moselle, toujours sous le commandement de Moreau, se mit en mouvement, le 14 juillet, afin de poursuivre celle de l'archiduc Charles, qui, la veille, avait commencé sa retraite, et qui se replia au-delà du Necker, dans la journée du 19. Desaix acheva, dès le 21, de balayer entièrement la rive gauche de cette rivière, et prit position à Louisbourg. Le 3 août, il marcha par la vallée de la Rems, atteignit à Aalen l'arrière-garde autrichienne, qui, à son approche, s'était retirée de Gmund, et la força de céder encore le terrain, après un

(1) Dans son rapport officiel au directoire-exécutif, sous la date du 11 messidor an 4 (29 juin 1796), le général en chef Moreau cita le général Desaix pour la précision de ses manœuvres et le sang-froid admirable qu'il avait déployé à l'affaire du 28 du même mois.

combat dans lequel elle perdit un bon nombre d'hommes tués et environ 300 prisonniers. Desaix concourut, le 10 du même mois, à la bataille de Neresheim, où il repoussa avec avantage les ennemis, auxquels il fit des prisonniers. Le 1er septembre, d'après l'ordre du général en chef Moreau, Desaix attaqua la tête du pont d'Ingolstadt. Il déploya ses troupes et prit position entre Puech et la chapelle de St.-Guast; mais, l'ennemi se renforçant continuellement, il fut forcé de se replier sur une hauteur qui domine Langen-Pruch, où il reforma ses colonnes. Les Autrichiens voulurent attaquer, avec une masse énorme de cavalerie, la partie de l'aile gauche de l'armée française qui s'étendait vers Puech; Desaix et Beaupuy, devinant ce projet, se portèrent à la rencontre de l'ennemi, auquel ils dérobèrent leur mouvement à la faveur d'une hauteur qui le cachait. Les Autrichiens s'avancèrent avec confiance : mais bientôt ils furent chargés de front avec vigueur et impétuosité, obligés de se rejeter en désordre sur un terrain marécageux, et enfin réduits à ne pouvoir échapper qu'en défilant sous le feu meurtrier de la 62e demi-brigade. Desaix reprit alors l'offensive, attaqua et reprit la chapelle de Saint-Guast, et s'empara d'un obusier et de son caisson. Le général en chef de l'armée du Rhin, voulant rétablir ses communications avec l'armée de Sambre-et-Meuse, détacha le général Desaix dans la direction de Nuremberg; mais déjà cette dernière armée avait rétrogradé derrière la Lahn; et, lorsque Desaix fut parvenu jusqu'à Heydeck, il ne tarda pas à être informé que la route de Nuremberg était interceptée. Ayant informé Moreau de ces deux circonstances, il reçut l'ordre de rétrograder et repassa le Danube, le 16 septembre. L'armée française, continuant sa retraite, se porta en trois marches, des bords de l'Iler en arrière du lac de Feder. Dans cette marche, l'arrière-garde de Desaix se défendit opiniâtrément à Ulm contre le général Nauendorff, et n'évacua cette ville que dans la nuit du 26 au 27 du même mois. Le 1er octobre, Moreau livra aux Autrichiens la bataille de Biberach. Desaix s'avança par la route de Riedlingen, pour arriver sur le flanc de l'ennemi pendant une attaque du gé-

néral Saint-Cyr. Chemin faisant, il repoussa quelques troupes autrichiennes, et bientôt après il engagea le combat avec la gauche de l'ennemi, commandée par le général Kospoth. Il fit tourner sa position du Galgenberg, porta la colonne du gauche de ses troupes par Berkenbar, sur le mont Lidenberg, près de Biberach. Cette seconde position fut enlevée presque aussitôt qu'attaquée. La colonne de droite de Desaix se dirigea par Oberndorff dans la vallée de Mittel-Biberach. Pendant ce temps, son centre culbuta les troupes du général Hospoth dans un ravin. La tête de l'infanterie et la cavalerie autrichienne, étant alors obligées de défiler en colonnes entre les attaques de droite et de gauche, parvinrent à s'ouvrir un passage; mais 5 batailllons, après avoir fait d'inutiles efforts pour rejoindre la tête des colonnes, furent forcés de mettre bas les armes. Desaix concourut ainsi et très-puissamment à la victoire remportée dans cette journée; et le général Moreau fit un éloge bien mérité du talent et du courage dont Desaix y avait donné de nouvelles preuves. Tout en opérant sa retraite, Moreau avait le projet de marcher sur Kehl, et de se maintenir long-temps sur la rive droite du Rhin, sous la protection de ce fort. En conséquence Desaix eut ordre de se porter avec la gauche de l'armée sur Emmendingen; mais les événements militaires ayant engagé Moreau à revenir sur la rive gauche du Rhin, Desaix reçut l'ordre d'effectuer son passage à Vieux-Brisach, et de s'avancer rapidement sur Kehl, afin de défendre ce point important et même de manœuvrer, s'il en trouvait la facilité, sur le derrière de l'armée du prince Charles. Moreau ayant ensuite été obligé de se replier sur Huningue, plus vite qu'il ne l'aurait cru, Desaix ne put exécuter qu'en partie l'ordre qu'il avait reçu: toutefois il fit lever le pont de bateaux sur lequel son corps d'armée avait traversé le Rhin. Il fit marcher contre quelques postes ennemis, que le général Hotze avait établis sur la rive gauche, près de Schweigenheim, à deux lieues de Spire. Ces postes furent évacués, ainsi que la ville de Spire, et Desaix menaça même la tête du pont de Manheim. Vers la fin d'octobre, cet actif général avait réussi à rétablir les communications en-

tre les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse. Le général en chef Moreau confia la défense du fort de Kehl (1) à Desaix, qui fit continuer avec activité les réparations commencées depuis le 1er passage du Rhin par Moreau en 1796. Les anciens ouvrages furent restaurés; on y en ajouta de nouveaux : et, lorsque l'archiduc Charles arriva devant Kehl, l'infatigable Desaix avait terminé presque toutes les fortifications de ce fort. Desaix eut le commandement en chef des troupes, et vers le milieu du mois de décembre, on lui adjoignit le général Saint Cyr : ces deux chef se relevaient tous les cinq jours. Les Autrichiens commencèrent, le 10 novembre, leurs lignes de circonvallations devant Kehl. Ils ouvrirent la tranchée, dans la nuit du 21 au 23, avec tant d'activité, que 2600 toises furent creusées pendant cette même nuit. Le 22, à la pointe du jour, Desaix attaqua, avec 15 à 16,000 hommes, la ligne de circonvallation qui liait la Schutter au Rhin. Plusieurs redans furent enlevés; mais les renforts nombreux que reçurent les Autrichient forcèrent les Français à rétrograder. L'action fut sérieuse et meurtrière : le général en chef qui avait voulu la diriger lui-même, y reçut, dans son chapeau, une balle qui effleura la tête, et Desaix eut son cheval tué sous lui et une forte contusion à la jambe. Les travaux et les attaques des Autrichiens, dirigés par l'archiduc Charles en personne, furent poussés avec la plus grande vigueur, et tous le moyens les plus propres à s'emparer de Kehl par la force furent employés. Desaix, de son côté, déploya les plus grands talents dans la défense de ce poste. Depuis l'ouverture de la tranchée jusqu'aux premiers jours de février, 43 batteries avaient été construites par les assiégeants, 100,000 boulets et 25,000 bombes avaient sillonné les défenses des Français; et les Autrichiens, s'étant rendus maîtres du camp retranché, embrassaient le fort par trois attaques. Déjà même les batteries de gauche enfilaient les

(1) Ce fort, bâti en 1668, sur les dessins de Vauban, était tombé en ruine depuis la paix de 1697, époque à laquelle il échut en partage au duc de Bade.

derniers ponts de communication. Une plus longue défense eût exposé l'artillerie et les troupes à être enlevées en pure perte. La résolution d'évacuer Kehl fut donc prise par le général Moreau, et adoptée par tous les généraux français. Desaix, qui venait d'ajouter à sa brillante réputation par la belle défense de ce fort, proposa au général autrichien, une capitulation qui fut signée le 9 janvier 1797. Il fut convenu que les Autrichiens entreraient, le 10, dans le fort, mais que les Français emmèneraient tout ce qu'ils pourraient. Desaix fit travailler avec tant d'ardeur pendant les 24 heures dont il pouvait disposer, qu'on ne laissa pas à l'ennemi une seule palissade, et que tout, même jusqu'aux éclats de bombes et aux bois de plates-formes, fut ramené sur la rive gauche du Rhin. Cependant un nouveau passage du Rhin ayant été arrêté par le directoire-exécutif de France, pour être effectué à l'ouverture de la campagne de 1797, le général en chef Moreau se rendit à Paris pour accélérer l'envoi de ce qui était nécessaire à ses troupes. Desaix fut pendant ce temps chargé du commandement en chef de l'armée, et sut imprimer une telle activité aux travaux de l'artillerie et du génie, que les préparatifs du passage étaient entièrement achevés, le 17 avril, lorsque le général en chef revint à Strasbourg. Dans la nuit du 19 au 20 de ce mois, tout se mit en mouvement sur la rive gauche pour tenter le passage du fleuve. Le point de réunion des bateaux, au moyen desquels il devait s'opérer, était le village de Kistadt. Une barque, chargée des rames nécessaires pour naviguer sur le Rhin, s'engrava à cause des eaux basses. Aussitôt Moreau, Desaix, et plusieurs autres officiers se jettent à l'eau jusqu'à la ceinture, et, suivis de quelques soldats, essaient envain de dégager cette barque. On fut donc obligé de faire porter les rames sur les épaules des soldats. A six heures du matin, le 20 avril, le passage commença; mais alors on ne pouvait plus espérer de surprendre l'ennemi. Le banc de gravier en face de Diersheim était le point désigné pour le débarquement. Bientôt il devint très-important d'empêcher les Autrichiens de s'établir avec de l'ar-

tillerie sur un retour de digue dont ils s'étaient emparés, et qui appuyait le flanc des Français. Les généraux Desaix et Davout marchèrent vers ce point avec deux bataillons de la 109ᵉ demi-brigade; et, malgré les difficultés d'un terrain coupé et marécageux, et le feu qui partait de la digue, ils parvinrent à chasser les Autrichiens, qui furent rejetés sur Honau avec perte de plus de 200 prisonniers. Le général Desaix fut blessé, dans cette action, d'un coup de feu à la cuisse(1). Le traité de Léoben ayant fait cesser les hostilités, Desaix en profita pour se rendre en Italie, où il voulait faire connaissance avec le général en chef Buonaparte, qui, par ses hauts faits d'armes, venait de se placer au rang des plus grands capitaines. Le voyage de Desaix était celui d'un guerrier qui veut approfondir les secrets de son art. En decembre 1797, Desaix eut le commandement en chef de l'armée d'Angleterre, en l'absence du général Buonaparte, alors chargé d'une mission diplomatique. L'expédition d'Égypte ayant été concertée entre le directoire et Buonaparte, ce dernier désigna Desaix pour être l'un des généraux de division de l'armée d'Orient, qu'il allait commander en chef. Le 19 mai 1798, Desaix partit de Toulon avec l'armée expéditionnaire. Le 10 juin suivant, il contribua à la prise de l'île de Malte, en s'emparant des batteries et des forts du côté de Marsa-Siroco. Il débarqua en Égypte, avec la division à ses ordres, sur la plage du Marabou, le 1ᵉʳ juillet; et, formant l'avant-garde de l'armée, il marcha, dès le 4 du même mois, sur le Kaire. Le 12, il rencontra sur la route de Ramanieh, un parti de 5 à 600 Mameloucks qui l'attaquèrent, mais qui furent promptement mis en fuite. Desaix commanda sa division à la bataille des Pyramides, le 21 du même mois, et s'y distingua de manière à être cité

(1) On dit que, dans ce combat, un officier autrichien osa défier Desaix, et que celui-ci, courant à lui pour le saisir, fut ajusté par un soldat ennemi, qui, d'un coup de fusil, lui perça la cuisse. On ajoute que le généreux Desaix, voyant 20 baïonnettes levées aussitot sur ce soldat, ranima ses forces pour courir vers cet homme, et lui sauver la vie en le déclarant son prisonnier.

avec éloges dans le rapport du général en chef Buonaparte. Le général Desaix reçut l'ordre de longer la rive gauche du Nil pour se porter au village de Tersy. Sa division était destinée à agir, dans la Haute-Égypte, contre Mourad-bey qui s'y était refugié, depuis la bataille des Pyramides, et qui y rassemblait un grand nombre de Mameloucks, ainsi que plusieurs tribus d'Arabes-Bédouins. Dès le 25, Desaix se mit en marche sur la province de Giseh, et fit remonter le Nil à ses troupes, qui arrivèrent à Benesouef, le 26. Mourad-bey de son côté fit repasser son monde sur la rive opposée du canal de Jussef, et redescendit dans le Faïoum, où il fut joint par Hassan-bey. Desaix continua de marcher contre Mourad-bey, et ce ne fut que le 4 octobre qu'on aperçut, au village de Bentiack, les premiers détachements de la troupe de Mourad; ils furent éloignés. Le 6, Desaix, après un engagement assez court, déposta l'armée de Mourad des positions qu'elle avait prises sur les hauteurs parallèles au Nil, et la chassa ensuite de la plaine où elle s'était reformée. Le 8, on apprit que Mourad se retranchait au village de Sediman où il avait rassemblé toutes ses ressources et tous les Arabes de son parti, et qu'avec 4 à 5000 chevaux il se disposait à tenter un vigoureux effort. Desaix résolut alors d'attaquer le bey, mais bientôt il vit la cavalerie ennemie prendre l'offensive et s'avancer rapidement sur lui. Il forma sa troupe en trois carrés, dont un grand et deux petits. Le canon éloigna les Mameloucks du premier carré : ils se jetèrent alors sur les deux autres. Leurs efforts contre celui de gauche furent inutiles, mais ils parvinrent à pénétrer un instant dans celui de droite, malgré l'intrépide résistance des chasseurs de la 21ᵉ demi-brigade légère; la mitraille et le feu du grand carré les en chassa encore. Desaix ordonna alors de marcher au pas de charge sur le gros des troupes de Mourad. Les soldats français exécutèrent cet ordre, sans être arrêtés par le feu de 4 pièces de canon, ni par une charge de cavalerie. L'ennemi étonné de la valeur et de l'audace que déployaient les Français, s'enfuit dans le plus grand désordre, et évacua Sediman, laissant sur le champ de bataille ses 4 canons et plus de 300

Mameloucks tués. Les beys Selim-Aboudia, Osman-Bardisy et Osman-Tambourdji étaient de ce nombre, et Mohamed-Elfy-bey avait reçu un coup de feu. Dans ce combat opiniâtre et meurtrier, où Desaix avait eu à combattre des troupes six fois plus nombreuses que les siennes, les Français ne perdirent cependant que 40 hommes tués et 80 blessés, tandis que du côté des Mameloucks le nombre des morts et des blessés fut très-considérable. La plaine resta couverte des cadavres de leurs chevaux. Le résultat de cette victoire fut la séparation des Arabes d'avec les Mameloucks et l'occupation de la fertile province de Faïoum, où Desaix alla s'établir pour donner du repos à ses troupes. La saison vint où l'on ne pouvait plus faire de grands mouvements par terre et où les canaux ne se trouvaient plus navigables. Desaix employa ce temps d'inaction militaire à organiser la province qu'il avait soumise, et à rassembler des subsistances, tant pour sa division que pour l'approvisionnement du Kaire. Il quitta ensuite le Faïoum pour parcourir, en remontant le Nil, les autres provinces de la Haute-Égypte, les organiser et y lever des impôts. Mourad-bey profita de cet éloignement du général français pour chercher à s'emparer du Faïoum. Desaix, qui avait senti la nécessité d'avoir constamment une masse réunie pour rejeter Mourad-bey dans le désert toutes les fois qu'il se présenterait, avait fait de la ville Benisouef sa principale place d'armes. Sur la demande qu'il avait faite de quelques renforts de troupes, le général en chef Buonaparte lui envoya le général Davout avec 1200 chevaux, 300 hommes d'infanterie, 6 pièces de canon et 6 djermes ou canges (bateaux de guerre ou de commerce particuliers à la navigation du Nil). Ce renfort mit Desaix à même de pousser ses progrès dans la Haute-Égypte, et d'activer ses dispositions contre Mourad-bey. Ce dernier leva, vers le commencement de l'année 1799, son camp des frontières de Faïoum, remonta le Nil jusqu'à dix lieues environ au-dessus de Girgé, et prit position au village de Hou. Averti de ce mouvement, Desaix résolut de prévenir le bey, et se porta en avant de Girgé. Les deux armées se rencontrèrent, le 22 janvier, auprès du village

de Samanhoud. Les forces de Mourad-bey s'élevaient à environ 50,000 hommes; nombre effrayant, si on le comparait à celui des troupes de Desaix. Ce dernier cependant, comptant sur la bravoure de ses soldats, auxquels les combats et les succès précédents avaient inspiré une grande assurance, n'hésita pas à faire charger de suite l'avant-garde ennemie. Bientôt l'engagement fut général, et l'immense cavalerie de Mourad se développa pour entourer la division Desaix; mais les savantes manœuvres que celui-ci fit exécuter rendirent inutiles les efforts des Mamelouks, et lui assurèrent une victoire des plus complètes. Mourad et ses troupes, désespérés de ne pouvoir soutenir une charge vigoureuse exécutée par le général Davout, tournèrent bride dans le plus grand désordre, et s'enfuirent jusqu'aux cataractes. Desaix les poursuivit sans relâche, et entra, le 2 février 1799, à Sienne, ou Assouan, dernière ville de l'Égypte méridionale. Ce fut alors que Mourad et les siens, ne pouvant plus trouver de salut sur le territoire égyptien, durent s'enfoncer dans l'affreux pays de Bribes, en Basse-Nubie. Le 3, Desaix se dirigea sur l'île de Philé, dans le Nil, et s'empara d'un grand nombre de barques que les Mamelouks y avaient remontées avec des peines infinies. Philé, défendue par les Barabras, qui en sont les habitants, ne pouvant être enlevée d'un coup de main, Desaix laissa au général Belliard le soin de s'en emparer, et envoya en même temps le général Davout contre Hassan-bey, qui était resté dans le Saïd, et qui fut aussi forcé de se jeter dans le désert. Il était présumable que, ne pouvant vivre long-temps dans le désert, Hassan-bey remonterait le Nil par la rive droite, et tenterait de se rendre à Edfou, qui était sa propriété. Desaix fit occuper ce village. Cependant, les Arabes d'Yambo et les Meckains, réunis aux Arabes Ababdeh, formèrent le dessein d'enlever Kéné; mais Desaix avait prévu cette tentative, et les Arabes furent battus et chassés par les troupes qu'il avait envoyées occuper cette ville. Il partit, le 15 février, d'Esneh, et fit marcher le général Friant contre un rassemblement d'Arabes, de Meckains et de Fellahs, que le schérif Hassan avait réunis

à Aboulmana. Cette troupe ennemie fut battue et dispersée. Desaix, ayant connaissance de nouveaux rassemblements faits par Mourad-bey et par Mohamed-Elfi-bey, ainsi que des mouvements que faisaient ces deux beys pour opérer leur jonction à Siout, passa, le 2 mars, sur la rive gauche du Nil, et se porta sur Farchou, où il arriva dès le lendemain. Afin de marcher plus vite, il laissa derrière lui la flotille, qui le suivait. Cette marche rapide eut l'effet qu'en attendait Desaix, et les colonnes des deux beys furent séparées. Mohamed fut obligé de se rejeter dans la petite Oasis, et Mourad, après avoir refusé le combat, se retira dans la grande Oasis avec ses Mameloucks. Les Barabras, ainsi que les Nubiens, ses auxiliaires, s'enfoncèrent dans le désert. Cependant, la flotille de Desaix fut attaquée et prise à Benouth, par les Arabes que commandait le schérif Hassan. La défense des Français fut des plus opiniâtres. Le capitaine Morandi, qui commandait le convoi et montait la djerme l'*Italie*, voyant qu'il n'y avait plus d'espoir de salut, mit lui-même le feu à la Sainte-Barbe de son bâtiment, et périt en vengeant sa mort par celle des ennemis qui encombraient alors son bord (1). Desaix, informé de la victoire remportée sur le schérif Hassan, à Benouth, par général Belliard, se hâta de remonter le Nil, avec toutes les munitions qu'il put réunir, et rejoignit Belliard à Kéné, le 30 mars. Il marcha vers la Guita, espèce d'Oasis inhabitée, où il savait que la majeure partie des anciens dominateurs de l'Égypte s'étaient retirés avec leurs troupes; mais les Mameloucks, instruits que les Français s'avançaient dans le désert, quittèrent leur asile et vinrent s'établir, le 1er avril, à la hauteur de Bir-el-Bahr. Ils y furent atteints dès le lendemain par Desaix, qui les fit culbuter et rejeter de nouveau dans le désert. Le général Davout

(1) Le général Belliard vengea quelques jours après la perte de la flotille et celle des braves qui la montaient, en attaquant Hassan dans Benouth, qui fut livré aux flammes, et dans lequel périrent tous les Arabes qui s'y étaient renfermés. (Voyez *l'article biographique* Belliard, *tom. II de cet ouvrage, pag.* 105.)

fut chargé de poursuivre les Arabes et les Meckains, qu'il défit à Tahta et à Beniadi. A l'époque du 16 mai, Desaix, ses dignes lieutenants, et les intrépides soldats de son corps d'armée, avaient enfin terminé la périlleuse et difficile conquête de la Haute-Égypte. Cependant le plus vaillant des chefs Mameloucks restait indompté, quoique éloigné du sol égyptien; et Desaix, qui savait ne pouvoir compter sur une grande tranquillité tant que cet adversaire opiniâtre ne serait pas anéanti, résolut d'aller le relancer dans son dernier refuge, la grande Oasis. Il préparait cette expédition, lorsqu'il apprit que les Arabes d'Yambo et de la Mecke avaient débarqué dans le port de Kosséir, situé sur la mer Rouge, et qui est le point de communication entre l'Égypte et l'Arabie. Il sut en même temps que des bâtiments anglais avaient paru, en vue de Kosséir, vers le 9 mai, et paraissaient vouloir prévenir les Français dans l'occupation de ce port. Il marcha à grandes journées, par le chemin de la Guita, sur Kosséir, où il arriva le 29 mai; et ce fut en présence des Anglais, qui croisaient toujours sur la côte, qu'il prit possession de ce port. Dès lors toutes les tribus Arabes, qui habitent le désert entre le Nil et la mer Rouge, et qui avaient jusqu'alors suivi le parti des Mameloucks, s'en détachèrent entièrement, et se rapprochèrent des Français. Ils parurent même servir ces derniers avec le même zèle que celui qu'ils avaient manifesté pour les Mameloucks. Ce changement fut dû non-seulement aux armes victorieuses des Français, mais peut-être plus encore aux belles qualités qui distinguaient éminemment le général Desaix, chez lequel la justice, la loyauté et l'inviolable générosité étaient des vertus portées au plus haut degré. Desaix fut bientôt aimé, craint et respecté par tous ces hommes à demi sauvages, qui ne le désignaient jamais que sous le nom de *Sultan juste* (1). Le sultan de la Mecke

(1) Cette dénomination fut d'autant plus flatteuse pour Desaix, qu'elle n'eut pour base ni la crainte ni la basse flatterie. Le souvenir de Desaix est encore conservé et vivra long-temps dans l'Égypte, où les peuples du

lui même rechercha l'amitié de Desaix, entra en relation directe avec lui, et tous deux s'entendirent pour rendre au commerce des deux pays une nouvelle activité. Bientôt les caravanes marchandes et religieuses, sûres de trouver protection dans le pays administré par Desaix, reprirent leur cours accoutumé, et le port de Kosséir redevint un entrepôt considérable des marchandises de la Perse et de l'Inde. Toutefois Desaix, au milieu des soins qu'il donnait à l'administration de la Haute-Égypte, ne perdait point de vue son grand projet d'expédition contre Mourad, et les préparatifs en étaient déjà faits, lorsqu'il apprit que ce bey avait quitté la grande Oasis pour se jeter dans la Basse-Égypte. Après la victoire remportée à Aboukir, sur les Osmanlis, le 25 juillet 1799, le général en chef Buonaparte partit pour la France; mais, avant son départ d'Alexandrie, il manda, le 22 août, au général Kléber, son successeur, que l'intention du gouvernement français était que Desaix partît pour l'Europe dans le courant du mois de novembre suivant, à moins d'événements majeurs (1). Lorsque Mourad-bey avait eu connaissance de l'arrivée d'une flotte ottomane dans les parages de l'Égypte, il avait quitté sa retraite de la grande Oasis, et s'était rapproché de la mer pour être à même de profiter des événements; mais, ayant été battu et poursuivi par le général Destaing avant la bataille d'Aboukir, Mourad était retourné

---

désert le classent au rang des personnages les plus distingués, dans les récits romanesques par lesquels leur vive imagination charme les loisirs de la vie oomade.

(1) Le général en chef Buonaparte avait écrit la lettre suivante à Desaix, le 14 du même mois d'août : « Je vous envoie, général, un sabre » d'un très-beau travail, sur lequel j'ai fait graver : *Conquête de la Haute-Egypte*. Elle est due à vos bonnes dispositioos et à votre constance » dans les fatigues. Recevez-le, je vous prie, comme une preuve de mon » estime et de la bonoe amitié que je vous ai vouée. »

Indépendament de ce sabre le général Buonaparte avait déjà témoigné sa satisfaction au général Desaix, en lui faisant présent d'un poignard d'un beau travail enrichi de diamants, sur lequel était gravé : *Prise de Malte. — Bataille de Chebreiss. — Bataille des Pyramides.*

dans la Haute-Égypte, où bientôt il fut de nouveau aux prises avec les troupes de Desaix, qui, plein d'estime et d'admiration pour le caractère fier et inébranlable de ce chef de Mamelouks, avait tenté les voies de la négociation pour l'engager à déposer les armes, et à considérer les Français comme amis. Le bey refusa; et alors Desaix se détermina à faire un grand et nouvel effort pour anéantir ce redoutable et infatigable adversaire. Desaix réunit à cet effet 900 dromadaires, à Siout, choisit un nombre égal de soldats pour les monter, et fit exercer cette troupe aux manœuvres qui convenaient au nouveau genre de guerre qu'il allait faire. Il partagea ce corps de dromadaires en deux colonnes, dont la première resta sous sa direction immédiate, et confia la seconde à l'adjudant-général Boyer. Ces colonnes partirent de Siout dans les derniers jours de septembre; et, après trois jours de marche dans le désert, on atteignit Mourad près des frontières du Faïoum. Le général en chef Kléber, jugeant que la petite guerre qui se faisait contre Mourad-bey n'exigeait plus la présence ni les talents d'un général du mérite de Desaix, le rappela près de lui, pour lui confier un commandement dans le corps d'armée destiné à marcher au-devant du grand-visir. Kléber entra cependant en pourparlers avec le chef de l'armée ottomane, et Desaix fut chargé, de concert avec le sieur Poussielgue, administrateur des finances, de traiter de l'évacuation de l'Égypte. La convention fut signée au camp, près d'El-Arich, le 24 janvier 1800, et Desaix la signa en qualité de plénipotentiaire du général Kléber (1). Par suite de cette convention, Desaix se rendit

(1) Desaix s'était prêté avec la plus grande répugnance à cette négociation. La lettre suivante qu'il écrivit au premier consul Buonaparte, et dans laquelle son caractère se montre tout entier, en donne la preuve : « L'évacuation de l'Égypte est signée, mon général; vous serez sûrement » surpris, surtout de ce qu'elle l'est par moi, qui me suis toujours pro» noncé pour la conservation de cette importante conquête; vous le serez » moins, quand vous connaîtrez les circonstances où je me suis trouvé. » Je vous assure que je n'ai rien épargné pour vous donner le temps d'y

à Alexandrie, d'où il s'embarqua pour la France, le 3 mars, sur un bâtiment de commerce. Au mépris de la convention d'El-Arich, il fut arrêté, le 31 mars, par la frégate anglaise *la Dorothée*, et conduit à Livourne, où l'amiral Keith le fit mettre au secret, et le traita, pendant 29 jours, avec la dernière rigueur (1). Desaix débarqua enfin à Toulon dans les premiers jours du mois de mai, et se rendit sans perte de temps à l'armée d'Italie, où il joignit le premier consul à Stradella. Desaix eut, en qualité de lieutenant-général de Buonaparte, le commandement de deux divisions de l'armée (celles des généraux Boudet et Monnier), qui en formaient le centre. Le 13 juin, la position du corps de Desaix, sur la Scrivia, était en avant de Ponte-Curone. Le premier consul, étonné de ne pas rencontrer l'ennemi dans la plaine de San-Giuliano, se persuada que le général autrichien Mélas opérait une marche de flanc; et, dans cette croyance, il détacha le corps de Desaix, sur la gauche, à Rivalta, pour observer la route d'Acqui et la communication de Gênes. Mais lorsque le premier consul eut reconnu, le 14 (jour de la célèbre bataille de Marengo),

---

»envoyer du secours, et que je n'ai obéi qu'à l'*ordre très-précis du général en chef*..... Vous m'avez donné ordre de vous rejoindre dans le »courant de l'hiver; je compte aussi vous revoir sous peu..... Bien servir mon pays et rester le moins possible sans rien faire est tout ce que »je désire. Personne ne vous est plus dévoué que moi, et personne n'a »plus envie d'être utile à votre gloire.» On verra bientôt le brave Desaix donner dans les champs de Marengo la preuve de toutes les assurances que renfermaient les trois dernières phrases de cette lettre.

(1) Desaix était parti d'Égypte avec des passeports du grand-visir et du commandant anglais devant Alexandrie. Ce dernier, pour mieux assurer le passage de Desaix, avait même mis à bord du bâtiment un officier anglais. L'amiral Keith joignit l'insulte à la violation du droit des gens, en envoyant proposer à Desaix vingt sous par jour, comme à chacun des soldats français qui l'accompagnaient, et en disant avec une plate ironie: «Que l'égalité proclamée en France voulait qu'il ne fût pas mieux traité qu'eux.» En conséquence, pendant tout son séjour au Lazaret, dont on lui faisait une prison, Desaix fut mis dans la même cour que les soldats, et on lui refusa tout espèce de secours, même des livres militaires et des gazettes.

que le général autrichien, décidé à livrer bataille, n'avait voulu que lui donner le change sur sa détermination, il se hâta de rappeler le corps de Desaix. Le combat était engagé depuis long-temps, et déjà les Autrichiens avaient traversé en vainqueurs la vaste plaine de Marengo, lorsque la division Monnier, du corps de Desaix, arriva de Castel-Novo-di-Scrivia sur la ligne, et commença à arrêter les progrès de l'ennemi, en occupant le village de Castel-Ceriolo. Vers cinq heures du soir, la division Boudet, que le général Desaix en personne ramenait de Rivalta, arriva aussi sur la ligne. Buonaparte, qui jusques-là avait mis tous ses soins à soutenir l'appui de sa droite, et à rallentir le mouvement de retraite par échelons, avait arrêté tout-à-fait ce mouvement, lorsqu'il avait appris la prochaine arrivée de Desaix. Le premier consul fit alors former un nouvel ordre de bataille (1), dans lequel la division Boudet, en tête de laquelle se trouvait le général Desaix, fut placée en avant de San-Giuliano. Cependant les Autrichiens s'avançaient en bon ordre, et une colonne de 5000 grenadiers, dirigée par le général Zach, quartier-maître-général de l'armée autrichienne, arrivait par la grande route sur la division Boudet. Cette colonne avait déjà dépassé Cassina-Grossa, et n'était plus qu'à demi-portée de la ligne française, lorsque Desaix, à la tête de sa colonne d'attaque, détachée de la ligne, la mena, au pas de charge, contre les grenadiers ennemis, qui furent d'abord arrêtés par le feu à mitraille d'une batterie de 15 pièces de canon, dirigée par le général Marmont, qui précédait la division Boudet. La fusillade s'engagea aussi très-vivement. Une légère élévation de terrain dérobait au général Desaix une partie de la ligne ennemie. Desaix s'y porte pour la dé-

(1) En parcourant le front de cette ligne, Buonaparte, avec un regard plein d'espoir et de confiance, dit aux troupes : « Français, c'est avoir » fait trop de pas en arrière : le moment est venu de marcher en avant. » Souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de ba- » taille. » Les cris de *vive Buonaparte, vive le premier consul,* accueillirent cette courte mais entraînante harangue.



couvrir; mais il est aussitôt atteint d'une balle au milieu de la poitrine, et tombe dans les bras du chef de brigade Lebrun, l'un des aides-de-camp de Buonaparte, qui se trouvait alors près de lui. « Allez, dit Desaix expirant au jeune officier qui le soutenait, allez dire au premier consul que je meurs avec le regret de ne pas avoir assez fait pour vivre dans la postérité. » La modestie de ce héros l'abusait à cette heure suprême; car le nom de Desaix sera répété dans les siècles à venir, comme ceux des plus illustres guerriers anciens et modernes; et le souvenir de ses vertus se propagera d'âge en âge dans la mémoire des peuples civilisés. La mort de Desaix fut amplement vengée par ses soldats, que guidait le brave général Boudet. Ils se précipitèrent en furieux sur les 5000 grenadiers autrichiens, qui furent, ainsi que leur chef, obligés de mettre bas les armes, et de se rendre prisonniers de guerre (1). (*Moniteur, annales du temps.*)

DESCHABERT, *voyez* FAURE.

---

(1) Le premier consul Buonaparte donna des regrets bien mérités à la mort de ce jeune héros, fit embaumer son corps à Milan, et ordonna qu'il fût transporté au couvent du mont Saint-Bernard, où un monument lui serait élevé. Les consuls de la république française prirent, le 24 juin 1800, un arrêté, portant que le nom de Desaix serait inscrit sur la colonne nationale, et qu'une médaille, frappée en son honneur, serait placée sous la première pierre de cette colonne. L'éloge de Desaix fut prononcé à l'Institut par Garat, et à la société philotechnique de Paris par J. Lavallée. Une souscription fut ouverte en Égypte pour le monument élevé à Paris à la mémoire des généraux Desaix et Kléber. Le général Moreau fit faire à ses frais un monument à Desaix. On érigea, dans le jardin national de Turin un sarcophage pour lui et pour ses braves compagnons d'armes. On éleva par souscription, un monument à sa mémoire sur la place Dauphine, à Paris. (il existe encore.) Sa statue en bronze fut placée par ordre du gouvernement, sur la place des Victoires (elle en a été retirée en 1814). Son corps, enfermé dans un cercueil de plomb, resta déposé au couvent de Saint-Angelo jusqu'au 19 juin 1805, jour auquel il fut porté, avec les honneurs funèbres, religieux et militaires, dans un caveau de l'hospice du mont Saint-Bernard, qui avait été préparé pour le recevoir.

DESPERRIÈRES, *voyez* DES PERRIÈRES.

DESPINOY (Hyacinte-François-Joseph, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Valenciennes, capitale du Hainaut français, le 22 mai 1764. Il entra au service le 18 juillet 1780, comme cadet gentilhomme dans le régiment d'infanterie de Barrois (depuis 91e de ligne); y fut fait sous-lieutenant, le 10 juillet 1784; lieutenant, le 15 septembre 1791, et capitaine de grenadiers, le 22 mai 1792. Employé, la même année, à l'armée du Var, il fit partie de l'expédition qui, sous les ordres du général Anselme, était chargé de faire la conquête du comté de Nice. Despinoy passa le Var, le 29 septembre 1792, à la tête de sa compagnie, et se trouva à la prise de Nice, de Villefranche, de Montalban, ainsi qu'à l'invasion des Alpes maritimes par l'armée française. Le 14 février 1793, il prit, en qualité de commandant d'un bataillon de grenadiers, une part très-active au combat de Sospello, et se distingua dans cette journée. Il prit également part aux combats de Lantosca et de Belvéder, les 1er et 2 mars suivant. Il concourut à l'enlèvement, sur les Austro-Sardes, des camps de Brans, de Péruse et de Lignière, le 10 juin de la même année. Il fut nommé adjudant général provisoire, le 22 du même mois. La défense d'Utelle lui fut confiée, en octobre suivant, par le général Dugommier. Despinoy se trouva à l'attaque et à l'enlèvement des postes de Castel-Genest et de Broc, et s'empara de celui de Figaretto (comté de Nice) le 24 novembre. Dugommier ayant été chargé de faire le siége de Toulon, appela à lui le général Despinoy, son compagnon d'armes et son ami, et l'employa d'abord comme chef de son état-major. Bientôt après Despinoy eut à jouer un rôle plus actif et plus brillant, et fut chargé, par Dugommier, de diriger l'une des colonnes d'attaques, destinées à enlever la redoute anglaise qui couronne le promontoire de la Sene. Cet ouvrage était défendu par 3000 hommes d'élite, de l'armée anglaise, soutenus d'une nombreuse artillerie, et ses approches avaient été rendues presqu'inaccessibles par des abatis, de fortes palissades et un bon fossé.

Il fut cependant enlevé dans la nuit du 17 au 18 novembre, après un combat des plus opiniâtres, dans lequel le général Despinoy fut grièvement blessé de plusieurs coups de feu. Après sa guérison, il passa à l'armée des Pyrénées-Orientales, avec le grade de général de brigade, qui lui avait été conféré le 20 décembre. Le général en chef Dugommier, qui faisait en personne le siège de Collioure, fit de nouveau remplir à Despinoy les fonctions de chef d'état-major de l'armée de siége. Ce fut Despinoy qui conclut avec le général espagnol Navarro, les articles de la capitulation de Collioure, par suite de laquelle 8000 ennemis mirent bas les armes. La faculté qu'on leur accorda de rentrer dans leur pays, fut stipulée sous la condition qu'un pareil nombre de Français prisonniers de guerre en Espagne seraient rendus à la liberté. Le général Despinoy se trouva ensuite au combat de Boulou, le 1er mai 1794, et à celui de Belvet, où il commandait en chef. Choisi par Dugommier pour présenter à la convention nationale les drapeaux pris sur l'ennemi, par l'armée des Pyrénées-Orientales, le général Despinoy parut, le 3 novembre 1794, à la barre de cette assemblée, et lui fit hommage de 26 drapeaux. Douze jours après il reparut dans le sein de la convention, où il prononça l'éloge du général Labarre, tué le 8 août 1793, entre Roses et Figuières. Dans la séance du 28 du même mois de novembre, il annonça à la convention la mort du général Dugommier, tué le 17, à l'affaire de Saint-Sébastien. Sur la proposition de Despinoy, la convention adopta le projet d'élever un monument en l'honneur du brave Dugommier. Le général Despinoy rejoignit bientôt après l'armée des Pyrénées-Orientales, où il se signala par de nouveaux exploits. L'ennemi ayant fait une attaque le 18 juillet, Despinoy, qui commandait l'avant-garde française, combattit à la tête des grenadiers, et déploya, dans cette journée, autant de talents militaires que d'intrépidité. Les Espagnols, après avoir été repoussés à Belvet, s'étaient réunis au nombre de 14000 hommes, pour attaquer les deux Cerdagnes à la fois. Leurs principales forces furent dirigées, le 26 juillet, sur Puycerda. Le général Despinoy, qui se trouvait accidentellement dans

cette place, offrit au général Charlet d'y combattre avec lui. Le général espagnol, O'Donnel fit, le même jour, sommer la ville de se rendre : et, sur le refus du général Charlet, les assiégeants donnèrent un premier assaut, dans lequel Charlet fut mis hors de combat; Despinoy lui succéda aussitôt dans le commandement, et continua la défense avec les 600 hommes de troupes seulement qui composaient la garnison. La ville n'ayant que de faibles murailles, qui même étaient ouvertes en plusieurs endroits, on combattit dans toutes les avenues, aux barrières, aux portes et dans les maisons. Déjà le commandant de la place et celui de l'artillerie étaient tués, la plupart des officiers blessés, et la moitié de la garnison avait succombé, lorsque le général Despinoy, après avoir eu un cheval tué sous lui, en remplissant à la fois les fonctions d'officier-général et de soldat, se voyant entouré d'ennemis et dénué de tout moyen de résistance, osa encore proposer une capitulation. Il parvint même à décider un officier-supérieur espagnol à traiter avec lui; mais au même instant il fut assailli par une grêle de coups de fusil partie des rangs ennemis, et eut le bras droit percé d'une balle. Les Espagnols entrèrent alors de toutes parts dans la place, et la brave garnison de Puycerda, réduite à 300 combattants, fut obligée de céder au nombre très-supérieur qui l'accablait et se rendit prisonnière de guerre, après avoir soutenu, pendant dix heures, un combat à outrance, durant lequel son héroïque résistance avait fait essuyer à l'ennemi des pertes considérables. La paix, qui fut faite avec l'Espagne, ayant rendu le général Despinoy à la liberté, il alla servir, en 1796, à l'armée d'Italie, alors commandée par le général Buonaparte. Il contribua, le 21 avril, au gain de la bataille de Mondovi, et fut cité, avec éloges, dans le rapport officiel du général en chef. Il fut investi tour à tour du commandement de Milan et de celui de la Lombardie autrichienne. Il comprima un soulèvement général des habitants, qui avait éclaté dans cette province le 24 mai. Après la défaite des Autrichiens sur le Mincio, Buonaparte chargea le général Despinoy de diriger en chef les opérations du siége du

château de Milan. Despinoy fit ouvrir la tranchée dans la nuit du 17 au 18 juin; les batteries furent démasquées dès le 27, et obtinrent, pendant 48 heures, une telle supériorité sur celles des assiégés, que le gouverneur battit la chamade, et capitula. On trouva dans le château de Milan 3000 fusils, 200 milliers de poudre, 150 bouches à feu et des approvisionnements. Le général Despinoy avait reçu, le jour de l'ouverture de la tranchée, le brevet du grade de général de division, qui lui avait été expédié le 11 mai précédent par le directoire-exécutif. Quelque temps après, il fut chargé de détruire le fort de Fuentès. Il attaqua, le 31 juillet, et força, avec la division sous ses ordres, un corps de troupes autrichiennes qui s'était porté à Lonato, pour couvrir la marche du général Lusignan sur Brescia. Il participa, le 3 août, au gain de la bataille de Solferino, en débordant l'aile gauche de l'armée autrichienne. Le directoire-exécutif le comprit, par arrêté du 13 octobre 1796, parmi les officiers auxquels le traitement de retraite fut accordé, quoique le général Despinoy, malgré ses blessures, ne l'eût pas sollicité. Après la révolution du 18 brumaire, Napoléon Buonaparte, premier consul, nomma le général Despinoy commandant de la place de Perpignan, le 20 novembre 1801. Du commandement de cette place, Despinoy passa à celui d'Alexandrie, en Piémont, le 28 janvier 1803. On joignit peu de temps après, à ce commandement, celui des départements de Marengo, de la Stura et de la Sesia (27ᵉ division militaire). Pendant la durée de ses fonctions dans le Piémont, le général Despinoy fut revêtu, depuis 1804 jusqu'en 1807, de pouvoirs extraordinaires, dans le but de purger le pays des bandes de brigands qui l'infestaient, et de rétablir la tranquillité publique. Il avait été fait membre de la Légion-d'Honneur le 11 décembre 1803, et créé commandant du même ordre le 14 juin 1804. En 1813, le général Despinoy fut chargé de pourvoir à l'approvisionnement et à la défense des place et citadelle d'Alexandrie. En 1814, au premier avis que reçut le général Despinoy de la rentrée en France de S. M. Louis XVIII, il fit reconnaître dans Alexan-

drie l'autorité de ce monarque. Le 8 mai de la même année, le général Despinoy remit aux troupes autrichiennes, commandées par le général Nugent, la ville et la citadelle d'Alexandrie, aux termes des conventions arrêtées le 23 avril précédent, entre S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume de France, et les hautes puissances alliées. Il quitta Alexandrie avec 15 pièces d'artillerie de bataille, 32 caissons approvisionnés de vivres suffisants pour douze jours. Ces objets d'artillerie furent ramenés par lui, en France, en même temps que la garnison française d'Alexandrie, composée de deux régiments d'infanterie légère, trois régiments d'infanterie de ligne, un bataillon de sapeurs, une compagnie de pionniers. Le roi le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 juillet de la même année. Le général Despinoy fut pourvu, par ordonnance royale du 11 décembre suivant, du commandement de la ville et de la citadelle de Strasbourg. Lors de l'invasion de Buonaparte en France, en mars 1815, le général Despinoy donna sa démission de ce commandement, dans lequel il fut réintégré, le 13 septembre suivant, après la seconde rentrée des Bourbons. Il fut appelé au commandement de la 1re division militaire (Paris), le 12 octobre de la même année, et fut spécialement chargé de la police ou surveillance des militaires qui se trouvaient alors dans la capitale. S. M. lui conféra le titre de comte, par ordonnance du 2 mars 1816, et le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai suivant. Le général Despinoy fut mis en non-activité le 21 janvier 1819; mais par ordonnance royale du 23 janvier 1821, il fut nommé commandant de la 20e division militaire (Périgueux). (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DESPRET (Albert-Marie-Victoire), *maréchal-de-camp*, né le 23 octobre 1745, à Anord, près Avesnes, dans le Hainaut, entra au service dans le régiment d'Orléans-dragons, en 1764, et passa dans les gendarmes de la garde, en 1767. Il fut fait capitaine attaché aux troupes légères, le 12 octobre 1772, et passa en cette qualité au régiment des chas-

seurs des Cévennes, le 8 avril 1779. On le fit capitaine dans le 10e régiment de chasseurs à cheval, le 26 mai 1788. Il obtint la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, le 3 avril 1791. Il devint lieutenant-colonel du 8e régiment de Cavalerie-cuirassiers, le 5 février 1792, et colonel du même régiment, le 19 septembre suivant. Il fut créé général de brigade, le 14 mai 1795, et obtint la retraite de ce grade, le 27 avril 1801. Il avait fait les campagnes de Pologne, dans les années 1769, 1770, 1771 et 1772, et avait été blessé à Lanskroone et au château de Cracovie. Il avait fait aussi les premières campagnes de la révolution française de 1792 à 1797. (*Etats militaires.*)

DESSAIX (Joseph-Marie, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Thonon, en Savoie, le 24 septembre 1764. Au commencement de la révolution française, il habitait Paris, où il exerçait la profession de docteur-médecin. Il entra, le 12 juillet 1789, comme volontaire dans la garde nationale parisienne. Il retourna dans son pays natal, en 1791, et y organisa, en 1792, la légion Allobroge, dans laquelle il fut fait capitaine. Il commandait dans Paris un détachement de cette légion à la fatale journée du 10 août 1792; et, malgré les dangers qu'il y avait alors à courir en protégeant les gardes-suisses, objets de la fureur populaire, il parvint à en sauver un assez grand nombre, qui, par reconnaissance, demandèrent à être incorporés dans sa compagnie. Une blessure qu'il avait reçue à la poitrine, en combattant sur les bords de la Seigne, était encore ouverte, lorsqu'il alla servir, en 1793, avec sa légion, au siége de Toulon, où il se couvrit de gloire. Il refusa alors le grade de général de brigade qui lui fut offert par le général en chef de l'armée de siége, et par les commissaires de la convention nationale. Employé, en 1794, à l'armée des Pyrénées, il repoussa, le 2 mai, avec sa légion, forte de 1500 hommes, les attaques de 8000 Espagnols qu'il mit en fuite, et auxquels il fit éprouver une grande perte. Le 6 du même mois, il commanda l'avant-garde de la division du général Augereau à l'attaque de Saint-Laurent-de-la-Mouga, et contri-

bua puissamment à la prise de ce poste important. Le 22, il rallia un bataillon de nouvelle levée, du département de l'Arriége, qui était en pleine déroute, et le conduisit contre les ennemis, qui furent repoussés par cette même troupe. Il s'empara de Campredon, le 7 juin. Commandant l'avant-garde de la division du Mont-Libre, il fit, le 29, à la tête d'un bataillon de la légion Allobroge, et de 4 compagnies du bataillon surnommé *le Vengeur*, 700 prisonniers sur les ennemis. Le 26 septembre de la même année, il arrêta la marche des Espagnols qui voulaient pénétrer dans la Cerdagne; et, avec 300 braves, il força à la retraite plus de 1500 ennemis qu'il poursuivit jusqu'au-delà de Montreittard. En janvier 1796, il prit aux ennemis 3 pièces de canon de campagne, s'empara des redoutes de Saint-Jean en Piémont, et reçut un coup de baïonnette à la tête. Il fut de nouveau blessé, le 29 juillet suivant, dans la retraite de Salo. Le lendemain, 30, ayant reçu, du général de division Sauret, sous lequel il était employé, l'ordre d'attaquer Salo, il y pénétra à la tête d'une compagnie de carabiniers, s'empara de 2 pièces de canon, de leurs caissons et de 2 drapeaux, fit prisonniers de guerre 200 Autrichiens, poursuivit l'ennemi sur la route de Gavignano, et délivra le général Guyeux, et 300 soldats français retranchés dans la maison Martiningo, où ils étaient cernés (1). Le 4 août suivant, Dessaix fut à son tour cerné dans Salo, avec 40 hommes dont 16 étaient sans armes. Il parvint cependant, ainsi que sa petite troupe, à se faire jour au milieu des Autrichiens, et à faire mettre bas les armes à 80 de ces derniers. Le 6, il s'empara de la Rocca-d'Anfo, où il fit une centaine de prisonniers. Il se rendit maître de Storo, le 10. Après avoir culbuté, le 18, tous les

(1) Le général Guyeux et sa troupe se couvrirent de gloire en résistant avec la plus étonnante bravoure pendant quarante-huit heures aux efforts d'un ennemi très-supérieur en nombre. Cette troupe, absolument privée de vivres, n'eut pas un instant de relâche jusqu'à l'arrivée de la colonne libératrice de Dessaix.

avant-postes ennemis, il s'empara de Riva à l'extrémité du lac de Salo, et vint s'établir à Torbole. Il combattit à Mori, le 4 septembre, et y reçut une blessure, en s'emparant d'une redoute et de 2 pièces de canon. A la tête d'une compagnie de carabiniers, commandée par le capitaine Dessaix, son frère aîné (aujourd'hui avocat), et d'une compagnie de grenadiers de la 25ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne, il s'élança sur un pont construit sur le Lavis, et le passa le premier. Dessaix, alors chef de brigade de la légion Allobroge, fit partie, le 5 septembre, d'une reconnaissance sur les bords de l'Adige. Ce détachement fut surpris dans un défilé par une troupe de hussards autrichiens qui se mirent en devoir de s'ouvrir un passage, en sabrant tout ce qui leur était opposé. Bientôt Dessaix vit massacrer à ses côtés le capitaine de Veyle qui l'avait accompagné. Conservant son sang-froid dans cette circonstance périlleuse, Dessaix parvient, non sans courir le plus grand danger, à rejoindre 7 chasseurs Allobroges qu'il avait placés en embuscade, et leur ordonne de faire feu pour éloigner les ennemis qui le poursuivaient de plus près; puis faisant, par une ruse de guerre, différents commandements, comme s'il eût eu une troupe nombreuse, il ose sommer les Autrichiens de mettre bas les armes. Ceux-ci, croyant avoir effectivement affaire à un grand nombre de Français, mettent pied à terre et se rendent à Dessaix. L'adjudant-général Leclerc, beau-frère du général en chef Buonaparte, et plusieurs autres officiers, ainsi que des soldats français qui avaient été pris par le détachement ennemi, durent leur liberté à la présence d'esprit et au courage de Dessaix. Le 8 du même mois de septembre, Dessaix s'empara de San-Michaele. Le 17 novembre, il soutint l'avant-garde commandée par le général Joubert, et parvint à la dégager des forces infiniment supérieures, qui l'accablaient. Le même jour, il reçut du général Vaubois l'ordre de tenir, jusqu'à la dernière extrémité, sur le plateau de Rivoli, afin de donner, à la division de ce général, le temps de se rallier. Cernés par des forces considérables, Dessaix et sa troupe succombèrent, après avoir fait la plus héroïque résistan-

ce. Dessaix avait reçu plusieurs blessures, lorsqu'il tomba au pouvoir de l'ennemi, avec 53 officiers et 200 sous-officiers et soldats du 27ᵉ régiment d'infanterie légère (ci-devant légion Allobroge), presque tous blessés. A la sortie des prisons de l'ennemi, il fut nommé député au conseil des cinq-cents par le département du Montblanc. En 1800, il fut envoyé en Hollande, où il eut successivement le commandement des places de Nimègue, Berg-op-zoom et Rotterdam. Il commanda ensuite Dusseldorff et le grand-duché de Berg. Les 25 et 27 décembre de la même année, il attaqua et battit, avec 800 hommes de la 27ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, les troupes de l'électeur de Mayence, commandées par le général Albini, et leur fit bon nombre de prisonniers. Nommé successivement au commandement des places d'Aschaffembourg, de Francfort, de La Haye et de Breda, il y donna les plus nobles exemples de désintéressement et de justice, et s'y fit chérir par tous les habitants. Il eut ensuite le commandement de l'avant-garde de l'armée de Hanovre, et fut promu au grade de général de brigade, en 1803. Il fut appelé, le 11 août 1805, au commandement des côtes de Groningue et de la Frise. Il se rendit ensuite à Helvoet-Sluys pour y commander une expédition maritime secrète. En 1805, il fut employé à la grande-armée d'Allemagne, dans la division du général Boudet, où il commanda la brigade d'avant-garde de l'armée. Il se distingua à l'investissement et à la prise d'Ulm. Le 7 novembre de la même année, il surprit un détachement de 160 Autrichiens qu'il fit prisonniers, ainsi que les officiers qui les commandaient. Nommé chef d'état-major du 2ᵉ corps de la grande-armée, il quitta ce commandement pour prendre celui d'une brigade, avec laquelle il servit, en 1809, au corps d'armée d'Italie commandé par le prince Eugène. Il reçut deux blessures assez graves, le 10 avril, en s'opposant au passage du Tagliamento par une nombreuse division autrichienne. Commandant l'avant-garde de l'armée d'Italie, il se trouva à la bataille de la Piave, le 8 mai. Après avoir fait sonder le gué de Lovadina, il passa la Piave, et prit une position dans laquelle il se maintint malgré

les efforts des Autrichiens, auxquels il prit 7 pièces de canon et 9 caissons. Il fit aussi prisonniers de guerre un grand nombre d'hommes, parmi lesquels se trouvait un général d'artillerie. Le général Dessaix donna dans cette journée les plus grandes preuves de bravoure et d'habileté. Le lendemain du passage de la Piave, il marcha à la poursuite de l'ennemi; et, ayant trouvé l'arrière-garde autrichienne sur la rive gauche de la Livenza, il la culbuta, et la mena battant jusqu'à Pordenone et Viganosa. Dans cet engagement la brigade Dessaix fit environ 600 prisonniers. Le 11, il poursuivit encore l'ennemi jusqu'à Majano, et s'établit dans ce village. Le 12, il marcha sur Venzone, et en chassa l'arrière-garde autrichienne qui s'y était retranchée. L'occupation de Venzone ouvrait à l'armée française d'Italie le passage des Alpes-Carniennes. Le 15, Dessaix porta l'avant-garde sous ses ordres à Chiusa-Veneta. Le 18, il prit une part importante au combat de Tarvis, en menaçant de front les Autrichiens, pendant que le prince Eugène les faisait tourner par d'autres corps. Sa troupe, obligée de filer homme par homme sur un pont, et sous le feu de l'artillerie ennemie, n'en attaqua pas avec moins de vigueur les retranchements qu'elle avait devant elle, et que l'ennemi fut obligé d'abandonner. En récompense de ses services, il fut promu au grade de général de division, le 9 juillet suivant. En 1810, il eut le commandement d'Amsterdam. Il fut revêtu du titre de comte, en 1811, et obtint, le 30 juin de la même année, la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Employé, en 1812, dans le 1er corps de la grande-armée, il fit la campagne de Russie sous les ordres du maréchal prince d'Eckmühl, combattit vaillamment à Mohilow, le 22 juillet, et y fut blessé. Il concourut à la prise de Smolensk; et ce fut sa division qui marcha à l'attaque de la citadelle de cette place. Il combattit à la mémorable bataille de la Moskowa, le 7 septembre. Pendant l'action, il réunit à sa division, d'après les ordres de Napoléon, les troupes de la division du général Compans qui venait d'être blessé; mais il eut bientôt après le bras fracassé par un biscayen, et fut obligé de remettre le comman-

dement de ses troupes au général Rapp, qui fut également blessé. Au commencement de 1813, après la désastreuse retraite de Moskow, le général Dessaix commanda pendant quelque temps à Berlin. Il se retira ensuite dans ses foyers, pour donner des soins au rétablissement de sa santé. Il souffrait encore de ses blessures, lors de l'invasion des ennemis en France, en janvier 1814. Un décret impérial, du 4 de ce mois, lui donna le commandement des levées en masse du département du Montblanc, et il fut autorisé à organiser en compagnies franches les douaniers du Simplon, du Montblanc et du Léman. L'ennemi marchant sur Chambéri, le général Dessaix évacua cette place, dans la nuit du 19 au 20 janvier, dirigea une partie de ses troupes sur le fort Barreaux, et se rendit à Montmélian avec 600 hommes. Les Autrichiens ne tardèrent pas à paraître devant cette ville. Dessaix, qui n'avait qu'une poignée d'hommes, et qui était dépourvu d'artillerie, ne put entreprendre de s'y défendre, et crut devoir se retirer derrière l'Isère. La cavalerie ennemie le suivit à Pont-Charru, et attaqua son arrière-garde; mais Dessaix, tombant brusquement sur ses adversaires, les mit en fuite. Il s'établit ensuite avec sa petite troupe aux Chavannes, après avoir détruit les ponts sur l'Isère. Vers la mi-février, le maréchal Augereau organisa son corps d'armée; et le général Dessaix, qui en faisait partie, eut le commandement d'une division, forte de 18,000 hommes, 2000 chevaux et 30 bouches à feu. Avec cette division, Dessaix, ayant repassé l'Isère, força les Autrichiens d'évacuer Montmélian, le 16 février. Il occupa, le 24, la ville de Rumilly, après avoir balayé tous les postes que les Autrichiens avaient échelonnés pour protéger leur retraite. Le 26, il s'empara de Frangy, et occupa les belles positions de Chaumont. Sentant combien il importait alors de rejeter l'ennemi dans Genève, et même de s'emparer de cette ville, le général Dessaix concerta ses moyens d'exécution avec le général Marchand. Le 28, il vint s'établir à Eluizet, et le lendemain il marcha sur Genève, et remporta une victoire complète dans le combat de Saint-Julien, qui força les Autrichiens de rentrer dans Genève. Le 3 mars, il entra



dans Carouge, et s'établit sur la rive gauche de l'Arve. Les événements militaires forcèrent le maréchal Augereau de se retirer avec son corps d'armée derrière l'Isère, dans les premiers jours d'avril; et Dessaix, quoique malade, se rendit à Aiguebelle, où il fit faire à la hâte quelques retranchements, derrière lesquels il attendit l'ennemi. Il fut attaqué vivement, le 8 avril; mais les Autrichiens furent repoussés avec intrépidité par 2 bataillons du 35ᵉ régiment de ligne. Sur ces entrefaites, le général Dessaix reçut du prince Eugène, vice-roi d'Italie, l'invitation de couvrir la Maurienne, et de défendre cette province jusqu'à la dernière extrémité. Il s'y porta avec les deux bataillons que nous venons de désigner, après avoir envoyé le général Serrant prendre poste avec le reste de ses troupes à Pont-Charru, en face du fort Barraux. L'abdication de Napoléon Buonaparte et les événements qui en furent la suite, mirent un terme aux hostilités. S. M. Louis XVIII créa Dessaix chevalier de Saint-Louis, le 27 juin de la même année 1814. En mars 1815, Buonaparte, marchant sur Paris, appela le général Dessaix au commandement de la ville de Lyon. Quelque temps après, ce général eut le commandement d'une division de l'armée des Alpes, et y fit, sous les ordres du maréchal Suchet, la courte campagne de cette époque. Par suite des opérations militaires des troupes alliées, les Autrichiens entrèrent à Genève, le 27 juin; et le général Dessaix conclut, le 28, une suspension d'armes avec le feld-maréchal-lieutenant Creneville (1). Cet armistice ayant été rompu, le général Dessaix se porta, le 30 juin, avec sa division à Seys-

(1) Le général Dessaix reçut en cette occasion une preuve de l'estime et de l'intérêt que lui portaient les généraux ennemis pour sa noble et belle conduite à la guerre. Le général Creneville lui dit, en présence d'un grand nombre d'officiers des deux armées : « Nous avons donné, général, les ordres les plus précis pour que vos propriétés et celles de votre » famille fussent respectées; c'est un devoir que nous remplissons à votre » égard, et que vous a mérité votre conduite franche, loyale et désintéressée, dans notre pays et dans tous ceux que vous avez parcourus, où » vous avez toujours maintenu la plus grande discipline et protégé les personnes et les propriétés. »

sal, et fit occuper par une de ses brigades les alentours du lac de Syllant. Le 6 juillet, sa division fut attaquée par les Autrichiens très-supérieurs en nombre; mais les bonnes dispositions que fit Dessaix obligèrent l'ennemi de se retirer avec précipitation, et garantirent la ville de Nantua d'une attaque de nuit, qui y eût immanquablement occasioné de grands malheurs. Dans la nuit du 6 au 7, il porta sa division sur Cerdon. Une convention militaire fut conclue et signée, le 12 juillet; et la division Dessaix fut envoyée à Saint-Étienne. Après la seconde abdication de Buonaparte, le général Dessaix se réfugia dans le pays de Gex, d'où il revint ensuite à Thonon, en Savoie, sa ville natale. Il y fut arrêté, le 16 mai 1816, par ordre supérieur et conduit au fort de Fenestrelles, où il demeura prisonnier jusqu'au mois de septembre suivant, époque à laquelle le roi de Sardaigne le fit mettre en liberté. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à l'époque du 1[er] septembre 1817, pour la retraite du grade de lieutenant-général, après 27 ans de service (1). (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

DESSOFFY-DE-CSERNECH (Jacques-Charles-Marie, *comte*), issu d'une ancienne et illustre maison, originaire de Hongrie, établie en France au commencement du 18[e] siècle, entra au service comme volontaire dans le régiment de Kattky-hussards, en 1728. Il fut fait lieutenant réformé, le 1[er] mai 1729; cornette, en 1733; lieutenant en pied, en 1734; capitaine, en 1742, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 18 avril 1745. Il passa dans le régiment de Chamborrant, lors de la réforme de 1748. Il eut rang de lieutenant-colonel, le 23 juin 1756; fut fait lieutenant-colonel en second, le 29 octobre 1760, et fut réformé, en

(1) Le général Dessaix a fixé sa demeure à Ferney-Voltaire. Des affaires de famille l'ayant conduit, en 1819, à Thonon, il reçut des Savoisiens, ses compatriotes, les témoignages les plus honorables d'attachement et de considération. (*Moniteur du* 28 *septembre* 1819, *n°* 271, *pag.* 1266.)

1763. Il obtint le grade de brigadier de cavalerie, le 3 janvier 1770, et celui de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780 (1). (*États militaires.*)

DESSOLLES (Jean-Joseph-Paul-Augustin, *marquis*), *pair de France* et *lieutenant-général*, naquit à Auch, le 3 juillet 1767. Il avait fait d'excellentes études et des progrès rapides dans les sciences exactes, lorsque la révolution française éclata en 1789. La guerre ayant été déclarée, Dessolles vola à la défense de sa patrie. En 1792, il servait comme capitaine au 1er bataillon de la légion des Montagnes, qui faisait alors partie de l'armée des Pyrénées-Occidentales. Les talents militaires qu'il déploya, son zèle et sa conduite, lui obtinrent l'estime et l'affection de ses compagnons d'armes, et lui valurent plusieurs fois les éloges de ses chefs, qui, en le distinguant dans la foule des officiers, s'empressèrent de contribuer à son avancement. En 1793, il servait comme aide-de-camp provisoire du général Reynier, et fut fait quelques mois après adjoint provisoire aux adjudants-généraux. Destitué un moment par le ministre de la guerre Bouchotte, il fut bientôt remis en activité. Nommé adjudant-général chef de bataillon, le 2 octobre 1793, il fut employé en cette qualité à l'armée d'Italie, y servit sous les ordres du général en chef Buonaparte, jusqu'au traité de paix de Léoben, en 1797, et se

(1) Son petit-fils, Charles, comte Dessoffy, né à Varennes (Meuse) le 3 novembre 1784, a servi avec distinction dans les dernières guerres, et est parvenu au grade de chef d'escadron du 10e régiment de hussards. Il fit, à la tête de quelques dragons du 15e régiment, une charge brillante sur la cavalerie et sur l'infanterie russe, au combat d'Ostrolenka, en février 1807. Il eut la jambe droite emportée par un boulet de canon, près de Buntzlau, en Silésie, le 19 août 1813, et continua cependant de donner des ordres à sa troupe et de combattre, jusqu'à ce que la perte de son sang l'eût mis hors d'état de donner plus long-temps l'exemple d'un courage et d'un dévouement sans bornes. Quoique privé d'un membre, le comte Dessoffy n'a pas cessé de demander sa remise en activité de service. Il est membre de la Légion-d'Honneur et chevalier de Saint-Louis.

distingua en de nombreuses occasions. Il fut envoyé à Paris pour y porter les conditions de ce traité, traversa l'Allemagne, vit sur le Rhin le général Moreau, qui venait d'effectuer le passage de ce fleuve, et qui le chargea de faire connaître au directoire-exécutif les détails des brillants faits d'armes de l'armée du Rhin. Le grade de général de brigade, qui lui fut accordé, le 31 mai de la même année, récompensa les services qu'il avait rendus jusqu'alors. En 1798, il commandait un corps de réserve à l'armée d'Italie. On lui confia, quelque temps après, le commandement d'une partie de l'armée française destinée à pénétrer dans le pays des Grisons, et avec laquelle il occupa la Valteline. Le général Lecourbe, sous les ordres duquel se trouvait Dessolles, et dont la division faisait partie de l'armée d'Helvétie, commandée par Masséna, ayant combiné, en mars 1799, une attaque sur toute la ligne des Autrichiens, le général Dessolles eut ordre de pénétrer dans le Munster-Thal, avec son corps de troupes, fort de 4500 hommes seulement. Il fallait gravir, à travers les neiges et les glaces, une des plus hautes montagnes des Alpes dites *Juliennes*, le Wormser-Ioch, qui sépare les sources de l'Adda de celles de l'Adige. Les troupes françaises parvinrent à surmonter tous les obstacles, dans la journée du 16 mars, et à transporter sur le sommet du mont deux pièces de canon du calibre de 3. L'ennemi occupait, au bas de la montagne, des retranchements formidables, garnis de 18 pièces de canon, et dont la gauche était appuyée à un torrent. Après avoir reconnu cette position, Dessolles resserra ses postes; et manœuvra pour approcher le plus près possible des retranchements. Les troupes françaises se laissèrent glisser, ou, pour mieux dire, se précipitèrent des hauteurs qu'elles venaient de gravir; et Dessolles, ralliant sans perdre de temps tout ce qui avait pu descendre ainsi, rangea son monde sur le bord du torrent, et commença l'attaque. Les premiers postes ennemis furent bientôt culbutés. Une demi-brigade étant parvenue, par un mouvement oblique, à se placer sur les derrières de l'ennemi, Dessolles s'avança alors avec le reste de ses troupes, attaqua de front les re-

tranchemeuts de Gluous et de Taufer, et s'en empara, malgré la vigoureuse et opiniâtre résistance des Autrichiens. Cette journée fit beaucoup d'honneur au général Dessolles, et valut aux Français plus de 4000 prisonniers, 18 pièces de canon, avec leurs caissons et leurs attelages : 1200 Autrichiens étaient restés morts sur le champ de bataille. A la suite de ce combat, auquel on donna le nom de Sainte-Marie, Dessolles occupa Glaurens. Vers ce temps, la retraite de l'armée française du Danube ayant arrêté les mouvements de celle d'Helvétie, le général Dessolles se replia sur Zernest. Il fut promu au grade de général de division, le 13 avril de la même année (1799). Employé à l'armée d'Italie, sous les ordres du général Moreau, qui l'avait appelé près de lui et l'avait fait chef de son état-major, il se distingua, le 16 juillet, à la sanglante bataille de Novi, gagnée sur les Austro-Russes, et mérita les éloges que Moreau fit de ses talents militaires. Le général Dessolles obtint, vers la fin de 1799, le commandement de toutes les troupes françaises dans la Ligurie (état de Gènes). Au mois de décembre de la même année, il fut nommé chef de l'état-major-général de l'armée du Rhin, commandée par Moreau. Il continua ces fonctions jusqu'au moment où le traité signé à Lunéville, le 9 février 1801, vint mettre un terme aux hostilités entre la France et l'Autriche(1). Dessolles, revenu à Paris, fut nommé conseiller-

(1) Le général Dessolles se fit remarquer, non-seulement par la valeur avec laquelle il combattit dans toutes les occasions, mais encore par le talent qu'il déploya dans les fonctions difficiles de chef de l'état-major d'une armée considérable. Ses différents rapports au gouvernement sur toutes les opérations de l'armée du Rhin sont d'un style, d'une clarté et d'une précision admirable, et montrent dans celui qui les rédigea une connaissance approfondie de la tactique, des positions militaires, de la manœuvre des troupes en général, et des détails propres à chaque arme en particulier. Les lettres du général Dessolles au ministre de la guerre, sont des monuments élevés à la gloire de l'armée du Rhin ; et l'on y trouve une attention soutenue à faire ressortir les actions brillantes des braves guerriers de cette armée, et à appeler ainsi sur eux des récompenses justement méritées.

d'état, section de la guerre, par arrêté du premier consul Buonaparte, daté du 21 décembre 1801. Par un autre arrêté, du 12 mars 1802, il fut nommé membre du conseil d'administration de la guerre. En 1803, il fut chargé du commandement d'une division de l'armée française, dans le Hanovre, sous les ordres du général Mortier. Ce dernier ayant été appelé quelque temps après à Paris, Dessolles eut provisoirement le commandement en chef de toute l'armée et du pays de Hanovre. Il se distingua, dans cette courte administration, par son désintéressement et par son affabilité envers les habitants (1). Le maréchal Mortier étant venu prendre le commandement supérieur, Dessolles reprit celui de sa division. Après avoir obtenu, mais non sans beaucoup de difficultés, son rappel de l'armée de Hanovre, Dessolles vint à Paris, où il reçut l'ordre de se rendre au camp de Boulogne. Arrivé à ce nouveau poste, il refusa d'accepter les fonctions de chef de l'état-major du maréchal Lannes, quitta l'armée des Côtes, se rendit dans une terre qu'il avait près d'Auch, et s'y livra aux travaux de l'agriculture. Il fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. En février 1805, il fut nommé gouverneur du château de Versailles. En 1808, le général Dessolles reçut l'ordre de se rendre à l'armée d'Espagne, pour y prendre un commandement. Arrivé à Madrid, le roi Joseph (frère de Napoléon Buonaparte), lui confia une

(1) Dans le temps que Dessolles commandait provisoirement le Hanovre, on instruisait à Paris le procès du général en chef Moreau, impliqué dans la conspiration de Georges Cadoudal, Pichegru, etc. Les principales autorités s'empressaient alors d'adresser au premier consul Buonaparte des lettres de félicitation sur la découverte de cette conspiration, et dans presque toutes ces adresses le général Moreau était présenté comme coupable. Dessolles, pressé par les officiers-généraux de l'armée de Hanovre, en envoya aussi une au nom de cette armée; mais il la rédigea de manière à ne pas manquer à ce qu'il devait au général Moreau, son ami, et s'abstint de la signer. Cette dernière circonstance le fit tomber en disgrâce près de Buonaparte, qui, dit-on, n'a jamais entièrement pardonné à Dessolles l'intérêt et l'estime que ce dernier avait manifestés, en cette occasion, pour le général Moreau.

division française, avec laquelle Dessolles fit la campagne de 1809. Il y donna de nouveau des preuves de bravoure en plusieurs occasions, et notamment au combat de Tolède, à la bataille d'Occana, et au passage des défilés de la Sierra-Morena, qu'il parvint à forcer. Il eut ensuite le gouvernement-général militaire de Cordoue, de Jaën et de Séville, et s'y fit aimer des habitants par son intégrité et la sagesse de son administration. Sur sa demande, il obtint la permission de revenir en France, où il rentra de nouveau dans la vie privée. En 1812, il fut nommé chef de l'état-major du prince Eugène, qui commandait le corps d'armée d'Italie. Il suivit ce corps en Pologne et jusqu'à Smolensk, d'où il revint en France pour cause du délabrement de sa santé. Il se fixa à Paris, et y resta étranger aux événements militaires. En 1814, après l'abdication de Napoléon, le gouvernement provisoire nomma le général Dessolles commandant en chef de la garde nationale parisienne, et du département de la Seine, par arrêté du 2 avril (1). S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume, le nomma aussi, quelques jours après, membre du conseil-d'état provisoire. Par ordonnance royale du 11 mai, le général Dessolles fut nommé major-général des gardes nationales du royaume; et par une autre ordonnance du 20 du même mois, il fut fait chef d'état-major-général

(1) Dans la nuit du 5 au 6 avril, l'empereur de Russie, ayant reçu les maréchaux envoyés par Buonaparte, qui mettait pour condition à son abdication l'établissement de la régence en faveur de l'archiduchesse Marie-Louise, fit réunir les membres du gouvernement provisoire, et appela le général Dessolles à ce conseil. Alexandre mit en question cette régence, en faveur de laquelle il paraît que des rapports mensongers le faisaient pencher. Après que M. le prince de Talleyrand eut parlé pendant quelques instants sur ce sujet, le général Dessolles se leva, et parla à son tour d'une manière fort éloquente en faveur du rétablissement des Bourbons. L'empereur Alexandre, après l'avoir entendu, rompit le conseil, disant qu'il en délibérerait, et bientôt ce monarque fit annoncer qu'il partageait l'opinion du général Dessolles, et que les Bourbons étaient les souverains de la France. (*Biographie des hommes vivants, tom. II, pag.* 392; *Moniteur du* 15 *avril* 1815, *n°* 105, *pag.* 428, *où se trouve la copie d'un manuscrit trouvé au château des Tuileries le* 20 *mars.*)

auprès de S. A. R. Monsieur, colonel-général des gardes nationales de France. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin. Il fut nommé pair de France, le 4 du même mois, et obtint le grand-cordon de la Légion-d'Honneur, par ordonnance du 22 juillet suivant, ordonnance dans laquelle il est qualifié de ministre d'état. A la nouvelle de l'invasion de Buonaparte en France, en mars 1815, le général Dessolles adressa aux gardes nationales du royaume un ordre du jour très énergique, dans lequel il les engageait à concourir puissamment à la défense du trône. Il fit un appel aux gardes nationales, pour former la légion du colonel-général (Monsieur), destinée à marcher contre Buonaparte. Le roi ayant quitté Paris, dans la nuit du 19 au 20 mars, le général Dessolles resta encore pendant quelques heures à la tête de la garde nationale parisienne, pour faire exécuter les instructions positives de S. M., qui craignait dans Paris des désordres qu'elle voulait éviter. Après avoir ordonné les mesures jugées convenables, le général Dessolles quitta la capitale, et alla rejoindre le roi, qu'il suivit jusqu'à Béthune. Il ne dépassa point cette ville, se rendit dans une de ses terres, auprès de Paris, et vécut dans la retraite jusqu'au retour de S. M., c'est-à-dire jusqu'au 7 juillet. Il reprit alors le commandement de la garde nationale parisienne. Il fut de nouveau compris dans la liste des pairs de France, dressée par ordre du roi, dans le même mois. S. M. le nomma membre de son conseil privé, par ordonnance du 5 octobre suivant. Vers la fin du même mois, le général Dessolles donna sa démission du commandement de la garde nationale, et fut remplacé par le maréchal Oudinot. Le roi, qui l'avait créé comte en 1814, lui conféra le titre de marquis, par ordonnance du 31 août 1817, et le revêtit de la dignité de chevalier commandeur de ses Ordres, le 30 septembre 1820. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DESTABENRATH (Jean-Marie-Étienne-Léopold, *baron*), naquit à Gournay-en-Bray, province de Normandie, le 13

avril 1770. Il fut fait sous-lieutenant au 70ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 1ᵉʳ janvier 1792, et lieutenant au même régiment, le 14 janvier 1793. Il devint adjoint provisoire à l'état-major de l'armée d'Italie, au mois de mai de cette dernière année, et adjudant-général chef de bataillon provisoire, le 27 décembre suivant; fut confirmé dans ce dernier grade, le 29 août 1794, et obtint le grade d'adjudant-général chef de brigade, le 13 juin 1795. Il avait fait en ces diverses qualités les campagnes de 1792 à 1795 inclusivement, à l'armée d'Italie et à celle des Pyrénées-Orientales. Lors de la dissolution de cette dernière armée, l'adjudant-général Destabenrath fut employé dans la 8ᵉ division militaire, par lettres de service du 12 octobre 1795. On lui donna le commandement provisoire de la place de Marseille, le 31 août 1797. Il fut employé dans la 7ᵉ division militaire, par lettres de service du 17 février 1798, et passa dans la 6ᵉ division militaire, le 19 février 1799. A cette dernière époque, l'adjudant-commandant Destabenrath avait déjà reçu deux blessures, l'une au passage du Var et l'autre au combat de Lantosca. Dans la même année 1799, il fut fait chef de l'état-major de la division Richepanse à l'armée d'Italie, alors commandée par le général en chef Championnet; et, quand cette division dut exécuter sa retraite par la vallée du Tanaro, l'adjudant-général Destabenrath, qui déjà avait pris une part très-active aux combats de San-Dalmazo, de Robillante et de Vernante, contribua, par son activité et son zèle, au succès de cette périlleuse retraite. Il fut employé à l'état-major de l'armée de réserve d'Italie, par lettres du 13 mars 1800; se trouva à la bataille de Marengo le 14 juin, y combattit avec distinction, et fut désigné dans l'article 12 de la convention stipulée entre les généraux français et autrichiens, le 15 du même mois, pour être l'un des commissaires de l'armée française, chargés de pourvoir à l'exécution des articles de cette convention. Employé à l'armée de réserve de Dijon (devenue armée des Grisons), par lettres du 20 juillet 1800, il seconda puissamment les opérations du général Macdonald dans le passage du Splugen, au mois de décembre de

la même année. Lors de la suppression de l'armée des Grisons, l'adjudant-général Destabenrath fut, par ordre du 19 mai 1801, maintenu en activité près du corps de troupes stationné en Helvétie. On l'inscrivit comme adjudant-général dans le tableau de l'état-major-général de l'armée, dressé et arrêté le 3 août suivant. Il fut employé dans la 8ᵉ division militaire comme commandant du département de Vaucluse, par lettres du 4 octobre de la même année, et passa au camp de Compiègne, le 2 novembre 1803, puis à celui de Boulogne, où il eut le bras cassé, dans une reconnaissance, en 1804. En décembre 1805, il fut désigné pour servir dans la 3ᵉ division du 6ᵉ corps de la grande-armée. Il fut fait chef d'état-major de la 1ʳᵉ division du 4ᵉ corps de cette armée, en décembre 1806, et sous chef de l'état-major-général du même corps d'armée, le 1ᵉʳ mai 1807. Promu au grade de général de brigade, le 11 juillet suivant, il continua de remplir les fonctions de sous-chef de l'état-major-général du 4ᵉ corps jusqu'au 15 novembre, époque à laquelle il prit le commandement d'une brigade du même corps. Il passa à l'armée du Rhin (devenue armée d'Allemagne), le 1ᵉʳ novembre 1808, et rentra en France comme disponible, le 28 août 1809. Pendant les campagnes de 1805, 1806, 1807, 1808 et 1809, il avait servi avec beaucoup de distinction dans les corps d'armées commandés par les maréchaux Lannes, Masséna et Davout; s'était trouvé aux batailles d'Ulm, d'Iéna, d'Eylau, d'Heilsberg et de Kœnigsberg, et avait reçu une blessure à celle d'Heilsberg. En 1809, il avait commandé sa brigade, composée de trois régiments d'infanterie de ligne, dans la campagne contre l'Autriche, et l'avait vaillamment menée contre l'ennemi dans les batailles d'Eckmühl et de Tann; à la prise de Ratisbonne et de Vienne; dans les combats d'Enzersdoff et de Znaïm, où il reçut cinq coups de sabre, dont un très-grave au bras gauche; et dans les batailles mémorables d'Essling et de Wagram. Il fut fait commandant du département de la Seine-Inférieure, le 5 décembre 1809; passa au commandement de la 3ᵉ brigade de la division Caffarelli, à Tours, le 4 octobre 1810, et de là au commandement du

département de l'Escaut, le 21 novembre suivant. Employé dans la première division d'infanterie de réserve de la grande-armée, par lettres de service du 3 juin 1812, il eut le commandement provisoire de la place de Spandau, en Prusse, le 23 juillet suivant; fut confirmé dans ce commandement le 2 août, et obtint, le 18 octobre, celui de la ville de Berlin. Il revint en France le 29 décembre; fut nommé commandant du département de la Frise, le 17 février 1813, et rentra en disponibilité le 21 juillet suivant. Napoléon Buonaparte lui confia le commandement du département de la Seine-Inférieure, le 19 novembre de la même année. En 1814, après la rentrée en France de S. M. Louis XVIII, le général Destabenrath fut maintenu dans ce commandement, auquel il fut nommé de nouveau, le 15 avril 1815, par Napoléon. Après le second retour du roi, il y fut encore maintenu le 8 août. Il fut remplacé et mis en non-activité, le 10 février 1816. On lui donna le commandement du département de la Mayenne, le 7 août suivant. Dans la même année 1816, il fut élu candidat à la chambre des députés par l'arrondissement de Neufchâtel (Seine-Inférieure). On l'admit au traitement d'expectative le 1er décembre 1817, et on lui donna le commandement de la 1re subdivision de la 4e division militaire, le 30 décembre 1818. Il fut compris à cette dernière époque et en cette qualité dans le cadre d'organisation de l'état-major-général. En 1822, il continue d'être pourvu du commandement de la 1re division de la 4e division militaire (Tours). Sous le règne de Napoléon, le maréchal-de-camp Destabenrath a été revêtu du titre de baron, créé commandant de la Légion-d'Honneur (le 23 avril 1809), et chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer. S. M. Louis XVIII lui a accordé la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814. (*Et. et brev. mil., Mon., ann. du temps.*)

DEUX-PONTS. *Voyez* BAVIÈRE.

DEXMIER-D'ARCHIAC (Louis-Claude), *marquis de Saint-Simon, lieutenant-général,* fut fait lieutenant-réformé au régiment de cavalerie du Maine (depuis Saint-Si-

mon), le 26 janvier 1721. Il devint cornette de la compagnie mestre-de-camp, le 18 mars 1729; lieutenant, le 10 octobre 1731, et capitaine, le 1er octobre 1733. Il commanda sa compagnie au pays Messin, la même année, et les deux suivantes. Devenu mestre-de-camp du même régiment, sur la démission de son père, par commission du 16 août 1737, il le commanda à l'armée de Bavière, au mois de mars 1742, et sur les frontières de Bohême, d'abord sous les ordres du maréchal de Maillebois, puis sous ceux du maréchal de Broglie, jusqu'au mois de juillet 1743, époque à laquelle il rentra en France, où il finit la campagne, sous les ordres du maréchal de Coigny. Il continua de servir à l'armée du Rhin, en 1744; se trouva à l'attaque de Weissembourg et au passage du Rhin, d'où il alla servir dans la Souabe autrichienne, sous les ordres du comte de Clermont, pendant le siége de Fribourg. Il fut employé, en 1745, sur le Bas-Rhin, sous les ordres du prince de Conti. On le déclara, au mois de novembre de la même année, brigadier de cavalerie, dont le brevet lui avait été expédié le 1er mai précédent. Employé en cette qualité à l'armée commandée par le prince de Conti, en 1746, il resta en Allemagne pendant la campagne de cette année, et passa celle de 1747 au camp de Valence, en Dauphiné. Il se trouva, en 1748, au siége de Maestricht, et obtint, le 10 mai, le grade de maréchal-de-camp, par une promotion qui ne fut déclarée qu'au mois de janvier 1749. Il se démit alors de son régiment. Employé en Allemagne, en 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck et à la conquête de l'électorat de Hanovre; puis il revint en France, au mois de décembre. Il obtint de S. M. la lieutenance de roi de Besançon, par commission du 13 avril 1759, avec un ordre du même jour, pour commander dans la même ville. Il fut promu au grade de lieutenant-général, le 25 juillet 1762. L'époque de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 4; *Gazette de France.*)

DEXMIER (Louis-Étienne), *comte* d'Archiac, maréchal-de-camp, frère puîné du précédent, naquit le 19 décembre

1719. Il entra au service comme garde-marine le 1er janvier 1732, et fut fait cornette au régiment de cavalerie du Maine (depuis Saint-Simon et Archiac), le 5 novembre 1733. Il servit au camp de Stenay, en 1734; à celui de Lachiers, en 1735, et devint lieutenant, le 14 décembre de cette dernière année. Il obtint, dans le même régiment, le 16 août 1740, une compagnie qu'il commanda à l'armée de Bavière, depuis le mois de mars 1742 jusqu'au mois de juillet 1743, et avec laquelle il se trouva au secours de Braunau; au ravitaillement d'Egra et à la défense de plusieurs postes de la Bavière. Il finit la campagne de 1743 sur les bords du Rhin. En 1744, il se trouva à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern; à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Il passa l'hiver en Souabe, et fit la campagne de 1745 sur le Bas-Rhin. Devenu major de son régiment, le 8 mars 1746, il resta avec ce régiment en Alsace, pendant la campagne de cette année; il fit celle de 1747, sur les frontières du Piémont; il servit au siége de Maestricht en 1748, et obtint, le 10 mai de cette année, une commission pour tenir rang de lieutenant-général de cavalerie. Nommé mestre-de-camp du régiment de cavalerie de Saint-Simon, sur la démission de son frère, le 1er février 1749, il commanda ce régiment, qui prit alors le nom d'Archiac, au camp de Richemont, en 1755; à la bataille d'Hastembeck; à la prise de Minden et de Hanovre; aux camps de Closterseven et de Zell, en 1757; à la retraite de l'électorat de Hanovre, et à la bataille de Creweldt, en 1758; à la bataille de Minden, en 1759, et à l'affaire de Corbach, le 10 juillet 1760. Il se distingua particulièrement à la bataille de Warbourg, le 31 du même mois, et combattit avec la plus grande valeur à Clostercamps, au mois d'octobre. Il fut nommé brigadier de cavalerie, le 20 février 1761. Créé, le même jour, commandeur honoraire de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, il obtint le cordon-rouge de cet ordre, le 1er avril suivant. Il fit la campagne de cette année sur les côtes. Le régiment d'Archiac ayant été incorporé dans celui du Roi cavalerie, par ordonnance du 1er décembre suivant, le comte d'Archiac fut conservé mestre-

de-camp incorporé à la suite de ce dernier régiment. On le déclara, au mois de décembre 1762, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié, le 25 juillet précédent. Nous ne connaissons pas ses services depuis cette époque, ni la date de sa mort. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 587; *Gazette de France.*)

DE DIGOINE. *Voyez* BAY-DAMAS.

DE DILLON (Jacques), *maréchal-de-camp*, entra au service de France, avec ce grade, par brevet du 26 mars 1653. Il leva un régiment irlandais, de son nom, par commission du 20 juin suivant, et le commanda, jusqu'à la paix des Pyrénées, à l'armée de Flandre, où il servit avec distinction, surtout à la bataille des Dunes. Après sa mort, on licencia son régiment, par ordre du 29 février 1664. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 391.)

DE DILLON (Arthur, *comte*), *lieutenant-général*, de la même famille que le précédent, naquit en Irlande, dans le comté de Roscomon, en 1670. En 1690, il passa en France, avec un régiment que Théobalde de Dillon, son père, avait levé en Irlande, et que Louis XIV prit à son service. Ce régiment étant débarqué à Brest, dans les premiers jours de mai, le comte Arthur de Dillon en fut fait colonel, par commission du 1er juin. Il servit en Roussillon, sous le duc de Noailles, en 1693; au siége d'Urgel; au secours de Prats-de-Molliou; au siége de Roses, en 1693; à la bataille du Ter; au siége de Palamos, qu'on prit d'assaut; aux siéges de Gironne, d'Ostalric, de Castelfollit, et au secours de la même place, que les Espagnols tentèrent inutilement de reprendre en 1694. Il se trouva au secours d'Ostalric, sous le maréchal de Noailles; à celui de Palamos, sous le duc de Vendôme, en 1695; à la défaite du prince de Darmstadt, près d'Ostalric, en 1696, et au siége de Barcelonne, en 1697. Il servit, en 1701, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Villeroy, qui ne fit aucune expédition; et en 1702, à l'armée d'Italie, où il combattit à San-Vittoria et à Luzzara. On le créa brigadier, par brevet du 1er octobre, et

ou l'employa en cette qualité, par lettres du même jour. Il se trouva, en 1703, à la défaite de l'arrière-garde du général Stahremberg; au combat de Castelnovo-de-Bormia; aux expéditions du duc de Vendôme dans le Trentin; au combat de San-Sebastiano; à la soumission d'Asti; à la prise de Villeneuve-d'Ast; au siége et à la prise de Verceil, d'Yvrée et de sa citadelle, en 1704. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre de la même année, il marcha, en novembre, au siége de Vérue, qui se rendit en avril 1705. Employé ensuite à l'armée du grand-prieur, il servit au siége de la Mirandole; se distingua particulièrement à la défense de la Cassine de Moscolino, et contribua, avec le marquis de Saint-Pater, à la victoire remportée à Castiglione, le 9 septembre 1706. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 du même mois, il fut employé à l'armée de la frontière du Piémont, sous le maréchal de Tessé, par lettres du 20 avril 1707, et à la même armée, sous le maréchal de Villars, en 1708; sous le maréchal de Berwick, en 1709. Commandant, cette même année, aux environs de Briançon, il marcha, avec 2 bataillons, 5 compagnies de grenadiers et 5 détachements de cavalerie; il attaqua et défit le général Rhébinder, qui était venu avec 5000 hommes de pied et 200 chevaux, pour le surprendre; le poursuivit jusqu'au mont Genèvre, après lui avoir fait perdre environ 700 hommes, dont 300 furent tués, 70 prisonniers, et les autres blessés. Il continua de servir, à la même armée, et sous le même général, en 1710, 1711 et 1712, et de commander le camp de Briançon. Employé à l'armée du Rhin, en 1713, il fit, en chef, le siége de Kairserslautern, dont la garnison se rendit prisonnière de guerre, le 24 juin : elle consistait en 700 hommes d'infanterie, dont un colonel et 40 officiers. Il fit ensuite enlever le château de Walfsteim, dont la garnison se rendit aussi prisonnière de guerre. Il monta plusieurs tranchées, aux siéges de Landau et de Fribourg. Il servit, en 1714, au siége de Barcelonne, que le maréchal de Berwick emporta d'assaut : ce fut sa dernière campagne. Au mois de mai 1730, étant alors âgé de 60 ans, il ne songea plus

qu'à la retraite, et se démit de son régiment en faveur de son fils. Il mourut, dans le château royal de St.-Germain-en-Laye, le 5 février 1733, âgé de 63 ans. Le général Arthur Dillon était tout à la fois soldat valeureux, très-bon officier, le meilleur et le plus respectable des hommes. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 612; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XI, pag.* 363.)

DE DILLON (Théobalde, *comte*), *maréchal-de-camp*, petit-fils du précédent, fut fait mestre-de-camp, propriétaire du régiment de son nom, le 13 avril 1780. Il obtint le grade de brigadier d'infanterie, dans la même année, et fut créé maréchal-de-camp, le 13 juin 1783. Il fut employé en Flandre, en 1792. Sur un ordre qu'il reçut, au mois d'avril, il sortit de Lille, où il commandait alors, avec un corps de troupes composé de 10 escadrons, 6 bataillons et 6 pièces de canon, et marcha sur Tournay. Chemin faisant, il rencontra le général-major autrichien, comte d'Happonville, campé avec 3000 hommes sur les hauteurs de Marquain. Le comte Dillon, auquel Dumourier avait recommandé d'éviter toute espèce de combat, donna à sa troupe l'ordre de la retraite, dès qu'il vit les ennemis s'ébranler pour venir à sa rencontre. Quelques signes d'insubordination, qui s'étaient manifestés parmi ses soldats depuis son départ de Lille, rendaient d'ailleurs cette mesure encore plus nécessaire. Au premier mouvement rétrograde de sa troupe, les ennemis tirèrent au hasard quelques coups de canon, qui n'atteignirent pas même les derniers rangs. Cependant, telle était alors la défiance du soldat français envers ses généraux, qu'une terreur panique s'empara des escadrons qui couvraient la retraite du corps de Dillon. Ils prennent l'épouvante, fuient en désordre, et se jettent sur les colonnes d'infanterie, en criant : « Sauve qui peut; nous sommes trahis! » A ce mouvement et à ces cris, la confusion se met parmi toutes les troupes; 4 pièces de canon et leurs caissons sont abandonnés, et l'armée entière se jette pêle-mêle sur la chaussée, fuyant vers Boissieu. En vain Dillon fait tous ses efforts pour l'arrêter;

et la rallier; des cris tumultueux et des apostrophes insultantes se font entendre autour du général, qui fut même atteint d'un coup de pistolet tiré par un soldat furieux. Les troupes ne s'arrêtèrent que sous les murs de Lille, où elles pendirent, à l'un des créneaux, le colonel du génie Berthois, qui avait accompagné le général Dillon. A ce moment, Dillon, blessé, rentrait à Lille, dans une voiture. Les soldats s'élancent sur lui, le massacrent à coups de fusils et de baïonnettes, arrachent son cadavre de la voiture, le traînent dans les rues, et le jettent dans un feu allumé par eux sur la grande place. Arthur Dillon, son frère, aussi général des troupes françaises, alla en personne porter plainte de cet horrible massacre à la convention nationale, qui fit arrêter et punir les assassins, et qui accorda une pension à l'infortunée veuve du comte Théobalde Dillon. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE DILLON (Arthur, *comte*), *général de division*, frère du précédent, naquit à Braywick, en Irlande, le 3 septembre 1750. Il devint presque en naissant colonel au service de France, et fut employé dans les îles avec son régiment, en 1777, pendant la guerre d'Amérique. Il s'y distingua par son courage et ses connaissances militaires, contribua puissamment à la prise de la Grenade, de Saint-Eustache, de Tabago et de Saint-Christophe. Il fut fait gouverneur de cette dernière île, après avoir fait sa retraite de Savannah. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780, et maréchal de-camp, le 1er janvier 1784. Lorsque la paix eut restitué Saint-Christophe aux Anglais, le comte de Dillon fit un voyage à Londres(1); puis, il se rendit en France, où on lui donna la promesse du gouvernement de la Martinique; mais il dut passer d'abord à

(1) Le jour de sa présentation à la cour d'Angleterre, le chancelier, traversant le cercle pour aller droit à lui, lui adressa ces mots : « M. le » comte, nous vous connaissions bien pour un brave et habile militaire; » mais nous ne vous savions pas si bon jurisconsulte. Nous avons revu et » confirmé tous vos jugements et toutes vos ordonnances. »

celui de Tabago. Après y avoir resté pendant trois ans, il fut nommé député aux états-généraux de 1789 : il y défendit constamment les intérêts des colonies. Choisi, en 1792, d'après sa réputation militaire, pour commander un corps d'armée, fort d'environ 25 à 30,000 hommes, il combattit avec succès dans plaines de la Champagne, et dans la forêt d'Argone. Chargé par le général Dumourier de marcher sur Verdun, pour atteindre l'arrière-garde de l'armée prussienne en retraite, il arriva devant cette ville au moment où les derniers Prussiens y rentraient. Il fit placer son canon en batterie sur le mont Saint-Barthélemi, qui domine la citadelle, et, le 12 octobre, il fit sommer le gouverneur de se rendre. Verdun ayant capitulé, le général Dillon y fit son entrée, le 14, à la tête de ses troupes. Après avoir été en butte à plusieurs dénonciations, il fut mis en arrestation par le maire de Paris, sur un ordre du comité de salut public, au commencement de 1793, et détenu au Luxembourg. Accusé, plus tard, d'avoir conspiré pour délivrer Danton et ses complices, enfermés dans la même prison que lui, et d'avoir voulu faire proclamer roi le jeune Louis XVII, il fut traduit au tribunal révolutionnaire, qui le condamna à mort. Il fut exécuté le 14 avril 1794, et fit retentir sur l'échafaud le cri de *vive le roi*, d'une voix aussi forte que s'il eût commandé une évolution militaire. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE DILLON (Théobalde, *comte*), *maréchal-de-camp*, issu de la même famille que les précédents, naquit le 18 décembre 1747. Il a été créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1814. Après avoir été employé dans la 18ᵉ division militaire, il a été admis à la retraite de son grade. (*Moniteur, tableau des pensions.*)

DE DILLON (Robert-Guillaume, *comte*), *lieutenant-général*, de la même famille que les précédents, naquit à Bordeaux, le 3 septembre 1754. Il fut créé maréchal-de-camp, en 1791; chevalier de la Légion-d'Honneur, en 1814, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, dans la même année. Il obtint la retraite de son

grade, également en 1814. Il avait été autorisé, en 1807, par Napoléon Buonaparte, à porter la décoration de l'ordre militaire de Bavière. (*Annales du temps.*)

DE DILLON (Édouard, *comte*), *lieutenant-général*, issu de la même famille que les précédents, fut fait colonel du régiment de Provence, le 29 décembre 1781. Il possédait encore ce régiment, et était gentilhomme de S. A. R. Mgr. le comte d'Artois, lorsque la révolution française éclata, en 1789. Il fut créé lieutenant-général, le 22 juin 1814, et nommé l'un des maîtres de la garde-robe de S. A. R. MONSIEUR, en janvier 1815. S. M. le nomma, en 1816, son ministre plénipotentiaire près la cour de Saxe. Il revint à Paris, avec un congé de S. M., en 1815, et fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 mars de la même année. (*Moniteur, annales du temps.*)

DIZY, *voyez* D'ARBONNIER.

DE DOMBES, *voyez* BOURBON.

DOMBROWSKI (Jean-Henri), *général de division*, naquit en Pologne, d'une famille ancienne et distinguée dans la carrière des armes. Il entra comme officier dans les gardes de l'électeur de Saxe. Il se déclara, en 1794, pour l'indépendance de sa patrie, et commanda, à la place du jeune Poniatowski, une des lignes par lesquelles Kosciuszko défendit Varsovie contre les Prussiens. Le général en chef polonais lui fit don d'une bague portant cette inscription : *La patrie à son défenseur*. Dombrowski se porta ensuite dans la Grande-Pologne, où il obtint des avantages assez marquants sur les troupes prussiennes. Ayant été, plus tard, enveloppé par toute l'armée russe, il fut obligé de se rendre prisonnier. Souwarow le traita avec beaucoup d'égards, et lui rendit sa liberté. En 1796, Dombrowski vint à Cologne, avec l'intention d'entrer au service de France, et y fut bien accueilli par le général en chef Jourdan. Le directoire-exécutif l'ayant autorisé à lever un corps polonais, il adressa à ses compatriotes une proclamation,

pour les engager à se réunir sous ses drapeaux. En 1797, il se trouvait déjà à la tête d'une légion considérable, avec laquelle il servit d'abord à l'armée d'Italie. Employé, à la même armée, en 1799, dans le corps du maréchal Macdonald, il y fut chargé du commandement de l'aile gauche. Ayant reçu, au mois de juin, l'ordre de reprendre la position de Pontremoli, dont l'occupation devenait nécessaire pour passer dans l'état de Gênes, il força le détachement ennemi, qui occupait cette position, à capituler. Il occupa ensuite Massa et Carrara, postes non moins importants pour rester maître de la chaîne des Alpes qui sépare la vallée de la Varra de celle du Taro. Ces opérations ayant permis au général Victor, qui s'était avancé par la rivière du Levant, d'opérer sa jonction avec le corps de Dombrowski, la communication avec Gênes fut établie. A la sanglante bataille de la Trébia, le 19 juin, Dombrowski attaqua, avec sa légion polonaise, les corps russes commandés par le prince Bagration et par le général Schweikowski. La division de ce dernier fut d'abord culbutée, et un de ses régiment fut taillé en pièces. Cependant, au milieu d'une mêlée devenue terrible, et après des efforts héroïques de part et d'autre, les Austro-Russes parvinrent à faire reculer l'infanterie polonaise et une partie de la division française du général Rusca. Bientôt ralliée par le vaillant Dombrowski, cette infanterie revint une seconde fois à la charge, et ébranla à son tour tous les bataillons ennemis. A ce moment, l'artillerie russe, dirigeant son feu sur le centre de la ligne française, parvint à la rompre. Dombrowski ramena ses troupes une troisième fois à la charge, mais il essaya vainement de percer la ligne ennemie: tous ses efforts furent inutiles. Bientôt la légion polonaise, enveloppée par les troupes russes qui la débordaient de toutes parts, se forma en carré, se défendit long-temps avec tout le courage du désespoir, et fut presque anéantie. Dombrowski fut lui-même grièvement blessé. Pendant la bataille de Novi, livrée le 16 août suivant, il bloqua, avec sa division, le fort de Serravale, et occupa, au delà de la Scrivia, les postes de Stazzano et Cassano-Spinola. Les

mouvements du général autrichien le forcèrent à lever le blocus de Serravale. Un nouveau combat ayant été livré à Spinetta, la division polonaise faillit être enveloppée et rester prisonnière; mais les braves guerriers qui la composaient, secondant la valeur et les bonnes dispositions de Dombrowski, parvinrent à se faire jour à travers un ennemi très supérieur en force, et auquel ils firent environ 1000 prisonniers. De leur côté, les Polonais eurent 500 hommes tués ou blessés. Dombrowski avait, au fort de la mêlée, pris, lui seul, une pièce de canon : quelques balles traversèrent ses habits, mais sans le blesser. Il contribua, avec sa légion, à l'investissement du fort de Peschiera, au mois de décembre 1800, et commanda ensuite toutes les troupes du blocus de cette place, jusqu'au 1er janvier 1801, époque à laquelle le général Chasseloup vint prendre la direction en chef des opérations du siége de Peschiera. Dombrowski y resta toujours employé. Il fit la campagne de 1806, à la grande armée d'Allemagne, contre les Prussiens, et s'y signala dans plusieurs occasions. En 1807, Napoléon ayant promis aux députés de la haute noblesse polonaise, rassemblés à Posen, de rétablir le royaume de Pologne, cette espérance suffit pour exciter les généreux descendants des Sarmates à courir aux armes, pour seconder les vues de Napoléon, alors en guerre avec la Russie. Ce fut sous la direction du général Dombrowski, leur compatriote, que les Polonais formèrent, à cette époque, ces régiments qui par la suite rendirent de si importants services. Dès le 1er février 1807, les divisions polonaises, sous les ordres de Dombrowski, s'étaient approchées de Dantzick, et avaient pris position à Mewe, sur la rive gauche de la Vistule. Renforcé par un corps de troupes badoises, sous les ordres du général français Mesnard, Dombrowski résolut de se débarrasser, par une affaire sérieuse et décisive, des attaques continuelles faites sur lui par les troupes de la garnison de Dantzick, qui occupaient une position avantageuse à Dirschau et aux environs. En conséquence, et après avoir fait faire une reconnaissance de la position de l'ennemi, il mit toutes ses troupes en mouvement, le 23 février. Les

Prussiens sortirent de Dirschau et marchèrent à sa rencontre; mais l'attaque des Polonais fut si brusque et si impétueuse, que les ennemis furent obligés de se replier d'abord sur le faubourg, où ils se défendirent assez longtemps, sous la protection de leur artillerie, puis enfin dans la ville, que Dombrowski fit aussitôt attaquer vivement. Elle fut enlevée après un combat d'autant plus meurtier, que les Polonais et les Badois, irrités de la longue résistance de leurs adversaires, avaient refusé de leur donner quartier. Les pertes éprouvées en cette occasion par la garnison de Dantzick obligèrent le gouverneur de cette place de renoncer à en défendre au loin les approches, et à faire replier ses troupes à une moindre distance des remparts. Dombrowski continua d'être employé au siége de Dantzick, jusqu'à la prise de cette ville. Après la paix de Tilsitt, il resta en Pologne, à la tête d'un corps d'armée, et établit son quartier-général à Palen. Lors de la reprise des hostilités entre l'Autriche et la France, en 1809, le général Dombrowski commanda un corps détaché sur la Basse-Vistule, et se porta sur les frontières de la Gallicie. Du 16 au 23 mai, il attaqua l'ennemi, depuis Bromberg jusqu'à Czentochow, le repoussa en avant de la première de ces villes; mit la seconde, ainsi que la tête de pont de Thorn, à l'abri de toute entreprise, et assura ses communications avec cette dernière et importante place par le point d'Inowracklaw. En 1812, il fit la campagne de Russie, à la tête de l'une des divisions du 5ᵉ corps de la grande-armée, commandée par le prince Poniatowski. Pendant que cette armée marchait sur Moskow, le général Dombrowski fut laissé, avec sa division, à Mohilow, en Lithuanie. Il porta des détachements à Stutzk et Glusk, et s'établit, avec le reste de ses troupes, à Swislotch, afin d'observer la forteresse de Bobrnisk. Le général russe Hertel vint attaquer, au mois de septembre, la division Dombrowski, avec 12,000 hommes d'infanterie et 2000 chevaux; mais ses tentatives sur Pinsk et Glusk n'eurent que des succès insignifiants; et, bientôt après, le général russe retourna prendre sa première position à Mazir. Lors de la retraite de l'armée

française, le général Dombrowski prit des mesures pour conserver la place de Minsk et celle de Borisow. Il marcha en conséquence, le 15 novembre, avec sa division; mais, dès le même jour, le gouverneur de Minsk, qui avait promis de tenir les Russes en échec, évacua cette place, et se retira sur Borisow, avec environ 3000 hommes, abandonnant 5000 malades dans les hôpitaux, et des magasins évalués à plus de deux millions. Borisow renfermait 200,000 rations de vivres, et la conservation de cette place était par conséquent de la plus haute importance pour l'armée. Aussitôt que Dombrowski eut connu l'évacuation de Minsk, il se hâta d'accourir à Borisow, avec sa division, réduite à environ 4000 hommes, et 20 pièces de canon. Il espérait trouver sur la Bérézina le corps du maréchal duc de Reggio (Oudinot); et son désappointement fut grand, de ne l'y voir pas établi. Sur ces entrefaites, l'amiral russe Tchitchagow, commandant l'armée de Wolhynie, après s'être emparé de Minsk, marcha, le 19 novembre, sur Borisow. Le 21, à la pointe du jour, il fit attaquer la tête de pont de cette ville. Un bataillon du 95ᵉ régiment de ligne fut surpris, et poussé en désordre jusqu'à la ville. La division Dombrowski fut également attaquée, au moment où elle marchait pour soutenir le mouvement d'un bataillon wurtembergeois. Le gouverneur de Borisow ayant fait la faute de ne point réunir ses troupes, pour concerter leur mouvement avec celui de la division Dombrowski, ce dernier eut affaire à des forces très-supérieures, et se trouva alors dans une position des plus difficiles; mais il sut trouver en lui seul les ressources nécessaires pour s'en tirer, et parvint, par sa bonne contenance et ses manœuvres habiles, à se replier en bon ordre, et toujours en combattant, sur les hauteurs de Niemanitza, où il prit position, et où il fut joint par le corps du duc de Reggio. Il fut blessé au passage et à la bataille de la Bérézina, le 27 du même mois de novembre. Le général Dombrowski fit la campagne de 1813 à la grande-armée, se trouva aux différentes batailles qui eurent lieu, et particulièrement à celle de Leipsick, où il combattit avec sa valeur accoutumée. A la fin de mai

1814, après l'abdication de Napoléon, il quitta la France, avec ce qui restait de troupes polonaises au service de France, et les conduisit en Pologne. L'empereur de Russie lui conserva le grade de général de division dans l'armée du royaume de Pologne, et le nomma sénateur. Il le décora aussi des ordres de Saint-Wladimir et de Sainte-Anne. Le général Dombrowski est mort, le 6 juillet 1818, emportant dans la tombe l'estime et les regrets, non-seulement de ses compatriotes, mais encore de tous les guerriers français, ses anciens compagnons d'armes. (*Moniteur, annales du temps.*)

DOMON (Jean-Siméon, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à La Forest, près Péronne, en Picardie, le 2 mars 1774. Il entra au service comme sous-lieutenant au 4ᵉ bataillon du département de la Somme, le 6 septembre 1791. Il fit la campagne de 1792, d'abord sous le maréchal Luckner, qui attaqua la ville de Menin; puis sous le général Dumourier, en Belgique. Il obtint le grade de lieutenant, le 12 mai 1793, et celui de capitaine, le 4 juin suivant. Ce fut alors qu'il entra à l'état-major de l'armée du Nord. Il s'y trouva, en août 1794, à un combat où il eut un cheval tué sous lui. Le 22 mai de la même année, il monta le premier aux retranchements de Néchin, par le moyen d'une échelle de corde qu'il tendit lui-même; arrivé au haut de l'échelle il reçut un coup de sabre sur la main droite: ce qui ne l'empêcha point de s'élancer dans le retranchement, et de s'emparer d'une pièce de canon. Sous le fort de Saint-Michel, sur la Meuse, accompagné seulement de 4 hussards, il fit mettre bas les armes à 40 Hollandais du régiment de Nassau-Orange. Employé, en 1797, à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Hoche, le capitaine Domon se trouva au passage du Rhin, et au combat qui eut lieu en cette occasion à Neuwied: il y eut un cheval tué sous lui, en chargeant contre une redoute fraisée et palissadée. Le 24 mars, il eut encore un cheval tué sous lui, et fut blessé à la jambe gauche par un éclat d'obus. La bonne conduite et les talents militaires qu'il avait

déployés en diverses actions lui firent obtenir, le 20 mai, le grade de chef d'escadron au 5ᵉ régiment de hussards. Il quitta ce régiment, le 14 décembre 1804, pour passer, avec le même grade, dans le 3ᵉ régiment de hussards. Il fut nommé major du 7ᵉ régiment de la même arme, le 22 novembre 1806; devint colonel à la suite de ce régiment, le 7 avril 1809, et fut fait colonel du 8ᵉ régiment de hussards le 10 août suivant. Nommé général de brigade, le 10 août 1812, il devint lieutenant-général, et capitaine des gardes du roi de Naples (Joachim Murat), le 20 octobre de la même année. Au commencement de 1814, le roi de Naples, agissant contre la France, le général Domon, qui ne voulait pas porter les armes contre sa patrie, donna sa démission du service de Naples, le 21 janvier, et rentra en France, où il fut confirmé dans le grade de lieutenant-général. Il avait fait, à cette époque, toutes les campagnes, depuis 1792, en Flandre, en Hollande, en Allemagne, en Suisse, en Pologne et en Russie, et n'avait laissé échapper aucunes occasions de signaler sa bravoure et son zèle, toutes les fois qu'elles s'étaient présentées. Il devait tous ses grades à sa conduite distinguée devant l'ennemi, et s'était acquis une brillante réputation, surtout dans le commandement du 8ᵉ régiment de hussards (1). Napoléon l'avait créé officier de la Légion-d'Honneur, le 5 juillet 1807; commandant de la même Légion, le 15 octobre 1813, et baron d'empire. Il avait reçu plusieurs blessures, dont deux très-graves, l'une à la bataille d'Elchingen, le 13 octobre 1805; l'autre, à Lôwemberg, en 1813. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814. En 1815 (pendant les *cent jours*), le général

(1) En 1812, après l'affaire d'Ostrowno, où son régiment avait chargé avec avantage les hussards de la garde russe et un régiment de dragons, auxquels il enleva 8 pièces de canon, le général de division comte Bruyère demanda au colonel Domon comment il souhaitait être mentionné dans son rapport : « Mon général, répondit Domon, dites que mon régiment s'est couvert de gloire, ceux qui me connaissent devineront ma conduite. »

Domon reçut de Buonaparte le commandement d'une division de cavalerie légère, attachée au 6ᵉ corps. Il se trouva, avec cette division, à la bataille de Waterloo, le 18 juin, et fut chargé d'établir la communication entre le gros de l'armée française et le corps du comte Grouchy. Après la seconde abdication de Buonaparte et la convention de Paris, le général Domon suivit, en juillet, avec sa division, l'armée française au-delà de la Loire, et envoya sa soumission au roi, au mois d'août. En février 1819, il fut compris dans le cadre de disponibilité de l'état-major de l'armée. Par ordonnance royale, du 21 avril 1820, S. M. le nomma l'un des inspecteurs-généraux de la cavalerie. Il fut fait écuyer-cavalcadour du roi, par autre ordonnance du 26 novembre 1820, et maintenu, en janvier 1821, dans cette fonction, pour laquelle il prêta serment, entre les mains de S. M., le 3 du même mois. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DORSENNE-LE-PAIGE (N...., *comte*), *général de division*, né en Picardie, s'enrôla volontairement, en 1791, dans un des bataillons de volontaires du département du Pas-de-Calais. Il fut blessé entre Lille et Tournay dans le premier engagement que les Français eurent avec les Autrichiens, en avril 1792. Il parcourut rapidement et avec distinction tous les premier grades. Il était chef de bataillon dans la division du général Desaix, pendant l'expédition d'Égypte, en 1798. Il se trouva, en cette qualité, à la bataille des Pyramides, le 23 juillet, et s'y signala dans la défense du village de Bicktit. Il remplaça le chef de brigade Conroux dans le commandement de la place de Kéné, et donna tous ses soins à la défense de cette place. Il y fut attaqué, le 12 février 1799, par une troupe nombreuse d'Arabes d'Yambo et de Meckains; mais il l'accueillit par une vive fusillade; et, marchant ensuite sur elle en colonne serrée, il la mit dans une déroute complète. Deux à trois cents de ces Arabes, qui, en fuyant, s'étaient jetés dans un enclos de palmiers, et s'acharnaient à s'y défendre, furent tous mis à mort. Dorsenne fut blessé assez grièvement dans le combat. Il fut

fait chef de brigade de la 61ᵉ demi-brigade, et se distingua, à la tête de ce corps, dans le combat livré à Aboukir, le 8 mars 1801, par le général de division Friant, pour s'opposer au débarquement des Anglais. Il revint en France avec les débris de l'armée expéditionnaire. En janvier 1805, Napoléon le nomma major des grenadiers à pied de sa garde. Il combattit avec distinction à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805; obtint le rang de colonel dans les grenadiers à pied de la garde impériale, par décret du 18 décembre de la même année, et fut créé général de brigade, le 25 du même mois. Employé, en 1806 et 1807, à la grande-armée, il fit les campagnes contre les Prussiens et les Russes, et signala son courage et son habileté en plusieurs circonstances. Il passa à l'armée d'Espagne, en 1808, et commanda la vieille-garde pendant la campagne contre l'Autriche, en 1809. Promu au grade de général de division, il fut employé, en cette qualité, en Portugal, en 1811, et y commanda l'armée française dite du Nord. Ayant été informé qu'une armée espagnole, organisée en Galice, avait repris Astorga, le général Dorsenne résolut de marcher sur elle, et de la rejeter dans les montagnes. A cet effet, il mit ses troupes en mouvement, le 24 août. L'arrière-garde ennemie, rencontrée sur les hauteurs de San-Martin-de-Torrès, fut sabrée et mise en déroute, le 15. Poursuivant ses succès, Dorsenne entra à Astorga dès le 28, et fit occuper Villafranca, où l'on trouva une grande quantité d'armes et de munitions. Il concourut ensuite au déblocus et au ravitaillement de Ciudad-Rodrigo, par la jonction qu'il fit, à Tamanes, le 22 septembre, de son corps d'armée avec celui du duc de Raguse. Après cette expédition, le général Dorsenne porta son quartier-général d'abord à Valladolid, puis à Léon, afin d'être en mesure de soutenir le général Bonnet, qui, au mois de novembre, rentra dans les Asturies. Dorsenne retourna ensuite à Valladolid. Ayant reçu l'ordre de porter son corps d'armée dans la Vieille-Castille, la Biscaye et la Navarre, il ne voulut point commencer ses mouvements sans avoir préalablement renouvelé les approvisionnements de l'impor-

tante forteresse de Ciudad-Rodrigo, et chargea de cette opération le général Thiébaut : celui-ci s'en acquitta avec un succès qui lui fit le plus grand honneur. Rappelé en France, en 1812, le général Dorsenne vint à Paris, où il mourut le 24 juillet. Napoléon l'avait revêtu de la dignité de comte, et l'avait nommé l'un de ses chambellans. Il avait obtenu successivement la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur, et celle de grand-officier de la même Légion. (*Moniteur*, *annales du temps*.)

DOUDEAUVILLE, *voyez* D'ESTRÉES et LA ROCHEFOUCAULT.

DE LA DOUZE, *voyez* ABSAC.

DREUX (N....), *connétable de France*, souscrivit les priviléges accordés par Philippe Ier à la ville de Dizy, donnés à Mantes, en 1106. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 66; *Recueil des ordonnances de Secousse*, *tom. IV*, *pag.* 138.)

DE DREUX (Claude) (1), *comte de Nancré*, *marquis de la Fiocellière* (plus connu dans le monde sous la dénomination de *marquis de Nancré*), *lieutenant-général*, d'une autre famille que le précédent, naquit à Paris, le 14 juillet 1625. Issu d'une famille distinguée par sa noblesse, et par les services qu'elle a rendus à l'état dans l'épée et dans la magistrature (2), il commença sa carrière militaire dans le régiment des gardes-françaises, où il obtint une place d'enseigne, le 8 février 1641. Il y devint lieutenant, le 9 mars 1644; fit, en ces deux qualités, les campagnes depuis 1641 jusqu'à 1648 inclusivement, et se trouva à toutes les actions auxquelles le régiment des gardes-françaises prit part pendant ce laps de temps. La manière distinguée avec laquelle il se comporta à la bataille de Lens, où il reçut cinq blessures, et où il fut fait prisonnier, lui fit

(1) Pinard l'a, par erreur, nommé *Claude-Antoine*. Nous avons sous les yeux une pièce authentique qui constate cette erreur.

(2) La branche cadette de la maison de Dreux, connue sous le nom de Dreux-Brezé, est en possession de la pairie.

obtenir le grade de capitaine aux gardes. On lui donna, le 22 décembre 1648, la compagnie du sieur de Langlade-Comminges, tué à la même affaire, et dont il avait été le lieutenant. Le marquis de Nancré se distingua également au passage de l'Escaut, effectué en août 1649, par les troupes du roi, commandées par le comte de Harcourt; à la défaite des troupes du duc de Lorraine, près de Valenciennes, dans la même année; au siége de Sainte-Ménehould, investi le 22 octobre 1653; au siége de Montmédi, en août 1657, et à celui de Dunkerque, où il commanda un bataillon du régiment des gardes, en 1658. Il se trouva à la bataille des Dunes, le 14 juin 1658, et y commanda également un bataillon du régiment des gardes. Ce fut à sa prévoyance, et à une manœuvre habile qu'il fit, que l'on dut le gain de cette bataille. Il fut récompensé de ce service important, par le grade de maréchal-de-camp, auquel il fut promu, le 20 juillet suivant. Il fit, en cette qualité, tout le reste de la campagne de 1658, sous les ordres des maréchaux de Turenne et de la Ferté, et servit notamment au siége de Gravelines, où il commanda les deux bataillons des gardes-françaises qui se trouvaient à l'armée. Il obtint, le 20 novembre de la même année, le régiment d'infanterie qu'avait eu le marquis de Beauvau, et fut fait, le même jour, gouverneur du Quesnoy. On lui donna, le 5 mai 1669, le gouvernement des ville et château d'Ath, et il en fut fait châtelain, le 13 juillet 1670. Il fut créé lieutenant-général, en 1672, et servit, en cette qualité, dans le corps commandé par le comte de Chamilly. Le 18 août de la même année, il fut fait chef d'un corps détaché de l'armée du maréchal de Créqui, et destiné pour la Hollande. Sa commission lui donnait en même temps le pouvoir de commander cette armée en l'absence du maréchal; mais, ensuite, il fut décidé que le marquis de Nancré resterait en Flandre, avec 4000 hommes, pour observer les Espagnols, dont on se défiait. Le 28 juin suivant, il tenta de surprendre la ville de Hardembourg, près du Saz-de-Gand. Cette ville était mal gardée et mal pourvue; cependant le marquis de Nancré échoua

dans son entreprise, par la faute des guides, qui égarèrent les détachements qui devaient simultanément attaquer la place sur quatre points différents. Le roi ayant décidé que le marquis de Nancré ne s'éloignerait pas de son commandement d'Ath, à cause de l'importance de ce commandement, le nomma, le 9 novembre 1673, pour servir sous les ordres du maréchal de Bellefonds. Le marquis de Nancré mit à profit tout l'hiver, et une partie de l'année 1674, pour envoyer des partis dans toute la Flandre et le Brabant, y lever des contributions, attaquer les garnisons voisines, et les déloger des postes avantageux qu'elles occupaient dans ces contrées En juin 1675, il commandait un camp volant en Flandre. Il reçut, le 10 novembre de la même année, une commission pour lever un régiment de dragons de son nom, régiment qui fut connu depuis sous celui de Nicolas. Les motifs qui, en 1673, avaient déterminé le roi à ne pas éloigner le marquis de Nancré de son gouvernement d'Ath, existant encore en 1675, 1676, 1677 et 1678, il fut employé sous les ordres du maréchal d'Humières. Le marquis de Nancré fit, à peu près, sous ce maréchal, ce qu'il avait exécuté, en 1673, sous le maréchal de Bellefonds : il tint les ennemis dans de continuelles alarmes, leva des contributions, aida à prendre divers châteaux, à investir Saint-Guillain, Mons et Gand, et à réduire cette dernière place. Enfin, le marquis de Nancré contribua aux succès que le maréchal d'Humières obtint dans ces différentes campagnes, et donna, en toutes circonstances, des preuves non équivoques de sa capacité, de son courage et de ses talents. La paix, qui fut conclue quelque temps après à Nimègue, mit en quelque sorte fin aux travaux militaires du marquis de Nancré, sans cependant l'obliger à quitter le service. La ville d'Ath étant rentrée sous la domination du roi d'Espagne, le marquis de Nancré fut dédommagé de la perte du gouvernement de cette place par celui des ville et citadelle d'Arras (1), et le

(1) L'abbé de Nœufville, dans son *Histoire de la maison du roi*, s'est



roi y ajouta la lieutenance-générale du gouvernement de la province d'Artois, par provisions du 7 février 1679. Le marquis de Nancré mourut à Paris, le 2 avril 1689, âgé de 66 ans. Il était alors conseiller du roi en ses conseils d'état et privé, et chevalier de l'ordre de S. M. (1). (*Chronologie militaire, tom. IV, pag. 252; Histoire de la maison du roi, par l'abbé de Nœufville, tom. III, pag. 130; Gazette de France, titres originaux.*)

DE DREUX-BREZÉ (Thomas), *marquis de Dreux, lieutenant-général*, issu de la branche cadette de la même fa-

trompé, en disant que le marquis de Nancré obtint le gouvernement du Longwy, en dédommagement de celui d'Ath. C'est M. de Catinat qui fut pourvu de ce gouvernement, par provisions du 24 mai 1679. M. de Nancré avait déjà alors celui d'Arras.

(1) Le marquis de Nancré eut deux femmes : la première fut Aimée-Thérèse de Montgommery, fille du dernier descendant mâle de l'infortuné comte de Montgommery, qui eut le malheur de blesser mortellement le roi Henri II dans un tournoi, et qui fut décapité en 1574. Sa seconde femme fut Marie-Anne Bertrand de la Bezinière. Il n'eut d'enfants que de sa première femme, une fille, qui ne se maria point, et quatre fils : 1° Louis-Jacques-Aimé-Théodore de Dreux, marquis de Nancré, qui fut capitaine-colonel des Suisses de monseigneur le duc d'Orléans, régent, et ambassadeur de France en Espagne, et qui mourut sans postérité en 1719; 2° Louis-Antoine de Dreux, chevalier de Nancré, lieutenant-colonel de cavalerie, mort en 1710, sans avoir été marié; 3° Jacques de Dreux, comte de Nancré, qui d'abord fut destiné à l'état ecclésiastique et pourvu de l'abbaye de Saint-Cybard-d'Angoulême, mais qui quitta cet état et se maria avec Bonne-de-la-Géard, d'une excellente maison du Périgord : c'est de lui que sont sortis MM. de Dreux Nancré existant aujourd'hui, et qui sont : Hyacinthe-Louis-Ernest de Dreux, marquis de Nancré, lieutenant-colonel des hussards du Bas-Rhin, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et officier de la Légion-d'Honneur, et Lancelot de Dreux, vicomte de Nancré, ex lieutenant au 2° régiment des hussards de la garde royale. Le 4° fils de Claude de Nancré fut Claude-Aimé de Dreux, comte de Nancré, capitaine de carabiniers au régiment du Roi qui n'eut que deux filles de Marie-Thérèse de Montmorency Logny, sa femme, ancienne chanoinesse de Remiremont, et fille de François-Guillaume, prince de Montmorency, et de Claire-Eugénie, comtesse de Hornes.

mille que le précédent, entra dans le corps des mousquetaires, au mois de janvier 1696. Il servit, la même année, à l'armée de Flandre. Devenu sous-lieutenant au régiment des gardes, le 4 mars 1697, il se trouva à l'armée qui couvrit le siége d'Ath. Il obtint une lieutenance au même régiment, le 12 février 1698, et le régiment d'infanterie de Bourgogne, par commission du 28 avril suivant. Il fut fait grand-maître des cérémonies de France, sur la démission du marquis de Blainville, par provisions du 30 mars 1701. Il passa avec son régiment à l'armée d'Italie, soutint les troupes qui combattirent à Carpi, et reçut un coup de mousquet à la cuisse au combat de Chiari, le 1er septembre. Créé brigadier, par brevet du 29 janvier 1702, il continua d'être employé à l'armée d'Italie, par lettres du 21 février suivant. Il concourut à la victoire remportée à San-Vittoria; marcha au siége de Luzzara; combattit sous cette place; se trouva au siége de Guastalla, et à la prise de Borgo-Forte. Il contribua, en 1703, à la défaite du général Stahremberg, près de Stradella; prit part à l'attaque des retranchements de cette ville; au combat de Castelnovo-di-Bormia; au passage dans le Trentin, et à la prise de Bersello, de Nago, et d'Arco. Avec 10 compagnies de grenadiers, 100 carabiniers et 50 dragons à pied, il attaqua, le 8 septembre, la hauteur de Gaza, défendue par 200 grenadiers que commandait le lieutenant-colonel du régiment du prince Eugène. Il emporta cette position, où il fit 30 prisonniers, dont 2 officiers. Il se trouva ensuite à la défaite du général Visconti, à San-Sebastiano. Il commanda, dans cette affaire, 14 compagnies de grenadiers, à la tête desquelles il se signala. Il servit à la prise d'Asti et de Villeneuve-d'Ast, et au siége de Verceil, en 1704. Pendant ce siége, et en allant reconnaître, le 21 juin, les postes ennemis, il reçut un coup de mousquet entre la paupière et la tempe; et, malgré cette blessure, il monta la tranchée, le soir même, au siége d'Yvrée. Il repoussa, le 21 septembre, à la tête des grenadiers du régiment de Bourgogne, les ennemis qui avaient fait une sortie, et les poursuivit jusque dans le chemin couvert. Créé inspecteur

général de l'infanterie, par commission du 9 octobre, et maréchal-de-camp, par brevet du 26, il se démit alors du régiment de Bourgogne. Il marcha, comme maréchal-de-camp, au siége de Vérue, qui ne se rendit qu'au mois d'avril 1705. Il combattit à Cassano, au mois d'août suivant, et à Calcinato, au mois d'avril 1706. Il servit ensuite au siége de Turin, et se trouva à la bataille qui se donna sous cette place. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, par lettres du 20 avril 1707, il contribua à la prise des retranchements de Stolhoffen, et à toutes les expéditions que le maréchal de Villars fit en Allemagne. Il combattit à Oudenarde, en 1708, et à Malplaquet, en 1709. Employé à l'armée de Flandre, en 1710, et ayant eu ordre de se jetter dans Douay, il y contribua à la belle défense qu'y fit le comte d'Albergotti. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 2 juillet de la même année, et servit, en cette qualité, à l'armée de Flandre, en 1711. Il combattit à l'affaire de Denain, et se trouva aux siéges de Douay, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712. Il servit au siége de Landau, et à celui de Fribourg, en 1713. Il obtint le gouvernement des ville, château et pays de Loudun, par provisions du 1er janvier 1720. On lui donna le gouvernement des îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat, par autres provisions du 26 mars 1732, et la compagnie franche qui y tenait garnison, par commission du même jour. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 15 septembre 1733, il se trouva au passage du Rhin, le 12 octobre suivant, et y commanda 20 compagnies de grenadiers et 2000 fantassins. Il servit aussi au siége de Kehl. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1734, il monta plusieurs tranchées au siége de Philisbourg. Il fut encore employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735. Il commanda sur la Selz, pendant plusieurs mois, un corps de 8 bataillons et de 57 escadrons. Les préliminaires de la paix ayant été signés, le 3 octobre, le marquis de Brezé quitta le service. Il mourut à Paris, le 27 mars 1749, âgé de 72 ans. (*Chronologie militaire, t. IV, p. 677; Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE DREUX (Michel), *marquis de Brezé, lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 15 juin 1700. Il entra aux mousquetaires, le 26 décembre 1717. Il fut nommé colonel du régiment d'infanterie de Guienne, par commission du 15 mars 1718, et devint grand-maître des cérémonies de France sur la démission de son père, par provisions du 19 mai 1720. Il fut fait major-général du camp de la Moselle, sous le comte de Belle-Isle, par ordre du 2 août 1732. Il eut la même fonction à remplir au camp de la Meuse, par autre ordre du 22 mars 1733. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1734, il fut employé en cette qualité à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril; se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen; monta plusieurs tranchées au siége de Philisbourg, et commanda pendant l'hiver à Nanci, sous M. de Lutteaux, par lettres du 1er novembre. Il servit encore à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, et commanda en chef à Nanci, par commission du 3 février 1736. Il resta dans cette place jusqu'à la prise de possession de la Lorraine par le roi de Pologne, en 1737. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738, il se démit du régiment de Guienne, et obtint une place d'inspecteur-général d'infanterie, par commission du 15 mars 1741. Employé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il marcha avec la 1re division, qui partit de Sedan le 28; la conduisit en Westphalie, et commanda pendant l'hiver à Rhimberg et dépendances. Passé avec cette armée sur les frontières de la Bohême, au mois d'août 1742, il marcha avec la 2e division, et se distingua par plusieurs escarmouches dans les défilés et les gorges de la Bohême. Il resta pendant l'hiver en Bavière; rentra en France avec la 3e division de l'armée, au mois de juillet 1743, et alla commander, par ordre du 21 du même mois, à Sarre-Louis, où il résida jusqu'au mois de novembre. Employé à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Saxe, par lettres du 1er avril 1744, il remplit les fonctions de maréchal-général-des-logis de cette armée, par ordre du même jour. Il obtint le grade de lieutenant-général des

armées du roi, par pouvoir du 2 mai, et servit à couvrir les siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes. Il fut continué dans les fonctions de maréchal-général-des-logis de la même armée, par ordre du 9 juin; finit la campagne à Courtray, et alla commander à Lille, pendant l'hiver, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er avril 1745, il servit au siége de Tournay, commanda les troupes qui restèrent devant cette place, et fut chargé en chef des opérations du siége et de la garde des retranchements de la tête des ponts du haut et bas Escaut, pendant que l'armée française marchait aux ennemis pour la bataille de Fontenoy. Après la prise de Tournay, le roi lui en donna le commandement, par ordre du 24 mai: il y résida pendant le reste de la campagne et pendant l'hiver. Le maréchal de Saxe l'ayant chargé en chef de la conduite du siége de Bruxelles, au mois de février 1746, il s'en rendit maître le 20, et y fit prisonniers de guerre beaucoup d'officiers-généraux, parmi lesquels un feld-maréchal. et, en outre, 18 bataillons, 2 escadrons de cavalerie, 5 escadrons de dragons, un détachement de 200 dragons, et un de 150 hussards. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai suivant, le marquis de Brezé s'empara de la ville d'Anvers, lorsque les ennemis l'eurent abandonnée pour se retirer dans la citadelle, dont il fit aussi le siége sous les ordres de M. le comte de Clermont. Il combattit à Raucoux, le 11 octobre, et retourna dans son commandement de Tournay, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er mai 1747, il signa, le 14 juin, avec le comte de Tornaco, la convention arrêtée entre lui et cet officier ennemi, pour l'échange général des prisonniers de guerre des troupes du roi et de celles de la reine de Hongrie. Il combattit ensuite à Lawfeld, et retourna, après la campagne, commander à Tournay. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1748, il commanda la 1re division des troupes qui, sous les ordres du maréchal de Saxe, devaient investir Maëstricht. Il servit au siége de cette place, puis il retourna commander à Tournay, où il résida jusqu'au 5 février 1749, époque à la-

quelle il remit cette ville à l'impératrice. On lui donna le commandement en chef de la Flandre et du Hainaut, par ordre du 20 du même mois. Il eut le gouvernement des îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat, et la compagnie franche qui y tenait garnison, à la mort de son père, par provisions et commission du 27 mars. On lui donna aussi le gouvernement des ville, château et pays de Loudun, qui vaquait également par la mort de son père, par provisions du 22 avril. Il fut pourvu de la charge de prevôt et maître des cérémonies de l'ordre du Saint-Esprit, aussi vacante par la mort de son père, par provisions du 3 juillet. Il conserva toutes ces charges et son inspection-générale d'infanterie jusqu'à sa mort. Il commanda le camp de Mézières, par lettres du 13 juin 1753. Il remplit avec la plus grande distinction ses fonctions d'inspecteur. Il s'était appliqué d'une manière particulière à tout ce qui avait rapport au service et à la composition des troupes, et a laissé d'excellens manuscrits sur cet objet. Il mourut le 17 février 1754, dans la 54ᵉ année de son âge. (*Chronologie militaire*, tom. V, p. 297; *Gazette de France*.)

DE DREUX-BREZÉ (Joachim), *marquis de Dreux*, *lieutenant-général*, frère du précédent, fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Dreux. Il entra aux mousquetaires, le 31 décembre 1728; eut une compagnie dans le régiment de Turenne, le 10 mai 1730, et passa, avec sa compagnie, dans le régiment du commissaire-général de la cavalerie, le 20 du même mois. Il servit au siége de Kehl, en 1733; à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734, et à l'affaire de Clausen, en 1735. Devenu colonel du régiment d'infanterie de Guienne, par commission du 16 avril 1738; il le commanda à l'armée de Westphalie, en 1741, et sur les frontières de Bohême et de Bavière, en 1742 et 1743. Nommé colonel-lieutenant du régiment royal de la marine, par commission du 26 mai 1745; il se démit du régiment de Guienne, et alla joindre son nouveau régiment, à l'armée de Flandre, où il servit aux siéges des villes et citadelles de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et

d'Ath. Il fut déclaré, au mois de novembre de la même année, brigadier, dont le brevet lui avait été expédié dès le 1er mai précédent, et se trouva au siége de Bruxelles, au mois de février 1746. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai suivant; il combattit à Raucoux, le 11 octobre; il reçut une blessure à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet 1747, et servit au siége de Maëstricht, en 1748. Déclaré, au mois de décembre, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié le 10 mai précédent, il se démit du régiment royal-la-marine. Il fut employé comme maréchal-de-camp, au camp de Mézières, sous le marquis de Brezé, son frère, par lettres du 13 juin 1753. Il obtint, par retenue du 10 mars 1754, la charge de grand-maître des cérémonies de France, vacante par la mort de son frère. Il prit le nom de marquis de Dreux, le 27 mai 1755, en se mariant. Employé comme maréchal-de-camp, sur les côtes d'Aunis, par lettres du 31 décembre 1745; il eut la permission de revenir, le 23 novembre 1756. Employé à l'armée d'Allemagne, le 1er mars 1757; il s'empara dé Paderborn, au mois de juin; combattit à Hastembeck, au mois de juillet, et rentra en France, après la capitulation de Closterseveru. Employé à la même armée, par lettres du 16 mars 1758, il se trouva à la bataille de Crewelt, et se distingua d'une manière toute particulière, à l'attaque d'Herberen, sous les ordres du marquis de Poyanne. Il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 17 décembre 1759. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. V, pag. 652; Gazette de France.*)

DE DREUX-BREZÉ (Henri-Évrard, *marquis*), *pair de France et maréchal-de-camp*, de la même famille que le précédent, entra au service, en 1781. Il occupait, dès 1789, la charge de grand-maître des cérémonies de France, et il en remplit les fonctions, dans les différentes séances royales qui eurent lieu jusqu'à l'ouverture des états-généraux. S'étant rendu dans une terre qu'il possédait dans le Maine, il y fut arrêté par ordre de la municipalité. Il obtint sa mise en liberté, par une décision de l'assemblée natio-

nale. Depuis cette époque, le marquis de Dreux Brezé vécut dans la retraite. Il a repris ses fonctions de grand-maître des cérémonies, auprès de S. M. Louis XVIII, en mai 1814. Il a été créé pair de France, le 17 août 1815, et promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1816. Il est un des fondateurs de la société pour l'amélioration des prisons. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DROUOT (Antoine, *comte*), *lieutenant-général d'artillerie*, naquit à Nanci, le 11 janvier 1774. Il était à peine âgé de 16 ans, lorsqu'il se rendit à Châlons-sur-Marne, pour subir son examen, avant d'entrer à l'école d'artillerie de Metz. Il surprit tellement M. de Laplace, examinateur, par ses réponses et son instruction, qu'il fut sur-le-champ nommé officier d'artillerie. Il se distingua bientôt dans cette arme, par ses talents; fit toutes les campagnes de la révolution; passa en Égypte avec l'armée expéditionnaire d'Orient, et servit, à son retour en France, dans l'artillerie à pied de la garde impériale, où il occupait, en 1809, le grade de major. Promu, quelque temps après, à celui de général de brigade, il se trouva, en cette qualité, aux grandes affaires qui eurent lieu, et notamment à la bataille de Wagram, cette même année, et à celle de la Moskowa, le 7 septembre 1812. Partout il montra, par sa conduite, un officier supérieur de la plus grande distinction, et se fit surtout remarquer par son sang-froid et la justesse de son coup d'œil. Nommé, le 7 mars 1813, aide-de-camp de Napoléon, il fit la campagne de Saxe, à la grande-armée. Le 1er mai, il décida le succès remporté par la division Gérard, au défilé de Pégau, en soutenant le mouvement de cette division avec 12 pièces d'artillerie de la garde. Il rendit les plus éminents services, le 2, à la bataille de Lutzen, en écrasant, avec 80 pièces de canon réunies en une seule batterie, les rangs des Prussiens (1). Le feu é-

(1) Cette batterie de 80 pièces de canons, réunie par le général Drouot, d'après les ordres de Buonaparte, fut dirigée par ce général et par les généraux d'artillerie Dulauloy et Devaux.

pouvantable que fit cette batterie obligea l'ennemi de fléchir, et mit les bataillons de la jeune garde dans le cas d'enlever, sans coup férir, le village de Kaïa. Drouot seconda heureusement les dispositions du général Dulauloy, le 9 du même mois, en démontant une nombreuse artillerie ennemie, qui s'opposait à l'établissement d'un pont sur l'Elbe, près de Dresde. Il contribua également au succès de la bataille de Bautzen, les 20 et 21 mai, en dirigeant, de concert avec le général Dulauloy, une batterie de 60 pièces d'artillerie, qui coupa à l'ennemi le chemin de Wurschen à Bautzen. Nommé général de division, le 3 septembre 1813, il se trouva à la bataille de Wachau, le 16 octobre suivant; y dirigea une batterie de 130 pièces de canon, sur le centre du village de ce nom, et força l'ennemi de s'en éloigner. Pendant l'action, une masse considérable de cavalerie ennemie marcha pour attaquer cette batterie; mais le général Drouot ayant fait ranger en carré toutes ses pièces, qu'il avait, par précaution, fait charger à mitraille, les canonniers tirèrent avec tant d'agillité et de précision, qu'en un instant l'ennemi fut repoussé. A la bataille de Hanau, le 30 octobre, le général Drouot signala de nouveau son activité et son intrépide sang-froid, en débouchant sur l'ennemi avec 50 pièces de canon. Il fit la campagne de France, en 1814; se distingua particulièrement aux combats de Nangis et de Vauchamp, et mit le comble à sa gloire en franchissant, le 7 mars, le ravin de Vaucler, avec deux batteries, pour secourir une division du corps du maréchal Ney, qui courait risque d'être écrasée par une colonne russe: cette manœuvre eut le plus heureux résultat. Napoléon ayant abdiqué, le général Drouot le suivit à l'île d'Elbe. Il fut fait gouverneur de cette île, assignée comme résidence à l'ex-empereur, et s'y livra de nouveau à l'étude. Il revint en France, en mars 1815, avec Buonaparte (1), qui le créa pair de France, le

(1) On dit que Drouot répondit à Napoléon, qui lui demandait avant

2 juin suivant. Il accompagna Napoléon dans la courte campagne de cette époque, et combattit avec sa valeur accoutumée à la bataille de Waterloo. Après la seconde abdication de Napoléon, la chambre des pairs le nomma membre de la commission chargée de concerter, avec la chambre des représentants et les ministres, les mesures à prendre dans les circonstances. Les alliés s'approchant de Paris, il fut placé à la tête de la garde impériale, et concourut aux moyens de défense de la capitale. Lorsque la capitulation de Paris, signée le 3 juillet, fut connue de l'armée, elle y excita des mouvements tumultueux, dont les suites pouvaient être dangereuses; mais la garde cédant à l'ascendant qu'exerçaient sur elles ses généraux, parmi lesquels se trouvait le général Drouot, donna, la première, l'exemple de la résignation, et l'ordre se rétablit. Drouot conserva le commandement en chef de l'ex-garde impériale jusqu'au licenciement de *l'armée de la Loire*. Après la seconde rentrée du roi, le général Drouot fut compris dans la première catégorie de l'ordonnance du 24 juillet, et dut par conséquent être arrêté et traduit devant un conseil de guerre. Il se constitua volontairement prisonnier, et sollicita sa mise en jugement. Le 1er conseil de guerre de la 1re division militaire (Paris) l'acquitta, dans sa séance du 6 avril 1816, des accusations portées contre lui, et ordonna qu'il fût rendu à la liberté et à ses fonctions. Il se retira alors à Nanci, sa ville natale. En 1818, S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême, passant à Nanci, fit demander le général Drouot, l'accueillit avec bonté, et l'admit à sa table. Le général Drouot est compris dans le tableau des lieutenants-généraux disponibles. Il est grand-officier de la Légion-d'Honneur. (*Moniteur, annales du temps.*)

---

de quitter l'île d'Elbe, s'il savait où il allait : « Non, sire, et je ne veux » pas le savoir; car, si j'en étais informé, peut-être ne vous suivrais-je » pas. »

DRUMMOND-DE-PERTH (Louis, *comte*), *lieutenant-général*, fut d'abord nommé capitaine-réformé au régiment irlandais de Berwick, le 23 janvier 1734. Il se trouva, la même année, à l'attaque des lignes d'Ettlingen et au siége de Philisbourg. Il combattit à l'affaire de Clausen, en 1735, et fut pourvu, le 11 janvier 1738, d'une compagnie qu'il commanda en Flandre pendant la campagne de 1742, et à la bataille de Dettingen, en 1743. Il obtint, le 19 mai 1744, une commission pour tenir rang de colonel d'infanterie; servit aux siéges de Menin et d'Ypres, aux mois de mai et juin de la même année; passa, en juillet, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, et fit la campagne au camp de Courtrai. Il passa à une compagnie dans le régiment Royal-Écossais, le 30 mars 1745, en quittant celle qu'il avait dans le régiment de Berwick; la commanda à la bataille de Fontenoy, et aux siéges des ville et citadelle de Tournay. Devenu lieutenant-colonel de son régiment, le 15 juin de la même année, il servit aux siéges d'Oudenarde, de Gand, d'Ostende et de Nieuport. Il passa en Prusse, avec son régiment, sur la fin de 1745, et y servit en 1746 et 1747. Il fut fait colonel-lieutenant de son régiment, le 8 novembre 1747; le commanda au siége de Maëstricht, en 1748, et obtint le grade de brigadier, le 10 mai. Il servit, avec son régiment, au camp d'Almeries-sur-Sambre, en 1753; au camp de Calais, en 1756; en Flandre, en 1757, 1758 et 1759, et à l'armée d'Allemagne, en 1760. Il se distingua particulièrement, le 14 février 1761, à la défense de Marbourg, où il commandait les 4 bataillons des régimens de Bulkeley, Clare, Dillon et Roth. Attaqué trois fois de suite à la barrière de la ville, il combattit avec la plus grande valeur; repoussa toutes les attaques des ennemis, et le culbuta complétement à la troisième. Le général Brettemback, qui commandait ces attaques, y fut tué, ainsi que son major, son aide-de-camp et sept autres officiers de son état-major. Le comte de Drummond s'empara, en cette occasion, de 3 pièces de canon. Cette action brillante obligea les ennemis de lever le siége de Marbourg. Le comte de Drummond fut créé maréchal-de-camp, le 20

du même mois de février 1761. Il se trouva à l'affaire de Fillingshausen, le 15 juillet, et commanda les troupes qui emportèrent le village et la redoute de Scheydingen, le 16 au matin. Il possédait encore le régiment Royal-Écossais, lorsque ce régiment fut réformé et incorporé dans les régimens irlandais, par ordonnance du 21 décembre 1762. Il Il fut élevé au grade de lieutenant-général, le 1er mars 1780, et créé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1787. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 405.)

DRUMMOND (Louis), *comte de Melfort, maréchal-de-camp*, parent du précédent, naquit le 1er novembre 1722. Il entra au service comme cornette, au régiment de cavalerie de Gesvres, le 15 avril 1735; fit la campagne de cette année, sur le Rhin, et se trouva à l'affaire de Clausen. Devenu capitaine au régiment Royal-Piémont, le 7 novembre 1739; il commanda sa compagnie à l'armée de Westphalie, sur les frontières de Bohême, au secours de Braunau, au ravitaillement d'Égra, à la défense de plusieurs postes de la Bavière, et sur le Rhin, en 1741, 1742 et 1743. Il le commanda aussi à la conquête du comté de Nice; au siége de Demont, à celui de Coni, et à la bataille de la Madona-del-Ulmo, en 1744. Nommé colonel du régiment d'infanterie de la Marche, par commission du 26 mai 1745; il le commanda pendant la campagne de cette année, d'abord à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du prince de Conti, puis à la marche de Maubeuge sur Herenthals, en Brabant, sous les ordres du comte d'Estrées, et enfin, aux siéges de Mons, de Charleroy et de Namur. Il combattit avec son régiment, à Raucoux, en 1746. Il fut fait mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie d'Orléans, en se démettant de celui de la Marche, le 3 mars 1747. Il commanda son nouveau régiment, à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet suivant, et au siége de Maëstricht, en 1748. Il se démit du régiment d'Orléans, au mois d'avril 1752, et fut entretenu, par ordre du 10 du même mois, colonel réformé, à la suite du régiment Royal-Écossais, avec lequel il

servit au camp de la Sambre, en 1755, et au camp de Calais, en 1756. Devenu aide-maréchal-général-des-logis de l'armée d'Allemagne, par ordre du 15 juin 1757; il se trouva à la bataille d'Hastembech, à la prise de Minden et du Hanovre, au camp de Clostersevern, et à la marche sur Zell. Il obtint le grade de brigadier, par brevet du 1er mai 1758, et combattit à Crewelt, le 23 juin. Il eut, le 24 février 1759, un ordre pour commander une brigade de troupes légères, composée des volontaires de Flandre et de Hainaut, des volontaires étrangers, et des volontaires liégeois. Employé comme brigadier, à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai 1759, il couvrit, avec sa brigade, la marche de l'armée; dissipa les ennemis qui occupaient Borck, de l'autre côté de la rivière de Lippe, et s'empara de cette ville, le 29 juin. Il combattit à Minden, le 1er août, et enleva, au mois de septembre, un détachement de dragons hanovriens, à Mardorff, près de Hombourg-sur-l'Ohm. Il attaqua, le 27 octobre, un détachement ennemi, barraqué à Nordecken et dans les environs, le surprit, le dispersa, et fit prisonniers 30 dragons et 20 hussards. Nommé colonel de la légion-royale, par commission du 16 mai 1760, il la commanda aux batailles de Corbach et de Warbourg. Il se distingua particulièrement, sous les ordres du comte de Stainville, le 13 septembre, à Radern, où le corps du général Bulow fut battu et dispersé entièrement, après avoir perdu son canon et ses munitions. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1761, il se démit de la légion-royale. Il fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 8 avril 1761; se distingua à l'attaque de Verle, sous les ordres du marquis de Voyer, et soutint, pendant la même campagne, les troupes qui s'emparèrent d'Osnabruch. Il avait été nommé, par commission du 27 mars de la même année, l'un des deux inspecteurs-généraux des troupes légères. Employé à l'armée d'Allemagne, en 1762, il remporta un avantage sur les ennemis, du côté de Holstmar, le 4 juillet. Il se comporta avec distinction, à l'affaire du 30 août, près de Friedberg. Il fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire

de Saint-Louis, le 25 août 1779. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. VII, p.* 468; *Gazette de France.*)

DRUMMOND (Louis-Pierre-Mil-Colombe), *duc de Melfort, maréchal de-camp*, de la même famille que les précédents, naquit à Paris, le 1er février 1760. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1784, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il a émigré pendant la révolution. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de maréchal-de-camp, après 22 ans de service. (*Etats militaires.*)

DUBRETON (Jean-Louis, *baron*), *pair de France et lieutenant-général*, naquit à Ploermel en Bretagne, le 18 janvier 1773. Il entra au service dans le bataillon auxiliaire des colonies, le 1er mars 1790, et fut fait lieutenant des gardes-côtes, le 12 avril suivant. Il passa sous-lieutenant au 1er bataillon du 78e régiment d'infanterie de ligne (ci-devant Penthièvre), le 15 septembre 1791; y fut fait lieutenant, le 1er octobre suivant, et passa adjudant-major avec rang de capitaine, le 15 mars 1793. Il devint capitaine de grenadiers au 2e bataillon de la 143e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 23 septembre 1795. Il fit les campagnes de 1792, 1793, 1794, 1795 et 1796, aux armées du Nord et de la Vendée. Il passa avec son grade de capitaine dans le 1er bataillon de la 52e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 5 octobre 1796, et fit, avec ce corps, les campagnes de 1797, 1798, 1799 et 1800, d'abord à l'armée du Morbihan, puis à celle d'Italie. Il fut blessé au côté droit au passage du Mincio, le 26 décembre 1800, en combattant contre les Autrichiens. Les consuls de la république française récompensèrent les services rendus par le capitaine Dubreton, en le nommant chef de bataillon de la 11e demi-brigade d'infanterie légère, le 19 septembre 1801. Il fit, avec son bâtaillon, partie de l'armée envoyée à Saint-Domingue, en 1802, sous les ordres du général Leclerc; fut blessé d'un coup de feu à la main gauche, le 17 novembre, et obtint,

du général en chef Rochambeau, le grade de chef de brigade de la 11ᵉ demi-brigade, le 17 mars 1803. Il fut fait prisonnier de guerre par les Anglais, lors de l'évacuation du Cap, le 4 décembre suivant. Ayant recouvré sa liberté, il rentra en France, où il avait été nommé, le 26 mars 1805, colonel de la 5ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, pour prendre rang du 17 du même mois : cette dernière date coïncidait avec sa nomination de chef de brigade de la 11ᵉ demi-brigade légère. Il passa au 5ᵉ régiment d'infanterie légère (ci-devant 5ᵉ demi-brigade), le 18 octobre 1804. Il commanda ce régiment avec beaucoup de distinction, en Hollande et à la grande-armée d'Allemagne, jusqu'au 6 août 1811, époque à laquelle il fut promu au grade de général de brigade. Employé en cette qualité, et la même année, à l'armée d'Espagne ; il rassembla, à Torre-la-Vega, une colonne avec laquelle il marcha contre les guérillas qui inquiétaient la province de Sant-Ander. Il les chassa, le 6 novembre, de Cabezon. Le 7 au matin, les généraux espagnols, Porlier et Mendizabal, ayant réuni leurs forces, vinrent attaquer le général Dubreton à Sidias, et furent d'abord repoussés. Il recommencèrent le combat dans la soirée avec une nouvelle fureur ; mais le général Dubreton, ayant fait former ses grenadiers et ses voltigeurs en colonne, marcha à la baïonnette sur les assaillants, les culbuta et les mit dans une déroute complète : 500 hommes tués ou blessés et un bon nombre de prisonniers espagnols restèrent sur le champ de bataille. Porlier (dit *le Marquesito*) fut obligé de se retirer derrière la Deba, et Mendizabal dans les montagnes de Potès. Dubreton avait reçu le titre de baron d'empire en récompense de ses services. En 1812, il commandait la garnison de Burgos. Au mois de septembre, il fut assiégé dans le fort de cette ville; mais il y fit une brillante et vigoureuse résistance jusqu'au 22 octobre, époque à laquelle l'armée assiégeante se retira, après avoir éprouvé des pertes considérables. En rendant compte de la défense de Burgos, le général Caffarelli, qui commandait l'armée du Nord, en Espagne, manda au ministre de la guerre que le général Dubreton avait donné, dans sa défense de Bur-

gos, des preuves d'un grand dévouement, et demanda en même temps une récompense honorable pour ce brave officier (1). Napoléon accueillit cette proposition, et créa le baron Dubreton, général de division, par décret du 23 décembre de la même année. Employé en cette qualité à la grande-armée d'Allemagne, en 1813, le général Dubreton y eut le commandement de la 1re division du 2e corps, et y prit part aux différentes actions auxquelles ce corps se trouva. Il se distingua particulièrement, le 30 octobre, à la bataille de Hanau, où, avec une brigade de 2000 tirailleurs du 2e corps, il parvint à contenir l'ennemi sur lequel il fit des charges brillantes. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, le baron Dubreton fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par ordre du 8 juillet. On lui donna, le 19 novembre de la même année, le commandement supérieur de la place de Valenciennes. En 1815, après le second retour des Bourbons en France, S. M. Louis XVIII le nomma, le 21 juillet, commandant de la 5e division militaire (Strasbourg). Il passa au commandement de la 13e division militaire, le 1er septembre 1817, et fut remplacé dans la 5e division militaire, le 23 octobre de la même année. Le baron Dubreton a obtenu de S. M. la croix de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. Il avait été créé officier de la Légion-d'Honneur sous le gouvernement de Buonaparte. Il a été créé pair de France, le 5 mars 1819. Il a été remplacé, en 1821, dans le commandement de la 5e division militaire, par le général du Coetlosquet. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DUCASSE (Jacques-Nicolas, *baron*), né le 24 juillet 1771, fut nommé *maréchal-de-camp*, le 3 mars 1814. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet de la même année, et lui accorda le grade de commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Hon-

(1) Moniteur.

neur, le 9 novembre suivant. Il a commandé le département de la Nièvre (21ᵉ division militaire), en 1815, 1816 et 1817. Depuis 1819, il commande le département de la Somme (15ᵉ division militaire.) (*Moniteur, états militaires.*)

DUCHAMP-DE-LA-GENESTE (Raymond), *maréchal-de-camp*, naquit à Beaulieu, en Limosin, le 4 août 1720. Il entra au service, au mois de novembre 1735, comme volontaire dans le corps royal d'artillerie, y devint cadet en pied, le 26 janvier 1736, et sous-lieutenant, le 18 janvier 1740. Il fit, en cette dernière qualité, les campagnes de 1741, 1742 et 1743, en Bavière et en Bohême. Il s'y trouva à la prise, puis à la défense, et ensuite à la retraite de Prague. Il servit au siége de Fribourg, en 1744, et y fut grièvement blessé d'un coup de feu à l'épaule gauche, au mois d'octobre. Nommé lieutenant en second, le 24 mai 1745, il se trouva, la même année, aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde et de Dendermonde; combattit à Fontenoy, le 11 mai, et fut fait sous-aide-major de son bataillon, le 1ᵉʳ juillet suivant. Il servit aux siéges de Bruxelles, de Mons, de Charleroi, de Namur et de ses châteaux, et combattit à Raucoux, en 1746. Il se trouva à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet 1747, et devint premier lieutenant, le 1ᵉʳ août suivant. Il fut employé au siége de Maëstricht, en 1748. Il obtint le grade d'aide-major de son bataillon, le 10 mai de cette même année, et devint capitaine en second, le 9 décembre 1751. On le fit aide-major du bataillon de Souci, le 24 février 1753; chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 4 juillet 1758, et capitaine en premier, le 1ᵉʳ janvier 1759. Il fut envoyé, en cette dernière année, dans l'île de Corse; et, étant rentré en France, il fut placé en résidence dans la citadelle de Strasbourg, le 23 mai 1761. Créé major, avec rang de lieutenant de vaisseau, à la formation de la brigade d'artillerie attachée au service de la marine, le 15 janvier 1762, il conserva cet emploi jusqu'au 1ᵉʳ mai 1764, époque à laquelle la brigade fut supprimée. Il reprit alors son rang de capitaine en premier dans la brigade de terre de d'In-

villiers, où il eut une compagnie, le 24 mai 1764. Il obtint la majorité du régiment de Besançon, lors de sa création, le 15 octobre 1765; fut fait gouverneur de la ville de Beaulieu, en Bas-Limosin, le 25 mars 1767, et eut une commission de lieutenant-colonel, le 10 septembre 1769. Il devint colonel titulaire, le 23 janvier 1771, et eut en même temps la place de sous-directeur d'artillerie à Aire. Il passa, avec ces mêmes grades, à Douai, le 28 mars suivant; puis à Marseille, le 22 août 1772. Il obtint le grade de colonel d'artillerie, le 6 novembre 1779, et celui de brigadier, le 5 mars 1781. Il passa à la direction d'artillerie de Nantes, le 31 octobre 1782; à celle de Caen, le 4 juillet 1784, et enfin à celle de Perpignan, le 25 mars 1785. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788, et mourut à Beaulieu, le 10 avril 1789, emportant l'estime de ses compagnons d'armes et celle de tous les gens de bien (1). (*Etats militaires*, *annales du temps*.)

DUFOUR (François-Bertrand, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Souillac, en Quercy, le 25 janvier 1765. Il entra au service, en 1792, dans le 2e bataillon du Lot, où il fut nommé lieutenant. Il y devint adjudant-major-capitaine, en 1793, et fut fait chef de ce même bataillon, en mars 1794. Employé, la même année, à l'armée de la Moselle, sous les ordres du général Ambert, il se trouva à l'affaire de Kayserslautern. Pendant cette action, le 2e ba-

(1) M. Duchamp de la Geneste a laissé un fils (Raymond-Noël), né le 24 décembre 1768, et qui, après avoir passé par les divers grades jusqu'à celui de capitaine d'artillerie, émigra, en 1791, et fit les campagnes d'Allemagne à l'armée des princes. Étant passé à Malte, en 1794, le grand-maître de l'ordre de Malte lui accorda le grade de capitaine dans les corps des mineurs et sapeurs de la religion. Il y servit avec zèle et distinction jusqu'à la prise de Malte par les Français, en 1798. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, M. de la Geneste fils entra dans la compagnie écossaise des gardes-du-corps du roi, et fut créé chevalier de Saint-Louis le 12 novembre. Il passa chef d'escadron, le 1er novembre 1815, et fut admis, le même jour, à la pension de retraite. Il s'est retiré à Beaulieu, sa ville natale.

taillon du Lot fut porté sur le Kaiserberg, en avant de la ville, pour soutenir les troupes qui occupaient le plateau de Morlautern. Une colonne de 2000 hommes de cavalerie prussienne vint charger deux fois ce bataillon, mais sans pouvoir l'entamer : c'était la première affaire de la guerre de la révolution où les troupes de nouvelle levée eussent résisté avec avantage, en rase campagne, à une charge de la cavalerie ennemie. Les troupes françaises, que le 2ᵉ bataillon du Lot devait protéger, ayant cependant été obligées d'évacuer le plateau de Morlautern, Dufour fit retirer sa troupe en bon ordre. A la descente du Kaiserberg, les conducteurs d'une pièce d'artillerie, du calibre de 4, se laissant emporter par la rapidité de la pente, tombèrent, avec la pièce de canon, au bas de la chaussée qui conduit à la porte de Kayserslautern. Aussitôt Dufour fait faire volte-face à sa troupe, arrête l'ennemi, et combat, sous un feu des plus meurtriers, jusqu'à ce que la pièce de canon fût remontée à bras sur la chaussée (1). Le général Ambert, témoin de la conduise valeureuse tenue dans cette journée par le chef de bataillon Dufour, demanda pour cet officier le grade de général de brigade. Dufour refusa ce grade, pour n'être point obligé de se séparer de ses braves compagnons d'armes, qui avaient placé en lui toute leur confiance, et venaient de lui en donner un grand témoignage par la manière dont ils avaient secondé ses dispositions à la journée de Kayserslautern (2). Au mois d'août suivant, le

(1) Sur ces entrefaites, un détachement de 50 hommes, commandés par le lieutenant Constanti, surpris dans Kayserslautern par un régiment de cavalerie prussienne, s'empara de la maison de ville, et obtint d'en sortir sans condition. Arrivé à la sortie de la ville, Constanti s'empare de la porte, s'oppose avec succès au débouché de l'ennemi, facilite par ce moyen le mouvement de retraite des troupes françaises, et les met dans le cas de recommencer un nouveau combat, où la division Ambert lutta glorieusement contre toute l'armée prussienne, commandée par le général Mollendorff.

(2) Tous les détails que nous venons de donner sur le général Dufour sont tirés d'une lettre du lieutenant-général Ambert, que nous avons sous les yeux, et dans laquelle le baron Dufour est qualifié de : « L'un des » meilleurs officiers de l'armée française. »

chef de bataillon Dufour emporta, à la baïonnette, et à la tête de sa troupe, le pont et le village de Wasserbilich, sur la Sarre, prit une pièce de canon, et fit un grand nombre de prisonniers autrichiens du régiment de Bender. Après cette affaire, l'armée française occupa Trèves. Dufour prit part, avec son bataillon, à toutes les affaires qui eurent lieu pendant la marche du corps de droite de l'armée de la Moselle sur Mayence, et fit ensuite partie de l'armée d'observation devant cette place. Nommé, le 19 juin 1795, chef de la 108ᵉ demi-brigrade d'infanterie de ligne (qui devint plus tard 22ᵉ régiment de ligne), il fit, successivement, avec ce corps, les campagnes de 1795, 1797, 1798, 1799 et 1800, aux armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse et du Nord. Employé, en 1801, à l'armée gallo-batave, il fut chargé d'enlever, avec son régiment, la tête de pont d'Aschaffembourg. Il remplit cette mission, le 24 novembre, en culbutant l'ennemi dans cette forte position, et en le forçant d'abandonner la ville dans le plus grand désordre. Le général en chef Augereau donna au chef de brigade Dufour des témoignages publics de sa satisfaction pour cette affaire, et lui confia le commandement de l'avant-garde de l'armée gallo-batave. A la tête de cette avant-garde, Dufour s'empara successivement de Wurtzbourg, de Bamberg et de Forckheim. La paix ayant été faite avec l'Autriche, Dufour fut envoyé, avec son régiment, à Nantes, pour faire partie de l'armée des côtes de l'Océan. En 1803, il eut ordre de se rendre à Flessingue, d'où il s'embarqua bientôt après, avec une partie de son régiment, à bord de la flotille hollandaise, commandée par l'amiral Werhuel : cette flotille arriva, sans perte, et malgré les efforts des Anglais, dans le port d'Ostende. En mai 1804, Dufour fut créé membre de la Légion-d'Honneur, et peu de temps après, il fut fait officier de cette même Légion. Il fit, à la tête de son régiment (21ᵉ de ligne), qui venait d'être porté à 4 bataillons, la campagne d'Autriche, dans la division du général Gudin, et ce général lui confia différentes missions pour couvrir la marche de l'armée dans les gorges du Tyrol. Il fut nommé commandant de la place de Pres-

bourg (capitale de la Bohême), le 27 novembre 1805. Rappelé, dans la même année, au service actif de l'armée, il participa aux succès de la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre, et y mérita d'être promu au grade de général de brigade, le 24 du même mois. Employé, en cette qualité, d'abord dans le 3ᵉ corps d'armée, il passa, le 2 août 1806, dans la division du général Legrand, faisant partie du 4ᵉ corps. Il reçut ordre, le 1ᵉʳ octobre suivant, de se rendre à Braunau. Les fortifications de cette place, dont la possession était fort importante, avaient été entièrement détruites; mais le général Dufour seconda avec tant d'ardeur le zèle et l'activité du général Merle, qu'en moins de six semaines Braunau devint une place plus forte qu'elle ne l'avait jamais été. En mars 1807, le général Dufour fut appelé au quartier-général de la grande-armée; et, dès le 22 du même mois, il fut employé devant Dantzick. Le mémorable siége de cette place, par le maréchal Lefebvre, fut d'autant plus fatigant pour le général Dufour, que pendant toute sa durée il se trouva l'un des deux seuls généraux de brigade qui y fissent le service. Il était de tranchée lors du couronnement des glacis, et l'opération allait être terminée, lorsque l'officier de génie, de service en ce moment, vint le prévenir que l'ennemi s'avançait sous les travaux des assiégeants par une mine qui dans peu d'instants serait terminée. Le péril était imminent. Le général Dufour ordonna sur-le-champ à une compagnie de grenadiers de franchir les palissades, et de se saisir de tout ce qu'ils trouveraient dans la mine. L'ordre fut exécuté avec cette intrépité qui caractérise le soldat français; et, malgré l'opposition des ennemis, leurs sapeurs furent pris, et le couronnement des glacis fut achevé. Après la reddition de Dantzick, le général Dufour fut employé au siége de Graudentz. La paix ayant été faite avec les Russes et les Prussiens, il eut ordre d'aller au siége de Stralsund. Les Suédois évacuèrent bientôt après cette ville, et se retirèrent dans l'île de Rugen, qu'ils abandonnèrent également, et dont le général Dufour fut chargé de prendre possession. Le 3 décembre 1807, ce général fut envoyé à l'armée d'Es-

pagne, au corps commandé par le maréchal Moncey, qu'il joignit à Burgos : il y fut employé dans la division du général Gobert. Il fut créé baron d'empire, le 19 mars 1808. Il commandait une brigade de la division Vedel, à la bataille de Baylen, le 19 juillet, et s'y distingua. Ayant été compris dans la capitulation faite par le général Dupont il fut conduit prisonnier de guerre dans l'île de Minorque, et de là en Angleterre. Il ne rentra en France qu'en 1814, après la restauration du trône des Bourbons. Sa Majesté Louis XVIII le créa commandeur de la Légion-d'Honneur, le 27 décembre de la même année, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 janvier 1815. Au mois d'avril suivant, Napoléon Buonaparte, qui avait fait, en mars précédent, une invasion en France, l'employa dans le 3e corps d'armée commandé par le général Vandamme. Le baron Dufour se trouva avec ce corps à la bataille de Fleurus, et à la prise de Wavres. Au combat de Namur, il fut chargé de défendre l'entrée de cette ville, pour faciliter la retraite du 3e corps d'armée, qui parvint à arriver jusqu'à Paris, sans presque avoir éprouvé de pertes. Il suivit ce corps à *l'armée de la Loire*. La division dont on lui avait alors confié le commandement ayant eu l'ordre de se rendre dans le département du Lot, le général Dufour maintint parmi ses troupes une discipline qui ajouta à l'estime que ses concitoyens avaient déjà pour lui. Une ordonnance, du 22 juillet 1818, plaça le général Dufour dans la classe des maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DUGOMMIER, *voyez* COQUILLE.

DUGUESCLIN, *voyez* DU GUESCLIN.

DUHESME (Guillaume-Philibert, *comte*), *général de division*, naquit à Bourgneuf, en Bourgogne, en 1760. Il fit de très-bonnes études au collége de Dijon; et, s'étant livré avec passion à la lecture de Plutarque et de l'histoire romaine, il se sentait une vocation irrésistible pour la carrière militaire, lorsque la révolution française éclata en

1789. A la formation des gardes nationales, il fut nommé, par ses concitoyens, commandant de celle de son canton; et, tout en l'animant du feu de son courage, il sut la contenir et la faire servir à préserver les terres des grands propriétaires, des premiers excès qui se commettaient alors. En 1791, à la création des compagnies franches, Duhesme équipa 200 soldats à ses frais, et les réunit à un bataillon, dont le général en chef, Dumouriez, le nomma lieutenant-colonel. Dans ce temps, le commandement des soldats était devenu difficile à remplir; mais Duhesme, actif, présent à tout, acquit le droit d'être sévère envers ses subordonnés, en n'exigeant d'eux que ce qu'il faisait lui-même. Cette conduite pleine de fermeté lui valut l'estime du général Lamarlière, sous les ordres duquel il servait, et qui lui confia le commandement de Ruremonde, pendant que l'armée française passait la Meuse. Duhesme sut conserver alors le poste de Herestalt, qui assurait nos communications avec la Hollande. Il fit, vers ce temps, ses premières courses de partisan, et apprit ce métier propre à former un bon général. Après la bataille de Nerwinde, perdue par les Français, le 16 mars 1793, Duhesme fut chargé de brûler un pont sur la Loo, et exécuta cette dangereuse mission avec un plein succès, en présence d'une colonne ennemie. Il passa ensuite l'Escaut, à Anvers. Là, il vit les soldats français, découragés, battre en retraite, et se livrer à des excès contre lesquels le code militaire était devenu impuissant. Ami zélé de la discipline, qui seule fait la véritable force des armées, Duhesme fit dégrader et chassa ceux des soldats de son bataillon qui, suivant le funeste exemple des autres troupes, s'étaient livrés au pillage. Cette punition excita une révolte, à laquelle Duhesme opposa tout son courage : « Soldats, dit-il, je serai inflexible; mon de-»voir est de braver la mort dans toutes les occasions où elle »sera glorieuse pour moi; et vous, officiers, l'honneur »vous crie de suivre mon exemple. Présentez la pointe de »vos épées, et percez le premier qui sortira de son rang.» L'armée du Nord ayant repris l'offensive, après que Dumourier l'eut abandonnée, Duhesme, à la tête de son ba-

taillon, s'empara, l'épée à la main, du poste de Rousbruge et des magasins ennemis. Pendant le siége de Valenciennes, par les Autrichiens, Duhesme fut chargé d'agir contre les assiégeants, qui occupaient la forêt Mormale. Par son activité, et les dispositions qu'il fit, il inquiéta continuellement les ennemis. Le 6 juillet 1793, à l'affaire du bois de Villeneuve, un poste autrichien fut enlevé pendant la nuit; mais, toutes les forces autrichiennes s'étant présentées à la pointe du jour pour le reprendre, les grenadiers français se retirèrent en désordre. En voulant les rallier, Duhesme fut blessé de deux coups de feu. Malgré la perte de son sang, il court à une compagnie qui se laissait entraîner; et là, un genou en terre, il présente la pointe de son sabre aux fuyards, et les oblige à tenir ferme, pendant qu'il fait prendre une bonne position aux grenadiers, qui, à leur tour, forcent les Autrichiens de se retirer. Cette brillante action valut à Duhesme le grade de général de brigade, que les représentans du peuple lui accordèrent, du vœu unanime de tous les témoins de sa valeur. Duhesme avait été obligé de quitter l'armée à cause de ses blessures, jugées très-graves. Bientôt après, il la rejoignit à Guise, au moment où les coalisés venaient d'ouvrir la campagne de 1794 par le blocus de Landrecies. Dans un conseil de guerre, on proposa de faire retirer les troupes qui étaient à Guise sur Philippeville; mais Duhesme opina pour que l'on reprît la Capelle, afin de rétablir les communications avec l'armée. Il marcha lui-même sur cette dernière ville, que l'ennemi évacua à son approche. Attaqué le lendemain par des forces très-supérieures, au lieu de songer à la retraite, il se laisse emporter par son bouillant courage, fait battre la charge, et s'élance sur les assaillants. Les Autrichiens furent d'abord déconcertés; mais bientôt leur nombreuse artillerie foudroya la troupe de Duhesme, qui fut obligée de se replier en désordre. Ce fut alors que Duhesme, faisant succéder le plus grand sang-froid à son attaque impétueuse, parvint à sauver ses troupes, et remplit le but de son expédition, en occupant la Capelle. Pendant que le général en chef Pichegru cherchait à débloquer Landrecies,

Duhesme s'empara de Priche, chargea les hulans autrichiens, à la tête de deux régiments de cavalerie, les poursuivit jusque dans les redoutes des lignes de circonvallation, sabra les canonniers, renversa les batteries, et emmena les chevaux de l'artillerie. Un corps d'armée, destiné à déborder l'ennemi du côté de la West-Flandre, ayant été formé, dans le mois de mai 1794, le général Duhesme y eut le commandement de l'avant-garde. Il passa la Sambre, le 10 du même mois, après avoir forcé le pont que l'ennemi défendait, et s'empara des hauteurs vis-à-vis de Thain. Le lendemain, sa division s'égara dans les bois; mais Duhesme, ayant entendu une forte canonnade, vola au secours de la division Fromentin, vivement engagée avec l'ennemi, la dégagea, et, de concert avec elle, se rendit maître des bois qui couronnent la plaine de Lobbe. Il répara les malheurs de la journée du 14, à Grand-Jean, en ralliant les troupes, qui déjà abandonnaient deux parcs d'artillerie, et en les ramenant au combat. Guidant lui-même les grenadiers et les hussards sous ses ordres, il fut blessé; mais il n'en fondit pas moins avec fureur sur les Autrichiens, qu'il mit en déroute, et auxquels il prit une pièce de canon, 2 caissons et 300 hommes. La situation de l'armée était alors déplorable; tous les corps étaient en retraite. Duhesme, qui, malgré ses blessures, continuait à commander les troupes formant alors l'arrière-garde, fit rétablir les ponts coupés par nos colonnes en se retirant, y fit passer l'artillerie et les bagages, si fortement compromis dans cette journée, et se retira sur Lobbe, en escarmouchant continuellement avec les Autrichiens. Il avait quitté le commandement de l'avant-garde de l'armée, et était rentré dans sa division (celle du général Marceau), lorsqu'il se couvrit de gloire dans une affaire, qui eut lieu le 24 du même mois de mai. Le lendemain 25, on marcha sur Charleroi, et il fallait déboucher d'un bois dans une plaine battue par la mitraille, et défendue par une forte ligne de cavalerie. Duhesme, qui commandait l'avant-garde de sa division, voyant les grenadiers hésiter à l'aspect d'un danger aussi imminent, descend de cheval, prend

le fusil d'un soldat, se met en ligne avec le premier peloton d'un bataillon serré en marche, et le mène ainsi, à travers une nuée de tirailleurs ennemis, jusqu'à une position d'où il pût protéger le débouché du reste de la colonne française. Pendant l'action qui s'ensuivit, plusieurs bataillons furent rompus; mais Duhesme les rallia aussitôt, et seconda si bien le général Marceau, que l'ennemi fut obligé d'abandonner le terrain. Les Autrichiens, obligés de se retirer derrière la Sambre, rompirent le pont de Marchiennes, et en défendirent l'abord par des batteries et des maisons crénelées. Duhesme, chargé de forcer le passage sur ce point, employa des espèces de matelas roulants, invention nouvelle et heureuse, à la faveur de laquelle les canonniers purent, malgré la mousqueterie et la mitraille que l'ennemi lançait, faire avancer leurs pièces si près des retranchements ennemis, qu'ils les ruinèrent en un instant. Duhesme effectue alors son passage de vive force, et facilite celui de l'armée qui devait investir Charleroi. Le 25 juin, veille de la bataille de Fleurus, tandis que quelques divisions françaises éprouvaient un échec, l'aile droite des Autrichiens fut battue, et l'on dut ce succès à une manœuvre conçue par le général Duhesme, et habilement exécutée, d'après ses ordres, par le colonel Bernadotte (depuis maréchal de France et maintenant roi de Suède). A la célèbre bataille de Fleurus, le 26 juin, Duhesme, placé à la tête d'un corps de réserve, au centre de l'armée, repoussa plusieurs fois les efforts de l'ennemi, et contribua aux succès de cette journée décisive. L'investissement de Maestricht ayant été décidé, le corps d'armée du général Kléber en fut chargé. Ce général fut appelé, le 27 septembre, près du général Jourdan, pour coopérer à la bataille d'Aldenhowen; et, pendant son absence, le commandement des troupes devant Maestricht fut confié au général Duhesme, qui repoussa cinq sorties de l'ennemi. Lorsque Kléber eut pris Maestricht, il demanda le grade de général de division pour Duhesme, auquel il fut effectivement accordé le 8 novembre 1794. En 1795, Duhesme fut employé à l'armée des côtes de Brest, sous les ordres du général

Hoche, et y fit la campagne contre les Vendéens. Après avoir commandé à cette armée trois grandes divisions, et défait les chouans en plusieurs occasions, le général Duhesme quitta ce malheureux théâtre de la guerre civile, pour aller prendre le commandement d'une division de l'armée du Rhin, alors aux ordres de Pichegru, et qui passa bientôt après sous ceux de Moreau (1). Il y fut employé dans le corps du lieutenant-général Gouvion-Saint-Cyr. Il se distingua en plusieurs occasions dans la campagne de cette année, et particulièrement à l'attaque devant Manheim; aux affaires dans la vallée de la Kintzig; au combat de Gundelfingen, et à la bataille de Neresheim. A l'affaire particulière d'Obermedlingen, le général Duhesme effectua une belle retraite, quoiqu'il fût attaqué avec impétuosité par un corps infiniment supérieur. Il donna de nouvelles preuves de valeur et de conduite au passage du Lech, et aux combats livrés sur les bords de cette rivière. A l'affaire de Neubourg, il paya bravement de sa personne, et reprit quelques pièces d'artillerie que les Autrichiens avaient enlevées. Il prit une part très-active à la bataille de Biberach. Au combat de Schussenvied, il eut un cheval tué sous lui : son sabre et ses habits furent coupés par la mitraille. Il contribua à la belle défense de Kehl, assiégé par les Autrichiens. La campagne de 1797 s'ouvrit, le 20 avril, à l'armée de Rhin-et-Moselle, sous les ordres de Morean, par le passage du Rhin, à Diersheim. Duhesme fut chargé par le général en chef du commandement des troupes qui

(1) La misère et la famine désolaient cette armée, comme l'intérieur de la France. La paie ordinaire des officiers-supérieurs n'équivalait pas à plus de 8 francs par mois, et le soldat était réduit à une demi-livre de pain. Cependant l'amour de la patrie soutenait les troupes au milieu des privations de toutes espèces auxquelles elles étaient en proie. Duhesme, ayant découvert que la disette était produite par les fournisseurs de vivres, parvint à faire rétablir les rations nécessaires pour ses troupes. Ceux dont sa fermeté à cet égard lui fit des ennemis voulurent s'en venger, en le faisant passer pour frère d'un nommé *Duhem*, représentant du peuple, que ses principes extrêmes avaient rendu odieux ; mais cette calomnie, dictée par une haine intéressée, tomba bientôt d'elle-même.

commencèrent cette expédition, dans laquelle il fut parfaitement secondé par le général Davout, et qui eut le succès le plus complet. Duhesme reçut dans cette affaire une blessure à la main (1) (2). Duhesme fut chargé par le général en chef de présenter au directoire-exécutif les drapeaux conquis sur les ennemis, par l'armée de Rhin-et-Moselle. Cette présentation eut lieu solennellement, le 28 février 1798, et Duhesme reçut en cette circonstance de nouveaux témoignages de la satisfaction du gouvernement pour sa belle conduite à la guerre. En cette même année 1798, Duhesme passa de l'armée du Rhin à celle de Rome, aux ordres de Championnet, et y commanda l'aile gauche. L'armée marchant sur Rome, Duhesme s'empara, le 7 décembre, de Civita-del-Tronto, et s'avança, le 17, sur Vomano. Il fut alors informé que 3 à 4000 paysans révoltés avaient attaqué et occupé Teramo, tandis qu'un pareil nombre avait brûlé le pont sur le Tronto, battu un détachement français qui le défendait, et pris 3 pièces de canon. Quoique cette nouvelle fût très-alarmante, dans la position où se trouvait l'armée française, Duhesme n'en fut point effrayé; et, ayant formé deux détachements pour aller contenir les insurgés, il continua de s'avancer sur Pescara. Arrivé, le 23 décembre, devant cette place, il la

(1) Duhesme marchait avec les troupes du général Davout, qui pénétrèrent d'abord dans le village de Diersheim (rive gauche du Rhin), ainsi que dans les bois qui l'avoisinent. Les Autrichiens parvinrent à les repousser, malgré tous les efforts et l'intrépidité des généraux Duhesme et Davout et des braves soldats qu'ils commandaient. Pendant l'action, Duhesme prit la caisse d'un tambour, tué auprès de lui, battit lui-même la charge avec le pommeau de son épée, en précédant ses soldats, et eut la main percée d'une balle.

(2) A l'occasion de ce passage du Rhin, le directoire-exécutif écrivit, le 4 mai 1797, la lettre suivante au général Duhesme : « Vous avez, citoyen général, franchi un des premiers le Rhin au passage du 1er floréal, » et le sang que vous avez versé dans cette opération a été l'un des garants du succès. Le directoire vous félicite de cette preuve de dévouement à la république, qui lui rappèle les nombreux traits de courage » que vous avez donnés dans le cours de vos précédentes campagnes. »

fit presqu'aussitôt sommer de se rendre, et la menaça d'un assaut, en cas de refus. Le gouverneur de Pescara capitula, le 24, et l'on trouva dans la place 70 pièces d'artillerie de bronze, 4 mortiers, 20 gros canons de fonte, et 1300 quintaux de poudre. La prise de Pescara était d'une haute importance pour la division Duhesme, qui y trouva des approvisionnements, dont elle avait le plus pressant besoin. Duhesme alla ensuite établir son quartier-général à Chieti, fit poursuivre, par le chef de brigade Broussier, un corps napolitain, qui fut atteint, battu, dispersé, et auquel on prit 12 pièces d'artillerie et bon nombre de caissons. La division Duhesme, marchant sur trois colonnes, arriva, le 3 janvier 1799, à Sulmona (1). Dans sa marche, pour se joindre au quartier-général de l'armée, Duhesme se trouvait à chaque pas arrêté par des bandes insurgées, auxquelles il était obligé de livrer journellement des combats. Le chef principal des insurgés napolitains, nommé Progni, ancien voleur de profession, et célèbre par plusieurs assassinats commis par lui dans le pays, résolut de surprendre le quartier-général de Duhesme, et réunit à cet effet toutes ses bandes à Chieti; mais Duhesme, informé à temps des projets de Progni, parvint à les déjouer. Les insurgés furent attaqués par lui dans une position militaire, qu'ils avaient prise en avant d'Isernia. On les chassa de cette position, et on marcha ensuite sur Isernia, dont on escalada les murailles; mais il fallut faire le siége de

(1) En sortant de cette ville, le général Duhesme courut quelques dangers. Il s'était porté en avant pour communiquer avec le général Lemaire, lorsqu'il fut assailli tout à coup par une troupe de paysans insurgés. N'ayant avec lui que quelques ordonnances, il se fit jour l'épée à la main, et rejoignit ses troupes, après avoir reçu trois blessures, dont heureusement aucune ne fut dangereuse. A la vue du sang qui sortait de ses blessures, les soldats de Duhesme fondirent sur les Sulmoniens et en firent un horrible carnage : «Sulmone méritait d'être brulée, écrivit Duhesme; mais l'ordre expira sur mes lèvres.» Sulmone est la patrie d'Ovide; et cette circonstance contribua beaucoup, à modérer la vengeance de Duhesme, qui se contenta de faire juger et fusiller une trentaine d'habitants choisis parmi les plus coupables.

chaque maison, des églises, et de tous les édifices dans lesquels les insurgés s'étaient retranchés, et d'où ils jetaient sur les assaillants des pierres, des poutres, des tisons enflammés, de l'eau et de l'huile bouillantes. Cependant, malgré cette terrible et opiniâtre résistance, on se rendit maître d'Isernia, où périt un nombre considérable d'insurgés. Cet engagement fut le dernier que Duhesme eut à soutenir pour rejoindre le gros de l'armée, qu'il atteignit à Venafro, le 14 janvier 1799. Le 20 du même mois, Championnet mit son armée en marche sur Naples, et Duhesme s'avança vers cette ville par la route d'Acerra. Il rencontra de grands obstacles dans l'exécution des ordres qu'il avait reçus, fut obligé de forcer plusieurs villages, et se trouva attaqué et débordé par une nuée de lazzaronis, au moment où il s'avançait sur Arpago. Son avant-garde, commandée par le général Monnier, s'avança alors, la baïonnette en avant, perça la masse énorme que lui présentait l'ennemi, et pénétra, malgré le feu le plus vif, jusqu'à l'artillerie des lazzaronis, qui fut enlevée. La division Duhesme, continuant sa marche sur la place dite *Capuana*, s'empara encore de quelques canons. A l'entrée de cette place se trouvait un petit pont, défendu par le feu que l'ennemi faisait de quelques maisons crénelées : bientôt les lazzaronis vinrent établir sur ce point une batterie de 12 canons, qui fit un feu très-meurtrier sur la division Duhesme. Il fallait ou se retirer tout-à-fait, ou s'emparer de cette artillerie. Duhesme fit des dispositions, que son chef d'état-major, Thiébaut, exécuta avec autant de précision que de fermeté, et en un moment la batterie fut enlevée. Les lazzaronis ayant en même temps été mis en fuite, Duhesme demeura maître de la place de Capuana, qu'il fit incendier, pour empêcher l'ennemi de chercher à occuper de nouveau les maisons de cette place. Toute l'artillerie des lazzaronis se trouva prise, et on en compta 27 pièces, qui toutes avaient été enlevées à la baïonnette. Duhesme contribua puissamment à la prise de Naples, qui se soumit, le 23 janvier. La Pouille et la Calabre s'étant mises en état d'insurrection complète, Duhesme fut chargé par

Championnet du commandement supérieur des troupes envoyées dans ces deux provinces, et de l'organisation de tout le pays que baigne l'Adriatique. Duhesme partit de Naples, le 19 février, avec sa division, et se dirigea sur la Pouille, en même temps que la division Olivier marcha sur la Calabre. Duhesme, bien convaincu que le succès de la mission difficile dont il était chargé pouvait dépendre principalement du maintien d'une discipline sévère, fit, dès le jour même de son départ, fusiller 3 soldats, qui s'étaient livrés au pillage. Il s'occupa avec soin de l'organisation des gardes nationales et des autorités municipales, et fit châtier quelques communes, dont la rébellion avait un caractère plus violent que les autres. Les mesures efficaces qu'il prit, sagement combinées avec les mouvements qu'il fit faire à ses troupes, eurent des succès aussi prompts que satisfaisants; et Duhesme, ayant adopté et suivi un système de justice et de modération dont il ne s'écarta point, bientôt tout le pays situé entre Naples et la Pouille fut soumis et pacifié. Il restait à soumettre la Pouille, dont la situation intérieure était loin d'être tranquille. Tout y était en pleine révolte, excepté dans les seules villes de Foggia, Manfredonia et Barletta. Les insurgés, réunis au nombre d'environ 12,000 hommes, avaient pris une bonne position, près de San-Severo, d'où Duhesme parvint à les chasser, le 25 février. Ils perdirent dans cette journée environ 3000 hommes tués, leurs drapeaux et leurs étendards. Duhesme avait résolu de brûler San-Severo, comme principal foyer de l'insurrection; mais son cœur fut touché du sort affreux qu'allait subir une population de 20,000 âmes, et il pardonna aux habitants. La victoire remportée par Duhesme, à San-Severo, produisit un effet rapide; et, bientôt après, tous les habitants du Gargano, des monts Liburniens, de Corvino, etc., envoyèrent des députés, et fournirent des otages pour garantie de leur soumission. Il ne resta plus aux insurgés que Trani, Andria, Molfetta et Lecci. Ces quatre villes furent soumises par la force des armes. Les démêlés qui avaient eu lieu entre le commissaire civil Faypoult et le général Championnet, ayant amené, vers ce

temps, la destitution de ce dernier, Duhesme partagea la disgrâce de Championnet, et fut exilé en même temps que lui, le 16 mars. Acquitté honorablement, et rendu à ses fonctions, le 23 juin de la même année, Duhesme fut employé à l'armée des Alpes, dont le commandement en chef avait été donné à Championnet. Le général Duhesme commanda le centre de cette armée, qui, dans les premiers jours d'août 1799, commença son mouvement offensif contre la frontière de Piémont. Au mois de septembre suivant, Championnet ayant été appelé au commandement de l'armée d'Italie, confia la direction des troupes de l'armée des Alpes au général Duhesme. Ce dernier occupa d'abord Suze et Rivoli. Il attaqua ensuite, et emporta d'emblée, les avant-postes autrichiens, retranchés dans leur camp de Pignerol. Il s'empara de Savigliano; et déjà il marchait sur Marenne, lorsque la nouvelle de la retraite de plusieurs colonnes françaises l'obligea de se replier sur Saluces, ce qu'il exécuta dans le meilleur ordre possible. Il fut poursuivi par le général ennemi Kaim, en remontant la vallée du Pô pour se porter sur Briançon; mais il fit ce mouvement rétrograde de manière à contenir les ennemis, qui ne purent l'entamer. Le général en chef Championnet rendit la plus grande justice aux talents militaires de Duhesme, et lui donna des témoignages authentiques de son estime et de sa satisfaction. Les fatigues de cette campagne, et les blessures que Duhesme avait reçues, rendant le froid des Alpes intolérable pour lui, ce général obtint une convalescence, et la permission de passer l'hiver dans ses foyers. Au printemps de l'année 1800, il fut appelé à l'armée de réserve, où le général en chef Alexandre Berthier le fit un de ses lieutenants. Duhesme, à la tête de l'avant-garde des deux divisions Boudet et Loison, culbuta les Autrichiens à Lodi, le 4 juin, et s'empara d'une quantité considérable d'objets d'armes, de munitions et d'habillement, qu'il ne leur laissa pas le temps d'enlever. Il occupa Crema, se porta sur Crémone, défit, près de Castel-Leone, un fort détachement de troupes légères ennemies, et forma le blocus de la place de Pizzighittone, le 7

juin. Il passa le Pô, le 8, et rejeta plusieurs détachements ennemis sur Guastalla. Il reprit Crémone sur le gouverneur de Mantoue, qui avait profité d'un moment d'éloignement de Duhesme pour s'emparer de cette ville. Au mois de décembre 1800, Duhesme servait à l'armée gallo-batave, sous les ordres du général Augereau, et y commandait l'aile gauche. Le 3, il emporta Burg-Eberach, entra ensuite dans Bamberg, et occupa Forcheim. Il concourut, le 18, à rendre infructueuses les tentatives du général autrichien Simbschen sur Nuremberg, en menaçant la droite de l'ennemi avec une réserve d'infanterie qu'il amena à propos. Attaqué, le 21, dans sa position de Neukirchen, il fit une belle défense; mais, obligé de céder à des forces supérieures, il se replia, et vint prendre position entre Forcheim et Bayendorff. L'armistice de Steyer vint mettre un terme aux hostilités, et l'armée gallo-batave prit ses cantonnements. Le général Duhesme fut alors nommé commandant de la 19e division militaire (Lyon). En 1805, il commanda une des divisions de l'armée d'Italie. Il contribua puissamment à l'attaque du pont du vieux château de Vérone et au passage de l'Adige, le 18 octobre, et mérita les éloges que fit de lui le maréchal Masséna, sous les ordres duquel il était employé. Il concourut aussi au passage du Tagliamento, le 13 novembre, et à celui de l'Izonso, le 17. En 1806, le général Duhesme fit, avec sa division, partie de l'armée qui envahit le royaume de Naples. La capitale de ce royaume s'étant soumise, le 13 février, au roi Joseph (frère de Napoléon Buonaparte), Duhesme y entra, le 14, avec ses troupes. Il traversa ensuite la Basilicate et alla prendre position à Cassano pour observer et contenir les mouvements des Anglais sur les côtes. Au commencement de 1808, il commandait un corps de 12,000 hommes rassemblés dans le département des Pyrénées-Orientales, et qui pénétra, le 2 février, en Catalogne, par la Junquera. Il se rendit maître, par surprise, de la ville de Barcelone, le 28 du même mois. A l'époque du 30 mai, le corps du général Duhesme, sous la dénomination de corps des Pyrénées-Orientales, était un de ceux qui

avaient pénétré en Espagne pour y assurer le trône au roi Joseph. La province de Catalogne s'étant insurgée, Duhesme, qui, de tous les généraux français, était le plus propre au genre de guerre qui se préparait dans ce pays, mit ses troupes en mouvement pour dissiper les rassemblements. Après avoir battu les insurgés sur le Lobregat, il les fit attaquer dans leur position de Mongat, qui fut enlevée d'assaut. Plusieurs autres postes des insurgés furent également enlevés de vive force, et le résultat de ces différentes actions fut la prise d'un assez grand nombre de pièces d'artillerie et la dispersion de plusieurs bandes, qui toutes éprouvèrent des pertes notables en hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Cependant, le corps d'armée du général Duhesme se trouvait lui-même affaibli par les combats continuels qu'il avait livrés aux insurgés, lorsque ces derniers, renforcés par les troupes régulières et l'artillerie que la junte centrale de Catalogne leur avait envoyées, vinrent bloquer Duhesme dans Barcelone, vers le mois de novembre. Bientôt les privations de plus d'une espèce furent éprouvées par la garnison, qui les supporta avec la plus grande résignation. Pendant ce temps, le général français, Saint-Cyr, s'avança au secours de Barcelone, et Duhesme seconda parfaitement les opérations de ce général en débusquant ses adversaires de tous les postes retranchés qu'ils occupaient sur la ligne de circonvallation tracée par eux autour de la place. Cette action eut lieu le 16 décembre; et, le même jour, le général Saint-Cyr entra avec ses troupes dans Barcelone, qui fut ainsi délivrée. Duhesme conserva le commandement en Catalogne jusqu'en 1810, époque à laquelle le maréchal Augereau fut nommé gouverneur de cette province. Des abus et des vexations ayant été dénoncés au maréchal, il renvoya en France le général Duhesme, auquel il reprocha de ne pas les avoir réprimés. Duhesme, ainsi disgracié, resta éloigné des affaires jusqu'à ce que les malheurs de la campagne de Russie, en 1812, ceux de la campagne de Saxe, en 1813, et enfin l'invasion de la France par les étrangers, l'eussent fait rappeler au service, en 1814. Il fit la campagne de cet-

te année dans le corps d'armée commandé par le duc de Bellune. Malgré la valeur du chef et la bravoure des troupes, la division Duhesme fut presque totalement faite prisonnière de guerre à la bataille de la Rothière, le 1er février. Duhesme se distingua au combat de Montereau, le 18 du même mois; contribua à la prise de cette ville, et poursuivit les fuyards ennemis dispersés sur la route de Sens. Le 26, il enleva le pont de Dalencourt, gardé par une division ennemie qu'il poursuivit jusqu'à Bar. Il défendit vaillamment, le 3 mars, les ponts de la Barcé; soutint le choc de toute l'armée bavaroise, par laquelle il fut assailli, et fit sa retraite dans le meilleur ordre possible, mais non sans avoir perdu 400 hommes et 2 canons. Le 15 mars, l'armée française se concentra sur Arcis, et le général Duhesme repoussa vivement une attaque du général russe Schachafskoy. Il continua de donner des preuves de bravoure, de dévouement et de conduite jusqu'à la cessation des hostilités. Après l'abdication de Napoléon et la restauration du trône des Bourbons, le général Duhesme fut nommé, le 1er juin, par S. M. Louis XVIII, l'un des inspecteurs-généraux de l'infanterie. En mars 1815, Napoléon Buonaparte étant rentré en France, le général Duhesme prit parti pour l'ex-empereur, qui le créa pair de France, le 2 juin, et lui donna le commandement de la jeune garde. A la tête de ce corps, il fit la campagne de cette époque, en Belgique; se signala à la bataille de Waterloo, le 18 juin, et y fut blessé. S'étant réfugié dans une maison de Jemmapes, il y fut massacré par des hussards prussiens du régiment de Brunswick. Le général Duhesme, l'un des plus braves officiers de l'armée française, avait été décoré de la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. Il avait aussi été revêtu du titre de comte, et S. M. Louis XVIII lui avait accordé la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 27 juin 1814. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DULAULOY, *voyez* RANDON.

DULCÈNE (Ambroise-François-Joseph), *marquis de Boisse*, *maréchal-de-camp*, né le 16 février 1722, fut d'abord lieutenant réformé au régiment du Roi, le 26 mai 1738. Il devint lieutenant en second, le 26 juillet suivant, et passa enseigne de la compagnie colonelle, le 25 octobre 1739. Il servit avec ce régiment, à la prise de Prague, en 1741; se trouva au combat de Sahay, au ravitaillement de Frawemberg, à la défense et à la retraite de Prague, en 1748. Devenu guidon de la compagnie de gendarmerie anglaise, avec rang de lieutenant-colonel de cavalerie, le 11 avril 1743; il fut employé, cette même année, à l'armée du Rhin, se trouva à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern; à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg, en 1744. Il passa sous-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berri, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, le 14 décembre de la même année. En 1745, il combattit à Fontenoy, et servit aux siéges des villes et citadelles de Tournay, de Dendermonde, d'Oudenarde et d'Ath. Il fut employé aux siéges de Mons, de Charleroy et de Namur, et se trouva à la bataille de Raucoux, en 1746. Il combattit à Lawfeld, en 1747; concourut au siége de Maëstricht, en 1748, et obtint le grade de brigadier, le 10 mai de cette dernière année. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 15 juin 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck, à la prise de Minden et de Hanovre, la même année; au combat de Sundershausen, à la prise de Cassel, et à la bataille de Lutzelberg, en 1758. Il combattit à Minden, le 1er août 1759, et passa à la compagnie des gendarmes d'Orléans, le 21 du même mois. Il commanda cette compagnie à Warbourg, à Corback et à Closter-camps, en 1760. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 20 février 1761, il se démit alors de sa compagnie de gendarmes d'Orléans, et ne fut pas employé depuis cette époque. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 426, *Gazette de France.*)

DULCÈNE (N....), *vicomte de Boisse*, *lieutenant-général*, fils du précédent, avait été mestre-de-camp du régiment

de la marine, lorsqu'il fut nommé brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780. On le créa maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. S. M. Louis XVIII l'a promu au grade de lieutenant-général, le 11 janvier 1815. (*États militaires.*)

DUMAS (Mathieu, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Montpellier, le 23 décembre 1753. Appartenant à une ancienne famille du Languedoc, il entra comme élève au corps royal du génie, en 1770, et passa sous-lieutenant au régiment de Médoc, en 1772. Il fut fait lieutenant de chasseurs, en 1774, et capitaine, dans la même arme, en 1776. Il devint aide-de-camp du comte de Puységur, en 1777, et fut nommé, en 1779, aide-major de l'armée de Saint-Malo, qui devait opérer une descente en Angleterre. Lorsque la France fournit des secours aux insurgés d'Amérique, il fit partie de l'expédition qu'on y envoya, et fut employé dans l'armée du général Rochambeau, dont il devint aide-de-camp, en 1780. Il fut nommé, en 1781, aide-maréchal-des-logis de l'armée française d'Amérique, et conserva ce grade, en 1782. Il fut fait chef d'état-major de l'armée de St.-Domingue, en 1783. Nommé major, en 1784, il eut, la même année, une mission militaire à Constantinople, pour reconnaître l'île de Candie et inspecter les îles du Levant. On le nomma aide-major-général-des-logis au corps royal de l'état-major, en 1785. Après son retour, il fut employé, en 1786, près de M. le maréchal de Castries, secrétaire-d'état au département de la marine. Il obtint, dans la même année, la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. En 1787, époque de la révolution anti-stathoudérienne, il fut envoyé en Hollande, où il servit au siége de la ville d'Amsterdam, qui fut prise par les Prussiens. Dans la même année, il fut fait colonel, puis aide-major-général-des-logis au camp de Saint-Omer, sous les ordres du prince de Condé. En 1788, il remplaça le général comte de Guibert, dans les fonctions de rapporteur du conseil de la guerre. En 1789, il fut fait directeur-général du dépôt des cartes et des plans de la guerre. En 1790, on le nomma commissaire du roi en Alsace, et on lui donna

dans la même année, le commandement des provinces de Guienne et de Périgord. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 30 juin 1791, il commanda en cette qualité la 3e division militaire (Metz). Ce fut dans cette ville qu'il forma la première compagnie d'artillerie à cheval, d'après le système actuel, dont l'effet, couronné du plus heureux succès, fut dû en partie à son zèle et à ses talents. En 1792, le général Dumas fut nommé député à l'assemblée législative, par le département de Versailles (1). Proscrit, au 10 août 1792, il se réfugia en Angleterre. Étant rentré en France, en 1793, après la mort du roi Louis XVI, il fut gardé à vue, en vertu d'un décret de la convention nationale. Il parvint, en 1794, à se réfugier en Suisse. Revenu de nouveau en France, en 1795, il fut député au conseil des anciens, par le département de Seine-et-Oise. Proscrit une seconde fois, et condamné par le directoire-exécutif, après la révolution du 18 fructidor (4 septembre 1796), il se retira en Danemark. Rappelé en France, après la révolution du 18 brumaire (9 novembre 1799), il fut nommé chef de l'état-major de l'armée de réserve, et chargé, en 1800, de l'organisation provisoire et définitive des volontaires de l'armée de réserve, qui se réunissaient à Paris. Après avoir terminé la formation du contingent de la ville de Paris et des départements voisins, il se rendit à Dijon, où se trouvaient déjà les cadres de l'armée de réserve, et ce fut sous les yeux et sous la direction du général en chef, Alexandre Berthier, qu'il acheva de s'acquitter des fonctions importantes qui lui étaient confiées. Dans la même année 1800, il devint conseiller-d'état, et fut attaché en cette qualité à la section de la guerre. Nommé chef de l'état-major de la seconde armée de réserve, dite *armée des Grisons*, il fit en cette qualité la campa-

(1) Le général Mathieu Dumas se fit remarquer dans l'assemblée législative par des discours très-éloquents, et par des projets utiles qu'il y présenta sur diverses matières. Il y défendit le maréchal de Rochambeau, dont il avait été l'élève. Il présida cette assemblée, le 19 février 1792, en remplacement du marquis de Condorcet.

gne de cette année, dans le pays des Grisons et dans le Tyrol. Ce fut à son zèle et à sa vigilance que l'on dut en partie les succès qu'eut cette armée. Par ses soins, furent établis des magasins de vivres qui prévinrent la disette; et il fit aussi confectionner les objets d'habillement, dont le soldat avait alors le plus grand besoin. Les dispositions qu'il prit, et l'étonnante activité qu'il déploya, sauvèrent l'artillerie de l'avant-garde, que les intempéries de la saison d'hiver avaient compromise pendant plusieurs jours à Splugen. En 1802, le général Dumas fut chargé du travail d'institution et du portefeuille de la Légion-d'Honneur. En 1803, il fut nommé chef de l'état-major de l'armée des Côtes. Il obtint la croix de commandant de la Légion-d'Honneur, en 1804, et fut promu au grade de général de division, le 1er février 1805. Nommé, dans la même année, aide-major-général, et maréchal-des-logis de la grande-armée, il fit la campagne d'Austerlitz. On le chargea de la prise de possession de l'Illyrie, en exécution du traité de Presbourg. En 1806, il passa au service du roi de Naples (Joseph Buonaparte), qui le fit conseiller-d'état, et le nomma son ministre de la guerre. En 1808, il fut créé grand-dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles, et grand-maréchal du palais du roi de Naples. Il passa, dans la même année, à l'armée d'Espagne, en qualité d'aide-major-général. Il eut cette même charge d'aide-major-général de la grande-armée, en 1809, et fit la campagne d'Allemagne contre l'Autriche. Il fut créé, la même année, grand'croix de l'ordre militaire de Bavière. On le chargea de l'exécution du traité fait avec l'Autriche. En 1810, le général Dumas fut nommé directeur-général des revues et de la conscription militaire. Il obtint, le 30 février 1811, la décoration de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il fut fait intendant de la grande-armée, pendant la campagne de Russie, en 1812, et pendant celle de Saxe, en 1813. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, il eut la direction-générale de la liquidation des armées, et fut nommé membre de la commission créée près le ministère de la guerre, pour vérifier les titres et brevets des anciens officiers. S. M. Louis XVIII le créa

dant de la Légion-d'Honneur, à la création de cet ordre, et lui avait donné la croix de chevalier de la Couronne-de-Fer, en 1813. Le titre de comte avait également été conféré au général Dumoustier, comme une des récompenses acquises par ses services. Cet officier a prouvé dans toutes les occasions qu'il réunissait en lui les qualités du soldat et toutes les vertus de l'homme de bien. (*Moniteur, annales du temps*).

DUPHOT (Léonard), *général de brigade*, naquit à Lyon, en 1770. Il commença à servir comme soldat dans le 61e régiment, en 1785, et y obtint un avancement dû à sa bonne conduite, à son zèle et à ses connaissances militaires. En 1792, il entra dans un des bataillons de volontaires nationaux qui se formaient alors dans son département (le Rhône). Nommé chef de ce bataillon, il le commanda avec distinction à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il fut fait adjudant-général chef de brigade, le 24 novembre 1794. Il se trouva, la même année, à la prise du fort de Figuières, et tua, de sa propre main, un des généraux de l'armée espagnole qui défendait ce fort. Il se distingua dans plusieurs affaires pendant les premières campagnes d'Italie. Commandant l'avant-garde de la division Augereau, il eut, le 7 janvier 1797, un engagement très-vif avec l'avant-garde autrichienne, aux ordres du comte de Hohenzollern, près de Bevillacqua, et combattit avec beaucoup de résolution. La courageuse résistance qu'il opposa aux ennemis donna le temps au général Augereau de faire de bonnes dispositions pour recevoir les Autrichiens sur les bords de l'Adige. Il fut blessé, le 6 mars suivant, dans un combat qui eut lieu à Lavadina, près de Mantoue. Le 16 du même mois, il fit partie d'une reconnaissance ordonnée par le général en chef Buonaparte, sur le Tagliamento; et, à la tête de la 27e demi-brigade d'infanterie légère, il se jeta dans la rivière sous le feu de l'artillerie ennemie, et aborda sur la rive gauche, soutenu par deux bataillons de grenadiers commandés par le général Bon. Il fut nommé général de brigade, le 30 du même mois de mars 1797. Il ac-

compagna, dans la même année, Joseph Buonaparte, nommé ambassadeur près la cour de Rome. Une insurrection ayant éclaté dans cette ville, le 27 décembre suivant, contre le gouvernement du pape, le palais de l'ambassadeur français fut bientôt entouré par une troupe de séditieux. Des soldats de l'armée papale étant survenus, s'introduisirent dans le palais et firent feu sur les insurgés. Joseph Buonaparte, voulant arrêter l'effusion du sang et faire respecter la juridiction de l'ambassade française, s'avança, l'épée à la main, au milieu des deux troupes, accompagné du général Duphot et de l'adjudant-général Sherlock. Le brave Duphot, accoutumé aux dangers, s'élance alors jusque sur les baïonnettes des soldats de l'armée papale, et veut empêcher les uns de tirer et les autres de charger leurs armes. Cette troupe l'entraîne, par un mouvement difficile à concevoir, jusque vers une porte de Rome, que l'on nomme *Septiminiana*, et là, Duphot tombe d'un coup de fusil reçu dans la poitrine. Il se relève néanmoins, et, cherchant à se soutenir avec son épée, il fait quelques pas pour rejoindre l'ambassadeur qui l'avait suivi, et qui l'appelait; mais un second coup le renverse, et dans un instant, plus de 50 fusils sont dirigés sur son corps inanimé (1). A peine cet assassinat avait été commis, que la fusillade fut dirigée sur l'ambassadeur et sur l'adjudant-général Sherlock, qui eurent peine à s'y soustraire et à rentrer dans le palais. Un sentiment d'orgueil national ayant dicté à quelques officiers français de la suite de l'ambassadeur le projet d'aller enlever le cadavre de leur malheureux général, ils y réussirent à l'aide de plusieurs domestiques, en passant par un chemin détourné, et malgré le feu incertain et hasardé que la soldatesque lâche et effrénée de Rome continuait à faire sur le champ du massacre. Le corps de l'infortuné Duphot fut trouvé dépouillé, percé de coups, et couvert de pierres. Le gouvernement français, ayant à venger

(1) Duphot venait d'être chargé du commandement des grenadiers de l'armée d'Angleterre.

l'assassinat de Duphot et l'insulte faite à son ambassadeur, fit marcher contre Rome une armée, qui, aidée par le peuple romain, renversa le gouvernement papal. Une république le remplaça. Le général en chef Berthier, étant entré à Rome, le 15 février 1798, fit faire, le 23, une cérémonie funèbre en l'honneur du général Duphot, dont le corps, placé dans une urne, fut placé au sommet d'une colonne antique, sur la place du Capitole (1). Ce monument funéraire fut renversé par la populace romaine, et les restes de Duphot furent outragés, pour la seconde fois, au mois de novembre de la même année, lorsque Ferdinand, roi de Naples, fit son entrée à Rome, après avoir, momentanément, forcé le général en chef Championnet d'évacuer cette ville. (*Moniteur, annales du temps*).

DUPONT-CHAUMONT (Pierre-Antoine, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Chabanais, en Angoumois, le 27 décembre 1759. Il entra au service, le 18 mai 1775, comme volontaire dans le 52e régiment d'infanterie (ci-devant La Fère), où il fut fait sous-lieutenant, le 26 juin 1776; lieutenant en second, le 15 mars 1783, et lieutenant en premier, le 18 novembre 1785. Il devint lieutenant de la compagnie des chasseurs du même régiment, le 29 juin 1789. Il fut fait aide-de-camp du général d'Aumont, avec rang de capitaine d'infanterie, le 17 avril 1791. On le nomma lieutenant-colonel du 24e régiment d'infanterie, le 6 octobre suivant. Promu au grade d'adjudant-général, le 21 mars 1792, et employé en cette qualité à l'armée du Nord, il se distingua à l'affaire de Tournay, le 9 avril suivant, et y fut blessé au bras droit. La conduite qu'il tint dans cette journée lui mérita la croix de Saint-Louis, que l'assemblée

(1) La république romaine accorda 150 mille francs à la famille du général Duphot. Ce jeune et brave officier était généralement aimé et estimé de toute l'armée d'Italie, et particulièrement du général en chef Buonaparte. Il devait, le lendemain du jour où il fut assassiné, épouser la belle sœur de l'ambassadeur, devenue depuis femme du général Bernadotte, maintenant roi de Suède.

législative lui accorda par un décret spécial. Il fut fait colonel du 24ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 16 mai de la même année 1792; combattit à la bataille de Jemmapes, le 6 novembre, et y fut blessé d'une balle au bras gauche. Employé à l'armée du Nord, par lettres de service du 8 mars 1793, il fut créé général de brigade, le 15 mai suivant. On lui donna le commandement de la place de Douai et de son arrondissement. Au moyen de bonnes dispositions qu'il prit pour la défense de cette place, il parvint à la préserver des atteintes de l'ennemi. Malgré les brillants et utiles services que le général Dupont-Chaumont avait rendus, il n'en fut pas moins en butte aux effets du régime de la terreur, et suspendu de ses fonctions, le 22 septembre 1793. Cette suspension fut levée, et on le réintégra dans son grade, le 10 décembre 1794. Il fut employé, vers la même époque, au camp de Marli, près Paris. La fermeté sage et la vigilance qu'il déploya dans ce poste, contribuèrent puissamment au maintien de la tranquillité publique et à faire respecter les autorités. Il fut employé dans la 17ᵉ division militaire, par lettres du 30 mai 1795, et obtint le grade de général de division, le 1ᵉʳ septembre suivant. Il servit à l'armée du Nord, comme inspecteur d'infanterie, par lettres du 6 février 1799. Il eut ordre de cesser sur-le-champ toutes fonctions, par arrêté du 19 septembre 1797, et on l'admit à jouir du traitement de réforme, le 18 juin 1799. Il fut cependant remis à la disposition du ministre de la guerre, le 30 juillet suivant. Après la révolution du 18 brumaire (9 novembre 1799), le premier consul Buonaparte, qui avait été à portée d'apprécier les talents militaires du général Dupont-Chaumont, lui confia, le 18 novembre 1799, le commandement de la 14ᵉ division militaire, à Caen. Il fut nommé inspecteur-général de l'infanterie de l'armée du Rhin, le 5 décembre de la même année, et passa ensuite avec le même grade, à l'armée du Nord. On le mit de nouveau en non-activité, le 23 décembre 1801. Ayant encore été replacé en activité, il fut pourvu, le 26 mars 1803, du commandement de la 27ᵉ division militaire (Turin), en remplacement du général Rivaud. Le général Dupont re-

mit ce commandement au général Menou, le 14 mai 1805. Louis Buonaparte, frère de Napoléon, ayant été proclamé roi de la Hollande, le général Dupont-Chaumont fut nommé ambassadeur de France près de ce souverain, dans la même année 1805. Il fut rendu à ses fonctions d'inspecteur-général de l'infanterie, le 20 mars 1809, et eut presque aussitôt le commandement du camp de Boulogne. Il reprit encore ses fonctions d'inspecteur-général, le 14 septembre 1809. On l'envoya servir en Italie, en 1810. Il fut admis à la retraite, le 25 juin 1812, et au traitement annuel de 4.776 fr., par décret du 6 août 1812. On le remit, pour la quatrième fois, en activité, et on le nomma en même temps inspecteur-général d'armes, le 8 avril 1814. Il fut fait gouverneur de l'école royale et militaire de Saint-Cyr, et inspecteur de celle de La Flèche, le 30 juillet suivant. S. M. Louis XVIII l'a créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 29 du même mois de juillet, et l'a nommé commandeur de l'ordre royal et militaire de St.-Louis. Elle lui a aussi conféré le titre de comte, le 24 septembre de la même année. En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte, le comte Dupont-Chaumont fut replacé dans la position où il s'était trouvé avant le 18 avril 1814, par décision de Napoléon, datée du 28 mars 1815 (c'est-à-dire en retraite). Cette disposition fut annulée en exécution de l'ordonnance royale, du 18 août de la même année. Le comte Dupont-Chaumont jouit maintenant de la retraite à laquelle il a été mis définitivement après 41 ans, 7 mois et 27 jours de service. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*, *tableau des pensions ouvertes au trésor public*, *à la date du 1er septembre* 1817).

DUPONT (Pierre, *comte*), *lieutenant-général*, frère puîné du précédent, naquit à Chabanois, en Angoumois, dans l'année 1766. Il manifesta de bonne heure, pour la carrière des armes, un goût très-vif qu'il avait puisé dans sa famille, qui, depuis long-temps, comptait plusieurs officiers distingués. Au sortir de l'université de Paris, où il avait fait des études solides, il fut employé, en qualité de sous-lieutenant, dans la légion française de M. de Maillebois, au service de

la Hollande, et dans l'arme de l'artillerie, vers laquelle avait été dirigée son éducation militaire. Revenu en France, en 1791, il entra comme capitaine dans le régiment d'Auxerrois, et passa, quelques mois après, dans celui de Brie, où son mérite fut apprécié du général Théobald Dillon, qui le choisit pour aide-de-camp. Lors de la déroute de Tournay, il fit preuve d'un grand courage, en s'efforçant de rallier les fuyards, et de ramener les soldats rebelles à leur devoir; mais il faillit y périr comme son chef: il fut grièvement blessé à la tête d'un coup de feu, et culbuté dans un fossé. Sa mort fut même regardée comme certaine, et annoncée avec l'expression du regret le plus honorable dans le rapport officiel de M. le comte de Grave, ministre de la guerre. Pendant ce temps, n'écoutant que l'intérêt du service, Dupont se faisait transporter, malgré sa blessure, à Valenciennes, auprès du maréchal de Rochambeau, qui commandait l'armée du Nord. Bientôt il parut à Paris, et l'assemblée nationale, voulant récompenser sa conduite, rendit un décret dont il n'y a pas eu depuis d'autre exemple, pour que la décoration de Saint-Louis lui fût accordée avant l'âge, ainsi qu'à son frère Dupont-Chaumont, qui avait mérité la même exception. S'étant présenté dans cette assemblée, afin de rendre hommage à la mémoire de son général, et de solliciter une pension pour sa veuve, et pour chacun de ses enfants, il reçut un accueil très-distingué, et obtint tout ce qu'il demandait. Ce trait lui concilia toute l'affection du général Arthur Dillon, parent de l'infortuné Théobald. Devenu son premier aide-de-camp, il le suivit aux frontières, et prit part à toutes ses opérations. Détaché de l'armée avec un corps de flanqueurs, il se trouva à la bataille de Valmy, gagnée le 20 septembre, sur le roi de Prusse, par Kellermann. Il se trouva aussi, le soir de la même journée, au combat des Islettes, et y contribua au succès remporté par son général. Il passa, en 1792, dans l'armée conquérante de la Belgique, pour y diriger le travail de l'état-major. Depuis il devint le principal moteur des opérations du camp de la Madeleine. Ce fut d'après son avis qu'on y prit le parti de devancer, à mar-

ches forcées, le duc d'York, et de couvrir Dunkerque par l'occupation du camp de Cassel; ce qui donna lieu à la victoire d'Hondscootte, et opéra le salut de nos places maritimes. Dupont n'était alors qu'adjudant-général, et on le porta au commandement suprême de l'armée; mais il refusa de l'accepter, en alléguant les principes de la hiérarchie militaire. Quelques, jours après, il se distingua à l'affaire de Menin, où, parmi d'autres traits remarquables, il fit mettre bas les armes à un bataillon de grenadiers commandés par le prince de Hohenlohe. Il fut promu au grade de général de brigade. L'orage révolutionnaire s'étant déclaré contre lui, en 1793, il se réfugia dans ses foyers, et n'échappa que par miracle à l'échafaud. Sous le régime du directoire, il fut rappelé par Carnot, et il eut, dabord, avec le général Clarcke, et ensuite seul, la directiou du cabinet topographique, espèce de ministère à part, où se traçaient les plans de campagne, où se décidait le mouvement des armées, et où résidait la pensée militaire du gouvernement. Après la suppression de ce cabinet, dont l'établissement était dû à Carnot, il fut nommé général de division, le 2 mai 1797, et directeur du dépôt de la guerre. Écarté, au 18 fructidor, il essuya une honorable persécution, et fut ensuite réintégré dans ses fonctions. Après l'événement du 18 brumaire, auquel il coopéra, il devint chef de l'état-major-général de l'armée de réserve réunie au pied des Alpes. Il contribua beaucoup à la victoire de Marengo par plusieurs dispositions, et surtout par l'ordre qu'il donna, de son chef, au colonel Rigaud de rallier et de ramener au combat les soldats qu'une retraite précipitée avait jetés sur San-Juliano. Le premier consul le chargea de traiter avec le général Mélas, et de surveiller l'exécution de cette capitulation inouïe, qui nous ouvrit 12 places fortes, et nous livra l'Italie jusqu'au Mincio. Investi du gouvernement du Piémont, il présida la *consulta* législative du pays, et y dirigea le pouvoir exécutif d'une manière tout-à-fait sage, qui ramena l'ordre et la sécurité dans cette contrée, dont il prépara habilement la réunion à la France. Cette importante mission étant remplie, il passa au com-

mandement de l'aile droite de l'armée d'Italie, entra en Toscane, prit Barbérino, dissipa une armée d'insurgés et le corps autrichien du général Sommariva, s'empara de Florence, y installa un gouvernement provisoire, et, après avoir rétabli la tranquillité sur toute la chaîne des Apennins, il se réunit à l'armée qui se formait sur la rive droite du Mincio. C'est alors qu'il effectua le passage difficile de cette rivière, près du moulin de la Volta, sous le feu de l'artillerie ennemie, et qu'avec un corps de 14.000 hommes, en y comprenant une partie des troupes du général Suchet, qui vinrent l'appuyer, il gagna, contre 45,000 Autrichiens, commandés par le général de Bellegarde, cette bataille de Pozzolo, qui acheva la conquête de l'Italie supérieure, et fut regardée comme le complément de celle de Marengo. Employé, en 1805, à la grande-armée d'Allemagne, il y acquit une nouvelle renommée. Sa division, composée de 6 bataillons d'infanterie et de 3 régiments de cavalerie, s'étant trouvée à Haslach, devant Ulm, en présence de 30,000 Autrichiens, auxquels elle ne pouvait échapper qu'en prenant l'initiative de l'attaque, ce que le général Dupont fit avec une rapidité qui décida tous les avantages de cette journée, il enfonça les deux lignes ennemies qui lui étaient opposées, les chassa cinq fois, à l'arme blanche, du village de Jumingen, et leur fit 4000 prisonniers. Deux jours après, avec cette même division, il prit et conserva l'importante position d'Albeck, contre 20,000 hommes ayant à leur tête le prince Ferdinand; et le lendemain, dans un autre engagement, pendant lequel il reçut un renfort de troupes que Murat confia à ses ordres, il mit en pleine déroute et poursuivit, jusqu'aux frontières de la Bohême, cette armée, qui finit par tomber tout entière entre les mains des Français. Ses opérations, dans cette campagne, furent terminées par l'affaire de Diernstein, où il dégagea la division Gazan, à la tête de laquelle se trouvait le maréchal Mortier, en repoussant un corps de 10,000 Russes, qui s'était dirigé, pour la cerner, à travers les hauteurs qui bordent le Danube. Dans la guerre contre la Prusse, il obtint des succès non moins brillants. La prise de Halle par 5 batail-

lons qu'il commandait, malgré une nombreuse artillerie. des ponts fortifiés et 22,000 hommes qui défendaient cette ville, fut proclamée comme un fait d'armes les plus extraordinaires par Napoléon lui-même. En marchant à la poursuite des Prussiens, le long de la Trave, il fit prisonniers de guerre deux régiments des gardes royales suédoises, embarqués sur des bâtiments qui suivaient le canal aboutissant à la Baltique. Le même jour, il prit position devant Lubeck, et il eut une part glorieuse à la reddition de cette ville, et du corps de Blucher, qui s'y était réfugié. La conquête de la Prusse étant terminée, et nos troupes ayant poursuivi leur mouvement dans la Pologne, jusqu'au-delà de la Vistule, pour marcher au-devant des Russes, il mit le comble à sa réputation dans cette nouvelle campagne. Le combat de Mohrunghen était engagé depuis plusieurs heures lorsqu'il arriva sur le terrain, après la marche la plus longue; il disposa rapidement ses troupes, franchit un lac glacé, à la tête de 3 bataillons, pour déborder l'ennemi, qui croyait n'avoir rien à craindre de ce côté; et ce mouvement hardi décida la victoire. A Braunsberg, où sa division agit seule contre un corps trois fois plus nombreux, et établi dans une forte position, il obtint un succès non moins remarquable, dont le résultat fut d'assurer les quartiers d'hiver de l'armée française sur la ligne de la Passarge, et de lui procurer la ressource des magasins d'Elbing. Quelques jours avant la bataille de Friedland, il commanda le corps d'armée du prince de Ponte-Corvo, malade de ses blessures; mais ayant été remplacé par le général Victor, il alla se remettre à la tête de sa division, à laquelle il fit faire dix lieues dans la journée, pour qu'elle arrivât sur le champ d'honneur, où elle fut placée en réserve derrière l'aile droite, commandée par le maréchal Ney. Là, ne recevant point d'ordres pour agir, et voyant la garde impériale russe qui s'avançait rapidement sur ce point, après avoir tout culbuté devant elle, il prit sur lui de l'attaquer, et ses charges, exécutées avec autant d'à-propos que d'énergie, changèrent tout à coup la face de l'affaire, et décidèrent la victoire. En récompense d'un si grand service, il

fut décoré du grand-cordon de la Légion-d'Honneur sur le champ de bataille. En 1807, il fut envoyé à Bayonne, pour organiser une armée de soldats nouveaux, à la tête de laquelle il entra en Espagne, mettant un soin particulier à y maintenir l'ordre et la confiance. Ses divisions occupèrent l'Escurial, Aranjuez et Tolède. L'insurrection ayant éclaté dans l'Andalousie, et les troupes de ligne espagnoles qui s'y trouvaient en ayant embrassé la cause, il reçut ordre de marcher dans cette province sur Séville et Cadix, avec une seule de ses divisions. Parvenu au pont d'Alcoléa, il eut à livrer un violent combat contre une armée quatre fois supérieure en nombre, la chassa des fortes positions où elle s'était retranchée sur les deux rives du Guadalquivir, arriva devant Cordoue, défendue par une innombrable multitude d'insurgés; et après avoir fait toute sorte de tentatives, après avoir même essuyé le feu ennemi sans y répondre, pour engager cette ville à ouvrir ses portes, il l'emporta d'assaut. Mais, afin d'éviter les horreurs inséparables d'une pareille opération, il rendit ses officiers responsables de la licence des soldats, et défendit le pillage, sous peine de mort. Les progrès de l'insurrection et la formation subite des milices espagnoles, l'obligèrent de suspendre sa marche, jusqu'à ce que ses divisions fussent réunies; mais les événements de Madrid empêchèrent cette réunion. Murat, qui y commandait, garda la plus grande partie de ces troupes, et ne lui envoya que le corps du général Védel, qui, dans sa route, eut à combattre deux fois contre des rassemblements d'insurgés à Jaen, et dans la Sierra-Morena. Sur ces entrefaites, le général Dupont se voyant menacé par une armée régulière six fois plus considérable que la sienne, se replia pour opérer sa jonction avec les faibles renforts qui lui arrivaient, et s'établit à Andujar, où il lui était ordonné de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité. Il s'y serait maintenu, malgré l'immense supériorité de l'ennemi, si les ordres qu'il avait expédiés eussent été suivis. Leur inexécution amena un faux mouvement, qui contraria ses dispositions, et facilita le passage du Guadalquivir à l'armée du général Reding, qui se porta sur ses derrières, à Baylen.

Pour réparer un contre-temps si fâcheux, Dupont déroba une marche au général Castanos, qu'il avait en présence, et fondit sur Reding; mais la division éloignée par le faux mouvement dont nous avons déjà parlé, n'étant pas venue l'appuyer, il se vit forcé de céder à des forces quadruples, qui allaient toujours croissant, après un combat opiniâtre et longtemps balancé, où il reçut deux blessures. De l'avis et même sur les instances de tous les généraux de l'armée, il demanda une suspension d'armes, pour négocier sa retraite sur Madrid. Il fut convenu d'abord que nos troupes se retireraient avec armes et bagages sur Madrid; mais Castanos, averti de ce qui se passait dans cette capitale, par une dépêche interceptée du duc de Rovigo, refusa de maintenir cette convention, et il fallut en faire une nouvelle, dans laquelle on stipula qu'elles seraient transportées en France par mer, et qu'elles conserveraient la faculté de rentrer de suite en campagne. Ce traité, plus avantageux que les circonstances ne permettaient de l'espérer, fut violé par les Espagnols, qui retinrent nos soldats prisonniers, malgré les vives réclamations du général Dupont, et malgré Castanos lui-même, qui fut obligé de céder à l'effervescence révolutionnaire qui régnait dans toute l'Andalousie, et aux ordres de la junte de Cadix, qui s'était emparée de l'autorité suprême. Par l'effet d'un manque de foi aussi extraordinaire, le général Dupont revint seul avec l'état-major, et Buonaparte le fit arrêter, le même jour de son arrivée, ainsi que le général Marescot, qui avait été chargé de conclure la capitulation. Cet acte d'injustice, blâmé par toute l'armée, avait évidemment pour but de donner le change à l'opinion sur la guerre d'Espagne, et de couvrir les mauvaises dispositions d'une agression aussi imprudemment conçue que perfidement exécutée. Cependant, un tel machiavélisme fut généralement senti, et le général Dupont, dans les fers, conserva l'estime de ses compagnons d'armes. Buonaparte voulut, à diverses reprises, le faire condamner légalement; mais, n'espérant pas y réussir, il le destitua arbitrairement de tous ses grades, et le retint prisonnier jusqu'en 1814.

La restauration vint le replacer au rang qu'il n'aurait pas dû perdre. Il fut nommé membre du gouvernement provisoire, et ministre de la guerre. Confirmé par le roi dans cette place éminente, au mois de mai, il l'occupa jusqu'en décembre. On lui doit toutes les ordonnances relatives à la première organisation de l'armée. C'est aussi sur sa proposition que les princes furent nommés colonels-généraux des diverses armes, que les gouverneurs des divisions militaires furent institués, et que l'effigie de Henri IV fut placée sur la décoration de la Légion-d'Honneur. Remplacé par le maréchal Soult, il passa au gouvernement de la 22ᵉ division militaire. En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte en France, le général Dupont fit éclater sa fidélité pour le souverain légitime, au camp d'Orléans, où il était employé, et encourut par cette belle conduite de nouvelles persécutions, qui ne cessèrent qu'à la seconde restauration. Alors il devint membre du conseil privé, et il présida le collége électoral du département de la Charente, qui le nomma député. Après la dissolution de la chambre de 1815, il fut réélu, et se rangea presque toujours aux propositions du gouvernement, excepté dans la discussion de la loi sur le recrutement, où le mode de formation de l'armée qu'il présenta balança le projet des ministres. Le comte Dupont a été créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, et grand-aigle (depuis grand-cordon) de la même Légion, le 11 juillet 1807. S. M. Louis XVIII lui a accordé la décoration de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 6 décembre 1814. (*Moniteur, annales du temps.*)

DURAND-D'AUGNY (François-Paul), *maréchal-de-camp*, naquit à Metz, le 5 février 1737. Il entra au service, comme lieutenant, dans le régiment de la marine, le 7 juillet 1747. Ayant été réformé, le 28 mars 1749, on le remplaça enseigne au même régiment, le 28 juin 1753. Il fut fait lieutenant, le 15 août 1755; capitaine, le 6 juin 1758, et aide-major, le 20 mars 1759. Après avoir passé par divers grades, il fut créé brigadier d'infanterie, le 5

décembre 1781, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. (*Etats militaires.*)

DE **DURAS**, *voyez* DE DURFORT.

DUREPAIRE, *voyez* TARDIVET.

DE **DURFORT** (1) (Guy-Aldonse), *comte de Duras, maréchal-de-camp,* naquit le 1er juin 1605. Il avait servi plusieurs années, à la tête d'une compagnie de 100 hommes d'armes, lorsqu'en 1636, il fut chargé d'aller, avec le duc de la Valette, complimenter le duc de Parme sur son arrivée en France. Il retourna ensuite en Guienne, où il contribua particulièrement à la défaite des *croquants*; et lorsque, par la prise de la Sauvetat et de Bergerac, ces révoltés eurent été mis hors d'état de se soulever davantage, le comte de Duras fut chargé, par le duc d'Épernon, d'en porter la nouvelle au roi. S. M. le créa maréchal-de-camp, par brevet du 14 juin 1637. Il retourna servir en Guienne, où il demeura jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 8 janvier 1665. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 137; *Histoire de Louis XIII, par Levassor.*)

DE **DURFORT** (Jacques-Henri), *marquis,* puis *duc de Duras* (2), *maréchal de France,* fils du précédent, naquit le 9 octobre 1625. Il fut fait capitaine au régiment de cavalerie du maréchal de Turenne son oncle, par commission du 28 décembre 1643. Il servit, en Italie, aux siéges et à la prise de Trin, d'Ast, du pont de Sture, de Ponzon, et de San-Y-A. Il se trouva, sous le vicomte de Turenne, à la surprise de l'armée française, par le général Mercy, à Mariendal, en 1645. Il combattit à la bataille de Nortlingue, et servit à la prise de Landau et de Trèves. Il fut

---

(1) La maison de Durfort a toujours été considérée comme la première de la province de Guienne, par son ancienneté et son illustration.

(2) Il obtint la dignité de pair de France, par lettres du mois de mai 1648, qui ne furent point enregistrées.

chargé de porter au roi la nouvelle de la prise de cette dernière ville. Devenu mestre-de-camp du régiment de Turenne, sur la démission du vicomte de Turenne, par commission du 22 février 1646, il se trouva à la prise de Rain, de Landsberg et de Biblingen, en 1647; à celle de Tubingen, de Stheuheim, de Hocht, de Darmstadt, de Guermesheim, et à la levée du siégo de Worms par les Impériaux, en 1648. Il concourut à la défaite du général Mélander, à la soumission de Freyssingen, de Muldorff, de Landshut, de Paffenhoffen, et de Dingelfingen. Ayant pris parti pour M. le prince de Condé, qui agissait alors contre sa patrie, on lui ôta son régiment, le 12 novembre 1651. Le prince de Condé le fit maréchal-de-camp, puis lieutenant général dans ses armées. Le marquis de Duras, étant rentré dans son devoir, leva, pour le service du roi, un régiment de cavalerie étrangère, par commission du 1er janvier 1657. Créé, dans le même temps, lieutenant-général des armées du roi, il servit en Flandre, la même année. Employé à l'armée d'Italie, en 1658, il s'y distingua au passage du Pô, et à la défaite du comte de Fuensaldagne, près de Marignan. Après avoir pillé Mons, dans le Milanais, il revint au siége de Mortare, qui se rendit le 25 août. On licencia son régiment, le 20 juillet 1660. Il obtint, par commission du 8 novembre 1661, un régiment d'infanterie de son nom (depuis Aquitaine), dont il se démit, au mois de mars 1665. Nommé, par lettres du 18 janvier 1664, pour servir dans l'armée d'Italie, sous le maréchal du Plessis, il ne fit point cette campagne; le traité de Pise, du 12 février, ayant rappelé le maréchal, qui s'était avancé jusqu'à Lyon. Employé à l'armée de Flandre, sous le vicomte de Turenne, par lettres du 6 mai 1667, il servit à la prise de Charleroi, d'Ath, de Tournay, de Douay, de Lille et d'Alost. Il commanda, par pouvoir du 4 février 1671, les troupes qui accompagnèrent le roi dans son voyage des Pays-Bas. Nommé capitaine de la seconde compagnie française des gardes-du-corps du roi, par provisions du 1er avril 1672, il alla servir dans le pays de Liége, où il commanda, en 1673, le corps séparé que

le comte de Chamilly y avait à ses ordres. En 1674, il eut part à la prise de la ville et de la citadelle de Besançon, et à celle de Dôle. Il obtint, par provisions du 16 juin de la même année, le gouvernement-général de la Franche-Comté, et le gouvernement particulier de la ville de Besançon. Il s'empara du château de Joux, et de la forteresse de Sainte-Anne. Il commanda l'armée d'Allemagne, sous M. le duc d'Enghien, par ordre du 29 juillet 1675, en attendant l'arrivée de M. le prince de Condé. On le créa maréchal de France, par état du 30 juillet. Le duc de Duras ayant été informé que le général ennemi, Montecuculli, se préparait à pénétrer en Lorraine, passa la rivière d'Ill, alla camper à Ilterkein, fortifia son camp à Châtenais, y fit transporter tous les fourrages ramassés dans les lieux circonvoisins, et ordonna aux gouverneurs de Saverne, de Haguenau, et des autres villes du pays, de faire le dégât dans toute l'étendue de leurs gouvernements. En se saisissant de Châtenais, le duc de Duras avait mis Montecuculli dans l'obligation, soit de forcer les retranchements français, soit de prendre un long détour pour entrer en Lorraine. Le général ennemi entreprit le siége de Haguenau. Sur ces entrefaites, le prince de Condé vint joindre l'armée à Châtenais, et en prit le commandement. A son approche, Montecuculli leva le siége de Haguenau. Le maréchal de Duras commanda l'armée du Rhin, sous Mgr. le Dauphin, par pouvoir du 14 septembre 1688. Il investit, le 27 du même mois, Philisbourg, qui capitula le 29 octobre suivant. On trouva dans cette place 187 pièces de canon, 150 milliers de poudre, 22,000 boulets, et 16,000 sacs de farine. Il força ensuite la ville de Manheim de se rendre, le 11 décembre, et la citadelle, de capituler le même jour. Il investit, le 15, la ville de Franckendal, qui battit la chamade, le 18. Le maréchal de Duras fut créé chevalier des ordres du roi, le 3 décembre. Nommé commandant de l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 26 février 1689, il eut ordre de brûler Bingen, ce qu'il exécuta au mois de juin. Il fit construire sur Manheim, et à l'embouchure du Necker, un fort, où il posta 400 hommes et 9 pièces de

canon, pour battre, sur le Rhin, tout ce qui pourrait y entrer par le Necker. Trop faible pour contraindre les Impériaux a lever le siége de Mayence, il pénétra dans le Wurtemberg, y leva des contributions, harcela les ennemis, les troubla dans leurs fourrages, et enleva leurs munitions. Il brûla Sintzheim, prit à discrétion Bruchsal, s'empara de Bretten, du château de Staffurt, de Gochsheim, de Dourlach, d'Ettlingen et de Pfortzheim; fit combler les retranchements de Stolhoffen, et revint à Philisbourg, où il amena une grande quantité de prisonniers. Après cette campagne, le maréchal de Duras ne servit plus que comme capitaine des gardes (1). Il mourut à Paris, le 12 octobre 1704, à l'âge de 79 ans. Il était alors doyen des maréchaux de France. (*Chronologie militaire, t. III, p. 24; Mémoires du Père d'Avrigny, Journal de Louis XIV, du Père Griffet; l'abbé le Pipre de Nœufville, Bauclas, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XII, pag. 353; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VI, pag. 125.*)

DE DURFORT (Jean-Baptiste), *duc de Duras, maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 29 janvier 1684, et fut d'abord connu sous le nom de comte de Duras. Il commença sa carrière militaire dans les mousquetaires. Il obtint, par commission du 18 octobre 1697, à la mort du duc de Duras son frère aîné, le régiment de cavalerie dont il était mestre-de-camp. Il servit, en 1701, sous le maréchal de Boufflers, à l'armée de Flandre, qui, dans une seule nuit,

(1) Le duc de Duras eut la réputation de l'un des hommes les plus honnêtes et les plus véridiques de son temps. L'anecdote que nous allons citer suffira pour faire connaître son caractère sous ce dernier rapport. Lorsque Villeroy partit pour aller remplacer Catinat dans le commandement de l'armée d'Italie, tous les courtisans, le voyant dans la plus haute faveur, s'empressèrent de le féliciter et de lui annoncer le plus grand succès. « J'attendrai votre retour, lui dit froidement le maréchal de Duras, pour vous faire compliment. »

s'empara, au nom de Philippe V, roi d'Espagne, de toutes les villes qu'occupaient les Hollandais. Employé à la même armée, en 1702, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, le comte de Duras combattit à Nimègue, le 11 juin, et y pressa si vivement les Hollandais, qu'il leur enleva un étendard. Il servit, en 1703, sous les maréchaux de Boufflers et de Villeroy; se trouva au siége de Tongres, qu'on força le 10 mai, et combattit à Eckeren, le 30 juin. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 20 février 1704, il fit la campagne de cette année, en Flandre, sous le maréchal de Villeroy, et défit, le 3 juillet, un parti de 400 hommes sorti de Montmélian, près Lichtenau. Il devint duc de Duras à la mort de son père, le 12 octobre de la même année. Employé sous le maréchal de Villars, en 1705, il attaqua, le 3 juillet, les lignes des ennemis à Weissembourg. Il contribua, en 1706, à la levée du blocus du fort Louis, par le prince de Bade, qui abandonna les retranchements de Drusenheim, le 1er mai. Il se trouva, le 20 juillet 1707, sous le même maréchal, à la prise de l'île de Marquisat. Il concourut à l'attaque et à la prise des lignes de Stolhoffen, le 22 mai; à la défaite d'un détachement des Impériaux, le 28; à la prise de Pfortzheim, puis à celle de Winhery et de Schorndorff. Il concourut à la défaite du général Janus, près de Lork, le 20; à la conquête de Suabs-Gemund, le 22; à l'échec que les Impériaux reçurent à Seckingen, le 23; enfin, à la prise de Lauffen, et à celle de Manheim. Il fut employé à l'armée de Flandre, sous les ducs de Bourgogne et de Vendôme, en 1708, et combattit à Oudenarde, le 11 juillet. Employé sous le maréchal de Villars, en 1709, il marcha au siége de Warneton, pris le 4 juillet; combattit à Malplaquet, le 11 septembre. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 29 mars 1710. il marcha à l'armée du Roussillon, sous le duc de Noailles: servit au siége de Gironne, investie le 27 décembre, et se trouva à l'assaut qui emporta la ville basse, le 23 janvier 1711; la ville haute capitula le 25. Il passa à l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou, par lettres du 17 juin : il ne s'y fit aucune expédition. Employé à

la même armée, sous le maréchal de Villars, en 1712, il attaqua les retranchements de Denain, qui furent forcés le 24 juillet. Il concourut à la prise de Marchiennes, le 30; au siége de Douai, qu'on prit le 8 septembre; à celui du Quesnoi, qui se rendit à discrétion, le 4 octobre, et à celui de Bouchain, dont la garnison fut prisonnière de guerre le 19. Il ne servit point en 1713. Employé à l'armée des frontières d'Espagne, en 1719, il marcha au siége de Fontarabie, qui capitula le 16 juillet; puis à ceux de Saint-Sébastien, qui se rendit le 1er août, et du château, pris le 17. On s'empara ensuite du château d'Urgel, et on assiégea Roses; mais les pluies obligèrent de lever le siége de cette place. Promu au grade de lieutenant-général, par pouvoir du 30 mars 1720, il fut nommé commandant en chef de la Guienne, en 1722. On le fit chevalier des ordres du roi, le 13 mai 1731. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 6 octobre 1733, il servit au siége de Kehl, où on ouvrit la tranchée la nuit du 19 au 20 octobre : cette place capitula le 28. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1734, il attaqua les ennemis dans leurs retranchements d'Etlingen, qui furent forcés le 4 mai. On lui donna le commandement en Franche-Comté, le 13 du même mois. Il servit au siége de Philisbourg, où il releva la tranchée le 10 juin. Il se trouvait, le 12, à côté de M. de Berwick, lorsque ce maréchal eut la tête emportée par un boulet de canon; il fut lui-même blessé par le piquet d'un gabion enlevé par le même boulet. Philisbourg capitula le 18 juillet. Le duc de Duras marcha ensuite au siége de Worms, qui capitula le 23. Il obtint le gouvernement du château Trompette, par provisions du 15 août. Il fut encore employé, par lettres du 1er avril 1735, à l'armée du Rhin, où l'on ne fit aucune expédition jusqu'à la paix, qui se conclut à la fin de la campagne. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 11 février 1741, il prêta serment en cette qualité, le 5 mars, et son état fut enregistré à la connétablie, le 3 avril 1749. Il se démit, le 15 mars 1741, du commandement de la Franche-Comté. Il obtint, à la mort du duc de Tallart, le gouvernement-général de la Franche-Comté et le gou-

vernement de Besançon, par provisions du 11 septembre 1705 Il prêta serment pour ces charges, le 15, et se démit du gouvernement du château Trompette. Il mourut à Paris, le 8 juillet 1770, dans sa 87e année. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 316; *Gazette de France*, *Mémoires du temps*, *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XII, pag.* 355).

DE DURFORT (Emmanuel-Félicité), *duc de Duras, pair et maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 19 décembre 1715, et fut d'abord connu sous le nom de *comte* de Durfort. Il entra aux mousquetaires, en 1731. Il devint duc, sur la démission de son père, au mois de mai 1733, et prit alors le nom de duc de Durfort. Il obtint une compagnie dans le régiment de cavalerie du Chayla, par commission du 25 août 1733; passa avec ce régiment à l'armée d'Italie, et se trouva à la conquête du Milanais. Nommé colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (depuis Puységur), par commission du 10 mars 1734, il le commanda, la même année, à l'attaque des lignes d'Ettlingen, et au siége de Philisbourg. En 1735, il servit à l'armée du Rhin, où l'on n'entreprit rien : la paix se fit au mois d'octobre. Il prit le titre de duc de Duras, au mois de février 1741. Il marcha, au mois d'avril 1742, à l'armée de Bavière, sous les ordres du duc de Harcourt, puis du comte de Saxe. Employé dans un corps de réserve, il s'y distingua en plusieurs occasions. Il marcha sur la frontière de Bohême, où l'armée du comte de Saxe joignit celle du maréchal de Maillebois. Il resta alors, avec son régiment, à la réserve du comte de Saxe, concourut à la prise d'Ellenbogen et de Caaden, et rentra en France, au mois de janvier 1743. Il fut créé brigadier, le 20 février suivant. Nommé colonel du régiment d'Auvergne, le 6 mars de la même année, il se démit alors de celui qui portait son nom. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 1er mai suivant, il combattit avec distinction à la bataille de Dettingen, où il fut blessé; finit la campagne en Basse-Alsace, et concourut à la défense de cette

donna des preuves du plus courageux dévouement pour la personne de Louis XVI. Ce fut surtout, lorsque le roi, voulant faire un voyage à Saint-Cloud, en fut empêché par la fureur populaire. La conduite que tint en cette circonstance le duc de Duras, irrita tellement la populace contre lui, qu'on eut beaucoup de peine à la calmer. S. M. l'envoya quelque temps après en Autriche, pour y complimenter l'empereur Léopold, sur son avénement au trône. Le duc de Duras émigra à la suite des princes français, habita successivement l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne. Il commença à Vienne, en 1800, après la mort de son père, son service de premier gentilhomme de la chambre du roi, auprès de S. M. Louis XVIII. Il rentra en France, avec la permission du roi, en cette même année, et n'en resta pas moins attaché à la famille des Bourbons, quoique vivant sous le gouvernement de Napoléon Buonaparte. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, le duc de Duras, qui était allé jusqu'à Londres au-devant du roi, fut nommé pair de France, le 4 juin. Il obtint aussi, le 24 novembre de la même année, le grade de maréchal-de-camp. Il reprit son service de premier gentilhomme de la chambre du roi, et en remplit les fonctions avec autant de calme que d'esprit, dans la séance de la chambre des pairs assemblée, le 9 mars 1815, à l'occasion du débarquement de Buonaparte. Il partit de Paris, dans la nuit du 19 au 20 du même mois, avec S. M., qu'il accompagna à Gand, et avec laquelle il revint quelques mois après dans la capitale. En 1816, le duc de Duras fut nommé, par S. M., l'un des 40 de l'Académie française. Il a été créé chevalier, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre 1820. Il est aussi décoré de la croix de l'ordre de Saint-Louis. (*Moniteur, annales du temps*.)

DE DURFORT (Charles-Armand-Fidèle), *comte de Duras, maréchal-de-camp*, oncle du précédent, naquit le 18 décembre 1743. Il était colonel des grenadiers de France, en 1767. Il fut créé brigadier, le 1er mars 1780, et maréchal-

de-camp, le 1er janvier 1784. (*Etat-général de la France, par Waroquier, tom. II, pag.* 40.)

DE DURFORT-DURAS (Guy-Aldonse), *comte*, puis *duc de Lorges-Quintin*, *maréchal de France* (1), frère puîné de Jacques-Henri de Durfort, duc de Duras, qui précède, naquit le 22 août 1630. Il fut fait capitaine de cavalerie au régiment de Turenne (depuis Duras), en 1644. Il servit avec le marquis de Duras, son frère, aux siéges et à la prise de Pouzon et Sant-Y A, et se trouva à la surprise de l'armée française par le général Mercy, à Mariendal, en 1645. Il combattit à la bataille de Nortlingue, et concourut à la prise de Landau, de Trèves, de Rain et de Landsberg, en 1646. Il se trouva à la prise de Biblingen, en 1647; de Tubingen, de Stenheim, de Hochst, de Darmstadt, de Guermesheim, et à la levée du siége de Worms par les Impériaux, en 1648; à la défaite du général Mélander, et à la réduction de plusieurs villes. Il suivit, ainsi que son frère, le parti de M. le prince de Condé, en 1651. Rentré en France, il leva, pour le service du roi, et par commission du 1er janvier 1657, un régiment de cavalerie qui fut licencié le 18 avril 1661, après la paix. Créé maréchal de camp, par brevet du 20 octobre 1665, il rétablit son régiment le 7 décembre suivant. Il servit en qualité de marechal-de-camp, en Flandre, sous le maréchal d'Aumont, en 1667; se trouva au siége de Bergues-Saint Vinoc, qui se rendit le 6 juin; à celui de Furnes, qui se soumit le 12; à la prise du fort de Saint François, qui ne fit aucune résistance, et à la conquête de Tournay, de Courtray et d'Oudenarde. Il servit, en 1668, sous le vicomte de Turenne. La paix ayant été conclue le 2 mai, on réduisit son régiment à une compagnie franche, le 26 du mê-

(1) Plusieurs historiens, entr'autres le Bœuf (*Histoire du diocèse de Paris*, tom. XV, pag. 70), parlent d'un maréchal de Lorges, qui, en 1544, aurait tenu une conduite affreuse envers les habitants de Lagny. Ce maréchal n'était point de la famille des Durfort : il s'appelait Jacques de Montgommery, comte de Lorges.

me mois. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 15 avril 1672, il fit la campagne de Hollande sous le vicomte de Turenne son oncle; concourut aux siéges et à la prise d'Orsoy, de Rhimberg, de Rées, d'Arnheim, de Skenk, de Nimègue, de Grave, et des île et ville de Bommel. Employé sous MONSIEUR, en Flandre, par lettres du 3 avril 1673, il servit au siége de Maëstricht, que le roi prit le 29 juin. Il eut le commandement de Rhimberg, par commission du 6 août. Employé à l'armée d'Allemagne, sous le vicomte de Turenne, il se trouva à la défaite du duc de Lorraine et du comte Caprara à Sintzheim, le 16 juin, et combattit à Ensheim, le 4 octobre; à Mulhausen, le 29 décembre, et à Turkeim, le 5 janvier 1675. La mort du vicomte de Turenne, tué à Salzbach le 27 juillet, jeta les troupes dans une confusion égale à leur douleur, et la disette acheva d'obliger l'armée française de décamper; elle se mit donc en marche dans la nuit du 29 au 30 juillet, alla à Bischen, et continua sa route pour passer le Rhin à Altenheim, où elle arriva le 1er août. Le comte de Lorges, qui depuis la mort de Turenne alternait avec le marquis de Vaubrun dans le commandement de l'armée, était alors de jour et commandait. Attaqué sur les 11 heures du matin, par Montecuculli, il soutint un combat qui dura 4 heures, et après lequel on se retrancha de part et d'autre, et on se canonna. Les Impériaux perdirent 2000 hommes et 4 pièces de canon. La perte des Français s'éleva aussi à près de 2000 hommes Le comte de Lorges fut blessé légèrement et eut un cheval tué sous lui dans cette occasion. Pendant la nuit qui suivit ce combat, le comte de Lorges passa le Rhin sans être inquiété. Créé maréchal de France, par état du 21 février 1676, il fut un des commandants de l'armée du roi en Flandre, par pouvoir du 10 mars. Il conduisit, le 25 avril, la gauche de l'attaque des dehors de la ville de Condé, qui furent emportés l'épée à la main; le gouverneur de cette place se rendit à discrétion le 26. Le maréchal de Lorges obtint de S. M., par provisions du 12 juin, la 3e compagnie des gardes-du-corps du roi, vacante par la mort du maréchal de Rochefort. Nom-

mé l'un des commandants de l'armée de Flandre, sous le roi et sous MONSIEUR, par pouvoir du 25 février 1677, il servit au siége de Valenciennes, qu'on emporta en plein jour le 17 mars, quoique ce fût une des plus fortes places des Pays-Bas. Il servit aussi à la prise de Cambrai, le 5 avril, et marcha ensuite aux siéges de Gand et d'Ypres, qui se rendirent au roi. Il commanda l'armée de Flandre, par pouvoir du 28 avril : la campagne finit par la paix de Nimègue, signée le 11 août. En 1684, le maréchal de Lorges marcha avec le roi au siége de Luxembourg, qui se rendit le 4 juin. Il fut envoyé par S. M., au mois de mars 1685, complimenter le roi d'Angleterre sur la mort de son frère et sur son avénement à la couronne. Il revint en France au mois d'avril, et fut créé chevalier des ordres du roi, le 31 décembre 1688. Il eut, par commission du 1er janvier 1689, le commandement en Guienne, avec les honneurs de gouverneur, pendant la minorité du comte de Toulouse, qui en avait le gouvernement. Il fut nommé commandant des troupes, en Guienne, en Poitou, en Saintonge, au pays d'Aunis, en Angoumois, en Béarn et au comté de Foix, par pouvoir du 12 février. Il fut rappelé de ce commandement pour aller prendre celui de l'armée entre la Meuse et l'Alsace, par pouvoir du 28 septembre. Il commanda l'armée d'Allemagne sous M. le dauphin, par pouvoir du 19 avril 1690 : on se contenta d'observer les ennemis. Le roi érigea le comté de Quintin en duché pour le maréchal de Lorges, par lettres données à Versailles, au mois de mars 1691, registrées au parlement de Paris, le 12 octobre. Le maréchal de Lorges commanda en chef l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 27 avril 1691 : il se tint sur la défensive. Commandant la même armée, par pouvoir du 30 avril 1692, il ravagea le pays ennemi en-deçà du Rhin, jusqu'à 3 lieues de Mayence, afin d'ôter aux Impériaux le moyen de subsister. Il battit, par un détachement, au mois de juillet, une partie de l'armée ennemie près d'Eppenheim, et chassa, au mois d'août, les Impériaux de l'église et du château de Dudenhowen. Il leur tua, le 2 septembre, près de Bestheim, 2 colonels, 2 lieutenants-colonels, 500 hommes et un grand

nombre de chevaux. Il s'empara de Pforzheim, le 26, et y fit prisonniers de guerre, le commandant, 12 officiers et 500 hommes de la garnison. Il marcha, le 27, contre le duc de Wurtemberg, qui était à la tête de 6000 chevaux et de 500 hussards, le mit en fuite et le poursuivit jusqu'à Vaihingen, où il avait une garnison forte de 200 hommes de troupes régulières et de 3000 bourgeois ou paysans. Les Impériaux abandonnèrent et la ville et le château, dans lequel on avait renfermé toutes les richesses des environs. On y trouva 100,000 livres destinées au paiement des troupes. On se saisit des chariots, des mulets, de la vaisselle, de la cassette du duc de Wurtemberg, qui fut pris lui-même et qui laissa 900 de ses morts sur la place. On fit en outre 400 prisonniers, on prit 2000 chevaux, 9 étendards, 2 paires de timbales et 2 pièces de canon. 600 hommes qui défendaient Kitlingen ayant abandonné cette ville, on s'en saisit; on s'empara aussi de Newembourg. Le maréchal de Lorges s'avança ensuite pour secourir Ebernbourg. Il arriva, le 8 octobre, à Flonheim, à 3 lieues des assiégés, et aussitôt les ennemis levèrent le siége. Il commanda encore l'armée d'Allemagne, conjointement avec le maréchal de Choiseul, par pouvoir du 27 avril 1693. Il fit seul le siége d'Heidelberg, qu'il emporta, l'épée à la main, le 21 mai: le château se rendit le 23. Il attaqua ensuite Wingemberg qu'il prit d'assaut pendant la nuit, après trois attaques: cette ville fut pillée et brûlée aussi-bien qu'Eppenheim. Il rasa Weinheim; se saisit de Darmstadt, et se contenta d'y établir des contributions. Il joignit l'armée de M. le dauphin, le 23 juillet, à Mélingen; et, après plusieurs marches, les troupes entrèrent dans leurs quartiers d'hiver. Il reçut l'ordre de Saint-Louis, des mains du roi, au mois de décembre. Il commanda la même armée, avec le maréchal de Joyeuse, par pouvoir du 28 avril 1694. Ils tuèrent aux ennemis, près de Vislok, le 25 juin, 150 hommes, leur en prirent 400, quelques étendards et plusieurs chevaux. Dans la même année 1694, il avait été nommé au gouvernement de la Lorraine. Il commanda encore l'armée d'Allemagne, conjointement avec le maréchal de Joyeuse, par

pouvoir du 20 avril 1695, et eut un plein pouvoir d'agir comme il le jugerait à propos. Il reçut bientôt après un ordre de ne rien hasarder, ce qui l'obligea de se resserrer dans son camp, de crainte que quelque occasion ne l'engageât à une action importante. Il tomba malade au mois d'août, se rétablit au commencement de septembre, et reprit le commandement des troupes le 4 du même mois. Il renforça la garnison du Fort-Louis de 500 hommes d'infanterie et de 250 dragons. Il mit ensuite son armée en quartier d'hiver. Il ne servit pas depuis, et mourut à Paris, le 22 octobre 1702, âgé de 72 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. III, pag. 24; Mémoires du père d'Avrigny; Histoire militaire de M. de Quincy, Journal historique de Louis XIV, le père Griffet, l'abbé de Neufville, Bauclas, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. X, pag.* 224; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXV, pag.* 43.)

---

(1) Le duc de Saint-Simon, qui distribuait peu la louange, a cependant fait le plus grand éloge du maréchal de Lorges. C'était, dit il dans ses mémoires, la vérité et la candeur même, sans humeur, sans fiel, égal, uni, simple, aisé à servir, prompt à obliger, et toujours porté à pardonner. Sa conversation était peu brillante, parce qu'il était peu soucieux de se montrer; mais il était doué du sens le plus droit. Si quelquefois il faisait sentir de la hauteur, ce n'était qu'à propos. Louvois, qui voulait se dispenser de lui donner le bâton de maréchal de France, lui ayant offert le gouvernement d'Alsace, vacant par la mort de M. de Vaubrun, le maréchal lui répondit : « Ce qui était bon pour un cadet de Nogent ne « l'est pas pour un cadet de Duras. » Le maréchal de Lorges joignait à la valeur la plus ferme et la plus tranquille des vues vastes et bien combinées, une facilité extrême à manier les troupes, et une grande prévoyance des mouvements de l'ennemi. La justesse de ses déploiements et la sagesse de ses précautions étaient telles qu'il fatiguait ses troupes le moins que possible. Plus jaloux de la gloire d'autrui que de la sienne, il la donnait tout entière a qui la méritait, et sauvait les fautes avec une bonté toute paternelle ; aussi était-il adoré des officiers et des soldats. Il n'était pas moins aimé à la cour. Son désintéressement était extrême, et jamais il ne souilla ses mains des produits d'aucune exaction commise en pays ennemi. Rien n'était égal à sa tendresse envers sa famille et à sa douceur dans la société de ses amis.

DE DURFORT DE LORGES (Guy-Michel), *duc de Randan*, *maréchal de France*, petit-fils du précédent, naquit le 26 août 1704, et fut connu d'abord sous le nom de comte de Lorges. Il entra aux mousquetaires, en 1719; obtint, le 5 janvier 1720, une commission de mestre-de-camp réformé à la suite du régiment de cavalerie de Saint-Simon, et un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 6 octobre 1723. Il devint duc de Quintin, sur la démission de son père, Guy-Nicolas de Durfort, au mois de juillet 1728, et prit le nom de duc de Durfort. Il fut nommé lieutenant général au gouvernement de la Franche-Comté, sur la démission du duc de Harcourt, par provisions du 10 mai 1730. Devenu seigneur de Randan, par la donation qu'une de ses tantes lui fit de cette terre, au mois de mai 1733, il prit alors le nom de duc de Randan. Il passa en Italie, avec son régiment, au mois d'octobre; se trouva à tous les siéges qu'on y entreprit, ainsi qu'à la conquête du Milanais, et rentra en France, au mois d'avril 1734. Il servit au siége de Philisbourg. Il obtint le grade de brigadier, par brevet du 1er août, et des lettres de service, du même jour, pour l'armée du Rhin, où il servit encore, par lettres du 1er janvier 1735. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er janvier 1740, il se démit de son régiment, et obtint le commandement en Franche-Comté, par commission du 15 mars 1741. Employé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août de la même année, il marcha, avec la 4e division des troupes, qui partit de Givet, le 3 septembre, et la conduisit en Westphalie. Il commanda pendant l'hiver à Munster-Eyffeld, sous M. de Vaudrey. Lorsque cette armée passa, au mois d'août 1742, de Westphalie en Bohême, il marcha, avec la 3e division, se trouva à différentes escarmouches sur les frontières de la Bohême, concourut à la levée du siége de Braunau par les ennemis, et passa l'hiver en Franche-Comté, où il résida pendant toute la campagne de 1743, et l'hiver de 1743 à 1744. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il resta cependant en Franche-Comté une partie de la campagne, puis il joignit

l'armée, au mois d'août. Il se trouva à l'affaire de Haguenau, servit au siége de Fribourg, et retourna en Franche-Comté. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1745, il fut reçu le 2 février. Employé à l'armée du Bas-Rhin, sous M. le prince de Conti, par lettres du 1er avril, il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er mai, et servit à cette armée, qui se tint sur la défensive, comme maréchal-de-camp, n'ayant été déclaré lieutenant-général qu'au mois d'octobre de la même année. Employé à l'armée commandée par M. le prince de Conti, par lettres du 1er mai 1746, il servit aux siéges de Mons et de Charleroi. Étant passé à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Saxe, il combattit à Raucoux, et retourna ensuite en Franche-Comté, où il resta jusqu'à la paix. Il commanda le camp de Gray, par lettres des 13 juin 1753 et 8 août 1754. Il obtint le gouvernement des ville et citadelle de Blaye, par provisions du 8 mars 1755. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il servit successivement sous les ordres des maréchaux d'Estrées et de Richelieu, et sous ceux de M. le comte de Clermont, par lettres du 17 janvier 1758. Il se trouva à la bataille d'Hastembeck, ainsi qu'à la conquête de l'électorat de Hanovre, et rentra en France, au mois de juin 1758, pour se rendre en Franche-Comté, où il commandait encore en 1762. Le roi lui avait accordé, le 23 juillet 1758, les entrées de sa chambre, en considération de ses services. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 336.)

DE DURFORT-DURAS (Louis), *duc de Lorges, lieutenant-général*, frère puîné du précédent, naquit le 18 février 1714, et fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Lorges. Il leva une compagnie au régiment de cavalerie de Lorges (depuis Randan), par commission du 2 février 1727, et servit, la même année, au camp de la Sambre. Il passa, avec ce régiment, à l'armée d'Italie, au mois d'octobre 1733, et se trouva à la conquête du Milanais, aux mois de novembre et décembre de la même année, et aux mois de

janvier et février 1734. Devenu colonel-lieutenant du régiment royal la Marine, par commission du 10 mars suivant, il le commanda à l'armée du Rhin, se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, qui furent forcées, et monta plusieurs tranchées au siége de Philisbourg. Il continua de servir à la même armée, en 1735 : la paix se fit au mois d'octobre. Il prit le nom de comte de Lorges, au mois de février 1737, en se mariant. Il servit à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Noailles, en 1742, et contribua à la défense de cette frontière. Créé brigadier, par brevet du 20 fevrier 1743, il fut employé, en cette qualité, à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 1er avril ; se trouva à la bataille de Dettingen ; finit la campagne en Basse-Alsace, sous le même général, et commanda pendant l'hiver à Aire, par lettres du 1er janvier 1744. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril suivant, il servit, sous les ordres du roi, aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes ; joignit, au mois de juillet, l'armée commandée par le maréchal de Saxe, et finit la campagne au camp de Courtray. Il obtint une place de Menin de Mgr. le dauphin, par brevet du 18 février 1745. Il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai, il se trouva, comme brigadier, à la bataille de Fontenoy (1), au siége et à la prise de la ville de Tournay. Déclaré maréchal-de-camp, le 1er juin, il se démit de son régiment, et servit, en sa nouvelle qualité, au siége de la citadelle de Tournay, et à la prise d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il couvrit, avec l'armée, les siéges de Mons, de Charleroy et de

(1) Au moment où l'on désespérait de l'affaire de Fontenny, le maréchal de Saxe avait envoyé deux fois au comte de la Marck l'ordre d'évacuer Antoin avec le régiment de Piémont Ces ordres ne furent pas suivis. Le maréchal fit signifier un troisième ordre au comte de Lorges, en le rendant responsable de l'exécution : celui-ci obéissait à regret, lorsque le duc de Biron, voyant la maison du roi fondre sur l'ennemi, prit sur lui la désobéissance. Le maréchal de Saxe, qui arriva un instant après, approuva cette résolution.

Namur, et se trouva à la bataille de Raucoux. Employé à l'armée des Pays-Bas, par lettres du 1er mai 1747, il joignit, le 7, les troupes qui étaient aux ordres du marquis de Contades, servit aux siéges des forts de Lieskenshocke et de la Perle, aux siéges d'Hulst et d'Axel, et combattit ensuite à Lawfeld. Il obtint, au mois de décembre, le gouvernement de Redon. Employé à la même armée, par lettres du 15 avril 1748, il servit au siége de Maestricht. Il obtint le pouvoir de lieutenant-général des armées du roi, le 10 mai; revint à la cour, le 14, et fut déclaré lieutenant-général, au mois de décembre. Il servit au camp de Gray, sous les ordres du duc de Randan, par lettres des 13 juin 1753 et 1754. Employé à l'armée que le roi envoyait en Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se rendit à Dusseldorff, le 25 avril, et servit d'abord au corps séparé que commandait le prince de Soubise. Détaché ensuite, avec 12 compagnies de grenadiers et 200 chevaux, pour concourir à la prise de Bielefeld, il ne put arriver qu'après que cette place fut emportée par le comte de Chabo. Il joignit ensuite l'armée commandée par le maréchal d'Estrées, et se trouva à la bataille d'Hastembeck. Il rejoignit l'armée commandée par le prince de Soubise, sur les frontières de la Saxe, et fut détaché avec 3 brigades de cavalerie et une de dragons, pour éclairer les mouvements des Prussiens et rassembler des subsistances. Il combattit à Rosback, et commanda, pendant l'hiver, à Hanau Il se trouva, en 1758, à la bataille de Crewelt, sous les ordres de M. le comte de Clermont, et finit la campagne sous ceux du marquis de Contades, qui se tint sur la défensive. Employé en Guienne, par lettres du 1er mai 1759, il y commanda encore, sous l'autorité du maréchal de Richelieu, et en chef en son absence. Il obtint un brevet de duc, le 21 avril 1759, et prit le nom de duc de Lorges, le même jour. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 514; *Gazette de France*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XXV*, *pag.* 43.)

DE DURFORT-CIVRAC (François-Aymery), *marquis de Civrac*, *maréchal-de-camp*, d'une autre branche de la

4

famille des précédents, fut fait lieutenant-réformé au régiment du Roi infanterie, le 15 avril 1741. Il se trouva, avec ce régiment, à la prise de Prague, au mois de novembre suivant; au combat de Sahay; au ravitaillement de Frawemberg, et à la défense de Prague. S'étant particulièrement distingué dans une sortie faite par la garnison de cette ville, le 22 août 1741; il fut nommé lieutenant en second le lendemain. Il continua de servir dans Prague, et se trouva à la fameuse retraite de cette ville. Il combattit à la bataille de Dettingen, en 1743. Il servit aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; se trouva à l'affaire d'Haguenau, et fut employé au siége de Fribourg, en 1744. Nommé lieutenant dans le régiment du Roi, le 26 mars 1745; il combattit à Fontenoy, le 11 mai, et servit ensuite au siége de Tournay. Ayant été nommé colonel du régiment d'infanterie d'Aunis, par commission du 26 du même mois de mai; il alla prendre le commandement de ce régiment qui se trouvait alors à l'armée du Bas Rhin, où il finit la campagne. Il commanda son régiment aux siéges de Mons, de Charleroi, et des ville et châteaux de Namur, et à la bataille de Raucoux, en 1746. Il passa à l'armée d'Italie avec son régiment, au mois de novembre de cette dernière année, y contribua à la levée du siége d'Antibes, par les ennemis, et concourut à leur faire évacuer la Provence, dans les premiers mois de 1747. Il campa sous Briançon, depuis le 15 juin de cette dernière année, jusqu'au 19 juillet suivant, époque à laquelle il marcha à l'attaque des retranchements du col de l'Assiette, où il fut blessé. Nommé colonel-lieutenant du régiment Royal-des-vaisseaux, par commission du 7 août suivant, il se démit alors du régiment d'Aunis, et revint en France. Il commanda le régiment Royal-des-vaisseaux, au siége de Maestricht, en 1748. Il obtint une place de menin de M. le dauphin, le 20 mars 1752. Il commanda son régiment au camp de Mézières, en 1753; au camp de Grandville, en 1756, et sur les Côtes, en 1757, et les années suivantes. Il obtint le grade de brigadier, le 1er mai 1758. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 20 février 1761, il ne fut déclaré tel, qu'au mois

de novembre suivant. Il se démit alors du régiment Royal-des-vaisseaux. Il fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai 1762. Il mourut à Paris, le 28 décembre 1773. (*Chronologie militaire, tom. VII, p. 470.*)

DE DURFORT-CIVRAC (Venant-Aymery-Louis-Henri), *comte de Blanzac*, puis *marquis de Civrac, maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit en octobre 1751. Il fut créé brigadier de cavalerie, le 1er janvier 1784, et maréchal-de-camp, le 9 mai 1788. (*Etat général de la France, par Waroquier, tom. II pag.* 59.)

DE DURFORT-CIVRAC (Jean-Laurent), *duc de Lorges, pair de France et lieutenant-général*, issu de la même branche que le précédent, naquit le 7 juillet 1746. Il fut créé duc de Lorges, le 25 mars 1773. On le fit chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, en 1776. Il obtint la lieutenance-générale de roi au comté de Bourgogne, le 15 mai 1778. On le créa brigadier d'infanterie, le 5 décembre 1781, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de lieutenant-général, après 54 ans de service. (*Etats militaires.*)

DE DURFORT (Sarrain), *marquis de Durfort-Boissière, maréchal-de-camp*, d'une autre branche de la même famille que les précédents, fut fait capitaine au régiment d'infanterie de son père, Jean-Silvestre de Durfort, le 1er janvier 1702. Nommé colonel du même régiment sur la démission de son père, par commission du 13 mai 1703, il le commanda aux siéges de Chambéry et de Suze; à la soumission des vallées de Saint-Martin et de Saint-Germain, et à la prise d'Aoste et de la vallée de ce nom, sous le duc de La Feuillade, en 1704. Il se trouva aux siéges de Vérue et de Chivasso, et à la bataille de Calcinato, en 1705, et à la bataille de Castiglione, en 1706. Il servit à l'armée du Dauphiné, en 1707; à l'attaque des deux Sezannes, en 1708, et fut employé à l'armée du Dauphiné, en 1710, jusqu'à la

paix. Son régiment ayant été réformé, par ordre du 16 janvier 1714, le marquis de Durfort-Boissière fut entretenu colonel réformé à la suite du régiment de Picardie, par ordre du 10 février suivant. Créé brigadier, par brevet du 1er février 1719, il commanda, par commission du 25 août 1734, un régiment de milice de deux bataillons de la généralité de Bordeaux. Ayant été déclaré, au mois de novembre suivant, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié le 1er août précédent, il se démit alors de son régiment et ne servit plus. Il mourut le 5 avril 1755. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 109.)

DE DURFORT-CLERMONT (Sarrain, *vicomte*), *lieutenant-général*, issu de la même famille que le précédent, fut fait mestre-de-camp-lieutenant au régiment de Chartres-cavalerie, en 1758. Il obtint le grade de brigadier de cavalerie, le 25 novembre 1766, et celui de maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770. On le créa lieutenant-général, le 1er mars 1784. (*Etat général de la France, par Waraquier, tom. II, pag* 41.)

DE DURFORT-BOISSIÈRE (Sarrain-Alphonse-Marc-Armand-Emmanuel Louis, *comte*), *lieutenant-général*, et cousin du précédent, naquit le 19 janvier 1753. Après avoir été successivement officier au régiment de Chartres-cavalerie, officier supérieur de gendarmerie, colonel de chasseurs à cheval, il obtint le grade de maréchal-de-camp. En 1791, il fut chargé par LL. MM. d'aller vers S. A. R. M. le comte d'Artois et l'empereur d'Autriche Léopold, pour instruire ces princes de la situation dans laquelle se trouvaient le roi et la reine de France (1). Il fut en outre chargé d'aller instruire l'archiduchesse gouvernante des Pays-Bas, du

(1) A son retour, la reine Marie-Antoinette eut la bonté de lui dire ces paroles mémorables, qui exprimaient parfaitement la position des deux augustes époux : « M. de Durfort, nous vous devons beaucoup de remerciments; mais nous n'avons à vous offrir que de la reconnaissance. » On peut lire les détails de cette importante mission dans les derniers mémoires publiés par M. Bertrand de Molleville.

départ de LL. MM. de Paris (1). Il émigra, et fit les campagnes de 1792, 1793 et 1794, à l'armée des princes, et celle de 1795, sous le lord Moira. Ce fut lui qui présenta, à Londres, à M. de Blacas et aux ministres du roi d'Angleterre, la personne chargée d'émettre les vœux de la ville de Bordeaux en faveur de S. M. Louis XVIII. Rentré en France, en 1814, après la restauration du trône des Bourbons, il fut promu au grade de lieutenant-général. En 1815, il suivit le roi à Gand pendant les *cent jours*, et rentra en France, dans la même année, à la suite de S. M. Il a été admis à la retraite du grade de lieutenant-général, après 46 ans de service. (*Etats militaires, annales du temps, tableau des pensions.*)

DE DURFORT-D'EYME (Louis-Philippe), *comte de Durfort, lieutenant-général*, issu d'une autre branche de la même famille que les précédents, fut fait lieutenant au régiment d'infanterie d'Auvergne, le 25 février 1744, et servit, la même année, aux siéges de Menin et d'Ypres. Parvenu à une compagnie, le 30 mars 1745, il la commanda à la bataille de Fontenoy; aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde et de Dendermonde. Il entra 2ᵉ enseigne au régiment des gardes-françaises, le 30 août de la même année, et servit en cette qualité, au siége d'Ath. Il devint 1ᵉʳ enseigne de sa compagnie, le 20 février 1746; se trouva à la bataille de Raucoux, au mois d'octobre suivant, et fit la campagne de 1747. Nommé sous-lieutenant le 3 mars 1748, il servit au siége de Maëstricht, et fut fait sous-aide-major du régiment des gardes, le 25 janvier 1750.

(1) La reine, qui honorait M. de Durfort de son estime et de sa confiance, le recommanda à sa sœur, l'archiduchesse Christine, de la manière suivante : « J'aime beaucoup les Durfort : vous marquerez à cette » famille en toute occasion votre reconnaissance et attention. »

Les auteurs de la Biographie des hommes vivants se sont trompés, lorsque, dans leur *tom. II, pag.* 498, ils ont attribué au comte Étienne de Durfort les deux missions que nous venons de citer. Nous sommes certains que c'est le comte Sarrain-Alphonse de Durfort, qui a eu l'honneur d'en être chargé.

Il quitta ce régiment au mois de novembre suivant, et obtint, le 23 du même mois, une commission de capitaine réformé à la suite du régiment de cavalerie de Poly. Il fut fait 4ᵉ cornette de la compagnie des chevau-légers de la garde du roi, par brevet du 4 juillet 1762, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, par commission du même jour. Il devint 3ᵉ cornette, le 7 mai 1758. Nommé colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 22 juillet de la même année, il se démit de la charge de cornette des chevau-légers de la garde. Il joignit son régiment à l'armée d'Allemagne, et le commanda aux batailles de Berghem et de Minden, en 1759; aux affaires de Corbach et de Warbourg, en 1760, et passa l'hiver à Goëttingen. Créé brigadier, le 20 février 1761, et nommé le même jour colonel du régiment de Picardie, il sortit de Goëttingen, le 27 mars, avec le vicomte de Belsunce. Ils attaquèrent le général Colignon, près de Northeim, lui tuèrent 60 hommes, prirent 2 pièces de canon, 8 officiers et 220 soldats, et obligèrent l'ennemi d'abandonner ce poste. Il joignit ensuite le régiment de Picardie, qu'il commanda à l'affaire de Filinghausen, au mois de juillet, et aux combats de Grebenstein et de Johansberg, en 1762 Il fut déclaré maréchal-de-camp, au mois de mai 1763, pour tenir rang du 25 juillet 1762, jour de la date de son brevet. Il se démit alors du régiment de Picardie. Il fut promu au grade de lieutenant-général, le 5 décembre 1781, et fut élevé à la dignité de grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 août 1783. Il avait été reçu commandeur de l'ordre de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et de St.-Lazare, le 5 février 1762. (*Brevets militaires.*)

DE DURFORT (Étienne-Narcisse, *comte*), *pair de France, lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit le 3 octobre 1753. Il était chevalier de Saint-Louis et colonel du régiment de Franche Comté, en 1777. Il émigra, et servit sous les étendards des princes français. En 1795, il était aide-de camp de MONSIEUR, comte d'Artois. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, le comte de Durfort

fut nommé, par le roi, membre de la commission chargée d'examiner et de vérifier les titres et brevets des anciens officiers de l'armée. Il obtint le grade de lieutenant-général, le 22 juin de la même année. Il fut fait capitaine-lieutenant des gendarmes de la garde du roi, et créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août suivant. Il fut élevé à la pairie, par ordonnance royale du 17 août 1815. On lui donna le gouvernement de la 6ᵉ division militaire (Besançon), le 10 janvier 1816. Il fut créé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai suivant. Il possède encore, en 1822, le gouvernement de la 6ᵉ division militaire. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE DURFORT (Armand-Céleste, *comte*), *maréchal-de-camp*, neveu du précédent, émigra en 1791, et fit toutes les campagnes de l'armée des princes français. Il fut ensuite attaché au service de l'Autriche. Il rentra en France postérieurement à la révolution du 18 brumaire (9 novembre 1799). Après la restauration du trône des Bourbons, il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 11 septembre 1814. On l'attacha au corps royal d'état-major, par ordonnance du 6 mai 1818. Il donna sa démission de chef de l'état-major de la 1ʳᵉ division militaire, en 1820. (*Moniteur, états militaires.*)

DUROC (Gérard-Christophe-Michel), *duc de Frioul, général de division*, naquit à Pont-à-Mousson, le 25 octobre 1772. Les études militaires furent en partie celles de sa première jeunesse. Il fut reçu, à l'école de Brienne (1), comme élève sous-lieutenant d'artillerie, le 1ᵉʳ mars 1792; devint second lieutenant, le 1ᵉʳ juin 1793; premier lieutenant, le 18 novembre suivant, et second capitaine, le 22 octobre 1794. En 1795, il était capitaine d'artillerie, em-

(1) Il y fut condisciple de Napoléon Buonaparte. Ce fut à ce titre que le général Marmont le présenta, en 1796, au général en chef Buonaparte, qui se l'attacha dès lors d'une manière particulière.

ployé à l'armée d'Italie dans l'équipage des ponts, commandé par le chef de brigade Andréossy. Lorsque le général l'Espinasse fut chargé du commandement de l'artillerie de cette armée, il prit le capitaine Duroc pour l'un de ses aides-de-camp. L'activité, le zèle et les talents que Duroc avait déployés, le firent remarquer du général en chef Buonaparte, qui en fit, en 1796, l'un de ses aides-de-camp. Duroc suivit son général dans toutes ses campagnes d'Italie. Il combattit avec beaucoup de valeur, le 7 septembre 1796, à l'affaire de Primolano, et y eut un cheval tué sous lui. Il se distingua de nouveau au passage de l'Izonso, le 19 mars 1797, et fut un des officiers dont le général en chef fit une mention particulière dans son rapport au directoire-exécutif (1). Il avait obtenu le grade de chef de bataillon d'artillerie, lorsqu'il accompagna Buonaparte dans l'expédition d'Égypte, en 1798. Il fut blessé d'un éclat de bombe au siége de Saint-Jean-d'Acre. Il revint en France avec Buonaparte, en 1799; participa à la révolution du 9 novembre (18 brumaire), et remplit les fonctions d'aide-de-camp auprès du premier consul, qui le nomma général de brigade. Buonaparte voulant, en 1800, obtenir la médiation du roi de Prusse, pour avoir la paix avec l'Allemagne, et désirant en même temps que le cordon des troupes prussiennes s'étendît sur le Bas-Rhin, afin d'avoir lui-même, en cas de guerre, une ligne moins considérable à défendre, Duroc fut chargé d'aller remplir, près du roi Frédéric-Guillaume, cette mission délicate. Il s'en acquitta avec une adresse qui fut couronnée d'un plein succès. Il suivit, la même année, le premier consul à l'armée de réserve, et se trouva, le 31 mai, au passage du Tésin. S'étant embarqué avec trop de précipitation, il tomba dans cette rivière, et il s'y serait noyé, sans le dévouement de quelques grenadiers, qui se jetèrent à la nage, et le rame-

(1) Buonaparte écrivait : « Mon aide-de-camp, le capitaine Duroc, s'est » conduit avec la bravoure qui caractérise l'état-major de l'armée d'I- » talie. »

nèrent sur la rive. Après la bataille de Marengo, il fut chargé de porter à Vienne l'*ultimatum* du gouvernement français pour la paix. Il y retourna ensuite, pour mettre sous les yeux de l'empereur d'Autriche les préliminaires de paix signés à Paris. En 1801, le premier consul l'envoya en mission près de l'empereur de Russie. Duroc arriva à Saint-Pétersbourg, le 25 mai, et fut présenté, le 26, à l'empereur Alexandre. Il se rendit ensuite à Stockholm, puis à Copenhague. Il reçut, dans cette dernière ville, une lettre et un présent que lui envoyait le roi de Suède. En 1804, Buonaparte chargea le général Duroc de présider le collége électoral du département de la Meurthe. Le gouvernement impérial ayant été établi dans la même année, Duroc, qui était alors général de division, fut nommé gouverneur du palais impérial des Tuileries, et prêta serment en cette qualité, le 18 mai. Il devint grand-officier du palais de l'empereur, au mois de juillet suivant, et obtint, quelque temps après, la charge de grand-maréchal du palais, qu'il a conservée jusqu'à sa mort. Pendant la campagne de 1805, contre les Austro-Russes, il remplaça momentanément le général Oudinot dans le commandement de la division de grenadiers de la grande-armée. En 1806, le général Duroc s'aboucha, à Charlottembourg, avec le marquis de Lucchesini et le général Zastrow, pour traiter de la paix avec la Prusse. Dans la même année 1806, le roi de Hollande (Louis Buonaparte) lui donna le grade de général-major dans ses armées. En 1807, il fut chargé de porter, au quartier-général-impérial russe, le traité d'armistice signé par Napoléon, et de l'échanger contre une copie ratifiée par l'empereur de Russie Il signa, dans la même année, comme plénipotentiaire de Napoléon, le traité de paix avec le roi et les princes de la Saxe. Le 5 mai 1808, il signa, en la même qualité, le traité par lequel le roi d'Espagne Charles IV céda à l'empereur Napoléon tous ses droits à la couronne des Espagnes. Il signa également le traité par lequel le prince Ferdinand (actuellement roi d'Espagne) adhéra à cette renonciation. Il accompagna, la même année, Napoléon, pendant son voyage

dans les états de la confédération du Rhin. En 1809, il fut créé duc de Frioul. Après la bataille de Wagram, il fut envoyé à Budweis, pour complimenter l'archiduc Charles d'Autriche, qui l'accueillit avec beaucoup d'obligeance, et le garda assez long-temps près de lui. En 1812, le duc de Frioul accompagna Napoléon dans la campagne de Russie, et fit, près de sa personne, la désastreuse retraite de Moskou. En 1813, il fit aussi la campagne de Saxe, et fut frappé au bas-ventre par un boulet de canon, au combat de Reichembach, le 22 mai : il mourut de cette blessure, douze heures après l'avoir reçue (1). Le général Duroc était décoré du grand-aigle de la Légion-d'Honneur. Il était aussi grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne de Fer, du royaume d'Italie; chevalier de l'Aigle-d'or de Wurtemberg,

---

(1) Le boulet qui frappa le général Duroc était un des derniers que l'ennemi tira dans cette journée. Duroc causait alors avec le duc de Trévise et le général Kirgener, qui fut tué par le même boulet, et se trouvait à une distance assez éloignée du feu. Dès que l'armée eut pris ses bivouacs, Napoléon se rendit auprès du général Duroc, qu'il trouva plein de connaissance, et conservant le plus grand sang-froid. Duroc baisa la main de l'empereur, et lui dit : « Toute ma vie a été consacrée à votre »service, et je ne la regrette que par l'utilité dont elle pouvait vous »être encore. » — «Duroc, lui dit l'empereur, il est une autre vie ; c'est »là que nous nous retrouverons un jour. » — « Oui, sire ; mais ce sera »dans 30 ans, lorsque votre majesté aura triomphé de tous ses ennemis »et réalisé les espérances de notre patrie... J'ai vécu en honnête homme; »je ne me reproche rien. Je laisse un fils : votre majesté lui servira de »père.» Napoléon, serrant la main droite de Duroc, resta un quart d'heure la tête appuyée sur sa main gauche, dans le plus profond silence. Duroc rompit ce silence, en disant : «Ah ! sire, allez vous-en, ce spec»tacle vous peine. » Napoléon se retira alors, et ne put que dire à Duroc: »Adieu donc, mon ami. » Deux mois et demi après, dans une marche militaire de Reichenbach à Gorlitz, Napoléon s'arrêta à Mackersdorff, manda le propriétaire de la petite ferme où Duroc était mort, et lui assigna, en présence du curé et du juge de Mackersdorff, une somme de 20 mille francs, dont 4 mille pour l'élévation d'un monument funèbre en mémoire de son ami, et 16 mille pour le propriétaire de la maison. L'argent fut compté de suite. On trouve ces derniers détails dans *la Campagne de Saxe*, en 1813, ouvrage publié par un écrivain allemand, le baron d'Adeleben.

chevalier de l'ordre de la Couronne de Saxe, grand'croix de l'ordre de la Fidélité de Bade, grand'croix de l'ordre de Saint-Joseph de Wurtzbourg, grand'croix de l'ordre de Saint-Léopold d'Autriche, et chevalier de l'Aigle-noire de Prusse. (*Moniteur, annales du temps.*)

DUROSNEL (Antoine-Jean-Auguste-Henri, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Paris, le 9 novembre 1771. L'éducation soignée qu'il reçut dans sa jeunesse, et un goût décidé pour les armes, le firent avancer rapidement dans la carrière militaire. Il dut une grande partie de son instruction, dans cette profession, aux soins du général d'Harville, qui le prit fort jeune auprès de lui, et en fit son aide-de-camp. Après avoir passé par tous les premiers grades, il devint colonel du 16ᵉ régiment de chasseurs à cheval, à la tête duquel il se distingua à la bataille de Môskirch, le 5 mai 1800, en chargeant un corps de hulans trois fois plus nombreux que n'était son régiment. Il donna de nouvelles preuves de bravoure et d'habileté au combat d'Enns, en 1805. Sa belle conduite, à la bataille d'Austerlitz, lui valut le grade de général de brigade, qui lui fut conféré par décret du 24 décembre de la même année. Il fit la campagne de 1806, contre les Prussiens, et se distingua, le 14 octobre, à la bataille d'Jena, où, à la tête des 7ᵉ et 20ᵉ régiments de chasseurs à cheval, il fit une charge hardie qui eut le plus grand succès. Il fut ensuite détaché, sur l'Oder, pour intercepter les convois ennemis, et y réussit complétement. Continuant d'être employé à la grande-armée, en 1807, il fit la campagne de Pologne, et s'y fit de nouveau remarquer, notamment le 9 juin, au combat de Glottau, où il contribua, par des charges bien dirigées, à défaire entièrement un corps ennemi qui formait l'arrière-garde de l'armée russe. Après cette affaire, il concourut, avec sa brigade, à poursuivre l'arrière-garde ennemie sur la rive droite de l'Alte. Dans la même année 1807, le général Durosnel fut autorisé à porter la décoration de chevalier de l'ordre du Lion de Bavière. Il fut aussi créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 mai. Napoléon lui conféra le titre

de comte, en 1808. Employé à l'armée d'Espagne, il tomba, le 24 décembre de la même année, avec 400 chevau-légers de la garde impériale, sur une colonne d'infanterie anglaise en marche, sabra un grand nombre d'hommes, et jeta le désordre dans cette colonne. Employé, en 1809, à la grande-armée d'Allemagne, le général Durosnel fit la campagne contre l'Autriche. Il fut promu au grade de général de division, le 16 avril. Il se trouva, le 3 mai, au passage de la Traun, sur le pont d'Ebersberg. Il combattit à la bataille d'Essling, le 21 du même mois. En sa qualité d'aide-de-camp de l'empereur Napoléon, il fut chargé, pendant cette affaire, de porter des ordres au maréchal Lannes, et fut alors blessé par un boulet de canon. Des hussards ennemis l'ayant aperçu au moment où il se cachait dans les blés, le firent prisonnier. Cette circonstance fit regarder le général Durosnel comme mort, jusqu'à l'époque de l'armistice, qui fut conclu, le 12 juillet suivant. En 1811, le comte Durosnel fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 30 juin, et il reçut, dans la même année, l'ordre de l'Éléphant de Danemark. En 1812, il fit la campagne de Russie, et fut nommé commandant d'armes de la ville de Moskow. Il fit aussi la campagne de Saxe, en 1813; et, aussitôt après la prise de Dresde, Napoléon lui confia le gouvernement de cette ville. En 1814, après l'abdication de Napoléon, le comte Durosnel reçut de S. M. Louis XVIII, le 13 août, la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. En 1815, pendant les *cent jours,* Buonaparte le nomma, par décret du 26 mars, commandant en second, et sous ses ordres immédiats, de la garde nationale de Paris. Le comte Durosnel fut aussi créé pair de France, le 2 juin suivant. Après la seconde abdication de Buonaparte, et lorsque les armées alliées s'avançaient sur Paris, le comte Durosnel conserva, par ordre de la commission de gouvernement, le commandement en second de la garde nationale de Paris, sous les ordres du maréchal prince d'Essling. Le général Dessolles ayant pris le commandement en chef de cette garde nationale, exprima, dans un ordre du jour, sous la date du 8 juillet, les sentiments

de reconnaissance que le comte Durosnel avait mérités de la part des gardes nationales, par le zèle et le talent avec lesquels il avait dirigé leur service, et leurs efforts pour le maintien de l'ordre et de la paix dans la capitale. Depuis cette époque, le comte Durosnel est resté en non activité de service. (*Moniteur, annales du temps.*)

DUTAILLIS, *voyez* DU TAILLIS.

DUTERTRE-DUPORT (François), *maréchal-de-camp*, avait servi pendant 8 ans dans le régiment Royal-vaisseaux, lorsqu'il fut fait sous-lieutenant des confédérés nationaux, le 18 juillet 1792 (1). Il se trouvait à Paris, à la malheureuse affaire du 10 août, et il y fut blessé en cherchant à défendre la personne du roi. Il fit, dans la même année, la campagne de l'armée du Nord, se trouva, sous le général Dumourier, à la conquête de Valenciennes et du Quesnoy, et fut blessé à l'affaire de Mons, le 7 novembre. Il servit ensuite au siége de Mayence, et y fut blessé, le 21 octobre. Devenu capitaine au 1er bataillon de l'Orne, le 1er mars 1793, il combattit à la bataille d'Houdscootte, au mois de septembre, et y fut blessé. Il se trouva aussi à l'affaire du Mans, le 21 décembre 1793, et y reçut une nouvelle blessure, en enlevant un drapeau à l'ennemi. Il fut fait adjudant-général chef de brigade, le 27 janvier 1794, et nommé général de brigade, le 3 février suivant. Il se trouva à la bataille de Fleurus, sous le général en chef Jourdan, et y reçut encore une blessure, le 26 juin 1794. Il fut confirmé dans son grade de général de brigade par arrêté du gouvernement, daté du 30 octobre suivant. Il servit en 1796, à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général en chef Jourdan; se trouva à la malheureuse retraite de

(1) Il avait été employé pendant six ans comme officier de marine sur les vaisseaux de S. M. Louis XVI, tant sous les ordres du bailli de Suffren que sous ceux de M. de La Mothe-Piquet et du comte d'Estaing, et il s'était trouvé à la prise des îles de la Grenade, de Sainte-Lucie et de Tabago.

cette armée, et y fut blessé dans deux occasions. Il fut employé à l'armée de Rhin-et-Moselle, par arrêté du directoire-exécutif, daté du 26 septembre 1797. En 1804, à l'époque du couronnement de Napoléon Buonaparte, il fut exilé à Douai, et placé sous la surveillance du commandant de cette place (1). Il fut de nouveau exilé pendant un an à Chaumont, puis à Domfront, en Normandie. Employé à la grande-armée, en 1809, il y servit sous les ordres du maréchal Lannes, et fut blessé à la bataille de Wagram, le 6 juillet. Depuis cette campagne, le général Dutertre a passé six années en Prusse, en Autriche, en Russie et à Londres (2). Étant rentré en France, il fut employé en 1814, dans l'armée de Lyon commandée par le maréchal Augereau, qui lui donna, le 27 mars, une permission pour se rendre à Avignon, en convalescence : « Vu ses blessures » et ses infirmités constatées. » En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte, le général Dutertre servit comme lieutenant des volontaires royaux, dans la 4e compagnie du 4e bataillon organisé par M. le maréchal de Viomesnil. Il fut licencié, ainsi que ce bataillon, le 20 septembre de la même année. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de maréchal-de-camp. Il est couvert de 22 blessures, toutes reçues au champ d'honneur (3). (*Moniteur, copies authentiques de titres originaux.*)

DUTRUY, *voyez* D'UTRUY.

DUVERGER (N....), *lieutenant-général*, naquit dans le Béarn, en 1707. Il entra fort jeune en qualité d'officier dans un régiment de chasseurs à cheval, où il servit jusqu'en

---

(1) Il paraît que cet exil eut pour motif le refus que fit le général Dutertre de donner son adhésion à l'élévation de Buonaparte à la dignité impériale.

(2) Probablement par suite d'un nouvel exil.

(3) Pendant le règne de la terreur, le général Dutertre a subi une détention de 18 mois au Temple.

juillet 1792. Ce fut lui qui, en 1755, étant alors capitaine, arrêta sur le territoire de Savoie, le fameux Mandrin, chef de contrebandiers (1). Le grand-duc de Savoie ayant alors réclamé contre la violation de son territoire, le gouvernement français lui donna une espèce de satisfaction, en décidant que le capitaine Duverger, considéré comme ayant agi sans ordre, n'aurait jamais d'avancement dans les troupes. En effet, cet officier resta dans son grade de capitaine pendant 52 ans. Néanmoins, lors de l'organisation de l'armée, en 1790, il fut nommé colonel de son régiment. Il le commanda d'abord en cette qualité, puis en celle de maréchal-de-camp à l'armée du centre, sous les ordres du général en chef marquis de La Fayette, pendant les 8 mois de la campagne de 1792. Le général Duverger, alors âgé de 85 ans, avait encore une partie du feu et de la vivacité de la jeunesse, et se trouvait très-propre au service; mais, eu égard à son grand âge, on le créa lieutenant-général, et on l'envoya commander à Toulouse. Ce brave militaire, qui ne pouvait se familiariser avec les idées que la révolution avait fait éclore, déclama hautement contre tous les événements de ce temps, et particulièrement contre les assassinats politiques qui signalèrent les premiers mois de 1793. Il fut arrêté et jeté dans un cachot, d'où il ne sortit, au bout de 14 mois, qu'à la sollicitation de l'administration du département des Pyrénées, qui envoya à la convention nationale une députation *ad hoc*, pour solliciter sa mise en liberté. Le séjour malsain de la prison dans la-

(1) Mandrin, fils d'un maréchal ferrant du Dauphiné, avait embrassé de bonne heure la profession des armes. Ennuyé d'une vie que la paix rendait inactive, il déserta, s'associa quelques hommes déterminés, et se mit à faire la contrebande. Devenu, en 1754, chef d'une troupe nombreuse, il attaqua à main armée les employés des fermes et les dispersa sur plusieurs points. Cependant, après avoir mis à contribution plusieurs villes de la Franche-Comté, du Rouergue et de l'Auvergne, il fut obligé de se retirer sur les terres de Savoie; et ce fut par la trahison d'une femme qu'il fréquentait, qu'il fut arrêté et conduit à Valence, où on lui fit son procès. Il subit avec fermeté le supplice cruel de la roue, le 26 mai 1755.

quelle le général Duverger avait été détenu, avait tari dans ce vieux guerrier le reste des sources de la vie, et il mourut peu de temps après sa sortie de prison. (*États militaires.*)

DUVERGER (Alexis-Jean-Henri), *lieutenant-général*, naquit à Étampes, le 14 décembre 1755. Il entra au service, le 3 mars 1770, dans la compagnie anglaise des gendarmes de la garde du roi, avec rang de sous-lieutenant. Il fut fait lieutenant des maréchaux de France, avec brevet de lieutenant de cavalerie, le 3 avril 1781. Il passa capitaine dans le régiment Royal-des-Vaisseaux, le 15 septembre 1791, et obtint le grade d'adjudant-général, le 6 septembre 1792. Sur la proposition du général Pichegru, il fut créé général de brigade, le 6 avril 1795. Quoique le général Duverger eût été l'un des coopérateurs de la journée du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), qui vit élever Napoléon Buonaparte à la dignité de premier consul de la république française, il tomba bientôt après dans la disgrâce du chef du gouvernement, par des motifs qui ne sont point parvenus à notre connaissance (1), mais qui le firent écarter des postes où il pouvait y avoir de la gloire à acquérir, et de l'avancement à obtenir (2). Le général Duverger fut cependant employé, sans interruption, soit aux armées, soit dans l'intérieur, et à des missions importantes, jusqu'au 27 juillet 1814, époque à laquelle il rentra en France, avec la garnison de Magdebourg. A la formation des cours prevôtales, S. M. Louis XVIII le nomma prevôt

(1) Nous savons seulement que le général Duverger fut l'ami des généraux Pichegru et Moreau.

(2) Vers la fin de l'an 7 (1799), le ministre de la guerre Bernadotte, présenta à Buonaparte un travail dans lequel le général Duverger était porté pour le grade de général de division. Cette proposition fut écartée, et il en fut de même lorsque le ministre Millet-de-Mureau la reproduisit à une autre époque. Buonaparte écarta aussi la demande faite par le ministre Clarke, en 1810, d'une dotation de 10,000 fr. pour le général Duverger.

de celle du département du Haut-Rhin, le 10 janvier 1816. Le général Duverger fut promu au grade de lieutenant-général, le 22 septembre 1818. Il avait été nommé, par Buonaparte, commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804; et le roi le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 30 août 1814. Il a été admis à la retraite, après 58 ans de service, y compris les campagnes. (*Etats militaires*, *Moniteur*.)

E

ÉBLÉ (Jean-Baptiste, *comte*), *général de division d'artillerie*, naquit à Saint-Jean-de-Rorbach, en Lorraine, le 21 décembre 1758. Fils d'un officier du régiment d'Auxonne artillerie, il entra au service, le 21 décembre 1767, comme canonnier dans ce même régiment, où il fut fait sergent, le 1er juin 1775; sergent-major, le 7 juillet 1779; lieutenant en troisième, le 28 octobre 1785, et lieutenant en second, le 1er janvier 1791. Il avait été, quoique très-jeune encore, désigné, parmi les artilleurs français, pour diriger l'artillerie du canton de Berne, lorsque ce canton, d'accord avec la France et le roi de Sardaigne, entreprit le siége de Genève, en 1782. Quelques années après, Éblé fut du nombre des officiers que le roi Louis XVI envoya à Naples, pour y former l'artillerie sur le modèle de celle des Français; et il remplit alors les fonctions de major, sous M. de Pommereuil, que Louis XVI avait donné au roi de Naples comme le premier général d'artillerie de ses armées. Éblé fut nommé lieutenant en premier au 6e régiment d'artillerie à pied, le 6 février 1792, et capitaine en second au même régiment, le 18 mai suivant. Il se trouvait encore à Naples lorsque les souverains alliés menacèrent, dans cette même année 1792, de faire la guerre à la France, et il refusa alors le grade de colonel, que M. Acton, ministre du roi de Naples, lui offrit, avec la direction de l'arsenal et de la manufacture d'armes. Plein d'amour pour sa patrie,

il préféra le simple grade de capitaine en France, pour avoir la gloire de défendre son pays dans la guerre de la liberté. En 1793, il forma, à Douai, une compagnie de canonniers à cheval, qui se distingua à l'avant-garde de l'armée du Nord, commandée par Dumourier. Nommé chef de bataillon, le 26 août de la même année, et attaché en cette qualité à l'état-major-général de l'artillerie, il commanda l'artillerie d'une division de l'armée du Nord à la bataille de Hondscootte, et au déblocus de Dunkerque. Créé général de brigade, le 29 septembre suivant, il se distingua de nouveau, en commandant l'artillerie de deux divisions à la bataille de Wateguein, le 15 octobre. En récompense de ses services, il fut promu au grade de général de division, le 25 du même mois. En 1794, les places fortes et les arsenaux étaient dégarnis; l'artillerie de l'armée du Nord était dans un état de délabrement et de désordre effrayant. En moins de trois mois, le général Éblé fit réparer et approvisionner plus de 2000 voitures, qui composaient l'équipage de campagne, et rassembla sous Lille un parc de siége. Au moyen de cette prodigieuse activité, tout fut prêt pour l'ouverture de la campagne mémorable, pendant laquelle on fit la conquête des Pays-Bas et de la Hollande. Le général Éble organisa, le premier, le système qui a été suivi depuis, à l'égard du partage des bouches à feu dans les divisions de l'armée, en formant des parcs de réserve et des dépôts de munitions sur la ligne d'opération. Il commanda, en 1794, l'artillerie de l'armée du Nord, sous le général en chef Moreau, et la dirigea au siége d'Ypres, au mois de juin. L'armée du Nord assiégeant Nieuport, le général Éblé, qui avait fait, le 3 juillet, une reconnaissance de cette place, avec le général Moreau, fit mettre en batterie à 200 toises du glacis 42 bouches à feu, qui, par le ravage qu'elles causèrent dans la ville, forcèrent la garnison de capituler. A chaque conquête que faisait l'armée française du Nord, le général Éblé établissait des ateliers et tirait du pays ennemi toutes les ressources qu'il pouvait y trouver pour marcher plus sûrement à de nouvelles victoires. Il commanda l'artillerie au siége de

l'Écluse, qui se rendit le 25 août. Il conduisit ensuite les siéges de Bois-le-Duc, de Crèvecœur, de Nimègue et de Graves. La reddition de toutes ces places fut due presque entièrement à ses savantes dispositions. L'hiver de 1794 à 1795 ayant glacé tous les fleuves et les canaux de la Hollande, on profita de cette circonstance pour faire la conquête de ce pays, et l'on vit le général Éblé traîner son artillerie sur des glaces qui menaçaient de s'ouvrir sous le poids des canons et des chevaux. Après la réussite complète de l'expédition contre la Hollande, le général Éblé envoya dans les arsenaux de France, 600 bouches à feu prises sur l'ennemi. En 1795, le général Éblé fut appelé au commandement en chef de l'artillerie de l'armée de Rhin-et-Moselle, et fit, sous le général Moreau, cette campagne remarquable d'abord par la marche audacieuse de nos troupes, puis par la retraite admirable que Moreau leur fit faire. Dans toutes les circonstances de cette campagne, Éblé seconda parfaitement le général en chef (1). En 1797, le général Éblé commanda seul l'artillerie française du fort de Kehl, pendant le long et mémorable siége que l'armée autrichienne, aux ordres de l'archiduc Charles, fit de ce fort. Par les dispositions qu'il prit et par l'intrépidité calme qu'il déploya, Éblé prouva qu'il était aussi savant dans l'art de défendre les places que dans celui de les attaquer. En 1798, le général Éblé fut envoyé à Rome, pour y prendre le commandement de l'armée qui, sous les ordres de Championnet, marchait sur Naples. Cette armée manquait totalement d'artillerie, et Éblé ne put former son équipage de campagne qu'avec le canon pris successivement aux Napo-

(1) «La conduite du général Éblé, écrivit le général Moreau, est »vraiment très active; on ne peut concevoir comment il a pu suffire à »cette énorme consommation de poudre et de boulets dans les batailles qui »ont été livrées.» Il est vrai de dire, que dans tous ces combats, le général Éblé soutint ou plutôt éleva l'ancienne gloire de l'artillerie française et qu'il ne perdit pas un seul canon. L'artillerie, qui, par le nombre de ses voitures, est le plus souvent un obstacle dans les retraites, décida du succès de celle de l'armée de Moreau.

litains. Après avoir préparé à Gaëte l'artillerie nécessaire au siége de Capoue, il contribua à la reddition de cette dernière place, qui capitula le 10 janvier 1799. Éblé fut chargé de prendre possession des magasins, et de surveiller l'exécution de l'article de la capitulation, qui mettait les Français en possession de toute l'artillerie et des arsenaux. Par la manière dont il disposa son artillerie, qui menaçait de foudroyer la ville de Naples, il contribua puissamment à la soumission de cette ville, le 23 du même mois. En 1800, le général Éblé fut rappelé sur le Rhin, et y eut le commandement en chef de l'artillerie de l'armée aux ordres de Moreau. Avec son arme, il protégea et assura le passage du Rhin, puis celui de l'Inn et de la Salza; et, quoique son artillerie fut très-inférieure en nombre à celle des Autrichiens, il sut lui conserver une supériorité de tactique et d'exécution sur celle des ennemis. Quelque éloignée que l'armée française fût de ses places fortes et de ses magasins, elle ne manqua jamais de munition dans la vaste étendue de ses opérations (1). A la paix de Lunéville, le général Éblé fit rentrer en France la plus belle artillerie qu'on eût encore vue, et fit déposer dans les arsenaux de Strasbourg, de Metz et de Neufbrisac, d'immenses approvisionnements de bois, d'acier et de fer. Il remit aussi dans la caisse des directions de ces 3 villes, une somme considérable produite par la vente d'objets d'artillerie pris sur l'ennemi. En 1803, le général Éblé fut nommé pour commander en chef l'artillerie de l'armée française que la république Batave s'était engagée, par une convention spéciale, à entretenir à ses frais sur son territoire. Éblé eut un

---

(1) L'artillerie fut à cette époque refondue en partie et considérablement augmentée dans les arsenaux d'Augsbourg et de Munich, par les » soins de l'habile et actif Éblé. « On ne saurait, écrivait le général Moreau, » trop faire l'éloge de cette arme, qui, par son organisation et la manière » dont elle manœuvre dans les combats, s'est acquis l'estime de tous les » corps de l'armée. C'est un hommage bien juste à rendre au général É- » blé, qui la commande, et qui doit être compté, dans cette arme, com- » me un des meilleurs officiers de l'Europe. »

brevet particulier pour ce commandement, et fut chargé de tous les détails de l'organisation de l'arme placée sous ses ordres. En 1804, il commanda l'artillerie du camp d'Utrecht, puis celle de l'armée de Hanovre, jusqu'au 1er septembre 1805 (1). A cette dernière époque, l'armée de Hanovre étant devenue le 6e corps de la grande-armée, Éblé continua d'y commander en chef l'artillerie jusqu'à la fin de 1806. En 1807, il fut nommé gouverneur de la province de Magdebourg. Lorsqu'il quitta ce gouvernement, les habitants de Magdebourg firent insérer dans la gazette de leur ville, une note où ils manifestèrent leurs regrets de perdre le général Éblé, dont ils louèrent la bonté, la noble franchise, le désintéressement et la bienveillance. En janvier 1808, le général Éblé fut chargé de l'inspection de l'artillerie sur toute la ligne qui s'étend depuis Huningue jusqu'à Anvers. Au mois d'octobre de la même année, il passa au service de Westphalie, où le roi Jérôme (frère de Napoléon Buonaparte) lui confia le ministère de la guerre. En 1809, à l'époque où le major prussien Schill, après avoir organisé une troupe de partisans, fit une incursion dans le nord de l'Allemagne, les habitants de la Hesse se mirent de leur côté en pleine insurrection, et bientôt 20,000 paysans armés marchèrent dans différentes directions sur Cassel; mais le général Éblé, en sa qualité de ministre de la guerre, parvint, par ses sages mesures et son activité, à étouffer ce mouvement, avant qu'il eût pris de grands développements. Par décret du 15 juin de la même année, le roi Jérôme nomma le général Éblé colonel-général de ses gardes-du-corps. En passant au service de Westphalie, le général Éblé avait conservé son rang comme général de division dans l'armée française, et il avait en conséquence refusé de prêter serment au roi Jérôme. Il

---

(1) Sur le rapport du général Bernadotte, commandant en chef de l'armée de Hanovre, le ministre de la guerre écrivit, le 28 mars 1805, au général Éblé une lettre de félicitation et d'éloges sur le bon état de l'artillerie de cette armée, dû à ses soins et à sa vigilance.

cessa ses fonctions de ministre de la guerre du royaume de Westphalie, le 14 mars 1810 (1), et rentra en France, où Buonaparte lui donna le commandement en chef de l'artillerie de l'armée de Portugal, sous les ordres du maréchal Masséna. Il se distingua au siége de Ciudad-Rodrigo, qui se rendit, le 10 juillet, et mérita les éloges du général en chef, qui le signala comme ayant présidé, de la manière la plus distinguée, à toutes les opérations de ce siége. Au mois d'août suivant, l'armée française se préparant au siége d'Alméida, le prompt investissement de cette place fut dû à l'infatigable activité du maréchal Ney, et aux soins du général Éblé, qui dirigeait l'artillerie. Au mois de novembre de la même année, le maréchal Masséna ayant ordonné la construction d'un pont de bateaux sur le Tage, en confia le soin au général Éblé, qui se rendit à cet effet à Santarem, et parvint, malgré les difficultés de cette opération, à faire deux équipages de pont de 40 bateaux chacun (2). Il fit une espèce de prodige en créant cet équipage, sans matériaux, et même presque sans ouvriers (3). Appelé à la grande-armée de Russie, en 1812, le général Éblé fut nom-

---

(1) Sous le gouvernement westphalien, le général Éblé fut nommé commandant militaire de Magdebourg. Il sut, pour la seconde fois, se concilier tellement l'attachement et l'estime des habitants de cette ville, (passée depuis 1814 sous la domination prussienne), qu'en 1820, c'est-à-dire plus de dix ans après qu'Éblé eut quitté son commandement, les Magdebourgois ont fait hommage à madame la comtesse Éblé, alors veuve de ce général, d'un portrait de ce respectable officier.

(2) On lit dans le *Moniteur* du 9 avril 1811, à l'article : *Nouvelles de l'armée de Portugal*, le détail de la position très embarrassante dans laquelle cette armée se trouvait lorsque le général Éblé parvint à construire 200 bateaux, « par (y est il dit) une activité et une vraie connaissance de toutes les ressources de son métier qui lui font le plus grand honneur, ainsi » qu'à l'artillerie de l'armée. »

(3) Les auteurs des *Victoires et Conquêtes*, *tom. XXI*, *pag.* 328, ont dit avec justice, en parlant de la construction de ces équipages de pont, que : « Avec le maréchal Ney, le général Éblé, le brave 4e bataillon de la » flotille, les troupes de l'artillerie, et tout le 6e corps, il n'y avait rien » d'impossible à exécuter. »

mé, le 7 février, commandant en chef de l'équipage des ponts. L'armée française marchant sur Smolensk, le général Éblé fit jeter, le 12 août, trois ponts sur le Dniéper, à Rasasna. Lors de la désastreuse retraite de Moskow, le général Éblé fut chargé, de concert avec le général Chasseloup, commandant du génie, de faire construire des ponts sur la Bérésina (1). Éblé avait alors avec lui 7 compagnies de pontonniers, fortes au total d'environ 400 hommes, armés et en bon ordre. Il était parvenu, par des soins continuels, à conserver et à amener 6 caissons renfermant des outils d'ouvriers, plus, 2 forges de campagne et 2 voitures chargées de charbon. Le 25 novembre, à six heures du soir, Napoléon ordonna de jeter les ponts sur la Bérésina. Dès le lendemain, à une heure après midi, le pont de droite fut achevé, et le corps du maréchal Oudinot y passa le premier. Le pont de gauche fut aussi promptement terminé, et servit au passage de l'artillerie du 2e corps, de la garde impériale, du grand parc, et de l'artillerie de deux autres corps d'armée. Du 25 au 29 au soir, le passage continua; mais il fut souvent interrompu par des accidents graves arrivés aux ponts, et qui prenaient leur source dans la mauvaise qualité des matériaux que l'on avait dû employer, et dans le désordre qui présidait à la marche des corps de troupes et des soldats isolés. Chaque fois, il fallut des peines inouïes pour réparer les accidents; mais le zèle constant et le dévouement du général Éblé, ainsi que celui de ses braves pontonniers, parvinrent à surmonter presque toutes les difficultés; et toute l'artillerie de l'armée, à l'exception de quelques caissons et de 3 ou 4 canons, put arriver sur la rive droite de la Bérésina (2). La marche des

---

(1) Il avait été arrêté que l'on construirait trois ponts de bateaux, dont deux le seraient par l'artillerie et le troisième par le génie. L'artillerie seule fit les siens.

(2) On peut lire les détails de cette construction de ponts et du passage de la Bérésina dans l'*Aide-mémoire à l'usage des officiers de l'artillerie de France, pag.* 215 *de la* 5e *édition.* Cet ouvrage rectifie beaucoup d'erreurs ou de faux rapports que l'on trouve dans plusieurs historiens de la campagne de 1812.

Russes avait obligé Napoléon d'ordonner au général Éblé de brûler les ponts, le 29, à sept heures du matin; mais ce général, mu par un sentiment de pitié pour tous les malheureux qui allaient devenir victimes, les uns de la force des événements, et les autres de l'inconcevable sécurité qui les avait fait séjourner sur la rive gauche, le général Éblé, disons-nous, différa l'exécution de cet ordre autant qu'il put, et ne l'exécuta qu'à huit heures et demie, lorsqu'il n'y eut plus un moment à perdre. Cette prolongation de temps, toute courte qu'elle fut, sauva un assez bon nombre de Français. Le 18 décembre, le général Éblé fut chargé de la réorganisation et du commandement en chef de l'artillerie de la grande-armée, en remplacement du général Lariboissière, mort à Kœnigsberg. Épuisé par les fatigues qu'il avait essuyées dans les diverses campagnes, depuis le commencement de la révolution, et notamment dans celle de Russie, le général Éblé mourut à Kœnigsberg (capitale de la Prusse orientale), le 21 décembre 1812. La nouvelle de sa mort n'était point encore parvenue en France, lorsque Napoléon le nomma premier inspecteur-général de l'artillerie, le 3 janvier 1813. Le général Éblé avait mérité, par ses talents militaires et ses vertus privées, l'admiration et l'affection de l'armée française, dont il emporta dans la tombe les justes et profonds regrets. Il avait été nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, à la création de cet ordre. Il était aussi chevalier de l'ordre du Lion de Bavière, et grand-commandeur de l'ordre royal de Westphalie. Sous le gouvernement impérial de Napoléon, il avait été élevé à la dignité de baron, puis à celle de comte. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

D'ECKMULH (*prince*), *voyez* DAVOUT.

DES ÉCLAZ, *voyez* BOUVIER.

D'ECQUEVILLY, *voyez* HENNEQUIN.

D'ÉCRENNES, *voyez* DE TOUSTAIN.

D'EFFIAT, *voyez* COEFFIER.

D'ELBÉE (N... Gigot), *généralissime des armées vendéennes*, naquit à Dresde, en 1751, de parents originaires du Poitou. Il passa sa première jeunesse en Saxe, et entra d'abord au service de l'électeur. Il vint ensuite en France, et s'y étant fait naturaliser, il entra, comme lieutenant, dans le régiment Dauphin cavalerie; mais, n'ayant pu obtenir une compagnie, il donna sa démission, et se retira dans sa terre de Beaupréau, en Poitou. Il y était encore, en 1789, lorsque la révolution française commença à se manifester. Les troubles de la Vendée ayant éclaté, il ne voulut d'abord prendre aucune part à des mouvements qu'il regardait comme prématurés; mais, appelé ensuite par la confiance des royalistes, il se mit à leur tête, le 14 mars 1793, devint leur général en chef, et se réunit aux chefs vendéens Cathelineau et Stofflet. Il s'occupa aussitôt à former les Vendéens à la manière de combattre qui convenait le mieux aux localités. Le 16 avril suivant, étant à la tête de 20,000 hommes, il fit attaquer et battit, à Vihiers, les troupes républicaines aux ordres du général Lygonier, en fit un grand carnage, et leur enleva leur artillerie et leurs munitions. Après avoir occupé la Châtaigneraye et Vouvans, il parut, le 16 mai, devant Fontenay, dont il voulait s'emparer; mais il fut repoussé avec perte par le général Chalbos. D'Elbée, emporté par son ardeur, reçut dans cette action une blessure, en combattant au premier rang. Après avoir concentré les forces vendéennes de manière à pouvoir combattre les républicains avec l'avantage du nombre, il renouvela, le 25 du même mois, sur la ville de Fontenay une attaque qui eut le plus grand succès. La ville fut prise, et l'armée républicaine, mise en pleine déroute, perdit 1800 hommes tués, blessés ou faits prisonniers: 42 pièces de canon, tous les bagages, et la caisse militaire, qui contenait 20 millions en assignats, devinrent la proie des Vendéens. Les souffrances que lui causait encore la blessure qu'il avait reçue devant Fontenay, l'empêchèrent de se trouver à la bataille et à la prise de Sau-

mur, le 10 juin suivant. Ce fut lui qui, le 29 du même mois, proposa et fit adopter, par le conseil militaire des Vendéens, réuni à Saumur, la promotion du chef Cathelineau au grade de généralissime des armées vendéennes. Au siége de Nantes, entrepris par les Vendéens, d'Elbée commença l'attaque de cette ville, le 27 juin, par le faubourg de North, dont il s'empara, et fit, dans cette journée, des prodiges de valeur. Le 28, on recommença contre Nantes de nouvelles et de plus vives attaques; mais, malgré l'ardeur et le dévouement de leurs chefs, parmi lesquels d'Elbée se distinguait, les Vendéens plièrent de toutes parts sous les efforts des républicains, et furent mis en déroute. Après l'inutile et meurtrière tentative faite sur Nantes, les différents corps de la grande-armée royaliste se séparèrent, et la division de d'Elbée repassa sur la rive gauche de la Loire. D'Elbée fut nommé généralissime de l'armée vendéenne, après la mort de Cathelineau, tué à la dernière des attaques de Nantes. A la nouvelle de l'invasion faite par une colonne républicaine, qui s'était emparée des postes de Saint-Philibert et du pont Charron, d'Elbée fait sonner le tocsin dans tous les villages, réunit environ 12,000 hommes, rallie les fuyards de la division Royrand, marche contre les républicains, le 30 juillet, et les force d'évacuer Chantonay, qu'ils quittèrent après l'avoir livré aux flammes. Toujours poursuivant les vaincus, d'Elbée s'avance vers Luçon, rencontre le général patriote Tuncq au-delà de Bessay, l'attaque et le force à plier; mais, les Vendéens s'étant mis à piller quelques maisons, le désordre s'introduisit dans leur armée, et Tuncq en profita pour rallier ses troupes, repousser les royalistes, et les obliger à fuir à leur tour. En vain d'Elbée et quelques autres chefs firent des efforts inouïs pour retenir leurs soldats, l'armée vendéenne se dispersa tout entière, et perdit 2 canons, ainsi qu'un assez grand nombre d'hommes tués, blessés ou faits prisonniers. De concert avec Charrete, d'Elbée résolut de surprendre Luçon, et se mit en marche, à cet effet, avec 20,000 hommes. Le 13 août, à cinq heures du matin, 35,000 Vendéens s'avancèrent sur le camp ré-

publicain, fort de 9000 hommes, et commandé par Tuncq ; mais ce dernier, prévenu par un espion dont l'exactitude ne s'était jamais démentie, se trouvait en mesure de repousser les attaques projetées contre lui. D'Elbée, qui marchait avec l'une des ailes de l'armée vendéenne, s'avança sans rencontrer d'obstacles ; mais il fut bientôt obligé de se porter sur le centre de cette armée, que les républicains écrasaient avec leur artillerie. Cette marche fit croire aux Vendéens que la colonne de d'Elbée était elle-même en déroute ; et dès lors l'effroi se mit parmi les royalistes, qui se débandèrent et prirent la fuite dans le plus grand désordre. Dans cette occasion, d'Elbée fut vivement poursuivi par les patriotes, et perdit son artillerie. Le 5 septembre de la même année 1793, d'Elbée et Royraud, à la tête de 15,000 Vendéens, attaquèrent Chantonay, où le général républicain Tuncq s'était imprudemment avancé. L'action fut vive et des plus meurtrières. Les patriotes furent mis en déroute et écrasés par les royalistes, qui en firent un tel carnage, que de 6000 hommes qui défendaient Chantonay, à peine il n'en échappa que 1500, encore ne durent-ils leur salut qu'à une fuite précipitée. Vivres, munitions, artillerie, chariots, chevaux, effets de campement, tout tomba au pouvoir des Vendéens, qui achetèrent cependant la victoire par la perte d'environ 3000 combattants, tués ou blessés en forçant les retranchements à l'arme blanche. Vers le milieu du mois de septembre, les républicains ayant, par des appels faits sur le territoire qu'ils occupaient, réuni une masse considérable d'hommes, destinés à renforcer les troupes régulières, qu'ils voulaient faire agir contre les Vendéens, d'Elbée publia, de son côté, une proclamation énergique, par laquelle il engageait tous ceux qui portaient dans le cœur l'amour de la royauté et la haine du gouvernement conventionnel, à se réunir à lui (1). Ce manifeste

(1) Cette proclamation était faite au nom de S. M. Louis XVII, roi de France et de Navarre, et en celui du général en chef et des commandants des armées catholiques ; elle était adressée à tous les bons Français. On la trouve tout entière dans le IIe vol. des *Victoires et Conquêtes des Français, de 1792 à 1815, pag.* 28.

produisit le même effet que le décret de la convention nationale, qui avait ordonné la levée en masse : l'insurrection vendéenne devint plus générale que jamais. Un corps de troupes vendéennes, placé sous les ordres du chevalier Duhoux, et que d'Elbée avait envoyé pour s'opposer aux progrès d'une colonne républicaine sortie d'Angers, battit complétement, à Beaulieu, le 19 septembre, les patriotes, commandés par le général Duhoux (1). Après la prise de Châtillon par le général Westermann, le général Lechelle, qui venait d'être nommé au commandement en chef de l'armée républicaine de l'Ouest, voulut aussi signaler son arrivée sur le théâtre de la guerre, et donna ordre à ses colonnes de marcher en avant. Dans ce temps, le chef vendéen Charrette s'était isolé de l'armée vendéenne, pour entreprendre, contre l'Ile de Noirmoutiers, une expédition qui fut sans résultats. Il eût été cependant utile à l'armée royaliste de voir régner parmi ses chefs un accord parfait, et de concentrer toutes ses forces. Toutefois, dans l'état où se trouvaient les choses, d'Elbée, Bonchamp et quelques autres chefs, n'en prirent pas moins la généreuse résolution de ne point attendre les républicains, et de marcher à leur rencontre. Les deux armées se trouvèrent en présence, près du château de la Tremblaye, entre Chollet et Mortagne, le 15 octobre. L'action ayant commencé, les Vendéens eurent d'abord un avantage marquant ; mais une manœuvre faite par le général Beaupuy, à la tête de la division mayençaise, vint changer la face du combat, et en peu d'instants la déroute des royalistes fut générale, malgré tous les efforts que firent leurs chefs pour l'empêcher : pressés par une espèce de terreur panique, ils ne s'arrêtèrent qu'à Beaupréau, où l'on parvint enfin à les rallier. Là, les chefs vendéens rassemblés tinrent conseil, et résolurent l'attaque de

(1) Par l'un de ces hasards trop communs dans les guerres civiles, le général Duhoux, qui commandait les républicains, se trouva opposé dans cette journé au chevalier Duhoux son neveu, qui marchait à la tête des royalistes. Le général Duhoux, accusé d'avoir favorisé l'opération de son neveu, porta sa tête à l'échafaud.

Chollet. Le 17 au matin, 40,000 Vendéens se mirent en marche, et se dirigèrent sur cette ville. Les troupes aux ordres de d'Elbée et celles de Bonchamp marchant au centre, attaquèrent si vigoureusement les républicains commandés par le général Chalbos, que ceux-ci furent ébranlés; mais sur ces entrefaites, la réserve des patriotes étant arrivée, son artillerie foudroya les Vendéens, qui, à leur tour, furent obligés de plier. En vain d'Elbée et les autres chefs royalistes cherchent, par leur exemple, à ranimer le courage de leurs troupes, et s'efforcent de les rallier; la cavalerie se débande et prend la fuite, et l'infanterie prend presque aussitôt ce même parti. D'Elbée, Bonchamp et Laroche-Jacquelein parviennent cependant à réunir 200 cavaliers, avec lesquels ils se jettent en désespérés dans les rangs républicains, où ils portent la terreur et la mort; mais cette faible troupe ne pouvait résister long-temps à tous les efforts qui se réunissaient contr'elle. Laroche-Jacquelein fut le seul des trois chefs qui parvint à s'échapper de cette sanglante et affreuse mêlée. Bonchamp et d'Elbée tombèrent, percés de coups, sous le fer des républicains : tous deux furent cependant soustraits à la mort sur le champ de bataille, par les soins du chef vendéen Perin, qui parvint à écarter ceux qui les entouraient. D'Elbée fut transporté à Beaupréau, et de là dans l'île de Noirmoutiers. Il négligea tellement ses blessures qu'elles devinrent mortelles, tant par le peu de soin qu'il en prit, que par le chagrin de voir régner la mésintelligence entre les chefs vendéens. Il se trouvait encore à Noirmoutiers, lorsque cette île fut attaquée et prise, le 3 janvier 1794, par le général Turreau. Presque mourant, et accablé par les 14 blessures qu'il avait reçues à Chollet, d'Elbée attendait alors la fin de son existence comme un bienfait. Arrêté, on lui fit l'application des lois cruelles qui existaient alors, et il fut fusillé dans le fauteuil sur lequel on avait été obligé de le porter au lieu de son supplice. Il était alors âgé de 42 ans (1). (*Moniteur, annales du temps.*)

(1) M. d'Elbée avait une physionomie agréable et distinguée; il y joi-

D'ELBEUF, *voyez* LORRAINE.

D'ELBENNE (Alexandre), *colonel-général de l'infanterie*, naquit le 7 mai 1554. Il servit, en 1573, au siége de la Rochelle, où il reçut une blessure dangereuse. Il suivit Henri III en Pologne; revint en France avec ce prince, et fut fait gentilhomme ordinaire du roi. Il servit aux siéges de Livron et du Pousin. Il se trouva, en 1576, à la défaite des Reitres, sous le duc de Guise. Il marcha à la prise d'Issoire, de la Charité et de Brouages, en 1577. Il reçut une mousquetade au siége de la Fère, en 1580. Il alla, en 1589, en Italie pour ses affaires personnelles, mais il y contribua beaucoup à la réconciliation de Henri IV avec le pape. Il fut fait conseiller-d'état, en 1596. Il apporta au roi, au camp devant la Fère, l'absolution donnée à ce prince par S. S. Le roi le fit chevalier de Saint-Michel, et lui donna l'expectative d'une place dans l'ordre du Saint-Esprit. On lui accorda sur la démission du chevalier de Berton, la place de colonel-général des Italiens, par provisions du 8 mars 1597. Ses preuves pour l'ordre du Saint-Esprit furent admises en 1604, mais il mourut en 1613, avant d'avoir été reçu. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 586; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine*, *tom. VI*, *pag.* 191.)

D'ELCHINGEN (*duc*), *voyez* NEY.

ÉLIE (Jacob-Job), *lieutenant-général*, naquit à Weissembourg, le 26 novembre 1746. Enfant de troupe du régiment d'Alsace; il devint soldat dans le régiment d'Aquitaine, en 1765. Il marcha avec ce régiment à la conquête de l'île de Corse, en 1769. Il se trouva, en 1770, à l'expédition contre Tunis, et y fut blessé à la jambe droite; puis au bombardement d'Alger, de Tunis et du Port-Farine. Il

---

gnait le caractère et les talents nécessaires à un chef de parti. Son éloquence était douce et persuasive, et il savait, selon les circonstances, varier ses formes et ses tons.

obtint son congé au régiment d'Aquitaine, en 1777; passa comme soldat dans le 41ᵉ régiment d'infanterie, en 1778, et y fut fait sergent la même année. Il fit la campagne de 1778, et se trouva au combat naval d'Ouessant sous les ordres des généraux Duchauffour et Dorvilliers. En 1780, il fit la campagne de Savannah, avec le capitaine de la Grange, et dans l'escadre commandée par le comte d'Estaing. Il obtint la décoration de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il fut fait porte-drapeau au régiment de la Reine infanterie, le 1ᵉʳ août 1788. Il se trouvait à Paris, en 1789, au moment où la révolution française commença à éclater. Choisi le 14 juillet de la même année, par les habitants de la capitale, pour diriger les attaques contre la Bastille, il entra le même jour en vainqueur dans cette forteresse. Ses compagnons d'armes le couronnèrent et le portèrent en triomphe comme le héros de cette journée. Élie montra beaucoup d'humanité dans la victoire, vint à bout d'arracher plusieurs malheureux des mains du peuple, et s'élança même du brancard sur lequel on le portait, pour sauver la vie à quelques personnes prêtes d'être victimes de la fureur populaire. Il obtint aussi la grâce de la garnison de la Bastille. La ville de Paris lui donna pour récompense une épée et une médaille, et l'assemblée constituante lui décerna la couronne murale. Sur l'offre qui lui fut faite par une députation de la section de Saint-Jean-en-Grève, il accepta, le 1ᵉʳ septembre 1789, le grade de capitaine au 3ᵉ bataillon de la 5ᵉ division de la garde nationale parisienne, et prit rang parmi les capitaines d'infanterie, en vertu du titre III de la loi du 28 août 1791. Il passa en cette qualité, au 103ᵉ régiment, et servit, en 1792, au siége de Thionville sous le général Wimpfen. Il fit, la même année, la campagne de Trèves sous les ordres du général Beurnonville. Nommé chef de bataillon, le 7 février 1793, il commanda l'avant-garde de l'armée de la Moselle, sous les généraux Houchard et Ligneville. On le créa général de brigade, le 30 juillet de la même année, et général de division, le 3 septembre suivant. Employé en cette qualité à l'armée des Ardennes, il en eut bientôt après le comman-

dement en chef, et battit les ennemis en différentes occasions. Il s'opposa de tout son pouvoir aux excès qui se commettaient sous le règne de la terreur, et particulièrement à la spoliation des églises. Cette opposition aux mesures révolutionnaires le fit envoyer à Verdun, où il n'eut à s'occuper que de l'instruction des bataillons de nouvelle levée, destinés à alimenter l'armée de Sambre-et-Meuse. En 1794, il fut appelé par le général Moreau (de Thionville), pour servir au siége de Luxembourg, auquel il fut employé jusqu'à la prise de cette place. En 1796, il reçut, du directoire-exécutif, l'ordre d'aller prendre le commandement de la ville de Lyon, en remplacement du général Montchoisi. Lyon n'était point tranquille à cette époque, et le gouvernement l'avait déclaré en état de siége. Le général Élie prit toutes les mesures convenables pour assurer le repos dans cette importante cité. Il reçut dans cette ville les envoyés de Tunis et d'Alger. La conduite que tenaient alors les représentants du peuple envoyés en mission à Lyon, étant peu d'accord avec les vues du général Élie qui ne visait qu'à rétablir la paix et la concorde, il se décida à quitter le service. Il fut cependant, en quelque sorte, obligé de reprendre momentanément de l'activité, en 1797, époque à laquelle on l'envoya commander à l'armée des Alpes, sous les ordres du général Kellermann. Il y fut chargé de faire démolir le fort de la Brunette. Il a été admis à la retraite du grade de lieutenant-général après 32 ans 10 mois et 22 jours de service. (*Moniteur, annales du temps, tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817.*)

D'ENGHIEN, *voyez* BOURBON.

D'ÉPERNON, *voyez* DE NOGARET.

EPPLER (Georges-Henri), *général de brigade*, naquit à Strasbourg, le 15 juillet 1764. Enfant de troupe, au régiment suisse de Salis-Grisons, il commença sa carrière militaire en qualité de soldat, dans le même régiment, en 1774, et y obtint son congé, le 30 mars 1786. Il rentra, la

même année, dans son régiment, et passa, le 25 septembre 1788, sous-lieutenant à la première compagnie franche de la Dordogne. Il fit les premières campagnes de la révolution française à l'armée du Rhin, se trouva à toutes les affaires qui y eurent lieu à cette époque, et mérita d'être nommé chef de bataillon, au 14ᵉ régiment d'infanterie légère, le 25 juin 1794. Il se distingua à l'attaque de la montagne de Sau-Kopf, près de Neustadt, et à l'attaque de la Montagne de Platzberg; à la prise de la montagne de Knebis, à la bataille d'Ettingen, et au passage du Lech. Il passa, en 1797, à l'armée d'Italie, où il se distingua d'une manière toute particulière aux passages de la Piave et du Tagliamento. Employé, en 1798, dans l'expédition d'Égypte, il fut fait chef de brigade de la 21ᵉ d'infanterie légère. Il se trouva à la bataille du Caire, à celles de Samanhout, de Cophtos, de Benout (1) et d'Héliopolis; à la prise du villagede Belbéis et à celle de Boulack, et enfin, à la bataille d'Alexandrie, où il fut blessé. Il avait également reçu une blessure à la bataille du Caire. Il fut créé général de brigade, le 27 avril 1801. Après l'évacuation de l'Égypte, pour laquelle il s'était prononcé dans les conseils de guerre où elle avait été discutée, le général Eppler revint en France. Il fut employé, en 1803, dans le corps d'armée

---

(1) A l'affaire de Benout, Eppler se chargea de l'attaque de la mosquée, et s'en empara de vive force, malgré les Arabes, qui, le fusil dans la main droite et le sabre dans les dents, en défendaient l'entrée avec une opiniâtreté furieuse. Plus de 1200 Arabes furent tués dans cette affaire, et leur chef, le schériff Hassan, fut du nombre des morts. Parmi les faits d'armes qui font le plus d'honneur au général Eppler, nous citerons sa belle et courageuse défense de la ville de Médine, capitale du Faïoum en Égypte. Attaqué dans cette ville par une troupe de Mameloucks et d'Arabes, il résista avec 200 hommes seulement, à leurs attaques vives et multipliées, et les força de prendre la fuite, après avoir laissé sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de prisonniers. Dans l'administration de la province d'Esné, dont le commandement lui avait été confié, le général Eppler sut, tout à la fois, faire respecter l'autorité française par les peuples vaincus, et réprimer les incursions des Mameloucks. Sa prudence administrative et ses talents comme militaire lui méritèrent les éloges des généraux Desaix et Menou.

du général Ney, en Helvétie. Il continua à donner dans toutes les occasions des preuves de bravoure et de talents, et mérita d'être compté, en 1805, au rang des braves d'Austerlitz. Il mourut, des fatigues de la guerre, le 2 avril 1806, à Altkirch, département du Haut-Rhin. Napoléon lui avait accordé une récompense honorable de ses services, en le créant commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, à la création de cet ordre. (*Moniteur, annales du temps, Publiciste du 17 mai* 1806.)

ERNAULT-DES-BRUSLYS (Nicolas), *général de division*, naquit à Brives-la-Gaillarde, le 14 août 1757. Issu d'une famille noble du Limosin, il entra, le 28 septembre 1774, à l'école de Verdun, comme aspirant d'artillerie. Il passa dans les gardes-du-corps du roi, compagnie de Noailles, le 25 septembre 1775. Le 14 juillet 1780, il obtint une lieutenance au 3ᵉ régiment d'artillerie. En 1781, il partit pour l'Inde; et, en 1786, pour la Turquie et la Perse, par mission du gouvernement. Il avait été nommé lieutenant en premier au 3ᵉ régiment d'artillerie, le 18 septembre 1785, et avait donné sa démission, le 13 octobre 1786. Il était rentré comme lieutenant en second dans le 4ᵉ régiment d'artillerie, le 27 janvier 1788; avait été fait lieutenant en premier de la 7ᵉ compagnie d'ouvriers, le 8 avril 1791, et était devenu aide-de-camp du premier inspecteur d'artillerie, le 8 août de la même année. Le 8 février 1792, il fut adjoint à l'état-major-général de l'armée du centre. Nommé capitaine-commandant, le 14 septembre suivant, il se trouva à l'attaque de la Croix-aux-Bois; rallia plusieurs fois et conduisit à l'ennemi les bataillons rompus, et sauva 4 bataillons qui allaient être enveloppés par l'armée ennemie. Le lendemain 15, à l'affaire de Montheátin, il sauva les équipages de l'armée. Dans ces deux journées, ses talents et sa bravoure le firent particulièrement distinguer du général Chazot qui y commandait (1). Le 26 novembre

(1) Certificat du général Chazot.

suivant, au siége de la ville et du château de Namur, étant major-général de la tranchée, il conduisit la colonne d'attaque au fort Villate, et monta le premier à l'assaut de ce fort, qui fut emporté de vive force. A ce siége, il fut blessé au bras droit et à la jambe gauche d'un éclat d'obus, pendant qu'il construisait lui-même, et en plein jour, le fort d'Orange, malgré le feu de 4 pièces qui tiraient continuellement sur cette batterie. Le général en chef Valence fit connaître au ministre la conduite aussi brave que savante que Des Bruslys avait tenue à ce siége. Au siége de Maëstricht Des-Bruslys faisant encore les fonctions de major-général pour la conduite des travaux, fut grièvement blessé, le 27 février 1793, d'un boulet de canon au bras droit, dont il perdit long-temps l'usage (1). Le 8 mars de la même année, il fut fait adjudant-général chef de brigade. Il obtint, le 15 mai suivant, le grade de général de brigade. Le 7 juin 1795, il fut employé à l'armée du Nord. Étant en Hollande comme chef de l'état-major-général de l'armée du Nord, il fut instruit que deux de ses frères, émigrés, étaient sur les frontières de ce pays et en danger d'être pris. Cette circonstance le détermina à donner sa démission pour n'être pas témoin d'un malheur qu'il redoutait. Dans les campagnes de Hollande, soit comme chef d'état-major, soit comme commandant de différentes villes, il sut se concilier l'estime, le respect et l'affection des habitants de ces contrées (2). Le 15 avril 1796, il fut remis en activité dans l'une des divisions de l'armée du Nord. Le 13 février 1797, il fut employé dans les 1re et 16e divisions militaires, et eut en même temps le commandement des côtes. Il refusa alors le grade de général de division, ne voulant l'obtenir qu'à l'armée même. Il quitta ce commandement, le 17 décembre 1799, pour aller servir à l'armée du Rhin, sous le général Moreau. Là, aux journées de Fri-

(1) Certificat du général Leveneur.

(2) Nous avons sous les yeux un certificat des plus honorables, qui lui fut délivré, le 19 avril 1796, par la municipalité de la ville de Goroum.

bourg et de Biberach (les 25 avril et 9 mai 1800), avec la 16ᵉ demi brigade et quelques autres troupes qu'il recueillit, il prit et conserva les villages qui furent les avant-postes de l'armée. Lors de la station de l'armée du général Moreau devant Ulm, il fut chargé de la commission importante de maintenir et défendre la communication, par le Saint-Gothard, entre les deux armées d'Italie et du Rhin. Il passa, le 11 juillet 1800, dans la division du général Ney, et forma alors le blocus d'Ingolstadt, sur le Danube : tout était prêt pour assurer la prise de cette place, lorsqu'elle fut cédée à la France, avec Philisbourg et Ulm. En octobre 1801, il passa dans la division Souham, dont il eut le commandement par intérim. Le ministre de la marine et des colonies lui expédia, le 13 janvier 1802, l'ordre de se rendre à Rochefort, et de s'y embarquer sur la frégate *la Thémis*, pour passer à l'île de France et y commander sous les ordres du général Magallon, qu'il devait remplacer en cas de mort ou de tout autre empêchement. Par arrêté du général Decaen, capitaine-général des établissements français à l'est du cap de Bonne-Espérance, et par suite du rappel en France du général Magallon, le général Des-Bruslys (1) fut nommé provisoirement lieutenant du capitaine-général, et commandant de l'île de la Réunion (ci-devant et maintenant île Bourbon). On le créa général de division, le 13 juillet 1808. Il mourut à l'île de la Réunion, le 25 septembre 1809. Il avait fait toutes les campagnes depuis le commencement de la révolution. (*Etats militaires*, *titres originaux*.)

ERNOUF (Jean-Augustin, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Alençon, d'une ancienne famille de Normandie. Ayant montré de bonne heure quelques dispositions pour les sciences, ses parents ne négligèrent rien pour son éducation. Il fit ses études avec distinction, et s'appliqua surtout à la traduction de l'histoire des grands capitaines

(1) Il est qualifié dans cet acte de membre de la Légion-d'Honneur.

grecs et romains. Il aimait les arts et les cultivait; mais son goût principal était porté vers l'art militaire. Il fut nommé lieutenant d'infanterie, en 1791, et capitaine, en 1792 : ses talents le firent appeler à l'état-major de l'armée, en qualité d'adjoint. Quelques projets qu'il présenta sur la défensive du territoire français dans la Flandre maritime, le firent élever au grade d'adjudant-général chef de bataillon. Passé au grade de colonel, il commanda, en cette qualité, le camp de Cassel. Il était occupé à fortifier ce poste important, lorsque le duc d'York vint mettre le siége devant Dunkerque, et fit avancer une division de son armée pour bloquer Bergues : cette dernière place était dépourvue de garnison. A la première nouvelle de la marche inopinée de l'armée anglaise, le général Ernouf jeta dans Bergues les troupes nécessaires à sa défense. Le général Houchard, commandant en chef l'armée du Nord, ayant reçu ordre de marcher au secours de Dunkerque, il manda le général Ernouf, pour en obtenir des renseignements sur l'état de cette forteresse. Ernouf satisfit à toutes les demandes qui lui furent adressées sur les forces et la position de l'ennemi. Un projet, qu'il proposa alors pour attaquer l'armée anglaise, fut discuté et agréé dans un conseil de guerre tenu par le général en chef, qui chargea le général Ernouf de diriger la colonne qui devait commencer l'attaque, par le poste retranché d'Aukerque, et venir prendre position à Rexpoède. Ce mouvement, parfaitement exécuté, força le camp anglais de Wilres, qui bloquait Bergues, à se retirer précipitamment sur Hondscootte. Après avoir perdu la bataille qui porte ce nom, l'armée anglaise fut obligée de lever le siége de Dunkerque, et d'abandonner toute son artillerie de siége. Le pouvoir-exécutif éleva le général Ernouf au grade de général de brigade. Quelques temps après, Ernouf fut nommé chef de l'état-major-général des armées du Nord et des Ardennes. Les places fortes de Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies étaient alors tombées au pouvoir de l'ennemi. Le prince de Cobourg pressait vivement Maubeuge, et les troupes de la garnison de cette ville, ainsi que celles du camp retranché, fortes

ensemble de 17,000 hommes, étaient sur le point de capituler, faute de vivres. L'armée du Nord, commandée par le général Jourdan, se porta sur Avesnes. L'armée ennemie avait pris position aux bois d'Avesnes. L'armée française attaqua, le 15 octobre 1793, et se battit tout le jour sans aucun succès décisif. On recommença l'attaque, le 16, au point du jour : il était sur le point de finir, lorsque le prince de Cobourg, tourné par derrière les bois de Watignies (ce fut le général Ernouf qui conseilla ce mouvement), craignant pour ses ponts, donna le signal de la retraite, qui fut favorisée par l'obscurité de la nuit, et repassa la Sambre. Maubeuge, qui n'avait plus dans ses magasins que pour vingt quatre heures de vivres, fut ainsi délivrée. Le pouvoir-exécutif, satisfait de la conduite du général Ernouf dans cette importante affaire, le nomma général de division. Le général en chef de l'armée du Nord, voulant poursuivre ses avantages, marcha sur Beaumont ; mais la mauvaise saison, et les chemins rompus par les pluies continuelles, opposèrent des difficultés insurmontables aux transports de l'artillerie, des munitions et des vivres. On fut donc obligé de faire prendre des quartiers d'hiver à l'armée. Le comité de salut public, mécontent de cette marche rétrograde, ordonna au général en chef, et à son chef d'état-major, de se rendre à Paris, pour rendre compte de leur conduite. Sous le régime de la terreur, où l'on était alors, un pareil ordre équivalait presque à un arrêt de mort; cependant, forts de leur conscience, le général Jourdan et le général Ernouf n'hésitèrent pas de se rendre dans la capitale. L'exposé de leur conduite, appuyé par des preuves authentiques, parut si satisfaisant à la majorité du comité de salut public, que sa réponse fut un arrêté par lequel le général Jourdan fut nommé au commandement en chef de l'armée de la Moselle, et le général Ernouf, chef de l'état-major-général de cette armée. A cette époque, le prince de Cobourg, possesseur de 4 places fortes qui laissaient notre frontière à découvert, avait resserré le blocus de Cambray : la capitale se trouvait ainsi à découvert. Pour empêcher le général prussien de profiter de ses avan-

tages, il était donc nécessaire de porter sur Charleroi une armée qui menacerait le général prussien de venir couper ses communications, s'il avançait sur le territoire français. Le général en chef de l'armée de la Moselle partit du camp de Longwy, avec 4 divisions de cette armée, formant ensemble 40,000 hommes, battit l'ennemi à Arlon, et à Neufchâteau, passa la Meuse à Dinan, et fit sa jonction, sous Charleroy, avec 2 divisions qui composaient la ci-devant armée des Ardennes, et 3 divisions de l'armée du Nord. Cette réunion formant un total de 90,000 hommes sous les armes, prit le nom d'armée de Sambre-et-Meuse, et le pouvoir-exécutif désigna le général Ernouf pour en être le chef de l'état-major-général. Charleroy fut investi et assiégé, et le général Ernouf fut chargé de donner des ordres relatifs à cette opération. L'artillerie était prête à tirer sur la ville, lorsque le prince de Cobourg s'avança pour faire lever le siége. On se battit tout un jour avec un acharnement et des avantages à peu près égaux; mais, sur le soir, l'armée française, affaiblie par l'absence des troupes employées au siége, fut contrainte à repasser la Sambre. D'après les ordres du général en chef, Ernouf fit évacuer les tranchées, et enlever l'artillerie de siége : cette opération fut conduite avec tant de célérité et de précision, qu'aucune pièce ni caisson ne resta au pouvoir de l'ennemi. Trois jours après cette affaire, l'armée française repassa la Sambre, et remit le siége devant Charleroy. L'armée d'observation prit position, pour le couvrir, en avant des bois de Gosselies, ayant devant elle les plaines de Fleurus. Le 25 juin, dans l'après-midi, le prince de Cobourg fit une forte reconnaissance pour connaître la position de l'armée : Charleroy se rendit à discrétion, le soir. Le lendemain, 26, le prince de Cobourg, qui ignorait cette reddition, attaqua, à trois heures du matin, la droite de l'armée française, composée des divisions Lefèvre et Hatry, et des deux divisions de la ci-devant armée des Ardennes, qui formaient l'extrémité de cette aile : ces deux divisions ne purent résister au premier choc, elles furent enfoncées et mises en déroute; elles se retirèrent derrière la Sambre. Le général en chef envoya le

chef d'état-major à la droite, pour avoir des rapports certains : l'action était devenue générale, et on se battait sur toute la ligne. Le général Ernouf trouva que le général Lefèvre avait fait les meilleures dispositions pour couvrir son flanc droit. L'ennemi avait attaqué, avec la plus grande opiniâtreté, et pris le village de Lambussart, position importante d'où dépendait le salut de l'aile droite, et par conséquent de l'armée. Le général Ernouf aida le général Lefèvre dans l'attaque de ce village, et ne quitta l'aile droite qu'après qu'il fut repris, et les troupes établies de manière à ne pouvoir en être chassées. L'ennemi, malgré ses attaques réitérées, ne put parvenir à débusquer les Français de ce poste, ainsi que des bois environnants. Pendant l'absence du général Ernouf, le général Jourdan avait reçu un faux avis, avec toutes les circonstances qui pouvaient lui donner un air de vérité. On lui avait annoncé que le général Lefèvre, après une vigoureuse défense, avait été chassé de Lambussart, ainsi que des bois, et qu'il avait repassé la Sambre. Cet avis décida le général en chef à ordonner la retraite, mais Ernouf arriva lorsque le mouvement rétrograde commençait à s'opérer au centre, et son rapport fit expédier sur-le-champ des contr'ordres. Le général en chef se mit à la tête du centre, le fit porter en avant, et ordonna à la réserve de cavalerie de charger l'ennemi. Le général Dubois, commandant cette cavalerie, enfonça et mit en déroute le centre de l'armée autrichienne. Une victoire complète couronna cette mémorable journée (1), qui fut suivie de l'évacuation du territoire français par les troupes ennemies, et de la reddition des 4 places. L'armée française, poursuivant les ennemis, prit position à Liége et à Tonque. L'armée autrichienne avait passé la Meuse, et s'était retranchée sur les hauteurs de la Chartreuse : cette position était inattaquable de front. Le général en chef résolut de la tourner par la gauche, en passant les rivières de l'Ourthe et de Lavaille ; mais, pour distraire l'atten-

(1) Bataille de Fleurus.

tion de l'ennemi et faciliter l'exécution de ce mouvement, il fallait faire une diversion. Ernouf fut donc chargé de faire une fausse attaque sur Visé, pour faire croire à l'ennemi qu'on avait l'intention de passer la Meuse à ce gué, et de le tourner par sa droite. Ernouf donna un tel air de vérité à cette fausse attaque, que l'ennemi n'osa se dégarnir, et fit au contraire porter des renforts de ce côté, ce qui contribua beaucoup au succès du général en chef. L'armée autrichienne, forcée d'abandonner son camp de la Chartreuse, se retira sur Aix-la-Chapelle et Julliers, pour défendre le passage de la Roër. Le prince de Cobourg perdit encore la bataille de Julliers. Poursuivi, et ayant essuyé un nouvel échec au passage de l'Erfle, il ne crut pouvoir trouver de sûreté que derrière le fleuve du Rhin, que son armée passa à Cologne, Bonn, Neuss et Coblentz. Cette glorieuse campagne se termina par la prise de Maestricht. L'armée de Sambre-et-Meuse prit ses quartiers d'hiver dans les électorats de Cologne et de Trèves, dans le pays de Julliers, et aux environs de Maestricht. La campagne suivante s'ouvrit par le passage du Rhin, les siéges d'Ereinbreisthen et de Mayence. L'armée autrichienne ayant violé la ligne de neutralité, força, par cette manœuvre, l'armée de Sambre-et-Meuse de faire retraite et de repasser le Rhin. La défaite de l'armée du Rhin, aux lignes de Mayence, obligea ensuite l'armée de Sambre-et-Meuse de se porter dans le Hundsruck, pour couvrir le pays de Trèves et les départements de l'est de la France. Le général Ernouf fut chargé de l'exécution de différents ordres importants pour assurer les quartiers d'hiver que l'armée prit dans ce pays, où les communications sont très-difficiles à établir. L'ouverture de la campagne de 1796 fut signalée par le second passage du Rhin, le blocus de Cassel, la prise de la forteresse de Koenisghofen, le passage de la Saha, la bataille de Sullaback, les combats de Volfring, d'Ambert et de la Naab. L'armée de Sambre-et-Meuse était campée en arrière de cette rivière, lorsque l'archiduc Charles, laissant le général Latour devant l'armée du général Moreau, passa le Danube à Ratisbonne, avec 25,000 hommes, l'élite de son armée, et s'avança pour faire sa jonction

avec l'armée du général Wansterleben, réduite alors à la nécessité de faire sa retraite derrière le Danube, ou de se retirer en Bohême. L'armée de Sambre-et-Meuse, réduite à 35,000 hommes, fut contrainte de rétrograder. Pendant cette retraite, le général Ernouf rendit l'important service de sauver le grand parc d'artillerie, qui avait, par un malentendu, pris une fausse direction par Achtal et Velden; et ce fut par ses soins que le parc et les équipages de l'armée sortirent sains et saufs de l'impraticable ravin de la Pegnitz, où ils s'étaient imprudemment engagés. Après le traité de Campo Formio, le général Ernouf fut nommé directeur du dépôt de la guerre, auquel on réunit le cabinet topographique attaché au directoire-exécutif. Il fut, dans le même temps, employé comme membre du comité militaire formé pour indiquer les points de défense sur la nouvelle ligne du Rhin et de la Meuse, que la valeur française venait d'acquérir. Il quitta la direction du dépôt de la guerre, en 1799, pour aller prendre l'emploi de chef de l'état-major de l'armée du Danube, après les batailles de Phalendorff et d'Engen. L'armée française du Danube, affaiblie, était inférieure de moitié à celle des Autrichiens, commandée par l'archiduc Charles; elle se retira sur Willingue, près de la Forêt-Noire, et prit position à Brens-et Ben. Le général en chef, ayant été obligé d'abandonner l'armée, pour cause de maladie, en laissa le commandement au général Ernouf. Cette armée manquait de tout dans un pays désert, qui ne produit que des sapins. Bientôt l'ennemi déborda sa position, en s'emparant de vive force de Triberg, où s'appuyait notre aile droite. Le général Ernouf fit sa retraite derrière la Kintzig, et envoya une division en Suisse pour garder le pont de Bâle et de Schaffouse, dans la vue de faciliter la rentrée de l'armée du Danube en Allemagne par cette voie, beaucoup plus facile que celle de la Forêt-Noire. Il garda la position de la Kintzig jusqu'à l'arrivée du général Masséna, qui prit le commandement de l'armée. En 1800, le général Ernouf fut envoyé à l'armée des Alpes, comme chef de l'état-major-général, et pour organiser cette armée, qui fut réunie à celle d'Italie. Après la bataille

de Novi, il fut nommé inspecteur-général de l'infanterie de cette dernière armée. Après le traité d'Amiens, il fut employé, en la même qualité, à l'armée de l'Ouest; et ensuite il fut envoyé, comme inspecteur-général des troupes stationnées en Piémont, dans le royaume de Naples, la marche d'Ancône, la Toscane, la république de Raguse et la rivière de Gênes. Revenu à Paris, après s'être acquitté avec distinction de ces importantes missions, il fut nommé capitaine-général de la Guadeloupe et dépendances, le 8 mars 1803. Lorsque le général Ernouf arriva dans cette colonie, tous les ferments de la rébellion des Nègres existaient encore; on ne voyait que des ruines fumantes; de nombreuses bandes de Nègres marrons occupaient les bois; on ne pouvait communiquer d'un quartier à l'autre, sans recevoir des coups de fusil; la troupe était sans solde et sans vêtement, et le trésor de la colonie à sec. Une conspiration des Noirs, d'autant plus dangereuse qu'elle était fomentée par les petits Blancs, était prête d'éclater. Ces hommes qui, sans bourse délier, s'étaient emparés des propriétés des colons, qui avaient été forcés de se soustraire à la fureur des Nègres, ne voulaient pas rendre ces biens à leurs légitimes propriétaires Ils avaient attiré à eux quelques officiers et soldats. Pour surcroît d'embarras, la rupture du traité d'Amiens amena la guerre en Amérique. Rien n'était préparé pour la défense; les batteries de côte avaient été détruites pendant la guerre des Nègres, et tout était à créer pour la défensive de la colonie. Le général Ernouf arrêta la conspiration, en faisant embarquer les chefs du complot. Il ramena à leurs ateliers les Nègres rebelles par des moyens de clémence et de fermeté; l'agriculture fut remise en vigueur, et les habitations reconstruites; les émigrés rentrèrent dans leurs propriétés; la confiance et la tranquillité intérieure furent rétablies, et tout cela fut l'ouvrage d'une année. Le général Ernouf fut informé que plusieurs chefs de Nègres rebelles avaient trouvé le moyen de passer à Saint-Domingue, et avaient été envoyés par Dessalines, empereur d'Haïti, pour prêcher la propagande aux Antilles-du-vent. Il fit enlever les membres d'un club que les

propagandistes avaient fondé à Saint-Thomas. Il attaqua et prit l'île suédoise de Saint-Barthélemi, où les rebelles de Saint-Domingue faisaient commerce avec les habitants, qui, attirés par les gains immenses qu'ils faisaient avec eux, ne voyaient pas le danger d'entretenir un commerce qui tôt ou tard aurait entraîné la perte de toutes les colonies. Par les précautions qu'il prit et les avis qu'il donna au général de Villaret-Joyeuse, gouverneur de la Martinique, il sauva les Antilles-du-vent de cette contagion. La protection et les moyens que le général Ernouf accorda à la course, et les nombreux armements qui en furent le résultat, protégèrent la colonie à l'extérieur, et procurèrent aux colons des bénéfices immenses, ainsi que tous les objets de première nécessité que la métropole était hors d'état de fournir. La totalité des bâtiments pris sur l'ennemi s'élevait, en 1809, à 734, et le produit brut de la vente des prises, à 80 millions. Pour réparer le tort que faisait à la Guadeloupe le traité de neutralité exigé des États-Unis par Buonaparte, et par lequel il était convenu que toute communication avec les colonies françaises et anglaises cesserait, le général Ernouf établit des relations avec les gouverneurs espagnols de la côte ferme, et surtout avec les capitaines-généraux de Caracas et de Cumana. Il les secourut lors de l'expédition de Miranda, et obtint, en revanche, la permission d'acheter des denrées de première nécessité, dont la Guadeloupe se trouvait dépourvue, ainsi que des bœufs, des chevaux, des bois pour la construction des moulins à sucre; des drogues dont l'usage est indispensable sous la zone torride, telles que le quinquina, la salsepareille, les baumes, etc. Il obtint aussi un avantage, inappréciable pour le commerce, celui d'y trafiquer des marchandises de toutes espèces qui abordaient à la Guadeloupe par la vente des prises faites sur les Anglais. La colonie se trouva au plus haut point de prospérité que son état de guerre comportait. Sous les pavillons neutres de la Suède et du Danemark, on venait chercher ses denrées, et en outre elle en expédiait pour la France sur des bâtiments armés en course. Jamais le sucre, le café et le co-

ton ne s'étaient vendus à la Guadeloupe à un si haut prix. Cet état de prospérité finit par la guerre avec l'Espagne, et par la prise de la Martinique. Toutes les forces maritimes des Anglais aux colonies se réunirent alors pour le blocus de la Guadeloupe, qui se trouva tellement resserrée, qu'aucun bâtiment ne pouvait sortir ou entrer dans ses ports. Un nombre considérable d'habitants, désespérés par la misère, formèrent le projet de livrer la colonie aux Anglais. Les preuves convaincantes de ce complot étant tombées entre les mains du capitaine-général Ernouf, il se transporta de suite au lieu où était le foyer de la conjuration. Il pouvait faire périr les coupables en les livrant à la rigueur des lois; mais il préféra, en usant de clémence, conserver des pères de famille à leurs épouses et à leurs enfants, et se contenta d'exiger d'eux un serment qu'ils tinrent fidèlement. Livrée à ses propres forces, la Guadeloupe vit tomber successivement ses dépendances; la Désirade, Marie-Galante, les Saintes, furent conquises par l'ennemi : elle était elle-même harcelée sans cesse, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. La majeure partie des troupes avait péri, et le nombre de ses défenseurs était réduit à 753 blancs, exténués par le climat et les maladies. La flotte anglaise, forte de 103 bâtiments, commandée par l'amiral Cochranne, portant 11,000 hommes de troupes de débarquement, aux ordres du général Beewith, qui avait sous ses ordres tous les gouverneurs des îles anglaises, dont les garnisons formaient l'armée, parut sur les côtes de la Capesterre, au mois de janvier 1810. La lutte était trop inégale pour qu'elle pût durer long-temps. Attaqué sur les deux flancs et au centre, le général Ernouf, après avoir battu l'ennemi sur deux points, et perdu la moitié de sa troupe, fut contraint de capituler. Il obtint tous les honneurs de la guerre, et les droits des habitants furent conservés intacts. Le général Ernouf emporta avec lui les regrets des habitants, qui depuis l'ont demandé à plusieurs reprises pour être leur gouverneur. Il suivit le sort de ses soldats, qui furent conduits en Angleterre, où il resta 13 mois. Échangé pour cause de maladie, il vint trouver de nouveaux fers dans sa pa-

trie. Il avait blâmé hautement le traité de neutralité exigé des États-Unis, ainsi que la guerre injuste avec l'Espagne, qui réduisait la colonie à la dernière extrémité: il n'en fallait pas tant pour exciter le courroux de Napoléon. Le général Ernouf avait de plus critiqué les opérations du ministère de la marine, qui, selon lui, avait toujours mal dirigé les secours destinés aux colonies, et dont l'insuffisance avait occasioné leur perte. On se servit, pour accuser le général Ernouf, du témoignage de quelques misérables, renvoyés et chassés de la colonie comme sujets dangereux; et, quoique les décrets de Napoléon eussent placé dans les attributions de la haute-cour nationale le droit exclusif de juger les capitaines-généraux, Ernouf fut envoyé devant les juges civils, sous le faux prétexte que la haute-cour n'était pas encore organisée. A la suite d'une longue procédure, et d'après l'impossibilité de prouver les calomnies contenues dans l'acte d'accusation, Ernouf fut mis en liberté; mais, quelques jours après, Buonaparte, partant pour l'armée, l'exila à 20 lieues de Paris et des frontières. Il était dans cet exil lors de la chute de Napoléon, en 1814. Il revint alors à Paris. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de S.-Louis, le 20 août de la même année, et le nomma inspecteur-général de l'infanterie dans le Midi. Il se trouvait à Marseille lors du débarquement de Buonaparte à Cannes. S. A. R. le duc d'Angoulême lui confia alors le commandement du 1er corps de son armée, composé des 58e et 86e régiments de ligne, du dépôt du 9e, de 4 compagnies du 87e, et de 23,000 gardes nationaux. Le général Ernouf, qui avait organisé ce corps, avait sous lui les maréchaux-de-camp Gardanne et Loverdo. Après avoir passé la Durance, déjà enflée par la fonte des neiges, aux bois de Mirabeau et de Lescale, le général se porta sur Sisteron. Là, il divisa son corps en deux colonnes; il confia le commandement de la première au général Gardanne, et celui de la seconde au général Loverdo. Ce dernier avait ordre de tourner le général Chabert, qui occupait la position de Travers-de-Corps, en se portant par la traverse sur Lamure. Le général Gardanne marcha sur Travers-

de Corps avec la première colonne; mais, au lieu d'attaquer, il passa du côté de Buonaparte, avec la 58e. Ernouf, qui s'avançait avec les gardes nationales, fut obligé de rétrograder, et envoya de suite ordre au général Loverdo de se replier sur lui. Certain de l'opinion du 83e, des 4 compagnies du 87e, et du dépôt du 9e, le général Ernouf ne tarda pas à reprendre l'offensive. Instruit que S. A. R. devait rétrograder sur lui, il fit un mouvement pour seconder ce projet; mais il apprit bientôt que le duc d'Angoulême avait été obligé de capituler, et eut en même temps avis de la marche du général Grouchy sur Marseille. Après avoir pourvu à la défense de Sisteron, le général Ernouf se porta sur Aix, et de cette ville sur Marseille, croyant pouvoir couvrir cette place, au moyen de troupes que le maréchal Masséna avait réservées. Arrivé à 4 lieues de cette place, il eut connaissance de la proclamation du maréchal, de son ordre d'arborer le drapeau et la cocarde tricolores, et de la marche de ses troupes pour en assurer l'exécution. Pris entre deux feux, le général Ernouf accéléra sa marche; il entra dans Marseille avec le drapeau blanc déployé, et aux cris de *vive le roi*. Forcé de céder aux circonstances, il fit cacher les armes et renvoya les gardes nationales. Le général Ernouf, déclaré traître, et poursuivi comme tel, fut obligé de fuir; mais la rentrée de S. M. dans ses états mit fin à cette persécution. Il fut élu, par le département de l'Orne, à la chambre des députés, en 1815, et à celle de 1816, par le département de la Moselle. Il commandait la 3e division militaire lors des années de détresse 1816 et 1817. Il seconda de tout son pouvoir les efforts de M. le préfet du département de la Moselle, et du maire de la ville de Metz, pour subvenir aux pressants besoins des habitants de cette division, dont le territoire était presqu'entièrement occupé par les troupes alliées. Le succès couronna ses efforts; il n'y eut pas une seule émeute dans ces temps difficiles, et une bonne harmonie fut entretenue avec les troupes alliées. Ernouf eut l'honneur d'accompagner S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême, pour replanter le drapeau blanc sur les remparts de

Thionville. Atteint par l'ordonnance sur les retraites, le général Ernouf quitta le commandement de la 3e division, le 1er janvier 1819, regretté par les habitants et les troupes qui avaient été sous ses ordres (1). (*Moniteur, États militaires, annales du temps.*)

D'ESCARS, *voyez* DE PÉRUSSE.

D'ESCODECA (Pierre), *baron de Boisse-Pardaillan, maréchal-de-camp,* était depuis long-temps capitaine au régiment de Navarre, et avait servi sous Henri IV, lorsqu'il leva, le 1er janvier 1592, un régiment d'infanterie de son nom, avec lequel il servit sous le roi, en 1593. Ayant obtenu, le 22 mars 1594, le régiment de Navarre, on y incorpora le sien. Il commanda le régiment de Navarre au siége de Laon, la même année; au siége de Dijon et au combat de Fontaine-Française, en 1595; au siége de la Fère, en 1596; au siége d'Amiens, en 1597; à l'armée de Picardie, en 1598, à la conquête de la Savoie et de la Bresse, en 1600. Il obtint, cette dernière année, le gouvernement de la citadelle de Bourg-en-Bresse. Il marcha, à la tête de son régiment, à l'armée du maréchal de Bois-Dauphin, en 1615, et à l'armée du duc de Guise, en 1616. Il se démit de son régiment au mois de décembre de cette dernière année. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 22 mars 1619, il fut employé en Guienne sous le duc de Mayenne, qui pacifia la province, et préserva de troubles celle d'Angoumois. Le baron de Boisse, quoiqu'il fût zélé sectateur de la

---

(1) Le général Ernouf s'est acquis justement la réputation d'un bon officier et celle d'un excellent chef d'état-major. Cet emploi de chef de l'état-major-général d'une armée est difficile à remplir. L'officier qui en est chargé passe souvent le jour à faire des reconnaissances et des rapports au général en chef; la nuit il reçoit ceux des commandants de division. Il a l'expédition des ordres, la surveillance de leur exécution, la correspondance avec l'intendant-général; il parle beaucoup des autres, et fait valoir leurs actions. On ne parle presque jamais de lui, parce que, n'ayant pas de troupes à commander, il ne peut faire aucune action d'éclat. Il est cependant la cheville ouvrière de l'armée.

religion réformée, conserva cependant, en 1621, les villes de Sainte-Foi et de Monheurt, ainsi que plusieurs autres places, sous l'autorité du roi. Pendant un voyage qu'il fit à la cour, où il se proposait d'abjurer le protestantisme, son fils et son gendre, tous deux religionnaires, surprirent Sainte-Foi et Monheurt. A cette nouvelle, le baron de Boisse retourna en Guienne pour les faire rentrer dans le devoir; mais il fut assassiné au mois d'octobre 1621 (1). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 55; *Dupleix, mémoires du temps.*)

D'ESCOUBLEAU DE SOURDIS (Henri), *commandant d'armée,* connu sous le nom *d'Archevêque de Bordeaux*, fut destiné à l'état ecclésiastique, et eut successivement plusieurs abbayes. Il fut nommé évêque de Maillezais (aujourd'hui la Rochelle), et sacré le 19 mars 1623. Devenu coadjuteur de l'archevêché de Bordeaux, dont le cardinal de Sourdis, son frère, était titulaire, il en prit possession le 17 août 1630, en vertu des bulles du 16 juillet 1629. Il servit au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628. Après la prise de cette ville, il y rétablit la religion catholique. Il suivit le roi, en 1629 et 1630, dans ses expéditions militaires en Piémont, et fut nommé commandeur des ordres de S. M., le 14 mai 1633. En 1635, il présida à l'assemblée du clergé. Il fut nommé lieutenant-général pour commander l'armée navale jointe à l'armée de terre, sous le comte d'Harcourt, le 12 avril 1636, et reçut en même temps un pouvoir pour commander seul en l'absence du comte. En vertu de ce pouvoir, il continua de commander en 1637 et 1638. Il fit mettre sur la flotte une partie des provisions qu'on trouva à Oristan, en Sardaigne, et contribua à la conquête des îles de Sainte-Marguerite et de Saint Honorat, en Provence. Il leva, par commission du 10 février 1738, le régiment de la Couronne, et s'en démit en 1643. Par autre

(1) Le baron de Boisse était un des fameux duellistes de son temps; il s'était battu 22 fois, et avait toujours tué son adversaire.



commission du 13 mars de cette dernière année, il leva encore le régiment des Vaisseaux (depuis Royal-Vaisseaux), dont il se démit en février 1640, en faveur du cardinal de Richelieu. L'archevêque de Bordeaux, malgré le feu de 5 batteries de canon répandues dans les forts qui couvraient la rade de Gattari, attaqua, le 22 mai 1638, 14 galions et 4 vaisseaux armés pour la défense de Fontarabie, que le prince de Condé assiégeait. Il brûla ou coula à fond tous ces vaisseaux, excepté un seul. Dans cette action, les ennemis perdirent 4000 hommes et 500 pièces de canon. L'archevêque de Bordeaux mena au camp, devant Fontarabie, une partie des soldats qui étaient sur les vaisseaux; les conduisit lui-même dans les tranchées, travailla à réparer le défaut des travaux, et prit de nouvelles précautions pour assurer le succès des attaques. Ses dispositions, toutes bonnes qu'elles étaient, devinrent cependant inutiles, et les lignes furent forcées par les ennemis : l'archevêque se retira alors sur ses vaisseaux. Nommé lieutenant-général de l'armée de Guienne, sous M. le prince de Condé, par pouvoir du 13 février 1639, il fit attaquer, le 14 août, dans la rade de Laredo, sur les côtes de Biscaye, par ses deux régiments, 2 galions espagnols défendus par 2000 hommes, à couvert sous un fort garni de 6 pièces de canon et sous deux autres batteries. Les 2000 Espagnols ayant été mis en fuite et poursuivis jusqu'à Laredo, qu'ils abandonnèrent, les Français pillèrent la ville, ruinèrent les fortifications, et transportèrent le canon et le butin sur les vaisseaux. Le 16, il fit conduire l'un des deux galions à la flotte française: ceux qui montaient le second galion y mirent le feu. L'archevêque de Bordeaux commanda en chef l'armée navale de l'Océan, en 1640 et 1641, par pouvoir du 13 février 1640. Il enleva aux Espagnols, le 27 mars 1641, dans la baie de Roses, 5 vaisseaux de guerre, deux galères et plusieurs barques qui portaient des vivres dans le Roussillon. Au mois d'août suivant, il écarta d'abord un premier secours que les Espagnols envoyaient à Tarragone, bloquée par le comte de La Mothe, et s'empara de 12 galères qu'il brûla ou brisa sur la côte. Le 20 du même mois, un second

secours composé de 29 galères et 35 vaisseaux de ligne, parut à la hauteur de Tarragone, avec l'avantage du vent et du nombre, et obligea les Français de prendre le large. Pendant le combat, qui dura jusqu'à la nuit, ce secours entra dans Tarragone. Les ennemis ayant reçu le lendemain un nouveau renfort, l'archevêque, qui n'était pas en état de tenir la mer, fit voile vers la Provence. Cet échec l'ayant fait disgracier, il se retira à Carpentras. Après la mort du cardinal de Richelieu, il revint dans son diocèse, et fut appelé pour présider à l'assemblée du clergé, en 1645. Il mourut à Auteuil, le 18 juin 1645, âgé de 51 ans. (*Chronologie militaire, tom. I, pag. 464; le continuateur du P. Daniel, le président Hénault, mémoires pour l'histoire depuis* 1600 *jusqu'en* 1716, *Gallia Christiana, Levassor, Gazette de France.*)

D'ESCOUBLEAU (Charles), *marquis de Sourdis, lieutenant-général,* frère du précédent, servit, comme volontaire, en 1626, sous les maréchaux de Créqui et de Bassompierre, et marcha à l'attaque des barricades qui défendaient le pas de Suze. Il se trouva, en 1630, au siége de Pignerol et de sa citadelle; au siége de Chambery; à la prise d'Annecy et de Romilly; au combat de Veillane; à la prise de Saluces et de son château, et au combat du pont de Carignan. Créé maréchal-de-camp, le 1er mai 1632, il servit, la même année, à l'armée de Picardie, qui ne fit aucune expédition. Nommé mestre-de-camp-général de la cavalerie, par provisions du 8 avril 1633, et sur la démission du duc de la Trimouille, il obtint alors la compagnie de chevau-légers qu'avait ce duc, et qui continua de s'appeler la compagnie mestre-de-camp. Il était à cette même époque conseiller-d'état. On le fit chevalier des Ordres du roi, le 14 mai suivant. Il accompagna le roi dans son voyage de Lorraine, et reçut la soumission de Lunéville. Il servit, en 1634, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de La Force, et contribua au secours d'Heidelberg et de Philisbourg, contre les Impériaux et les Bavarois. Employé à la même armée, en 1635, il combattit le duc de Lorraine,

en Alsace, au mois de mai. Il fut pourvu, le 16 du même mois, d'un régiment de cavalerie, à la formation des régiments, et l'on donna au sien le nom de mestre-de-camp-général. Il se trouva à l'assaut donné à la ville de Spire. Il obtint, par provisions du 3 novembre, et sur la démission du comte de Saint-Paul, le gouvernement-général de l'Orléanais, qu'il conserva jusqu'à sa mort. Il y commanda depuis 1636 jusqu'en 1639. Il s'était démis, au mois de juillet 1637, de la charge de mestre-de-camp-général de la cavalerie. Promu au grade de lieutenant-général, le 13 février 1639, il servit en Guienne, cette année et la suivante, sous le prince de Condé, et sous Henri d'Escoubleau, son parent, archevêque de Bordeaux. Il fut chargé, pendant le siége de Salces, de garder la frontière de Bayonne. Employé, en 1641, à l'armée commandée par les maréchaux de Brézé et de Châtillon, il combattit à la Marsée, le 6 juillet. Il retourna ensuite dans son gouvernement de l'Orléanais, et mourut le 21 décembre 1666. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 18.)

D'ESCOUBLEAU (Paul), *marquis de Sourdis*, *maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut connu, du vivant de son père, sous le nom de marquis d'Alluye. Il servit, à la tête d'une compagnie de chevau-légers, dans différentes occasions, et particulièrement dans l'Orléanais, dont son père était gouverneur. On le créa maréchal-de-camp, le 6 septembre 1650. Il obtint le gouvernement-général de l'Orléanais, en survivance de son père, par provisions données à Vincennes, le 24 juin 1659. A la mort de son père, le 21 décembre 1666, il prit le nom de marquis de Sourdis, et fut pourvu du gouvernement-général de l'Orléanais, par de nouvelles provisions, datées du 5 février 1667, qui furent registrées au parlement, le 20 avril suivant. Il conserva ce gouvernement jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 6 janvier 1690. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 285.)

D'ESCOUBLEAU (Henri), *marquis du Coudray-Montpensier*, *lieutenant-général*, et frère du précédent, fut nommé capitaine au régiment de cavalerie d'Harcourt, en

1641. Il servit en Italie, au siége d'Yvrée, au secours de Chivas, au siége de Coni, de Collioure, de Perpignan et de Salces, en 1642. Il se trouva à la bataille de Rocroi, au siége et à la prise de Thionville et de Sirck, en 1643; à la prise de Cassel, de Mardick, de Linck, de Bourboug, de Menin, de Béthune, de Lillers et de Saint-Venant, en 1645; de Courtray, de Bergues et de Dunkerque, en 1646. Il était devenu premier capitaine et major de son régiment, lorsqu'il leva, par commission du 12 octobre de cette dernière année, un régiment de cavalerie, qui porta son nom. Il servit au siége de la Bassée et de Lens, en 1647; au siége et à la prise d'Ypres, à la bataille de Lens et à la prise de Furnes, en 1648; au siége de Cambray, au siége et à la prise de Condé, en 1649. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 25 mai 1650, il servit en Guienne, et concourut à la soumission de Bordeaux. Il fut nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 16 juin 1655. Employé à l'armée du maréchal de La Ferté, il se trouva aux siéges et à la prise de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain et au siége de Valenciennes, en 1656. Il se trouva aux siéges de Montmédy, en 1657, et de Dunkerque, en 1658; combattit à la bataille des Dunes, et se trouva aux siéges de Bergues, de Dixmude, de Furnes, de Gravelines, d'Oudenarde, de Menin et d'Ypres, la même année. On licencia son régiment, le 18 avril 1661. L'époque de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 205; *Gazette de France.*)

D'ESCOUBLEAU (François), *chevalier*, puis *comte de Sourdis, lieutenant-général*, et frère des deux précédents, avait servi quelque temps dans le régiment de cavalerie de Fourilles, lorsqu'il y obtint une compagnie, le 10 août 1660. Ce régiment ayant été réformé, le 18 avril 1661, le chevalier de Sourdis obtint une compagnie franche de chevau-légers, le 5 août 1662. Il passa, avec cette compagnie, en Italie, en 1664, et de là en Hongrie, où il combattit à Saint-Godard, le 1er août. Après sa rentrée en France, sa compagnie fut incorporée, le 7 décembre 1665,



dans le régiment de Choiseul, dont il fut fait major, par brevet du 10 juin 1666. Il servit, en 1667, aux siéges et à la prise de Tournay et de Douay. Il leva, par commission du 8 juillet, un régiment de cavalerie de son nom, et servit ensuite au siége de Lille. Il marcha à la conquête de la Franche Comté, en 1668. On licencia son régiment, le 24 mai, mais on lui conserva sa compagnie mestre-de-camp, par ordre du 26. Il rétablit son régiment, le 9 août 1671. Il eut part, en 1672, à toutes les expéditions de M. de Turenne, en Hollande, et suivit ce général dans l'électorat de Cologne, où il passa l'hiver. Il marcha, en 1673, dans le comté de la Marck et en Westphalie. Il revint servir dans la province d'Utrecht, sous M. de Luxembourg, avec lequel il se rendit sous Maestricht, après la prise de cette place. Créé brigadier, par brevet du 13 février 1674, il combattit à Seneff. Il fut nommé l'un des visiteurs de la cavalerie, par commission du 12 mars 1675. Il contribua, la même année, à la prise de Huy et de Limbourg, et joignit ensuite l'armée d'Allemagne, sous M. de Turenne. Il combattit à Altenheim, après la mort de ce général, et concourut à la levée des siéges d'Haguenau et de Saverne par les ennemis. Il servit, en 1676, aux siéges de Condé, de Bouchain et d'Aire. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 25 février 1677, il servit au siége et à la prise de Valenciennes, combattit à la bataille de Cassel, où il se distingua, et se trouva à la prise de Saint-Omer; au siége et à la prise de Gand et d'Ypres, en 1578. Employé sur le Bas-Rhin, sous le maréchal de Créquy, par lettres du 26 avril 1679, il marcha, avec l'armée, jusqu'à Minden, où l'on battit les troupes de Brandebourg: ce fut la dernière action de cette guerre. Il commanda le camp qui s'assembla en Artois, par lettres des 28 avril 1681, et 28 avril 1682. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 juin de cette dernière armée, il prit alors le nom de comte de Sourdis. Il servit au siége de Luxembourg, en 1648, et commanda le camp sur la Saône, du 6 juin au 12 août 1683. Il reçut un pouvoir, du 24 du même mois, pour commander en chef les troupes qui devaient

se rendre dans l'électorat de Cologne, où il passa l'hiver. Il fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre de la même année (1). Ayant été battu, au mois de mars 1689, par le général Schonem, il fut obligé de quitter Nuits où il résidait, et de se retirer sur Bonn. On l'employa, par lettres du 22 mai, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, qui se tint sur la défensive. Il fut employé, seul lieutenant-général, en Alsace, pendant l'hiver, sous le maréchal de Lorges, par ordre du 31 octobre. Il obtint le gouvernement-général de l'Orléanais, et le gouvernement particulier des ville et château d'Amboise, à la mort du marquis de Sourdis, son frère, par provisions données à Versailles, le 8 janvier 1690. On lui donna le commandement de la Guienne et des provinces voisines, par commission du 21 mars. Il conserva ce dernier commandement jusqu'en 1704, époque à laquelle il se retira; et le commandement de l'Orléanais, jusqu'à sa mort, qui eut lieu dans sa terre de Gaujac, en Guienne, le 21 septembre 1707. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 315; *mémoires du temps*, *Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Gazette de France.*)

D'ESCOUBLEAU (N....), *marquis de Sourdis*, issu de la même famille que celle des précédents, fut créé *maréchal-de-camp*, le 1er juillet 1815. Il fut nommé, en 1817, commandant de l'école d'équitation à Paris, et donna sa démission dans la même année. S. M. Louis XVIII le nomma, en 1820, commandant de la 2e subdivision de la 6e division militaire, à Bourg. Le marquis de Sourdis exerce encore ce commandement, en 1822. Il est chevalier de l'ordre

(1) « A la promotion de l'ordre, en 1688, après que les 73 chevaliers » eurent été nommés, le roi se souvint du marquis de Sourdis qu'il avait » oublié; il redemanda la liste, rassembla le chapitre, et dit qu'il allait » faire une chose contre les statuts de l'ordre, parce qu'il y aurait 101 che- » valiers; mais qu'il croyait qu'on trouverait comme lui qu'il n'y avait pas » moyen d'oublier M. de Sourdis, et qu'il méritait bien ce passe-droit : » voilà un oubli bien obligeant. » (*Lettres de madame de Sévigné, tom. V, pag.* 415.)

royal et militaire de Saint-Louis, et officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. (*États militaires, Moniteur.*)

D'ESPALUNGUE-DE-LA-BADIE, *lieutenant-général*, était capitaine au régiment d'infanterie de Louvigny, dès 1672, et servit, la même année, aux siéges et à la prise de plusieurs places. Il marcha, sous M. de Turenne, à la poursuite des troupes de l'électeur de Brandebourg, et se trouva, en 1673, à la prise de Cumen, d'Ulna, de Zoest, et de plusieurs autres villes. Il passa en Roussillon, en 1674, sous le comte de Schomberg, qui s'y tint sur la défensive. Il combattit à Fleurus, sous le maréchal de Luxembourg, en 1690. Il devint major de son régiment, le 5 janvier 1691; servit, la même année, au siége de Mons; fut fait lieutenant-colonel du même régiment, le 7 août, et se trouva, le 19 septembre suivant, à la prise de Leuze. En 1692, il servit aux siéges et à la prise des ville et château de Namur; combattit à Steinkerque, et se trouva au bombardement de Charleroi. Il fut employé au siége de Huy, et combattit à Neerwinde, en 1693. Créé brigadier, le 28 avril 1694, il servit à l'armée de Flandre, sous M. le dauphin, et se trouva au bombardement de Bruxelles, sous le maréchal de Villeroi, en 1695. On le créa inspecteur-général de l'infanterie, le 14 novembre de cette dernière année. Il fut employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, en 1696; à l'armée de la Meuse, en 1697; dans le pays de Gueldre, à l'armée de Flandre et à Venloo, en 1701. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 29 janvier 1702, il quitta alors son régiment, fut employé en Flandre, la même année, et continua de commander à Venloo. Investi dans cette place, le 29 août, il y soutint un mois de siége, et en sortit, le 25 septembre, par la brèche. On lui accorda tous les honneurs militaires, en considération de sa belle défense dans une place que l'ennemi avait battue, à la fois, par 60 canons, 40 gros mortiers et 108 petits. Il contribua à la défaite du baron d'Opdam, à Eckeren, en 1703. Il continua de servir à l'armée de Flandre, en 1704, et fut nommé lieutenant-général, le 26 octobre de la même an-

née. Employé, en cette qualité, à l'armée d'Espagne, sous le maréchal de Tessé, il servit, en 1705, au siége de Gibraltar, et marcha au secours de Badajoz. Il contribua, en 1706, à la prise de plusieurs places; passa ensuite sous les ordres du maréchal de Berwick, et se trouva au secours de Badajoz et à la prise de Carthagène. Employé à la même armée, en 1707, il concourut à chasser les ennemis d'Elech, d'Elda et de Novalda. Il obtint, le 1er avril, le gouvernement de la citadelle de Lille, vacant par la mort du maréchal de Vauban, et se démit alors de son inspection. Il combattit à Almanza, et marcha, sous le duc d'Orléans, à la prise de Requena, de Valence, et des autres villes du royaume de ce nom, ainsi qu'au siége et à la prise des ville et château de Lérida. Il servit, en 1708, sous le même duc d'Orléans, aux siéges de Tortose, de Pons, d'Alos, de Montagnana et de Venasque. Les ennemis étant entrés dans Lille, le 3 décembre de cette même année, il perdit momentanément le gouvernement de la citadelle de cette ville. Nommé pour commander au Quesnoy, par commission du 12 mai 1711, il fut assiégé dans cette place, en 1712, et obligé de se rendre prisonnier de guerre, le 4 juillet, avec la garnison, après un mois d'attaque. On le rétablit, le 22 avril 1713, dans le gouvernement de la citadelle de Lille, que les ennemis évacuèrent en exécution du traité de paix. Il conserva ce gouvernement jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 23 février 1724. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 575; *mémoires du temps.*)

D'ESPARBÈS DE LUSSAN (François), *vicomte d'Aubeterre, maréchal de France*, servit Henri IV, dans les guerres que ce prince soutint pour conquérir son royaume. Il obtint le gouvernement de Blaye, sur la démission de son père, par provisions données au camp devant Saint-Denis, le 2 août 1590. Il commanda dans Blaye jusqu'en 1620. Il devint capitaine de 50 hommes d'armes, par commission du 26 mai 1606. On le nomma conseiller-d'état, par brevet du 29 novembre 1611, et gouverneur et sénéchal de l'Agénois et du Condomois, sur le démission de son père, par provi-

sions données à Paris, le 3 janvier 1612. Créé, la même année, chevalier des Ordres du roi, ses preuves furent admises; mais il mourut avant sa réception. Le roi lui accorda 6000 livres de pension, par brevet du 1er avril 1613. Il se déclara pour la reine mère, en 1620. Il se démit, au mois de septembre de la même année, du gouvernement de Blaye, en faveur de Branles, depuis duc de Luxembourg, troisième frère du connétable de Luynes : on lui donna en échange 300,000 livres, et la charge de maréchal de France, par état signé à Blois, le 18 septembre. Il prêta serment le 19, pour cette charge, et fit enregistrer son état à la connétablie, le 2 juin 1623 (1). On le créa conseiller honoraire au parlement de Bordeaux, avec entrée et séance quand bon lui semblerait, par lettres du 22 septembre 1620. Il servit, sous le duc de Mayenne, en 1621, aux siéges et à la prise de Caumont et de Nérac. Il se retira ensuite au château d'Aubeterre, où il mourut, au mois de janvier 1628. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 439; *Journal de Bassompière, le Père d'Avrigny, Dupleix, Levassor, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, le président Hénault.*)

D'ESPENAN, *voyez* DE BOSSOLT.

D'ESPENSE, *voyez* DE BEAUVEAU.

ESPERT DE SIBRA (Pierre, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à la Garde, près de Mirepoix, le 25 février 1771. Il entra au service, le 22 janvier 1792, comme sergent-major, avec rang de sous-lieutenant-porte-drapeau, dans le 2e bataillon de son département (l'Arriége), et y fut fait sous-lieutenant, le 27 novembre suivant. Il devint adjoint aux adjudans-généraux, le 5 février 1795; obtint le grade de

(1) Levassor, dans son *Histoire de Louis XIII, in-4°, tom. II, pag.* 217, se trompe, lorsqu'il avance qu'on ôta au vicomte d'Aubeterre le gouvernement de Brouage, pour en pourvoir le duc de Luxembourg. Il a confondu Brouage et Blaye.

lieutenant, le 3 mai 1796, et passa, avec ce grade, aide-de-camp du général de division Serrurier (depuis maréchal de France), le 20 janvier 1797. On le fit capitaine, le 4 juillet de la même année, et chef de bataillon, le 23 août 1799. Il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars 1804, et devint major au 101e régiment d'infanterie de ligne, le 4 août suivant. On le nomma colonel du 102e régiment de ligne, le 24 septempre 1806. Il fut fait chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer, le 23 décembre 1807; commandeur de l'ordre royal des Deux-Siciles, le 20 mai 1808; officier de la Légion-d'Honneur, le 27 juillet 1809, et créé baron d'empire, le 15 août de cette dernière année. Nommé général de brigade, le 6 août 1811, il fut employé à Toulon comme commandant le régiment du Midi, le dépôt des militaires réfractaires, et les compagnies qui recevaient des réfractaires. Le baron Espert de Sibra avait fait, sans interruption, toutes les campagnes, depuis 1792 jusqu'en 1811. Il y avait donné de nombreuses preuves de valeur et de conduite, et avait reçu, à la bataille de Raab, en Hongrie, le 14 juin 1809, un coup de feu qui lui avait fracturé le bras. Il fut admis à la retraite, par décret du 31 juillet 1812. Le 28 décembre de la même année, il fut appelé au commandement de la succursale de l'hôtel des invalides de Louvain. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut créé, par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 26 août 1814. Appelé, le 11 juin 1816, au commandement du département des Basses-Alpes, il passa, le 12 novembre 1817, à celui de la 2e subdivision de la 8e division militaire. Il fut autorisé par le roi, le 24 décembre 1818, à porter la décoration de chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer, qu'il avait reçue en 1807. On lui donna le commandement de la 4e subdivision de la 8e division militaire, formée du département du Var, le 21 avril 1820; et on le nomma, le même jour, membre du conseil de révision, pour le recrutement dans ce même département. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE L'ESPINASSE (1) (Jean-Baptiste, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit aux Crouttes, en Bourgogne, vers l'an 1726. Il avait été mestre-de-camp de cavalerie et lieutenant des grenadiers à cheval, lorsqu'il fut créé brigadier, le 1er mars 1780. Il fut pourvu du gouvernement d'Évry et du fort de Briançon. On le nomma maréchal-de-camp, le 1[er] mars 1790. Il était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats militaires.*)

DE L'ESPINASSE (Étienne-Joseph), *marquis de Langeac*, *maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, naquit aux Crouttes, en Bourgogne, le 13 janvier 1727. Il entra au service, à l'âge de 13 ans, dans le régiment Royal-Infanterie, et montra dès lors des dispositions si heureuses, un

---

(1) La maison l'Espinasse a donné à l'état plusieurs hommes de guerre distingués, parmi lesquels on compte : 1° Philibert de l'Espinasse, *sire* de la Clayette, qui servit sous Eudes de Bourgogne, vers 1336. Il accompagna le sire de la Tremoille dans une descente que les Français firent en Angleterre. Il souscrivit, le 17 juin 1358, le traité conclu entre Philippe, duc de Bourgogne, et Amé, comte de Savoie. Il fut un des plénipotentiaires envoyés à Bruges, pour le traité que l'on conclut avec le roi d'Angleterre. Il fut aussi un des 12 notables choisis pour le gouvernement du royaume, sous le règne de Charles VI. Il mourut vers l'an 1395. 2° Jean de d'Espinasse, *chevalier bachelier*, qui servit très-utilement le duc de Bourgogne dans ses guerres contre les Anglais en 1385 et 1386, et qui servit aussi sur la flotte destinée à passer en Angleterre, sous la conduite de Jean de Vienne, amiral de France. Il mourut à la guerre de Hongrie, en 1396. 3° Beraud de l'Espinasse, *dauphin IV*, *sire* de St.-Ilpize et de Combronde, chevalier, conseiller, et chambellan du roi Louis XI. Il fut substitué aux nom, armes et biens de sa mère, Blanche *dauphine*. En 1470 il accompagna le dauphin d'Auvergne, son parent, dans la guerre contre le duc de Bourgogne. Il commanda l'armée que le roi envoya contre le duc de Bourgogne en 1475; se conduisit avec toute la prudence d'un grand général, et gagna sur les troupes de ce duc une bataille près de Château-Chinon. Il mourut en 1482, étant alors bailli du Velay. 4° Etienne de l'Espinasse, qui se trouva à la bataille gagnée par son frère sur l'armée du duc de Bourgogne. 5° Et enfin Philippe de l'Espinasse, qui se trouva à l'une des expéditions du roi Louis XII en Italie, et s'y distingua. (*Hist. de Berry, par la Thomassière, Nobiliaire universel de France, par M. de Saint-Allais, tom. XII, pag. 97 et suivantes.*)

zèle et un courage si prématurés, qu'il fut fait lieutenant en second au même régiment dès l'année suivante. Il passa, bientôt après, lieutenant en premier, malgré son extrême jeunesse; mais il ne tarda pas à prouver qu'il était digne de la rapidité avec laquelle on lui faisait parcourir les premiers grades. En 1741, le 1er juin, s'étant trouvé du détachement pour l'attaque du château de Wutzer, en Bavière, il paya si bien de sa personne, qu'il fut blessé à la jambe droite. Il combattit avec le même courage, le 18 avril 1742, à l'attaque du château de Dingelfingen, et y fut blessé au bras gauche. Le zèle et la valeur qu'il avait déployés en ces deux occasions furent récompensés par le grade de lieutenant des grenadiers, qui lui fut conféré, en 1744, quoiqu'il n'eût alors que 16 ans. Cette nomination eut lieu sur l'exposé que le maréchal de Noailles et le marquis de Courtenvaux, alors colonel du régiment Royal, firent au roi des services du jeune l'Espinasse. Dans la même année, et sur la proposition du maréchal de Saxe, le roi lui accorda deux gratifications, comme une marque de sa satisfaction. En 1745, il reçut un coup de feu au travers du corps, à la bataille de Fontenoy : la manière dont il s'était comporté à cette affaire, où il avait combattu sous les yeux du roi et du dauphin (père de S. M. Louis XVIII), lui valut l'assurance de la croix de Saint-Louis, qui ne pouvait lui être donnée pour le moment, parce qu'il n'avait que 18 ans. Il obtint en outre du roi une honorable gratification, et reçut des témoignages particuliers de la satisfaction du dauphin. Il fut élevé au grade de capitaine, en 1746; et quoique ses blessures se rouvrissent continuellement, il fit les dernières campagnes de la guerre de cette époque, et y donna tant de preuves d'intelligence et de capacité, que le maréchal de Saxe, qui commandait l'armée en Flandre, demanda pour lui avec instance le grade de colonel. N'ayant pu être compris dans la promotion d'alors, son zèle ne se ralentit cependant point. Quoique ses blessures, toujours ouvertes, le missent dans l'état le plus dangereux, il fit la campagne de Mahon, et reçut plusieurs contusions pendant le siége de cette ville. Sur la demande du maréchal de Richelieu, du comte de Maillebois et du duc de Laval, le

roi lui accorda la croix de Saint-Louis, et y joignit la commission de lieutenant-colonel. Le 1er avril 1757, le marquis de l'Espinasse fut attaché, en cette qualité, au corps des grenadiers royaux. Dans ce poste, il commença à déployer des talents pour le commandement; et ayant eu des détachements à commander en chef, il s'acquit l'estime des généraux, et la confiance des troupes qu'il conduisit à la guerre. Sa valeur, sa prudence et sa capacité déterminèrent le roi à l'élever au grade de colonel, et à lui confier un des régiments de grenadiers royaux. Il se distingua à la tête de ce corps, dans les campagnes de 1760, 1761 et 1762. En considération de ses bons et loyaux services, et des blessures qu'il avait reçues à la guerre, on lui donna, en 1765, le gouvernement du château de Pierre-Pertuse, et le commandement des villes et citadelle du Pont-Saint-Esprit et du Bas-Languedoc. Il fut élevé au grade de brigadier des armées du roi, le 20 avril 1768, et à celui de maréchal-de-camp, le 1er mars 1790. Il avait été créé, le 11 avril 1762, commandeur des ordres royaux, militaires et hospitaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel, de Saint-Lazare et de Saint-Jean de Jérusalem. Il mourut à Paris, le 9 mars 1809. (*Etats et brevets militaires, titres originaux, annales du temps.*)

DE L'ESPINASSE (Edme-Joseph, *chevalier*, puis *vicomte*), *maréchal-de-camp*, frère du précédent, naquit aux Crouttes, en Bourgogne. Il avait été lieutenant-colonel du régiment de Picardie, lorsqu'il fut nommé brigadier, le 17 juin 1770. On le créa maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et gouverneur de Crotoy, lorsqu'il mourut, le........... (*Etats militaires.*)

DE L'ESPINASSE (Augustin, *comte*), *général de division d'artillerie*, cousin des précédents, naquit, en 1736, à Pouilly-sur-Loire. Il entra, en 1760, dans la compagnie des mousquetaires noirs, et fut fait, la même année, cornette des carabiniers et aide-de-camp du marquis de Poyanne, qui commandait ce corps. Il fit les campagnes de

1761 et 1762, pendant la guerre de *sept ans*. A la paix, son goût le portant vers l'artillerie, il se présenta aux examens, fut reçu élève, le 19 février 1763, et passa lieutenant, le 8 septembre suivant. Les progrès qu'il fit dans les mathématiques eurent tant d'éclat, que le duc de Choiseul, ministre de la guerre, l'invita à composer, en 1767, pour l'artillerie, un *Traité sur la théorie et la pratique de la trigonométrie, et sur celle du nivellement*. Il fut élevé au grade de capitaine, le 24 mars 1767, lorsqu'il avait à peine cinq ans et demi de commission d'officier. Cet avancement rapide, dans un corps où l'on s'honorait d'être capitaine et même lieutenant en cheveux blancs, excita l'envie; mais l'Espinasse était alors en Corse, où la guerre faisait naître une rivalité plus noble, celle du courage contre l ennemi : toute dispute personnelle sembla suspendue (1). L'Espinasse, sous le commandement de M. de Beauvoir, s'occupa des constructions qui convenaient à l'artillerie dans cette ile, où, par des manœuvres nouvelles, il fallait hisser le canon sur le sommet des montagues, le traîner sur des rochers, lui faire franchir les précipices sur des poutrelles, ou le loger dans l'épaisseur des troncs d'arbres creusés par l'homme, ou excavés par le temps (comme on l'a fait depuis dans les campagnes d'Italie), ou enfin de le porter à bras dans des chemins étroits, sinueux, et impraticables depuis l'origine du monde. A son retour en France, l'Espinasse fut obligé de combattre ses envieux l'épée à la main; mais sa sage fermeté acheva de désarmer ceux que son avancement avait offusqués (2). L'Espinasse, de concert avec

(1) Cet oubli de soi-même et cette généreuse émulation pour le service du roi et de l'état, est ce qui distingue le plus les officiers français.

(2) D'Ainvillier, commandant de l'artillerie à Strasbourg, témoin de ces débats et des combats singuliers auxquels ils donnèrent lieu, dit à l'Espinasse, en l'embrassant : « Si dans ma jeunesse j'avais eu une pareille » affaire, je me serais honoré d'en sortir avec la même sagesse et le même » courage. » L'illustre Gribauval, de nos jours encore si regretté, aimait à honorer l'Espinasse du nom de son élève. Ce général l'appelait tous les ans auprès de lui pour le travail des arsenaux et des manufactures d'armes.

M. de Montbelliard, officier supérieur d'artillerie d'un grand mérite, donna à l'infanterie française le fusil du modèle de 1777, dont la supériorité est reconnue des étrangers, si jaloux de nos avantages, et si peu disposés à reconnaître en nous aucune supériorité (1). Il porta ensuite les ouvrages de la manufacture d'armes de Saint-Étienne au plus haut degré de perfection. Il fut nommé major, le 25 mai 1788, et chargé, en 1790, par M. de Latour-Dupin, ministre de la guerre, de visiter les bords de la Loire, pour choisir un lieu favorable à un établissement d'artillerie. Il donna la préférence à la Charité, ville du département de la Nièvre, dont les environs présentent la situation la plus heureuse; mais son plan ne fut point adopté. Il reçut le brevet de lieutenant-colonel, en 1791. Après avoir augmenté la fabrication des armes destinées aux nouveaux bataillons qui devaient se montrer si formidables aux ennemis de la France, l'Espinasse chercha une autre gloire, et alla, en 1792, combattre à l'armée du Rhin, sous le général Custines. Nommé colonel du 2ᵉ régiment d'artillerie, le 26 mars 1793, il se rendit à l'armée des Pyrénées-Occidentales, commandée par le général Léonard-Muller. Bayonne était alors le centre des travaux de l'artillerie; mais son arsenal était sans forges, sans ateliers, sans grandeur. Le colonel l'Espinasse, qui joignait à la science des mathématiques le talent de l'architecture, fit construire l'arsenal qui devait défendre Bayonne dans la guerre, et l'orner pendant la paix. Ce fut le temps où commença sa réputation dans le commandement de l'arme terrible qui a si souvent décidé du sort des batailles. Pour contenir les Espagnols au-delà de la Bidassoa et couvrir Bayonne, l'Espinasse fixa l'attention des chefs de l'armée sur une position hardie, entre Orogne et la Croix-des-Bouquets : ils y établirent un camp de 3000 hommes. Ce camp, en appuyant sa droite à la mer et sa gauche aux Pyrénées, présentait un front de plus d'une lieue et demie d'étendue; mais

(1) D'Alembert, dans l'éloge de Montesquieu.

avec 3000 hommes il ne pouvait résister. Le colonel l'Espinasse fut chargé à la fois de fortifier le camp et de le défendre, sous les ordres du général de division Frégeville. Les Espagnols venaient, tous les jours plus furieux, disputer cette position aux Français. Pendant ce temps, le colonel l'Espinasse achevait ses travaux, tenant la pioche d'une main et l'épée de l'autre. Il construisit 3 redoutes, qu'il lia entr'elles par des lignes et des batteries intermédiaires : en avant des redoutes étaient des redans, ou de simples épaulements, en retraite les uns des autres, ce qui formait une défense par échelons. Il était nécessaire d'opposer de tels ouvrages aux forces de l'armée ennemie. Les Espagnols ayant établi des batteries de mortier et des pièces à longues portées sur la *montagne de Louis XIV*, qui s'élevait entre le camp français et la rivière de la Bidassoa, le colonel l'Espinasse reçut l'ordre d'aller, dans la nuit, détruire les retranchements de l'ennemi. Il part, et les fait raser, malgré le feu des batteries que les Espagnols avaient dressées sur l'autre bord de la rivière. Avant quatre heures du matin, tout avait été démoli par de jeunes volontaires, mêlés avec de vieux soldats, et dont la gaieté et le sang-froid avaient bravé les globes enflammés qui tombaient autour d'eux : ils répondirent aux généraux, qui louèrent leur intrépidité, que leur colonel avait commandé l'immobilité par la sienne. Enfin, le général espagnol Caro, avec l'élite de ses troupes, vint attaquer, le 6 février 1794, le camp du colonel de l'Espinasse. Le général Frégeville arrivait au moment où le canon d'une redoute emportait des rangs entiers aux régiments espagnols; l'Espinasse voulut lui remettre le commandement : « Tu as si bien commencé, lui » répondit Frégeville, achève, et que la France te doive cette » belle journée tout entière (1). » Le général Caro conçut alors le dessein de tourner les Français par leur gauche. S'il eût

(1) Paroles sublimes! Ici l'on ne saurait dire qui montrait le plus de grandeur de celui qui voulait remettre le commandement au moment de la victoire, ou de celui qui refusait de le prendre.



réussi, il enlevait le camp, brûlait Orogne, s'emparait de Saint-Jean-de-Luz, et menaçait Bayonne : 3000 Français devaient donc soutenir l'effort de 17,000 Espagnols. Le colonel l'Espinasse, attaqué à la fois sur tous les points par ces derniers, abandonna ses premières lignes à elles-mêmes : les faibles détachements qu'il aurait pu envoyer à leur secours auraient infailliblement été culbutés par l'armée ennemie, et alors tout ce qui était en dehors des retranchements se serait trouvé dans le cas d'être taillé en pièces, et mis en fuite sans pouvoir se rallier; ce qui eût réduit ses défenses à un très-petit nombre d'hommes, et détruit son corps de bataille. Comme il l'avait prévu, tout se replia sur lui, mais d'un retranchement à l'autre, comme des troupes qu'on aurait exercées à la guerre de postes, et habiles à attirer l'ennemi où il doit échouer. En effet, les Espagnols, fiers d'avoir forcé les avant-gardes du camp à se retirer dans leur redoute de *la liberté*, attaquent cette redoute, comme s'ils volaient à la victoire; mais cet ouvrage, devenu l'asile de ceux qui ont eu le temps d'y filer, pendant que d'autres disputent encore le terrain pied à pied, se transforme à son tour en un foyer de défense; chaque décharge à mitraille rompt et disperse des bataillons espagnols tout entiers et jonche la terre de morts et de débris d'armes. Ce spectacle dut être effrayant pour le général ennemi, qui, de la Croix-des-Bouquets, put voir la fuite de ses soldats : la déroute des Espagnols fut complète, lorsque, par un mouvement subit, les Français cessant tout à coup leur feu, sautent de leurs retranchements, poursuivent les ennemis la baïonnette aux reins, et les chargent à la course. Le colonel l'Espinasse s'était porté sur le plateau, en avant de la redoute du centre, où il avait établi le noyau de la défense générale. Un boulet de canon ayant emporté un soldat d'un régiment de cavalerie, qu'il avait placé pour fondre sur les Espagnols au moment de la déroute, l'officier qui commandait le détachement fait un mouvement pour changer de place; l'Espinasse lui crie : *N'y suis-je pas, moi, et les braves canonniers?* Tous gardent leur poste; le feu de l'artillerie

devient plus terrible, et bientôt on entend de la gauche à la droite du camp le cri de *vive la république!* c'était le signal de la victoire des Français, et de la fuite précipitée des Espagnols. Le colonel l'Espinasse fut fait général sur le champ de bataille. Le jour même où par ses talents et sa bravoure, il gagnait ce grade, le comité de salut public le suspendait de ses fonctions. Il se retira alors dans ses foyers, et, malgré le danger qui menaçait tout individu en butte à la haine de ce redoutable gouvernement, l'Espinasse osa montrer à ses concitoyens sa commission de général, et sa suspension datées du même jour. Tous réclamèrent contre cette monstrueuse injustice; et l'Espinasse, rappelé bientôt après au service, partit, avec le grade de général de division, pour l'armée des Pyrénées-Occidentales, qui faisait alors sa première irruption en Espagne. Le général en chef Muller attaque l'ennemi, et donne, le 24 juillet 1794, ordre au général l'Espinasse de bombarder Fontarabie. Nos batteries, armées de mortiers *à la Gomer,* placées sur les hauteurs endeçà d'Andaye, étaient à plus de 1000 toises du corps de la place; la mer, qui formait une anse entre la ville et le camp français, n'avait pas permis qu'on plaçât plus près l'artillerie. Tandis que l'armée, sous Muller, emportait les redoutes espagnoles, l'Espinasse, qui avait souvent le double commandement des troupes et de l'artillerie, s'empara de Béra, qui renfermait des magasins immenses. Au passage de la Bidassoa, qui séparait l'armée du territoire d'Espagne, il balaya le bord opposé par le feu de son artillerie : la baïonnette fit le reste, et les Espagnols, saisis d'épouvante, abandonnèrent leurs batteries, jetèrent leurs armes pour aller plus vite, et mirent le feu à leurs magasins. L'activité du général l'Espinasse empêcha qu'ils ne sautassent tous. Il sauva aussi le parc d'Yrun, plein des plus riches effets de l'artillerie espagnole et de munitions de guerre, d'un prix inestimable pour une armée qui était séparée du reste de la France par les landes de Bordeaux. Le gouverneur de Fontarabie fut sommé d'ouvrir ses portes; il demanda vingt-quatre heures; on ne lui en donna

que deux, pour se rendre prisonnier de guerre, avec sa garnison. Le bombardement ne dura que 8 jours; le feu de l'artillerie avait été si bien dirigé et si vif, qu'il n'y avait dans la place aucun édifice public, aucune maison qui ne fussent endommagés : plusieurs ne présentaient que des ruines. A Tolosa, emportée par le général Frégeville, l'artillerie se distingua par le courage et la tactique : l'Espinasse la fit manœuvrer sur des terrains difficiles, au milieu du feu des combats. Il donnait alors le premier exemple de cette organisation nouvelle et savante, qu'il perfectionna ensuite en Italie. Le général Moncey, placé à la tête de l'armée des Pyrénées-Occidentales, fit, en octobre 1794, une seconde irruption sur le territoire espagnol. A Roncevaux et à la prise d'Altobiscar, l'artillerie, sous le commandement en chef de l'Espinasse, soutint sa réputation. Les neiges qui couvraient la terre ayant arrêté les progrès de l'armée, on attendit le printemps pour assiéger Pampelune, avec les canons mêmes que l'ennemi avait abandonnés. Presque toutes ces pièces, de la plus belle artillerie, étaient sans affûts : la négligence des Espagnols les avait laissées tomber de vétusté sur la place. Le général l'Espinasse semblait avoir prévu le travail nouveau que devait donner une artillerie conquise sur l'ennemi, lorsqu'il fonda l'arsenal de Bayonne (1). Ce n'était pas assez d'avoir donné un arsenal à l'armée, il fallait des ouvriers; l'Espinasse en fit venir 300 de Bordeaux. Les bois, les fers, les charbons manquaient aussi à Bayonne; il en fit charger des navires dans les ports voisins (2). Par la réunion de tous ces moyens, il parvint à faire sortir de l'arsenal de Bayonne un équipage de 120 pièces de gros calibre, pourvu de tous les approvisionnements nécessaires. Il allait faire le siége de Pampelune, avec

---

(1) Les plans qu'il adressa aux architectes furent dressés non pas dans un cabinet tranquille, mais aux avant-postes de l'armée, où l'Espinasse combattait toujours.

(2) Avant la révolution la France n'avait que deux équipages de siége, l'un à Douai, et l'autre à Strasbourg; il avait fallu plusieurs années et les secours des arsenaux voisins pour qu'ils fussent complets.

le commandant du génie Marescot, lorsque les Espagnols arrêtèrent la ruine de cette ville, en demandant la paix. Après de tels travaux, l'Espinasse revint en France, où le ministre le laissa quelque temps sans emploi ; mais le directoire répara cette injustice, et lui donna le commandement en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie, sous les ordres du général en chef Buonaparte. C'était une heureuse occasion qui se présentait à l'Espinasse, pour regagner le grade de général de division que l'intrigue lui avait enlevé à Paris, pendant qu'il préservait le territoire de l'invasion d'une armée espagnole. Le général l'Espinasse arriva à l'armée d'Italie, au moment où le siége de la citadelle de Milan était résolu. Buonaparte lui donna le commandement de l'artillerie destinée à ce siége. La citadelle de Milan, forte d'une double enceinte, avait des magasins à l'abri de la bombe, et était défendue par 153 bouches à feu ; elle avait 200 milliers de poudre et 60,000 boulets; sa garnison était de 2800 hommes. Les Français n'avaient que 26 pièces de gros calibre, 8 mortiers, la plupart en mauvais état, et une armée de 4000 hommes pour le siége. Chaque jour nos batteries étaient rasées jusqu'à la genouillère, et les embrasures étaient comblées; toutes les nuits, elles étaient relevées par nos canonniers, et au point du jour notre feu recommençait avec plus de vivacité. Le général l'Espinasse avait disposé quelques-unes de ses batteries pour battre de plein fouet, mais le plus grand nombre pour battre à ricochet, prenant celles de l'ennemi en rouage pour les démonter. Après onze jours seulement de tranchée ouverte, le gouverneur demanda à capituler. Un tel succès honore autant que les plus grands siéges; car, à proprement parler, ce n'était point l'attaque de vive force, mais uniquement l'art qui avait réussi. Mantoue allait tomber au pouvoir des Français, lorsque les Autrichiens attaquèrent l'armée d'Italie avec des forces nouvelles, le 29 juillet 1796. Le général Buonaparte ne perd point de temps à livrer des combats inutiles, ou une bataille dont le seul but aurait été de couvrir Mantoue. Il conçoit le dessein hardi d'en lever le siége, pour rassembler son ar-

mée, et revenir sur l'ennemi avec l'impétuosité de la foudre. Parmi les victoires remportées par le général Buonaparte, à la suite de cette résolution, nous citerons seulement celle de Castiglione, gagnée le 3 août. Buonaparte fit mettre en position 12 pièces d'artillerie à pied à la gauche de l'armée, sur les hauteurs en avant de Castiglione, et 20 pièces d'artillerie légère dans la plaine, à la droite de son front de bataille. Le général l'Espinasse alluma le feu de cette artillerie, avec le colonel Marmont, *qu'il rencontrait*, écrivait-il alors, *partout où il y avait de la gloire et des dangers à partager*. La victoire remportée à Castiglione fit perdre aux Autrichiens 2000 hommes, et presque toute leur artillerie. L'armée française poursuivit l'ennemi dans les gorges du Tyrol; il fallut le chasser de ses retranchements à la pointe de l'épée, ou briser à coups de canon les rochers derrière lesquels il voulait se défendre. Buonaparte, nommant dans son rapport les braves qui s'étaient signalés, dit du général l'Espinasse, après le combat de Seravale et la bataille de Rovérédo : « Il est un des généraux d'artillerie »que je connaisse qui aime le plus à se trouver à l'avant-»garde. » Le 15 du même mois d'août, à l'attaque de Saint-George, un corps nombreux de holans fondit sur l'infanterie française, et la mit en désordre. Le général l'Espinasse ordonna au chef de bataillon Carrère de placer, sur la chaussée que suivaient nos troupes en retraite, 2 pièces de 12 pour arrêter l'ennemi. Lasseron, lieutenant au 4e régiment d'artillerie à pied, laisse venir les holans à bonne portée, et fait sur eux une décharge à mitraille, qui couvre la chaussée d'hommes et de chevaux. Nos soldats se rallient, et bientôt l'ennemi fuit à son tour, chargé à la baïonnette. A la seconde attaque de Saint-George, par Masséna, l'Espinasse fit avancer les 2 pièces de 12 au moment où les cuirassiers autrichiens se disposaient à charger les Français : l'ennemi fut culbuté, et la colonne de Masséna fut victorieuse. La ville de Mantoue ayant été de nouveau investie par les Français, le général l'Espinasse et le général Chasseloup, commandant du génie, se réunirent pour en faire le blocus. Leurs ouvrages et leurs batteries, sans pou-

voir empêcher toutes les sorties de l'ennemi, devaient du moins les lui rendre funestes. La situation de Mantoue, entourée de lacs qui en défendaient les approches, présageait une longue résistance. Les Autrichiens profitèrent de cet avantage; ils réunirent les débris de l'armée du feld-maréchal Wurmser à des forces nouvelles. Les Français, moins nombreux, se concentrèrent alors sur la ligne de l'Adige. Aux combats de Saint-Michel et de Caldiero, si l'artillerie ne put, à cause des dificultés du terrain, se déployer comme elle l'avait fait dans les plaines de Castiglione, elle y manœuvra du moins avec tant de courage et de précision, qu'elle fit taire celle de l'ennemi, qui fut étonné des dispositions hardies que l'Espinasse lui faisait prendre. Après la bataille d'Arcole, Buonaparte écrivit au directoire-exécutif : « L'artillerie s'est comblée »de gloire. » L'Espinasse fit inscrire ces paroles sur les drapeaux du corps qu'il commandait. L'artillerie montra la même supériorité dans toutes les actions. A Rivoli, et à la Favorite, elle acheva d'écraser les restes de l'armée autrichienne. Mantoue ouvrit ses portes, en février 1797, et Wurmser se rendit. L'Espinasse fut un des généraux qui signèrent la fameuse capitulation de cette place. Ce fut par tous les services que nous venons de signaler qu'il regagna son grade de général de division; aussi le ministre de la guerre, en lui envoyant le brevet demandé par Buonaparte, lui écrivit-il : « Il est difficile de l'obtenir avec »plus de distinction, puisque c'est la seconde fois que vous »le méritez par vos services militaires. » Vers ce même temps, la cour de Vienne, secrètement aigrie des pertes qu'elle avait essuyées en Italie, rassemblait une nouvelle armée, sous les ordres du prince Charles. Le général en chef Buonaparte passa alors la Piave et le Tagliamento. L'histoire ne présente point d'exemple d'armées traversant une rivière rapide en ordre de bataille, sous le feu d'une artillerie formidable. Tel fut cependant le spectacle nouveau que les Français offrirent à l'Europe entière, et particulièrement aux Autrichiens. Ils s'avancèrent dans le torrent sans rompre leur ligne, malgré l'impétuosité des

eaux. Si les îles et les bancs de sable ralentissaient un instant leur marche, ils rétablissaient leur front de bataille, dès que l'obstacle était franchi. Ce qui fut plus admirable encore, ce fut le déploiement de cette invincible armée sur le bord opposé, l'infanterie marchant dans un silence menaçant, et le canon tonnant sur ses ailes. L'Espinasse commandait l'artillerie de l'aile droite de l'armée, et Dommartin celle de l'aile gauche : jamais canonnade ne fut plus vive. L'armée du prince Charles se dissipa devant celle de Buonaparte, et l'empereur d'Allemagne se hâta de signer le traité de Campo-Formio. Le général l'Espinasse commandait l'artillerie, lorsque le général Berthier marcha contre Rome, pour venger l'assassinat du brave Duphot. Il fut rappelé en France, pour commander en chef l'artillerie de l'armée qu'on destinait contre l'Angleterre. Il rendit un service, qui sera à jamais cher à l'humanité, en secondant le général Hédouville dans les négociations de paix avec les insurgés de la Bretagne. Le général l'Espinasse, après avoir eu l'avantage de commander en chef l'artillerie des armées du Rhin, des Pyrénées-Occidentales, d'Italie et d'Angleterre, se trouvait à cette dernière armée, lorsque le sénat l'appela dans son sein. Peu de mois après, le général l'Espinasse publia un *Essai sur l'organisation de l'arme de l'artillerie*. Il en avait conçu l'idée à l'armée du Rhin, et en avait fait la première application à l'armée des Pyrénées-Occidentales; mais il n'y avait mis la dernière main qu'à l'armée d'Italie, auprès du général en chef Buonaparte, dont il suivait absolument les principes : « Organisons, disait le général l'Espinasse, » l'arme de l'artillerie, non comme elle devait être organisée » pour vaincre, mais comme elle avait vaincu, dirigée par » ce grand capitaine. » Cet Essai, que les écoles d'artillerie ont adopté, a obtenu le suffrage des savants, ainsi que son *Traité sur la théorie*, et sa *Pratique du nivellement*. Au milieu de ses travaux sérieux, il a sacrifié quelques moments aux muses; il a donné deux odes, où il célèbre les combats et les douceurs de cette paix qui doit être, dit Voltaire, le but de l'ambition d'un vrai monarque. Le jardin du Luxem-

bourg lui doit ses embellissements et sa régularité, d'après des plans et un écrit où il s'est montré géomètre, architecte, et l'émule de Le Nôtre dans l'art d'orner les jardins. Le 1er avril 1814, le comte de l'Espinasse adhéra à la déchéance de Buonaparte, et vota le rétablissement de la maison de Bourbon sur le trône de France. Le 4 juin de la même année, le roi l'éleva à la dignité de pair de France. N'ayant accepté aucun emploi pendant les *cent jours*, en 1815, il fut maintenu dans la pairie, après le second retour du roi. Il est mort à Paris, le 23 novembre 1816, à l'âge de 80 ans, après avoir servi pendant 40 ans. Il était grand-officier de la Légion d'Honneur, depuis le 14 juin 1804; commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer du royaume d'Italie, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Sous le gouvernement de Buonaparte, le général l'Espinasse avait été titulaire d'abord de la sénatorerie de Pau et ensuite de celle de Dijon. (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

DE L'ESPINASSE (Auguste-Louis-Joseph Fidèle-Amand), *comte de Langeac, maréchal-de-camp*, fils aîné d'Étienne-Joseph, qui précède, naquit à Paris, le 9 octobre 1748. Il entra au service le 1er février 1757, comme cornette, dans le régiment de Baufremont dragons. En 1765, il fut fait capitaine d'infanterie, dans le régiment des recrues de la ville de Paris. On lui donna, le 1er septembre de la même année, le gouvernement des villes de Guirande, le Croisit et Saint-Nazaire, sur la démission de M. de Cusack, maréchal-de-camp, son grand-père maternel. Il obtint, le 15 décembre 1766, la survivance du gouvernement de la ville de Rue, et le 21 mai 1767, celle de l'office de gouverneur de la ville du Puy en Vélai. Nommé capitaine de dragons dans le régiment de Baufremont, le 16 août suivant, il fut employé, en 1768, à l'école royale d'équitation des dragons, à Cambray. Il a fait la guerre de Corse, en 1769, en qualité d'aide-de-camp du général en chef comte Devaux (depuis maréchal de France.) Dans une des reconnaissances qu'il avait coutume de faire tous les jours, le comte

de Langeac ayant vu les Corses, qui étaient retranchés sur le Ponte-Nuovo du Golo, engager, avec les avant-postes de l'armée française, un combat qui commença à midi, et qui ne devait avoir lieu que la nuit, il alla promptement en rendre compte à son général, qui lui donna l'ordre de conduire, sur-le-champ, 2 compagnies de grenadiers du régiment de Champagne, pour soutenir les avant-postes, pendant qu'il ferait ses dispositions pour y envoyer d'autres renforts. L'affaire fut très-meurtrière, le pont fut enlevé, les Corses culbutés dans le fleuve, et l'on en fit un grand carnage. Il n'y eut plus alors d'obstacle pour marcher à Corté, capitale de l'île, dont la conquête fut le résultat de cette affaire, dans laquelle le comte de l'Espinasse Langeac fut légèrement blessé à la tête. Pendant que le marquis de Laval (depuis le duc), aide-maréchal-général-des-logis de l'armée, et le baron de Vioménil, à la tête de sa légion, marchaient par la plaine de Corté à la poursuite du général corse Paoli, le comte de l'Espinasse Langeac, le vicomte de Custines et le vicomte de Vioménil (depuis maréchal de France), commandant 1500 grenadiers et chasseurs, l'élite de toute l'armée, furent chargés d'aller, par les montagnes et l'intérieur de l'île, à la poursuite des Corses. S'étant réunis à Bogognano, ils apprirent en y arrivant que Paoli venait de s'embarquer avec précipitation. Ce départ leva tous les obstacles, et la Corse entière fut promptement soumise. Le comte de l'Espinasse Langeac fut fait colonel des grenadiers de France, le 3 janvier 1770, et reçut la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 13 mars 1771. Il avait été nommé, le 25 décembre de l'année précédente, commandeur de la commanderie de l'hôpital de Mancied, de l'ordre de Saint-Jacques-de-l'Épée-Rouge, en Espagne : cette commanderie était alors devenue vacante par la mort de M. de Cusack, maréchal-de-camp, son grand-père maternel. En 1771, le comte de l'Espinasse-Langeac fut employé, sous les ordres de M. le comte de Mailly (depuis maréchal de France), nommé directeur-général, pour visiter les frontières de France, les Pyrénées, les côtes de la Méditerranée, les Alpes, depuis l'embou-

chure du Var jusqu'à la vallée de Barcelonnette, le Mont-Dauphin, Briançon, Grenoble, etc. Les grenadiers de France ayant été réformés, en 1771, le comte de l'Espinasse-Langeac fut attaché à la garnison de la ville de Lille, pour y faire son service de colonel. Il fut nommé ensuite colonel en second du régiment de l'Ile-de-France. A la réforme des colonels en second, il fut attaché à la garnison de la ville de Valenciennes. En 1772, il fut pourvu, par Louis XV, de la charge de capitaine des gardes de la porte de son petit-fils. S. A. R. Mgr. le comte de Provence, aujourd'hui roi de France (1), et il obtint alors les entrées de la chambre et du cabinet. Après avoir été témoin des horribles journées des 5 et 6 octobre 1789, et des événements qui en furent la suite, le comte de l'Espinasse-Langeac se retira en Lorraine. Ayant appris que le roi Louis XVI était parti de Paris, il se mit en marche pour le rejoindre; mais en passant à Neufchâteau, il apprit que S. M. avait été arrêtée à Varennes. Le comte de Langeac fut lui-même mis en arrestation à Neufchâteau, comme suspect de délits anti-constitutionnels, et accusé de courir de château en château pour favoriser le départ du roi, et opérer une contre-révolution. Il fut désarmé, et conduit par des cavaliers de la maréchaussée dans la ville de la Marche, où il fut jeté pendant 60 jours dans une prison que la populace menaçait de forcer toutes les nuits. On était sur le point de le conduire à la haute-cour, à Orléans, lorsque l'acceptation de la constitution par le roi le fit rendre à la liberté. Après s'être offert inutilement en otage pour le roi et sa famille, il émigra, et alla rejoindre les princes français à Coblentz. Il servit dans leurs armées, tant en Allemagne qu'en France, en qualité d'aide-maréchal-général-

(1) Dans la provision de cette charge, et après la récapitulation des services des ancêtres du comte de Langeac, il est dit que ledit comte de Langeac : « Quoique âgé alors seulement de 25, ans a donné des preuves de » capacité et de courage dans la guerre de Corse, et notamment à l'attaque meurtrière et décisive du Ponte-Nuovo, où il soutint long-temps le » feu des ennemis pour faciliter à nos troupes la conquête de ce poste » important, qui fut suivie de celle de l'île. »

des-logis de la cavalerie. Il les suivit jusqu'à Dusseldorf, et ne prit congé d'eux que lors de leur départ pour la Westphalie. Restant toujours à la disposition des princes français, d'après les ordres de son chef, M. le comte de Chalup, il se retira en Hollande. L'invasion de ce pays, par l'armée française aux ordres du général Pichegru, le força de s'éloigner, et il allait passer en Angleterre, lorsqu'il fut fait prisonnier par un corps de troupes, sur les glaces du Texel. Après avoir été dépouillé de tout, il aurait été infailliblement fusillé, s'il n'avait eu le bonheur de s'échapper. Avec l'autorisation écrite de S. A. R. Mgr. le comte d'Artois, le comte de Langeac a servi dans divers corps, au service des Provinces-Unies et de S. M. Britannique. Après la réforme de ces corps, il se retira en Allemagne, et se fixa à Hambourg. Il se trouvait enfermé dans cette ville, pendant le siége qu'en firent les alliés, en 1813, et ne put rentrer en France qu'après l'évacuation de cette place par les troupes françaises, le 8 juin 1814. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 25 septembre 1816, pour tenir rang du 1er janvier 1791. Il a été admis à la retraite, le 25 septembre 1816, avec le *minimum* de la pension de son grade, après 59 ans et 3 mois de service. (*Etats et brevêts militaires, titres originaux.*)

DE L'ESPINASSE (Égide-Louis-Edme-Joseph), *chevalier de Langeac, maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, naquit à Paris, le 2 octobre 1752. Il fut reçu de minorité chevalier non-profès de l'ordre de Malte, le 18 avril 1757, dans la langue vénérable, et grand-prieuré de France. Il entra, comme sous-lieutenant, au régiment d'Hainaut infanterie, le 4 août 1771. Il fut nommé conseiller d'ambassade, au mois de décembre 1772, et employé comme tel près des cours de Vienne, Dresde, Berlin et Saint-Pétersbourg. Il fut fait capitaine dans le régiment des dragons de Lorraine, le 6 février 1774, et nommé colonel commandant du premier corps de la légion de Nassau, le 20 décembre 1778. Il partit de Saint-Malo, le 13 avril 1779, à la tête de ce corps, pour aller, sous les ordres du prince

de Nassau, attaquer l'île de Jersey. Il fut chargé, le 12 mai de la même année, de se rendre à Cancale, pour défendre la baie de ce nom contre les attaques des Anglais, aux ordres de Robert Vallace, qui commandait le vaisseau *l'Expériment*. Il fut créé chevalier de Saint-Louis, en 1790. Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, le 25 vendémiaire an 4 (17 octobre 1795), il parvint à échapper à l'exécution de ce jugement. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut nommé, par le roi, membre de la Légion-d'Honneur, en 1814. On le créa maréchal-de-camp, par ordonnance du roi, du 11 décembre 1816. Il a été admis à la retraite, après 45 ans de service. (*États militaires*, *Moniteur*, *titres originaux*.)

D'ESPINAY DE SAINT-LUC (François), surnommé *le brave Saint-Luc*, *grand-maître de l'artillerie*, servit à la défense de Metz, en 1552, et s'y distingua à une sortie qu'il commanda, le 1er décembre. Dans cette occasion, il attaqua un grand convoi, au moment où il allait entrer au quartier du marquis Albert de Brandebourg, envoya ce convoi dans la ville, et poussa jusqu'au camp ennemi. On détacha alors sur Saint-Luc un bataillon, qu'il mit en déroute : 16 enseignes ayant paru bientôt après en bataille, Saint-Luc chargea la droite des ennemis, leur tua 80 hommes, et fit 10 prisonniers. Nommé gouverneur de Brouage, il défendit cette place, assiégée, en 1585, par le roi de Navarre et le prince de Condé. Le commandement du siége ayant été laissé au baron de Saint-Mêmes, celui-ci le leva à l'approche d'un secours conduit par le maréchal de Matignon ; mais Saint-Luc, à la tête de sa garnison, tomba sur l'arrière-garde de Saint-Mêmes, et la tailla en pièces. Il fut repoussé dans une attaque qu'il dirigea contre l'île d'Oleron, en 1586. A la journée de Contras, le 20 octobre 1587, le prince de Condé, poursuivant les fuyards de l'armée royale, Saint-Luc marcha au prince la lance en arrêt, le renversa de son cheval, et sautant en même temps de dessus le sien, il lui présenta la main pour le relever, et se fit prisonnier du prince. Il servit, en 1590, au siége de Paris, et en 1591,

à ceux de Noyon et de Rouen. Il fut créé maréchal-de-camp, cette dernière année, et employé en cette qualité à l'armée de Bretagne, par lettres du 22 août 1592, sous le maréchal d'Aumont. On le fit lieutenant-général au gouvernement de Bretagne, à la mort de la Hunaudaye, par provisions données au camp de Sesanne, le même jour. Il servit au siége et à la prise de Mayenne, et au siége de Rochefort, que le duc de Mercœur fit lever. Il ménagea, en 1594, avec le duc de Brissac, son beau-frère, la remise de Paris sous l'obéissance du roi Henri IV, et concourut ensuite à la prise de Laon. On le fit chevalier des Ordres du roi, le 7 janvier 1595. Il fut pourvu de la lieutenance-générale en Picardie, en l'absence du duc de Longuevillle, par provisions du 20 avril suivant. Il servit à l'armée de Picardie, où il commanda, sous le duc de Longueville, puis sous le duc de Nevers, qui rassurèrent cette province contre les insultes des Espagnols. Il marcha ensuite en Bretagne, prit la Melletière, près de Rennes, et se rendit maître de Fougères. Il assiégea Comper, sous les ordres du maréchal d'Aumont; mais la mort de ce maréchal fit lever le siége. Saint-Luc reprit la Prévotière et la Mothe-Monbourhet; parcourut la Basse-Bretagne, et y réprima la licence du soldat. Il servit au blocus et à la prise de la Fère, en 1596. Il se démit, au mois de septembre, de la lieutenance-générale du gouvernement de Bretagne. Pourvu de la charge de grand-maître de l'artillerie de France, sur la démission du comte de la Guiche, par provisions données à Monceaux, le 5 du même mois, il alla, l'année suivante, servir au siége d'Amiens, où il fut tué, le 8 septembre 1597 (1). (*Chronologie militaire*,

---

(1) Saint-Luc était l'un des favoris de Henri III, appelés *Mignons*. Il passait pour le seigneur le plus accompli de la cour. A l'instigation de sa femme, il entreprit de faire renoncer le roi aux plaisirs scandaleux auxquels ce prince se livrait; et, pour cet effet, Saint-Luc, étant couché une nuit dans un cabinet attenant à la chambre de Henri III, glissa une sarbacane au chevet du roi, et lui prononça, comme de la part de Dieu, les menaces les plus terribles, s'il ne revenait pas de ses égarements. Henri fut effrayé, et raconta le lendemain à Saint-Luc ce qu'il avait entendu, mais il lui ordonna le secret. Saint-Luc eut l'indiscrétion de tout révéler

tom. III, pag. 4?7; *Histoire de France, du Père Daniel; de Thou, Dupleix, Mémoires de Sully, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VI, pag.* 310; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V et VI.*)

D'ESPINAY (Timoléon), *marquis de Saint-Luc, maréchal de France*, et fils du précédent, servit d'abord au siége de la Fère, en 1596, et à celui d'Amiens, en 1597. Il eut ensuite, par provisions du 1er octobre de cette dernière année, le gouvernement-général de Brouage et des îles de Saintonge, à la place de son père, tué au siége d'Amiens. Il accompagna Sully dans son ambassade à Londres, en 1603. Créé maréchal-de-camp, en 1617, il suivit le comte d'Auvergne au siége de Soissons, qui finit à la mort du maréchal d'Ancre. On le nomma chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1619. Il obtint un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 5 juillet 1620. Il commanda l'une des attaques au siége de Saint-Jean-d'Angely, qui se soumit au roi, le 25 juin 1621. Il se démit de son régiment, le 5 juillet. Devenu vice-amiral de France, en 1622, il contribua beaucoup à la victoire remportée sur les Rochelais, la même année. Il servit, en 1625 et 1626, comme maréchal-de-camp, à l'armée d'Aunis, sous le maréchal de Praslin, puis sous le maréchal de Thémines. Il descendit, le 15 septembre 1625, dans l'île de Ré, avec le comte de la Rochefoucauld et Toiras. Ils débarquèrent leurs troupes, malgré le feu de 800 hommes qui les attendaient sur le rivage, et qu'ils contraignirent de se retirer. Pendant que le duc de Montmorency attaquait la flotte des Rochelais, ils défirent Soubise, après un combat opiniâtre : 800 des calvinistes rebelles demeurèrent sur la place; et ce qui échappa à l'épée des catholiques se noya dans les marais, ou se réfugia dans le fort Saint-Martin, qui capitula bientôt après.

à Villequier, ministre des plaisirs du monarque. Le prince l'ayant su, en fut très-irrité contre Saint-Luc, qui n'eut que le temps de se sauver à Brouage, dont il était gouverneur, et où il n'arriva qu'une heure avant celui que Henri envoyait pour s'emparer de sa place.

On leur prit aussi 2 drapeaux et 4 canons. Le marquis de Saint-Luc fut pourvu de la lieutenance-générale au gouvernement de Guienne, sur la démission du maréchal de Thémines, par provisions du 30 janvier 1627, registrées au parlement de Bordeaux, le 2 décembre. Élevé à la dignité de maréchal de France, par état du même jour 30 janvier, il reprit, par commission du même jour, et sur la démission du chevalier de la Valette, le régiment qu'il avait déjà possédé, et dont on assura en même temps la survivance à son fils, avec le commandement en l'absence du père. Il se démit du gouvernement de Brouage et des îles de Saintonge, en faveur de la reine-mère. On le nomma pour commander à Paris, dans l'absence du duc de Monthazon, par commission donnée à Paris, le 16 août 1636, registrée au parlement de Paris, le 20. Il se démit, ainsi que son fils, du régiment d'infanterie de son nom, au mois d'avril 1641. Il mourut à Bordeaux, le 12 septembre 1644. (*Chronologie militaire, tom. II, pag. 474; Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet; Mézerai, Levassor, Journal de Bassompierre, l'abbé le Gendre, Mercure français, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri.*)

D'ESPINAY (François), *marquis de Saint-Luc, lieutenant-général,* fils du précédent, fut d'abord mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, en survivance et sur la démission du maréchal de St.-Luc, son père, par commission du 30 janvier 1627. Il servit, avec ce régiment, en Guienne, sous son père, depuis 1627 jusqu'en 1635. Il se trouva, en 1635, sous les maréchaux de Châtillon et de Chaulnes, à la bataille d'Avein. Il servit, en 1636, sous le comte de Soissons, au siége et à la prise de Corbie; et sous le cardinal de la Valette, en 1637, à la prise de Landrecies et de la Capelle. Il marcha, sous le duc de Longueville, à la défaite du duc de Lorraine, et à la prise de Poligny, en 1638. Il fut employé à l'armée commandée par le marquis de Feuquières, en 1639; se trouva au siége de Thionville et au combat qui se donna près de cette place, et servit au siége d'Arras, ainsi qu'à la défense des lignes devant cette place, en

1640. Il se démit de son régiment, au mois d'avril 1641; se rendit en Guienne, et obtint la lieutenance-générale de ce gouvernement, en survivance de son père, en l'absence duquel il y commanda. On le fit maréchal-de-camp, en 1647, et lieutenant-général, le 17 juillet 1650. Il servit, sous le maréchal de la Meilleraye, au siége de Bordeaux. Il commanda en Guienne jusqu'à sa mort. On le reçut chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1660. Il mourut au mois d'avril 1670. (*Chronologie militaire, t. IV, p. 69; Gazette de France, Mémoires de Bassompierre, Mémoires du Père d'Avrigny.*)

D'ESPINAY (N....), *marquis de Saint-Luc, maréchal-de-camp*, issu de la même famille que celle des précédents, entra aux mousquetaires de la garde du roi, le 1er mai 1752. Il fut fait cornette au régiment de Penthièvre, le 1er janvier 1757; capitaine le 3 septembre 1759, et colonel de dragons, le 13 mars 1771. Il avait obtenu la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 12 janvier de cette dernière année. Il passa colonel en second, dans le régiment de Beaujolais, le 13 avril 1776, et fut nommé mestre-de-camp commandant du régiment du Perche, le 13 août 1780. Il avait alors fait toutes les campagnes de cette époque en Allemagne, et avait servi comme aide-de-camp du maréchal de Soubise, en 1762. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 5 décembre 1781, et promu au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. (*États militaires.*)

D'ESQUANCOURT, *voyez* DE MONTMORENCY.

D'ESGUILLY, *voyez* DE CHOISEUL.

D'ESSEY, *voyez* DE MONTALAMBERT.

D'ESSLING (*prince*), *voyez* MASSÉNA.

D'ESTAMPES (Jacques), *maréchal de France*, plus connu sous le nom de *marquis de La Ferté-Imbault*, fut d'abord enseigne des gendarmes de MONSIEUR, en 1610. Il servit successivement au siége de Juliers, à la prise de Sainte-

Menehould, de Château-Porcien et de Rethel, et au siége de Soissons. Il fut nommé sous-lieutenant des gendarmes de MONSIEUR, le 6 mai 1620. Il attaqua les retranchements du Pont-de-Cé, le 7 août, et suivit ensuite le roi en Béarn. Créé maréchal de-camp, par brevet du 6 mai 1621, il marcha aux siéges de Saint-Jean-d'Angely, de Nérac, de Clérac et de Montauban. Pendant ce dernier siége, il défit un secours qui prétendait entrer dans la place, prit le commandant de ce secours, 8 capitaines et 200 hommes. Il servit, en 1622, sous le duc de Nevers, dans l'armée opposée au comte de Mansfeld. Il fut fait capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes de MONSIEUR, sur la démission du maréchal d'Ornano, par provisions du 22 avril 1626. On le nomma gouverneur d'Orléans, en survivance du sieur de Chiverny, par provisions du 26 septembre suivant, et premier chambellan de M. le duc d'Orléans, par provisions du 19 décembre. Il contribua à la prise de la Rochelle, en 1628, et à celle de Privas, en 1629. Il remplit, au siége de cette dernière ville, les fonctions de mestre-de-camp-général de la cavalerie légère. Au combat de Veillane, le 10 juillet 1630, avec sa seule compagnie, il chargea 3000 hommes des ennemis, en tua 900, en prit 300, et 14 drapeaux. Il commanda toute la gendarmerie, lorsque les maréchaux de Schomberg, de La Force et de Marillac marchaient au secours de Casal. Les Espagnols, qui avaient évacué cette place sur la fin d'octobre, s'en étant rapprochés bientôt après, le marquis de La Ferté-Imbault y jeta un secours d'hommes et de vivres, et fit sortir de la ville les personnes suspectes. Il combattit à Aveln, le 20 mai 1635. Il commanda 1000 hommes de pied et 3000 chevau-légers au siége de Corbie, qui capitula le 10 novembre 1636. Il se démit, le 18 août 1637, en faveur de son fils, de la compagnie des gendarmes de MONSIEUR. Il suivit, la même année, le cardinal de la Valette aux siéges de Landrecies et de la Capelle. Il obtint un régiment de cavalerie de son nom, à la formation des régiments, par commission du 24 janvier 1638. Il concourut à la prise du Catelet, le 14 septembre; à la levée du siége

de Mouzon, le 21 juin 1639, et à la reddition d'Yvoy, le 2 août. Nommé, en 1641, ambassadeur à la cour du roi d'Angleterre, il y séjourna deux ans, et empêcha l'embarquement de 14,000 Irlandais levés par les Espagnols pour secourir Perpignan. Il leva, pour le service du roi, tant en Angleterre qu'en Écosse, 6000 hommes, qui passèrent en France. On le créa colonel-général des Écossais, par provisions du 11 août 1643 (1). Au siége de Gravelines, qui capitula le 28 juillet 1644, il fit le logement du passage des deux fossés, et y acheva le pont, malgré la vive résistance des assiégés. Établi lieutenant-général en Orléanais, Vendômois et Dunois, à la mort du marquis d'Aumont, par provisions données à Paris, le 21 novembre de la même année, il prêta serment le même jour : ses provisions ne furent enregistrées au parlement de Paris que le 8 avril 1645. Il était conseiller-d'état lorsqu'on le fit lieutenant-général des armées du roi, et qu'on l'employa à l'armée de Flandre, sous M. le duc d'Orléans, et sous les maréchaux de Gassion et de Rantzau, par pouvoir du 10 juillet 1645. Il marcha à l'attaque des forts qui défendaient le passage de la Colme, et qui furent emportés, ainsi qu'à la prise de Cassel, de Mardik, de Link et de Bourbourg. Employé, comme lieutenant-général, dans l'armée de Flandre, sous Monsieur, en 1646, et sous M. le duc d'Enghien, pendant le siége de Courtray, il conduisit au camp un grand convoi. Chargé ensuite du commandement de l'arrière garde, il fut attaqué dans un défilé, où il battit les ennemis, et fit plusieurs de leurs officiers prisonniers. Il servit au siége de Bergues, et à la reprise de Mardik, de Furnes et de Dunkerque. Employé, par lettres du 1er mai 1647, dans l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Gassion et de Rantzau, il se trouva à la réduction de Dixmude, de la Bassée et de Lens. Il se démit de son régiment de cavalerie, au mois d'avril de la même année, en faveur de son fils.

(1) Cette charge s'éteignit à la mort du maréchal d'Estampes, le 20 mai 1668.

Employé, comme lieutenant-général, dans l'armée de Flandre, commandée par M. le prince de Condé, par lettres du 23 mars 1648, il combla le fossé au siége d'Ypres. Il combattit, à la journée de Lens, à la tête de la cavalerie qui soutenait l'aile gauche, et servit au siége de Furnes. Il fut employé, sous le comte d'Harcourt, en Normandie, par lettres du 30 janvier 1649; puis à l'armée de Flandre, sous le même prince, par lettres du 18 juin. Il marcha alors au siége et à la prise de Condé. Il reprit son régiment de cavalerie, à la mort de son fils. Il commanda en Nivernais, Bourbonnais et Auvergne, par pouvoir du 21 janvier 1650, puis à Dieppe, en Normandie, par pouvoir du 27 juillet suivant. Créé maréchal de France, par état donné à Paris, le 3 janvier 1651 (1), il prêta serment le 5 : son état fut enregistré au parlement de Paris, le 3 mars, et à la connétablie, le 13 avril 1658. Il prit alors le nom de maréchal d'Estampes. On le nomma conseiller d'honneur dans tous les parlements et dans les autres cours souveraines, par provisions du dernier jour de février 1651. Il se démit de nouveau de son régiment de cavalerie, le 27 mai. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661. Il se démit de la lieutenance-générale de l'Orléanais, au mois de février 1666, et mourut dans son château de Moué, près de Rouen, le 20 mai 1668, à l'âge de 78 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 573; *Histoire militaire, de M. de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire de France, continuée par le Père Griffet; l'abbé le Gendre, Bauclas, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Gazette de France.*)

DE L'ESTELLE, *voyez* BEAUVILLE.

ESTÈVE (Étienne, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Castelnaudary, en Languedoc, le 11 octobre 1771. Il entra au service, le 6 septembre 1793, comme soldat dans le 4e bataillon de son département (l'Aude); y fut fait four-

---

(1) Le Père Anselme s'est trompé, en mettant sa promotion au 5 janvier.

rier, le 5 février, et sergent-major, le 21 mars de la même année. Il passa en cette dernière qualité dans la 4ᵉ demi-brigade d'infanterie, le 21 mars 1795. Il fut fait quartier-maître-trésorier, avec rang de lieutenant, le 21 avril 1798, et passa en la même qualité, dans la 2ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, le 21 janvier 1800 : il avait servi jusqu'alors à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il fut employé, en 1800, à l'armée d'Italie, à celle des Grisons, et enfin à celle d'observation du Midi. Nommé capitaine dans la même demi-brigade, le 21 janvier 1801, il servit, la même année, à l'armée des Côtes de Cherbourg, en Hollande et en Prusse. Il fut fait chef de bataillon au même corps, le 31 mai 1807, et fit la campagne de Pologne (1). Il devint major de son régiment, le 13 novembre 1808, et fut promu au grade de colonel du 82ᵉ régiment de ligne, le 25 décembre suivant. Il conserva ce régiment jusqu'au 29 juin 1810, époque à laquelle il fut nommé colonel du 14ᵉ régiment d'infanterie de ligne, qu'il ne quitta qu'en devenant général de brigade, le 25 novembre 1813. Il avait servi en Espagne depuis 1809 jusque en 1813. Le 26 décembre 1810, au combat d'Uldecoma, le colonel Estève, à la tête du 1ᵉʳ bataillon de son régiment (14ᵉ de ligne) et de 2 compagnies de voltigeurs, s'empara brusquement, à la baïonnette, de deux fortes positions occupées par le régiment de Savoie, et par 150 chasseurs espagnols. Il fit à l'ennemi 250 prisonniers et mit leur aile gauche en déroute : cette attaque hardie décida la retraite de la division espagnole, forte de 10,000 hommes; et le général français Musnier, ayant poussé de suite sa troupe sur l'ennemi, lui fit 2,400 prisonniers. Le 8

(1) En avril 1808, il était employé au siége de Dantzick, où il commandait la redoute nº 1ᵉʳ. Le maréchal Lefèvre, qui dirigeait le siége, le confirma, le 18 avril, dans ce poste par un ordre dont nous avons la copie sous les yeux, et qui renferme ces passages remarquables : «...Il est inutile de » lui donner des instructions; une seule suffit : la redoute nº 1ᵉʳ est confiée à » son honneur ..... Le serment qu'il a prêté est garant de son zèle. Ce » serment sera à jamais pour lui un titre de gloire, et le garant des récom» penses qui lui sont assurées. »

octobre 1811, le colonel Estève, étant parti de Lérida à la tête de 300 hommes de son régiment pour reconnaître l'ennemi sur la route de Cervera au Mont-Serrat, entrait dans Cervera d'un côté, au même instant que l'ennemi y entrait de l'autre, avec 8000 hommes d'infanterie, et 1000 chevaux. Il n'eut que le temps de faire rétrograder sa troupe pour aller occuper à trois quarts de lieue de la ville, une position où, à peine arrivé, il s'aperçut qu'une colonne de cavalerie ennemie le débordait, pour lui couper la retraite, tandis que l'infanterie et les cuirassiers espagnols suivaient de près son mouvement. Le colonel Estève forma alors sa troupe en carré, fit faire quelques décharges, s'ouvrit un passage au milieu de la cavalerie ennemie, à laquelle il fit beaucoup de mal, et rentra dans Lérida, sans perte et sans avoir été entamé : ce fut son énergie et son sang-froid qui sauvèrent sa troupe. Il se distingua, le 11 avril 1813, en investissant promptement, d'après les ordres du duc d'Albuféra, la ville de Villena. En 1814, après la chute de Napoléon Buonaparte, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. En 1815, le général Estève commanda, pendant les *cent jours*, par ordre de Buonaparte, une brigade du 5ᵉ corps de l'armée du Rhin. Depuis cette époque, il a été classé parmi les officiers-généraux disponibles. Sous le gouvernement de Napoléon, le général Estève avait été créé commandant de la Légion-d'Honneur, et baron d'empire. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

D'ESTISSAC, *voyez* DE LA ROCHEFOUCAULD.

D'ESTOGES, *voyez* D'ANGLURE.

D'ESTRADES (Godefroy, *comte*), *maréchal de France*, naquit à Agen, en 1607. Il servit pendant plusieurs années, en Hollande, sous le prince Maurice, près duquel il faisait les fonctions d'agent de la France. Il se montra à la fois bon capitaine et grand négociateur. On l'envoya, le 12 novembre 1637, vers le roi d'Angleterre, pour l'engager à la neutralité, même dans le cas où la France et les États-Généraux

attaqueraient quelque place maritime de la Flandre. Le 2 décembre suivant, le roi le choisit, pour aller concerter les opérations de la campagne de 1638 avec Frédéric-Henry, prince d'Orange. Le comte d'Estrades était aide-de-camp dans les armées de Hollande, et lieutenant-colonel du régiment de Candalle, qui y servait, lorsqu'il reçut le brevet de conseiller-d'état et 2000 livres de pension, par brevet du 28 décembre 1639. Le prince d'Orange obtint pour lui le régiment de Candalle, le 15 avril 1640. On l'employa, en 1642, à diverses négociations auprès des États-Généraux, du langrave de Hesse-Cassel, des autres princes de l'empire et en Piémont. Nommé ambassadeur extraordinaire en Hollande, en 1646, il eut une commission pour traiter du secours que la république devait fournir, par mer, pour faciliter le siége de Dunkerque, qui capitula, le 7 octobre. Employé ensuite en Italie, il se joignit au duc de Modène avec un détachement; mais, se trouvant séparé des ennemis par un défilé, il ne put combattre à la journée de Bozolò. Indépendamment d'un régiment d'infanterie qu'il commandait, il était lieutenant de la compagnie des gendarmes du cardinal de Mazarin, lorsqu'on le créa maréchal-de-camp, par brevet du 4 janvier 1647. Il commanda, à Porto-Longone et à Piombino, par commission du 16 du même mois. Il eut un pouvoir, du 27 mars suivant, pour traiter avec le gouverneur de Monte-Philippo. On le créa intendant des vivres des troupes et des fortifications des deux places où il commandait, par commission du 2 avril. Il servit au siége de Crémone, sous le duc de Modène, au mois de juin : ce siége, changé en blocus, fut enfin abandonné. Le comte d'Estrades fut fait mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, sur la démission du marquis de la Fare, par commission du 3 janvier 1648 : on y incorpora celui qu'il avait déjà. Il obtint un régiment de cavalerie et une compagnie de chevau-légers, par autre commission du 12 février suivant. Il fut rappelé de l'Italie, et eut un ordre de la cour pour se rendre en Flandre. On le nomma mestre-de-camp du régiment d'infanterie de Flandre, qui tenait garnison à Dun-

kerque, lors de la détention du maréchal de Rantzau, par commission du 1[er] mars 1649. Il fut promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 20 septembre 1650. Il servit en cette qualité, à l'armée de Flandre, sous le maréchal du Plessis. Il contraignit le comte de Fuensaldagne d'abandonner le siége de Dunkerque, que l'armée espagnole avait commencé d'investir. Il obtint le gouvernement de cette place, après la mort du maréchal de Rantzau, par provisions du 4 octobre, et eut, pendant l'hiver, le commandement des troupes qui étaient du côté de la mer. Il obtint, le 27 avril 1651, le gouvernement du fort de Link. On le fit sergent de bataille, et on lui donna un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 12 juillet. Il eut un pouvoir, du 22 mars 1652, pour négocier une alliance avec l'Angleterre. Assiégé dans Dunkerque, par les Espagnols, il ne leur remit la place qu'après 39 jours de tranchée ouverte : il avait été blessé pendant le siége. On le nomma, par pouvoir du 12 avril 1653, pour commander, comme lieutenant général, en l'absence et sous l'autorité de la reine-mère, à Brouage, à la Rochelle, au pays d'Aunis, et dans les terres adjacentes. Il fut nommé commandant à Bordeaux, et des troupes de Guienne, par pouvoir du 25 août. On le fit maire perpétuel de Bordeaux, par provisions du 10 octobre. Il commanda en chef, dans toutes les provinces de Guienne, les troupes qui s'y trouvaient, en vertu d'un autre pouvoir, donné à Paris, le 4 mai 1654. Créé chevalier des Ordres du roi, le 4 septembre, il ne fut reçu qu'en 1661. Il commanda l'armée de Catalogne, sous M. le prince de Conti et en son absence, par pouvoir du 8 mai 1655. Il contribua, la même année, à la prise du cap de Quiers, de Castillon et de Cadagnes. On le fit gouverneur de Mézières, par provisions du 4 janvier 1656. Il se démit de son régiment de cavalerie, en 1657, et alla commander l'armée d'Italie, sous M. le prince de Conti, par pouvoir du 22 mai. On lui accorda le gouvernement de Gravelines, avec la survivance pour son fils, par provisions du 1[er] octobre 1660. Il se démit alors du gouvernement de Mézières. Il se démit

aussi de son régiment d'infanterie, en 1661. Nommé embassadeur extraordinaire en Angleterre, il y fut insulté, le 10 octobre, par l'ambassadeur espagnol, baron de Batteville; mais le roi d'Espagne désavoua son envoyé, et répara même plus amplement cette insulte, par l'ordre qu'il donna, le 24 mars 1662, à tous ses ministres dans les cours étrangères, de ne point concourir avec les ambassadeurs de France dans les cérémonies publiques. Le comte d'Estrades ayant négocié, en 1662, l'achat de la ville de Dunkerque, eut un pouvoir, du 31 octobre, pour recevoir cette ville des mains des Anglais. Quoique le roi d'Angleterre eût signé le traité de cette cession, le parlement s'opposait vivement à son exécution, et la garnison anglaise refusait d'évacuer Dunkerque; mais le comte répandit tellement à propos des sommes considérables, que le gouverneur et la garnison s'embarquèrent, le 29 novembre, et rencontrèrent la barque où était le courrier, qui portait au gouverneur de Dunkerque l'ordre du parlement de ne pas remettre Dunkerque aux Français. Le comte d'Estrades, qui avait pris possession de cette place, en obtint le gouvernement, avec la survivance pour son fils, par provisions du 28 novembre. Il fut nommé vice-roi de l'Amérique, par autres provisions, du mois de décembre 1663. Envoyé en Hollande, comme ambassadeur extraordinaire, en 1666, il conclut, à Bréda, le 31 juillet 1667, le traité de paix avec le Danemark. Il commanda à Dunkerque, Bergues et Furnes, par ordre du 28 mai 1669. Il suivit le roi en Hollande, en 1672, et eut le gouvernement de Wesel. On lui donna celui de Burick, du fort la Lippe, de Rhimberg et d'Orsoy, par commission du 6 juin. Il fut nommé commandant-général à Maestricht, Vick, Maseick, et au fort de Crenandon, par pouvoir du 6 juillet 1673. Il s'empara de la citadelle de Liége, puis de la ville, le 27 mars 1675. Il fut créé maréchal de France, par état du 30 juillet. Nommé ministre et plénipotentiaire pour traiter de la paix à Nimègue, par pouvoir du 21 décembre suivant, il la conclut, en 1678. On le fit gouverneur, premier gentilhomme de la chambre, et surintendant des finances de M. le duc de Chartres, au

mois de mars 1684. Il conserva ces charges jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 26 février 1686. Il était alors dans la 79e année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 1; *Histoire militaire, de M. de Quincy; Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Larrey, Histoire de Dunkerque, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Gazette de France, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VI, pag.* 336.)

D'ESTRÉES (Raoul), *maréchal de France*, accompagna, avec 6 chevaliers, le roi Saint-Louis au voyage d'Afrique. Ce prince le fit maréchal de France, en 1220, après la mort d'Héric de Beaujeu, ou de Renaud de Précigny. Raoul d'Estrées vivait et exerçait encore les fonctions de maréchal de France, lorsqu'il mourut en 1282. (*Chronologie militaire, tome II, pag.* 111; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. IV, pag.* 596.)

D'ESTRÉES (Jean, *marquis*), *grand-maître de l'artillerie de France*, parent du précédent, naquit, en 1486. Il fut élevé page de la reine Anne de Bretagne, et devint homme d'armes de la compagnie du duc de Vendôme. Il suivit François Ier à la bataille de Marignan, les 13 et 14 septembre 1515; servit à la conquête du Milanais, qui fut la suite de cette victoire, et combattit à la bataille de Pavie, le 24 février 1525. Le roi le fit capitaine de 150 albanais, par commission donnée à Angoulême, le 8 juin 1526. Il fut nommé l'un des 100 gentilshommes ordinaires de l'hôtel du roi, par lettres données à Saint-Germain-en-Laye, le 28 mars 1533. Il était lieutenant de la compagnie du duc d'Estampes, lorsque le roi lui accorda, le 22 mars 1536, la confiscation de plusieurs terres, pour le dédommager des pertes qu'il avait souffertes. Il combattit, en 1544, à Ceris, et concourut à la conquête du Montferrat. Le roi ayant tiré 55 archers de la compagnie des gardes-du-corps du sénéchal d'Agénois, dont il forma une nouvelle compagnie, pour servir à la garde de Henri II, alors dauphin, le marquis d'Estrées en fut fait capitaine, par provisions du même jour. A son avénement à la couronne, le 31 mars 1547,

Henri II conserva cette compagnie pour sa garde : elle en fut la 5e jusqu'au 31 décembre 1562, époque à laquelle la compagnie de Chavigny ayant été licenciée, celle du marquis d'Estrées devint la 4e, et la 3e Française (depuis Luxembourg.) Le marquis d'Estrées reçut, le 1er juin 1757, l'ordre d'assurer la frontière de Picardie, en faisant fortifier Monthulin. Il fut confirmé dans la charge de capitaine du Châtelet, le 1er juillet 1550. On l'établit grand-maître et capitaine-général de l'artillerie de France, sur la démission du comte de Brissac, qui passait au gouvernement du Piémont, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 9. Il prêta serment en cette qualité le 18, entre les mains du connétable de Montmorency. Il se démit alors de la compagnie des gardes-du-corps du roi. Il fut commis par S. M., le 3 novembre, pour régler avec les commissaires du roi d'Angleterre, les limites du Boulonnais et du comté de Guines. Il eut un pouvoir du 22 octobre 1551, pour nommer aux offices de l'artillerie qui seraient vacants par mort ou autrement. Il fut fait chevalier de l'ordre du Roi et capitaine de Folembray, en 1556. On le fit capitaine et colonel de 2 enseignes de gens de pied attachés, auprès de sa personne, à la défense de l'artillerie, par lettres du 13 août 1557. Il fut pourvu, le 15, de la charge de capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances du roi. Il servit, en 1558, au siége de Calais; et la manière dont il y fit servir l'artillerie, contribua beaucoup à la prise de cette place. François II le confirma dans la charge de grand-maître et capitaine-général de l'artillerie, avec pouvoir de nommer aux offices vacants. Il le nomma capitaine du château de Monthulin, par lettres du 30 mars 1560. Charles IX, par lettres données à Melun, le 4 avril 1562, le fit son lieutenant-général à Orléans, pour y commander et y résider pendant les troubles, en l'absence du prince de la Roche-sur-Yon, alors gouverneur du duché d'Orléans. Le marquis d'Estrées embrassa le calvinisme; mais son attachement pour la nouvelle secte n'altéra point la fidélité qu'il devait au roi, et dont il donna de nouvelles preuves au siége de Rouen. On le chargea, le 28 septembre 1566, des répara-

tions du château de Folembray. Il eut ordre, le 24 juin 1568, d'établir une garnison de 20 soldats dans Monthulin, dont il était capitaine. Il mourut, le 23 octobre 1571, âgé de 85 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 482; *l'abbé de Nœufville, le Père Anselme, Mémoires de Castelnau, Brantôme.*)

D'ESTRÉES (Antoine, *marquis*), *grand-maître de l'artillerie*, et fils de Jean qui précède, fut commis pour exercer cette charge pendant la maladie du sieur de la Bourdaisière, par commission donnée au camp de Beaulieu-les-Loches, le 1er août 1596, et la remplit jusqu'au mois de novembre. On le fit chevalier des Ordres du roi, à la première création de 1578. Il obtint le gouvernement de la Fère, de Paris et de l'Ile-de-France. Il fut pourvu, au camp de Pas, en Artois, en 1597, de la charge de grand-maître de l'artillerie de France, que son père avait possédée. Il se démit de cette charge, en 1599. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 486; *Dictionnaire de la noblesse, par Lachesnaye-des-Bois, 2e édition, tom. VI, pag.* 196.)

D'ESTRÉES (François-Annibal, Ier du nom, *duc*), *pair et maréchal de France*, fils du précédent (2), naquit en 1573. Il fut destiné à l'état ecclésiastique dès sa jeunesse,

---

(1) Ce fut lui qui commença à mettre en France l'artillerie sur un bon pied, et qui nous a donné ces belles fontes d'artillerie, dont on s'est servi depuis. Brantôme dit dans l'histoire de ses capitaines français: « M. d'Estrées a été l'un des plus dignes hommes de son état, sans faire tort aux autres, et le plus assuré dans les tranchées et batteries; car il y allait la tête levée, comme si c'eût été à la chasse; la plupart du temps, il allait à cheval sur une grande haquenée alezane, qui avait plus de 20 ans, et qui était aussi assurée que lui; car pour les canonnades et arquebusades qui se tiraient de la tranchée, ni l'un ni l'autre ne baissaient jamais la tête, et il se montrait par-dessus la tranchée à moitié du corps; car il était grand et sa haquenée aussi. C'était l'homme du monde qui connaissait le mieux les endroits pour faire une batterie de place, et qui l'ordonnait le mieux. »

(2) La belle Gabrielle d'Estrées, maîtresse de Henri IV, était sœur de François-Annibal, duc d'Estrées. Elle mourut le 10 avril 1599.

et nommé, en 1594, à l'évêché de Noyon, par Henri IV. Après la mort de son frère aîné, tué, la même année, au siége de Laon, il prit le parti des armes; leva, par commission du 6 mars 1597, un régiment d'infanterie, qu'on nomma *l'Ile-de-France*. Il marcha au siége d'Amiens, sous le nom de marquis de Cœuvres, qu'il porta jusqu'à sa promotion à l'état de maréchal de France. On licencia son régiment, le 6 mai 1598. Il fut fait lieutenant-général au gouvernement de l'Ile-de-France, et gouverneur particulier de la ville et du château de Laon, sur la démission du marquis d'Estrées, son père, par provisions du 3 juillet 1599. Il servit en Savoie, dans la guerre de 1600. Il s'attacha à la reine-mère, qui l'envoya, en 1614, négocier avec les ducs de Savoie et de Mantoue, les Vénitiens et les Suisses, et, en 1615, avec les princes mécontents, qui s'opposaient au mariage de Louis XIII avec l'infante d'Espagne. Il fut envoyé, comme ambassadeur, à Rome, en 1621. On le créa maréchal-de-camp, par brevet du 3 mars 1622. Il leva, par commission du même jour, un régiment d'infanterie, sous le nom de Cœuvres, et servit dans l'armée de Champagne, commandée par le duc de Nevers, qui s'opposa à l'entrée des Allemands protestants, conduits par Masnfeld. Il alla, comme ambassadeur extraordinaire, en Suisse; puis il fut fait, en 1624, général des troupes réunies de France, de Venise et de Savoie, qui devaient agir pour la restitution de la Valteline aux Grisons. Il attaqua, au mois de novembre, le passage de Steig, fortifié l'année précédente par l'archiduc Léopold, et l'emporta. La ligue des dix Juridictions, opprimées par les Autrichiens, se déclara aussitôt pour les deux ligues Grise et Caddée. Le Brettigneu, la communauté de Slesch, le château et la ville de Meyenfeld, reconnurent aussi leurs anciens maîtres. Le marquis de Cœuvres se saisit ensuite du pont du Rhin et de son fort, à une lieue et demie de Steig. Il s'avança vers la Valteline, le 25 novembre; s'empara des forts de Puschiavo, de Pio-Domo et de Platemale. Il assiégea, le 2 décembre, la ville de Tirano, qui se rendit, le 6 : le château capitula le 11. Le marquis de Cœuvres soumit Sondrio, dont il

força et enleva d'assaut le château, le 19; Morbegno, Traona, Dubino, se rendirent à discrétion. Pour conserver ces conquêtes, il fit construire un fort sur les frontières de la Valteline, près du fort de Riva. Il força Chiapino, le 6 janvier 1625, par un détachement : Bormio capitula, le 17. Il combattit les Espagnols près de Campo, le 17 février, et les contraignit de se retirer en désordre. Ils revinrent à la charge, repoussèrent à leur tour les Français, qui les mirent une seconde fois en fuite; mais, le soldat s'étant débandé pour dépouiller les morts, les ennemis se rallièrent et chargèrent les Français, qui prirent la fuite. Il ne restait au marquis de Cœuvres que trois compagnies et quelques chevaux; mais il tomba si impétueusement avec cette petite troupe sur les Espagnols, que leur cavalerie, abandonnée de l'infanterie, s'arrêta et fit sa retraite : le lendemain, les ennemis décampèrent, après avoir brûlé Campo. Chiavenne capitula le 9 mars. Les Espagnols avaient surpris, au commencement d'octobre, les retranchements des Français, à Saint-Jean-de-Cercino, et à Traona; mais le marquis de Cœuvres les reprit, le 7, et leur tua 120 hommes. Cette guerre finit, en 1626, par le traité de Monçon, du 5 mars, qui assurait la souveraineté de la Valteline aux Grisons, et la disposition des passages à la France. Le marquis de Cœuvres fut récompensé du service qu'il avait rendu, par le bâton de maréchal de France, que le roi lui accorda, à la mort du maréchal d'Ornano, par état donné à Saint-Germain-en-Laye, le 10 octobre 1626, registré à la connétablie, le 2 août suivant. Il prit alors le nom de maréchal d'Estrées. Il commanda l'armée du roi dans la province du Languedoc, en 1629, et obligea le duc de Rohan de lever le siége de Corconne, le 9 mai. Quelques jours après, avec un détachement de sa cavalerie, il mit en fuite celle du duc de Rohan, et la poursuivit jusqu'aux portes de Nîmes, où le duc se réfugia. Sur ces entrefaites, l'infanterie catholique combattait à Cauvisson contre les calvinistes : cette affaire dura depuis deux heures après midi, jusqu'à la nuit, qui sépara les combattants. Le duc de Rohan perdit, en cette occasion, 500 hommes et 2 canons : la ville de Cau-

ceux de Valenciennes et de la Capelle, en 1656. Il servit aux siéges de Cambray et de Saint Venant; à la levée du siége d'Ardres, par les ennemis; à la prise de la Mothe-aux-Bois, et de Mardick, en 1657. Il se trouva au siége de Dunkerque, à la bataille des Dunes, aux siéges de Bergues, de Dixmude, de Furnes, d'Oudenarde, de Menin et d'Ypres, en 1658. Il se démit, le 6 juillet 1659, du gouvernement du Quercy. On licencia son régiment de cavalerie, le 18 avril 1661. Il eut un pouvoir du 23 mai 1667, pour commander les troupes qui restaient avec la reine. Il fut créé duc d'Estrées, gouverneur de l'Ile-de-France, de Soissons, de Noyon et de Laon, à la mort de son père, le 5 mai 1670. Il se démit alors de la lieutenance-générale du gouvernement de l'Ile-de-France. Nommé ambassadeur extraordinaire à Rome, en 1672, il y mourut d'une attaque d'apoplexie, le 30 janvier 1687, à l'âge de 65 ans. Pendant son ambassade, il s'était comporté avec tant de sagesse et de prudence, tout en maintenant les intérêts de la cour de France, que le pape, par estime particulière, voulut qu'après sa mort on lui rendît les mêmes honneurs que ceux que l'on accorde, à Rome, aux princes. Son corps fut porté à Soissons, et enterré dans l'église des Feuillants, auprès de celui de son père. (*Chronologie militaire, t. IV, pag.* 118; *Mémoires du temps, Gazette de France, Dictionnaire de la Noblesse, par Lachesnaye-Desbois, t. VI, pag.* 198.)

D'ESTRÉES (Jean, *comte*), *maréchal de France*, frère puîné du précédent, naquit en 1628. Il obtint un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 20 juin 1637, et fit sa première campagne en 1644, à la tête de ce régiment, au siége de Gravelines, qui capitula le 28. Il reçut, à l'attaque de la contrescarpe, deux coups de mousquet, dont il eut toute sa vie la main droite estropiée. Sous le maréchal de Gassion, il enleva un quartier d'infanterie à Cassel. Il servit, en 1645, en Flandre, sous MONSIEUR et les maréchaux Gassion et de Rantzau, et se trouva aux siéges de Bourbourg et de Béthune. Ayant obtenu, par

commission du 19 avril 1646, un régiment d'infanterie de son nom, vacant par la démission du marquis de Vervins; il se démit alors du régiment dont il était pourvu. Employé sous les maréchaux de Gassion et de Rantzau, en Flandre; il servit au siége de Courtray, pris le 28 juin. Il eut, par commission du 27 février 1647, le régiment de Navarre, vacant par la mort du marquis de Themines, et se démit du régiment d'Estrées. Il se trouva, sous le maréchal de Rantzau, à la prise de Dixmude, le 13 juillet, et à celle de Landrecies, le 18. Il conduisit son régiment en Flandre, sous M. le prince de Condé, et sous les maréchaux de Grammont et de Rantzau, en 1648. Il servit au siége d'Ypres, pris le 28 avril, et combattit à la bataille de Lens, le 20 août. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 8 février 1649; il servit en cette qualité, à l'armée devant Paris et à l'attaque du pont de Charenton, le 8 février. Il passa ensuite à l'armée de Flandre, sous le comte d'Harcourt, et servit au siége de Condé, qui se rendit le 25 août. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal du Plessis; il se trouva au siége de Rethel, qui capitula le 14 décembre. Il combattit, le 15, don Estevan de Gamare, qui fut défait près de cette place. Il servit, en 1651, dans l'armée de Flandre, qui n'entreprit rien. Il se démit, au mois de juin, du régiment de Navarre. Employé dans l'armée des environs de Paris, en 1652; on le détacha du quartier de Saint-Denis, pour conduire les troupes de cavalerie et d'infanterie qui devaient, sous les ordres du maréchal d'Estrées, son père, et le maréchal du Plessis, s'opposer au passage de l'armée d'Espagne, commandée par l'archiduc Léopold. Employé à l'armée de Flandre, en 1653, sous le vicomte de Turenne, il marcha à la prise de Rethel, de Mouzon et de Sainte-Menehould. En 1654, à la même armée, étant le plus ancien maréchal-de-camp, il força, un des premiers, les lignes d'Arras, à la tête du régiment de la marine, et se distingua beaucoup en cette occasion. Il contribua aussi à la prise du Quesnoy. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 16 juin 1655, il servit, sous le maréchal de la Ferté, à la prise de Landrecies, de

Condé et de Saint-Guilain. Avec 500 chevaux, il défit 1,200 hommes qui prétendaient se jeter dans Avesnes. Au siége de Valenciennes, il soutint, le 16 juillet 1656, le quartier qu'il commandait, avec tant de fermeté, qu'on ne put le forcer. Il secourut ensuite les autres quartiers, et y combattit, jusqu'à ce qu'accablé par le grand nombre des ennemis, et après avoir facilité la retraite à 1200 hommes vers Condé, il demeura prisonnier; ce qui l'empêcha de servir jusqu'en 1667, époque à laquelle il se trouva au siége et à la conquête de Tournay, le 27 août. Le roi, voulant rétablir la marine, en 1668, choisit le comte d'Estrées pour lieutenant-général des armées navales. Le comte alla, la même année, avec 6 vaisseaux, en Amérique, et y répara les désordres que les Anglais y avaient faits. Créé vice-amiral, par provisions du 12 novembre 1669, et commandant une escadre de 6 vaisseaux, en 1670, il donna la chasse aux corsaires d'Alger, de Tunis et de Salé. Il fit périr, à la vue de Salé, 5 vaisseaux de cette ville, en prit un, et en retira 2 dont les pirates s'étaient emparés. Il força Alger de recevoir la paix. Il commanda, en 1672, une escadre de 30 gros vaisseaux et de 10 brûlots. De concert avec la flotte anglaise, il attaqua, le 7 juin, près de Soultsbaie, l'amiral Ruyter, commandant la flotte hollandaise. Dans ce combat, le comte d'Estrées conduisit l'avant-garde, et soutint, avec une fermeté que les ennemis même admirèrent, le feu de l'avant-garde hollandaise. Quoiqu'il n'eût alors que 9 vaisseaux, les autres n'ayant pas pu se mettre sur la même ligne, il tint toujours en échec l'escadre de Zélande, et empêcha qu'elle ne tombât sur les vaisseaux anglais. Sur la fin du combat, ayant pris le vent sur les Hollandais, il les contraignit de plier et de se retirer. Les Hollandais perdirent dans cette journée 2 vaisseaux de 70 pièces de canon chacun, et leur vice-amiral, qui fut submergé avec le vaisseau qu'il montait. Les Hollandais ayant reçu des renforts, se trouvèrent en état de recommencer le combat dès le lendemain. Le comte d'Estrées fit voile de son côté pour les combattre; mais il n'eut pas plus tôt approché des Hollandais, qu'ils reprirent la route de

leurs côtes. Le 7 juin 1673, sur les côtes de l'Irlande, le comte d'Estrées, secondé par des vaisseaux anglais, combattit encore les Hollandais. L'action commença à midi, et finit avec le jour. Le comte d'Estrées n'y perdit aucun vaisseau; mais les Hollandais perdirent 2 gros vaisseaux, 2 frégates et 3 brûlots. Le comte d'Estrées avait eu affaire aux deux amiraux Tromps et Ruyter, et à l'amiral de Flessingue, qui, tous trois, furent fort maltraités : Tromps, obligé de changer de vaisseau, vit celui qu'il monta la seconde fois démâté de son grand mât. Le 14 juin, sur la côte de Zélande, il y eut un second combat naval. Les Hollandais, qui avaient le vent, levèrent l'ancre du fond de leurs bancs, près de Flessingue, sur les onze heures du matin, et attaquèrent le comte d'Estrées, à l'entrée des mêmes bancs, d'où il n'était point sorti depuis la première action. Cette seconde affaire commença à cinq heures du soir, et ne finit que lorsque l'obscurité sépara les deux flottes, sur les dix heures. On se canonna presque toujours d'assez loin, et réciproquement on reprit le chemin de ses côtes. Le 21 août, commença, vers sept heures du matin, un troisième combat entre les flottes d'Angleterre et de Hollande : il continua à diverses reprises jusqu'au coucher du soleil. Dans cette journée, le comte d'Estrées ayant entrepris de couper plusieurs vaisseaux ennemis, essuya le feu de presque toute la flotte hollandaise, qui vint au secours de ceux qu'il attaquait. Il s'opposa néanmoins aux efforts d'une escadre qui perçait au travers de la sienne, pour aller accabler le prince Robert, amiral d'Angleterre(1). Il veilla, en 1674, à la défense des côtes et des ports. Il reprit, en 1676, sur les Hollandais, l'île de Cayenne, qu'ils avaient enlevée à la France : y étant arrivé le 17 décembre, il attaqua le lendemain le fort de cette île, et l'emporta

---

(1) En rendant compte au ministre Colbert de ces affaires, d'Estrées lui écrivit : « Je voudrais avoir payé de ma vie la gloire que Ruyter vient » d'acquérir. » D'Estrées, ajoute Voltaire, méritait que Ruyter eût ainsi parlé de lui. La valeur et la conduite furent si égales des deux côtés, que la victoire resta toujours indécise.

l'assaut, dans la nuit du 19 au 20. Il fit voile ensuite avec son escadre, pour la Martinique, d'où il partit, le 11 février 1677, avec 6 vaisseaux et 4 frégates, pour aller combattre l'escadre hollandaise, commandée par le vice-amiral Binck, qui était à l'île de Tabago. Il donna ordre d'insulter le fort, une heure après le commencement du combat de mer, pour arriver aux ennemis, dont l'escadre, composée de 10 vaisseaux, d'un brûlot et de 3 petits bâtiments, était placée dans une anse, où les vaisseaux français ne pouvaient entrer qu'à la file. Le comte d'Estrées pénétra dans cette anse, le 23 février, et y commença un des plus furieux combats qui aient été donnés sur mer, et qui dura depuis sept heures du matin jusqu'à deux heures après midi. Un des vaisseaux français étant devenu la proie des flammes, mit le feu à 2 vaisseaux hollandais, dont les débris allèrent incendier 2 flûtes, sur lesquelles on avait mis les femmes, les enfants, et les Nègres, comme dans un asile plus assuré que le fort, d'où on les avait tirés. Bientôt le cri des femmes, les gémissements des enfants, le bruit du canon et des deux vaisseaux qui sautaient en l'air, présentèrent la plus affreuse image. Le canon du comte d'Estrées brûla le vaisseau du contre-amiral hollandais, qu'il avait abordé, et dont il s'était rendu maître. Peu d'instants après, ce vaisseau hollandais sauta, et porta la flamme sur celui du comte d'Estrées. Celui-ci, blessé à la tête et à la jambe, et se trouvant au milieu du feu et des cadavres des officiers, des soldats et des matelots qui avaient été tués auprès de lui, n'échappa à la mort qu'à la faveur d'un canot que Bertier, garde de la marine, eut la hardiesse d'aller enlever sous l'éperon d'un vaisseau hollandais. Ce canot fut bientôt foudroyé et criblé de coups de canon : il était assez près de terre, lorsqu'il coula à fond. L'attaque du fort ayant échoué par l'impétuosité de l'officier qui commandait l'assaut, le comte fit retirer ce qui lui restait de vaisseaux : il en avait perdu 4. Tous les vaisseaux des Hollandais furent brûlés ou submergés. D'Estrées revint en France, au mois de juin, et repartit de Brest, le 1er octobre, avec une nouvelle escadre. Il parut, le 20, à l'île du Cap-Vert, dont il canonna les deux forts, le 21.

Le gouverneur se retira de l'un et de l'autre fort, et se rendit à discrétion, avec 200 hommes qui les gardaient. Le comte d'Estrées fit ensuite route pour les Barbades, où il arriva le 1er décembre, et où il trouva le secours de la Martinique, qui devait l'y joindre. Il prit alors la route de Tabago, y débarqua, le 7, et marcha, le 8, à l'attaque du fort. La troisième bombe qu'il fit jeter étant tombée sur le magasin à poudre, le commandant et la plupart des officiers furent tués. Cette circonstance étant favorable aux desseins du comte d'Estrées, il la mit à profit, et emporta, l'épée à la main, le fort de Tabago, dans lequel il fit 660 prisonniers. Pendant l'action, il avait disposé ses vaisseaux de manière à fermer le port; et par-là il put se rendre maître des vaisseaux hollandais. Il y recouvra aussi un des vaisseaux français qui avait échoué au dernier combat, et que les ennemis avaient relevé. Après la paix de 1678, il commanda contre les corsaires de Salé, et dans les îles de l'Amérique. Créé maréchal de France, par état donné à Saint-Germain-en-Laye, le 24 mars 1681, il prêta serment, le 25. Il fut fait vice-roi de l'Amérique, au mois de mars 1686, et chevalier des Ordres de S. M., le 31 décembre 1688. Il arriva, le 8 août 1691, devant Barcelonne, avec l'escadre qu'il commandait, bombarda la ville, le 10, et prit, le 12, la route d'Alicante, devant laquelle il parut, le 22. Il fit tirer pendant plusieurs jours sur cette place, et mit le feu à plusieurs barques. Au mois d'avril 1692, il alla chercher, par le travers de Malaga, une flotte de 16 vaisseaux anglais, dont 2 étaient de guerre : il les fit échouer, et les brûla tous 16. Il commanda en Poitou, au pays d'Aunis et en Saintonge, en 1694 et 1695; en Bretagne, par pouvoir des 1er mai 1696, et 7 mai 1697; en Poitou et au pays d'Aunis, par pouvoir du 31 mars 1701, et en Bretagne, par ordre du 30 juin, et par pouvoir donné à Versailles, le 6 juillet. Commandant en Bretagne, par ordre du 28 mars 1702, il fut fait, à la mort du marquis de Molac, lieutenant-général des comté et évêché de Nantes, gouverneur des ville et château de Nantes et de la tour Pillemil, et capitaine des chasses du comté

Nantais, par provisions données à Versailles, le 15 juin. Il eut un pouvoir, daté du 17 juillet, pour commander dans toute la Bretagne ; et ce pouvoir fut renouvelé, le 24 avril 1703. Il ne servit plus, depuis 1704 jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Paris, le 19 mai 1707. Il était alors âgé de 79 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, p.* 58 ; *Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire militaire, de M. de Quincy ; Journal historique, du Père Griffet ; Bauclas, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII ; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XIII, pag.* 409.)

D'ESTRÉES (Victor-Marie, *duc*), *maréchal de France*, fils de Jean d'Estrées qui précède, naquit le 30 novembre 1660, et fut d'abord connu sous le nom de marquis de Cœuvres. Nommé enseigne de la colonelle du régiment de Picardie, le 26 janvier 1678 ; il servit en Allemagne, sous le maréchal de Créqui, et se trouva à la défaite du comte de Stahremberg, au pont de Rheinfeld. Il se trouva aussi au passage de la Kintz, où le duc de Lorraine perdit ses retranchements, et à l'assaut du fort de Kehl. Devenu capitaine de vaisseau sur la fin de la campagne ; il alla en Amérique, en 1679 et 1680. Il servit, en 1681 et 1682, sous le maréchal d'Estrées, son père, contre les Algériens. Il se trouva, en 1684, au siége et à la prise de Luxembourg, qui se rendit le 4 juin, et acheva la campagne sur mer. On le créa vice-amiral de France, en survivance de son père, par provisions données à Versailles, le 12 décembre, avec rang de lieutenant-général du même jour, mais à condition qu'il servirait encore pendant 2 campagnes comme capitaine de vaisseau, et pendant 3 autres, en qualité de chef d'escadre. Il se trouva, en 1685, au bombardement de Tripoli. On le fit chef d'escadre à la fin de la campagne. Il servit sous son père, au combat du 20 juin 1688, contre Papachin, vice-amiral d'Espagne, qui fut contraint de saluer le pavillon de France de neuf coups de canon. Il se trouva au bombardement d'Alger, qui continua du 1er au 16 juillet, et pendant que Duquesne brûlait cette ville, il

acheva de purger la mer des vaisseaux algériens, qu'il détruisit en partie. Il se rendit ensuite à l'armée d'Allemagne, et y servit comme volontaire. Il se distingua à la prise des ouvrages extérieurs de Philisbourg ; mais il y fut blessé de deux coups de mousquet qui l'obligèrent de porter des béquilles pendant 18 mois, ce qui ne l'empêcha pas de retourner sur mer l'année suivante. Employé, en 1689, comme lieutenant-général des armées navales, il commanda, avec le comte de Tourville, le 10 juillet 1690, au combat de Bevesiers, contre les Anglais et les Hollandais qui furent battus. Employé sous le comte de Tourville, il brûla, le 5 août, plusieurs vaisseaux et bâtiments marchands appartenant aux Anglais, dans la baie de Tingmouth. Il finit la campagne de cette même année, en Allemagne. Commandant, par pouvoir du 16 janvier 1691, l'escadre et les galères, il concourut à la prise de Villefranche et de Nice. Il bombarda Oneille, mais une tempête qui survint l'obligea de se retirer sans prendre cette place. Il bombarda aussi Barcelone, le 10 août, et Alicante, le 22. En 1692, il fit voile en Italie, pour engager les princes de cette contrée à ne point accorder les contributions et les quartiers d'hiver que demandaient les Impériaux. Commandant l'armée navale, par pouvoir du 17 avril 1793, il assiégea, par mer, la ville de Roses, qui se rendit au maréchal de Noailles, le 9 juin. Le rang de lieutenant-général, à dater du 12 décembre 1684, lui fut confirmé, par brevet du 15 mars 1694. Il servit pendant la campagne de cette dernière année, sur les côtes de Catalogne, et défendit les côtes de Provence, en 1695. Commandant en Provence, sous le comte de Grignan, par commission des 15 avril 1696 et 30 avril 1697, il eut un pouvoir du 13 mai suivant, pour commander l'armée navale au siége de Barcelone, qui se rendit au duc de Vendôme, le 7 août. Il servit à Cadix, en 1698. On le nomma commandant de l'escadre et des galères, tant qu'elles seraient jointes, par pouvoir donné à Versailles, le 23 avril 1701. Après la mort de Charles II, roi d'Espagne, il fut nommé lieutenant-général de mer, par pouvoir de Philippe V, donné à Buen-Retiro, le 19 mai suivant, et commanda la flotte des-

tinée à protéger ce prince contre les mouvements que sa personne pouvait exciter au milieu de ses nouveaux sujets. Il se rendit à Naples, pour y déjouer les intrigues du cabinet de Vienne, et appuyer les sujets fidèles à Philippe V(1). Il conduisit ce prince à Naples, en 1702, lorsque celui-ci alla recevoir le serment de fidélité des Napolitains. En récompense des services que le marquis de Cœuvres venait de rendre à son petit-fils, Louis XIV le créa maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14 janvier 1703. D'Estrées prêta serment en cette qualité, le 27 février, et prit le nom de maréchal de Cœuvres. Le roi d'Espagne l'ayant créé grand d'Espagne de la 1re classe, par décret du 14 août, il eut permission d'accepter la grandesse, par brevet du 1er mars 1704. Il se signala, sous M. le comte de Toulouse, le 24 août, à la bataille navale entre la flotte de France et la flotte des alliés, à onze lieues de Malaga : elle dura sept heures, et ce fut à une manœuvre habile de sa part, qui paralysa l'avant-garde de l'ennemi, qu'on dut le succès de cette importante affaire. S. M. le nomma chevalier de ses ordres, le 2 février 1705. A la mort de son père, le 19 mai 1707, il prit le nom de maréchal d'Estrées. Il obtint aussi, à la mort de son père, la lieutenance générale des comté et évêché de Nantes; le gouvernement particulier de la ville et du château de Nantes, et de la tour de Pillemil; la capitainerie des chasses du comté Nantais, et la vice-royauté de l'Amérique. On le reçut à l'Académie française, le 23 mars 1715. Il fut nommé, la même année, conseiller au conseil de régence, et président du conseil de la marine. On le fit ministre d'état, au mois de novembre 1733. Il resta au conseil de régence jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Paris,

(1) Pendant son séjour à Naples, on vint lui dire, le jour où devait se faire la liquéfaction du sang de saint Janvier, que le miracle ne s'opérait pas, malgré les ferventes prières du clergé et les cris du peuple. Il écrivit au prêtre qui en était chargé, que si le miracle n'était pas fait à une heure, il le ferait pendre à deux : le miracle se fit, et contint le peuple, qui, à l'instigation des prêtres, était prêt à se soulever contre les Français.

le 27 décembre 1737 (1). (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 118; *mémoires du temps; le Père d'Avrigny, Journal du Père Griffet; Histoire militaire de M. de Quincy, le président Hénaut, Bauclas, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XIII, pag.* 411; *Gazette de France.*)

D'ESTRÉES (N.....), *maréchal-de-camp*, parent des précédents, avait été colonel-lieutenant en second du régiment du Roi infanterie, lorsqu'on le fit brigadier des armées du roi, le 24 avril 1778. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781. On le créa chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, le 2 février 1786, et commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 août suivant. Nous ignorons ce qu'il est devenu depuis cette époque. (*Etats militaires.*)

D'ESTRÉES, *voyez* LE TELLIER.

D'ESTUTT (Claude-Charles-Louis), *marquis de Tracy, maréchal-de-camp*, naquit en 1723. Il entra au service, comme enseigne, au régiment d'infanterie d'Ouroy, le 24 juin 1737, et passa en Corse, avec ce régiment, au mois de janvier 1738. Il parvint à une lieutenance, le 26 avril 1739, et servit en Corse jusqu'au mois d'avril 1741. Il se rendit à l'armée de Bohême, au mois de mars 1742, et se trouva au combat de Sahay, au ravitaillement de Frawemberg, à la défense et à la retraite de Prague, la même an-

(1) Le maréchal d'Estrées emporta en mourant les regrets et l'estime de toutes les classes de la société. Il était fort instruit, et accordait une protection très-éclairée aux savants. Lorsque le czar Pierre-le-Grand vint à Paris, il voulut voir le maréchal d'Estrées, et alla s'entretenir plusieurs fois avec lui en particulier, dans sa maison d'Issy. De retour à Saint-Pétersbourg, le czar lui donna une preuve de son estime et de sa satisfaction, en lui envoyant son portrait, des cartes et les meilleurs ouvrages moscovites, imprimés sous son règne. Ce présent était le plus agréable qu'on pût offrir au maréchal, qui aimait beaucoup les livres, et qui en avait une collection aussi nombreuse que bien choisie.

née. Nommé capitaine au régiment des Cravattes, par commission du 1er mai 1743, il commanda sa compagnie à la bataille de Dettingen, et sur les bords du Rhin, pendant la fin de cette campagne : il la commanda aussi aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, et au camp de Courtray, en 1744. Il obtint, le 14 décembre de cette dernière année, la charge de deuxième cornette de la compagnie des chevau-légers d'Anjou, avec rang de lieutenant-colonel de cavalerie, par commission du même jour. Il se trouva, avec cette compagnie, à la bataille de Fontenoy, aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745. Il passa, le 1er décembre de cette dernière année, à l'enseigne de la compagnie des gendarmes d'Anjou, avec laquelle il servit aux siéges de Mons, de Charleroi et de Namur, et à la bataille de Raucoux, en 1746. Il combattit à Lawfeld, en 1747. Nommé sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes Dauphin, par brevet du 1er janvier 1748, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, par commission du même jour, il servit au siége de Maestricht, la même année. Il fut fait capitaine-lieutenant de la compagnie de chevau-légers d'Orléans, par commission du 12 septembre 1754, et commanda cette compagnie à la conquête de l'électorat de Hanovre, et aux camps de Clostersevern et de Zell, en 1757; au combat de Sundershausen, à la prise de Cassel et à la bataille de Lutzelberg, en 1758. Il devint capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes de Flandre, en se démettant de celle de chevau-légers d'Orléans, par provisions du 22 mai 1759. Il commanda sa compagnie à la bataille de Minden, le 1er août suivant, et à l'armée d'Allemagne, jusqu'à la paix. Il obtint le grade de brigadier, par brevet du 20 février 1761, et fut déclaré, au mois de mai 1763, maréchal-de-camp, pour prendre rang du 25 juillet 1762, jour de la date de son brevet. Il se démit alors de la compagnie des gendarmes de Flandre. Il mourut en 1766. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 571; *Gazette de France*, *annales du temps*.)

D'ÉTOQUIGNY, *voyez* GUÉRIN.

D'EU, *voyez* D'ARTOIS, BOURBON *et* BRIENNE.

EUGÈNE (*prince*), *voyez* DE BEAUHARNAIS.

ÉVREUX, *voyez* LA TOUR-D'AUVERGNE.

EXCELMANS (Remi-Joseph-Isidore, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Bar-le-Duc, le 13 novembre 1775. Il entra fort jeune dans la carrière militaire, s'y fit remarquer par beaucoup de valeur et d'activité, et devint aide-de-camp du général Broussier, son compatriote. Il se distingua, en 1799, dans les différents combats qui précédèrent la prise de Naples, et particulièrement, le 2 avril, à la prise de Trani, où il s'était mis à la tête des grenadiers qui escaladèrent cette place. Cet assaut hardi ayant réussi, Excelmans fit aussitôt tourner les pièces du fort de Trani contre les rebelles napolitains, et contribua ainsi à leur défaite. Il avait mérité et obtenu le grade de chef de bataillon, lorsque le général Murat le prit pour son aide-de-camp. Il suivit ce général dans ses diverses campagnes, et se couvrit de gloire, le 8 octobre 1805, au combat de Wertingen, où il eut deux chevaux tués sous lui. Ayant été chargé de présenter à Buonaparte les nombreux drapeaux enlevés à l'ennemi, et parmi lesquels se trouvaient ceux qu'il avait pris lui-même, il en reçut cet éloge : « Je sais » qu'on ne peut être plus brave que vous; je vous fais officier de la Légion-d'Honneur. » Par décret daté de Schœnbrunn, le 6 nivôse an 14 (27 décembre 1805), Excelmans fut nommé colonel du 1er régiment de chasseurs à cheval, en récompense de la manière distinguée avec laquelle il avait combattu à Austerlitz, le 2 du même mois de décembre. Il fit la campagne de 1806, à la tête de ce régiment, alors employé dans le 1er corps d'armée, sous les ordres du maréchal Davout, et se distingua dans les différents combats qui eurent lieu contre les Russes et les Prussiens. Il entra, au mois de novembre de la même année, à Posen, capitale de la Grande-Pologne : son régiment y fut reçu par les Po-

lonais avec le plus grand enthousiasme. Il fit, avec son régiment, la campagne de 1807, sous les ordres du général Marulaz, commandant la cavalerie légère du 3e corps d'armée; donna de grandes preuves d'intelligence et de bravoure au combat de Golymin, le 26 décembre, et mérita d'être cité avec éloges dans le bulletin de l'armée. Il fut aussi récompensé de ses services, par le grade de général de brigade. Employé à l'armée d'Espagne, il y fut fait prisonnier de guerre, en 1808 (1). Il passa, avec son grade, au service de Joachim Murat, roi de Naples, qui lui conféra la charge de grand-maréchal de son palais. L'amour de son pays ramena en France le général Excelmans, qui refusa par ce motif les offres d'avancement et de fortune qui lui étaient faites par Murat. Employé, en 1812, dans la grande-armée, il fit la campagne de Russie, y commanda une division de cavalerie, et soutint la brillante réputation qu'il s'était acquise. Il fut nommé général de division, le 6 septembre de la même année, et créé baron d'empire. Il fit aussi, avec beaucoup de distinction, la campagne de Saxe, en 1813, et fut décoré de la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 7 novembre. Après les revers essuyés par les Français aux batailles de Léipsick, et la retraite de l'armée sur la rive gauche du Rhin, l'approche des généraux ennemis, Bulow et Winzingerode, fit éclater, le 16 novembre, une insurrection à Amsterdam, ainsi que dans plusieurs autres villes de la Hollande, qui alors était réunie à la France. Le général Excelmans fit partie du corps d'armée que Napoléon envoya dans le pays de Clèves, sous les ordres du maréchal duc de Tarente. Il prit position, avec 600 chevaux, depuis Wesel jusqu'à Nimègue. Les alliés étant entrés en France, le général Excelmans suivit le corps du duc de Tarente, qui se porta en Cham-

(1) Le 4e paragraphe des articles supplémentaires de la capitulation du 22 juillet 1809, signée par le général Dupont, après l'affaire de Baylen, stipula que les parties contractantes emploieraient leurs bons offices pour faire remettre en liberté le général Excelmans, le colonel Lagrange et le lieutenant-colonel Rozetti.

pagne. Il concourut, sous les ordres de ce maréchal, à la défense des villes de Châlons et de Vitry, que l'on fut obligé d'évacuer, dans les premiers jours de février 1814. Vers le 28 du même mois, sa division fut du nombre de celles que Napoléon garda en réserve à Troyes, pour être prêtes à marcher vers l'Aube et la Marne, selon les circonstances. Il commanda sa division au combat et à la bataille de Craone, les 6 et 7 mars. Les Français marchant, le 13 du même mois, pour chasser de la ville de Reims les alliés, qui y étaient entrés la veille, le général Excelmans, avec sa division et les chevau-légers du colonel Krasinski, tourna une position des ennemis, refoula sur Reims celles de leurs troupes qui se retiraient vers Berry-au-Bac, et les mit dans une telle déroute, qu'elles se sauvèrent à la débandade sur les trois routes de Neufchâtel, Rethel et Châlons : les Français rentrèrent dans Reims le même jour. Excelmans suivit, avec sa division, le mouvement que Napoléon fit en personne, pour se porter sur l'Aube, et manœuvrer sur les derrières de la grande-armée alliée. Il se trouva aux combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Mery, les 18 et 19 mars, et aux affaires d'Arcis, les 20 et 21 du même mois. Dans cette campagne de 1814, le général Excelmans donna de nouvelles preuves de talents et d'intrépidité. Après l'abdication de Napoléon, il fit sa soumission au gouvernement des Bourbons, et fut créé, par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet. Il fut élevé, vers le même temps, à la dignité de comte. Une lettre écrite par lui au roi de Naples (Murat), et qui fut saisie par la police dans les papiers du lord Oxfort, lui attira des désagréments, et le fit mettre en non activité, et exiler à Bar-sur-Ornain. S'étant soustrait à cet ordre, il fut traduit devant le conseil de guerre de la 16ᵉ division militaire, séant à Lille, et y fut acquitté à l'unanimité, en janvier 1815. Lors de l'invasion de Buonaparte, au mois de mars suivant, la défection s'étant glissée parmi les troupes rassemblées sous Paris, dans la nuit du 19 au 20 mars, le corps d'officiers à demi-solde, réuni à Saint-Denis, s'insurgea, et ne reconnut plus alors pour chef que

le général Excelmans. L'artillerie et les caissons du corps d'armée de Mgr. le duc de Berry furent saisis, et dirigés, le 20 mars, sur Paris, ainsi que plusieurs caissons appartenant au prince : Excelmans entra dans Paris, à la tête du détachement de cuirassiers qui escortait tout cet attirail de guerre. Buonaparte étant entré dans la capitale, le même jour, Excelmans fut chargé de poursuivre, avec quelques escadrons, les princes français et la maison militaire du roi, qui avaient pris la route de Beauvais. Il les suivit jusqu'à la frontière du Nord. Il assista, le 24 mai suivant, aux conférences de Trelon, sur les futures opérations militaires. Il fut créé pair de France, par décret de Buonaparte, daté du 2 juin. On lui donna le commandement de 2 divisions de dragons, employées dans l'armée du Nord. Le 15 du même mois, les brigades de dragons des généraux Burthe et Bonnemaison, du corps du général Excelmans, appuyèrent une attaque faite contre les Prussiens, par 4 escadrons de la garde de Buonaparte, et contribuèrent à accélérer la retraite des Prussiens sur Fleurus. Il commanda son corps de cavalerie à la bataille de Ligny, le 16. et s'y distingua d'une manière brillante. Après cette affaire, Excelmans marcha, sous les ordres du comte Grouchy, que Buonaparte avait chargé de suivre le général prussien Blucher, de manière à l'empêcher de se rallier et de faire sa jonction avec l'armée anglo-hollandaise, commandée par le duc de Wellington. Dans la retraite que fit le corps d'armée du comte Grouchy, depuis la Belgique jusque sous les murs de Paris, Excelmans rendit de grands services à ce corps, par l'habileté avec laquelle il fit manœuvrer et combattre sa cavalerie. Les alliés étant arrivés à quelque distance de la capitale, le général Blucher passa la Seine, avec les Prusso-Saxons (1), et s'avança dans la direction de Versailles. Ce mouvement exposait le général prussien à voir l'armée française réunie sous Paris, tom-

(1) Ce passage eut lieu par le pont du Pecq, au bas de Saint-Germain-en-Laye.

ber avec des forces nombreuses sur le front et sur les flancs de ses colonnes, qui se trouvaient isolées, et dont les communications étaient peu assurées. Le maréchal prince d'Eckmuhl, commandant en chef l'armée française, ordonna alors au général Vandamme de diriger sur Versailles la cavalerie de l'aile gauche, forte de 6000 chevaux, et commandée par Excelmans. Cette division devait être appuyée par d'autres corps nombreux d'infanterie et de cavalerie. Excelmans, suivant la direction qui lui avait été indiquée, fit marcher, le 1er juillet, le général Piré, avec 2 régiments de chasseurs et un régiment d'infanterie, dans la direction de Roquencourt, entre Marly et Versailles, avec ordre de s'embusquer dans les bois, et de couper à l'ennemi la retraite sur St.-Germain. Il s'avança en même temps avec le reste de ses troupes, directement sur Versailles, par la route qui traverse le village de Velisy. Arrivé à l'embranchement de la route de Bièvres et de Versailles, il rencontra une avant garde prussienne de 2 régiments de cavalerie, qui s'avançaient au trot, en criant : *Paris! Paris!* Excelmans fit aussitôt exécuter, par les régiments qui formaient la tête de sa colonne, une charge vigoureuse sur les Prussiens, qui étaient loin de s'attendre à une attaque aussi brusque. La mêlée fut très-vive; mais les Prussiens, pressés de front et en flanc, furent bientôt mis en déroute, poursuivis et sabrés jusqu'à Versailles, qu'ils traversèrent au galop, pour gagner Saint-Germain. Arrivés au village de Roquencourt, ils tombèrent dans l'embuscade du général Piré, qui se précipita sur les hussards ennemis, pendant que le 44e régiment d'infanterie les fusillait à bout portant. Sur 1500 hussards prussiens, 1000 à 1100 furent tués ou faits prisonniers, et le reste n'échappa qu'avec beaucoup de peine aux coureurs français, et aux paysans des environs, qui s'étaient armés. Après ce combat, Excelmans continua son mouvement sur Saint-Germain; mais, ayant rencontré à Louveciennes un corps considérable d'infanterie ennemie, il jugea prudent d'éviter le combat, avec des forces disproportionnées, et sur un terrain peu propre aux mouvements de la c.valerie. Il fit en conséquence sa retraite

sur Montrouge, dans la nuit du 1er au 2 juillet (1). Après la seconde rentrée du roi en France, le général Excelmans établit son quartier-général à Clermont-Ferrand, où il fit arborer le drapeau blanc, et entretint sa troupe dans le plus grand ordre. Il fut cependant compris dans la deuxième catégorie déterminée par l'ordonnance du 24 juillet 1815 : les individus, classés dans cette seconde catégorie, devaient quitter Paris sous trois jours, se retirer dans l'intérieur de la France, et y rester sous la surveillance du ministre de la police générale, en attendant qu'il fût statué sur leur sort. Ayant été exilé, en vertu des dispositions de l'ordonnance royale du 12 janvier 1816, Excelmans se retira à Anvers, d'où il vint se fixer à Bruxelles. Il obtint, en janvier 1819, l'autorisation de S. M. pour rentrer en France, et arriva à Paris vers la fin du même mois. On le trouve classé, en 1822, dans la liste des lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

(1) Si les corps de cavalerie et d'infanterie qui devaient soutenir le mouvement d'Excelmans avaient marché dans la direction respective qu'ils devaient suivre, l'armée du feld-maréchal Blucher eût été gravement compromise; mais ces corps reçurent contre-ordre.

ADDITIONS, RENVOIS ET CORRECTIONS.

TOME Ier.

ANTOINE (1) (François-Louis), *maréchal-de-camp*, naquit à Versailles, le 7 mai 1744. Il entra au service, en janvier 1761, comme cornette, dans le régiment de Vogué, qui fut incorporé, en 1763, dans le régiment Royal cavalerie. Il fit, en qualité de sous-lieutenant, deux des campagnes de la guerre de *sept ans*. Il servit, pendant un an, et avec le même grade, dans le corps de 20,000 hommes de troupes auxiliaires que la France s'était obligée à fournir à l'Autriche pendant la durée de la guerre entre cette puissance et la Prusse. Lorsque la paix fut faite, il fut nommé sous-aide-major, à la création de cette charge. Il devint ensuite aide-major, avec commission de capitaine. Il obtint successivement le grade de capitaine en second, et celui de capitaine en premier. Il devint chef d'escadron, par rang d'ancienneté de grade; et, par le même motif, il fut élevé, en 1791, au grade de lieutenant-colonel du régiment d'Artois cavalerie. En 1792, il passa, avec le même grade, au 1er des deux régiments de carabiniers. Il devint peu de temps après colonel de son régiment, qu'il commanda dans la campagne de Champagne. La conduite distinguée qu'il tint à la bataille de Valmy, lui valut le grade de maréchal-de-camp. Il alla, en cette qualité,

(1) Cet article a été, faute de renseignements suffisants, renvoyé du tom. 1er, pag. 131, au supplément. Les documents nécessaires nous étant parvenus, nous nous empressons de l'insérer, et nous en userons ainsi pour tous les articles non traités, et que l'on nous mettra à même de rédiger complètement.

commander 5 régiments de cavalerie, alors cantonnés sous les murs de Cambray. Pendant le siége de Valenciennes par les troupes autrichiennes, sous le commandement du prince de Cobourg, le général Antoine fut chargé de faire plusieurs reconnaissances des positions de l'ennemi, et s'en acquitta avec autant d'habileté que de succès : là se termina sa carrière militaire. Le général Antoine, qui était très dévoué à la famille royale, et dont les ancêtres avaient été attachés à cette famille par des charges qu'ils avaient possédées depuis Henri IV, quitta le service, après la funeste journée du 21 janvier 1793, qui vit périr sur l'échafaud le roi Louis XVI. Il n'avait cessé de donner l'exemple de l'exactitude, du zèle, de la bravoure, et de toutes les vertus qui caractérisent le véritable guerrier. Un de ses fils a été tué en combattant dans les rangs français, à la bataille de Léipsick, en 1813; deux autres servent maintenant dans les 4ᵉ et 22ᵉ régiments de ligne. (*États militaires.*)

BARQUIER, pag. 339, ligne 34, *au lieu de :* 1814, *lisez:* 1812, *et ajoutez :* A cette dernière époque, il passa de nouveau dans l'armée active, et y fut employé jusqu'en 1814.

Après l'art. BAVOY, *voyez* PILLICHODI, *lisez :* BAYARD, *voyez* DU TERRAIL.

TOME II.

BEAUMONT, *marquis d'Autichamp*, pag. 13, ligne 11, *au lieu de :* en Suisse, *lisez :* en Russie.

TOME III.

DE BOURBON (Louis-Joseph), *prince de Condé*, pag. 93, ligne 24, *au lieu de :* régiment émigré de Duras, *lisez:* régiment émigré de Durand.

DE BOURBON (Louis-Henri-Joseph, *duc*), pag. 97. Du texte de la note, placée au bas de cette page, on pourrait inférer que les trois princes de la maison de Bourbon-Condé, qui y sont désignés, avaient pris du service dans l'armée autrichienne. Cette induction nous paraît d'autant plus

fausse, que, dans une lettre que le feu prince de Condé écrivait au duc d'Enghien, son petit-fils, le 28 février 1802, il s'exprimait ainsi : « Je persiste à penser que vous ne devez » entrer au service d'aucune puissance; cela n'est pas fait » pour vous, et jamais *aucun des Bourbons passés ou pré-* » *sents n'a pris ce parti.* » (*Voyez* les Mémoires de la maison de Condé; Paris, 1820, 2ᵉ édit., p. 328.) Un officier français, qui servait à l'armée de Condé, et dont le témoignage est digne de foi, nous a donné, sur la note que nous avions tirée des Mémoires de la maison de Condé, et qui se trouve placée dans notre IIIᵉ vol., pag. 97, les explications suivantes. A la formation de 1793, le corps de Condé figura sur le tableau de l'armée autrichienne, comme une division, et fut payé en conséquence. S. A. S. le prince de Condé était porté sur les états comme feld maréchal-lieutenant, et payé comme tel; S. A. S. le duc de Bourbon, comme général-major, et S. A. S. le duc d'Enghien, comme major; mais aucun de ces princes ne porta jamais les marques distinctives de ces grades, qui n'étaient établis que pour la comptabilité du corps vis-à-vis du trésor autrichien. Dans l'intérieur du corps de Condé, personne ne touchait les appointements applicables aux grades autrichiens; tout était versé dans la caisse du corps d'armée, et partagé ensuite d'après le tarif particulier qui y avait été adopté.

DE BOURBON (Louis-Antoine-Henri), *duc d'Enghien.* Dans la note que nous avons placée au bas des pages 98, 99 et 100, nous n'avons donné au duc d'Enghien aucun grade militaire; et, n'ayant point de renseignements plus étendus, nous nous sommes bornés à dire qu'il avait été chargé, par le prince de Condé, son aïeul, de divers commandements. Depuis que notre IIIᵉ vol. a paru, on nous a assuré que le duc d'Enghien avait été nommé maréchal-de-camp, après la campagne de l'armée des princes, en 1792, et lieutenant-général, après celle de 1793.

BRUNET, pag. 299, 1ʳᵉ et 2ᵉ lignes de l'article, *supprimez* ces mots : fils du précédent. Pag. 300, lignes 7 et 8, *au lieu de :* pendant plusieurs années, *lisez :* pendant 11 ans.

Ligne 8, *supprimez* le paragraphe qui commence par ces mots : Étant rentré, et qui finit par ceux-ci : en 1815, *et remplacez* le tout par ce qui suit : Étant rentré en France, en 1814, il ne fut point employé. Il prit, en 1815, du service dans l'armée sous les murs de Paris, et commanda ensuite une division dans celle dite *de la Loire*. On l'admit à la retraite, après le licenciement de cette armée. (*Etats militaires.*)

BUONAPARTE (Napoléon), pag. 331, ligne 2, *au lieu de :* 5 février 1768, *lisez :* 15 août 1769 (1). Pag. 421, ligne 5, *au lieu de :* Pie VIII, *lisez :* Pie VII.

TOME IV.

DE CHOISINET, pag. 288, *au lieu de : voyez* DE LA TOUR DU PIN, *lisez : voyez* DE LA TOUR.

COLBERT (Édouard-Victurnin-Charles-René), *comte de Maulevrier,* pag. 376, ligne 9, après ces mots : de S. M., *lisez :* On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite de maréchal-de camp, après 21 ans 7 mois et 20 jours de service. Ligne 10, après la date : 1814, *lisez :* Édouard-Charles-Victurnin Colbert de Maulevrier, frère du comte de Maulevrier.

(1) Cette dernière date est bien celle de la naissance de Napoléon Buonaparte, et c'est par erreur que, comme M. Salgues *dans ses Mémoires pour servir à l'Histoire de France,* nous avons indiqué celle du 5 février 1768. La date du 15 août 1769, est consignée dans les registres de l'école Militaire, et l'on doit la regarder comme certaine et positive. D'ailleurs, si l'on jette un coup d'œil sur l'article imprimé à la page 424 du même volume, on verra que Joseph Buonaparte, frère aîné de Napoléon, est né le 7 janvier 1768, et que par conséquent, pour que la naissance de ce dernier pût être du 5 février de la même année, il faudrait supposer, ce qui n'est pas admissible, que madame Buonaparte mère serait accouchée deux fois dans moins d'un mois.

FIN DU TOME CINQUIÈME.

